

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - Années 2020/2021.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_20</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 39        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 0         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 0         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - Mme Vanessa Ghiati  
- M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire -  
M. Jean-Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -  
Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant -  
M. Aurélien Denaes - Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice -  
M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge - Mme Fatou Sylla -  
M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_20

Objet : Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes - Années 2020/2021.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;  
**Vu** la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

**Vu** le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités territoriales ;

**Vu** la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale ;

Vu l'avis de la commission municipale compétente ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de présenter, préalablement aux débats sur le projet de budget primitif, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes concernant le fonctionnement de la collectivité et les politiques qu'elle mène sur son territoire ;

**Considérant** que le présent rapport dresse un bilan des actions et des politiques mises en œuvre par la Ville en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article unique : PREND ACTE** du rapport sur la situation de la Ville en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour les années 2020 et 2021 qui lui a été présenté en séance.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 39 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_20-DE

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# **Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes**

**Années 2020/2021**

**–**

**Ville de Malakoff**

## Table des matières

|   |    |
|---|----|
| Introduction.....   | 3  |
| L'égalité professionnelle des femmes et des hommes au sein de la collectivité.....  | 3  |
| Le rapport de situation comparée.....   | 3  |
| Conditions générales d'emploi.....  | 4  |
| Une forte féminisation des effectifs.....   | 4  |
| Une surreprésentation des femmes notamment en catégorie A .....   | 4  |
| Des écarts en matière de statut pour les catégories A et B .....  | 5  |
| Une faible mixité des métiers et des filières .....   | 6  |
| Des femmes plus jeunes sauf en catégorie C.....   | 6  |
| Une situation plutôt favorable pour les femmes en matière de temps de travail .....                                       | 7  |
| Un recrutement plus précaire pour les femmes .....  | 8  |
| Les départs : des motifs similaires selon les sexes.....  | 8  |
| Positionnement : un réel accès des femmes aux postes à responsabilités .....  | 9  |
| Promotion : une situation plus favorable pour les femmes.....   | 9  |
| Rémunération : des écarts liés aux filières et à l'accès à l'encadrement.....   | 10 |
| Formation : Une année 2020 particulière .....   | 10 |
| Conditions de travail .....   | 11 |
| Les axes de progrès et perspectives.....  | 12 |
| L'égalité femmes/hommes dans les politiques publiques .....   | 13 |
| Rendre lisibles les actions de promotion de l'égalité dans les politiques publiques .....                                 | 13 |
| Droit des femmes et lutte contre les discriminations.....   | 13 |
| Genre et espaces publics.....   | 15 |
| L'analyse genrée des politiques publiques.....  | 16 |
| Actions et événementiels autour des journées internationales : 8 mars et 25 novembre.....                                 | 17 |
| Lutter contre les stéréotypes de genre dès le plus jeune âge .....  | 20 |
| Prévention et lutte pour l'élimination des violences conjugales, intrafamiliales et faites aux femmes et aux enfants..... | 21 |
| Favoriser le repérage et la prise en charge des enfants victimes et leurs familles :.....                                 | 21 |
| Développer l'accès au Droit et l'aide aux victimes :.....   | 21 |
| Développer les modalités de soutien aux victimes : .....  | 22 |

## Introduction

La **loi du 4 août 2014** et son article 61 prescrivent aux collectivités de plus de 20 000 habitant.e.s de présenter préalablement au débat budgétaire, un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

L'article 1er dispose que « *L'Etat et les collectivités territoriales, ainsi que leurs établissements publics, mettent en œuvre une politique pour l'égalité entre les femmes et les hommes selon une **approche intégrée**. Ils veillent à l'évaluation de l'ensemble de leurs actions* ». L'approche intégrée devient donc la règle dans la conduite des politiques publiques locales. Il s'agit de considérer la situation des femmes et des hommes avant la mise en place ou le réajustement de toute action.

Ce rapport intègre ainsi l'ensemble des données quantitatives et qualitatives disponibles. Il présente les éléments concernant l'égalité et la mixité professionnelle au sein de la politique des ressources humaines de la ville, les politiques publiques développées en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour enfin présenter les perspectives et les pistes d'actions pour l'année à venir.

## L'intégration de l'égalité femmes / hommes dans les politiques publiques à Malakoff

Éditée en 2006 par le Conseil des Communes et Régions d'Europe, la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale incite les collectivités locales à s'engager publiquement pour l'égalité des sexes.

Depuis le 25 novembre 2013, Malakoff, comme 186 communes en France, est signataire de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale.

En adhérant à cette Charte européenne, la ville de Malakoff s'est engagée à établir un plan d'actions pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes sur la ville.

Ce plan fixe les priorités, les actions et les ressources nécessaires à sa réalisation. La ville s'est également engagée à collaborer avec toutes les institutions et organisations de son territoire afin de promouvoir l'instauration, dans les faits, d'une véritable égalité.

Avant de mettre en place ce plan d'action communal en faveur de l'égalité femmes / hommes, il est incontournable de faire un état des lieux genré à l'échelle du personnel communal mais aussi en parallèle sur les politiques communales auprès du public.

## L'égalité professionnelle des femmes et des hommes au sein de la collectivité

### Le rapport de situation comparée

Ce document de diagnostic a été élaboré à partir des données chiffrées des trois dernières années (2018-2019-2020) de la collectivité pour lesquelles il était possible d'avoir une lecture genrée (femmes/hommes).

Il a permis d'avoir une analyse sur la situation comparée des femmes et des hommes :

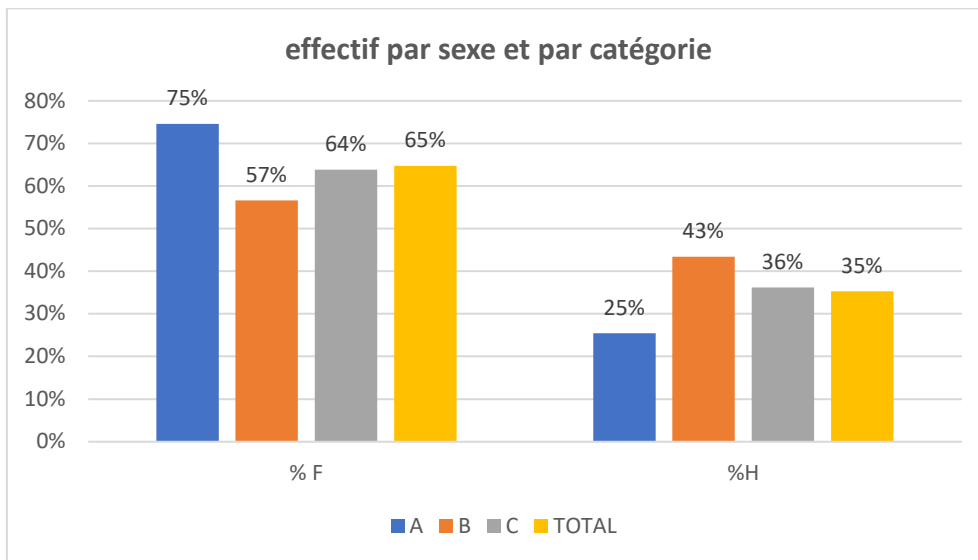
- En ce qui concerne les conditions générales d'emploi dans la collectivité (répartition femmes/hommes dans l'effectif global, par catégorie et suivant le statut, par catégorie et filière, répartition suivant la durée du travail).

- En ce qui concerne les embauches et les départs, les promotions, l'ancienneté par catégorie et par filière, mais aussi la rémunération, la formation, les conditions de travail.

## Conditions générales d'emploi

### Une forte féminisation des effectifs

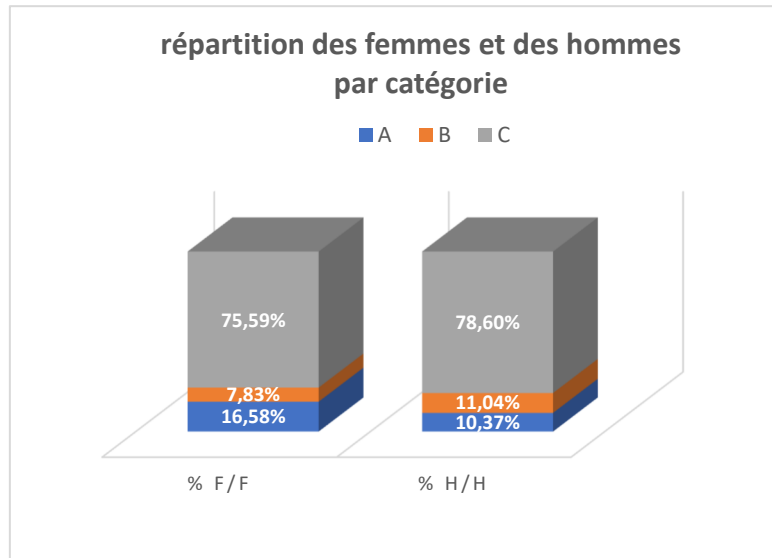
Sur **848** agent.e.s en emplois permanents présents au 31 décembre 2020 à la ville de Malakoff on compte **549 femmes et 299 hommes**. 65% des agent.e.s de la ville sont donc des femmes.



On observe donc une forte féminisation des effectifs, surtout en catégorie A : 75% de femmes. La proportion 64% et 36% est respectée pour les agent.e.s de catégorie B et C.

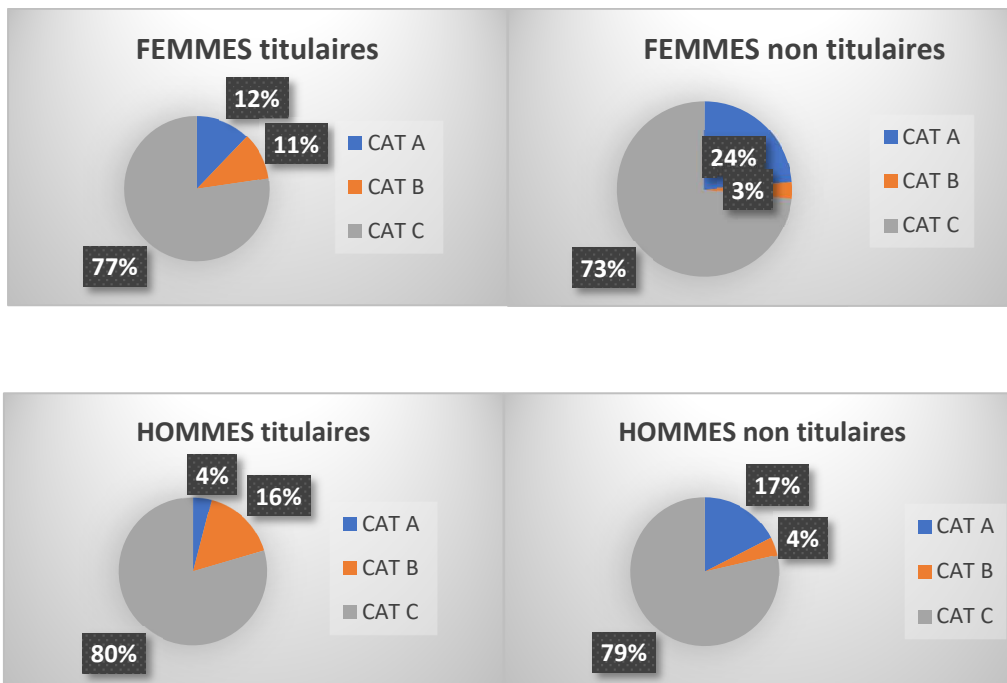
### **Une surreprésentation des femmes notamment en catégorie A**

17% des femmes sont en catégorie A pour un peu plus de 11% des hommes. Les chiffres sont quasi identiques à ceux du 31 décembre 2019.



## Des écarts en matière de statut pour les catégories A et B

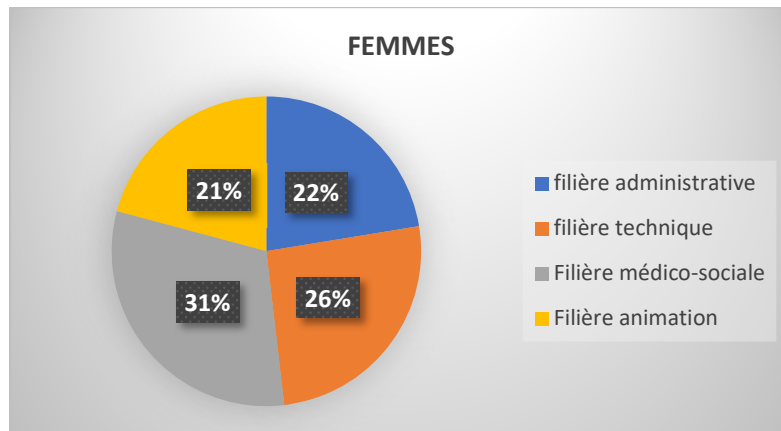
Les femmes représentent 65% des titulaires, sans changement par rapport à 2019. Par contre la part des femmes et des hommes non titulaires diffère : passant de 35 % à 36 % pour les femmes et de 35% à 42% pour les hommes (toutes catégories confondues). Des écarts s’observent particulièrement en catégorie A et B.



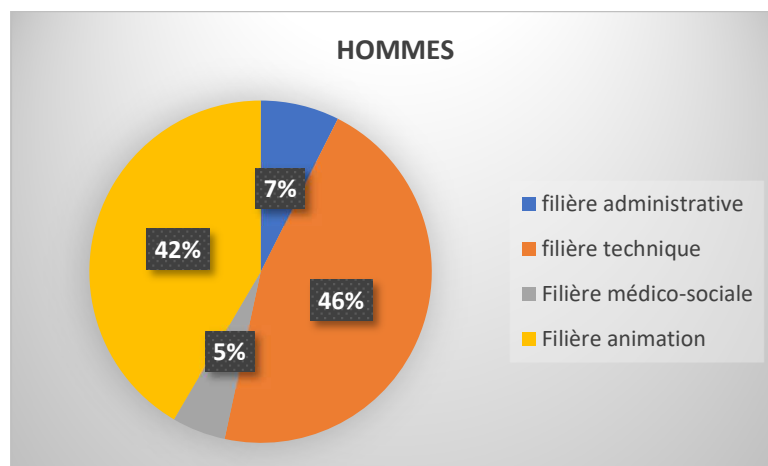


## Une faible mixité des métiers et des filières

Les femmes se répartissent de manière plus homogène dans les 4 filières mais **2 filières sont quasi non mixtes ou très peu mixtes**. C'est le cas des filières administrative et médico-sociale.

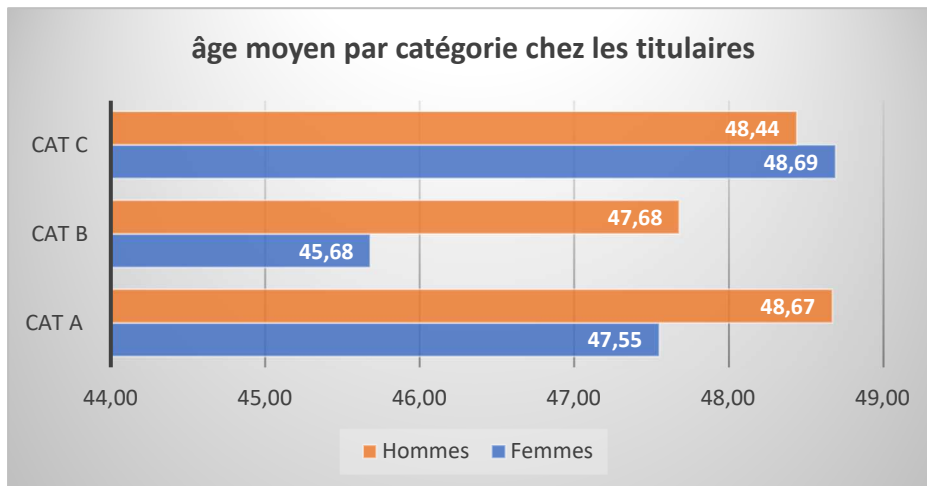


Les hommes se répartissent quasi essentiellement entre la filière technique (46 % des hommes) et la filière animation (42% des hommes).

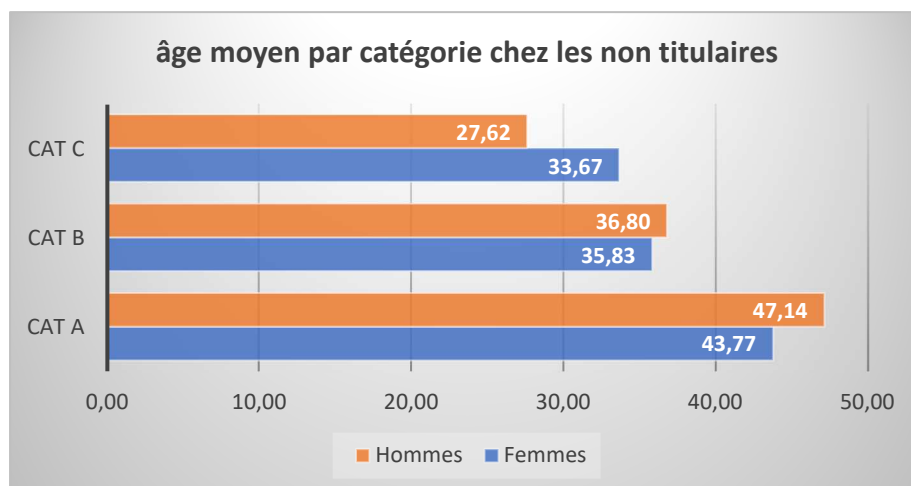


## Des femmes plus jeunes sauf en catégorie C

Les femmes titulaires sont plus jeunes (1 à 2 ans) que les hommes en catégorie A et B. Pour les catégories C l'âge moyen est quasi identique.



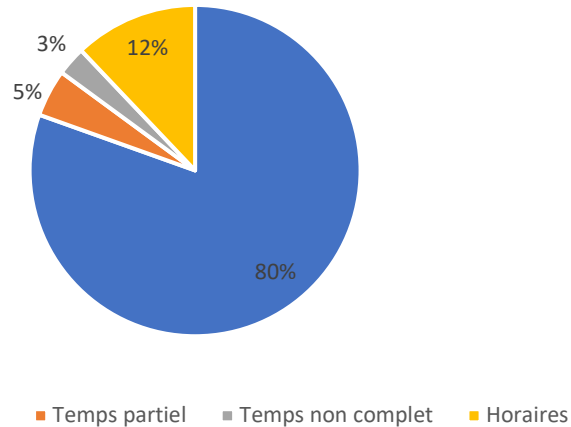
Les agent.e.s, femmes et hommes non titulaires, et pour chaque catégorie, sont plus jeunes que les titulaires. Cette différence, augmente de façon très importante pour la catégorie C. Ceci s'explique par le recrutement d'auxiliaires de puériculture, qui ne peuvent être titularisés qu'après réussite au concours, ainsi que par les recrutements d'agent.e.s sociaux (crèches) et agent.e.s d'entretien, qui sont recrutés en remplacement d'agent.e.s absents.



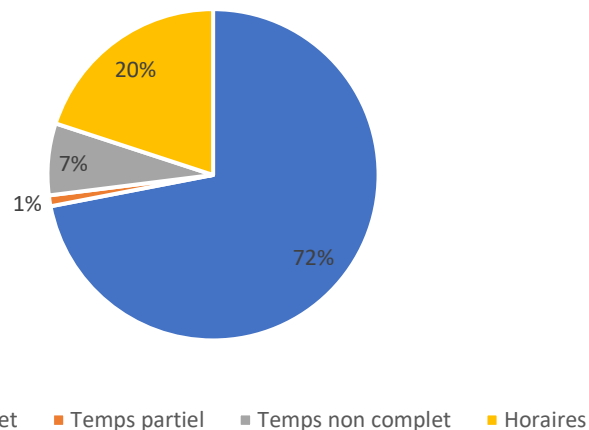
### Une situation plutôt favorable pour les femmes en matière de temps de travail

80% des femmes sont à temps complet contre 72% pour les hommes. C'est le nombre d'agent.e.s rémunérés à l'heure qui fait la différence entre les hommes (20%) et les femmes (12%). Il s'agit essentiellement des animateurs et médecins spécialistes.

### Répartition des femmes selon le temps de travail



### Répartition des hommes selon le temps de travail



## Un recrutement plus précaire pour les femmes

52 femmes ont été recrutées en 2020 (et 43 hommes), essentiellement sur des postes de non titulaires, pour assurer des missions de remplacement d'agent.e.s indisponibles principalement chez les agent.e.s d'entretien et dans les crèches.

## Les départs : des motifs similaires selon les sexes

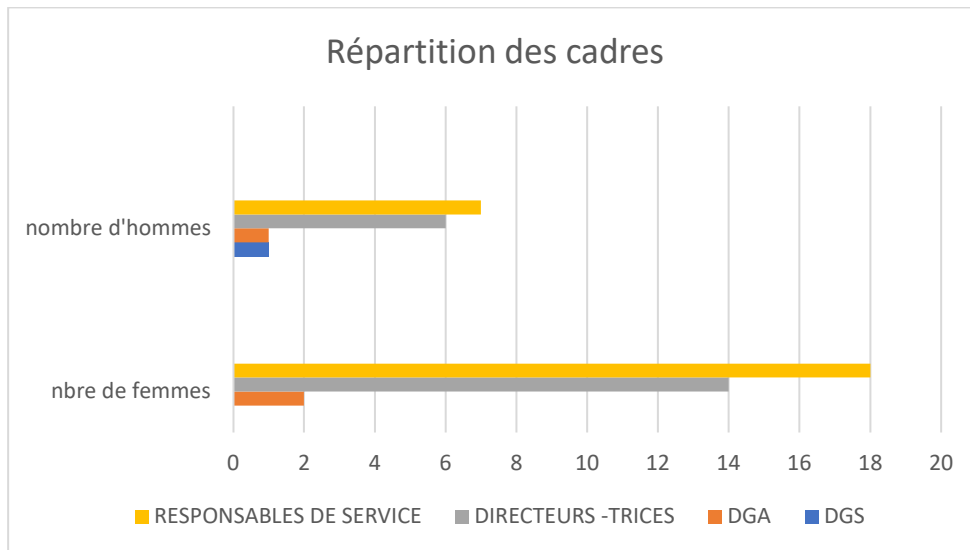
En 2020 les causes de départ chez les femmes sont d'abord les fins de contrats (47%) puis les mutations et disponibilités pour convenances personnelles (29%) puis les démissions (13%) puis les retraites (8%).

Chez les hommes, ce sont les mutations et fin de contrats qui représentent la principale cause de départ (35%) puis les démissions (19%) puis la retraite (4%).

Les fins de contrat concernent plus souvent les femmes car il s'agit de remplaçantes pour palier l'absentéisme (maladie, accidents, maternité) dans les crèches et à la direction des agent.e.s d'entretien. Il est aussi plus difficile de trouver des remplaçant.es dans les métiers occupés par les hommes.

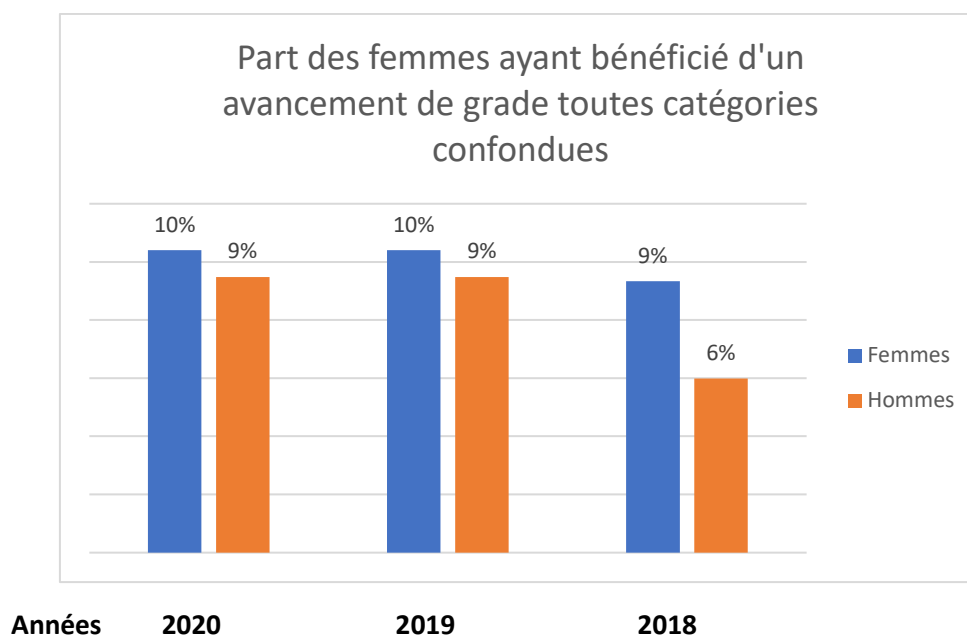
### Positionnement : un réel accès des femmes aux postes à responsabilités

La part des femmes sur les postes à responsabilité reste toujours la plus importante.



### Promotion : une situation plus favorable pour les femmes

Les données sur les avancements de grade montrent que sur trois ans, la part des femmes promues reste légèrement supérieure.



## Rémunération : des écarts liés aux filières et à l'accès à l'encadrement

En 2017 et en moyenne, toutes filières confondues, on constatait des écarts de rémunération au détriment des femmes dans toutes les catégories, à savoir : **A+ : -14% / A : -21% / B : -1% / C : -5%**

En 2018 et 2019, les écarts sont quasiment similaires et, de la même façon, ils se réduisent quand on compare par catégorie pour une même filière.

Pour rappel, la rémunération indiciaire est liée pour les titulaires à l'ancienneté des agent.e.s dans la fonction publique, dans leur cadre d'emploi. Il ne peut y avoir de différence de rémunération indiciaire entre une femme et un homme à situation équivalente sur tous les critères. En ce qui concerne les contractuels, une différence pourrait être opérée sur leur traitement indiciaire, ce qui pourrait induire une différence de traitement entre 2 agent.e.s du même sexe, également entre 2 agent.e.s de sexe différent qui occupent le même emploi.

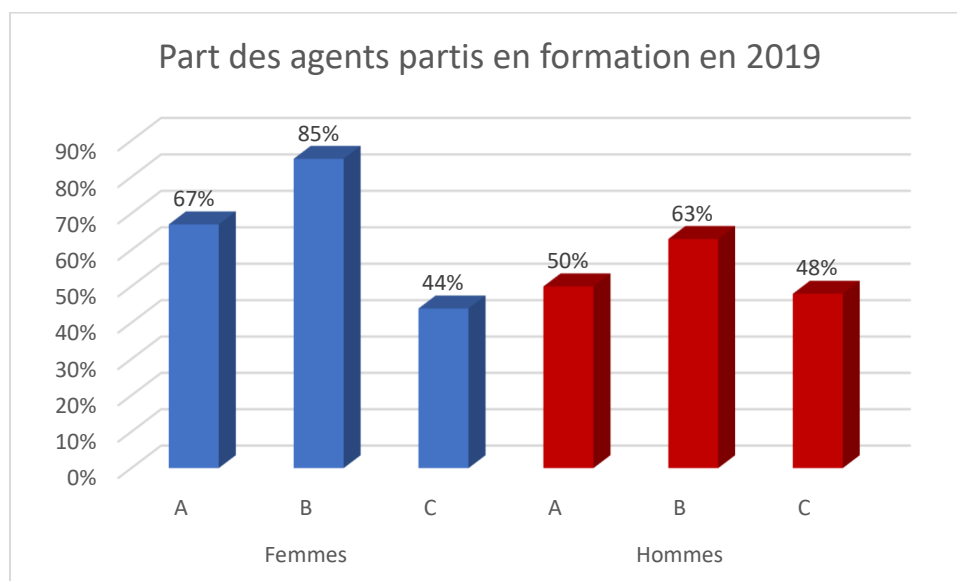
Sur cette question, la direction des ressources humaines est cependant très vigilante pour classer les agent.e.s contractuels sur un échelon en équivalence au traitement opéré pour les fonctionnaires, de manière à établir un équilibre entre femmes et hommes qui occupent le même emploi, ou entre les personnes du même sexe occupant le même emploi, ou encore entre fonctionnaires et contractuels occupant le même emploi.

Néanmoins, des difficultés de recrutement apparaissent, notamment pour les catégories A et B. On constate qu'elles sont essentiellement liées à un régime indemnitaire non concurrentiel avec d'autres collectivités. Les différences entre les femmes et les hommes s'expliquent par l'écart entre les salaires nets des non titulaires et des titulaires.

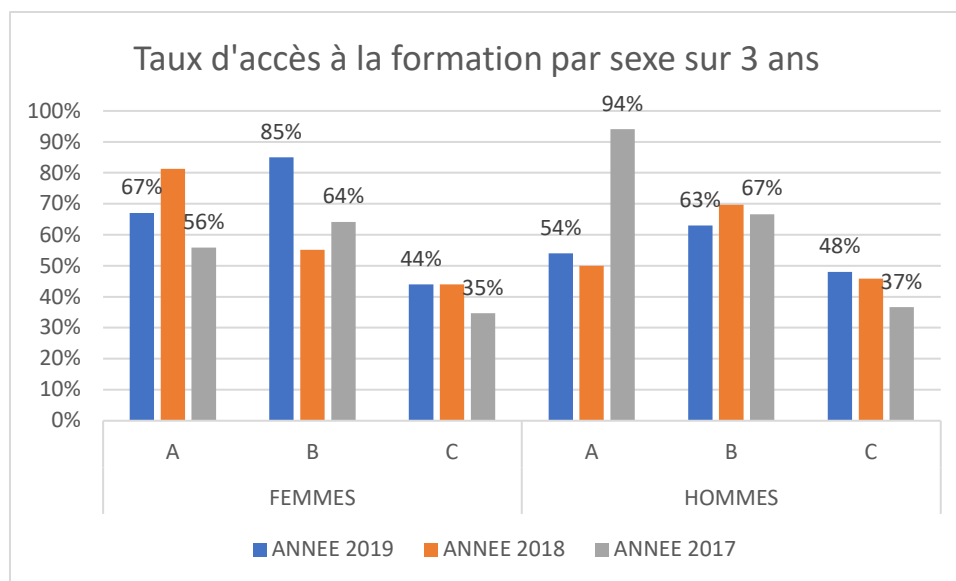
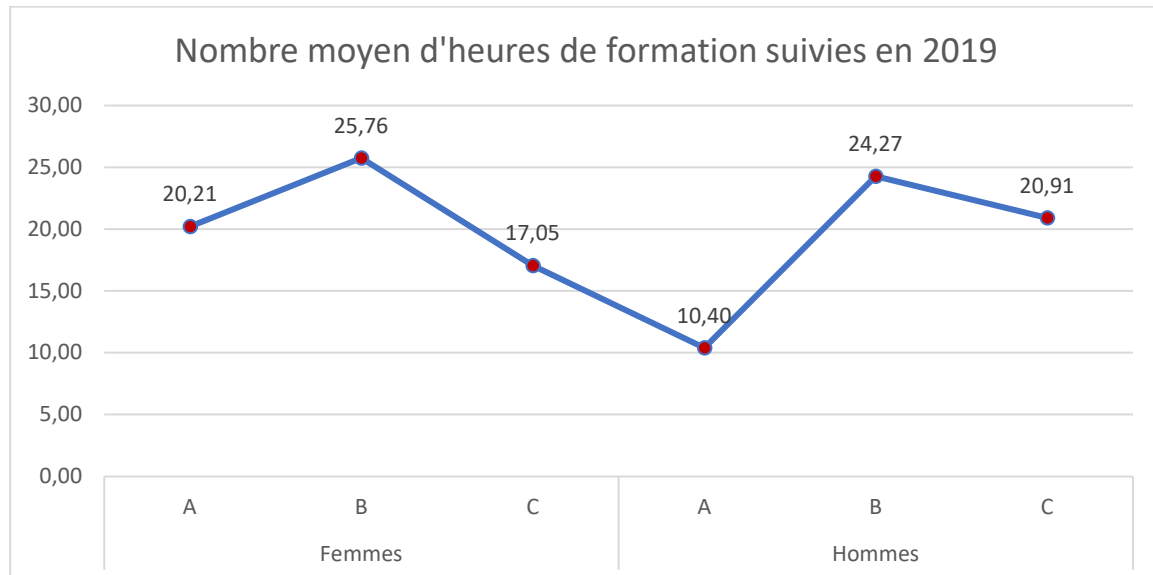
## Formation : Une année 2020 particulière

**En 2020, compte-tenu de la situation sanitaire, seules les formations obligatoires ont été assurées. Un bon nombre de formations ont été annulées.**

En 2019, le taux d'accès à la formation, toutes catégories confondues, est égal entre les femmes et les hommes (51%). Mais des disparités existent entre les agent.e.s de catégorie différente.



Contrairement à 2018, le nombre d'heures suivies en 2019 est différent entre les catégories et les sexes, hormis pour les agent.e.s de catégorie B. Concernant les agent.e.s de catégorie C, si le nombre d'agent.e.s qui partent en formation est quasi identique, le nombre d'heures suivies est plus important chez les hommes. Ceci s'explique principalement par le type de formations suivies, à savoir des formations d'habilitations réglementaires dont les modules vont de 2 à 5 jours.



## Conditions de travail

Globalement, ce sont toujours les agent.e.s de catégorie C qui sont surexposés.es aux accidents du travail.

Si la pénibilité de certains métiers à dominante masculine est assez reconnue, notamment pour ceux qui s'exercent en extérieur, il est important de prendre en compte la pénibilité des métiers à dominante féminine : métiers de la petite enfance, agent.e.s d'entretien... La mise en place d'une politique de prévention adaptée est à poursuivre. Le nombre d'agent.e.s ayant des aménagements de

postes provisoires et/ou définitifs ne cesse d'augmenter, en particulier pour les agent.e.s de plus de 50 ans.

## Les axes de progrès et perspectives

A la lumière des analyses posées dans le rapport de situation comparée, trois axes de travail peuvent se décliner pour améliorer les situations et décliner un calendrier de travail pour mettre en œuvre les actions qui en découlent :

- **la mixité des métiers à la ville de Malakoff, qu'il est important de lier aux politiques publiques,**
- **l'accès à la formation et aux fonctions d'encadrement (notamment chez les femmes en catégorie C),**
- **les aménagements de temps pour favoriser l'articulation entre la vie professionnelle et la vie personnelle.**

Ces axes de progrès pourront être travaillés durant l'année dans le cadre des enjeux développés par les ressources humaines.

Un accompagnement spécifique pourra être envisagé pour accompagner la création d'actions spécifiques permettant de travailler les axes de progrès identifiés.

## Une situation inédite de crise sanitaire

La crise sanitaire apparue au début de l'année 2020 et qui se poursuit en ce début d'année 2022 a eu des conséquences importantes tant sur les conditions des femmes et la marche en avant vers l'égalité que sur les capacités de déploiement de l'action publique municipale.

Les deux périodes inédites de confinement de la population ont renforcé l'isolement des femmes dans les situations de violences au sein du foyer. Pire, si les confinements ont pu augmenter les cas de violences, lorsqu'ils préexistaient, ils ont aussi été des facteurs de déclenchement. Ainsi, 30% des victimes de violences conjugales déclarent que les violences ont eu lieu pour la première fois pendant cette période, selon une enquête de l'Ifop pour la Fédération nationale Solidarité Femmes. Ces éléments corroborent l'augmentation importante d'appel à la plateforme 3919 dès la fin mars 2020, pour atteindre quelque 45 000 appels sur la première période de confinement (soit environ 800 appels quotidien).

Ces confinements ont également impacté la marche vers l'égalité et initié le retour de marqueurs genrés dans la répartition des tâches au sein des foyers. Le recours au télétravail comme les nécessités de garde des enfants renforcées par les bouleversements de fonctionnement des établissements scolaires en sont les principaux facteurs. C'est ce que révèle une étude du Crédoc sur le premier confinement (mars 2020) publiée en mai 2021. Elle souligne ainsi que dans les couples où les deux parents sont actifs, 53% des mères ont consacré plus de 4 heures par jour à leur enfant contre 29% des pères. Ou encore que chez les femmes exerçant une activité indépendante, plus de 60% ont dû cesser de travailler, contre 30% seulement pour les hommes.

Eloignement de la vie professionnelle et charge parentale accrue pour les femmes, ces indicateurs parmi d'autres viennent confirmer que des automatismes et des fonctionnements genrés continuent de peser.

Enfin, la situation sanitaire inédite a pu compliquer le travail des services publics, en particulier sur le terrain de l'aide aux femmes victimes de violences. Le confinement et les protocoles se sont ajoutés aux difficultés imposées dans les parcours de la constatation à la plainte où l'importance de la relation inter-individuelle de confiance est essentielle.

## L'égalité femmes/hommes dans les politiques publiques

La ville de Malakoff est engagée depuis de nombreuses années dans une démarche promouvant plus d'égalité entre les femmes et les hommes et construit ses politiques publiques dans un souci permanent de mixité et de lutte contre toutes les formes de discriminations.

La délégation « droits des femmes » s'organise autour de deux directions, la direction de la démocratie participative et la direction de la prévention, pour favoriser l'approche transversale de cette thématique.

La politique de la ville de Malakoff en matière d'égalité femmes/hommes se traduit par son action publique mais aussi par le soutien apporté aux actions et projets des associations, ainsi que par sa participation au réseau de partenaires à l'échelle métropolitaine et départementale (CIDF, conseil départemental, acteurs éducatifs locaux dans le cadre du CLSPD).

La nouvelle équipe municipale élue en 2020 a décidé d'intensifier le travail sur cette thématique en nommant une Maire adjointe, Fatiha Alaudat en charge du droit des femmes et de la lutte contre les discriminations et en nommant également une conseillère municipale déléguée, Julie Muret, sur les questions de genre et d'espace public.

## Rendre lisibles les actions de promotion de l'égalité dans les politiques publiques

### Droit des femmes et lutte contre les discriminations

Malakoff se revendique comme une ville féministe, une ville de justice qui défend tous les droits humains. L'égalité femmes-hommes et la lutte contre toutes les discriminations en sont les piliers. L'éducation, la prévention, la défense et la promotion de tous les droits individuels et collectifs doivent être des moteurs pour l'action communale dans tous les domaines de politiques publiques.

Les droits des femmes recouvrent autant l'accès aux droits que la revendication d'égalité, économique, sociale, politique, culturelle jusque dans la symbolique. Elle infuse l'ensemble des domaines de l'action municipale et demande une transversalité permanente.

Dans cette perspective, la commune a porté dans son programme municipal un engagement (numéro 99) pour la mise en place d'une Maison des femmes, associative et partenariale, pour favoriser l'accès aux droits et lutter contre les violences et les inégalités. Elle devra également répondre à l'enjeu, particulièrement sensible et médiatisé, des violences faites aux femmes sous toutes leurs formes.



Afin d'initier le projet, la ville a souhaité s'appuyer sur un diagnostic fin du territoire et des besoins des habitant-es. En 2021, une mission de préfiguration a été confiée au cabinet Perfegal du sujet.

Cette étude de préfiguration a cherché à déterminer quels devraient être les finalités, les objectifs et le périmètre d'action d'une telle structure. Il s'agissait également d'appréhender quelles pourraient en être les modalités de fonctionnement et d'organisation et de proposer, in fine, plusieurs scénarios à ce sujet.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs travaux ont été réalisés :

- Une série de 16 entretiens semi-directifs, dont 6 entretiens collectifs, soit 22 personnes ont été interrogées au total, sur la base d'une grille d'entretiens pour une durée d'une heure environ chacun. Il s'est agi de responsables des principaux services, d'élu.es concerné.es, ainsi que des responsables d'associations et une citoyenne implantées sur le territoire.
- Un atelier collectif avec des femmes malakoffiotes, en collaboration avec la Direction de la Vie des quartiers, organisé dans les locaux de la Maison de quartier Henri Barbusse.
- Une analyse documentaire portant sur différents travaux concernant la population et les services de la Ville, notamment sur les besoins sociaux, la santé et les violences faites aux femmes.
- Une recherche et analyse documentaires sur d'autres expériences de maisons des femmes dans d'autres territoires et sur des initiatives similaires en France et à l'international.
- Un benchmark de deux initiatives identifiées comme pertinente pour enrichir les scénarios de préfiguration de la maison des femmes de Malakoff, à savoir l'Espace femmes à Dinan et la Cité Audacieuse à Paris.

Ce travail a donné lieu à une synthèse qui va être soumise aux élu-es du comité de pilotage pour poursuivre la préfiguration engagée.

Au-delà de ce projet de long terme, lors du conseil municipal de juin 2021, la municipalité a décidé d'accorder la citoyenneté d'honneur de Malakoff au Dr Denis Mukwege. Prix nobel de la paix en 2010, il œuvre au quotidien depuis des décennies pour les droits des femmes victimes de violences dans la région du Sud Kivu en République Démocratique du Congo.

Son combat, largement connu et relayé par les associations locales de solidarité et de paix, a une dimension profondément humaine et politique. Militant démocratique pour la paix d'un côté, il est de l'autre « l'homme qui répare les femmes » dans toutes les dimensions de leur vie : santé, psychologie, mais aussi dignité, confiance et estime de soi.

La citoyenneté d'honneur a plusieurs objectifs :

- rendre hommage à celles et ceux qui, ici comme ailleurs à travers le monde, mènent les combats que Malakoff mène, d'autre manière, avec nos moyens et nos réalités ;
- apporter un soutien, solennel et solidaire, qui permette à la fois d'améliorer sa situation par la publicité qui en sera faite et d'augmenter la portée de sa voix pour que les Malakoffiot-es sachent qui est Denis Mukwege, ce qu'il fait, ce pour quoi il se bat et combien ces luttes résonnent ici aussi ;
- tisser des liens, bâtir des ponts entre les êtres humains, les nations, les peuples, comme nous pouvons le faire d'autres manières à travers les Maires pour la paix, l'ANVITA etc ;
- et se servir de cet étendard flamboyant pour agir, concrètement, localement, en coopération avec les associations engagées dans ces domaines.

Cette décision appelle d'autres initiatives à venir, en coopération avec le collectif de soutien au Dr Mukwege, et a vocation à enrichir pour les années à venir le travail de sensibilisation et d'éducation à l'égalité, aux droits des femmes et à la lutte contre les violences faites aux femmes.

### Genre et espaces publics

La persistance des stéréotypes sexistes, de la division sexuelle du travail, des inégalités salariales, des violences sexistes et sexuelles dans la sphère privée comme dans la sphère publique et enfin l'invisibilité des femmes sont autant de signes d'une société encore profondément patriarcale. Dès le plus jeune âge, filles et garçons sont éduqué-es et socialisé-es différemment et cantonné-es à des rôles sociaux sexués. Malgré une égalité dans la loi, hommes et femmes ne s'orientent pas dans les mêmes filières, n'exercent pas les mêmes métiers, n'ont pas les mêmes revenus ni in fine les mêmes retraites et n'occupent pas les mêmes espaces. Plus grave, tous les secteurs et activités féminisé-es sont dévalorisé-es. La répartition sexuée des rôles cantonne les femmes aux tâches domestiques et familiales et aux hommes les activités professionnelles et sociales. Le rôle des femmes est vu comme légitime et nécessaire dans la sphère privée et subalterne dans la sphère publique. Si elles investissent davantage la sphère publique, elles sont souvent considérées comme usurpatrices et au contraire démissionnaires de la sphère familiale.

De cette répartition découle un usage différencié des espaces publics. La fréquentation des rues, des transports, des établissements scolaires, des équipements sportifs et de loisirs, des lieux culturels ne sont donc pas neutres du point de vue du genre. En effet, les femmes sont moins présentes et moins représentées dans ces espaces communs. Elles circulent différemment et doivent souvent employer des stratégies d'évitement pour échapper au harcèlement sexiste et sexuel. Devant ces constats et malgré un arsenal législatif existant, les mouvements féministes continuent leur combat pour obtenir une égalité réelle et un usage plus égalitaire des espaces publics.

La majorité a donc décidé de créer une délégation dédiée à la question de l'égalité femmes/hommes en rapport avec la conception urbanistique et les usages de l'espace public. Cette entrée novatrice recouvre une multitude de champ d'actions relatifs aux enjeux des mobilités, de voirie, de tranquillité publique, d'aménagement des espaces, de patrimoine/matrimoine, de toponymie ou encore de l'éclairage. La ville de Malakoff souhaite déployer un ensemble d'actions concrètes afin de favoriser un usage plus égalitaire et plus serein des espaces publics. Cette démarche dite intégrée vise à œuvrer de façon transversale dans tous les secteurs et d'intégrer le genre à tous les niveaux.

En 2021, la commission « féminisation » a donc été relancée afin de poursuivre le travail de dénomination des bâtiments publics et voiries afin de rendre une juste place aux femmes dans l'espace public.

Pour rappel, les principes ont été fixés comme suit : les dénominations interviennent soit à l'occasion de construction/création d'équipement ou voirie, soit lors d'importants travaux de réhabilitation, soit dans le cas de l'existence de doublons (Ex. Paul Bert). Les services travaillent donc au recensement des équipements et voiries potentiellement concernées ainsi qu'à l'enrichissement d'une liste de noms de femmes comme base de ressources pour la commission.

Dans ce cadre, le conseil municipal a voté en juin 2021 une nouvelle dénomination, celle du boulevard Louise Michel (anciennement Barbusse). Ce choix a été fait à l'occasion du réaménagement complet du boulevard dans un quartier où le nom de Barbusse est déjà associé à la maison de quartier et un groupe scolaire. Il est en cohérence avec le travail de mémoire réalisé pour les 150 ans de la commune de Paris et avec le positionnement du boulevard débouchant sur le rond-point de la commune.

En 2022 est d'ores et déjà prévue la dénomination de deux crèches en travaux (PVC/Varlin) : la démarche de concertation va être engagée prochainement.

### L'analyse genrée des politiques publiques

L'intégration du principe d'égalité dans l'analyse des politiques publiques permet de développer des actions toujours plus justes et performantes. C'est cette même approche intégrée du genre dans les politiques publiques qui prédomine dans la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et incitent les collectivités à élaborer un plan d'action.

La ville de Malakoff s'engage depuis plusieurs années dans une politique volontariste pour favoriser et promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes. La ville a produit en 2018/2019 et en adéquation avec la loi du 4 août 2014, un rapport de situation comparée en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Pour approfondir ce travail il est proposé d'engager une analyse sensible au genre des politiques publiques développées par la ville de Malakoff, nous proposons d'expérimenter avec un groupe de travail restreint une analyse des politiques publiques pour l'année 2019/2020 sur trois secteurs : le sport, la vie associative et la vie des quartiers.

Le genre est un « **outil critique qui permet d'analyser et de comprendre comment la société attribue aux individus masculins et féminins des rôles déterminés** ». Le concept de genre suppose donc que l'identité sexuée, c'est-à-dire le fait d'être reconnu comme femme ou homme dans la société, n'est pas qu'une affaire de sexe biologique mais qu'il découle aussi d'une construction sociale.

Cette approche vise, tout au long du processus d'élaboration d'une politique publique, à s'interroger sur la situation respective des femmes et des hommes de manière préventive et transversale et sur les effets différenciés que les mesures pourraient avoir sur l'un ou l'autre. Ainsi il sera possible de déterminer si la politique publique est susceptible de réduire ou au contraire de renforcer les inégalités existantes.

Ce travail, en collaboration avec le cabinet Perfégat, spécialiste des questions de mixité et de genre auprès des collectivités territoriales, nous permettra par cette approche intégrée de rendre visible les femmes et les inégalités qu'elles subissent par une lecture sexuée du contexte et des effets attendus de telle ou telle politique.

L'analyse mesurée et chiffrée des différentes politiques publiques via le prisme du genre amènera dans une seconde étape à construire un budget genré. Intégrer une démarche de budgétisation sensible au genre conduit à se demander si la collecte et la distribution des ressources financières renforcent ou diminuent les inégalités entre les sexes. En appliquant l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes au volet financier des politiques publiques, la Municipalité pourra ainsi décider d'ajustements et choix budgétaires pour mieux garantir l'égalité.

## Les axes de travail développés par thématique :

### - la vie associative : Quelles sont les problématiques ? Quels sont les enjeux en matière de promotion de l'égalité ?

- La mixité chez les adhérent.e.s / en lien avec l'objet de l'association / mixité des pratiques sportives, culturelles, sociales et des centres d'intérêt
- La mixité dans les instances dirigeantes / accès des femmes aux postes à responsabilités, à la gouvernance / visibilité
- La mixité et l'égalité professionnelle chez les salarié.e.s des associations
- Egal accès aux moyens financiers et matériels / égale redistribution des fonds publics / subvention publique comme levier pour l'égalité FH

### - le sport : Quels sont les enjeux en matière de promotion de l'égalité ?

- Développer la **pratique du sport pour les jeunes filles et les femmes** notamment celle en situation de précarité ou dans les quartiers sensibles,
- Favoriser la **mixité des disciplines choisies** par les femmes et les hommes.
- Développer l'accès des femmes dans le **sport de haut niveau** et lutter contre les différences de revenus
- Augmenter le nombre de femmes dans les **instances dirigeantes, l'encadrement sportif et l'arbitrage**.

### - les maisons de quartiers : quels enjeux en matière de promotion de l'égalité ?

- Comment les activités proposées participent à lutter contre les stéréotypes de genre ?
- Comment les activités mise en place participent à favoriser l'autonomie et le pouvoir d'agir des femmes ?
- Comment les activités favorisent la participation des hommes à la vie sociale et parentale ?

La crise sanitaire perdurant a considérablement impacté ce travail engagé et n'a pas permis d'aboutir à une synthèse restituée aux élu-es comme prévu initialement. L'objectif demeure de produire une analyse finalisée qui fera l'objet d'un séminaire de travail avec les élu.e.s et les directions pour permettre de travailler en commun aux pistes d'actions à développer sur ces thématiques. In fine, nous voulons que ce travail soit étendu à d'autres politiques publiques sur les années à venir.

## Actions et événementiels autour des journées internationales : 8 mars et 25 novembre

### **Journée internationale des droits des femmes – 8 mars 2021**

La ville de Malakoff réunit chaque année services municipaux, acteurs associatifs et partenaires institutionnels autour d'une programmation pour la journée internationale des droits des femmes. Ces événements participent à la sensibilisation du grand public.

## Thématique de l'année 2021 : Matrimoine, un héritage en commun

### Les objectifs de l'édition :

- Montrer la richesse de notre Matrimoine, de toutes ces femmes trop souvent oubliées, niées, invisibilisées mais qui ont contribué de façon majeure à notre Histoire.
- Favoriser la lisibilité des actions et la visibilité de la place des femmes dans l'espace public => aller dans l'espace public pour être plus visible (marches, parcours, expositions sur les grilles des parcs/jardins) => s'ouvrir à la rue et à l'espace public.
- Diversifier les publics touchés et notamment les femmes en travaillant en direction des quartiers et en lien avec les maisons de quartiers => s'ouvrir aux femmes que l'on ne voit jamais.
- Proposer une programmation moins descendante afin que chacun.e s'empare des projets pour ce 8 mars ; restreindre les initiatives dans le temps pour garder le fil conducteur de ce 8 mars.

La programmation du 8 mars 2021 était riche en initiatives portées par différents partenaires, adaptées autant que possible à la situation sanitaire et aux règles imposées.

#### ➤ **Exposition « Notre Matrimoine » sous la halle du marché - du 6 au 26 mars**

Porté par le comité Femmes Solidaires de Malakoff et conçue par l'association Femmes Solidaires nationale en partenariat avec Clara Magazine, l'exposition propose à travers des bios, des contextes historiques, des chiffres, des citations, 30 portraits de femmes qui ont écrit l'histoire, homo "sapiennes" artistes, scientifiques, sportives, députées, écrivaines...

#### ➤ **Concert jazz et folk de Mathilde Kaori (*en visio*) - samedi 6 mars à 21h**

Porté par Arts & Bien-être, le projet Cocons de femmes a pour objectifs de les valoriser, de leur redonner confiance en leurs capacités, de les aider à les développer via des ateliers dédiés au bien-être physique et au développement personnel par le mouvement.

#### ➤ **« Parole de femmes », parcours sonore et urbain - lundi 8 mars à 14h30**

A l'initiative de Deuxième Groupe d'intervention, avec carte du parcours en main, écouteurs sur les oreilles, les participant-es voyagent entre Malakoff et Paris 13ème, guidé-es par Ema Drouin, dans les pas de femmes extraordinaires.

#### ➤ **Soirée « Transmettre un Matrimoine - Fragments d'une vie de femme de théâtre » - Mardi 9 mars à 19h00 à la MVA (et en visio)**

Interroger la situation des femmes dans la société est plus que jamais nécessaire. Cette soirée est un premier moment du projet que la metteuse en scène Jeanne Champagne a mené tout au long de l'année 2021 à Malakoff avec le soutien de la Ville et de la DRAC d'Ile-de-France.

### Programme de la soirée

- Présentation et lancement du projet « Transmettre un Matrimoine – Fragments d'une vie de femme de théâtre » par Jeanne Champagne.
- Projection du film-documentaire *Entre la veille et le lendemain* (26') réalisé par Anne-Lise Maurice et Catherine Pamart à partir du spectacle *George Sand à l'Assemblée Nationale, une femme en politique* mis en scène par Jeanne Champagne.

- Rencontre avec le public animée par Jeanne Champagne en présence de Reine Prat (ancienne directrice DRAC ile de France), Anne-Lise Maurice et Lorraine Gehl.

- *L'heure des révolutions féministes*, conférence de Lorraine Gehl, chercheuse en anthropologie à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales Paris, illustrée par des textes lus à voix haute par Gwenaëlle David, comédienne de la Compagnie Théâtre Ecoute.

➤ **Soirée "Droits humains pour tou-te-s" (en visio) - Mercredi 10 mars à 18h00**

Rencontre militante et littéraire en ligne organisée par le collectif « Droits Humains » autour du texte référence : « Universal Declaration of Human Rights ». Une controverse existe sur la traduction de « droits humains » et « droits de l'homme », excluant les femmes. Depuis 2014, le collectif Droits humains pour tou-te-s milite pour que l'expression "droits de l'homme" soit remplacée par "droits humains" dans la terminologie officielle de la République Française. Il y a tout juste un an, il lançait son livre-manifeste qui explique les enjeux de ce combat.

Programme de la soirée

- Extrait du spectacle de Typhaine D

- Prise de parole de Géraldine Franck sur l'historique du collectif et le projet de livre-manifeste "Droits humains pour tou-te-s"

- Explication de Nicolas Rainaud sur la démarche entreprise auprès du Secrétaire général des Nations unies en 2020

➤ **Stage de self défense (en visio) - Dimanche 7 mars à 10h**

Organisé par l'USMM, il s'agit d'une initiation gratuite à la pratique de la self défense en direction des femmes. Au programme de la séance : définition et règlementation de la self défense, éléments de self défense, la légitime défense différée, la question des femmes battues, et conclusion par un jeu de questions/réponses avec les internautes.

➤ **Appel à financement participatif pour le Dr Denis Mukwege**

Cet appel au don est porté par le collectif des associations de Malakoff pour la Paix et la solidarité (Asiam, Back to Africa, Children's hope Africa, comité local CCFD terre solidaire, comité local du Mouvement de la Paix, les fleurs de demain, Freesons d'Afrique, Paix et Soleil, Réseau éducation sans frontières, Secours des cœurs sans frontières, Ségou à Paris, Tilé Kura, Timlilit, Women in war). L'objectif est d'aider à la construction de maisons au profit des survivantes de violences sexuelles au Sud-Kivu (République démocratique du Congo) par l'intermédiaire de la fondation Panzi créée par le docteur Denis Mukwege (Prix Nobel de la Paix en 2018).

**Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes – 25 novembre 2021**

Malgré la persistance d'une situation sanitaire particulière, la municipalité a souhaité monter un projet avec le dispositif départemental Bus Santé Femme.

Ce projet initié par le Département via l'Institut des Hauts-de-Seine est le fruit d'un partenariat avec la RATP (mise à disposition d'un bus et d'un chauffeur) au profit des femmes.

Ce bus de prévention santé et d'accès aux droits est exclusivement en direction des femmes, avec pour principe :

- Une installation temporaire, avec une présence ponctuelle, sans suivi ;
- La discrétion assurée à travers l’anonymat garanti pour les femmes ;
- Une volonté d’approche pluridisciplinaire généraliste ;
- Un accueil sans limite de temps pour favoriser une prise en charge complète.

L’enjeu n’est pas de se substituer aux services publics et aux associations locales, mais de proposer une offre complémentaire. Par principe, les équipes du Bus orientent vers les structures publiques et associatives locales, le cas échéant, si les femmes souhaitent bénéficier d’un suivi.

Le dispositif comprend :

- Un accueil public permettant le remplissage d’un questionnaire anonyme de situation/besoin
- Un·e infirmier·e = dépistage auditif notamment
- Un·e psychologue
- Un·e docteur·e = dépistage diabète, cholestérol et tension notamment
- Un·e avocat·e (en partenariat avec l’ordre des avocat·es du barreau)

A noter que peuvent s’y ajouter des espaces sous tente à l’extérieur du bus avec par exemple un·e officier·e de prévention (partenariat avec la Police nationale), un·e représentant·e de bailleurs partenaires.

Le bus s’est installé deux demies-journées les 24 et 26 novembre, une fois dans le sud sur la place Léo Figuières, une dans le nord en proximité du marché du centre-ville sur la place du 11 novembre 1918. Au total, près de 400 femmes ont pu bénéficier de ce dispositif, pour de simples informations jusqu’à des entretiens ciblés avec les professionnel·les présent·es.

## **Lutter contre les stéréotypes de genre dès le plus jeune âge**

Les politiques éducatives de Malakoff ont depuis de longues années intégrées la thématique du genre dans leurs actions.

C’est d’abord nos documents ressources rédigés avec l’ensemble de la communauté éducative sur cette question qui nous permettent d’engager des actions de terrains à destination des plus jeunes. Ainsi, notre projet éducatif de territoire (PEDT) comporte un axe concernant la lutte contre les inégalités de genre. Ensuite, dans notre convention signée avec l’UNICEF et l’obtention du label « ville amie des enfants », nous permettent de travailler des activités sensibilisant les enfants à la lutte contre les stéréotypes de genre.

Grâce à ces trames directrices, les agent.es de la ville ont mis en place plusieurs activités sur les temps périscolaires en s’appuyant sur les différents équipements culturels (théâtre, bibliothèque etc.) pour sensibiliser et faire réfléchir chaque enfant à ce sujet. Nous veillons par ailleurs à une mixité effective de genre au sein de ces actions.

Au sein de nos crèches, des analyses de pratiques professionnelles concernant les stéréotypes de genre sont organisées dans les réunions d’équipes. Un travail a aussi été engagé sur les jouets et livres mis à disposition des enfants pour limiter la diffusion des représentations sexistes dès le plus jeune âge.

Enfin, nous intégrons dans la réhabilitation de nos crèches et écoles des cours de récré non genrée permettant dès le plus jeune âge à chaque enfant de s’épanouir sur différentes activités. Cela se traduit par davantage d’espaces végétalisés, la disparition du terrain de foot au centre de la cour et la mise en place d’activités mixtes permettant l’inclusion et tout.es

La lutte contre les stéréotypes est un travail longue haleine où chaque graine semée est une victoire dans la lutte contre les inégalités femmes-hommes. La crise sanitaire a malheureusement impacté notre dynamique concernant nos actions au sein du pôle éducation.

Nous nous engageons à mettre en place des actions ambitieuses à ce sujet dans nos prochaines actions publiques en conservant le prisme du genre comme boussole dans le montage des politiques publiques éducatives.

## **Prévention et lutte pour l'élimination des violences conjugales, intrafamiliales et faites aux femmes et aux enfants**

La ville décline localement l'Axe 2 « Aller vers les personnes vulnérables pour mieux les protéger » de la stratégie nationale de prévention de la délinquance, via les axes 1 et 2 et fiches-actions n°1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 10, 11 de sa stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance 2021/2024, stratégie pilotée avec la préfecture, le parquet du tribunal judiciaire, le conseil départemental ou encore l'éducation nationale au travail du CLSPDR (Conseil Local de Sécurité, de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation).

Prenant en compte le caractère structurel et systémique des violences faites aux femmes, la ville de Malakoff s'engage ici tant sur des actions en déconstruction des stéréotypes de genre dès le plus jeune âge que dans l'accompagnement vers la sortie des violences en prenant en compte les freins (notamment institutionnels) que les femmes peuvent rencontrer dans leur parcours. La direction prévention-tranquillité publique (DPTP) est pilote dans le déploiement de ces actions.

### **Favoriser le repérage et la prise en charge des enfants victimes et leurs familles :**

#### **Le Point Ecoute du service Prévention Enfants-Familles de la DPTP**

La ville travaille à la prévention et à l'accompagnement des enfants et des familles, conséquences récurrentes des violences, notamment à travers un dispositif de Point Ecoute. Les lieux du déploiement du Point Ecoute sont étendus en 2021 (au sein des Maisons de quartier Prévert, Barbusse et Valette comme au sein du Centre de santé Akoun Cornet).

### **Développer l'accès au Droit et l'aide aux victimes :**

La ville, au travers du travail en coordination juridique et judiciaire de la coordonatrice CLSPDR, déploie des :

- Permanences gratuites en accès aux droits et aide aux victimes : des permanences d'une juriste du CIDFF92, d'une avocate ou encore d'une conciliatrice de justice sont déployées. En 2021, la commune va déployer deux nouvelles permanences en accès au droit : celle d'un.e délégué.e au défenseur des droits et celle exclusivement dédiée aux Droits de l'Enfant. En outre, au commissariat, l'ADAVIP (service d'aide aux victimes) anime une permanence dont la ville souhaite mieux articuler l'action au niveau local pour favoriser les orientations vers les associations labélisées Femmes Victimes de Violences. Plus encore elle va déployer une permanence ciblée en victimologie et animée deux instances de travail partenarial pour mieux répondre aux besoins tant en accès au droit/aide aux victimes, qu'en contrôle des mesures judiciaires.



Ainsi, en 2021, 17 femmes victimes de violence ont été reçues en mairie, lors de ces permanences (9 en 2020). Le CIDFF92 a pour sa part, dans ses locaux, reçues 48 femmes malakoffiotes dont 8 victimes de violence (5 en 2020).

A compter de septembre 2021, une permanence d'une psychologue clinicienne spécialisée en psycho-trauma et victimologie a ouvert qui a bénéficié à 4 personnes.

### Développer les modalités de soutien aux victimes :

La ville souhaite renforcer son rôle en faisant animer par la DPTP, en charge de la correspondance Ville-Justice, deux nouveaux groupes de travail thématiques du CLSPDR. Ces groupes de travail auront pour objectif de resserrer les liens Ville-Justice et ainsi d'assurer tant un meilleur accompagnement des victimes, qu'une meilleure exécution des peines (définitives comme provisoires) des auteurs et mis en cause et ce, dans une dynamique de prévention de la récidive :

- Groupe de travail consacré à l'accès aux droits et l'aide aux victimes :

Il s'agit ici de développer les articulations de travail entre professionnel.le.s du Droit et de l'aide aux victimes et ainsi, de rendre plus efficient l'accompagnement des victimes, souvent confrontées à la complexité et la multiplicité de besoins (ex : une victime de violences conjugales est souvent confrontée à plusieurs acteurs face à une procédure pénale en cours, un dossier civil en vue de son divorce, une mesure socio-éducative ou judiciaire pour son enfant...).

Deux réunions ont ainsi eu lieu en 2021 réunissant une douzaine de professionnel.le.s et bénévoles associatifs-ves, permettant de faire le point sur les situations préoccupantes et de développer des outils d'amélioration de prise en charge des victimes.

- Groupe de travail consacré au suivi des mesures judiciaires :

Il s'agit ici, dans un premier temps, de renforcer la correspondance ville-police-justice notamment pour favoriser le relais d'informations vers les juges face aux obligations du mis en cause (ex : faire que le juge soit informé le plus rapidement possible de toute violation des obligations qu'il a fixées, obligation de ne pas rencontrer la victime par exemple).

Une réunion s'est tenue en 2021 qui a permis de formaliser des circuits locaux de prévention et de gestion de la violation des mesures judiciaires en ce qui concerne les femmes victimes de violences notamment. Le dispositif a été utilisé à 3 reprises dont une disparition préoccupante d'une victime de violences et deux cas de risque de récidive.

En outre, la ville, au travers de son partenariat, agit directement en soutien :

#### - Logement relais

La municipalité est consciente des obstacles auxquels sont confrontées les femmes victimes et s'engage pleinement en faveur de leur élimination.

Parmi les freins, les champs de l'accès au Droit et la formation des professionnel.le.s précédemment cités sont déjà investis.

Les élu.e.s et le bailleur Malakoff Habitat souhaitent aller plus loin et engagent, en 2018, un partenariat avec SOS Femmes Alternatives pour l'ouverture de logements relais sur la ville.

- Bons taxis/hébergement d'urgence

Les élu.e.s souhaitent mobiliser les réseaux d'acteur.rice.s départementaux afin de structurer un plan d'action commun.

Les expérimentations menées sur d'autres territoires démontrent que les dispositifs de prise en charge des situations d'urgence sont sollicités par les victimes dès lors qu'ils sont souples (admission à l'hébergement d'urgence sans dépôt de plainte, conventionnement Police Nationale/115 pour l'attribution de places fléchées FVV...) et adaptés à leurs contraintes (mobilité restreinte pour se rendre au UMJ, contraintes du lieu d'hébergement quand les enfants sont scolarisé.e.s...).

# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Revalorisation des prestations d'action sociale.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_21</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
 Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - M. Dominique Cardot  
 - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
 M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
 Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
 - M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
 Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
 Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
 Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
 Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
 M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 07/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_21-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_21

Objet : Revalorisation des prestations d'action sociale.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

**Vu** la délibération conseil municipal du 21 février 1974 modifiée ;

**Vu** la circulaire ministérielle du 31 décembre 2021 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** qu'il convient de revaloriser les prestations d'action sociale destinées aux agents communaux ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉTERMINE** les principes généraux applicables à l'attribution des prestations sociales, à savoir :

- Les prestations d'action sociale sont des prestations à caractère facultatif. Il résulte de ce principe qu'elles ne peuvent être accordées que dans la limite des crédits prévus à cet effet et que leur paiement ne peut donner lieu à rappel. La demande doit être déposée au cours de la période de douze mois qui suit le fait générateur de la prestation ;
- Sous réserve de satisfaire aux conditions d'attribution liées à chacune des prestations, le bénéficiaire peut prétendre, pour chacun des enfants à charge, au cumul des différentes participations au cours de la même année ;
- Les prestations d'action sociale sont affranchies des cotisations sociales, notamment des cotisations versées aux URSSAF, de la contribution sociale généralisée et de la contribution exceptionnelle de solidarité ;
- Certaines prestations sont accordées sous réserve que le bénéficiaire n'ait pas atteint un certain indice. Les indices plafond à prendre en considération pour l'octroi de ces avantages, restent fixés à l'indice brut 548 pour la restauration et à l'indice brut 579 pour les subventions pour séjours d'enfants (avec ou sans hébergement). Toutefois, les agents rémunérés sans référence à un indice peuvent bénéficier des prestations si leur rémunération brute mensuelle, en équivalent temps plein, est inférieure au traitement brut de l'indice plafond concerné, augmenté de l'indemnité de résidence ;
- Les aides servies aux parents au titre de leurs enfants, sont accordées indifféremment au père ou à la mère, mais ne peuvent en aucun cas être

versées aux deux. Dans l'hypothèse où les deux conjoints sont fonctionnaires, l'ouverture des droits est appréciée par référence à l'indice le plus élevé détenu par l'un des conjoints. l'octroi d'une prestation est subordonné à un plafonnement indiciaire, la prestation ne peut être versée si l'un des conjoints dépasse ce plafond. Si la prestation peut être versée, le bénéficiaire sera celui des deux conjoints qui perçoit les prestations familiales ou, à défaut, celui des deux désigné d'un commun accord ;

- Les bénéficiaires sont les suivants : agent titulaire, stagiaire ou contractuel employé à temps plein, à temps partiel, de manière continue et permanente, en position d'activité ou de détachement. Pour les agents travaillant à temps partiel, la prestation est accordée sans aucune réduction de montant ;
- La participation de la commune : la participation de la commune ne peut être supérieure à 50% de la dépense réellement engagée par la famille, compte tenu des avantages perçus éventuellement par d'autres organismes (caisse d'allocations familiales, comité d'entreprise...).

**Article 2 : FIXE** les nouveaux tarifs des prestations sociales dans les conditions suivantes (tableau récapitulatif en annexe) avec effet du 1er avril 2022.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

TABLEAU RECAPITULATIF DES PRESTATIONS (taux au 01/04/2022)

| PRESTATIONS   | TAUX   | OBSERVATIONS   |
|---|--|--|
| <b><u>AIDE A LA FAMILLE</u></b>   |  |  |
| Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant   | 23.95 € par jour   | Le séjour doit être médicalement prescrit, dans un établissement agréé par la sécurité sociale.<br>L'enfant doit avoir moins de 5 ans au 1 <sup>er</sup> jour du séjour.<br>Allocation servie pour 35 jours par an maximum.  |
| <b><u>SUBVENTIONS POUR SEJOURS D'ENFANTS</u></b>  |  |  |
| Pour les séjours organisés par l'Administration, cette prestation est déduite du tarif appliqué au bénéficiaire. Pour les autres organismes, elle est accordée aux agents bénéficiaires au vu d'une attestation de séjour et de prix délivrée par le centre ou l'organisme.<br>Versée pour les agents dont l'indice brut est inférieur ou égal à 579. |  |  |
| Centres de vacances avec hébergement agréés   | Enfants de moins de 13 ans : 7.69 € par jour<br>Enfants de 13 à 18 ans : 11.63 € par jour  | Allocation servie pour 45 jours par an maximum.  |
| Accueils de loisirs sans hébergement agréés   | 5.55 € par jour<br>2.80 € par demi-journée   | Servie au titre de chacun des enfants à charge, de moins de 18 ans au 1 <sup>er</sup> jour du séjour, sans limitation du nombre des journées.  |
| Maisons de vacances familiales de vacances et gîtes   | Séjours en pension complète: 8.09 € par jour<br><br>Autre formule : 7.69 € par jour  | La prestation est servie pour chacun des enfants à charge, âgé de moins de 18 ans au 1 <sup>er</sup> jour du séjour, dans la limite de 45 jours par an, au vu d'une attestation de séjour et de prix délivrée par le responsable du centre ou du gîte. Versée indépendamment du lien de parenté entre l'enfant de l'agent et la personne avec qui il effectue le séjour. |
| Séjours mis en œuvre dans le cadre éducatif   | Forfait pour 21 jours ou plus : 79.69 € par jour<br>Pour un séjour d'une durée inférieure mais au moins égale à 5 jours: 3,79 € par jour | Prestation servie au titre de chacun des enfants à charge, âgé de moins de 18 ans au début de l'année scolaire. Allocation servie pour 21 jours par an maximum.  |
| Séjours linguistiques   | Enfants de moins de 13 ans : 7.69 € par jour.<br>Enfants de 13 à 18 ans : 11.64 € par jour.  | La prestation est servie dans la limite de 21 jours par an.  |
| <b><u>ALLOCATIONS CONCERNANT LES ENFANTS HANDICAPÉS</u></b>   |  |  |
| Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans  | 167.54 € par mois  | Versée sous réserve que les parents perçoivent l'allocation d'éducation spéciale; n'est pas servie si l'enfant est placé en internat dans un établissement   |

|   |  |  |
|---|--|--|
|   |  | spécialisé avec prise en charge intégrale. Non cumulable avec l'allocation compensatrice en faveur des personnes handicapées, l'allocation pour adulte handicapé et la majoration pour tierce personne.  |
| Allocation pour les jeunes adultes handicapés poursuivant des études ou un apprentissage et âgés de 20 à 27 ans | versement mensuel au taux de 30% de la base mensuelle de calcul des prestations familiales | Versée même pendant les vacances scolaires et le mois complet où l'enfant atteint ses 27 ans, s'il justifie de la qualité d'étudiant, d'apprenti ou de stagiaire de la formation professionnelle et s'il ne perçoit pas l'allocation aux adultes handicapés. |
| Séjours en centres de vacances spécialisés  | 21.94 € par jour, dans la limite de 50% de la somme réellement supportée par la famille    | Versée pour les séjours dans des centres de vacances agréés relevant d'organismes à but non lucratif ou de collectivités publiques. L'allocation est versée dans la limite de 45 jours par an.   |



# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Création de postes non permanents.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_22</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
 Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
 - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
 M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
 Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
 - M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
 Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
 Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
 Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
 Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
 M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_22-DE





## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_22

Objet : Création de postes non permanents.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;  
**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 disposant que les collectivités peuvent recruter des agents contractuels pour exercer des fonctions correspondant à un besoin saisonnier, et pour un accroissement temporaire d'activité ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de recruter du personnel technique afin d'accueillir dans les meilleures conditions les enfants inscrits en centres de vacances et en classe d'environnement ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** de créer pour les séjours organisés entre le 11 avril et le 20 mai 2022 :

- de 3 à 5 postes d'adjoint technique 1er échelon ;
- 2 postes d'adjoint technique 8ème échelon ;
- 1 poste d'adjoint technique 10ième échelon ;
- 1 poste d'adjoint technique principal 2ème classe 10ème échelon.

**Article 2 : DIT QUE** la dépense en résultant sera imputée sur les comptes budgétaires 641/645.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_22-DE

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Mise à jour partielle du tableau des effectifs.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_23</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
 Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
 - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
 M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
 Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
 - M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
 Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
 Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
 Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
 Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
 M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2127-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_23-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_23

Objet : Mise à jour partielle du tableau des effectifs.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;  
**Vu** le budget communal ;  
**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** qu'il convient de mettre à jour les effectifs et libellés de certains grades de la filière médico-sociale ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** la mise à jour partielle du tableau des effectifs de la collectivité.

**Article 2 : DIT QUE** la mise à jour concerne les effectifs de la filière médico-sociale, comme suit, et à compter du 1<sup>er</sup> avril 2022.

| <b>Grades des cadres d'emplois de catégorie C</b>         | Effectifs budgétaires | Effectifs pourvus |
|---|-----------------------|-------------------|
| Agent social  | 26                    | 26                |
| Agent social principal de 2 <sup>ième</sup> classe        | 16                    | 16                |
| Agent social principal de 1 <sup>ère</sup> classe         | 1                     | 1                 |
| ATSEM principal de 2 <sup>ième</sup> classe               | 5                     | 3                 |
| ATSEM principal de 1 <sup>ère</sup> classe                | 12                    | 12                |
| Auxiliaire de soins principal de 2 <sup>ième</sup> classe | 3                     | 3                 |
| Auxiliaire de soins principal de 1 <sup>ère</sup> classe  | 2                     | 2                 |
| <b>Grades des cadres d'emplois de catégorie B</b>         | Effectifs budgétaires | Effectifs pourvus |
| Aide-soignant de classe normale                           | 5                     | 5                 |
| Aide-soignant de classe supérieure                        | 1                     | 1                 |
| Auxiliaire de puériculture de classe normale              | 30                    | 19                |
| Auxiliaire de puériculture de classe supérieure           | 6                     | 6                 |
| Technicien paramédical de classe normale                  | 1                     | 1                 |

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_23-DE

| Technicien paramédical de classe supérieure          | Grades des cadres d'emplois de catégorie A |         |
|--|--|---------|
|  | budgétaires                                | pourvus |
| Masseur-kinésithérapeute et orthophoniste            | 1  | 1       |
| Manipulateur en électroradiologie médicale           | 3  | 1       |
| Biologiste hors classe                               | 1  | 1       |
| Infirmier en soins généraux                          | 8  | 7       |
| Infirmier en soins généraux hors classe              | 1  | 1       |
| Psychologue de classe normale TNC 80%                | 1  | 1       |
| Psychologue de classe exceptionnelle                 | 3  | 3       |
| Puéricultrice  | 1  | 0       |
| Puéricultrice de classe exceptionnelle               | 1  | 0       |
| Éducateur de jeunes enfants                          | 15   | 12      |
| Éducateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle | 6  | 6       |
| Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle    | 1  | 1       |

**Article 3 : INDIQUE** que la dépense est imputée sur les comptes budgétaires 641/645.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Adoption du budget primitif de la ville – Exercice 2022.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_24</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### **Etaient Présents (33) :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles – Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat (6) :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Secrétaire de séance :**

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_24

Objet : Adoption du budget primitif de la ville – Exercice 2022.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

**Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : ADOPTE** le Budget Primitif de la Ville pour l'exercice 2022, équilibré en recettes et en dépenses pour la section de fonctionnement à 64 707 073,50 € et pour la section d'investissement à 25 342 420,4 € comme prévu dans les tableaux suivants :

| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT                           |  |                                   |                           |                        |                      |                      |
|--|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| Chap.  | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
| 011  | Charges à caractère général                | 10 912 618,41                     | 0,00                      | 10 476 164,84          | 10 476 164,84        | 10 476 164,84        |
| 012  | Charges de personnel, frais assimilés      | 32 219 723,00                     | 0,00                      | 32 951 226,00          | 32 951 226,00        | 32 951 226,00        |
| 014  | Atténuations de produits                   | 551 510,00                        | 0,00                      | 670 000,00             | 670 000,00           | 670 000,00           |
| 65   | Autres charges de gestion courante         | 11 232 003,59                     | 0,00                      | 11 091 682,66          | 11 091 682,66        | 11 091 682,66        |
| 656  | Frais fonctionnement des groupes d'élus    | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>        |  | <b>54 915 855,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>55 189 073,50</b>   | <b>55 189 073,50</b> | <b>55 189 073,50</b> |
| 66   | Charges financières                        | 738 357,00                        | 0,00                      | 740 000,00             | 740 000,00           | 740 000,00           |
| 67   | Charges exceptionnelles                    | 266 000,00                        | 0,00                      | 185 000,00             | 185 000,00           | 185 000,00           |
| 68   | Dotations provisions semi-budgétaires (4)  | 93 000,00                         |                           | 93 000,00              | 93 000,00            | 93 000,00            |
| 022  | Dépenses imprévues                         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>  |  | <b>56 013 212,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>56 207 073,50</b>   | <b>56 207 073,50</b> | <b>56 207 073,50</b> |
| 023  | Virement à la section d'investissement (5) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 042  | Opérat* ordre transfert entre sections (3) | 7 837 301,25                      |                           | 8 500 000,00           | 8 500 000,00         | 8 500 000,00         |
| 043  | Opérat* ordre intérieur de la section (5)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b>  |  | <b>7 837 301,25</b>               |                           | <b>8 500 000,00</b>    | <b>8 500 000,00</b>  | <b>8 500 000,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>   |  | <b>63 850 513,25</b>              | <b>0,00</b>               | <b>64 707 073,50</b>   | <b>64 707 073,50</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|  |  |                                   |                           |                        |                      | +                    |
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b>        |  |                                   |                           |                        |                      | <b>0,00</b>          |
|  |  |                                   |                           |                        |                      | =                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> |  |                                   |                           |                        |                      | <b>64 707 073,50</b> |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.   | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 013   | Atténuations de charges                    | 900 000,00                        | 0,00                      | 900 000,00             | 900 000,00           | 900 000,00           |
| 70  | Produits services, domaine et ventes div   | 6 075 219,00                      | 0,00                      | 6 239 820,54           | 6 239 820,54         | 6 239 820,54         |
| 73  | Impôts et taxes                            | 41 007 884,00                     | 0,00                      | 41 855 139,00          | 41 855 139,00        | 41 855 139,00        |
| 74  | Dotations et participations                | 10 358 661,00                     | 0,00                      | 10 499 263,86          | 10 499 263,86        | 10 499 263,86        |
| 75  | Autres produits de gestion courante        | 1 120 750,00                      | 0,00                      | 1 172 850,00           | 1 172 850,00         | 1 172 850,00         |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |  | <b>59 462 514,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>60 667 073,50</b>   | <b>60 667 073,50</b> | <b>60 667 073,50</b> |
| 76  | Produits financiers                        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 77  | Produits exceptionnels                     | 489 444,00                        | 0,00                      | 147 000,00             | 147 000,00           | 147 000,00           |
| 78  | Reprises provisions semi-budgétaires (4)   | 93 000,00                         |                           | 93 000,00              | 93 000,00            | 93 000,00            |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |  | <b>60 044 958,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>60 907 073,50</b>   | <b>60 907 073,50</b> | <b>60 907 073,50</b> |
| 042   | Opérat* ordre transfert entre sections (5) | 3 905 555,25                      |                           | 3 800 000,00           | 3 800 000,00         | 3 800 000,00         |
| 043   | Opérat* ordre Intérieur de la section (5)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>3 905 555,25</b>               |                           | <b>3 800 000,00</b>    | <b>3 800 000,00</b>  | <b>3 800 000,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>63 950 513,25</b>              | <b>0,00</b>               | <b>64 707 073,50</b>   | <b>64 707 073,50</b> | <b>64 707 073,50</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap.  | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|--|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 010  | Stocks (5)                                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 20   | Immobilisations incorporelles (sauf 204)     | 1 717 000,00                      | 0,00                      | 2 060 086,00           | 2 060 086,00         | 2 060 086,00         |
| 204  | Subventions d'équipement versées             | 897 400,00                        | 0,00                      | 52 000,00              | 52 000,00            | 52 000,00            |
| 21   | Immobilisations corporelles                  | 10 571 239,41                     | 0,00                      | 11 999 814,40          | 11 999 814,40        | 11 999 814,40        |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation (6)    | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 23   | Immobilisations en cours                     | 962 543,40                        | 0,00                      | 1 006 060,00           | 1 006 060,00         | 1 006 060,00         |
| <b>Total des opérations d'équipement</b>           |  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>          |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>             |  | <b>14 246 182,81</b>              | <b>0,00</b>               | <b>15 117 960,40</b>   | <b>15 117 960,40</b> | <b>15 117 960,40</b> |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 13   | Subventions d'investissement                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                | 4 060 000,00                      | 0,00                      | 4 350 000,00           | 4 350 000,00         | 4 350 000,00         |
| 18   | Compte de liaison : affectat* (BA,règle) (7) | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 26   | Participat* et créances rattachées           | 50 000,00                         | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 27   | Autres immobilisations financières           | 0,00                              | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00             | 2 000,00             |
| 020  | Dépenses Imprévues                           | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |  | <b>4 110 000,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>4 352 000,00</b>    | <b>4 352 000,00</b>  | <b>4 352 000,00</b>  |
| 45   | Total des opé. pour compte de tiers (8)      | 83 540,40                         | 0,00                      | 2 072 460,00           | 2 072 460,00         | 2 072 460,00         |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |  | <b>18 441 723,21</b>              | <b>0,00</b>               | <b>21 542 420,40</b>   | <b>21 542 420,40</b> | <b>21 542 420,40</b> |
| 040  | Opérat* ordre transfert entre sections (4)   | 3 905 555,25                      |                           | 3 800 000,00           | 3 800 000,00         | 3 800 000,00         |
| 041  | Opérations patrimoniales (4)                 | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |  | <b>3 905 555,25</b>               |                           | <b>3 800 000,00</b>    | <b>3 800 000,00</b>  | <b>3 800 000,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                       |  | <b>22 347 278,46</b>              | <b>0,00</b>               | <b>25 342 420,40</b>   | <b>25 342 420,40</b> | <b>25 342 420,40</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>25 342 420,40</b> |
|---|----------------------|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 010   | Stocks (5)   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 13    | Subventions d'investissement (hors 138)            | 4 331 836,81                      | 0,00                      | 6 258 860,40           | 6 258 860,40         | 6 258 860,40         |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 4 000 000,00                      | 0,00                      | 3 800 000,00           | 3 800 000,00         | 3 800 000,00         |
| 20    | Immobilisations incorporelles (sauf 204)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 204   | Subventions d'équipement versées                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (6)          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 100 000,00                        | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>8 431 836,81</b>               | <b>0,00</b>               | <b>10 058 860,40</b>   | <b>10 058 860,40</b> | <b>10 058 860,40</b> |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)    | 2 700 000,00                      | 0,00                      | 2 550 000,00           | 2 550 000,00         | 2 550 000,00         |
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisés (9)        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 138   | Autres subvent* invest. non transf.                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 5 500,00                          | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00             | 2 000,00             |
| 18    | Compte de liaison : affectat* (BA,regie) (7)       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 26    | Participat* et créances rattachées                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 024   | Produits des cessions d'immobilisations            | 3 159 100,00                      | 0,00                      | 2 159 100,00           | 2 159 100,00         | 2 159 100,00         |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>5 854 600,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>4 711 100,00</b>    | <b>4 711 100,00</b>  | <b>4 711 100,00</b>  |
| 45... | Total des opé. pour le compte de tiers (8)         | 83 540,40                         | 0,00                      | 2 072 460,00           | 2 072 460,00         | 2 072 460,00         |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>14 409 377,21</b>              | <b>0,00</b>               | <b>16 842 420,40</b>   | <b>16 842 420,40</b> | <b>16 842 420,40</b> |
| 021   | Virement de la sect* de fonctionnement (4)         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 040   | Opérat* ordre transfert entre sections (4)         | 7 837 301,25                      |                           | 8 500 000,00           | 8 500 000,00         | 8 500 000,00         |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>7 837 301,25</b>               |                           | <b>8 500 000,00</b>    | <b>8 500 000,00</b>  | <b>8 500 000,00</b>  |

**Article 2 :** La présente délibération sera affichée, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine et Monsieur le Trésorier municipal.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

Vote :

**Pour les dépenses de fonctionnement,** par 33 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé), 1 abstention (M. Tauhui), 5 voix CONTRE (M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, M. Rajzman, Mme Rault, Mme Jannès) ;

**Pour les recettes de fonctionnement,** par 33 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé), 1 abstention (M. Tauhui), 5 voix CONTRE (M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, M. Rajzman, Mme Rault, Mme Jannès) ;

**Pour les dépenses d'investissement**, par 29 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé), 5 abstentions (Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Vernant, M. Touelles, M. Tauhui), 5 voix CONTRE (M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, M. Rajzman, Mme Rault, Mme Jannès) ;

**Pour les recettes d'investissement**, par 33 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé), 1 abstention (M. Tauhui), 5 voix CONTRE (M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, M. Rajzman, Mme Rault, Mme Jannès).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# MALAKOFF

## Rapport budget primitif 2022

Conseil Municipal du 23 mars 2022

L'article 107 de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015 est venu compléter les articles du code général des collectivités territoriales relatifs à la publicité des budgets et des comptes.

Une note de présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif.

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| I. LES ORIENTATIONS POUR LE BUDGET 2022 .....   | 4  |
| II — CONTEXTE GÉNÉRAL D'ÉLABORATION DU BUDGET 2022.....                                   | 6  |
| A. Une dégradation historique des comptes publics .....                                   | 6  |
| B. Une suspension des dispositifs de régulation de la dépense publique .....              | 6  |
| C. Quelle participation des collectivités au redressement des comptes après 2022? .....   | 7  |
| D. Perspective économique 2022 .....  | 8  |
| E. Évolution des taux .....   | 10 |
| F. Conditions de financement local .....  | 11 |
| III. ÉVOLUTION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET<br>D'INVESTISSEMENT..... | 12 |
| A. Les recettes de fonctionnement.....  | 12 |
| B. Les dépenses de fonctionnement.....  | 13 |
| 1. Focus sur le personnel.....  | 14 |
| C. Le programme d'investissement .....  | 17 |
| D. La dette, une charge contrôlée.....  | 18 |
| 1. Évolution de la dette .....  | 18 |
| 2. Structure de la dette .....  | 19 |
| IV. Budget annexe des parkings.....   | 20 |



## I. LES ORIENTATIONS POUR LE BUDGET 2022

Ce document a vocation à présenter le contexte économique et législatif général dans lequel s'inscrit notre exercice budgétaire 2022, et à rendre compte des grands équilibres du BP tels que le travail piloté pour la municipalité.

Dans un contexte marqué d'une part par la pandémie – qui oblige le service public municipal à réadapter en continu ses priorités et les moyens de ses interventions – et d'autre part par la dégradation continue de l'accompagnement de l'Etat auprès des collectivités locales, la municipalité entend agir de manière ambitieuse et responsable.

Responsable en maintenant son objectif de réduction des dépenses de fonctionnement et d'amélioration de ses outils de gestion et d'anticipation, afin de renforcer son épargne brute et sa capacité de désendettement. Cela nous conduit à identifier et à travailler sur des pistes d'économies réelles et de recettes nouvelles, parmi lesquelles la politique d'achat, la recherche de financements supplémentaires, le travail sur les bases fiscales et, à court terme, une réflexion sur l'évolution du quotient familial et la refonte des produits de tarification.

Les marges ainsi dégagées, en fonctionnement et en investissement, restent toutefois particulièrement limitées, ce qui nous contraint à innover dans nos manières de construire nos politiques publiques, à rechercher des mutualisations et à réinterroger des politiques publiques déjà anciennes. Cela nous conduit aussi à travailler des hypothèses de transfert de compétences, dynamique déjà largement engagée dans certains secteurs et qui représente une potentialité que nous ne pouvons ignorer. Cela nous engage enfin à travailler finement sur le séquençage de la réalisation de notre projet municipal, afin de rester constants dans nos ambitions comme dans l'amélioration du service public rendu à nos concitoyen·nes.

Ambitieux car nous nous projetons de toutes les forces de notre service public dans la réalisation de nos 150 engagements, dans une année cruciale qui verra s'achever le premier tiers de notre mandat. 2022 sera l'année d'accomplissement de notre premier budget participatif, d'investissement, qui permet aux habitant·es d'exercer leurs prérogatives citoyennes, de donner un sens à leur engagement, et de faire émerger et structurer des projets issus des citoyen·nes et correspondant directement aux besoins de ces dernier·es.

Grand engagement de la mandature, nous lancerons en 2022 les Assises des Sports, qui auront pour vocation de renforcer nos liens avec le tissu sportif local, construire de nouvelles ambitions pour un sport populaire inclusif, favoriser le développement du handisport et du sport féminin. Il s'agira aussi d'interroger la place des pratiques libres et des pratiques sportives émergentes. Nous souhaitons que ces assises soient également un rendez-vous démocratique ambitieux et innovant dans sa conception comme dans sa pratique. 2022 verra le lancement des premières infrastructures sportives du mandat : le renforcement de l'offre sportive sera permise par les travaux au stade Marcel-Cerdan.

La participation citoyenne continuera d'être fortement encouragée dans la réalisation des grands projets de la ville.

Le développement durable reste au cœur de nos mobilisations, avec l'objectif de construire une transition juste et partagée pour l'ensemble des habitant·es, à l'exemple du projet de géothermie, qui s'inscrit dans

notre ambition de mettre l'innovation au service de la transition et de la lutte pour les économies d'énergies. Nous nous projeterons également dans la redéfinition de nos mobilités, avec en particulier la déclinaison du Plan global de déplacements de façon opérationnelle, avec la relance de son Comité de suivi : 2022 sera l'année de finalisation du Plan Vélo. Enfin, nous livrerons la Maison de la ferme urbaine qui permettra d'enrichir son offre pédagogique.

La crise économique et sociale provoquée par la pandémie nous conduit à accélérer l'accomplissement de nos politiques sanitaires et sociales en la matière. C'est tout l'enjeu, en particulier, de la Maison des Solidarités, dont les travaux seront lancés en 2022, et des investissements consentis pour nos CMS. Parallèlement, les investissements que nous engageons pour l'accueil de la petite enfance et l'éducation devraient connaître de premiers résultats visibles, avec la fin tant attendue des travaux dans le groupe scolaire Paulette-Nardal et la crèche Wilson.

Alors même que la crise sanitaire a eu un impact significatif sur le plein épanouissement des enfants, il est significatif que notre ville assume sa volonté ancienne et constamment renouvelée de garantir à ses jeunes un accompagnement et une qualité d'accueil à la hauteur des espoirs que nous portons pour eux.

## II — CONTEXTE GÉNÉRAL D'ÉLABORATION DU BUDGET 2022

### A. Une dégradation historique des comptes publics

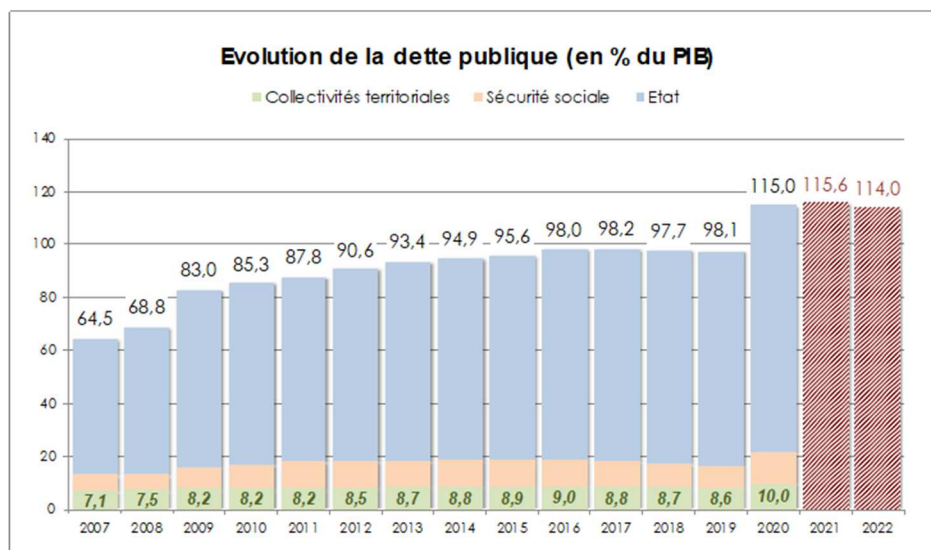
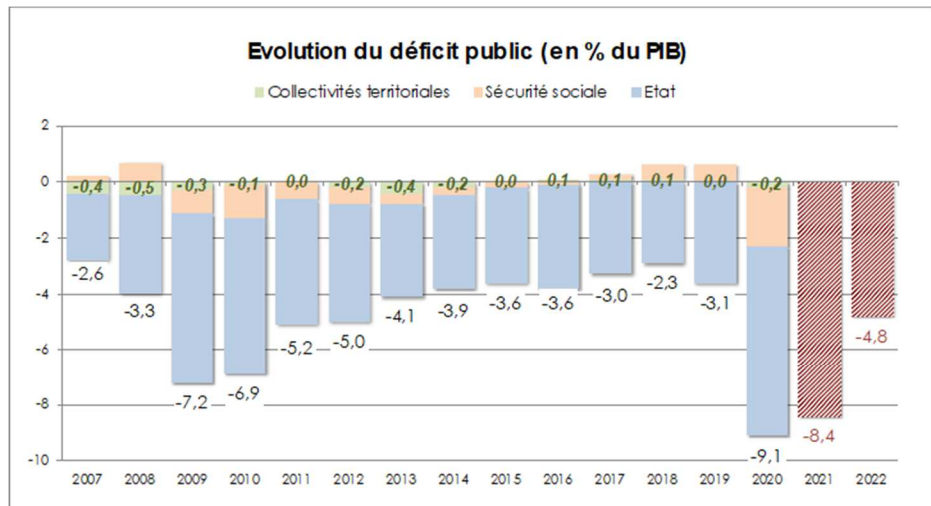
La crise sanitaire a conduit à une dégradation historique des comptes publics, dont ont pris acte les différents textes financiers adoptés depuis le printemps 2020.

La reprise de l'activité économique enregistrée depuis mai/juin 2021 pourrait néanmoins conduire à un redressement plus dynamique qu'anticipé.

Les dernières prévisions présentées dans le cadre du projet de loi de finances 2022 tablent sur :

- Un déficit qui, après -9,1 % en 2020 puis -8,4 % en 2021, reviendrait à -4,8 % du PIB en 2022 ;
- Un ratio d'endettement qui, après avoir dépassé les 115 % en 2020/2021, s'améliorerait très progressivement à 114 % en 2022 (compte tenu de la forte inertie du ratio).

**NB : les collectivités n'ont que modérément contribué à la dégradation des ratios en 2020 :** cette année-là, leur dette progresse de 1,4 point de PIB « seulement » et leurs comptes affichent un déficit limité à -0,2 %.



Compte tenu du caractère inédit de la crise économique actuelle et du caractère difficilement prévisible de la suite de la pandémie de la Covid-19, les prévisions budgétaires du gouvernement et des organismes internationaux sont particulièrement incertaines et susceptibles d'évolution.

### B. Une suspension des dispositifs de régulation de la dépense publique

Cette situation a conduit à la suspension de plusieurs dispositifs de régulation de la dépense publique, qui étaient en vigueur jusqu'à présent.

Depuis le 23 mars 2020, le « pacte de stabilité et de croissance » qui encadre les déficits publics consolidés des États européens a donc été suspendu — mesure effectivement possible en cas de « *circonstances exceptionnelles* ».

En temps normal, deux règles s'imposent aux États membres :

- Afficher un déficit public consolidé (toutes administrations confondues) de **3 % au maximum**
- Au sein de ce déficit nominal, conserver un déficit structurel — calculé après retraitement des effets de la conjoncture et des éléments exceptionnels — égal au plus à **0,5 % du PIB potentiel**, et en cas de décalage persistant converger vers cette cible (elle-même modulable en fonction de la situation de départ de l'État) à hauteur de **0,5 point de PIB par an au moins**.

La loi d'urgence sanitaire du 23 mars 2020 — adoptée parallèlement au collectif budgétaire précité — dispose qu'un non-respect des objectifs de dépense définis dans les pactes financiers conclus par l'État avec les collectivités territoriales qui serait constaté dans les comptes administratifs 2020 ne pourra donner lieu à sanction en 2021.

- Pour mémoire, la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 — en plus de définir des objectifs plafonds de capacité de désendettement par échelon de collectivités (cf. supra) — définissait un taux d'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement fixé à **+1,2 % par an** et censé être décliné sur le budget principal et sur les budgets annexes au moment de la présentation du débat d'orientations budgétaires.
- Elle invitait par ailleurs les 322 plus grandes collectivités (incluant en particulier les communes dont le budget principal comprend plus de 60 M€ de dépenses de fonctionnement) à s'engager dans un contrat sur un **objectif triennal (2018-2020) d'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement**, à la fois contraignant et modulé en fonction de leurs situations propres (autour du taux pivot de 1,2 %).

### C. Quelle participation des collectivités au redressement des comptes après 2022 ?

Dès lors, une fois passées les mesures de relance, **il est probable que les collectivités locales soient associées aux efforts de redressement des comptes publics qui devront inévitablement être engagés** (comme ce fut d'ailleurs le cas lors des crises précédentes...).

Très concrètement, des mesures pourraient être adoptées en ce sens à l'occasion de la prochaine loi de programmation des finances publiques, initialement prévue pour le printemps 2020 et désormais attendue pour l'automne 2022. Sans préjuger des décisions qui seront arrêtées à cette occasion, plusieurs mesures peuvent d'ores et déjà être esquissées :

- **La mise en place d'une nouvelle génération de contrats de Cahors**, à la fois plus contraignants que leurs prédécesseurs de 2018-2020, élargis aux communes de taille moyenne et recentrés sur l'objectif de désendettement. Les contrats institués par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022 intégraient bien à côté du plafond

de dépenses un objectif « d'amélioration du besoin de financement » (c'est-à-dire : de désendettement), mais celui-ci n'avait alors qu'une portée indicative.

- **Un retour pur et simple à des baisses de dotations**, sur le modèle de la précédente « contribution au redressement des comptes publics » qui sur la période 2014-2017 avait donc conduit à une réduction de **2,6 M€ de la DGF de la commune annuel**.

La probabilité que de telles mesures soient adoptées à relativement brève échéance impose de privilégier des ratios plus prudents qu'habituellement pour apprécier la viabilité d'une prospective financière :

- **En visant un taux d'épargne brute supérieur à 12 %**, pour un plancher traditionnellement fixé à 7 %,
- **En veillant à ce que la capacité de désendettement ne grimpe pas au-delà de 8 ans**, quand l'objectif assigné au bloc communal s'élève à 10 ans.

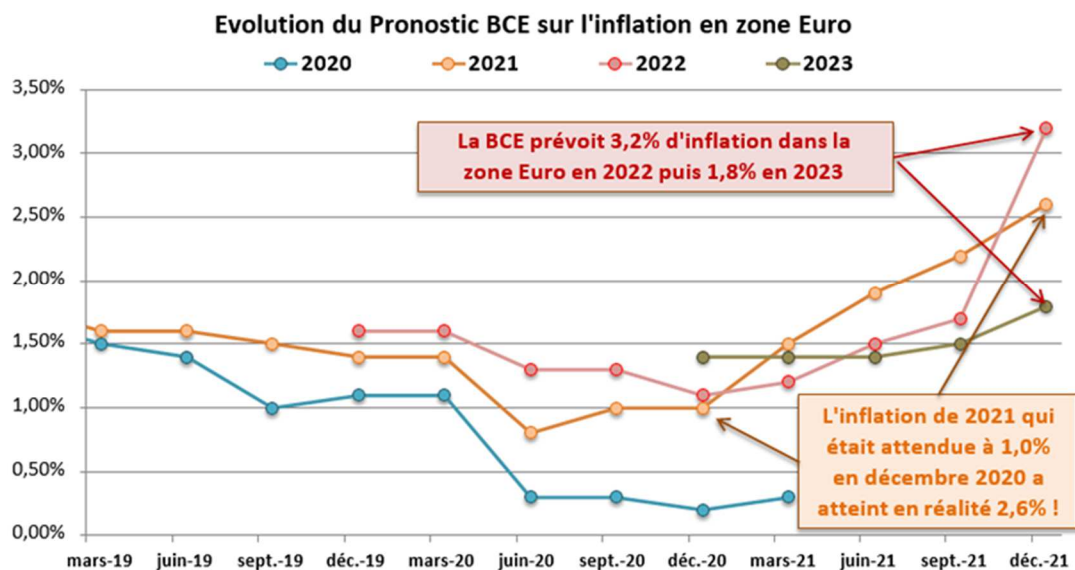
#### D. Perspective économique 2022

La nouveauté essentielle de l'année 2021, qui est aussi la principale inconnue de 2022, est l'inflation. Son ampleur et sa persistance n'avaient été aucunement anticipées. L'ampleur du rebond de croissance qui a suivi le coup d'arrêt brutal de mars 2020 n'avait pas été imaginée. L'OCDE anticipait ainsi 4,2 % de croissance mondiale pour 2021 en décembre 2020 (ce qui ne compensait pas tout à fait le recul de 4,2 % observé sur 2020)...

Celle-ci a en réalité atteint 5,6 %. Une normalisation, avec un retour progressif vers les 3 % annuels observé avant la pandémie, est pronostiquée par l'OCDE, avec une croissance mondiale de 4,5 % en 2022 puis de 3,2 % en 2023.

La reprise surprise de l'inflation, ainsi que sa normalisation attendue se lisent également dans les prévisions d'inflation de la BCE.

Cette dernière s'attendait encore en décembre 2020 à une inflation contenue à 1 % pour 2021. En réalité, le dérapage des prix s'est fortement accentué au second semestre 2021, conduisant à une inflation 2021 de 2,6 % et à une prévision 2022 de 3,2 %, pour une cible BCE à 2 %. La BCE voit cependant l'indicateur revenir sous cette cible en 2023, à 1,8 %.

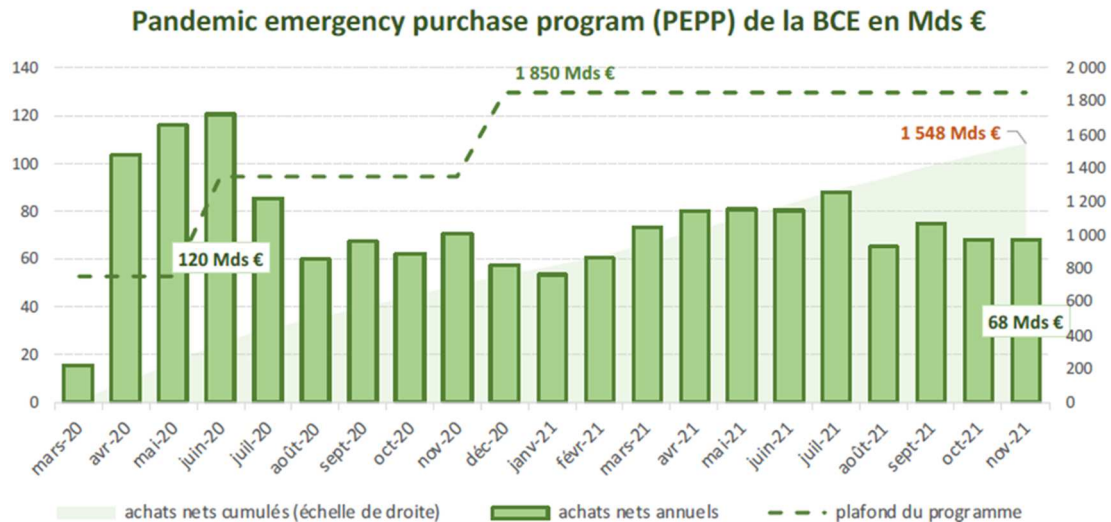


La vigueur de l'inflation a contraint les principales banques centrales à opérer au second semestre 2021 un tournant restrictif sur leur politique monétaire, alors même que le niveau d'alerte sanitaire reste élevé. La BCE se montre pour l'instant la plus prudente pour réduire la volatilité, alors que les Anglo-saxons ont d'ores et déjà opéré un changement de direction relativement radical :

- La Banque d'Angleterre a déjà relevé ses taux d'intérêt. Elle a en effet opéré un premier relèvement de 15 points de base de son taux directeur le 16 décembre, pour le porter à 0,25 %. Ce faisant elle a pris les marchés à revers : ces derniers attendaient un statu quo (après que la BCE ait renoncé en novembre à cette décision, qui était alors attendue...); les tensions sur le marché du travail (chômage 4,2 % en octobre, repli attendu vers 4,0 %) et la hausse des prix (5,1 % en novembre, 6,0 % attendu en avril 2022) ont été invoquées à l'appui de cette décision.
- La réunion de la FED les 14 et 15 décembre a également été l'occasion de confirmer l'amorce d'un cycle de durcissement : les membres de la Fed prévoient que les taux directeurs passeront en moyenne à 0,9 % fin 2022, un chiffre très supérieur à leur prévision de septembre, qui était de 0,4 %. D'après Jérôme Powell, président de la Fed, il ne faudra « pas attendre longtemps » avant un premier relèvement et trois hausses sont annoncées pour 2022. Fin 2023, le loyer de l'argent monterait à 1,6 % avec deux hausses prévues dans l'année, avant d'atteindre 2,1 % fin 2024 (deux hausses également) et 2,5 % à terme (soit le niveau auquel la FED était parvenue à revenir en 2018-2019, vs 0,25 % depuis le déclenchement de la pandémie). Jérôme Powell, désormais confirmé pour un second mandat, a déclaré redouter l'apparition d'une boucle prix-salaire sans cependant l'observer « pour l'instant ». La FED reste relativement confiante quant à un retour à la normale sur les prix : elle prévoit que la hausse des prix va retomber de 5,3 % en 2022 à 2,6 % en 2023. La croissance US devrait d'après la FED tomber de 5,5 % en 2021 à 4,0 % en 2022 puis 2,2 % en 2023.

Par comparaison, les annonces faites par la BCE lors de sa réunion du 16 décembre apparaissent attentistes. L'extinction du PEPP (pandemic emergency purchase program) a certes été confirmée, comme attendu, pour la fin de mars 2022, date à laquelle le plafond de 1850 Mds € devrait être en vue (on approchait de 1550 Mds € d'encours fin novembre, avec des acquisitions nettes toujours supérieures à 60 Mds €/mois).

La BCE a cependant annoncé le 16 décembre qu'elle prolongeait jusqu'à la fin de 2024 l'horizon de réinvestissement des titres acquis dans le cadre du PEPP, en restant flexible, pour ces achats, quant au type de titres et aux pays, afin de prévenir toute fragmentation. On estime que cela équivaut à revenir de 60 Mds € d'achats mensuels sur les derniers mois du PEPP à 15 Mds € jusqu'à la fin de 2024.



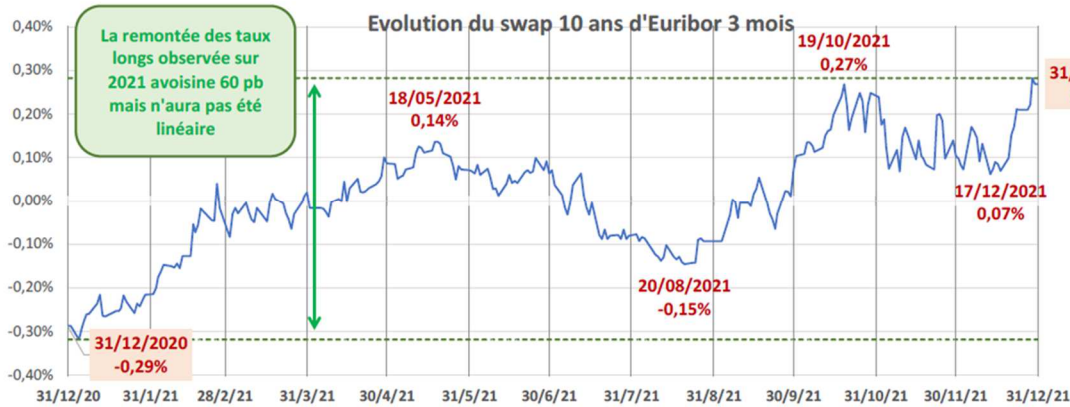
La transition sera encore adoucie par un ressaut ponctuel de l'APP (le programme « conventionnel » d'assouplissement monétaire de la BCE), qui passera de 20 à 40 Mds € mensuels au T2 2022, puis à 30 Mds € au T3 2022 avant de revenir à 20 Mds € par mois à partir d'octobre 2022 et aussi longtemps que nécessaire. La BCE a en outre indiqué qu'elle mettrait un terme à l'APP « peu avant » la remontée des taux. En creux, cela signifie qu'une hausse des taux directeurs de la BCE n'est pas pour tout de suite.

Cette éventualité a même été qualifiée de « très improbable » en 2022 par Christine Lagarde, qui a également qualifié l'inflation de « bosse », ce qui laisse entendre que la BCE ne va pas se précipiter pour la faire rentrer dans son lit...

Cependant, d'après l'agenda de presse Reuters, trois gouverneurs (Allemagne, Autriche, Belgique) ont voté contre ce train de mesures, jugés insuffisamment restrictives, en particulier le prolongement de l'APP sans limites de temps.

## E. Évolution des taux

La remontée des taux aura été significative en 2021, et elle devrait se poursuivre en 2022. Il apparaît cependant probable que la BCE sera très attentive à prévenir toute progression immodérée des taux longs. Compte tenu des niveaux d'endettement des États membres, à la fois très importants, mais aussi extrêmement disparates d'un État à l'autre, prévenir toute « fragmentation » de la zone euro passera par le maintien de taux ne pénalisant pas trop fortement les pays très endettés. Sur le plan politique, un moment « crucial » de 2022 sera de ce point de vue l'aboutissement ou non lors du Conseil européen de mars de la réforme du Pacte de stabilité.

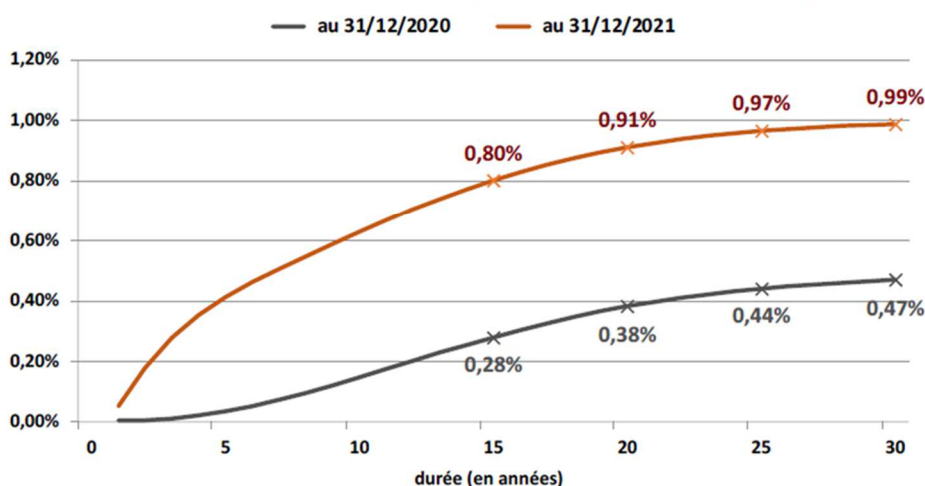


## F. Conditions de financement local

Les conditions de financement des collectivités sont restées très bonnes tout au long de 2021, avec des marges de marché en légère amélioration tendancielle, revenant de 65 points de base en début d'année à 55 en fin d'année, pour des financements classiques sur 15 ans amortissables, soit un taux fixe à 15 ans autour de 0,80 % aujourd'hui. Aucun nuage particulier ne se dessine à l'horizon, les offres de prêts au secteur public local restant très fournies, et les règles prudentielles n'étant pas appelées à évoluer dans l'immédiat (la transposition des règles de Bâle III en droit UE ayant pris du retard).

Le Haut-Conseil de la stabilité financière a certes préconisé de porter le coussin contracyclique de fonds propres des banques de 0 à 0,5 % en mars 2022, mais cela n'est pas de nature à bouleverser significativement l'allocation de leurs ressources. Une stabilité, sinon un nouveau petit tassement peuvent être attendus sur les marges bancaires en 2022.

### Taux fixes de marché homogènes à Euribor 3 mois +55pb





### III. ÉVOLUTION DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT

#### A. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de la ville pour la section de fonctionnement sont estimées à 64,3 M€ pour l'année 2022, contre 63,9 M€ au budget 2021, soit une quasi-stabilité en valeur absolue.

| chapitre | Recettes                          | montant inscriptions BP 2022 | BP 2021           |
|----------|-----------------------------------|------------------------------|-------------------|
| 013      | Atténuation de charges            | 900 000,00                   | 900 000           |
| 70       | Produits de services              | 6 239 820,64                 | 6 075 219         |
| 73       | Impôt et taxes                    | 41 855 139,00                | 41 007 884        |
| 74       | Dotations et participations       | 10 499 263,86                | 10 358 661        |
| 75       | Produits de gestion courante      | 1 172 850,00                 | 1 120 750         |
| 77       | Produits exceptionnels            | 147 000,00                   | 489 444           |
| 78       | Reprise                           | 93 000,00                    | 93 000            |
| 042      | Immobilisation (écriture d'ordre) | 3 800 000,00                 | 3 905 555         |
|          | <b>TOTAL</b>                      | <b>64 707 073,50</b>         | <b>63 950 513</b> |

Les taux d'imposition sont inchangés en 2022.

| Impôt                                 | Taux 2021 |
|---------------------------------------|-----------|
| Taxe foncière sur propriété bâtie     | 31,99 %   |
| Taxe foncière sur propriété non bâtie | 13,29 %   |

- Les atténuations de charges (principalement remboursement sur des dépenses de personnel) devraient être stables
- Les produits de service devraient, en l'état des prévisions actuelles, s'améliorer légèrement du fait d'un amoindrissement des impacts de la crise sanitaire sur l'exercice 2022.
- Les produits de fiscalité devraient augmenter d'environ 0,8 M€ du fait d'une revalorisation annuelle des bases de l'ordre de 3 % cette année. À l'inverse, le versement du Fonds de Solidarité de la Région Île-de-France a été programmé au même niveau que cette année soit 755 k€ contre 860 k€ estimé sur le BP 2021. Les prévisions de droits de mutation et d'autres taxes sont maintenues, car conformes aux réalisations de 2021.
- Les dotations augmentent légèrement du fait de la prévision des recettes malgré le fait que la commune soit écrêtée d'environ 150 k€ par an sur sa Dotation Globale de Fonctionnement. Par exemple, la Dotation de Solidarité Urbaine devrait augmenter d'environ 50 k€.

## B. Les dépenses de fonctionnement

Un travail important de stabilisation des dépenses est engagé depuis deux ans. Sur le BP 2021, il a été demandé aux services de réduire leurs dépenses hors personnel de 7 % en section de fonctionnement. Pour le BP 2022, une demande de baisse de 5 % a été faite.

Cette demande a été en grande partie satisfaite. Néanmoins, certains services vont voir une augmentation de leur activité imposant un maintien, voir une hausse des enveloppes budgétaires. C'est le cas particulièrement des services en lien direct avec la population (jeunesse, enfance...) qui ont limité leurs activités en 2021 du fait du contexte sanitaire. C'est aussi le cas de certains services supports, comme l'état civil, qui vont devoir prendre en charge l'organisation des scrutins des élections présidentielles et législatives sur la commune. De plus, les éléments de contexte national impactent aussi nos dépenses. C'est le cas pour les fluides avec la hausse des prix de l'énergie, mais aussi avec le personnel avec la hausse du SMIC par exemple (+ 0,4 M€ de dépenses supplémentaire en 2022 du fait de cette mesure).

C'est donc avec un important effort de rationalisation que la ville présente une quasi-stabilité de ses dépenses de fonctionnement. La section de dépenses de fonctionnement est estimée à 64,7 M€ pour l'année 2022, contre 63,9 M€ au budget 2021.

| chapitre | Dépenses                              | montant inscriptions BP 2022 | BP 2021           |
|----------|---------------------------------------|------------------------------|-------------------|
| 011      | Charges à caractère général           | 10 476 164,84                | 10 912 618        |
| 012      | Charges de personnel, frais assimilés | 32 951 226                   | 32 219 723        |
| 014      | Atténuations de produits              | 670 000                      | 551 510           |
| 65       | Autres charges de gestion courante    | 11 091 682,66                | 11 232 004        |
| 66       | Charges financières                   | 740 000                      | 738 357           |
| 67       | Charges exceptionnelles               | 185 000                      | 266 000           |
| 68       | Dotations semi-budgétaires            | 93 000                       | 93 000            |
| 042      | Immobilisation (écriture d'ordre)     | 8 500 000                    | 7 937 301         |
|          | <b>TOTAL</b>                          | <b>64 707 073,50</b>         | <b>63 950 513</b> |

- Les charges à caractère général devraient diminuer en 2022 grâce aux efforts des services.
- Les atténuations de produits augmentent du fait du prélèvement de la commune sur les amendes de police STIF/RIF qui n'avaient pas été intégrées au BP en 2021 (intégré en DM en 2021).
- Les autres charges de gestion courante sont globalement maintenues, ce qui implique un maintien du volume de subventions aux associations et au tissu local. Par ailleurs le fonds de compensation des charges territoriales (FCCT) versé à l'EPT Vallée Sud Grand Paris au titre des compétences transférées s'élève à 8,7 M€, soit + 0,15 M€ par rapport à 2021.
- Les charges financières devraient se stabiliser puisque la commune a maintenu son niveau d'endettement.
- Les immobilisations sont des écritures d'ordres obligatoires (mécanisme comptable) afin d'amortir les biens de la commune, elles devraient augmenter en 2022.
- Les dépenses de personnel devrait seulement augmenter de 0,7 M€ du fait d'une grande rigueur de gestion en 2022 (voir infra)

| Détail par direction   | BP 2022           |
|--|-------------------|
| <b>Bâtiment</b>  | <b>2 807 350</b>  |
| <b>Cadre de vie</b>  | <b>501 350</b>    |
| <b>Nature en ville</b>   | <b>44 014</b>     |
| <b>Direction des affaires générales</b>                          | <b>291 721</b>    |
| <b>Maison des Arts</b>   | <b>81 700</b>     |
| <b>Culture</b>   | <b>123 059</b>    |
| <b>Communication</b>   | <b>453 455</b>    |
| <b>Citoyenneté, vie associative et événementiel</b>              | <b>265 419</b>    |
| <b>Direction Restauration, intendance, Entretien des Locaux</b>  | <b>1 800 000</b>  |
| <b>Direction Solidarités, vie des quartiers</b>                  | <b>152 946</b>    |
| <b>Éducation</b>   | <b>696 557</b>    |
| <b>Informatique</b>  | <b>366 800</b>    |
| <b>Jeunes, autonomie, citoyenneté</b>                            | <b>132 300</b>    |
| <b>Garage</b>  | <b>363 700</b>    |
| <b>Voirie</b>  | <b>215 170</b>    |
| <b>Petite Enfance</b>  | <b>291 831</b>    |
| <b>Direction de la Prévention et de la Tranquillité Publique</b> | <b>287 867</b>    |
| <b>Santé</b>   | <b>383 620</b>    |
| <b>Sport</b>   | <b>38 920</b>     |
| <b>Urbanisme</b>   | <b>498 500</b>    |
| <b>Finances</b>  | <b>20 983 249</b> |
| <b>DRH</b>   | <b>33 927 546</b> |
| <b>Total</b>   | <b>64 707 074</b> |

## 1. Focus sur le personnel

La masse salariale est évaluée à 32 951 226 € pour l'année 2022.

Sont intégrés, en année pleine :

- Tous les postes vacants non encore remplacés.
- L'intégration en catégorie A des éducateurs de jeunes enfants, des assistants socio-éducatifs et des manipulateurs radio.
- L'augmentation du SMIC qui a impacté 250 agents de catégorie C et la revalorisation des indices de rémunération.
- La prise en charge de la prime inflation pour les agents 0,1 M€.
- Les heures supplémentaires et forfaits pour les organisations des 4 tours des élections soit environ 0,16 M€.

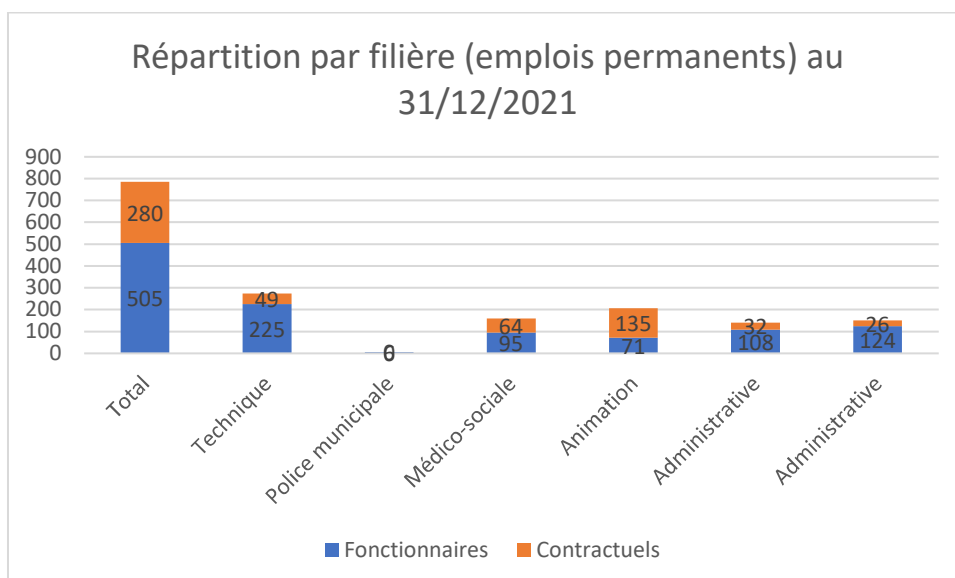
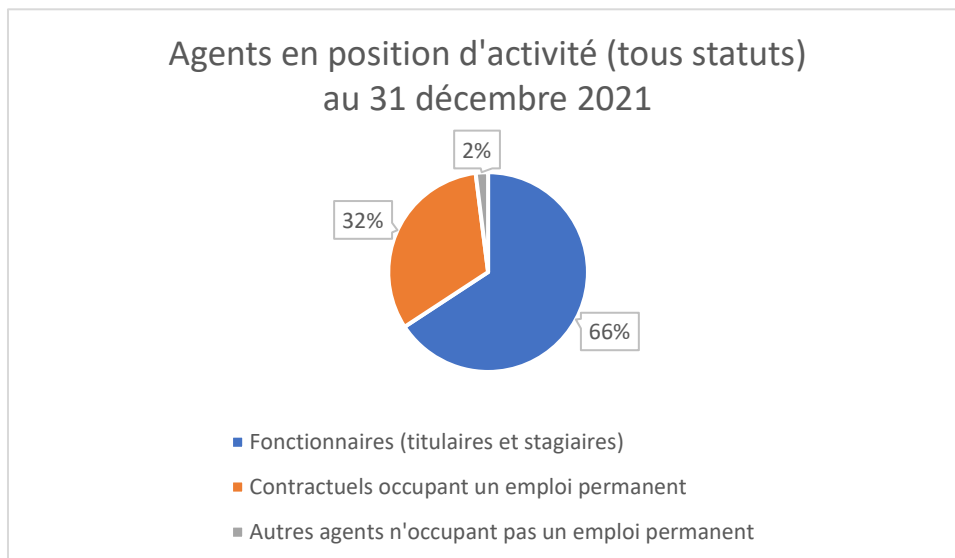
Le personnel communal se répartit de la manière suivante :

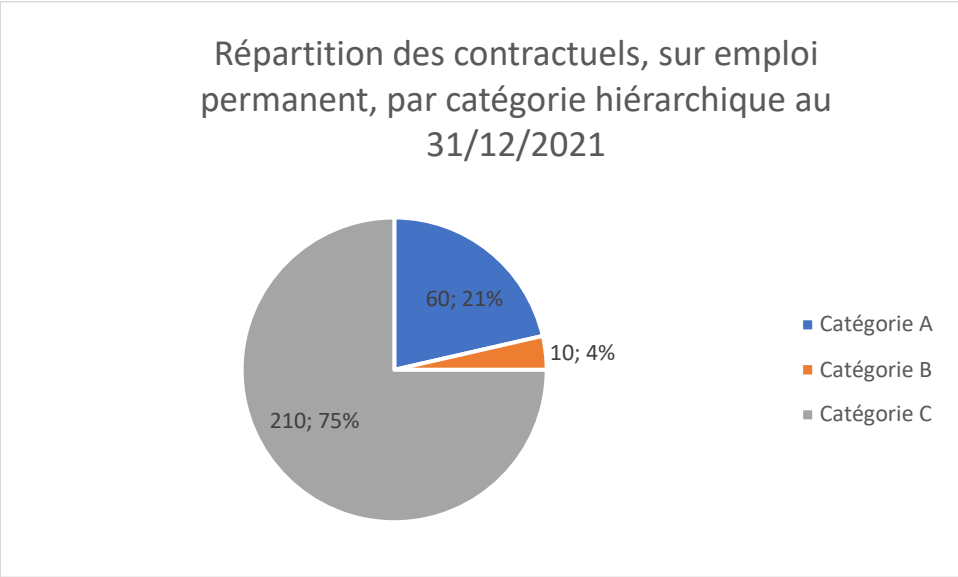
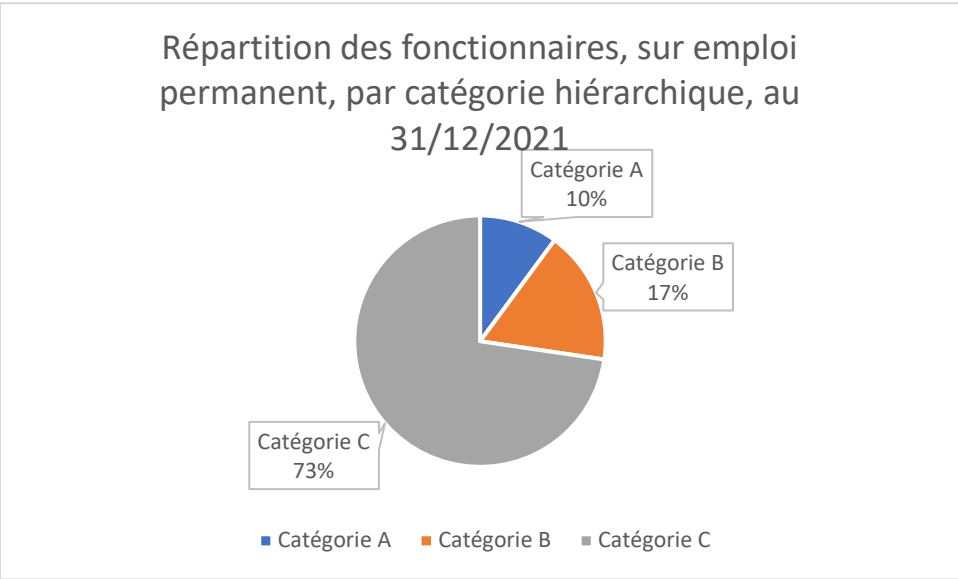
|   |            |
|---|------------|
| <b>Agents en position d'activité (tous statuts)</b> | <b>799</b> |
| Fonctionnaires (titulaires et stagiaires)           | 505        |
| Contractuels occupant un emploi permanent           | 280        |
| Autres agents n'occupant pas un emploi permanent    | 14         |

Le nombre de titulaires est en diminution (563 agents au 31 décembre 2020), ainsi que le nombre de contractuels est également en diminution (303 agents au 31 décembre 2020). Ces chiffres sont essentiellement le reflet des postes en cours de recrutement.

Le nombre d'agents n'occupant pas un emploi permanent est identique à celui de 2020. Il s'agit des assistantes maternelles, des emplois de cabinet, des apprentis et d'un agent recruté sur motif d'accroissement d'activité (dématérialisation des documents à l'urbanisme).

La répartition des emplois par catégorie et par filière reste quasiment stable par rapport à 2020.





On constate une stabilité des dépenses complémentaires de rémunération (appelé nouvelle bonification indiciaire) et de régime indemnitaire, une légère baisse des heures supplémentaires et des astreintes.

Les rémunérations sont en baisse du fait de postes vacants sur l'année (plus de 30 postes vacants au 31/12 dont près de la moitié sur le secteur de la petite enfance).

En outre, les données d'effectifs sont à prendre avec prudence, en effet, elle sont une photographie à l'instant qui comptabilise chaque agent pour un (y compris les renforts de vacataires et les temps non complets).

| Date de référence | Effectifs (tous agents sur emploi permanent) | Traitement de base titulaires | Traitement de base contractuels | NBI     |
|-------------------|--|-------------------------------|---------------------------------|---------|
| 31/12/2015        | 775  | 11 487 162                    | 3 223 941                       | 141 567 |
| 31/12/2016        | 805  | 11 410 747                    | 3 682 598                       | 140 340 |
| 31/12/2017        | 814  | 11 866 945                    | 4 085 816                       | 140 655 |
| 31/12/2018        | 857  | 12 056 686                    | 4 470 857                       | 127 622 |
| 31/12/2019        | 793  | 11 754 470                    | 4 902 403                       | 80 147  |
| 31/12/2020        | 881  | 11 335 550                    | 5 408 125                       | 77 164  |
| 31/12/2021        | 785*   | 11 169 904                    | 5 065 409                       | 77 19   |

\* Ce nombre ne comprend pas les 14 autres agents occupant des emplois non permanents (785+14 = 799 agents en activité)

### C. Le programme d'investissement

L'année 2022 doit permettre la consolidation du PPI (plan pluriannuel d'investissement) en croisant les éléments de coûts des projets et ceux de la prospective financière. Ce travail permettra d'accroître la prévisibilité des investissements, leur cadencement, mais aussi l'information des élus et des citoyens sur leur réalisation.

L'année 2022 sera aussi marquée par l'engagement d'une politique de désendettement de la ville. Ce souhait permettra à la ville d'améliorer sa santé financière et d'améliorer, à terme, ses conditions de financement.

Le budget 2022 maintiendra donc un haut niveau d'investissement, avec des opérations majeures qui permettront d'améliorer les conditions d'accueil pour l'enfance et la petite enfance et de poursuivre l'effort vers une transition écologique et énergétique.

Les recettes devraient atteindre environ 25,3 M€ réparties comme suit :

| chapitre | Recettes                      | montant inscriptions BP 2022 | BP 2021           |
|----------|-------------------------------|------------------------------|-------------------|
| 024      | Produits de cession           | 2 159 100                    | 3 189 100         |
| 10       | FCTVA + Taxe aménagement      | 2 550 000                    | 2 700 000         |
| 13 et 23 | Subvention et immobilisations | 6 258 860                    | 4 431 837         |
| 16       | Nouveaux emprunts             | 3 802 000                    | 4 005 500         |
| 45       | produits tiers                | 2 072 460                    | 83 540            |
| 040      | Écriture d'ordre              | 8 500 000                    | 7 937 301         |
|          | <b>TOTAL</b>                  | <b>25 342 420</b>            | <b>22 347 278</b> |

Le programme de dépenses d'investissement a donc été construit autour de ressources disponibles cette année. Les principales opérations d'investissement sont listées ci-dessous.

| Dépenses d'investissements                                       | montant inscriptions<br>BP 2022 | montant inscriptions<br>BP 2022 |
|--|---------------------------------|---------------------------------|
| Remboursement dette  | 4 350 000                       | 4 060 000                       |
| Enveloppe récurrente   | 1 705 000                       | 1 705 000                       |
| Opérations de mise en sécurité ( structure, étanchéité,<br>etc.) | 815 000                         |                                 |
| Crèches Wilson   | 2 700 000                       |                                 |
| Rénovation de l'école élémentaire Paulette Nardal                | 4 025 000                       |                                 |
| Injections Carrières Passage Larousse et rue de la Tour          | 3 010 320                       |                                 |
| Réhabilitation pelouse Cerdan                                    | 1 700 000                       |                                 |
| Autres opérations et dépenses                                    | 3 237 120                       | 16 582 278                      |
| Ecriture d'ordre   | 3 800 000                       | 3 905 555                       |
| <b>Total net des subventions et cessions</b>                     | <b>25 342 420</b>               | <b>22 347 278</b>               |

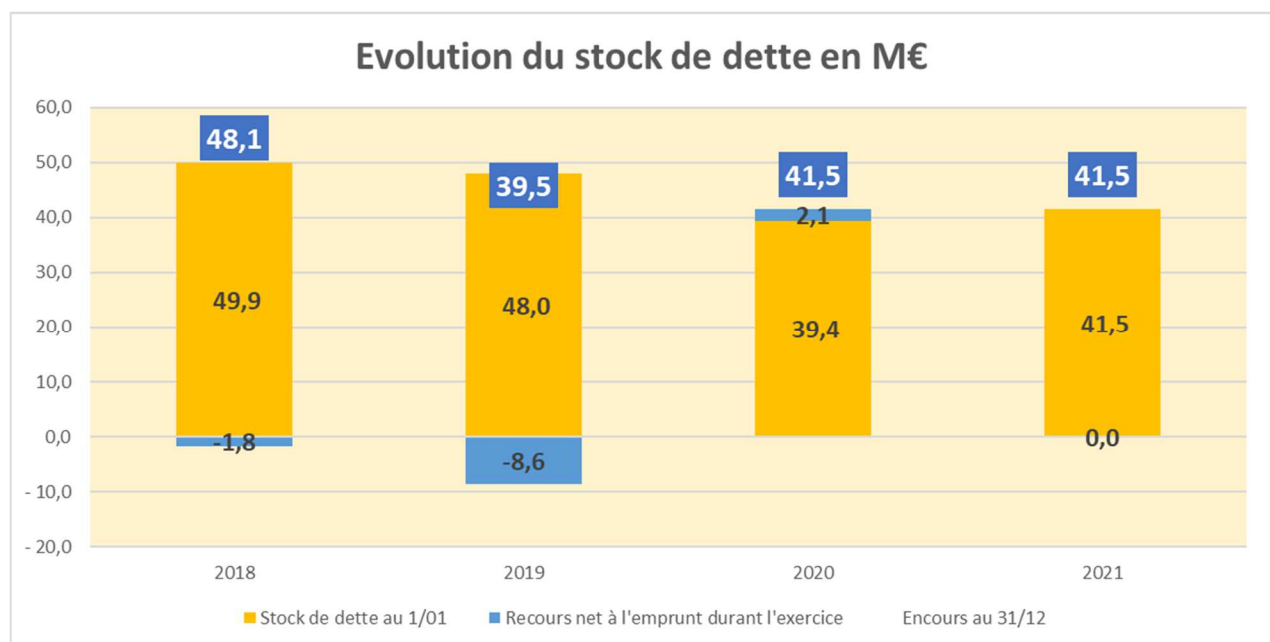
#### D. La dette, une charge contrôlée

Le recours à l'emprunt limité à 3,8 M€ en 2022 permettra de diminuer mécaniquement l'encours de la dette, le montant emprunté étant inférieur au montant remboursé (4,3 M€).

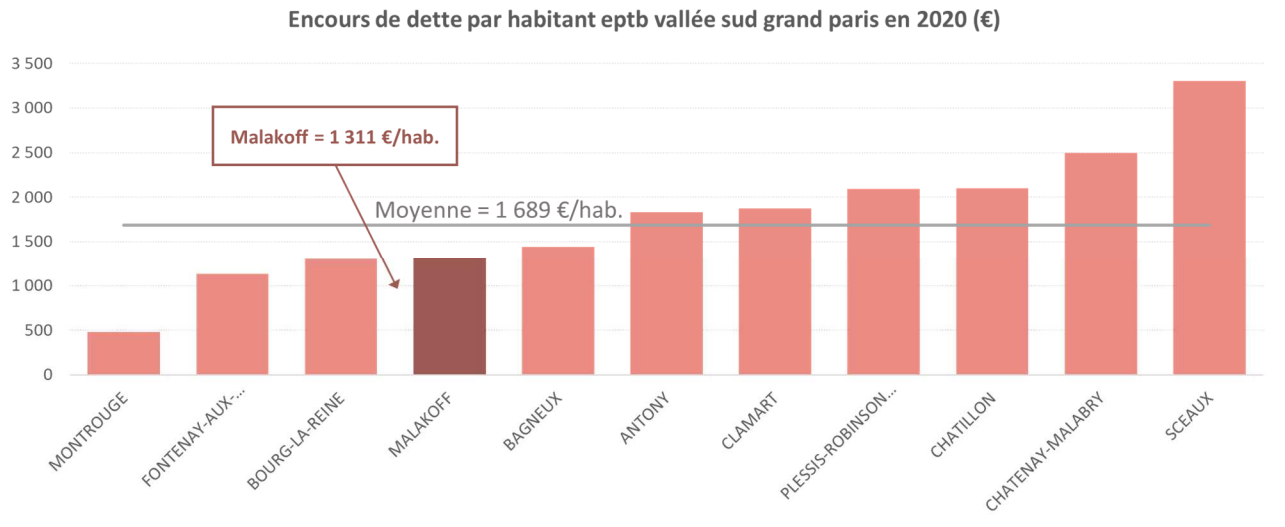
##### 1. Évolution de la dette

En effet, sur l'année 2022, la ville devrait emprunter 3,8 M€ et rembourser 4,3 M€ de capital des emprunts.

Dès lors au 31/12/2022 son encours de dette devrait être de 4,5 M€ (stock actuel)+ 3,8 M€ (nouveaux emprunts) – 4,3 M€ (remboursements annuels 2022) = 41,0 M€

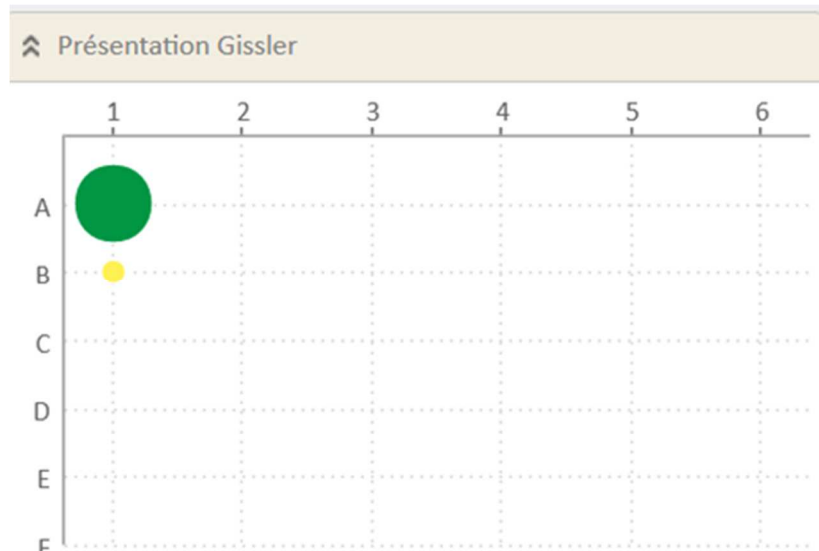


L'encours de dette représente environ 1 300 €/hab. Ce qui est relativement faible par rapports aux autres communes du territoire.



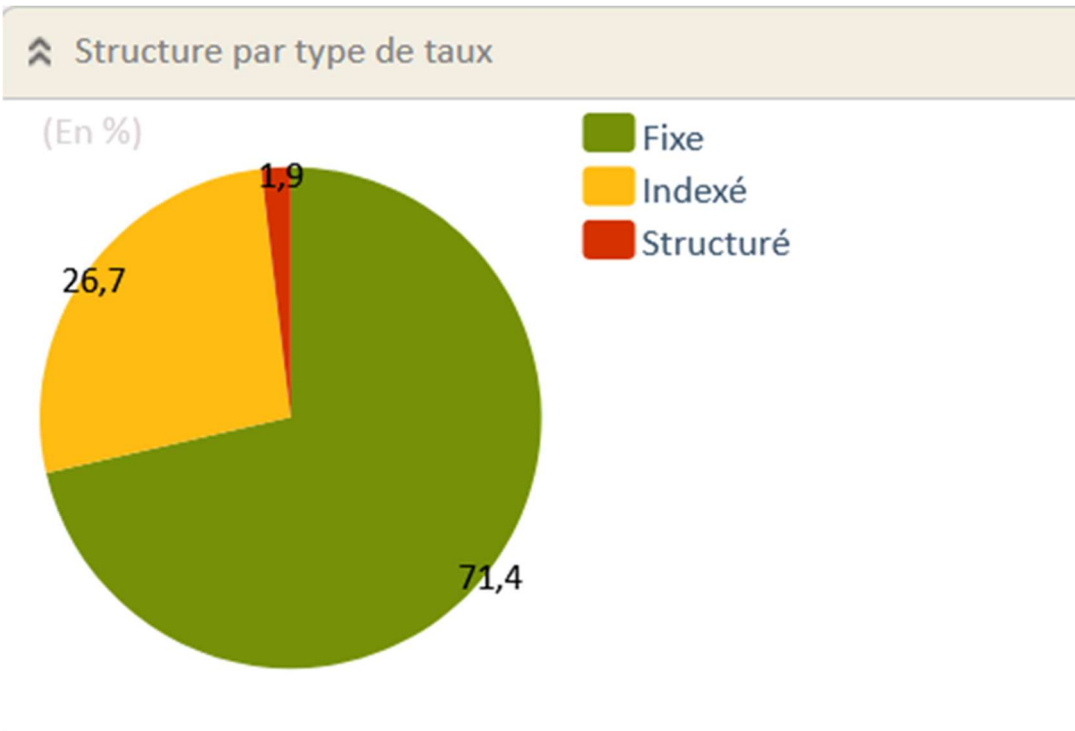
## 2. Structure de la dette

La dette de la ville est parfaitement sécurisée avec 98 % de la dette classée en catégorie 1A (la moins risquée) et 2 % en 1B (très peu risqué).

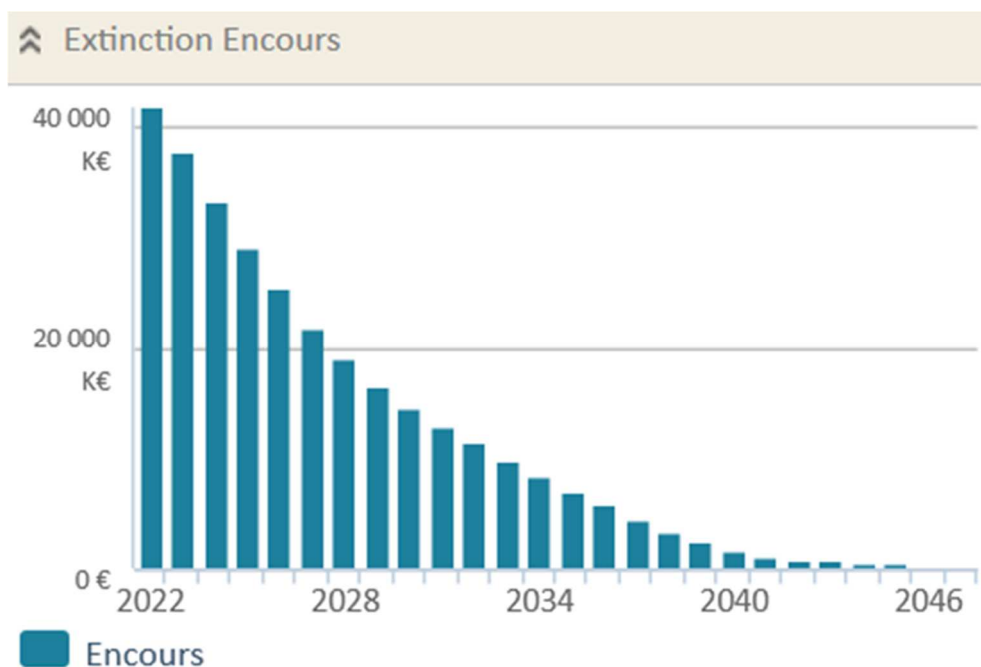


La dette de la ville est composée principalement de taux fixes cela limite les risques de hausse de taux.





L'amortissement du capital est assez linéaire. Néanmoins, cette projection n'inclut pas les emprunts futurs de la commune.



#### IV. Budget annexe des parkings

Ce budget annexe retrace les écritures relatives au service de location des places de parking et des box communaux.

Au 31 décembre 2021, la commune comptait 544 emplacements louables, dont 252 box.

Il n'est pas prévu de grands changements par rapport à l'année précédente. Un virement à la section d'investissement permettra ainsi de couvrir le remboursement d'emprunt d'environ 0,15 M€ et d'équilibrer le budget.

| chapitre | Dépenses de fonctionnement            | montant inscriptions BP 2022 | BP 2021        |
|----------|---------------------------------------|------------------------------|----------------|
| 011      | Charges à caractère général           | 279 000                      | 256 590        |
| 012      | Charges de personnel, frais assimilés | 66 000                       | 55 000         |
| 65       | Autres charges de gestion courante    | 20 000                       | 20 000         |
| 66       | Charges financières                   | 25 000                       | 25 000         |
| 67       | Charges exceptionnelles               | 5 000                        | 5 000          |
| 68       | Dotations semi-budgétaires            | 10 000                       | 10 000         |
| 023      | Virement à la section d'ivt et ordre  | 137 688                      | 150 000        |
|          | <b>TOTAL DF</b>                       | <b>542 688</b>               | <b>521 590</b> |

| chapitre | Recettes de fonctionnement   | montant inscriptions BP 2022 | BP 2021        |
|----------|------------------------------|------------------------------|----------------|
| 75       | Produits de gestion courante | 540 688                      | 480 000        |
| 77       | Produits exceptionnels       | 2 000                        | 41 590         |
|          | <b>TOTAL RF</b>              | <b>542 688</b>               | <b>521 590</b> |

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Budget principal M14 - MAIRIE (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21920046600015

POSTE COMPTABLE : MONTRouGE

**M. 14**

**Budget primitif**

**voté par nature**

BUDGET : BUDGET MAIRIE (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales (6)

|  |   |
|--|---|
| A - Informations statistiques, fiscales et financières | 4 |
| B - Modalités de vote du budget                        | 5 |

## II - Présentation générale du budget

|   |    |
|---|----|
| A1 - Vue d'ensemble - Sections                              | 6  |
| A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres | 7  |
| A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres  | 9  |
| B1 - Balance générale du budget - Dépenses                  | 11 |
| B2 - Balance générale du budget - Recettes                  | 13 |

## III - Vote du budget

|   |    |
|---|----|
| A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses            | 15 |
| A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes            | 18 |
| B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses             | 20 |
| B2 - Section d'investissement - Détail des recettes             | 22 |
| B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | 24 |

## IV - Annexes (7)

### A - Eléments du bilan

|   |     |
|---|-----|
| A1 - Présentation croisée par fonction (1)  | 25  |
| A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement                                    | 29  |
| A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement                                    | 51  |
| A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie  | 82  |
| A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette   | 83  |
| A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux                            | 89  |
| A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours                                  | 91  |
| A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture                                       | 92  |
| A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme                        | 94  |
| A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes   | 95  |
| A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements   | 96  |
| A4 - Etat des provisions  | 98  |
| A5 - Etalement des provisions   | 99  |
| A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses  | 100 |
| A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes  | 101 |
| A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | 103 |
| A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | 104 |
| A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3)                                    | 105 |
| A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3)                                    | 106 |
| A8 - Etat des charges transférées   | 107 |
| A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers  | 108 |

### B - Engagements hors bilan

|   |     |
|---|-----|
| B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4)         | 109 |
| B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt            | 115 |
| B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail   | 116 |
| B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé                            | 117 |
| B1.5 - Etat des autres engagements donnés                                       | 118 |
| B1.6 - Etat des engagements reçus   | 119 |
| B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5)                  | 120 |
| B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents | 121 |
| B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | 122 |
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale                     | 123 |

### C - Autres éléments d'informations

|   |     |
|---|-----|
| C1 - Etat du personnel  | 124 |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)            | 129 |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | 131 |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés   | 132 |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe                            | 133 |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe              | 134 |

### D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

|  |     |
|--|-----|
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | 135 |
|--|-----|

## D2 - Arrêté et signatures

- (1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
- (2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).
- (3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).
- (4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.
- (5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.
- (6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
- (7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE  
92125046MAIRIE  
BUDGET MAIRIESLO  
BP

|   |          |
|---|----------|
| <b>I – INFORMATIONS GENERALES</b>                         | <b>I</b> |
| <b>INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES</b> | <b>A</b> |

| Informations statistiques  | Valeurs |
|--|---------|
| Population totale (colonne h du recensement INSEE) :                   | 30720   |
| Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 <i>in fine</i> ) : | 554     |
| Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :            |         |

| Potentiel fiscal et financier (1) |           | Valeurs par hab.<br>(population DGF) | Moyennes nationales du<br>potentiel financier par<br>habitants de la strate |
|-----------------------------------|-----------|--------------------------------------|---|
| Fiscal                            | Financier |                                      |   |
| 0.00                              | 0.00      | 0.00                                 | 0.00  |

| Informations financières – ratios (2) |   | Valeurs | Moyennes nationales de<br>la strate (3) |
|---------------------------------------|---|---------|---|
| 1                                     | Dépenses réelles de fonctionnement/population                               | 1823.35 | 1393.00                                 |
| 2                                     | Produit des impositions directes/population                                 | 786.95  | 641.00                                  |
| 3                                     | Recettes réelles de fonctionnement/population                               | 1954.59 | 1533.00                                 |
| 4                                     | Dépenses d'équipement brut/population                                       | 443.83  | 394.00                                  |
| 5                                     | Encours de dette/population   | 1343.43 | 1032.00                                 |
| 6                                     | DGF/population  | 118.16  | 200.00                                  |
| 7                                     | Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)                | 0.58    | 0.55                                    |
| 8                                     | Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2) | 1.00    | 0.98                                    |
| 9                                     | Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)           | 0.23    | 0.26                                    |
| 10                                    | Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)                  | 0.69    | 0.67                                    |

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) cumulé de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE**

**FONCTIONNEMENT**

|  |   | DEPENSES DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE<br>FONCTIONNEMENT |
|--|---|---|---|
| V<br>O<br>T<br>E                                     | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES<br>AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 64 707 073,50                               | 64 707 073,50                               |
|  | +   | +   | +   |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S                      | RESTES A REALISER (R.A.R) DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)          | 0,00  | 0,00  |
|  | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT<br>REPORTE (2)                     | (si déficit)<br>0,00                        | (si excédent)<br>0,00                       |
| =  |   | =   | =   |
| <b>TOTAL DE LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (3)</b> |   | <b>64 707 073,50</b>                        | <b>64 707 073,50</b>                        |

**INVESTISSEMENT**

|   |  | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---|--|--|--|
| V<br>O<br>T<br>E                                    | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES<br>AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y<br>compris le compte 1068) | 25 342 420,40                              | 25 342 420,40                              |
|   | +  | +  | +  |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S                     | RESTES A REALISER (R.A.R) DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)                                       | 0,00                                       | 0,00                                       |
|   | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA<br>SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE<br>(2)                         | (si solde négatif)<br>0,00                 | (si solde positif)<br>0,00                 |
| =   |  | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (3)</b> |  | <b>25 342 420,40</b>                       | <b>25 342 420,40</b>                       |

**TOTAL**

|                            |                      |                      |
|----------------------------|----------------------|----------------------|
| <b>TOTAL DU BUDGET (3)</b> | <b>90 049 493,90</b> | <b>90 049 493,90</b> |
|----------------------------|----------------------|----------------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.



## II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.   | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 011   | Charges à caractère général                | 10 912 618,41                     | 0,00                      | 10 476 164,84          | 10 476 164,84        | 10 476 164,84        |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés      | 32 219 723,00                     | 0,00                      | 32 951 226,00          | 32 951 226,00        | 32 951 226,00        |
| 014   | Atténuations de produits                   | 551 510,00                        | 0,00                      | 670 000,00             | 670 000,00           | 670 000,00           |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 11 232 003,59                     | 0,00                      | 11 091 682,66          | 11 091 682,66        | 11 091 682,66        |
| 656   | Frais fonctionnement des groupes d'élus    | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses de gestion courante</b>       |  | <b>54 915 855,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>55 189 073,50</b>   | <b>55 189 073,50</b> | <b>55 189 073,50</b> |
| 66  | Charges financières                        | 738 357,00                        | 0,00                      | 740 000,00             | 740 000,00           | 740 000,00           |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 266 000,00                        | 0,00                      | 185 000,00             | 185 000,00           | 185 000,00           |
| 68  | Dotations provisions semi-budgétaires (4)  | 93 000,00                         |                           | 93 000,00              | 93 000,00            | 93 000,00            |
| 022   | Dépenses imprévues                         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b> |  | <b>56 013 212,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>56 207 073,50</b>   | <b>56 207 073,50</b> | <b>56 207 073,50</b> |
| 023   | Virement à la section d'investissement (5) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (5) | 7 937 301,25                      |                           | 8 500 000,00           | 8 500 000,00         | 8 500 000,00         |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (5)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>7 937 301,25</b>               |                           | <b>8 500 000,00</b>    | <b>8 500 000,00</b>  | <b>8 500 000,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>63 950 513,25</b>              | <b>0,00</b>               | <b>64 707 073,50</b>   | <b>64 707 073,50</b> | <b>64 707 073,50</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

#### RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap.   | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 013   | Atténuations de charges                    | 900 000,00                        | 0,00                      | 900 000,00             | 900 000,00           | 900 000,00           |
| 70  | Produits services, domaine et ventes div   | 6 075 219,00                      | 0,00                      | 6 239 820,64           | 6 239 820,64         | 6 239 820,64         |
| 73  | Impôts et taxes                            | 41 007 884,00                     | 0,00                      | 41 855 139,00          | 41 855 139,00        | 41 855 139,00        |
| 74  | Dotations et participations                | 10 358 661,00                     | 0,00                      | 10 499 263,86          | 10 499 263,86        | 10 499 263,86        |
| 75  | Autres produits de gestion courante        | 1 120 750,00                      | 0,00                      | 1 172 850,00           | 1 172 850,00         | 1 172 850,00         |
| <b>Total des recettes de gestion courante</b>       |  | <b>59 462 514,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>60 667 073,50</b>   | <b>60 667 073,50</b> | <b>60 667 073,50</b> |
| 76  | Produits financiers                        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 77  | Produits exceptionnels                     | 489 444,00                        | 0,00                      | 147 000,00             | 147 000,00           | 147 000,00           |
| 78  | Reprises provisions semi-budgétaires (4)   | 93 000,00                         |                           | 93 000,00              | 93 000,00            | 93 000,00            |
| <b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b> |  | <b>60 044 958,00</b>              | <b>0,00</b>               | <b>60 907 073,50</b>   | <b>60 907 073,50</b> | <b>60 907 073,50</b> |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (5) | 3 905 555,25                      |                           | 3 800 000,00           | 3 800 000,00         | 3 800 000,00         |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (5)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre de fonctionnement</b> |  | <b>3 905 555,25</b>               |                           | <b>3 800 000,00</b>    | <b>3 800 000,00</b>  | <b>3 800 000,00</b>  |
| <b>TOTAL</b>  |  | <b>63 950 513,25</b>              | <b>0,00</b>               | <b>64 707 073,50</b>   | <b>64 707 073,50</b> | <b>64 707 073,50</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

#### Pour information :

|   |                     |
|---|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (6)</b> | <b>4 700 000,00</b> |
|---|---------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5)  $DF\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RF\ 042$  ;  $RI\ 040 = DF\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DF\ 043 = RF\ 043$ .

(6) Solde de l'opération  $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 010   | Stocks (5)   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 20    | Immobilisations incorporelles (sauf 204)           | 1 717 000,00                      | 0,00                      | 2 060 086,00           | 2 060 086,00         | 2 060 086,00         |
| 204   | Subventions d'équipement versées                   | 697 400,00                        | 0,00                      | 52 000,00              | 52 000,00            | 52 000,00            |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 10 871 239,41                     | 0,00                      | 11 999 814,40          | 11 999 814,40        | 11 999 814,40        |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (6)          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 962 543,40                        | 0,00                      | 1 006 060,00           | 1 006 060,00         | 1 006 060,00         |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>14 248 182,81</b>              | <b>0,00</b>               | <b>15 117 960,40</b>   | <b>15 117 960,40</b> | <b>15 117 960,40</b> |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 4 060 000,00                      | 0,00                      | 4 350 000,00           | 4 350 000,00         | 4 350 000,00         |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 50 000,00                         | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                              | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00             | 2 000,00             |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>4 110 000,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>4 352 000,00</b>    | <b>4 352 000,00</b>  | <b>4 352 000,00</b>  |
| 45... | <b>Total des opé. pour compte de tiers (8)</b>     | <b>83 540,40</b>                  | <b>0,00</b>               | <b>2 072 460,00</b>    | <b>2 072 460,00</b>  | <b>2 072 460,00</b>  |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>18 441 723,21</b>              | <b>0,00</b>               | <b>21 542 420,40</b>   | <b>21 542 420,40</b> | <b>21 542 420,40</b> |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 3 905 555,25                      |                           | 3 800 000,00           | 3 800 000,00         | 3 800 000,00         |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>3 905 555,25</b>               |                           | <b>3 800 000,00</b>    | <b>3 800 000,00</b>  | <b>3 800 000,00</b>  |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>22 347 278,46</b>              | <b>0,00</b>               | <b>25 342 420,40</b>   | <b>25 342 420,40</b> | <b>25 342 420,40</b> |

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

25 342 420,40

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)             | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------|----------------------|
| 010   | Stocks (5)   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 13    | Subventions d'investissement (hors 138)            | 4 331 836,81                      | 0,00                      | 6 258 860,40           | 6 258 860,40         | 6 258 860,40         |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 4 000 000,00                      | 0,00                      | 3 800 000,00           | 3 800 000,00         | 3 800 000,00         |
| 20    | Immobilisations incorporelles (sauf 204)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 204   | Subventions d'équipement versées                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (6)          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 100 000,00                        | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>8 431 836,81</b>               | <b>0,00</b>               | <b>10 058 860,40</b>   | <b>10 058 860,40</b> | <b>10 058 860,40</b> |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)    | 2 700 000,00                      | 0,00                      | 2 550 000,00           | 2 550 000,00         | 2 550 000,00         |
| 1068  | Excédents de fonctionnement capitalisés (9)        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 138   | Autres subvent° invest. non transf.                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 5 500,00                          | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00             | 2 000,00             |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 024   | Produits des cessions d'immobilisations            | 3 189 100,00                      | 0,00                      | 2 159 100,00           | 2 159 100,00         | 2 159 100,00         |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>5 894 600,00</b>               | <b>0,00</b>               | <b>4 711 100,00</b>    | <b>4 711 100,00</b>  | <b>4 711 100,00</b>  |
| 45... | <b>Total des opé. pour le compte de tiers (8)</b>  | <b>83 540,40</b>                  | <b>0,00</b>               | <b>2 072 460,00</b>    | <b>2 072 460,00</b>  | <b>2 072 460,00</b>  |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>14 409 977,21</b>              | <b>0,00</b>               | <b>16 842 420,40</b>   | <b>16 842 420,40</b> | <b>16 842 420,40</b> |
| 021   | Virement de la sect° de fonctionnement (4)         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 7 937 301,25                      |                           | 8 500 000,00           | 8 500 000,00         | 8 500 000,00         |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00                 | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>7 937 301,25</b>               |                           | <b>8 500 000,00</b>    | <b>8 500 000,00</b>  | <b>8 500 000,00</b>  |

| Chap.        | Libellé | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | Affiché le | VOTE (3) | 510<br>(- PAR_vote)<br>ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |
|--------------|---------|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|------------|----------|--|
| <b>TOTAL</b> |         | 22 347 278,46                     | 0,00                      | 25 342 420,40          |            |          | 25 342 420,40  |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>25 342 420,40</b> |
|---|----------------------|

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

|  |                     |
|--|---------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL<br/>DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE<br/>FONCTIONNEMENT (10)</b> | <b>4 700 000,00</b> |
|--|---------------------|

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 - RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 - DI 040*.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)**

|   | FONCTIONNEMENT                              | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL                |
|---|---|------------------------|------------------------|----------------------|
| 011                                       | Charges à caractère général                 | 10 476 164,84          |                        | 10 476 164,84        |
| 012                                       | Charges de personnel, frais assimilés       | 32 951 226,00          |                        | 32 951 226,00        |
| 014                                       | Atténuations de produits                    | 670 000,00             |                        | 670 000,00           |
| 60  | Achats et variation des stocks (3)          |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 65  | Autres charges de gestion courante          | 11 091 682,66          |                        | 11 091 682,66        |
| 656                                       | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00                   |                        | 0,00                 |
| 66  | Charges financières                         | 740 000,00             | 0,00                   | 740 000,00           |
| 67  | Charges exceptionnelles                     | 185 000,00             | 0,00                   | 185 000,00           |
| 68  | Dot. aux amortissements et provisions       | 93 000,00              | 8 500 000,00           | 8 593 000,00         |
| 71  | Production stockée (ou déstockage) (3)      |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 022                                       | Dépenses imprévues                          | 0,00                   |                        | 0,00                 |
| 023                                       | Virement à la section d'investissement      |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| <b>Dépenses de fonctionnement – Total</b> |   | <b>56 207 073,50</b>   | <b>8 500 000,00</b>    | <b>64 707 073,50</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

|  | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL                |
|--|--|------------------------|------------------------|----------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 13                                       | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 50 000,00              | 50 000,00            |
| 15                                       | Provisions pour risques et charges (5)                   |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 4 350 000,00           | 0,00                   | 4 350 000,00         |
| 18                                       | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                 | (8) 0,00               |                        | 0,00                 |
|  | Total des opérations d'équipement                        | 0,00                   |                        | 0,00                 |
| 198                                      | Neutral. amort. subv. équip. versées                     |                        | 3 750 000,00           | 3 750 000,00         |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)              | 2 060 086,00           | 0,00                   | 2 060 086,00         |
| 204                                      | Subventions d'équipement versées                         | 52 000,00              | 0,00                   | 52 000,00            |
| 21                                       | Immobilisations corporelles (6)                          | 11 999 814,40          | 0,00                   | 11 999 814,40        |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation (6)                | (9) 0,00               | 0,00                   | 0,00                 |
| 23                                       | Immobilisations en cours (6)                             | 1 006 060,00           | 0,00                   | 1 006 060,00         |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                       | 2 000,00               | 0,00                   | 2 000,00             |
| 28                                       | Amortissement des immobilisations (reprises)             |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 29                                       | Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)                |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 39                                       | Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)              |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 45...                                    | Total des opérations pour compte de tiers (7)            | 2 072 460,00           | 0,00                   | 2 072 460,00         |
| 481                                      | Charges à rép. sur plusieurs exercices                   |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 49                                       | Prov. dépréc. comptes de tiers (5)                       |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 59                                       | Prov. dépréc. comptes financiers (5)                     |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 3...                                     | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 020                                      | Dépenses imprévues                                       | 0,00                   |                        | 0,00                 |
| <b>Dépenses d'investissement – Total</b> |  | <b>21 542 420,40</b>   | <b>3 800 000,00</b>    | <b>25 342 420,40</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>25 342 420,40</b> |
|---|----------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

|   | FONCTIONNEMENT                            | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL                |
|---|---|------------------------|------------------------|----------------------|
| 013                                       | Atténuations de charges                   | 900 000,00             |                        | 900 000,00           |
| 60  | <i>Achats et variation des stocks (3)</i> |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 70  | Produits services, domaine et ventes div  | 6 239 820,64           |                        | 6 239 820,64         |
| 71  | <i>Production stockée (ou déstockage)</i> |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 72  | <i>Production immobilisée</i>             |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 73  | Impôts et taxes                           | 41 855 139,00          |                        | 41 855 139,00        |
| 74  | Dotations et participations               | 10 499 263,86          |                        | 10 499 263,86        |
| 75  | Autres produits de gestion courante       | 1 172 850,00           | 0,00                   | 1 172 850,00         |
| 76  | Produits financiers                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 77  | Produits exceptionnels                    | 147 000,00             | 3 800 000,00           | 3 947 000,00         |
| 78  | Reprise sur amortissements et provisions  | 93 000,00              | 0,00                   | 93 000,00            |
| 79  | <i>Transferts de charges</i>              |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| <b>Recettes de fonctionnement – Total</b> |   | <b>60 907 073,50</b>   | <b>3 800 000,00</b>    | <b>64 707 073,50</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

|  | INVESTISSEMENT  | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL                |
|--|---|------------------------|------------------------|----------------------|
| 10                                       | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)           | 2 550 000,00           | 0,00                   | 2 550 000,00         |
| 13                                       | Subventions d'investissement                              | 6 258 860,40           | 0,00                   | 6 258 860,40         |
| 15                                       | <i>Provisions pour risques et charges (4)</i>             |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 16                                       | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 3 802 000,00           | 0,00                   | 3 802 000,00         |
| 18                                       | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                  | (6) 0,00               |                        | 0,00                 |
| 20                                       | Immobilisations incorporelles (sauf 204)                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 204                                      | Subventions d'équipement versées                          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 21                                       | Immobilisations corporelles                               | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 22                                       | Immobilisations reçues en affectation                     | (7) 0,00               | 0,00                   | 0,00                 |
| 23                                       | Immobilisations en cours                                  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 26                                       | Participations et créances rattachées                     | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 27                                       | Autres immobilisations financières                        | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 28                                       | <i>Amortissement des immobilisations</i>                  |                        | 8 468 832,00           | 8 468 832,00         |
| 29                                       | <i>Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)</i>          |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 39                                       | <i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)</i>        |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 45...                                    | Opérations pour compte de tiers (5)                       | 2 072 460,00           | 0,00                   | 2 072 460,00         |
| 481                                      | <i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i>             |                        | 31 168,00              | 31 168,00            |
| 49                                       | <i>Prov. dépréc. comptes de tiers (4)</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 59                                       | <i>Prov. dépréc. comptes financiers (4)</i>               |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 3...                                     | Stocks  | 0,00                   | 0,00                   | 0,00                 |
| 021                                      | <i>Virement de la sect° de fonctionnement</i>             |                        | 0,00                   | 0,00                 |
| 024                                      | Produits des cessions d'immobilisations                   | 2 159 100,00           |                        | 2 159 100,00         |
| <b>Recettes d'investissement – Total</b> |   | <b>16 842 420,40</b>   | <b>8 500 000,00</b>    | <b>25 342 420,40</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>AFFECTATION AU COMPTE 1068</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

=

|   |                      |
|---|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>25 342 420,40</b> |
|---|----------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.



## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENS

| Chap / art (1) | Libellé (1)                                  | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)             |
|----------------|--|-----------------------------------|----------------------------|----------------------|
| <b>011</b>     | <b>Charges à caractère général</b>           | <b>10 912 618,41</b>              | <b>10 476 164,84</b>       | <b>10 476 164,84</b> |
| 6042           | Achats prestat° services (hors terrains)     | 680 379,00                        | 624 613,51                 | 624 613,51           |
| 60611          | Eau et assainissement                        | 414 889,63                        | 310 000,00                 | 310 000,00           |
| 60612          | Energie - Electricité                        | 1 498 843,32                      | 1 530 000,00               | 1 530 000,00         |
| 60621          | Combustibles                                 | 5 000,00                          | 5 000,00                   | 5 000,00             |
| 60622          | Carburants                                   | 106 000,00                        | 85 000,00                  | 85 000,00            |
| 60623          | Alimentation                                 | 272 327,24                        | 261 951,70                 | 261 951,70           |
| 60624          | Produits de traitement                       | 6 400,00                          | 6 730,00                   | 6 730,00             |
| 60628          | Autres fournitures non stockées              | 165 598,58                        | 157 666,11                 | 157 666,11           |
| 60631          | Fournitures d'entretien                      | 118 820,00                        | 129 320,00                 | 129 320,00           |
| 60632          | Fournitures de petit équipement              | 642 910,06                        | 557 819,58                 | 557 819,58           |
| 60633          | Fournitures de voirie                        | 7 000,00                          | 7 000,00                   | 7 000,00             |
| 60636          | Vêtements de travail                         | 290 850,00                        | 115 500,00                 | 115 500,00           |
| 6064           | Fournitures administratives                  | 45 150,00                         | 40 350,00                  | 40 350,00            |
| 6065           | Livres, disques, ... (médiathèque)           | 27 681,60                         | 29 078,40                  | 29 078,40            |
| 6067           | Fournitures scolaires                        | 94 078,73                         | 89 954,80                  | 89 954,80            |
| 6068           | Autres matières et fournitures               | 49 950,00                         | 44 850,00                  | 44 850,00            |
| 611            | Contrats de prestations de services          | 547 090,00                        | 577 580,70                 | 577 580,70           |
| 6132           | Locations immobilières                       | 318 730,00                        | 242 530,00                 | 242 530,00           |
| 6135           | Locations mobilières                         | 179 123,05                        | 111 370,00                 | 111 370,00           |
| 614            | Charges locatives et de copropriété          | 128 600,00                        | 159 600,00                 | 159 600,00           |
| 61521          | Entretien terrains                           | 153 000,00                        | 148 200,00                 | 148 200,00           |
| 615221         | Entretien, réparations bâtiments publics     | 322 200,00                        | 472 500,00                 | 472 500,00           |
| 61551          | Entretien matériel roulant                   | 35 700,00                         | 33 700,00                  | 33 700,00            |
| 61558          | Entretien autres biens mobiliers             | 71 443,20                         | 73 323,20                  | 73 323,20            |
| 6156           | Maintenance                                  | 589 642,00                        | 702 373,60                 | 702 373,60           |
| 6161           | Multirisques                                 | 262 000,00                        | 265 800,00                 | 265 800,00           |
| 617            | Etudes et recherches                         | 56 000,00                         | 75 800,00                  | 75 800,00            |
| 6182           | Documentation générale et technique          | 31 748,00                         | 32 306,00                  | 32 306,00            |
| 6184           | Versements à des organismes de formation     | 85 000,00                         | 96 000,00                  | 96 000,00            |
| 6185           | Frais de colloques et de séminaires          | 2 000,00                          | 2 000,00                   | 2 000,00             |
| 6188           | Autres frais divers                          | 292 919,00                        | 291 037,20                 | 291 037,20           |
| 6225           | Indemnités aux comptable et régisseurs       | 6 500,00                          | 10,00                      | 10,00                |
| 6226           | Honoraires                                   | 156 225,00                        | 138 150,00                 | 138 150,00           |
| 6227           | Frais d'actes et de contentieux              | 16 000,00                         | 11 000,00                  | 11 000,00            |
| 6228           | Divers                                       | 24 100,00                         | 22 000,00                  | 22 000,00            |
| 6231           | Annonces et insertions                       | 45 300,00                         | 46 853,04                  | 46 853,04            |
| 6232           | Fêtes et cérémonies                          | 142 010,00                        | 183 565,00                 | 183 565,00           |
| 6233           | Foires et expositions                        | 1 391,00                          | 1 000,00                   | 1 000,00             |
| 6236           | Catalogues et imprimés                       | 214 777,00                        | 210 260,00                 | 210 260,00           |
| 6237           | Publications                                 | 47 750,00                         | 49 480,00                  | 49 480,00            |
| 6241           | Transports de biens                          | 2 000,00                          | 3 000,00                   | 3 000,00             |
| 6247           | Transports collectifs                        | 111 300,00                        | 117 500,00                 | 117 500,00           |
| 6251           | Voyages et déplacements                      | 17 750,00                         | 16 500,00                  | 16 500,00            |
| 6256           | Missions                                     | 14 880,00                         | 8 000,00                   | 8 000,00             |
| 6257           | Réceptions                                   | 8 700,00                          | 22 892,00                  | 22 892,00            |
| 6261           | Frais d'affranchissement                     | 59 550,00                         | 64 200,00                  | 64 200,00            |
| 6262           | Frais de télécommunications                  | 63 000,00                         | 61 000,00                  | 61 000,00            |
| 627            | Services bancaires et assimilés              | 13 000,00                         | 13 999,00                  | 13 999,00            |
| 6281           | Concours divers (cotisations)                | 43 240,00                         | 50 940,00                  | 50 940,00            |
| 6282           | Frais de gardiennage (églises, forêts, .     | 150 637,00                        | 8 300,00                   | 8 300,00             |
| 6283           | Frais de nettoyage des locaux                | 176 631,00                        | 148 381,00                 | 148 381,00           |
| 6284           | Redevances pour services rendus              | 145 600,00                        | 139 570,00                 | 139 570,00           |
| 62878          | Remb. frais à d'autres organismes            | 1 707 954,00                      | 1 657 400,00               | 1 657 400,00         |
| 63512          | Taxes foncières                              | 230 000,00                        | 210 000,00                 | 210 000,00           |
| 63513          | Autres impôts locaux                         | 13 000,00                         | 13 000,00                  | 13 000,00            |
| 6355           | Taxes et impôts sur les véhicules            | 200,00                            | 200,00                     | 200,00               |
| 637            | Autres impôts, taxes (autres organismes)     | 50,00                             | 10,00                      | 10,00                |
| <b>012</b>     | <b>Charges de personnel, frais assimilés</b> | <b>32 219 723,00</b>              | <b>32 951 226,00</b>       | <b>32 951 226,00</b> |
| 6218           | Autre personnel extérieur                    | 400 000,00                        | 406 741,49                 | 406 741,49           |
| 6331           | Versement mobilité                           | 523 516,00                        | 571 934,86                 | 571 934,86           |
| 6332           | Cotisations versées au F.N.A.L.              | 93 560,00                         | 100 646,47                 | 100 646,47           |
| 6336           | Cotisations CNFPT et CDGFPT                  | 275 562,00                        | 260 101,76                 | 260 101,76           |
| 64111          | Rémunération principale titulaires           | 12 386 080,00                     | 11 723 137,31              | 11 723 137,31        |
| 64112          | NBI, SFT, indemnité résidence                | 684 100,00                        | 687 870,00                 | 687 870,00           |
| 64118          | Autres indemnités titulaires                 | 3 338 000,00                      | 3 229 093,13               | 3 229 093,13         |
| 64131          | Rémunérations non tit.                       | 5 637 670,00                      | 6 802 161,60               | 6 802 161,60         |
| 6417           | Rémunérations des apprentis                  | 39 060,00                         | 0,00                       | 0,00                 |
| 64171          | Apprentis - rémunérations                    | 0,00                              | 42 336,48                  | 42 336,48            |

| Chap / art (1)  | Libellé (1)  | Pour mémoire budget précédent (2) | Affiché les nouvelles (3)                 | SLD                  |
|---|--|-----------------------------------|---|----------------------|
|   |  |                                   | ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |                      |
| 6451  | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.   | 3 492 022,00                      | 3 926 935,59                              | 3 926 935,59         |
| 6453  | Cotisations aux caisses de retraites                                 | 4 739 003,00                      | 4 476 848,68                              | 4 476 848,68         |
| 6455  | Cotisations pour assurance du personnel                              | 20 820,00                         | 31 955,01                                 | 31 955,01            |
| 6456  | Versement au F.N.C. supplément familial                              | 45 000,00                         | 49 873,00                                 | 49 873,00            |
| 6458  | Cotis. aux autres organismes sociaux                                 | 54 650,00                         | 55 447,87                                 | 55 447,87            |
| 64731   | Allocations chômage versées directement                              | 200 000,00                        | 319 652,36                                | 319 652,36           |
| 6475  | Médecine du travail, pharmacie                                       | 175 000,00                        | 133 680,00                                | 133 680,00           |
| 6478  | Autres charges sociales diverses                                     | 115 180,00                        | 132 810,39                                | 132 810,39           |
| 6488  | Autres charges   | 500,00                            | 0,00                                      | 0,00                 |
| <b>014</b>  | <b>Atténuations de produits</b>                                      | <b>551 510,00</b>                 | <b>670 000,00</b>                         | <b>670 000,00</b>    |
| 739118  | Autres reversements de fiscalité                                     | 38 000,00                         | 150 000,00                                | 150 000,00           |
| 739223  | Fonds péréquation ress. com. et intercom                             | 505 510,00                        | 500 000,00                                | 500 000,00           |
| 7398  | Reverst., restitut <sup>e</sup> et prélèvt divers                    | 8 000,00                          | 20 000,00                                 | 20 000,00            |
| <b>65</b>   | <b>Autres charges de gestion courante</b>                            | <b>11 232 003,59</b>              | <b>11 091 682,66</b>                      | <b>11 091 682,66</b> |
| 6518  | Autres   | 3 911,00                          | 811,00                                    | 811,00               |
| 6531  | Indemnités   | 294 500,00                        | 290 000,00                                | 290 000,00           |
| 6532  | Frais de mission   | 12 000,00                         | 10 000,00                                 | 10 000,00            |
| 6533  | Cotisations de retraite  | 14 000,00                         | 44 000,00                                 | 44 000,00            |
| 6534  | Cotis. de sécurité sociale - part patron                             | 32 000,00                         | 18 000,00                                 | 18 000,00            |
| 6535  | Formation  | 33 900,00                         | 31 900,00                                 | 31 900,00            |
| 6536  | Frais de représentation du maire                                     | 3 000,00                          | 2 990,00                                  | 2 990,00             |
| 6541  | Créances admises en non-valeur                                       | 40 000,00                         | 41 000,00                                 | 41 000,00            |
| 6542  | Créances éteintes  | 15 000,00                         | 18 800,00                                 | 18 800,00            |
| 65541   | Contrib fonds compens. ch. territoriales                             | 8 595 000,00                      | 8 655 560,00                              | 8 655 560,00         |
| 65548   | Autres contributions   | 172 050,00                        | 197 860,66                                | 197 860,66           |
| 6558  | Autres contributions obligatoires                                    | 119 542,59                        | 130 761,00                                | 130 761,00           |
| 657362  | Subv. fonct. CCAS  | 1 047 100,00                      | 800 000,00                                | 800 000,00           |
| 6574  | Subv. fonct. Associat <sup>e</sup> , personnes privée                | 850 000,00                        | 850 000,00                                | 850 000,00           |
| <b>656</b>  | <b>Frais fonctionnement des groupes d'élus</b>                       | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b><br><b>= (011 + 012 + 014 + 65 + 656)</b>                    |  | <b>54 915 855,00</b>              | <b>55 189 073,50</b>                      | <b>55 189 073,50</b> |
| <b>66</b>   | <b>Charges financières (b)</b>                                       | <b>738 357,00</b>                 | <b>740 000,00</b>                         | <b>740 000,00</b>    |
| 66111   | Intérêts réglés à l'échéance   | 729 357,00                        | 731 000,00                                | 731 000,00           |
| 66112   | Intérêts - Rattachement des ICNE                                     | 5 000,00                          | 5 000,00                                  | 5 000,00             |
| 6615  | Intérêts comptes courants et de dépôts                               | 4 000,00                          | 4 000,00                                  | 4 000,00             |
| <b>67</b>   | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                                   | <b>266 000,00</b>                 | <b>185 000,00</b>                         | <b>185 000,00</b>    |
| 6711  | Intérêts moratoires, pénalités / marché                              | 186 000,00                        | 0,00                                      | 0,00                 |
| 6714  | Bourses et prix  | 25 000,00                         | 25 000,00                                 | 25 000,00            |
| 6718  | Autres charges exceptionnelles gestion                               | 7 000,00                          | 7 000,00                                  | 7 000,00             |
| 673   | Titres annulés (sur exercices antérieurs)                            | 48 000,00                         | 153 000,00                                | 153 000,00           |
| <b>68</b>   | <b>Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)</b>                 | <b>93 000,00</b>                  | <b>93 000,00</b>                          | <b>93 000,00</b>     |
| 6817  | Dot. prov. dépréc. actifs circulants                                 | 93 000,00                         | 93 000,00                                 | 93 000,00            |
| <b>022</b>  | <b>Dépenses imprévues (e)</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b><br><b>= a + b + c + d + e</b>   |  | <b>56 013 212,00</b>              | <b>56 207 073,50</b>                      | <b>56 207 073,50</b> |
| <b>023</b>  | <b>Virement à la section d'investissement</b>                        | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>          |
| <b>042</b>  | <b>Opérat<sup>e</sup> ordre transfert entre sections (7) (8) (9)</b> | <b>7 937 301,25</b>               | <b>8 500 000,00</b>                       | <b>8 500 000,00</b>  |
| 6811  | Dot. amort. et prov. Immos incorporelles                             | 7 906 133,25                      | 8 450 000,00                              | 8 450 000,00         |
| 6862  | Dot. amort. charges financ. à répartir                               | 31 168,00                         | 50 000,00                                 | 50 000,00            |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>  |  | <b>7 937 301,25</b>               | <b>8 500 000,00</b>                       | <b>8 500 000,00</b>  |
| <b>043</b>  | <b>Opérat<sup>e</sup> ordre intérieur de la section (10)</b>         | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>   |  | <b>7 937 301,25</b>               | <b>8 500 000,00</b>                       | <b>8 500 000,00</b>  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE</b><br><b>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |  | <b>63 950 513,25</b>              | <b>64 707 073,50</b>                      | <b>64 707 073,50</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)**

|                                |      |
|--------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
|--------------------------------|------|

|                                    |
|------------------------------------|
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1     |

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
- (2) Cf. Modalités de vote I-B.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

## III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art(1)   | Libellé (1)   | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)             |
|---|---|-----------------------------------|----------------------------|----------------------|
| <b>013</b>  | <b>Atténuations de charges</b>                            | <b>900 000,00</b>                 | <b>900 000,00</b>          | <b>900 000,00</b>    |
| 6419  | Remboursements rémunérations personnel                    | 900 000,00                        | 900 000,00                 | 900 000,00           |
| <b>70</b>   | <b>Produits services, domaine et ventes div</b>           | <b>6 075 219,00</b>               | <b>6 239 820,64</b>        | <b>6 239 820,64</b>  |
| 7018  | Autres ventes de produits finis                           | 2 000,00                          | 0,00                       | 0,00                 |
| 70311   | Concessions cimetières (produit net)                      | 30 000,00                         | 40 000,00                  | 40 000,00            |
| 70312   | Redevances funéraires                                     | 8 000,00                          | 1 900,00                   | 1 900,00             |
| 70321   | Stationnement et location voie publique                   | 409 955,00                        | 430 000,00                 | 430 000,00           |
| 70328   | Autres droits stationnement et location                   | 45 000,00                         | 8 000,00                   | 8 000,00             |
| 70384   | Forfait de post-stationnement                             | 70 000,00                         | 160 000,00                 | 160 000,00           |
| 70388   | Autres redevances et recettes diverses                    | 60 000,00                         | 68 000,00                  | 68 000,00            |
| 7066  | Redevances services à caractère social                    | 3 515 822,00                      | 3 307 874,84               | 3 307 874,84         |
| 7067  | Redev. services périscolaires et enseign                  | 1 319 000,00                      | 1 513 000,00               | 1 513 000,00         |
| 70688   | Autres prestations de services                            | 80 617,00                         | 117 616,80                 | 117 616,80           |
| 7083  | Locations diverses (autres qu'immeubles)                  | 75 000,00                         | 135 000,00                 | 135 000,00           |
| 70841   | Mise à dispo personnel B.A. , régies                      | 222 398,00                        | 88 429,00                  | 88 429,00            |
| 70872   | Remb. frais B.A. et régies municipales                    | 237 427,00                        | 0,00                       | 0,00                 |
| 70873   | Remb. frais par les C.C.A.S.                              | 0,00                              | 220 000,00                 | 220 000,00           |
| 70878   | Remb. frais par d'autres redevables                       | 0,00                              | 150 000,00                 | 150 000,00           |
| <b>73</b>   | <b>Impôts et taxes</b>                                    | <b>41 007 884,00</b>              | <b>41 855 139,00</b>       | <b>41 855 139,00</b> |
| 73111   | Impôts directs locaux                                     | 24 175 000,00                     | 24 996 950,00              | 24 996 950,00        |
| 7318  | Autres impôts locaux ou assimilés                         | 60 000,00                         | 60 000,00                  | 60 000,00            |
| 73211   | Attribution de compensation                               | 12 982 894,00                     | 12 982 894,00              | 12 982 894,00        |
| 73222   | Fonds solidar. com. région Ile-de-France                  | 859 990,00                        | 755 295,00                 | 755 295,00           |
| 7351  | Taxe consommation finale d'électricité                    | 500 000,00                        | 600 000,00                 | 600 000,00           |
| 7362  | Taxes de séjour   | 40 000,00                         | 60 000,00                  | 60 000,00            |
| 7368  | Taxes locales sur la publicité extérieur                  | 90 000,00                         | 100 000,00                 | 100 000,00           |
| 7381  | Taxes additionnelles droits de mutation                   | 2 300 000,00                      | 2 300 000,00               | 2 300 000,00         |
| <b>74</b>   | <b>Dotations et participations</b>                        | <b>10 358 661,00</b>              | <b>10 499 263,86</b>       | <b>10 499 263,86</b> |
| 7411  | Dotation forfaitaire                                      | 3 280 000,00                      | 3 167 846,00               | 3 167 846,00         |
| 74123   | Dotation de solidarité urbaine                            | 350 000,00                        | 395 000,00                 | 395 000,00           |
| 744   | FCTVA   | 120 000,00                        | 50 000,00                  | 50 000,00            |
| 745   | Dotation spéciale instituteurs                            | 8 500,00                          | 2 808,00                   | 2 808,00             |
| 7461  | DGD   | 262 000,00                        | 262 000,00                 | 262 000,00           |
| 74718   | Autres participations Etat                                | 260 636,00                        | 276 936,00                 | 276 936,00           |
| 7472  | Participat° Régions                                       | 20 000,00                         | 20 000,00                  | 20 000,00            |
| 7473  | Participat° Départements                                  | 1 464 758,00                      | 2 042 966,74               | 2 042 966,74         |
| 7478  | Participat° Autres organismes                             | 3 729 757,00                      | 3 875 997,12               | 3 875 997,12         |
| 74832   | Attribution du fonds départemental TP                     | 90 000,00                         | 90 000,00                  | 90 000,00            |
| 74834   | Etat - Compens. exonérat° taxes foncière                  | 13 000,00                         | 230 000,00                 | 230 000,00           |
| 74835   | Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°                   | 560 000,00                        | 0,00                       | 0,00                 |
| 7485  | Dotation pour les titres sécurisés                        | 20 710,00                         | 20 710,00                  | 20 710,00            |
| 7488  | Autres attributions et participations                     | 179 300,00                        | 65 000,00                  | 65 000,00            |
| <b>75</b>   | <b>Autres produits de gestion courante</b>                | <b>1 120 750,00</b>               | <b>1 172 850,00</b>        | <b>1 172 850,00</b>  |
| 752   | Revenus des immeubles                                     | 920 000,00                        | 1 000 000,00               | 1 000 000,00         |
| 757   | Redevances versées par fermiers, conces.                  | 79 750,00                         | 79 650,00                  | 79 650,00            |
| 7588  | Autres produits div. de gestion courante                  | 121 000,00                        | 93 200,00                  | 93 200,00            |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b><br><b>(a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013</b> |   | <b>59 462 514,00</b>              | <b>60 667 073,50</b>       | <b>60 667 073,50</b> |
| <b>76</b>   | <b>Produits financiers (b)</b>                            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>77</b>   | <b>Produits exceptionnels (c)</b>                         | <b>489 444,00</b>                 | <b>147 000,00</b>          | <b>147 000,00</b>    |
| 7714  | Recouvrt créances admises en non valeur                   | 4 000,00                          | 15 000,00                  | 15 000,00            |
| 7718  | Autres produits except. opérat° gestion                   | 251 000,00                        | 131 000,00                 | 131 000,00           |
| 773   | Mandats annulés (exercices antérieurs)                    | 1 000,00                          | 1 000,00                   | 1 000,00             |
| 7788  | Produits exceptionnels divers                             | 233 444,00                        | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>78</b>   | <b>Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)</b>       | <b>93 000,00</b>                  | <b>93 000,00</b>           | <b>93 000,00</b>     |
| 7817  | Rep. prov. dépréc. actifs circulants                      | 93 000,00                         | 93 000,00                  | 93 000,00            |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b><br><b>= a+b+c+d</b>                                   |   | <b>60 044 958,00</b>              | <b>60 907 073,50</b>       | <b>60 907 073,50</b> |
| <b>042</b>  | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)</b> | <b>3 905 555,25</b>               | <b>3 800 000,00</b>        | <b>3 800 000,00</b>  |
| 7768  | Neutral. amort. subv. équip. versées                      | 3 855 555,25                      | 3 800 000,00               | 3 800 000,00         |
| 777   | Quote-part subv invest transf cpte résul                  | 50 000,00                         | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>043</b>  | <b>Opérat° ordre intérieur de la section (9)</b>          | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>   |   | <b>3 905 555,25</b>               | <b>3 800 000,00</b>        | <b>3 800 000,00</b>  |

| Chap / art(1)   | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Affiché les propositions nouvelles (3)    | 510                  |
|---|-------------|-----------------------------------|---|----------------------|
|   |             |                                   | ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |                      |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |             | <b>63 950 513,25</b>              | <b>64 707 073,50</b>                      | <b>64 707 073,50</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|  |                      |
|--|----------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES</b> | <b>64 707 073,50</b> |
|--|----------------------|

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622**

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice     | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1     | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1)   | Libellé (1)  | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)             |
|--|--|-----------------------------------|----------------------------|----------------------|
| <b>010</b>   | <b>Stocks</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)</b>  | <b>1 717 000,00</b>               | <b>2 060 086,00</b>        | <b>2 060 086,00</b>  |
| 2031   | Frais d'études   | 1 490 000,00                      | 1 718 000,00               | 1 718 000,00         |
| 2051   | Concessions, droits similaires                                 | 227 000,00                        | 342 086,00                 | 342 086,00           |
| <b>204</b>   | <b>Subventions d'équipement versées (hors opérations)</b>      | <b>697 400,00</b>                 | <b>52 000,00</b>           | <b>52 000,00</b>     |
| 2041481  | Subv.Cne : Bien mobilier, matériel                             | 30 000,00                         | 52 000,00                  | 52 000,00            |
| 20422  | Privé : Bâtiments, installations                               | 667 400,00                        | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>           | <b>10 871 239,41</b>              | <b>11 999 814,40</b>       | <b>11 999 814,40</b> |
| 2116   | Cimetières   | 5 000,00                          | 5 000,00                   | 5 000,00             |
| 2121   | Plantations d'arbres et d'arbustes                             | 40 000,00                         | 40 000,00                  | 40 000,00            |
| 2128   | Autres agencements et aménagements                             | 72 000,00                         | 65 000,00                  | 65 000,00            |
| 21316  | Equipements du cimetière                                       | 5 000,00                          | 5 000,00                   | 5 000,00             |
| 2135   | Installations générales, agencements                           | 7 527 400,00                      | 8 556 940,00               | 8 556 940,00         |
| 2138   | Autres constructions   | 95 000,00                         | 25 000,00                  | 25 000,00            |
| 2151   | Réseaux de voirie  | 870 000,00                        | 310 000,00                 | 310 000,00           |
| 2152   | Installations de voirie  | 610 000,00                        | 155 000,00                 | 155 000,00           |
| 21533  | Réseaux câblés   | 10 000,00                         | 5 000,00                   | 5 000,00             |
| 21534  | Réseaux d'électrification                                      | 0,00                              | 5 000,00                   | 5 000,00             |
| 21538  | Autres réseaux   | 30 000,00                         | 30 000,00                  | 30 000,00            |
| 21571  | Matériel roulant   | 0,00                              | 36 000,00                  | 36 000,00            |
| 21578  | Autre matériel et outillage de voirie                          | 1 000,00                          | 0,00                       | 0,00                 |
| 2158   | Autres inst., matériel, outill. techniques                     | 3 000,00                          | 1 700 000,00               | 1 700 000,00         |
| 2181   | Installat° générales, agencements                              | 25 000,00                         | 0,00                       | 0,00                 |
| 2182   | Matériel de transport  | 2 000,00                          | 0,00                       | 0,00                 |
| 2183   | Matériel de bureau et informatique                             | 239 950,00                        | 223 783,00                 | 223 783,00           |
| 2184   | Mobilier   | 343 200,00                        | 376 344,40                 | 376 344,40           |
| 2188   | Autres immobilisations corporelles                             | 992 689,41                        | 461 747,00                 | 461 747,00           |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b> | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>              | <b>962 543,40</b>                 | <b>1 006 060,00</b>        | <b>1 006 060,00</b>  |
| 2313   | Constructions  | 776 025,00                        | 50 000,00                  | 50 000,00            |
| 2315   | Installat°, matériel et outillage techni                       | 86 518,40                         | 956 060,00                 | 956 060,00           |
| 238  | Avances versées commandes immo. incorp.                        | 100 000,00                        | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>   |  | <b>14 248 182,81</b>              | <b>15 117 960,40</b>       | <b>15 117 960,40</b> |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>                           | <b>4 060 000,00</b>               | <b>4 350 000,00</b>        | <b>4 350 000,00</b>  |
| 1641   | Emprunts en euros  | 4 050 000,00                      | 4 350 000,00               | 4 350 000,00         |
| 165  | Dépôts et cautionnements reçus                                 | 500,00                            | 0,00                       | 0,00                 |
| 16876  | Dettes - Autres établ. publics locaux                          | 9 500,00                          | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>                      | <b>50 000,00</b>                  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| 261  | Titres de participation  | 50 000,00                         | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>                      | <b>0,00</b>                       | <b>2 000,00</b>            | <b>2 000,00</b>      |
| 275  | Dépôts et cautionnements versés                                | 0,00                              | 2 000,00                   | 2 000,00             |
| <b>020</b>   | <b>Dépenses imprévues</b>                                      | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>Total des dépenses financières</b>  |  | <b>4 110 000,00</b>               | <b>4 352 000,00</b>        | <b>4 352 000,00</b>  |
| 45411  | TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS (6)         | 83 540,40                         | 2 072 460,00               | 2 072 460,00         |
| <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>  |  | <b>83 540,40</b>                  | <b>2 072 460,00</b>        | <b>2 072 460,00</b>  |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>  |  | <b>18 441 723,21</b>              | <b>21 542 420,40</b>       | <b>21 542 420,40</b> |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (7)</b>              | <b>3 905 555,25</b>               | <b>3 800 000,00</b>        | <b>3 800 000,00</b>  |
|  | <b>Reprises sur autofinancement antérieur (8)</b>              | <b>3 905 555,25</b>               | <b>3 800 000,00</b>        | <b>3 800 000,00</b>  |
| 13918  | Autres subventions d'équipement                                | 50 000,00                         | 50 000,00                  | 50 000,00            |
| 198  | Neutral. amort. subv. équip. versées                           | 3 855 555,25                      | 3 750 000,00               | 3 750 000,00         |
|  | <b>Charges transférées (9)</b>                                 | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (10)</b>                           | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>  |  | <b>3 905 555,25</b>               | <b>3 800 000,00</b>        | <b>3 800 000,00</b>  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b> |  | <b>22 347 278,46</b>              | <b>25 342 420,40</b>       | <b>25 342 420,40</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (11)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

| Chap / art (1)  | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) | Affiché le propositions nouvelles (3)<br>ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |
|---|-------------|-----------------------------------|--|
|   |             |                                   | +  |
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)</b> |             |                                   | <b>0,00</b>  |
|   |             |                                   | =  |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>             |             |                                   | <b>25 342 420,40</b>   |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE

| Chap / art (1)   | Libellé (1)   | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)             |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|----------------------|
| <b>010</b>   | <b>Stocks</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement (hors 138)</b>            | <b>4 331 836,81</b>               | <b>6 258 860,40</b>        | <b>6 258 860,40</b>  |
| 1311   | Subv. transf. Etat et établ. Nationaux                    | 1 054 393,41                      | 475 530,00                 | 475 530,00           |
| 1312   | Subv. transf. Régions                                     | 165 000,00                        | 250 000,00                 | 250 000,00           |
| 1313   | Subv. transf. Départements                                | 2 564 059,40                      | 4 363 743,00               | 4 363 743,00         |
| 1318   | Autres subventions d'équipement transf.                   | 523 384,00                        | 1 169 587,40               | 1 169 587,40         |
| 1342   | Amendes de police non transférable                        | 25 000,00                         | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>           | <b>4 000 000,00</b>               | <b>3 800 000,00</b>        | <b>3 800 000,00</b>  |
| 1641   | Emprunts en euros   | 4 000 000,00                      | 3 800 000,00               | 3 800 000,00         |
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles (sauf 204)</b>           | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>204</b>   | <b>Subventions d'équipement versées</b>                   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles</b>                        | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>              | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours</b>                           | <b>100 000,00</b>                 | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| 238  | Avances versées commandes immo. incorp.                   | 100 000,00                        | 0,00                       | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>   |   | <b>8 431 836,81</b>               | <b>10 058 860,40</b>       | <b>10 058 860,40</b> |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                | <b>2 700 000,00</b>               | <b>2 550 000,00</b>        | <b>2 550 000,00</b>  |
| 10222  | FCTVA   | 1 700 000,00                      | 1 500 000,00               | 1 500 000,00         |
| 10226  | Taxe d'aménagement  | 1 000 000,00                      | 1 050 000,00               | 1 050 000,00         |
| <b>138</b>   | <b>Autres subvent° invest. non transf.</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>165</b>   | <b>Dépôts et cautionnements recus</b>                     | <b>5 500,00</b>                   | <b>2 000,00</b>            | <b>2 000,00</b>      |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>           | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>                 | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>                 | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>024</b>   | <b>Produits des cessions d'immobilisations</b>            | <b>3 189 100,00</b>               | <b>2 159 100,00</b>        | <b>2 159 100,00</b>  |
| <b>Total des recettes financières</b>  |   | <b>5 894 600,00</b>               | <b>4 711 100,00</b>        | <b>4 711 100,00</b>  |
| 45421  | TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE COMPTE DE TIERS (5)             | 83 540,40                         | 2 072 460,00               | 2 072 460,00         |
| <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>  |   | <b>83 540,40</b>                  | <b>2 072 460,00</b>        | <b>2 072 460,00</b>  |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>  |   | <b>14 409 977,21</b>              | <b>16 842 420,40</b>       | <b>16 842 420,40</b> |
| <b>021</b>   | <b>Virement de la sect° de fonctionnement</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)</b> | <b>7 937 301,25</b>               | <b>8 500 000,00</b>        | <b>8 500 000,00</b>  |
| 2802   | Frais liés à la réalisation des document                  | 1 993,76                          | 1 993,76                   | 1 993,76             |
| 28031  | Frais d'études  | 753 316,88                        | 753 316,88                 | 753 316,88           |
| 28041481   | Subv.Cne : Bien mobilier, matériel                        | 10 810,29                         | 10 810,29                  | 10 810,29            |
| 28041482   | Subv.Cne : Bâtiments, installations                       | 20 258,00                         | 20 258,00                  | 20 258,00            |
| 28041511   | GFP rat : Bien mobilier, matériel                         | 105 929,90                        | 105 929,90                 | 105 929,90           |
| 2804172  | Autres EPL : Bâtiments, installations                     | 1 231 255,46                      | 1 591 255,46               | 1 591 255,46         |
| 280422   | Privé : Bâtiments, installations                          | 2 487 301,60                      | 2 721 168,35               | 2 721 168,35         |
| 28051  | Concessions et droits similaires                          | 171 104,16                        | 171 104,16                 | 171 104,16           |
| 28121  | Plantations d'arbres et d'arbustes                        | 28 467,23                         | 28 467,23                  | 28 467,23            |
| 28132  | Immeubles de rapport                                      | 402 203,60                        | 402 203,60                 | 402 203,60           |
| 28135  | Installations générales, agencements, ..                  | 1 257 182,56                      | 1 257 182,56               | 1 257 182,56         |
| 281571   | Matériel roulant  | 96 365,80                         | 96 365,80                  | 96 365,80            |
| 281578   | Autre matériel et outillage de voirie                     | 167 075,29                        | 167 075,29                 | 167 075,29           |
| 28158  | Autres installat°, matériel et outillage                  | 16 279,38                         | 16 279,38                  | 16 279,38            |
| 28181  | Installations générales, aménagt divers                   | 497,34                            | 497,34                     | 497,34               |
| 28182  | Matériel de transport                                     | 255 491,53                        | 255 491,53                 | 255 491,53           |
| 28183  | Matériel de bureau et informatique                        | 313 528,91                        | 313 528,91                 | 313 528,91           |
| 28184  | Mobilier  | 118 015,14                        | 118 015,14                 | 118 015,14           |
| 28188  | Autres immo. corporelles                                  | 469 056,42                        | 437 888,42                 | 437 888,42           |
| 4817   | Pénalités de renégociation de la dette                    | 31 168,00                         | 31 168,00                  | 31 168,00            |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>                            |   | <b>7 937 301,25</b>               | <b>8 500 000,00</b>        | <b>8 500 000,00</b>  |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (9)</b>                       | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>  |   | <b>7 937 301,25</b>               | <b>8 500 000,00</b>        | <b>8 500 000,00</b>  |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b> |   | <b>22 347 278,46</b>              | <b>25 342 420,40</b>       | <b>25 342 420,40</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|



| Chap / art (1)  | Libellé (1) | Pour mémoire budget précédent (2) |                      |
|---|-------------|-----------------------------------|----------------------|
|   |             |                                   | +                    |
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> |             |                                   | <b>0,00</b>          |
|   |             |                                   | =                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>             |             |                                   | <b>25 342 420,40</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

### PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

| Libellé | 01<br>Opérations<br>non<br>ventilables | 0<br>Services<br>généraux<br>administrat*<br>publiques | 1<br>Sécurité et<br>salubrité<br>publiques | 2<br>Enseignement -<br>Formation | 3<br>Culture | 4<br>Sport et<br>jeunesse | 5<br>Interventions<br>sociales et<br>santé | 6<br>Famille | 7<br>Logement | 8<br>Aménagt et<br>services urbains,<br>environnem | 9<br>Action<br>économique | TOTAL |
|---------|--|--|--|----------------------------------|--------------|---------------------------|--|--------------|---------------|--|---------------------------|-------|
|---------|--|--|--|----------------------------------|--------------|---------------------------|--|--------------|---------------|--|---------------------------|-------|

#### INVESTISSEMENT

| DEPENSES                                      |                   |                  |               |                  |               |                  |                |                  |                |                |          |                   |
|---|-------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------|-------------------|
| Dépenses réelles                              | 0                 | 4 509 703        | 35 294        | 8 733 200        | 55 000        | 4 923 050        | 352 573        | 1 683 600        | 400 000        | 850 000        | 0        | 21 542 420        |
| - Equipements municipaux (2)                  |                   | 2 435 243        | 35 294        | 4 331 200        | 55 000        | 4 923 050        | 352 573        | 1 683 600        | 400 000        | 850 000        | 0        | 15 065 960        |
| - Equip. non municipaux (c/204) (3)           |                   | 0                | 0             | 52 000           | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 52 000            |
| - Opérations financières                      | 0                 |                  |               |                  |               |                  |                |                  |                |                |          | 0                 |
| Dépenses d'ordre                              | 3 800 000         |                  |               |                  |               |                  |                |                  |                |                |          | 3 800 000         |
| <b>Total dépenses de l'exercice</b>           | <b>3 800 000</b>  | <b>4 509 703</b> | <b>35 294</b> | <b>8 733 200</b> | <b>55 000</b> | <b>4 923 050</b> | <b>352 573</b> | <b>1 683 600</b> | <b>400 000</b> | <b>850 000</b> | <b>0</b> | <b>25 342 420</b> |
| <b>RAR N-1 et reports</b>                     | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>      | <b>0</b>         | <b>0</b>      | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>          |
| <b>Total cumulé dépenses d'investissement</b> | <b>3 800 000</b>  | <b>4 509 703</b> | <b>35 294</b> | <b>8 733 200</b> | <b>55 000</b> | <b>4 923 050</b> | <b>352 573</b> | <b>1 683 600</b> | <b>400 000</b> | <b>850 000</b> | <b>0</b> | <b>25 342 420</b> |
| RECETTES                                      |                   |                  |               |                  |               |                  |                |                  |                |                |          |                   |
| <b>Total recettes de l'exercice</b>           | <b>12 300 000</b> | <b>8 131 147</b> | <b>0</b>      | <b>3 782 673</b> | <b>0</b>      | <b>1 000 000</b> | <b>6 600</b>   | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>122 000</b> | <b>0</b> | <b>25 342 420</b> |
| <b>RAR N-1 et reports</b>                     | <b>0</b>          | <b>0</b>         | <b>0</b>      | <b>0</b>         | <b>0</b>      | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>       | <b>0</b> | <b>0</b>          |
| <b>Total cumulé recettes d'investissement</b> | <b>12 300 000</b> | <b>8 131 147</b> | <b>0</b>      | <b>3 782 673</b> | <b>0</b>      | <b>1 000 000</b> | <b>6 600</b>   | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>122 000</b> | <b>0</b> | <b>25 342 420</b> |

#### FONCTIONNEMENT

| DEPENSES                                       |                   |                   |                |                  |                |                  |                  |                  |                |                  |                |                   |
|--|-------------------|-------------------|----------------|------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|-------------------|
| <b>Total dépenses de l'exercice</b>            | <b>18 622 559</b> | <b>17 047 628</b> | <b>632 167</b> | <b>5 880 886</b> | <b>714 833</b> | <b>6 663 526</b> | <b>5 580 516</b> | <b>5 806 585</b> | <b>129 000</b> | <b>3 609 373</b> | <b>20 000</b>  | <b>64 707 074</b> |
| <b>RAR N-1 et reports</b>                      | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>          |
| <b>Total cumulé dépenses de fonctionnement</b> | <b>18 622 559</b> | <b>17 047 628</b> | <b>632 167</b> | <b>5 880 886</b> | <b>714 833</b> | <b>6 663 526</b> | <b>5 580 516</b> | <b>5 806 585</b> | <b>129 000</b> | <b>3 609 373</b> | <b>20 000</b>  | <b>64 707 074</b> |
| RECETTES                                       |                   |                   |                |                  |                |                  |                  |                  |                |                  |                |                   |
| <b>Total recettes de l'exercice</b>            | <b>49 933 932</b> | <b>3 479 543</b>  | <b>370 000</b> | <b>1 594 939</b> | <b>125 000</b> | <b>258 765</b>   | <b>3 904 416</b> | <b>3 439 479</b> | <b>220 000</b> | <b>1 221 000</b> | <b>160 000</b> | <b>64 707 074</b> |
| <b>RAR N-1 et reports</b>                      | <b>0</b>          | <b>0</b>          | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>0</b>          |
| <b>Total cumulé recettes de fonctionnement</b> | <b>49 933 932</b> | <b>3 479 543</b>  | <b>370 000</b> | <b>1 594 939</b> | <b>125 000</b> | <b>258 765</b>   | <b>3 904 416</b> | <b>3 439 479</b> | <b>220 000</b> | <b>1 221 000</b> | <b>160 000</b> | <b>64 707 074</b> |

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

## IV – ANNEXES

## PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

A1

| Art. (1) | Libellé | 01<br>Opérations<br>non<br>ventilables | 0<br>Services<br>généraux<br>administrat°<br>publiques | 1<br>Sécurité et<br>salubrité<br>publiques | 2<br>Enseignement -<br>Formation | 3<br>Culture | 4<br>Sport et<br>jeunesse | 5<br>Interventions<br>sociales et<br>santé | 6<br>Famille | 7<br>Logement | 8<br>Aménagt et<br>services urbains,<br>environnem | 9<br>Action<br>économique | TOTAL |
|----------|---------|--|--|--|----------------------------------|--------------|---------------------------|--|--------------|---------------|--|---------------------------|-------|
|----------|---------|--|--|--|----------------------------------|--------------|---------------------------|--|--------------|---------------|--|---------------------------|-------|

## INVESTISSEMENT

| DEPENSES                             |   |                  |                  |               |                  |               |                  |                |                  |                |                |          |                   |
|--------------------------------------|---|------------------|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------|-------------------|
| <b>Total dépenses investissement</b> |   | <b>3 800 000</b> | <b>4 509 703</b> | <b>35 294</b> | <b>8 733 200</b> | <b>55 000</b> | <b>4 923 050</b> | <b>352 573</b> | <b>1 683 600</b> | <b>400 000</b> | <b>850 000</b> | <b>0</b> | <b>25 342 420</b> |
| Dépenses réelles                     |   | 0                | 4 509 703        | 35 294        | 8 733 200        | 55 000        | 4 923 050        | 352 573        | 1 683 600        | 400 000        | 850 000        | 0        | 21 542 420        |
| 010                                  | Stocks  | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 020                                  | Dépenses imprévues                                    | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 10                                   | Dotations, fonds divers et réserves                   | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 13                                   | Subventions d'investissement                          | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 16                                   | Emprunts et dettes assimilées                         | 0                | 0                | 0             | 4 350 000        | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 4 350 000         |
| 18                                   | Compte de liaison : affectat°<br>(BA,régie)           | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 20                                   | Immobilisations incorporelles                         | 0                | 788 600          | 0             | 838 000          | 30 000        | 150 000          | 203 486        | 30 000           | 20 000         | 0              | 0        | 2 060 086         |
| 204                                  | Subventions d'équipement versées                      | 0                | 0                | 0             | 52 000           | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 52 000            |
| 21                                   | Immobilisations corporelles                           | 0                | 708 783          | 35 294        | 3 425 000        | 25 000        | 4 773 050        | 149 087        | 1 653 600        | 380 000        | 850 000        | 0        | 11 999 814        |
| 22                                   | Immobilisations reçues en affectation                 | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 23                                   | Immobilisations en cours                              | 0                | 937 860          | 0             | 68 200           | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 1 006 060         |
| 26                                   | Participat° et créances rattachées                    | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| 27                                   | Autres immobilisations financières                    | 0                | 2 000            | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 2 000             |
| Opérations d'équipement              |   | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |
| Opérations pour compte de tiers      |   | 0                | 2 072 460        | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 2 072 460         |
| 45411                                | TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE<br>POUR LE COMPTE DE TIERS | 0                | 2 072 460        | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 2 072 460         |
| <i>Dépenses d'ordre</i>              |   | <i>3 800 000</i> | <i>0</i>         | <i>0</i>      | <i>0</i>         | <i>0</i>      | <i>0</i>         | <i>0</i>       | <i>0</i>         | <i>0</i>       | <i>0</i>       | <i>0</i> | <i>3 800 000</i>  |
| 040                                  | Opérat° ordre transfert entre sections                | 3 800 000        | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 3 800 000         |
| 041                                  | Opérations patrimoniales                              | 0                | 0                | 0             | 0                | 0             | 0                | 0              | 0                | 0              | 0              | 0        | 0                 |

## RECETTES

|                                      |  |                   |                  |          |                  |          |                  |              |          |          |                |          |                   |
|--------------------------------------|--|-------------------|------------------|----------|------------------|----------|------------------|--------------|----------|----------|----------------|----------|-------------------|
| <b>Total recettes investissement</b> |  | <b>12 300 000</b> | <b>8 131 147</b> | <b>0</b> | <b>3 782 673</b> | <b>0</b> | <b>1 000 000</b> | <b>6 600</b> | <b>0</b> | <b>0</b> | <b>122 000</b> | <b>0</b> | <b>25 342 420</b> |
| Recettes réelles                     |  | 3 800 000         | 8 131 147        | 0        | 3 782 673        | 0        | 1 000 000        | 6 600        | 0        | 0        | 122 000        | 0        | 16 842 420        |
| 010                                  | Stocks                                     | 0                 | 0                | 0        | 0                | 0        | 0                | 0            | 0        | 0        | 0              | 0        | 0                 |
| 024                                  | Produits des cessions<br>d'immobilisations | 0                 | 2 159 100        | 0        | 0                | 0        | 0                | 0            | 0        | 0        | 0              | 0        | 2 159 100         |
| 10                                   | Dotations, fonds divers et réserves        | 0                 | 2 550 000        | 0        | 0                | 0        | 0                | 0            | 0        | 0        | 0              | 0        | 2 550 000         |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| Art. (1)                        | Libellé                                      | 01<br>Opérations<br>non<br>ventilables | 0<br>Services<br>généraux<br>administrat°<br>publiques | 1<br>Sécurité et<br>salubrité<br>publiques | 2<br>Enseignement -<br>Formation | 3<br>Culture | 4<br>Sport et<br>jeunesse | 5<br>Interventions<br>sociales et<br>santé | 6<br>Famille | 7<br>Logement | 9                                  |            |           |
|---------------------------------|--|--|--|--|----------------------------------|--------------|---------------------------|--|--------------|---------------|------------------------------------|------------|-----------|
|                                 |  |  |  |  |                                  |              |                           |  |              |               | services urbains,<br>environnement | économique | TOTAL     |
| 13                              | Subventions d'investissement                 | 0                                      | 1 349 587  | 0  | 3 782 673                        | 0            | 1 000 000                 | 6 600                                      | 0            | 0             | 120 000                            | 0          | 6 258 860 |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées                | 3 800 000                              | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 2 000                              | 0          | 3 802 000 |
| 18                              | Compte de liaison : affectat°<br>(BA,régie)  | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 20                              | Immobilisations incorporelles                | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 204                             | Subventions d'équipement versées             | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 21                              | Immobilisations corporelles                  | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation        | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 23                              | Immobilisations en cours                     | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 26                              | Participat° et créances rattachées           | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 27                              | Autres immobilisations financières           | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0                                      | 2 072 460  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 2 072 460 |
| 45421                           | TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE<br>COMPTE DE TIERS | 0                                      | 2 072 460  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 2 072 460 |
| <i>Recettes d'ordre</i>         |  | 8 500 000                              | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 8 500 000 |
| 021                             | Virement de la sect° de<br>fonctionnement    | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections       | 8 500 000                              | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 8 500 000 |
| 041                             | Opérations patrimoniales                     | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                  | 0          | 0         |

FONCTIONNEMENT

| DEPENSES                         |  |            |            |         |           |         |           |           |           |         |           |        |            |
|----------------------------------|--|------------|------------|---------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|---------|-----------|--------|------------|
| Total dépenses de fonctionnement |  | 18 622 559 | 17 047 628 | 632 167 | 5 880 886 | 714 833 | 6 663 526 | 5 580 516 | 5 806 585 | 129 000 | 3 609 373 | 20 000 | 64 707 074 |
| Dépenses réelles                 |  | 10 122 559 | 17 047 628 | 632 167 | 5 880 886 | 714 833 | 6 663 526 | 5 580 516 | 5 806 585 | 129 000 | 3 609 373 | 20 000 | 56 207 074 |
| 011                              | Charges à caractère général                | 38 199     | 4 706 228  | 254 867 | 1 985 278 | 204 248 | 184 843   | 861 345   | 480 777   | 129 000 | 1 611 380 | 20 000 | 10 476 165 |
| 012                              | Charges de personnel, frais assimilés      | 0          | 9 805 750  | 377 300 | 3 764 747 | 510 074 | 6 478 683 | 4 691 171 | 5 325 808 | 0       | 1 997 693 | 0      | 32 951 226 |
| 014                              | Atténuations de produits                   | 670 000    | 0          | 0       | 0         | 0       | 0         | 0         | 0         | 0       | 0         | 0      | 670 000    |
| 022                              | Dépenses imprévues                         | 0          | 0          | 0       | 0         | 0       | 0         | 0         | 0         | 0       | 0         | 0      | 0          |
| 65                               | Autres charges de gestion courante         | 8 674 360  | 2 285 151  | 0       | 130 861   | 511     | 0         | 500       | 0         | 0       | 300       | 0      | 11 091 683 |
| 656                              | Frais fonctionnement des groupes<br>d'élus | 0          | 0          | 0       | 0         | 0       | 0         | 0         | 0         | 0       | 0         | 0      | 0          |
| 66                               | Charges financières                        | 740 000    | 0          | 0       | 0         | 0       | 0         | 0         | 0         | 0       | 0         | 0      | 740 000    |
| 67                               | Charges exceptionnelles                    | 0          | 157 500    | 0       | 0         | 0       | 0         | 27 500    | 0         | 0       | 0         | 0      | 185 000    |
| 68                               | Dot. aux amortissements et<br>provisions   | 0          | 93 000     | 0       | 0         | 0       | 0         | 0         | 0         | 0       | 0         | 0      | 93 000     |
| <i>Dépenses d'ordre</i>          |  | 8 500 000  | 0          | 0       | 0         | 0       | 0         | 0         | 0         | 0       | 0         | 0      | 8 500 000  |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| Art. (1) | Libellé                                | 01<br>Opérations<br>non<br>ventilables | 0<br>Services<br>généraux<br>administrat°<br>publiques | 1<br>Sécurité et<br>salubrité<br>publiques | 2<br>Enseignement -<br>Formation | 3<br>Culture | 4<br>Sport et<br>jeunesse | 5<br>Interventions<br>sociales et<br>santé | 6<br>Famille | 7<br>Logement | 9<br>services urbains,<br>environnement | 9<br>économique | TOTAL     |
|----------|--|--|--|--|----------------------------------|--------------|---------------------------|--|--------------|---------------|---|-----------------|-----------|
| 023      | Virement à la section d'investissement | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                       | 0               | 0         |
| 042      | Opérat° ordre transfert entre sections | 8 500 000                              | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                       | 0               | 8 500 000 |
| 043      | Opérat° ordre intérieur de la section  | 0                                      | 0  | 0  | 0                                | 0            | 0                         | 0  | 0            | 0             | 0                                       | 0               | 0         |

Affiché le  
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| RECETTES                         |  |            |           |         |           |         |         |           |           |         |           |         |            |
|----------------------------------|--|------------|-----------|---------|-----------|---------|---------|-----------|-----------|---------|-----------|---------|------------|
| Total recettes de fonctionnement |  | 49 933 932 | 3 479 543 | 370 000 | 1 594 939 | 125 000 | 258 765 | 3 904 416 | 3 439 479 | 220 000 | 1 221 000 | 160 000 | 64 707 074 |
| Recettes réelles                 |  | 46 133 932 | 3 479 543 | 370 000 | 1 594 939 | 125 000 | 258 765 | 3 904 416 | 3 439 479 | 220 000 | 1 221 000 | 160 000 | 60 907 074 |
| 013                              | Atténuations de charges                  | 0          | 900 000   | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 0       | 900 000    |
| 70                               | Produits des services, du domaine, vente | 238 429    | 154 900   | 370 000 | 1 552 339 | 0       | 258 765 | 2 148 888 | 1 076 500 | 220 000 | 220 000   | 0       | 6 239 821  |
| 73                               | Impôts et taxes                          | 41 695 139 | 0         | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 160 000 | 41 855 139 |
| 74                               | Dotations et participations              | 3 971 364  | 2 245 393 | 0       | 39 000    | 125 000 | 0       | 1 755 528 | 2 362 979 | 0       | 0         | 0       | 10 499 264 |
| 75                               | Autres produits de gestion courante      | 0          | 169 250   | 0       | 3 600     | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 1 000 000 | 0       | 1 172 850  |
| 76                               | Produits financiers                      | 0          | 0         | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 0       | 0          |
| 77                               | Produits exceptionnels                   | 136 000    | 10 000    | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 1 000     | 0       | 147 000    |
| 78                               | Reprise sur amortissements et provisions | 93 000     | 0         | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 0       | 93 000     |
| Recettes d'ordre                 |  | 3 800 000  | 0         | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 0       | 3 800 000  |
| 042                              | Opérat° ordre transfert entre sections   | 3 800 000  | 0         | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 0       | 3 800 000  |
| 043                              | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0          | 0         | 0       | 0         | 0       | 0       | 0         | 0         | 0       | 0         | 0       | 0          |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT**

A1.1

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

| (1)                         | Libellé                                  | 01<br>Opérations non ventilables | 02<br>Administration générale | 03<br>Justice | 04<br>Coopérat° décentralisée,<br>act° européen. | 05<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total         |
|-----------------------------|--|----------------------------------|-------------------------------|---------------|--|--|---------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 18 622 559,00                    | 17 036 628,40                 | 0,00          | 11 000,00  | 0,00                                       | 35 670 187,40 |
| Dépenses de l'exercice      |  | 18 622 559,00                    | 17 036 628,40                 | 0,00          | 11 000,00  | 0,00                                       | 35 670 187,40 |
| 011                         | Charges à caractère général              | 38 199,00                        | 4 695 228,04                  | 0,00          | 11 000,00  | 0,00                                       | 4 744 427,04  |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                             | 9 805 749,70                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 9 805 749,70  |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 670 000,00                       | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 670 000,00    |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 8 500 000,00                     | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 8 500 000,00  |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 8 674 360,00                     | 2 285 150,66                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 10 959 510,66 |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 66                          | Charges financières                      | 740 000,00                       | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 740 000,00    |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                             | 157 500,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 157 500,00    |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                             | 93 000,00                     | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 93 000,00     |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 49 933 932,00                    | 3 479 542,74                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 53 413 474,74 |
| Recettes de l'exercice      |  | 49 933 932,00                    | 3 479 542,74                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 53 413 474,74 |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                             | 900 000,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 900 000,00    |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 3 800 000,00                     | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 3 800 000,00  |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 238 429,00                       | 154 900,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 393 329,00    |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 41 695 139,00                    | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 41 695 139,00 |
| 74                          | Dotations et participations              | 3 971 364,00                     | 2 245 392,74                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 6 216 756,74  |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                             | 169 250,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 169 250,00    |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 136 000,00                       | 10 000,00                     | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 146 000,00    |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 93 000,00                        | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 93 000,00     |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | 31 311 373,00                    | -13 557 085,66                | 0,00          | -11 000,00                                       | 0,00                                       | 17 743 287,34 |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                         | Libellé                                  | Sous-fonction 02                             |                         |   |  |                            |   |   |                    | Affiché le                                   | Sous-fonction 02                          |
|-----------------------------|--|--|-------------------------|---|--|----------------------------|---|---|--------------------|--|---|
|                             |  | 020<br>Administrat° générale<br>collectivité | 021<br>Assemblée locale | 022<br>Administration<br>générale de l'état | 023<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 024<br>Fêtes et cérémonies | 025<br>Aides aux assoc.<br>(non classées<br>ailleurs) | 026<br>Cimetières et pompes<br>funèbres | Subvention globale | Autres act° de<br>coopérat°<br>décentralisée | ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 15 865 776,33                                | 389 046,59              | 289 826,51                                  | 259 259,97   | 232 719,00                 | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| Dépenses de l'exercice      |  | 15 865 776,33                                | 389 046,59              | 289 826,51                                  | 259 259,97   | 232 719,00                 | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 011                         | Charges à caractère général              | 4 458 289,04                                 | 0,00                    | 4 220,00                                    | 0,00   | 232 719,00                 | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 9 224 836,63                                 | 37 046,59               | 284 606,51                                  | 259 259,97   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 1 933 150,66                                 | 352 000,00              | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 156 500,00                                   | 0,00                    | 1 000,00                                    | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 93 000,00                                    | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 2 887 706,74                                 | 0,00                    | 79 936,00                                   | 25 000,00  | 45 000,00                  | 400 000,00  | 41 900,00                               | 0,00               | 0,00   |   |
| Recettes de l'exercice      |  | 2 887 706,74                                 | 0,00                    | 79 936,00                                   | 25 000,00  | 45 000,00                  | 400 000,00  | 41 900,00                               | 0,00               | 0,00   |   |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 900 000,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00   | 0,00                    | 68 000,00                                   | 0,00   | 45 000,00                  | 0,00  | 41 900,00                               | 0,00               | 0,00   |   |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 74                          | Dotations et participations              | 1 833 456,74                                 | 0,00                    | 11 936,00                                   | 0,00   | 0,00                       | 400 000,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 144 250,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 25 000,00  | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 10 000,00                                    | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00               | 0,00   |   |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -12 978 069,59                               | -389 046,59             | -209 890,51                                 | -234 259,97  | -187 719,00                | 400 000,00  | 41 900,00                               | 0,00               | 0,00   |   |



**MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



les budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002  
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

| (1)                         | Libellé                                  | 11<br>Sécurité intérieure | 12<br>Hygiène et salubrité publique | 13<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total       |
|-----------------------------|--|---------------------------|-------------------------------------|---|-------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 632 167,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 632 167,00  |
| Dépenses de l'exercice      |  | 632 167,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 632 167,00  |
| 011                         | Charges à caractère général              | 254 867,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 254 867,00  |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 377 300,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 377 300,00  |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 370 000,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 370 000,00  |
| Recettes de l'exercice      |  | 370 000,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 370 000,00  |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 370 000,00                | 0,00                                | 0,00                                    | 370 000,00  |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00        |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -262 167,00               | 0,00                                | 0,00                                    | -262 167,00 |

| (1)                 | Libellé | Sous-fonction 11        |                         |                          |                                       |   |
|---------------------|---------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------------------|---|
|                     |         | 110<br>Services communs | 111<br>Police nationale | 112<br>Police municipale | 113<br>Pompiers, incendies et secours | 114<br>Autres services de protection civile |
| <b>DEPENSES (2)</b> |         | 0,00                    | 0,00                    | 632 167,00               | 0,00                                  | 0,00  |

| (1) | Libellé                                  | Sous-fonction 11        |                         |                          |                                |                                      |
|-----|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
|     |  | 110<br>Services communs | 111<br>Police nationale | 112<br>Police municipale | Pompiers, incendies et secours | Autres services de protection civile |
|     | Dépenses de l'exercice                   | 0,00                    | 0,00                    | 632 167,00               | 0,00                           | 0,00                                 |
| 011 | Charges à caractère général              | 0,00                    | 0,00                    | 254 867,00               | 0,00                           | 0,00                                 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                    | 0,00                    | 377 300,00               | 0,00                           | 0,00                                 |
| 014 | Atténuations de produits                 | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 022 | Dépenses imprévues                       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 023 | Virement à la section d'investissement   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 65  | Autres charges de gestion courante       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 66  | Charges financières                      | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 67  | Charges exceptionnelles                  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 68  | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                      | 0,00                    | 0,00                    | 370 000,00               | 0,00                           | 0,00                                 |
|     | Recettes de l'exercice                   | 0,00                    | 0,00                    | 370 000,00               | 0,00                           | 0,00                                 |
| 013 | Atténuations de charges                  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 70  | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                    | 0,00                    | 370 000,00               | 0,00                           | 0,00                                 |
| 73  | Impôts et taxes                          | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 74  | Dotations et participations              | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 75  | Autres produits de gestion courante      | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 78  | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                         | 0,00                    | 0,00                    | -262 167,00              | 0,00                           | 0,00                                 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 2 – Enseignement - Formation

| (1) | Libellé                                     | 20<br>Services communs | 21<br>Enseignement du<br>premier degré | 22<br>Enseignement du<br>deuxième degré | 23<br>Enseignement<br>supérieur | 24<br>Formation continue | 25<br>Services annexes de<br>l'enseignement | 26<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total        |
|-----|---|------------------------|--|---|---------------------------------|--------------------------|---|--|--------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                         | 703 003,21             | 2 630 729,78                           | 12 737,20                               | 0,00                            | 0,00                     | 2 534 416,15                                | 0,00                                       | 5 880 886,34 |
|     | Dépenses de l'exercice                      | 703 003,21             | 2 630 729,78                           | 12 737,20                               | 0,00                            | 0,00                     | 2 534 416,15                                | 0,00                                       | 5 880 886,34 |
| 011 | Charges à caractère général                 | 3 300,00               | 176 870,20                             | 12 737,20                               | 0,00                            | 0,00                     | 1 792 371,00                                | 0,00                                       | 1 985 278,40 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés       | 699 703,21             | 2 323 098,58                           | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 741 945,15                                  | 0,00                                       | 3 764 746,94 |
| 014 | Atténuations de produits                    | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 022 | Dépenses imprévues                          | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 023 | Virement à la section<br>d'investissement   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre<br>sections   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la<br>section    | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 65  | Autres charges de gestion<br>courante       | 0,00                   | 130 761,00                             | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 100,00                                      | 0,00                                       | 130 861,00   |
| 656 | Frais fonctionnement des<br>groupes d'élus  | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 66  | Charges financières                         | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 67  | Charges exceptionnelles                     | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 68  | Dot. aux amortissements et<br>provisions    | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                         | 0,00                   | 105 600,00                             | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 1 489 339,14                                | 0,00                                       | 1 594 939,14 |
|     | Recettes de l'exercice                      | 0,00                   | 105 600,00                             | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 1 489 339,14                                | 0,00                                       | 1 594 939,14 |
| 013 | Atténuations de charges                     | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre<br>sections   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la<br>section    | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 70  | Produits des services, du<br>domaine, vente | 0,00                   | 63 000,00                              | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 1 489 339,14                                | 0,00                                       | 1 552 339,14 |
| 73  | Impôts et taxes                             | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 74  | Dotations et participations                 | 0,00                   | 39 000,00                              | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 39 000,00    |
| 75  | Autres produits de gestion<br>courante      | 0,00                   | 3 600,00                               | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 3 600,00     |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1) | Libellé                                  | 20<br>Services communs | 21<br>Enseignement du<br>premier degré | 22<br>Enseignement du<br>deuxième degré | 23<br>Enseignement<br>supérieur | 24<br>Formation continue | 25<br>Services annexes de<br>l'enseignement |      |               |
|-----|--|------------------------|--|---|---------------------------------|--------------------------|---|------|---------------|
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00 | 0,00          |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00 | 0,00          |
| 78  | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00 | 0,00          |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00 | 0,00          |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                         | -703 003,21            | -2 525 129,78                          | -12 737,20                              | 0,00                            | 0,00                     | -1 045 077,01                               | 0,00 | -4 285 947,20 |

Affiché le 26

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

Plan de relance foris

santaire)



| (1) | Libellé                                  | Sous-fonction 21          |                         |                              | Sous-fonction 25                                  |                                |                       |                          |   |
|-----|--|---------------------------|-------------------------|------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------|--------------------------|---|
|     |  | 211<br>Ecoles maternelles | 212<br>Ecoles primaires | 213<br>Classes<br>regroupées | 251<br>Hébergement et<br>restauration<br>scolaire | 252<br>Transports<br>scolaires | 253<br>Sport scolaire | 254<br>Médecine scolaire | 255<br>Classes de<br>découverte et autres<br>services |
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                      | 1 185 586,43              | 1 273 378,35            | 171 765,00                   | 2 476 945,15                                      | 0,00                           | 17 000,00             | 0,00                     | 40 471,00   |
|     | Dépenses de l'exercice                   | 1 185 586,43              | 1 273 378,35            | 171 765,00                   | 2 476 945,15                                      | 0,00                           | 17 000,00             | 0,00                     | 40 471,00   |
| 011 | Charges à caractère général              | 25 456,40                 | 110 409,80              | 41 004,00                    | 1 734 900,00                                      | 0,00                           | 17 000,00             | 0,00                     | 40 471,00   |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés    | 1 160 130,03              | 1 162 968,55            | 0,00                         | 741 945,15  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 014 | Atténuations de produits                 | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 022 | Dépenses imprévues                       | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 023 | Virement à la section d'investissement   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 65  | Autres charges de gestion courante       | 0,00                      | 0,00                    | 130 761,00                   | 100,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 66  | Charges financières                      | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 67  | Charges exceptionnelles                  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 68  | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                      | 0,00                      | 0,00                    | 105 600,00                   | 1 450 000,00                                      | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 39 339,14   |
|     | Recettes de l'exercice                   | 0,00                      | 0,00                    | 105 600,00                   | 1 450 000,00                                      | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 39 339,14   |
| 013 | Atténuations de charges                  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 70  | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                      | 0,00                    | 63 000,00                    | 1 450 000,00                                      | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 39 339,14   |
| 73  | Impôts et taxes                          | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 74  | Dotations et participations              | 0,00                      | 0,00                    | 39 000,00                    | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 75  | Autres produits de gestion courante      | 0,00                      | 0,00                    | 3 600,00                     | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 78  | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                         | -1 185 586,43             | -1 273 378,35           | -66 165,00                   | -1 026 945,15                                     | 0,00                           | -17 000,00            | 0,00                     | -1 131,86   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

**MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022**

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (liges budgétaires 001 et 002). Les lignes apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le 

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 3 – Culture

| (1)                         | Libellé                                  | 30<br>Services communs | 31<br>Expression artistique | 32<br>Conservation et diffusion<br>des patrimoine | 33<br>Action culturelle | 34<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total       |
|-----------------------------|--|------------------------|-----------------------------|---|-------------------------|--|-------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 633 132,83             | 0,00                        | 81 700,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 714 832,83  |
| Dépenses de l'exercice      |  | 633 132,83             | 0,00                        | 81 700,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 714 832,83  |
| 011                         | Charges à caractère général              | 122 548,20             | 0,00                        | 81 700,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 204 248,20  |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 510 073,63             | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 510 073,63  |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 511,00                 | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 511,00      |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 50 000,00              | 0,00                        | 75 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 125 000,00  |
| Recettes de l'exercice      |  | 50 000,00              | 0,00                        | 75 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 125 000,00  |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 74                          | Dotations et participations              | 50 000,00              | 0,00                        | 75 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 125 000,00  |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00        |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -583 132,83            | 0,00                        | -6 700,00   | 0,00                    | 0,00                                       | -589 832,83 |

| (1)                         | Libellé                                  | Sous-fonction 31                                 |   |                 |   | Section 32                              |           |          |                                     |
|-----------------------------|--|--|---|-----------------|---|---|-----------|----------|-------------------------------------|
|                             |  | 311<br>Expression musicale,<br>lyrique et choré. | 312<br>Arts plastiques,<br>activités<br>artistiques | 313<br>Théâtres | 314<br>Cinémas et<br>autres salles de<br>spectacles | 321<br>Bibliothèques et<br>médiathèques | Musées    | Archives | Entretien du<br>patrimoine culturel |
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 81 700,00 | 0,00     | 0,00                                |
| Dépenses de l'exercice      |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 81 700,00 | 0,00     | 0,00                                |
| 011                         | Charges à caractère général              | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 81 700,00 | 0,00     | 0,00                                |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 75 000,00 | 0,00     | 0,00                                |
| Recettes de l'exercice      |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 75 000,00 | 0,00     | 0,00                                |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 75 000,00 | 0,00     | 0,00                                |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00      | 0,00     | 0,00                                |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | -6 700,00 | 0,00     | 0,00                                |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

| (1)                         | Libellé                                  | 40<br>Services communs | 41<br>Sports | 42<br>Jeunesse | 43<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total         |
|-----------------------------|--|------------------------|--------------|----------------|---|---------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 1 569 295,12           | 492 060,03   | 4 602 170,49   | 0,00                                    | 6 663 525,64  |
| Dépenses de l'exercice      |  | 1 569 295,12           | 492 060,03   | 4 602 170,49   | 0,00                                    | 6 663 525,64  |
| 011                         | Charges à caractère général              | 58 918,90              | 3 550,00     | 122 373,70     | 0,00                                    | 184 842,60    |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 1 510 376,22           | 488 510,03   | 4 479 796,79   | 0,00                                    | 6 478 683,04  |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 0,00                   | 0,00         | 258 764,70     | 0,00                                    | 258 764,70    |
| Recettes de l'exercice      |  | 0,00                   | 0,00         | 258 764,70     | 0,00                                    | 258 764,70    |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                   | 0,00         | 258 764,70     | 0,00                                    | 258 764,70    |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00          |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -1 569 295,12          | -492 060,03  | -4 343 405,79  | 0,00                                    | -6 404 760,94 |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                         | Libellé                                  | Sous-fonction 41                    |               |                 |   |                                    | Sous-fonction 42      |                                     |                         |
|-----------------------------|--|-------------------------------------|---------------|-----------------|---|------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------|-------------------------|
|                             |  | 411<br>Salles de sport,<br>gymnases | 412<br>Stades | 413<br>Piscines | 414<br>Autres<br>équipements<br>sportifs ou de loisir | 415<br>Manifestations<br>sportives | Centres de<br>loisirs | Autres activités<br>pour les jeunes | Colonies de<br>vacances |
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 360 500,00                          | 131 560,03    | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 4 479 796,79                        | 122 373,70              |
| Dépenses de l'exercice      |  | 360 500,00                          | 131 560,03    | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 4 479 796,79                        | 122 373,70              |
| 011                         | Charges à caractère général              | 0,00                                | 3 550,00      | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 122 373,70              |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 360 500,00                          | 128 010,03    | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 4 479 796,79                        | 0,00                    |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 135 000,00            | 0,00                                | 123 764,70              |
| Recettes de l'exercice      |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 135 000,00            | 0,00                                | 123 764,70              |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 135 000,00            | 0,00                                | 123 764,70              |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                  | 0,00                                | 0,00                    |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -360 500,00                         | -131 560,03   | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 135 000,00            | -4 479 796,79                       | 1 391,00                |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

| (1)                         | Libellé                                  | 51<br>Santé   | 52<br>Interventions sociales | 53<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total         |
|-----------------------------|--|---------------|------------------------------|---|---------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 4 123 060,11  | 1 457 455,90                 | 0,00                                    | 5 580 516,01  |
| Dépenses de l'exercice      |  | 4 123 060,11  | 1 457 455,90                 | 0,00                                    | 5 580 516,01  |
| 011                         | Charges à caractère général              | 503 800,00    | 357 545,00                   | 0,00                                    | 861 345,00    |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 3 616 260,11  | 1 074 910,90                 | 0,00                                    | 4 691 171,01  |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 500,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 500,00        |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 2 500,00      | 25 000,00                    | 0,00                                    | 27 500,00     |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 2 381 567,80  | 1 522 848,00                 | 0,00                                    | 3 904 415,80  |
| Recettes de l'exercice      |  | 2 381 567,80  | 1 522 848,00                 | 0,00                                    | 3 904 415,80  |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 1 570 567,80  | 578 320,00                   | 0,00                                    | 2 148 887,80  |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 74                          | Dotations et participations              | 811 000,00    | 944 528,00                   | 0,00                                    | 1 755 528,00  |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00          | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00          |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -1 741 492,31 | 65 392,10                    | 0,00                                    | -1 676 100,21 |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                         | Libellé                                  | Sous-fonction 51           |  |   | Sous-fonction 52           |   |  |  |                        |
|-----------------------------|--|----------------------------|--|---|----------------------------|---|--|--|------------------------|
|                             |  | 510<br>Services<br>communs | 511<br>Dispensaires, autres<br>établissements sanitaires | 512<br>Actions de<br>prévention sanitaire | 520<br>Services<br>communs | 521<br>Services à<br>caractère social<br>handicapés | 522<br>Act° pour l'enfance<br>et l'adolescence | 523<br>Act° pour<br>personnes en<br>difficulté | 524<br>Autres services |
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 32 800,00                  | 3 841 580,11   | 248 680,00                                | 958 319,92                 | 0,00  | 486 135,98                                     | 13 000,00                                      | 0,00                   |
| Dépenses de l'exercice      |  | 32 800,00                  | 3 841 580,11   | 248 680,00                                | 958 319,92                 | 0,00  | 486 135,98                                     | 13 000,00                                      | 0,00                   |
| 011                         | Charges à caractère général              | 32 300,00                  | 356 500,00   | 115 000,00                                | 0,00                       | 0,00  | 344 545,00                                     | 13 000,00                                      | 0,00                   |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                       | 3 482 580,11   | 133 680,00                                | 958 319,92                 | 0,00  | 116 590,98                                     | 0,00   | 0,00                   |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 500,00                     | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                       | 2 500,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 25 000,00                                      | 0,00   | 0,00                   |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 0,00                       | 2 381 567,80   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 1 522 848,00                                   | 0,00   | 0,00                   |
| Recettes de l'exercice      |  | 0,00                       | 2 381 567,80   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 1 522 848,00                                   | 0,00   | 0,00                   |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                       | 1 570 567,80   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 578 320,00                                     | 0,00   | 0,00                   |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                       | 811 000,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 944 528,00                                     | 0,00   | 0,00                   |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -32 800,00                 | -1 460 012,31  | -248 680,00                               | -958 319,92                | 0,00  | 1 036 712,02                                   | -13 000,00                                     | 0,00                   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT**

**IV**

**A1.1**

**FONCTION 6 – Famille**

| (1) | Libellé                                     | 60<br>Services communs | 61<br>Services en faveur des<br>personnes âgées | 62<br>Actions en faveur de la<br>maternité | 63<br>Aides à la famille | 64<br>Crèches et garderies | 65<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total         |
|-----|---|------------------------|---|--|--------------------------|----------------------------|--|---------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                         | 0,00                   | 511 800,00                                      | 0,00                                       | 152 946,00               | 5 141 839,37               | 0,00                                       | 5 806 585,37  |
|     | Dépenses de l'exercice                      | 0,00                   | 511 800,00                                      | 0,00                                       | 152 946,00               | 5 141 839,37               | 0,00                                       | 5 806 585,37  |
| 011 | Charges à caractère général                 | 0,00                   | 36 000,00                                       | 0,00                                       | 152 946,00               | 291 831,00                 | 0,00                                       | 480 777,00    |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés       | 0,00                   | 475 800,00                                      | 0,00                                       | 0,00                     | 4 850 008,37               | 0,00                                       | 5 325 808,37  |
| 014 | Atténuations de produits                    | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 022 | Dépenses imprévues                          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 023 | Virement à la section d'investissement      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section       | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 65  | Autres charges de gestion courante          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes<br>d'élus  | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 66  | Charges financières                         | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 67  | Charges exceptionnelles                     | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 68  | Dot. aux amortissements et provisions       | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                         | 0,00                   | 432 326,12                                      | 0,00                                       | 309 049,00               | 2 698 104,00               | 0,00                                       | 3 439 479,12  |
|     | Recettes de l'exercice                      | 0,00                   | 432 326,12                                      | 0,00                                       | 309 049,00               | 2 698 104,00               | 0,00                                       | 3 439 479,12  |
| 013 | Atténuations de charges                     | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section       | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 70  | Produits des services, du domaine,<br>vente | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 30 500,00                | 1 046 000,00               | 0,00                                       | 1 076 500,00  |
| 73  | Impôts et taxes                             | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 74  | Dotations et participations                 | 0,00                   | 432 326,12                                      | 0,00                                       | 278 549,00               | 1 652 104,00               | 0,00                                       | 2 362 979,12  |
| 75  | Autres produits de gestion courante         | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 76  | Produits financiers                         | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 77  | Produits exceptionnels                      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
| 78  | Reprise sur amortissements et<br>provisions | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00          |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                            | 0,00                   | -79 473,88                                      | 0,00                                       | 156 103,00               | -2 443 735,37              | 0,00                                       | -2 367 106,25 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

**MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022**

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (liges budgétaires 001 et 002). Les lignes apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le 

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 7 – Logement

| (1)                         | Libellé                                  | 70<br>Services communs | 71<br>Parc privé de la ville | 72<br>Aide au secteur locatif | 73<br>Aides à l'accession à la<br>propriété | 74<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total      |
|-----------------------------|--|------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|---|------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 0,00                   | 129 000,00                   | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 129 000,00 |
| Dépenses de l'exercice      |  | 0,00                   | 129 000,00                   | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 129 000,00 |
| 011                         | Charges à caractère général              | 0,00                   | 129 000,00                   | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 129 000,00 |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 220 000,00             | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 220 000,00 |
| Recettes de l'exercice      |  | 220 000,00             | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 220 000,00 |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 220 000,00             | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 220 000,00 |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | 220 000,00             | -129 000,00                  | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 91 000,00  |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

## FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

| (1)                         | Libellé                                  | 81<br>Services urbains | 82<br>Aménagement urbain | 83<br>Environnement | 84<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total         |
|-----------------------------|--|------------------------|--------------------------|---------------------|---|---------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 1 815 079,99           | 1 789 282,92             | 5 010,00            | 0,00                                    | 3 609 372,91  |
| Dépenses de l'exercice      |  | 1 815 079,99           | 1 789 282,92             | 5 010,00            | 0,00                                    | 3 609 372,91  |
| 011                         | Charges à caractère général              | 704 379,60             | 901 990,00               | 5 010,00            | 0,00                                    | 1 611 379,60  |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 1 110 400,39           | 887 292,92               | 0,00                | 0,00                                    | 1 997 693,31  |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 300,00                 | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 300,00        |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 0,00                   | 1 221 000,00             | 0,00                | 0,00                                    | 1 221 000,00  |
| Recettes de l'exercice      |  | 0,00                   | 1 221 000,00             | 0,00                | 0,00                                    | 1 221 000,00  |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                   | 220 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 220 000,00    |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 0,00                   | 1 000 000,00             | 0,00                | 0,00                                    | 1 000 000,00  |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 0,00                   | 1 000,00                 | 0,00                | 0,00                                    | 1 000,00      |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00          |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | -1 815 079,99          | -568 282,92              | -5 010,00           | 0,00                                    | -2 388 372,91 |

| (1)                 | Libellé | Sous-fonction 81        |                              |  |                         |                         |                           |   |
|---------------------|---------|-------------------------|------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|---------------------------|---|
|                     |         | 810<br>Services communs | 811<br>Eau et assainissement | 812<br>Collecte et traitement ordures<br>ménagères | 813<br>Propreté urbaine | 814<br>Eclairage public | 815<br>Transports urbains | 816<br>Autres réseaux et services<br>divers |
| <b>DEPENSES (2)</b> |         | 622 150,00              | 0,00                         | 13 000,00  | 1 135 249,99            | 44 680,00               | 0,00                      | 0,00  |



| (1) | Libellé                                  | Sous-fonction 81        |                              |  |                         |                         |                    |                                      |
|-----|--|-------------------------|------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------------------------|
|     |  | 810<br>Services communs | 811<br>Eau et assainissement | 812<br>Collecte et traitement ordures<br>ménagères | 813<br>Propreté urbaine | 814<br>Eclairage public | Transports urbains | Autres réseaux et services<br>divers |
|     | Dépenses de l'exercice                   | 622 150,00              | 0,00                         | 13 000,00  | 1 135 249,99            | 44 680,00               | 0,00               | 0,00                                 |
| 011 | Charges à caractère général              | 621 850,00              | 0,00                         | 13 000,00  | 24 849,60               | 44 680,00               | 0,00               | 0,00                                 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 1 110 400,39            | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 014 | Atténuations de produits                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 022 | Dépenses imprévues                       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 023 | Virement à la section d'investissement   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 65  | Autres charges de gestion courante       | 300,00                  | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 66  | Charges financières                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 67  | Charges exceptionnelles                  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 68  | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                      | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                          |
|     | Recettes de l'exercice                   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 013 | Atténuations de charges                  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 70  | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 73  | Impôts et taxes                          | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 74  | Dotations et participations              | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 75  | Autres produits de gestion courante      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 78  | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                         | <b>-622 150,00</b>      | <b>0,00</b>                  | <b>-13 000,00</b>                                  | <b>-1 135 249,99</b>    | <b>-44 680,00</b>       | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                          |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le 08/04/2022



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                         | Libellé                                  | Sous-fonction 82        |                                 |                                      |                                 |   |                         | 830<br>Services communs | 831<br>Aménagement des<br>eaux | Act° spec. lutte<br>contre la pollution | Préservation du<br>milieu naturel |
|-----------------------------|--|-------------------------|---------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|---|-------------------------|-------------------------|--------------------------------|---|-----------------------------------|
|                             |  | 820<br>Services communs | 821<br>Equipements de<br>voirie | 822<br>Voirie communale<br>et routes | 823<br>Espaces verts<br>urbains | 824<br>Autres opérations<br>d'aménagement<br>urbain | 830<br>Services communs |                         |                                |   |                                   |
| <b>DEPENSES (2)</b>         |  | 239 000,00              | 127 070,00                      | 43 420,00                            | 1 363 792,92                    | 16 000,00   | 5 010,00                | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| Dépenses de l'exercice      |  | 239 000,00              | 127 070,00                      | 43 420,00                            | 1 363 792,92                    | 16 000,00   | 5 010,00                | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 011                         | Charges à caractère général              | 239 000,00              | 127 070,00                      | 43 420,00                            | 476 500,00                      | 16 000,00   | 5 010,00                | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 012                         | Charges de personnel, frais assimilés    | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 887 292,92                      | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 014                         | Atténuations de produits                 | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 022                         | Dépenses imprévues                       | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 023                         | Virement à la section d'investissement   | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 65                          | Autres charges de gestion courante       | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 656                         | Frais fonctionnement des groupes d'élus  | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 66                          | Charges financières                      | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 67                          | Charges exceptionnelles                  | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 68                          | Dot. aux amortissements et provisions    | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| <b>RECETTES (2)</b>         |  | 1 001 000,00            | 0,00                            | 220 000,00                           | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| Recettes de l'exercice      |  | 1 001 000,00            | 0,00                            | 220 000,00                           | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 013                         | Atténuations de charges                  | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 042                         | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de la section    | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 70                          | Produits des services, du domaine, vente | 0,00                    | 0,00                            | 220 000,00                           | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 73                          | Impôts et taxes                          | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 74                          | Dotations et participations              | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 75                          | Autres produits de gestion courante      | 1 000 000,00            | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 76                          | Produits financiers                      | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 77                          | Produits exceptionnels                   | 1 000,00                | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| 78                          | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| Restes à réaliser – reports |  | 0,00                    | 0,00                            | 0,00                                 | 0,00                            | 0,00  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |
| <b>SOLDE (2)</b>            |  | 762 000,00              | -127 070,00                     | 176 580,00                           | -1 363 792,92                   | -16 000,00  | -5 010,00               | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                                    |                                   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

## FONCTION 9 – Action économique

| (1)                         | Libellé                                     | 90<br>Interventions<br>économiques | 91<br>Foires et marchés | 92<br>Aides à l'agriculture<br>et aux industries | 93<br>Aides à l'énergie,<br>indus. manufact.,<br>BTP | 94<br>Aides commerce et<br>services marchands | 95<br>Aides au tourisme | 96<br>Aides aux services<br>publics | 97<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total      |
|-----------------------------|---|------------------------------------|-------------------------|--|--|---|-------------------------|-------------------------------------|--|------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>         |   | 20 000,00                          | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 20 000,00  |
| Dépenses de l'exercice      |   | 20 000,00                          | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 20 000,00  |
| 011                         | Charges à caractère<br>général              | 20 000,00                          | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 20 000,00  |
| 012                         | Charges de personnel,<br>frais assimilés    | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 014                         | Atténuations de produits                    | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 022                         | Dépenses imprévues                          | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 023                         | Virement à la section<br>d'investissement   | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 042                         | Opérat° ordre transfert<br>entre sections   | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de<br>la section    | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 65                          | Autres charges de gestion<br>courante       | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 656                         | Frais fonctionnement des<br>groupes d'élus  | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 66                          | Charges financières                         | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 67                          | Charges exceptionnelles                     | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 68                          | Dot. aux amortissements<br>et provisions    | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| Restes à réaliser – reports |   | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| <b>RECETTES (2)</b>         |   | 160 000,00                         | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 160 000,00 |
| Recettes de l'exercice      |   | 160 000,00                         | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 160 000,00 |
| 013                         | Atténuations de charges                     | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 042                         | Opérat° ordre transfert<br>entre sections   | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 043                         | Opérat° ordre intérieur de<br>la section    | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 70                          | Produits des services, du<br>domaine, vente | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |
| 73                          | Impôts et taxes                             | 160 000,00                         | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 160 000,00 |
| 74                          | Dotations et participations                 | 0,00                               | 0,00                    | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00       |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                                | Libellé  | 90<br>Interventions<br>économiques | 91<br>Foire et marchés | 92<br>Aides à l'agriculture<br>et aux industries | 93<br>Aides à l'énergie,<br>indus. manufact.,<br>BTP | 94<br>Aides commerce et<br>services marchands | 95<br>Aides au tourisme | 96<br>Aides aux services<br>publics | 97<br>Plus de valeurs (prise<br>sanitaire) | 98<br>SLO         |
|------------------------------------|--|------------------------------------|------------------------|--|--|---|-------------------------|-------------------------------------|--|-------------------|
| 75                                 | Autres produits de gestion<br>courante         | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00              |
| 76                                 | Produits financiers                            | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00              |
| 77                                 | Produits exceptionnels                         | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00              |
| 78                                 | Reprise sur<br>amortissements et<br>provisions | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00              |
| <b>Restes à réaliser – reports</b> |  | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>       |
| <b>SOLDE (2)</b>                   |  | <b>140 000,00</b>                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                                | <b>140 000,00</b> |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT**

A1.2

**FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales**

| (1)                             | Libellé   | 01<br>Opérations non ventilables | 02<br>Administration générale | 03<br>Justice | 04<br>Coopérat° décentralisée,<br>act° européen. | 05<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total         |
|---------------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------|---------------|--|--|---------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |   | 3 800 000,00                     | 4 509 703,00                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 8 309 703,00  |
| Dépenses de l'exercice          |   | 3 800 000,00                     | 4 509 703,00                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 8 309 703,00  |
| 010                             | Stocks  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 020                             | Dépenses imprévues                                    | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections                | 3 800 000,00                     | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 3 800 000,00  |
| 041                             | Opérations patrimoniales                              | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves                   | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 13                              | Subventions d'investissement                          | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées                         | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)              | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 20                              | Immobilisations incorporelles                         | 0,00                             | 788 600,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 788 600,00    |
| 204                             | Subventions d'équipement versées                      | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 21                              | Immobilisations corporelles                           | 0,00                             | 708 783,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 708 783,00    |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation                 | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 23                              | Immobilisations en cours                              | 0,00                             | 937 860,00                    | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 937 860,00    |
| 26                              | Participat° et créances rattachées                    | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 27                              | Autres immobilisations financières                    | 0,00                             | 2 000,00                      | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 2 000,00      |
| Opérations d'équipement         |   | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| Opérations pour compte de tiers |   | 0,00                             | 2 072 460,00                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 2 072 460,00  |
| 45411                           | TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE<br>COMPTE DE TIERS | 0,00                             | 2 072 460,00                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 2 072 460,00  |
| Restes à réaliser – reports     |   | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| <b>RECETTES (2)</b>             |   | 12 300 000,00                    | 8 131 147,40                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 20 431 147,40 |
| Recettes de l'exercice          |   | 12 300 000,00                    | 8 131 147,40                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 20 431 147,40 |
| 010                             | Stocks  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement                | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations               | 0,00                             | 2 159 100,00                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 2 159 100,00  |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections                | 8 500 000,00                     | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 8 500 000,00  |
| 041                             | Opérations patrimoniales                              | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 0,00          |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves                   | 0,00                             | 2 550 000,00                  | 0,00          | 0,00   | 0,00                                       | 2 550 000,00  |

| (1)                                    | Libellé                                   | 01<br>Opérations non ventilables | 02<br>Administration générale | 03<br>Justice | 04<br>Coopérat° décentralisée,<br>act° européen. | Plan | Affiché le<br>ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF<br>sanitaire) |
|--|---|----------------------------------|-------------------------------|---------------|--|------|---|
| 13                                     | Subventions d'investissement              | 0,00                             | 1 349 587,40                  | 0,00          | 0,00   |      | 1 349 587,40  |
| 16                                     | Emprunts et dettes assimilées             | 3 800 000,00                     | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 3 800 000,00  |
| 18                                     | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 20                                     | Immobilisations incorporelles             | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 204                                    | Subventions d'équipement versées          | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 21                                     | Immobilisations corporelles               | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 22                                     | Immobilisations reçues en affectation     | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 23                                     | Immobilisations en cours                  | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 26                                     | Participat° et créances rattachées        | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| 27                                     | Autres immobilisations financières        | 0,00                             | 0,00                          | 0,00          | 0,00   |      | 0,00  |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> |   | <b>0,00</b>                      | <b>2 072 460,00</b>           | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                      |      | <b>2 072 460,00</b>   |
| 45421                                  | TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE COMPTE DE TIERS | 0,00                             | 2 072 460,00                  | 0,00          | 0,00   |      | 2 072 460,00  |
| <b>Restes à réaliser – reports</b>     |   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                      |      | <b>0,00</b>   |
| <b>SOLDE (2)</b>                       |   | <b>8 500 000,00</b>              | <b>3 621 444,40</b>           | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                      |      | <b>12 121 444,40</b>  |

| (1)                           | Libellé                                  | Sous-fonction 02                            |                         |   |  |                            |   |   | Sous-fonction 04          |   |
|-------------------------------|--|---|-------------------------|---|--|----------------------------|---|---|---------------------------|---|
|                               |  | 020<br>Administrat°générale<br>collectivité | 021<br>Assemblée locale | 022<br>Administration<br>générale de l'état | 023<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 024<br>Fêtes et cérémonies | 025<br>Aides aux assoc.<br>(non classées<br>ailleurs) | 026<br>Cimetières et pompes<br>funèbres | 041<br>Subvention globale | 048<br>Autres act° de<br>coopérat°<br>décentralisée |
| <b>DEPENSES (2)</b>           |  | <b>4 483 460,00</b>                         | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>3 443,00</b>                                    | <b>12 800,00</b>           | <b>0,00</b>   | <b>10 000,00</b>                        | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>   |
| <b>Dépenses de l'exercice</b> |  | <b>4 483 460,00</b>                         | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>3 443,00</b>                                    | <b>12 800,00</b>           | <b>0,00</b>   | <b>10 000,00</b>                        | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>   |
| 010                           | Stocks                                   | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 020                           | Dépenses imprévues                       | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 040                           | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 041                           | Opérations patrimoniales                 | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 10                            | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 13                            | Subventions d'investissement             | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 16                            | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 18                            | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |
| 20                            | Immobilisations incorporelles            | 788 600,00                                  | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00                      | 0,00  |

| (1)                                    | Libellé  | Sous-fonction 02                             |                         |   |  |                            |   |   |             | Subvention globale | Autres act° de coopérat° décentralisée |
|--|--|--|-------------------------|---|--|----------------------------|---|---|-------------|--------------------|--|
|  |  | 020<br>Administrat° générale<br>collectivité | 021<br>Assemblée locale | 022<br>Administration<br>générale de l'état | 023<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 024<br>Fêtes et cérémonies | 025<br>Aides aux assoc.<br>(non classées<br>ailleurs) | 026<br>Cimetières et pompes<br>funèbres |             |                    |  |
| 204                                    | Subventions d'équipement versées                   | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 21                                     | Immobilisations corporelles                        | 682 540,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 3 443,00   | 12 800,00                  | 0,00  | 10 000,00                               | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 22                                     | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 23                                     | Immobilisations en cours                           | 937 860,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 26                                     | Participat° et créances rattachées                 | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 27                                     | Autres immobilisations financières                 | 2 000,00                                     | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| Opérations d'équipement                |  | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> |  | <b>2 072 460,00</b>                          | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            |
| 45411                                  | TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS | 2 072 460,00                                 | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| <b>Restes à réaliser – reports</b>     |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            |
| <b>RECETTES (2)</b>                    |  | <b>8 131 147,40</b>                          | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            |
| Recettes de l'exercice                 |  | 8 131 147,40                                 | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 010                                    | Stocks   | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 021                                    | Virement de la sect° de fonctionnement             | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 024                                    | Produits des cessions d'immobilisations            | 2 159 100,00                                 | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 040                                    | Opérat° ordre transfert entre sections             | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 041                                    | Opérations patrimoniales                           | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 10                                     | Dotations, fonds divers et réserves                | 2 550 000,00                                 | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 13                                     | Subventions d'investissement                       | 1 349 587,40                                 | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 16                                     | Emprunts et dettes assimilées                      | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 18                                     | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)           | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 20                                     | Immobilisations incorporelles                      | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 204                                    | Subventions d'équipement versées                   | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le  Sous-fonction

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                                    | Libellé                                   | Sous-fonction 02                             |                         |   |  |                            |   |   |             | Subvention globale | Autres act° de coopérat° décentralisée |
|--|---|--|-------------------------|---|--|----------------------------|---|---|-------------|--------------------|--|
|  |   | 020<br>Administrat° générale<br>collectivité | 021<br>Assemblée locale | 022<br>Administration<br>générale de l'état | 023<br>Information,<br>communication,<br>publicité | 024<br>Fêtes et cérémonies | 025<br>Aides aux assoc.<br>(non classées<br>ailleurs) | 026<br>Cimetières et pompes<br>funèbres |             |                    |  |
| 21                                     | Immobilisations corporelles               | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 22                                     | Immobilisations reçues en affectation     | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 23                                     | Immobilisations en cours                  | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 26                                     | Participat° et créances rattachées        | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| 27                                     | Autres immobilisations financières        | 0,00   | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| <b>Opérations pour compte de tiers</b> |   | <b>2 072 460,00</b>                          | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            |
| 45421                                  | TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE COMPTE DE TIERS | 2 072 460,00                                 | 0,00                    | 0,00  | 0,00   | 0,00                       | 0,00  | 0,00                                    | 0,00        | 0,00               | 0,00                                   |
| <b>Restes à réaliser – reports</b>     |   | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            |
| <b>SOLDE (2)</b>                       |   | <b>3 647 687,40</b>                          | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                                 | <b>-3 443,00</b>                                   | <b>-12 800,00</b>          | <b>0,00</b>   | <b>-10 000,00</b>                       | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                            |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2


## FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

| (1)                             | Libellé                                  | 11<br>Sécurité intérieure | 12<br>Hygiène et salubrité publique | 13<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total     |
|---------------------------------|--|---------------------------|-------------------------------------|---|-----------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  |                           |                                     |   |           |
|                                 |  | 35 294,00                 | 0,00                                | 0,00                                    | 35 294,00 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 35 294,00                 | 0,00                                | 0,00                                    | 35 294,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 35 294,00                 | 0,00                                | 0,00                                    | 35 294,00 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  |                           |                                     |   |           |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00      |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le Total   
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                             | Libellé                               | 11<br>Sécurité intérieure | 12<br>Hygiène et salubrité publique | 13<br>Plan de relance (crise sanitaire) |                   |
|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|---|-------------------|
| 20                              | Immobilisations incorporelles         | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| 204                             | Subventions d'équipement versées      | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| 21                              | Immobilisations corporelles           | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| 23                              | Immobilisations en cours              | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| 26                              | Participat° et créances rattachées    | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| 27                              | Autres immobilisations financières    | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| Opérations pour compte de tiers |                                       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| Restes à réaliser – reports     |                                       | 0,00                      | 0,00                                | 0,00                                    | 0,00              |
| <b>SOLDE (2)</b>                |                                       | <b>-35 294,00</b>         | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                             | <b>-35 294,00</b> |

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 11        |                         |                          |                                       |   |
|---------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------------------|---|
|                                 |  | 110<br>Services communs | 111<br>Police nationale | 112<br>Police municipale | 113<br>Pompiers, incendies et secours | 114<br>Autres services de protection civile |
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>             | <b>35 294,00</b>         | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                                 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 0,00                    | 0,00                    | 35 294,00                | 0,00                                  | 0,00  |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                    | 0,00                    | 35 294,00                | 0,00                                  | 0,00  |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>                           | <b>0,00</b>                                 |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                                  | 0,00  |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DÉL2022\_24-BF

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 11        |                         |                          |                                |                                      |
|---------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|--------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
|                                 |  | 110<br>Services communs | 111<br>Police nationale | 112<br>Police municipale | Pompiers, incendies et secours | Autres services de protection civile |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                     | 0,00                           | 0,00                                 |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | 0,00                    | 0,00                    | -35 294,00               | 0,00                           | 0,00                                 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 2 – Enseignement - Formation

| (1) | Libellé                                  | 20<br>Services communs | 21<br>Enseignement du<br>premier degré | 22<br>Enseignement du<br>deuxième degré | 23<br>Enseignement<br>supérieur | 24<br>Formation continue | 25<br>Services annexes de<br>l'enseignement | 26<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total        |
|-----|--|------------------------|--|---|---------------------------------|--------------------------|---|--|--------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                      | 5 616 200,00           | 2 865 000,00                           | 0,00                                    | 0,00                            | 160 000,00               | 92 000,00                                   | 0,00                                       | 8 733 200,00 |
|     | Dépenses de l'exercice                   | 5 616 200,00           | 2 865 000,00                           | 0,00                                    | 0,00                            | 160 000,00               | 92 000,00                                   | 0,00                                       | 8 733 200,00 |
| 010 | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 020 | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 041 | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 13  | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées            | 4 350 000,00           | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 4 350 000,00 |
| 18  | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 20  | Immobilisations incorporelles            | 488 000,00             | 190 000,00                             | 0,00                                    | 0,00                            | 160 000,00               | 0,00  | 0,00                                       | 838 000,00   |
| 204 | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 52 000,00                                   | 0,00                                       | 52 000,00    |
| 21  | Immobilisations corporelles              | 710 000,00             | 2 675 000,00                           | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 40 000,00                                   | 0,00                                       | 3 425 000,00 |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 23  | Immobilisations en cours                 | 68 200,00              | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 68 200,00    |
| 26  | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
| 27  | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Opérations d'équipement                  | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Opérations pour compte de tiers          | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Restes à réaliser – reports              | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                      | 0,00                   | 3 782 673,00                           | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 3 782 673,00 |
|     | Recettes de l'exercice                   | 0,00                   | 3 782 673,00                           | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 3 782 673,00 |
| 010 | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00                                       | 0,00         |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 25       |  |   |                                 |                          |   |   |   |
|---------------------------------|--|------------------------|--|---|---------------------------------|--------------------------|---|---|---|
|                                 |  | 20<br>Services communs | 21<br>Enseignement du<br>premier degré | 22<br>Enseignement du<br>deuxième degré | 23<br>Enseignement<br>supérieur | 24<br>Formation continue | 25<br>Services annexes de<br>l'enseignement | 26<br>Services annexes de<br>l'enseignement<br>sanitaire) | 27<br>Services annexes de<br>l'enseignement<br>sanitaire) |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 3 782 673,00                           | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 3 782 673,00  |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00                                   | 0,00                                    | 0,00                            | 0,00                     | 0,00  | 0,00  | 0,00  |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | <b>-5 616 200,00</b>   | <b>917 673,00</b>                      | <b>0,00</b>                             | <b>0,00</b>                     | <b>-160 000,00</b>       | <b>-92 000,00</b>                           | <b>0,00</b>   | <b>-4 950 527,00</b>                                      |

Affiché le 26  
Plan de relance forcé  
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF


| (1)                    | Libellé                                | Sous-fonction 21          |                         |                              | Sous-fonction 25                                  |                                |                       |                          |   |
|------------------------|--|---------------------------|-------------------------|------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------|--------------------------|---|
|                        |  | 211<br>Ecoles maternelles | 212<br>Ecoles primaires | 213<br>Classes<br>regroupées | 251<br>Hébergement et<br>restauration<br>scolaire | 252<br>Transports<br>scolaires | 253<br>Sport scolaire | 254<br>Médecine scolaire | 255<br>Classes de<br>découverte et autres<br>services |
| <b>DEPENSES (2)</b>    |  | <b>130 000,00</b>         | <b>2 615 000,00</b>     | <b>120 000,00</b>            | <b>92 000,00</b>                                  | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b>   |
| Dépenses de l'exercice |  | 130 000,00                | 2 615 000,00            | 120 000,00                   | 92 000,00   | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 010                    | Stocks                                 | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 020                    | Dépenses imprévues                     | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 040                    | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 041                    | Opérations patrimoniales               | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 21          |                         |                              | Sous-fonction 25                                  |                                |                       |                          |   |
|---------------------------------|--|---------------------------|-------------------------|------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------|--------------------------|---|
|                                 |  | 211<br>Ecoles maternelles | 212<br>Ecoles primaires | 213<br>Classes<br>regroupées | 251<br>Hébergement et<br>restauration<br>scolaire | 252<br>Transports<br>scolaires | 253<br>Sport scolaire | 254<br>Médecine scolaire | 255<br>Classes de<br>découverte et autres<br>services |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 30 000,00                 | 160 000,00              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 52 000,00   | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 100 000,00                | 2 455 000,00            | 120 000,00                   | 40 000,00   | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00                      | 3 313 743,00            | 468 930,00                   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                      | 3 313 743,00            | 468 930,00                   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                      | 3 313 743,00            | 468 930,00                   | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | -130 000,00               | 698 743,00              | 348 930,00                   | -92 000,00  | 0,00                           | 0,00                  | 0,00                     | 0,00  |

Affiché le  ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

**MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

 SLO

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 3 – Culture

| (1)                             | Libellé                                  | 30<br>Services communs | 31<br>Expression artistique | 32<br>Conservation et diffusion<br>des patrimoine | 33<br>Action culturelle | 34<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total     |
|---------------------------------|--|------------------------|-----------------------------|---|-------------------------|--|-----------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 10 000,00              | 0,00                        | 45 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 55 000,00 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 10 000,00              | 0,00                        | 45 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 55 000,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 0,00                        | 30 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 30 000,00 |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 10 000,00              | 0,00                        | 15 000,00   | 0,00                    | 0,00                                       | 25 000,00 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                       | 0,00      |



| (1)                             | Libellé                                  | 30<br>Services communs | 31<br>Expression artistique | 32<br>Conservation et diffusion<br>des patrimoine | 33<br>Action culturelle |             |                   |
|---------------------------------|--|------------------------|-----------------------------|---|-------------------------|-------------|-------------------|
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00                        | 0,00  | 0,00                    | 0,00        | 0,00              |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | <b>-10 000,00</b>      | <b>0,00</b>                 | <b>-45 000,00</b>                                 | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b> | <b>-55 000,00</b> |

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 31                                 |   |                 |   | Sous-fonction 32                        |               |                 |  |
|---------------------------------|--|--|---|-----------------|---|---|---------------|-----------------|--|
|                                 |  | 311<br>Expression musicale,<br>lyrique et choré. | 312<br>Arts plastiques,<br>activités<br>artistiques | 313<br>Théâtres | 314<br>Cinémas et<br>autres salles de<br>spectacles | 321<br>Bibliothèques et<br>médiathèques | 322<br>Musées | 323<br>Archives | 324<br>Entretien du<br>patrimoine culturel |
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 15 000,00     | 0,00            | 30 000,00                                  |
| Dépenses de l'exercice          |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 15 000,00     | 0,00            | 30 000,00                                  |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 30 000,00                                  |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 15 000,00     | 0,00            | 0,00                                       |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00          | 0,00            | 0,00                                       |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 31                                 |   |                 |   | 321<br>Bibliothèques et<br>médiathèques | Musees            | Archives    | Entretien du<br>patrimoine culturel |
|---------------------------------|--|--|---|-----------------|---|---|-------------------|-------------|-------------------------------------|
|                                 |  | 311<br>Expression musicale,<br>lyrique et choré. | 312<br>Arts plastiques,<br>activités<br>artistiques | 313<br>Théâtres | 314<br>Cinémas et<br>autres salles de<br>spectacles |   |                   |             |                                     |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00   | 0,00  | 0,00            | 0,00  | 0,00                                    | 0,00              | 0,00        | 0,00                                |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                             | <b>-15 000,00</b> | <b>0,00</b> | <b>-30 000,00</b>                   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 4 – Sport et jeunesse

| (1)                             | Libellé                                  | 40<br>Services communs | 41<br>Sports | 42<br>Jeunesse | 43<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total        |
|---------------------------------|--|------------------------|--------------|----------------|---|--------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 1 788 050,00           | 2 905 000,00 | 230 000,00     | 0,00                                    | 4 923 050,00 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 1 788 050,00           | 2 905 000,00 | 230 000,00     | 0,00                                    | 4 923 050,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 150 000,00   | 0,00           | 0,00                                    | 150 000,00   |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 1 788 050,00           | 2 755 000,00 | 230 000,00     | 0,00                                    | 4 773 050,00 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 1 000 000,00           | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 1 000 000,00 |
| Recettes de l'exercice          |  | 1 000 000,00           | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 1 000 000,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 1 000 000,00           | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 1 000 000,00 |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00         | 0,00           | 0,00                                    | 0,00         |

| (1)                             | Libellé                               | 40<br>Services communs | 41<br>Sports  | 42<br>Jeunesse | 43<br>Plan de relance (c | Affiché le | 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |
|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------|---------------|----------------|--------------------------|------------|--------------------------------------|
| 20                              | Immobilisations incorporelles         | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| 204                             | Subventions d'équipement versées      | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| 21                              | Immobilisations corporelles           | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| 23                              | Immobilisations en cours              | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| 26                              | Participat° et créances rattachées    | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| 27                              | Autres immobilisations financières    | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| Opérations pour compte de tiers |                                       | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| Restes à réaliser – reports     |                                       | 0,00                   | 0,00          | 0,00           | 0,00                     | 0,00       | 0,00                                 |
| <b>SOLDE (2)</b>                |                                       | -788 050,00            | -2 905 000,00 | -230 000,00    | 0,00                     | 0,00       | -3 923 050,00                        |

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 41                    |               |                 |   |                                    | Sous-fonction 42             |  |                                |
|---------------------------------|--|-------------------------------------|---------------|-----------------|---|------------------------------------|------------------------------|--|--------------------------------|
|                                 |  | 411<br>Salles de sport,<br>gymnases | 412<br>Stades | 413<br>Piscines | 414<br>Autres<br>équipements<br>sportifs ou de loisir | 415<br>Manifestations<br>sportives | 421<br>Centres de<br>loisirs | 422<br>Autres activités<br>pour les jeunes | 423<br>Colonies de<br>vacances |
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 2 900 000,00                        | 5 000,00      | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 230 000,00                                 |                                |
| Dépenses de l'exercice          |  | 2 900 000,00                        | 5 000,00      | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 230 000,00                                 |                                |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 150 000,00                          | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 2 750 000,00                        | 5 000,00      | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 230 000,00                                 |                                |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                                | 0,00          | 0,00            | 0,00  | 0,00                               | 0,00                         | 0,00                                       |                                |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le SLO

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 41                 |                  |                 |   |                                 | Centres de loisirs | Autres activités pour les jeunes | Colonnes de vacances |
|---------------------------------|--|----------------------------------|------------------|-----------------|---|---------------------------------|--------------------|----------------------------------|----------------------|
|                                 |  | 411<br>Salles de sport, gymnases | 412<br>Stades    | 413<br>Piscines | 414<br>Autres équipements sportifs ou de loisir | 415<br>Manifestations sportives |                    |                                  |                      |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                             | 0,00             | 0,00            | 0,00  | 0,00                            | 0,00               | 0,00                             | 0,00                 |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | <b>-2 900 000,00</b>             | <b>-5 000,00</b> | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>                                     | <b>0,00</b>                     | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                      | <b>-230 000,00</b>   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

| (1)                             | Libellé                                  | 51<br>Santé | 52<br>Interventions sociales | 53<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total      |
|---------------------------------|--|-------------|------------------------------|---|------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 267 736,00  | 84 837,40                    | 0,00                                    | 352 573,40 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 267 736,00  | 84 837,40                    | 0,00                                    | 352 573,40 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 203 486,00  | 0,00                         | 0,00                                    | 203 486,00 |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 64 250,00   | 84 837,40                    | 0,00                                    | 149 087,40 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00        | 6 600,00                     | 0,00                                    | 6 600,00   |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00        | 6 600,00                     | 0,00                                    | 6 600,00   |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00        | 6 600,00                     | 0,00                                    | 6 600,00   |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00       |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

Total 

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                             | Libellé                               | 51<br>Santé | 52<br>Interventions sociales | 53<br>Plan de relance (crise sanitaire) |      |             |
|---------------------------------|---------------------------------------|-------------|------------------------------|---|------|-------------|
| 20                              | Immobilisations incorporelles         | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| 204                             | Subventions d'équipement versées      | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| 21                              | Immobilisations corporelles           | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| 23                              | Immobilisations en cours              | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| 26                              | Participat° et créances rattachées    | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| 27                              | Autres immobilisations financières    | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| Opérations pour compte de tiers |                                       | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| Restes à réaliser – reports     |                                       | 0,00        | 0,00                         | 0,00                                    | 0,00 | 0,00        |
| <b>SOLDE (2)</b>                |                                       | -267 736,00 | -78 237,40                   | 0,00                                    |      | -345 973,40 |

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 51        |  |  | Sous-fonction 52        |   |   |  |                        |
|---------------------------------|--|-------------------------|--|--|-------------------------|---|---|--|------------------------|
|                                 |  | 510<br>Services communs | 511<br>Dispensaires, autres établis sanitaires | 512<br>Actions de prévention sanitaire | 520<br>Services communs | 521<br>Services à caractère social handicapés | 522<br>Act° pour l'enfance et l'adolescence | 523<br>Act° pour personnes en difficulté | 524<br>Autres services |
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 0,00                    | 267 736,00                                     | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 84 837,40                                   | 0,00                                     | 0,00                   |
| Dépenses de l'exercice          |  | 0,00                    | 267 736,00                                     | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 84 837,40                                   | 0,00                                     | 0,00                   |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                    | 203 486,00                                     | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                    | 64 250,00                                      | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 84 837,40                                   | 0,00                                     | 0,00                   |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 6 600,00                                    | 0,00                                     | 0,00                   |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 6 600,00                                    | 0,00                                     | 0,00                   |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                    | 0,00   | 0,00                                   | 0,00                    | 0,00  | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                   |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                             | Libellé                                  | Sous-fonction 51           |  |   | Sous-fonction 52           |   |  |  |                        |
|---------------------------------|--|----------------------------|--|---|----------------------------|---|--|--|------------------------|
|                                 |  | 510<br>Services<br>communs | 511<br>Dispensaires, autres<br>établist sanitaires | 512<br>Actions de<br>prévention sanitaire | 520<br>Services<br>communs | 521<br>Services à<br>caractère social<br>handicapés | 522<br>Act° pour l'enfance<br>et l'adolescence | 523<br>Act° pour<br>personnes en<br>difficulté | 524<br>Autres services |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 6 600,00                                       | 0,00   | 0,00                   |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                       | 0,00   | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | 0,00   | 0,00   | 0,00                   |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | 0,00                       | -267 736,00  | 0,00                                      | 0,00                       | 0,00  | -78 237,40                                     | 0,00   | 0,00                   |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 6 – Famille

| (1) | Libellé                                     | 60<br>Services communs | 61<br>Services en faveur des<br>personnes âgées | 62<br>Actions en faveur de la<br>maternité | 63<br>Aides à la famille | 64<br>Crèches et garderies | 65<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total        |
|-----|---|------------------------|---|--|--------------------------|----------------------------|--|--------------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                         | 0,00                   | 170 000,00                                      | 0,00                                       | 10 000,00                | 1 503 600,00               | 0,00                                       | 1 683 600,00 |
|     | Dépenses de l'exercice                      | 0,00                   | 170 000,00                                      | 0,00                                       | 10 000,00                | 1 503 600,00               | 0,00                                       | 1 683 600,00 |
| 010 | Stocks                                      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 020 | Dépenses imprévues                          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 041 | Opérations patrimoniales                    | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 10  | Dotations, fonds divers et réserves         | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 13  | Subventions d'investissement                | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 16  | Emprunts et dettes assimilées               | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 18  | Compte de liaison : affectat°<br>(BA,régie) | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 20  | Immobilisations incorporelles               | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 30 000,00                  | 0,00                                       | 30 000,00    |
| 204 | Subventions d'équipement versées            | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 21  | Immobilisations corporelles                 | 0,00                   | 170 000,00                                      | 0,00                                       | 10 000,00                | 1 473 600,00               | 0,00                                       | 1 653 600,00 |
| 22  | Immobilisations reçues en affectation       | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 23  | Immobilisations en cours                    | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 26  | Participat° et créances rattachées          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 27  | Autres immobilisations financières          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Opérations d'équipement                     | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Opérations pour compte de tiers             | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                         | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
|     | Recettes de l'exercice                      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 010 | Stocks                                      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 021 | Virement de la sect° de<br>fonctionnement   | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 024 | Produits des cessions<br>d'immobilisations  | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections      | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |
| 041 | Opérations patrimoniales                    | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00         |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                             | Libellé                                     | 60<br>Services communs | 61<br>Services en faveur des<br>personnes âgées | 62<br>Actions en faveur de la<br>maternité | 63<br>Aides à la famille | 64<br>Crèches et garderies | Plan<br>de calcul des frais<br>sanitaires) |                      |
|---------------------------------|---|------------------------|---|--|--------------------------|----------------------------|--|----------------------|
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves         | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 13                              | Subventions d'investissement                | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées               | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 18                              | Compte de liaison : affectat°<br>(BA,régie) | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 20                              | Immobilisations incorporelles               | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 204                             | Subventions d'équipement versées            | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 21                              | Immobilisations corporelles                 | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation       | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 23                              | Immobilisations en cours                    | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 26                              | Participat° et créances rattachées          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| 27                              | Autres immobilisations financières          | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| Opérations pour compte de tiers |   | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| Restes à réaliser – reports     |   | 0,00                   | 0,00  | 0,00                                       | 0,00                     | 0,00                       | 0,00                                       | 0,00                 |
| <b>SOLDE (2)</b>                |   | <b>0,00</b>            | <b>-170 000,00</b>                              | <b>0,00</b>                                | <b>-10 000,00</b>        | <b>-1 503 600,00</b>       | <b>0,00</b>                                | <b>-1 683 600,00</b> |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 7 – Logement

| (1)                             | Libellé                                  | 70<br>Services communs | 71<br>Parc privé de la ville | 72<br>Aide au secteur locatif | 73<br>Aides à l'accession à la<br>propriété | 74<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total      |
|---------------------------------|--|------------------------|------------------------------|-------------------------------|---|---|------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 0,00                   | 400 000,00                   | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 400 000,00 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 0,00                   | 400 000,00                   | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 400 000,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 20 000,00                    | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 20 000,00  |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                   | 380 000,00                   | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 380 000,00 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00  | 0,00                                    | 0,00       |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1)                             | Libellé                                  | 70<br>Services communs | 71<br>Parc privé de la ville | 72<br>Aide au secteur locatif | 73<br>Aides à l'accession à la propriété | Plan de relance |                    |
|---------------------------------|--|------------------------|------------------------------|-------------------------------|--|-----------------|--------------------|
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00                         | 0,00                          | 0,00                                     | 0,00            | 0,00               |
| <b>SOLDE (2)</b>                |  | <b>0,00</b>            | <b>-400 000,00</b>           | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>     | <b>-400 000,00</b> |

Affiché le

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF



(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

| (1)                             | Libellé                                  | 81<br>Services urbains | 82<br>Aménagement urbain | 83<br>Environnement | 84<br>Plan de relance (crise sanitaire) | Total      |
|---------------------------------|--|------------------------|--------------------------|---------------------|---|------------|
| <b>DEPENSES (2)</b>             |  | 39 000,00              | 811 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 850 000,00 |
| Dépenses de l'exercice          |  | 39 000,00              | 811 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 850 000,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 020                             | Dépenses imprévues                       | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 20                              | Immobilisations incorporelles            | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 204                             | Subventions d'équipement versées         | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 21                              | Immobilisations corporelles              | 39 000,00              | 811 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 850 000,00 |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 23                              | Immobilisations en cours                 | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 26                              | Participat° et créances rattachées       | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 27                              | Autres immobilisations financières       | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| Opérations d'équipement         |  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| Opérations pour compte de tiers |  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| Restes à réaliser – reports     |  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| <b>RECETTES (2)</b>             |  | 0,00                   | 122 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 122 000,00 |
| Recettes de l'exercice          |  | 0,00                   | 122 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 122 000,00 |
| 010                             | Stocks                                   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 021                             | Virement de la sect° de fonctionnement   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations  | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 040                             | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 041                             | Opérations patrimoniales                 | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |
| 13                              | Subventions d'investissement             | 0,00                   | 120 000,00               | 0,00                | 0,00                                    | 120 000,00 |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                   | 2 000,00                 | 0,00                | 0,00                                    | 2 000,00   |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                                    | 0,00       |

| (1)                             | Libellé                               | 81<br>Services urbains | 82<br>Aménagement urbain | 83<br>Environnement | 84<br>Plan de relance (c | Affiché le  |                    |
|---------------------------------|---------------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|-------------|--------------------|
| 20                              | Immobilisations incorporelles         | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| 204                             | Subventions d'équipement versées      | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| 21                              | Immobilisations corporelles           | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| 23                              | Immobilisations en cours              | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| 26                              | Participat° et créances rattachées    | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| 27                              | Autres immobilisations financières    | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| Opérations pour compte de tiers |                                       | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| Restes à réaliser – reports     |                                       | 0,00                   | 0,00                     | 0,00                | 0,00                     | 0,00        | 0,00               |
| <b>SOLDE (2)</b>                |                                       | <b>-39 000,00</b>      | <b>-689 000,00</b>       | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>              | <b>0,00</b> | <b>-728 000,00</b> |

Reçu en préfecture le 08/04/2022  
 Affiché le  
 ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                    | Libellé                                  | Sous-fonction 81        |                              |  |                         |                         |                           |   |
|------------------------|--|-------------------------|------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|---------------------------|---|
|                        |  | 810<br>Services communs | 811<br>Eau et assainissement | 812<br>Collecte et traitement ordures<br>ménagères | 813<br>Propreté urbaine | 814<br>Eclairage public | 815<br>Transports urbains | 816<br>Autres réseaux et services<br>divers |
| <b>DEPENSES (2)</b>    |  | <b>36 000,00</b>        | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>  | <b>3 000,00</b>         | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                 |
| Dépenses de l'exercice |  | 36 000,00               | 0,00                         | 0,00   | 3 000,00                | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 010                    | Stocks                                   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 020                    | Dépenses imprévues                       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 040                    | Opérat° ordre transfert entre sections   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 041                    | Opérations patrimoniales                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 10                     | Dotations, fonds divers et réserves      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 13                     | Subventions d'investissement             | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 16                     | Emprunts et dettes assimilées            | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 18                     | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 20                     | Immobilisations incorporelles            | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 204                    | Subventions d'équipement versées         | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 21                     | Immobilisations corporelles              | 36 000,00               | 0,00                         | 0,00   | 3 000,00                | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 22                     | Immobilisations reçues en affectation    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 23                     | Immobilisations en cours                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |
| 26                     | Participat° et créances rattachées       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00                      | 0,00  |

| (1) | Libellé                                     | Sous-fonction 81        |                              |  |                         |                         |                    |                                      |
|-----|---|-------------------------|------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------------------------|
|     |   | 810<br>Services communs | 811<br>Eau et assainissement | 812<br>Collecte et traitement ordures<br>ménagères | 813<br>Propreté urbaine | 814<br>Eclairage public | Transports urbains | Autres réseaux et services<br>divers |
| 27  | Autres immobilisations<br>financières       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Opérations d'équipement                     | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Opérations pour compte de tiers             | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                         | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                          |
|     | Recettes de l'exercice                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 010 | Stocks                                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 021 | Virement de la sect° de<br>fonctionnement   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 024 | Produits des cessions<br>d'immobilisations  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre<br>sections   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 041 | Opérations patrimoniales                    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 10  | Dotations, fonds divers et<br>réserves      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 13  | Subventions<br>d'investissement             | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 16  | Emprunts et dettes<br>assimilées            | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 18  | Compte de liaison : affectat°<br>(BA,régie) | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 20  | Immobilisations incorporelles               | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 204 | Subventions d'équipement<br>versées         | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 21  | Immobilisations corporelles                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 22  | Immobilisations reçues en<br>affectation    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 23  | Immobilisations en cours                    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 26  | Participat° et créances<br>rattachées       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
| 27  | Autres immobilisations<br>financières       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Opérations pour compte de tiers             | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00   | 0,00                    | 0,00                    | 0,00               | 0,00                                 |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                            | <b>-36 000,00</b>       | <b>0,00</b>                  | <b>0,00</b>  | <b>-3 000,00</b>        | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>        | <b>0,00</b>                          |


| (1)                             | Libellé                                       | Sous-fonction 82        |                              |                                   |                              |   | 830<br>Services communs | 831<br>Aménagement des eaux | Act° spécif. lutte contre la pollution | Préservation du milieu naturel |
|---------------------------------|---|-------------------------|------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---|-------------------------|-----------------------------|--|--------------------------------|
|                                 |   | 820<br>Services communs | 821<br>Equipements de voirie | 822<br>Voirie communale et routes | 823<br>Espaces verts urbains | 824<br>Autres opérations d'aménagement urbain |                         |                             |  |                                |
| <b>DEPENSES (2)</b>             |   | 25 000,00               | 10 000,00                    | 395 000,00                        | 381 000,00                   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| Dépenses de l'exercice          |   | 25 000,00               | 10 000,00                    | 395 000,00                        | 381 000,00                   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 010                             | Stocks  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 020                             | Dépenses imprévues                            | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 040                             | <i>Opérat° ordre transfert entre sections</i> | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 041                             | <i>Opérations patrimoniales</i>               | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves           | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 13                              | Subventions d'investissement                  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 20                              | Immobilisations incorporelles                 | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 204                             | Subventions d'équipement versées              | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 21                              | Immobilisations corporelles                   | 25 000,00               | 10 000,00                    | 395 000,00                        | 381 000,00                   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation         | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 23                              | Immobilisations en cours                      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 26                              | Participat° et créances rattachées            | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 27                              | Autres immobilisations financières            | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| Opérations d'équipement         |   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| Opérations pour compte de tiers |   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| Restes à réaliser – reports     |   | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| <b>RECETTES (2)</b>             |   | 2 000,00                | 0,00                         | 50 000,00                         | 70 000,00                    | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| Recettes de l'exercice          |   | 2 000,00                | 0,00                         | 50 000,00                         | 70 000,00                    | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 010                             | Stocks  | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 021                             | <i>Virement de la sect° de fonctionnement</i> | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 024                             | Produits des cessions d'immobilisations       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 040                             | <i>Opérat° ordre transfert entre sections</i> | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 041                             | <i>Opérations patrimoniales</i>               | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 10                              | Dotations, fonds divers et réserves           | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 13                              | Subventions d'investissement                  | 0,00                    | 0,00                         | 50 000,00                         | 70 000,00                    | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 16                              | Emprunts et dettes assimilées                 | 2 000,00                | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |
| 18                              | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00                    | 0,00                        | 0,00                                   |                                |



MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le   
 Sous fonction 83  
 ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| (1)                             | Libellé                               | Sous-fonction 82        |                              |                                   |                              |   | 830         | 831         | Act° spécif. lutte contre la pollution | Préservation du milieu naturel |
|---------------------------------|---------------------------------------|-------------------------|------------------------------|-----------------------------------|------------------------------|---|-------------|-------------|--|--------------------------------|
|                                 |                                       | 820<br>Services communs | 821<br>Equipements de voirie | 822<br>Voirie communale et routes | 823<br>Espaces verts urbains | 824<br>Autres opérations d'aménagement urbain |             |             |  |                                |
| 20                              | Immobilisations incorporelles         | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| 204                             | Subventions d'équipement versées      | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| 21                              | Immobilisations corporelles           | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| 22                              | Immobilisations reçues en affectation | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| 23                              | Immobilisations en cours              | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| 26                              | Participat° et créances rattachées    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| 27                              | Autres immobilisations financières    | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| Opérations pour compte de tiers |                                       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| Restes à réaliser – reports     |                                       | 0,00                    | 0,00                         | 0,00                              | 0,00                         | 0,00  | 0,00        | 0,00        | 0,00                                   |                                |
| <b>SOLDE (2)</b>                |                                       | <b>-23 000,00</b>       | <b>-10 000,00</b>            | <b>-345 000,00</b>                | <b>-311 000,00</b>           | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                            |                                |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

## FONCTION 9 – Action économique

| (1) | Libellé                                     | 90<br>Interventions<br>économiques | 91<br>Foire et marchés | 92<br>Aides à l'agriculture<br>et aux industries | 93<br>Aides à l'énergie,<br>indus. manufact.,<br>BTP | 94<br>Aides commerce et<br>services marchands | 95<br>Aides au tourisme | 96<br>Aides aux services<br>publics | 97<br>Plan de relance (crise<br>sanitaire) | Total |
|-----|---|------------------------------------|------------------------|--|--|---|-------------------------|-------------------------------------|--|-------|
|     | <b>DEPENSES (2)</b>                         | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
|     | Dépenses de l'exercice                      | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 010 | Stocks                                      | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 020 | Dépenses imprévues                          | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 040 | Opérat° ordre transfert<br>entre sections   | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 041 | Opérations patrimoniales                    | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 10  | Dotations, fonds divers et<br>réserves      | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 13  | Subventions<br>d'investissement             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 16  | Emprunts et dettes<br>assimilées            | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 18  | Compte de liaison :<br>affectat° (BA,régie) | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 20  | Immobilisations<br>incorporelles            | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 204 | Subventions d'équipement<br>versées         | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 21  | Immobilisations<br>corporelles              | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 22  | Immobilisations reçues en<br>affectation    | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 23  | Immobilisations en cours                    | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 26  | Participat° et créances<br>rattachées       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
| 27  | Autres immobilisations<br>financières       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
|     | Opérations d'équipement                     | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |
|     | Opérations pour compte de tiers             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00  |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| (1) | Libellé                                     | 90<br>Interventions<br>économiques | 91<br>Foire et marchés | 92<br>Aides à l'agriculture<br>et aux industries | 93<br>Aides à l'énergie,<br>indus. manufact.,<br>BTP | 94<br>Aides commerce et<br>services marchands | 95<br>Aides au tourisme | 96<br>Aides aux services<br>publics | 97<br>Plus de valeurs (prise<br>sanitaire) | 092-219200466-20220323-DEL2022_24-BF |
|-----|---|------------------------------------|------------------------|--|--|---|-------------------------|-------------------------------------|--|--------------------------------------|
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
|     | <b>RECETTES (2)</b>                         | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                          |
|     | Recettes de l'exercice                      | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 010 | Stocks                                      | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 021 | Virement de la sect° de<br>fonctionnement   | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 024 | Produits des cessions<br>d'immobilisations  | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 040 | Opérat° ordre transfert<br>entre sections   | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 041 | Opérations patrimoniales                    | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 10  | Dotations, fonds divers et<br>réserves      | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 13  | Subventions<br>d'investissement             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 16  | Emprunts et dettes<br>assimilées            | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 18  | Compte de liaison :<br>affectat° (BA,régie) | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 20  | Immobilisations<br>incorporelles            | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 204 | Subventions d'équipement<br>versées         | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 21  | Immobilisations<br>corporelles              | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 22  | Immobilisations reçues en<br>affectation    | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 23  | Immobilisations en cours                    | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 26  | Participat° et créances<br>rattachées       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
| 27  | Autres immobilisations<br>financières       | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
|     | Opérations pour compte de tiers             | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
|     | Restes à réaliser – reports                 | 0,00                               | 0,00                   | 0,00   | 0,00   | 0,00  | 0,00                    | 0,00                                | 0,00                                       | 0,00                                 |
|     | <b>SOLDE (2)</b>                            | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>                                      | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                          |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

## A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 |                         | Encours restant dû au 01/01/N |
|--|--|-------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------------|
|  |  |                                     |                         | Intérêts (3)                   | Remboursement du tirage |                               |
| 5191 Avances du Trésor                                       |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 5192 Avances de trésorerie                                   |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 51931 Lignes de trésorerie                                   |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 9620751059A  | 16/04/2020   | 0,00                                | 0,00                    | 158,33                         | 1 500 000,00            | 0,00                          |
| 9621751065A  | 29/04/2021   | 1 500 000,00                        | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                    | 0,00                          |
| 51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt                |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 5194 Billets de trésorerie                                   |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 5198 Autres crédits de trésorerie                            |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 519 Crédits de trésorerie (Total)                            |  | 1 500 000,00                        | 0,00                    | 158,33                         | 1 500 000,00            | 0,00                          |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

## A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)     | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |               |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|---------------|----------------------------|----------------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)   | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4)      | Taux initial       |                | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|  |   |                   |   |                               |               |                            |                | Niveau de taux (5) | Taux actuariel |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>                         |   |                   |   |                               | 0,00          |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b> |   |                   |   |                               | 81 032 894,72 |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1641 Emprunts en euros (total)                                   |   |                   |   |                               | 81 032 894,72 |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 017143G  | Caisse d'Epargne                          | 17/10/2020        | 17/10/2020                                  | 05/11/2020                    | 1 500 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 0,600              | 0,600          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 0986557  | Caisse d'Epargne                          | 08/12/2017        | 08/12/2017                                  | 15/12/2018                    | 3 000 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 1,440              | 1,440          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 1127751  | Banque des Territoires                    | 10/12/2008        | 26/12/2008                                  | 01/01/2010                    | 1 600 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 4,540              | 4,540          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 15322-002  | Société Générale                          | 19/07/2004        | 24/09/2004                                  | 24/09/2005                    | 1 500 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 4,420              | 4,420          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 1533/001   | Société Générale                          | 19/12/2016        | 27/12/2016                                  | 27/03/2017                    | 1 600 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 1,350              | 1,380          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 17095/002  | Société Générale                          | 21/06/2007        | 01/10/2007                                  | 01/01/2008                    | 1 000 000,00  | V                          | TAG 3 mois     | 4,050              | 0,680          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 17095/003  | Société Générale                          | 21/06/2007        | 01/10/2007                                  | 01/04/2008                    | 1 500 000,00  | V                          | TAG 6 mois     | 4,080              | 0,750          | EUR    | S                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 17095/005  | Société Générale                          | 21/06/2007        | 01/02/2008                                  | 01/02/2009                    | 2 500 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 4,740              | 4,740          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 1916946  | Caisse d'Epargne                          | 03/06/2006        | 01/02/2007                                  | 01/05/2007                    | 500 000,00    | V                          | Euribor 3 mois | 3,840              | 1,280          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20500339   | Caisse d'Epargne                          | 02/09/2005        | 14/12/2005                                  | 14/12/2006                    | 1 000 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 3,780              | 3,780          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20600208   | Caisse d'Epargne                          | 03/06/2006        | 02/11/2006                                  | 02/02/2007                    | 1 000 000,00  | V                          | TAG 3 mois     | 3,140              | 1,080          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20600209   | Caisse d'Epargne                          | 03/06/2006        | 02/11/2006                                  | 02/02/2007                    | 800 000,00    | V                          | TAG 3 mois     | 3,570              | 1,080          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20600280   | Caisse d'Epargne                          | 03/06/2006        | 01/12/2006                                  | 01/01/2007                    | 1 200 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 4,010              | 4,080          | EUR    | M                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20600281   | Caisse d'Epargne                          | 03/06/2006        | 01/12/2006                                  | 01/01/2007                    | 1 500 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 4,010              | 4,080          | EUR    | M                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20700044/001   | Caisse d'Epargne                          | 22/03/2007        | 02/07/2007                                  | 02/10/2007                    | 1 500 000,00  | V                          | TAG 3 mois     | 4,140              | 0,890          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20700044/002   | Caisse d'Epargne                          | 22/03/2007        | 02/07/2007                                  | 02/01/2008                    | 1 000 000,00  | V                          | TAG 6 mois     | 4,020              | 0,910          | EUR    | S                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 20700044/003   | Caisse d'Epargne                          | 22/03/2007        | 31/01/2008                                  | 30/04/2008                    | 2 500 000,00  | C                          | Taux Structuré | 0,000              | 4,170          | EUR    | T                                  | C                          | O   | B-1                     |
| 5042539  | Banque des Territoires                    | 30/06/2014        | 01/12/2014                                  | 01/08/2015                    | 1 000 000,00  | V                          | Livret A       | 2,250              | 1,770          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 5132958  | Banque des Territoires                    | 30/03/2016        | 27/09/2016                                  | 01/05/2019                    | 1 500 000,00  | V                          | Livret A       | 1,750              | 1,860          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 5149085  | Banque des Territoires                    | 19/09/2016        | 31/10/2017                                  | 01/06/2018                    | 1 600 000,00  | V                          | Livret A       | 1,750              | 1,840          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 5364424  | Banque des Territoires                    | 24/04/2020        | 30/04/2020                                  | 01/11/2020                    | 1 425 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 0,860              | 0,860          | EUR    | T                                  | P                          | O   | A-1                     |
| 5910518  | Caisse d'Epargne                          | 20/04/2020        | 21/04/2020                                  | 05/06/2020                    | 1 000 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 1,410              | 1,420          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A7508148/001   | Caisse d'Epargne                          | 08/04/2008        | 01/07/2008                                  | 01/10/2008                    | 2 000 000,00  | V                          | TAG 3 mois     | 4,200              | 0,400          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A7508148/002   | Caisse d'Epargne                          | 08/04/2008        | 01/07/2008                                  | 01/07/2009                    | 1 000 000,00  | V                          | TAM            | 4,250              | 0,260          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A7508298/001   | Caisse d'Epargne                          | 11/09/2008        | 03/10/2008                                  | 03/01/2009                    | 800 000,00    | V                          | TAG 3 mois     | 4,730              | 0,710          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A7508298/002   | Caisse d'Epargne                          | 11/09/2008        | 01/12/2008                                  | 01/03/2009                    | 700 000,00    | V                          | TAG 3 mois     | 4,210              | 0,670          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A7508339   | Caisse d'Epargne                          | 02/09/2005        | 02/05/2006                                  | 02/05/2007                    | 1 800 000,00  | F                          | Taux Fixe      | 4,400              | 4,400          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| A7508446/001   | Caisse d'Epargne                          | 28/11/2008        | 02/12/2008                                  | 02/03/2009                    | 1 500 000,00  | V                          | Euribor 3 mois | 4,520              | 1,010          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)                   | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |              |                            |                |                    |                |        | dité des remboursements (6) | Prom d'amortissement (7) | de remboursement anticipé O/N | gorie d'emprunt (8) |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|--------------|----------------------------|----------------|--------------------|----------------|--------|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)  | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4)      | Taux initial       |                | Devise |                             |                          |                               |                     |
|  |   |                   |   |                               |              |                            |                | Niveau de taux (5) | Taux actuariel |        |                             |                          |                               |                     |
| A7509750/001   | Caisse d'Epargne                          | 31/03/2009        | 06/01/2010                                  | 06/01/2011                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 4,500              | 4,500          | EUR    | A                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN221341EUR/003   | Sté de Fin. Local                         | 18/06/2004        | 15/04/2005                                  | 01/08/2005                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 3,960              | 4,020          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN221341EUR/004   | Sté de Fin. Local                         | 18/06/2004        | 20/06/2005                                  | 01/10/2005                    | 700 000,00   | F                          | Taux Fixe      | 3,490              | 3,540          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN239324EUR/001   | Sté de Fin. Local                         | 24/04/2006        | 01/06/2006                                  | 01/07/2007                    | 1 700 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 4,400              | 4,400          | EUR    | A                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN239324EUR/003   | Sté de Fin. Local                         | 24/04/2006        | 01/09/2006                                  | 01/01/2007                    | 800 000,00   | V                          | Euribor 3 mois | 3,320              | 1,410          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN243441EUR/002   | Sté de Fin. Local                         | 20/11/2006        | 12/02/2007                                  | 01/06/2007                    | 650 000,00   | V                          | Euribor 3 mois | 3,800              | 1,250          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN243441EUR/003   | Sté de Fin. Local                         | 20/11/2006        | 01/02/2007                                  | 01/03/2008                    | 1 100 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 4,340              | 4,400          | EUR    | A                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN257400EUR   | Sté de Fin. Local                         | 24/04/2009        | 31/07/2008                                  | 01/08/2009                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 4,530              | 4,600          | EUR    | A                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MIN264908EUR   | Sté de Fin. Local                         | 09/04/2009        | 31/05/2009                                  | 01/10/2010                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 4,580              | 0,000          | EUR    | T                           | P                        | O                             | A-1                 |
| MIN538287EUR   | La Banque Postale                         | 01/09/2021        | 16/09/2021                                  | 01/11/2021                    | 2 000 000,00 | V                          | €STR           | 0,570              | 0,000          | EUR    | M                           | X                        | O                             | A-1                 |
| MIN538287EUR   | La Banque Postale                         | 01/09/2021        | 10/02/2022                                  | 01/06/2022                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 0,790              | 0,790          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON231511EUR   | Sté de Fin. Local                         | 28/06/2005        | 29/09/2005                                  | 01/01/2006                    | 4 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 3,500              | 3,600          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON279830EUR   | Sté de Fin. Local                         | 30/05/2013        | 01/08/2013                                  | 01/08/2014                    | 2 557 894,72 | F                          | Taux Fixe      | 4,450              | 4,520          | EUR    | A                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON279842EUR   | La Banque Postale                         | 07/06/2013        | 20/06/2013                                  | 01/10/2013                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 3,250              | 3,290          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON282451EUR   | La Banque Postale                         | 07/03/2014        | 17/04/2014                                  | 01/08/2014                    | 1 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 3,620              | 3,670          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON525887EUR   | La Banque Postale                         | 21/12/2018        | 24/01/2019                                  | 01/05/2019                    | 500 000,00   | F                          | Taux Fixe      | 1,300              | 1,300          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON525897EUR   | La Banque Postale                         | 21/12/2018        | 24/01/2019                                  | 01/05/2019                    | 500 000,00   | F                          | Taux Fixe      | 1,300              | 1,300          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON527237EUR   | La Banque Postale                         | 11/04/2019        | 15/04/2019                                  | 01/08/2019                    | 2 000 000,00 | V                          | Euribor 3 mois | 0,570              | 0,830          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON530368EUR   | La Banque Postale                         | 02/07/2019        | 10/07/2019                                  | 01/02/2020                    | 6 500 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 0,920              | 0,930          | EUR    | S                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON532413EUR   | La Banque Postale                         | 16/12/2019        | 20/12/2019                                  | 01/04/2020                    | 1 500 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 0,860              | 0,880          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON536948EUR   | La Banque Postale                         | 13/12/2020        | 24/12/2020                                  | 01/04/2021                    | 1 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 0,580              | 0,580          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MON538286EUR   | La Banque Postale                         | 26/08/2021        | 01/09/2021                                  | 01/12/2021                    | 2 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 0,750              | 0,750          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| MX1829182  | Arkéa Banque                              | 30/10/2020        | 30/10/2020                                  | 30/01/2021                    | 1 000 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 0,590              | 0,600          | EUR    | T                           | C                        | O                             | A-1                 |
| 1643 Emprunts en devises (total)   |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                             |                          |                               |                     |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                             |                          |                               |                     |
| <b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>                              |   |                   |   |                               | <b>0,00</b>  |                            |                |                    |                |        |                             |                          |                               |                     |
| <b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>     |   |                   |   |                               | <b>0,00</b>  |                            |                |                    |                |        |                             |                          |                               |                     |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total)                                     |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                             |                          |                               |                     |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)                           |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                             |                          |                               |                     |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |                      |                            |           |                    |                |        |   | dité des remboursements (6) | Pron d'amortissement (7) | de remboursement anticipé O/N | gorie d'emprunt (8) |  |  |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|----------------------|----------------------------|-----------|--------------------|----------------|--------|---|-----------------------------|--------------------------|-------------------------------|---------------------|--|--|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)          | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4) | Taux initial       |                | Devise |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
|  |   |                   |   |                               |                      |                            |           | Niveau de taux (5) | Taux actuariel |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total)                         |   |                   |   |                               | 0,00                 |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)             |   |                   |   |                               | 0,00                 |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total)                       |   |                   |   |                               | 0,00                 |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| <b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>              |   |                   |   |                               | <b>193 000,00</b>    |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| 1681 Autres emprunts (total)                                 |   |                   |   |                               | 0,00                 |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total)                  |   |                   |   |                               | 0,00                 |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| 1687 Autres dettes (total)                                   |   |                   |   |                               | 193 000,00           |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |
| AO2003004  | Caisse d'Alloc. Familiales                | 19/12/2002        | 02/01/2005                                  | 02/01/2006                    | 193 000,00           | F                          | Taux Fixe | 0,000              | 0,000          | EUR    | A | C                           | O                        | A-1                           |                     |  |  |
| <b>Total général</b>   |   |                   |   |                               | <b>81 225 894,72</b> |                            |           |                    |                |        |   |                             |                          |                               |                     |  |  |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV  
A2.2**

**A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)     | Emprunts et dettes au 01/01/N |                 |   |                                  |                                       |                            |                          |  |                       |                           |   |                       |
|--|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|--------------------------|--|-----------------------|---------------------------|---|-----------------------|
|  | Couverture ?<br>O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû au<br>01/01/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |                          |  | Annuité de l'exercice |                           |   | ICNE de<br>l'exercice |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index (13)               | Niveau<br>de taux<br>d'intérêt<br>à la date<br>de vote<br>du<br>budget<br>(14) | Capital               | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus<br>(le cas échéant)<br>(16) |                       |
| <b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>                         |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)</b> |                               | 0,00            |   | 41 217 645,20                    |                                       |                            |                          |  | 4 084 779,91          | 669 367,98                | 0,00  | 235 966,59            |
| 1641 Emprunts en euros (total)                                   |                               | 0,00            |   | 41 217 645,20                    |                                       |                            |                          |  | 4 084 779,91          | 669 367,98                | 0,00  | 235 966,59            |
| 017143G  | N                             | 0,00            | A-1   | 1 425 000,00                     | 18,85                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,600  | 75 000,00             | 8 381,26                  | 0,00  | 1 232,61              |
| 0986557  | N                             | 0,00            | A-1   | 2 400 000,00                     | 15,96                                 | F                          | Taux Fixe                | 1,440  | 150 000,00            | 34 560,00                 | 0,00  | 1 420,27              |
| 1127751  | N                             | 0,00            | A-1   | 640 000,00                       | 7,00                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,540  | 80 000,00             | 29 056,00                 | 0,00  | 25 354,35             |
| 15322-002  | N                             | 0,00            | A-1   | 225 000,00                       | 2,55                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,420  | 75 000,00             | 9 945,00                  | 0,00  | 1 780,11              |
| 1533/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 1 200 000,00                     | 14,99                                 | F                          | Taux Fixe                | 1,350  | 80 000,00             | 16 013,25                 | 0,00  | 168,00                |
| 17095/002  | N                             | 0,00            | A-1   | 300 000,00                       | 5,75                                  | V                          | TAG 3 mois +<br>0.02     | 0,140  | 50 000,00             | 383,20                    | 0,00  | 0,00                  |
| 17095/003  | N                             | 0,00            | A-1   | 450 000,00                       | 5,75                                  | V                          | TAG 6 mois +<br>0.02     | 0,135  | 75 000,00             | 566,16                    | 0,00  | 0,00                  |
| 17095/005  | N                             | 0,00            | A-1   | 875 000,00                       | 6,09                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,741  | 125 000,00            | 41 486,38                 | 0,00  | 32 442,18             |
| 1916946  | N                             | 0,00            | A-1   | 131 250,00                       | 5,09                                  | V                          | Euribor 3 mois +<br>0.06 | 0,155  | 25 000,00             | 183,21                    | 0,00  | 0,00                  |
| 20500339   | N                             | 0,00            | A-1   | 200 000,00                       | 3,95                                  | F                          | Taux Fixe                | 3,780  | 50 000,00             | 7 560,00                  | 0,00  | 264,08                |
| 20600208   | N                             | 0,00            | A-1   | 250 000,00                       | 4,84                                  | V                          | TAG 3 mois +<br>0.11     | 0,208  | 50 000,00             | 460,68                    | 0,00  | 0,00                  |
| 20600209   | N                             | 0,00            | A-1   | 200 000,00                       | 4,84                                  | V                          | TAG 3 mois +<br>0.11     | 0,208  | 40 000,00             | 368,55                    | 0,00  | 0,00                  |
| 20600280   | N                             | 0,00            | A-1   | 300 000,00                       | 4,92                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,010  | 60 000,00             | 10 927,26                 | 0,00  | 776,13                |
| 20600281   | N                             | 0,00            | A-1   | 375 000,00                       | 4,92                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,010  | 75 000,00             | 13 659,07                 | 0,00  | 970,16                |
| 20700044/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 431 250,00                       | 5,50                                  | F                          | Taux Fixe                | 0,000  | 75 000,00             | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 20700044/002   | N                             | 0,00            | A-1   | 300 000,00                       | 5,50                                  | V                          | TAG 6 mois +<br>0.07     | 0,000  | 50 000,00             | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 20700044/003   | N                             | 0,00            | B-1   | 781 250,00                       | 6,08                                  | C                          | Taux Structuré           | 4,050  | 125 000,00            | 30 150,00                 | 0,00  | 4 503,52              |
| 5042539  | N                             | 0,00            | A-1   | 650 000,00                       | 12,58                                 | V                          | Livret A + 1.00          | 1,500  | 50 000,00             | 9 750,00                  | 0,00  | 4 372,60              |
| 5132958  | N                             | 0,00            | A-1   | 1 275 000,00                     | 16,33                                 | V                          | Livret A + 1.00          | 1,500  | 75 000,00             | 19 125,00                 | 0,00  | 14 038,36             |
| 5149085  | N                             | 0,00            | A-1   | 1 280 000,00                     | 15,42                                 | V                          | Livret A + 1.00          | 1,500  | 80 000,00             | 19 200,00                 | 0,00  | 12 254,79             |



MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

SLO

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes au 01/01/N |                 |   |                                  |                                       |                            |                          |  |            |                           |   |                       |
|--|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|--------------------------|--|------------|---------------------------|---|-----------------------|
|  | Couverture ?<br>O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû au<br>01/01/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |                          |  | Annuité    |                           |   | ICNE de<br>l'exercice |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index (13)               | Niveau<br>de taux<br>d'intérêt<br>à la date<br>de vote<br>du<br>budget<br>(14) | Capital    | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus<br>(le cas échéant)<br>(16) |                       |
| 5364424  | N                             | 0,00            | A-1   | 1 342 907,98                     | 18,58                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,860  | 66 309,23  | 11 299,17                 | 0,00  | 1 784,27              |
| 5910518  | N                             | 0,00            | A-1   | 912 500,00                       | 18,18                                 | F                          | Taux Fixe                | 1,410  | 50 000,00  | 12 601,88                 | 0,00  | 0,00                  |
| A7508148/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 675 000,00                       | 6,51                                  | F                          | Taux Fixe                | 0,000  | 100 000,00 | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| A7508148/002   | N                             | 0,00            | A-1   | 350 000,00                       | 6,51                                  | V                          | TAM + 0.11               | 0,360  | 50 000,00  | 1 260,00                  | 0,00  | 0,00                  |
| A7508298/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 280 000,00                       | 6,76                                  | F                          | Taux Fixe                | 0,000  | 40 000,00  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| A7508298/002   | N                             | 0,00            | A-1   | 245 000,00                       | 6,92                                  | V                          | TAG 3 mois +<br>0.40     | 0,488  | 35 000,00  | 1 114,28                  | 0,00  | 0,00                  |
| A7508339   | N                             | 0,00            | A-1   | 450 000,00                       | 4,33                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,400  | 90 000,00  | 19 800,00                 | 0,00  | 10 545,53             |
| A7508446/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 525 000,00                       | 6,92                                  | V                          | Euribor 3 mois +<br>0.67 | 0,658  | 75 000,00  | 3 258,64                  | 0,00  | 137,75                |
| A7509750/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 900 000,00                       | 8,02                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,500  | 100 000,00 | 40 500,00                 | 0,00  | 35 408,22             |
| MIN221341EUR/003   | N                             | 0,00            | A-1   | 350 000,00                       | 3,33                                  | F                          | Taux Fixe                | 3,960  | 100 000,00 | 12 375,00                 | 0,00  | 1 614,13              |
| MIN221341EUR/004   | N                             | 0,00            | A-1   | 131 250,00                       | 3,50                                  | F                          | Taux Fixe                | 3,490  | 35 000,00  | 4 122,57                  | 0,00  | 830,65                |
| MIN239324EUR/001   | N                             | 0,00            | A-1   | 425 000,00                       | 4,50                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,400  | 85 000,00  | 18 700,00                 | 0,00  | 7 500,49              |
| MIN239324EUR/003   | N                             | 0,00            | A-1   | 200 000,00                       | 4,75                                  | V                          | Euribor 3 mois +<br>0.06 | 0,092  | 40 000,00  | 161,98                    | 0,00  | 0,00                  |
| MIN243441EUR/002   | N                             | 0,00            | A-1   | 170 625,00                       | 5,16                                  | V                          | Euribor 3 mois +<br>0.05 | 0,162  | 32 500,00  | 250,02                    | 0,00  | 0,00                  |
| MIN243441EUR/003   | N                             | 0,00            | A-1   | 330 000,00                       | 5,16                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,340  | 55 000,00  | 14 520,92                 | 0,00  | 10 111,59             |
| MIN257400EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 700 000,00                       | 6,58                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,530  | 100 000,00 | 32 150,42                 | 0,00  | 11 476,00             |
| MIN264908EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 924 420,99                       | 7,09                                  | V                          | Euribor 3 mois +<br>1.25 | 1,236  | 110 101,52 | 10 974,12                 | 0,00  | 1 370,77              |
| MIN538287EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 2 000 000,00                     | 0,11                                  | V                          | €STR + 0.57              | 0,570  | 0,00       | 2 248,34                  | 0,00  | 0,00                  |
| MIN538287EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 0,00                             | 25,16                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,790  | 60 000,00  | 12 653,16                 | 0,00  | 1 277,17              |
| MON231511EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 800 000,00                       | 3,75                                  | F                          | Taux Fixe                | 3,500  | 200 000,00 | 25 725,01                 | 0,00  | 5 308,34              |
| MON279830EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 697 607,68                       | 2,58                                  | F                          | Taux Fixe                | 4,450  | 232 535,88 | 31 474,70                 | 0,00  | 8 738,18              |
| MON279842EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 900 000,11                       | 6,50                                  | F                          | Taux Fixe                | 3,250  | 133 333,32 | 27 625,00                 | 0,00  | 6 161,46              |
| MON282451EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 625 000,00                       | 12,33                                 | F                          | Taux Fixe                | 3,620  | 50 000,00  | 21 946,26                 | 0,00  | 3 393,75              |
| MON525887EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 408 333,37                       | 12,09                                 | F                          | Taux Fixe                | 1,300  | 33 333,32  | 5 145,83                  | 0,00  | 794,84                |
| MON525897EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 408 333,37                       | 12,09                                 | F                          | Taux Fixe                | 1,300  | 33 333,32  | 5 145,83                  | 0,00  | 794,84                |
| MON527237EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 1 666 666,70                     | 12,33                                 | V                          | Euribor 3 mois +<br>0.57 | 0,695  | 133 333,32 | 11 365,36                 | 0,00  | 1 456,67              |
| MON530368EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 5 850 000,00                     | 17,58                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,920  | 325 000,00 | 53 815,85                 | 0,00  | 21 461,56             |
| MON532413EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 1 368 750,00                     | 18,00                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,860  | 75 000,00  | 11 689,28                 | 0,00  | 2 812,47              |
| MON536948EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 962 500,00                       | 19,00                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,580  | 50 000,00  | 5 473,76                  | 0,00  | 1 308,75              |
| MON538286EUR   | N                             | 0,00            | A-1   | 1 980 000,00                     | 24,67                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,750  | 80 000,00  | 14 625,00                 | 0,00  | 1 187,50              |
| MX1829182  | N                             | 0,00            | A-1   | 950 000,00                       | 18,83                                 | F                          | Taux Fixe                | 0,590  | 50 000,00  | 5 570,58                  | 0,00  | 914,50                |

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)                       | Emprunts et dettes au 01/01/N |                 |   |                                  |                                       |                            |            |  |                     |                           |   |                       |
|--|-------------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|----------------------------|------------|--|---------------------|---------------------------|---|-----------------------|
|  | Couverture ?<br>O/N<br>(10)   | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû au<br>01/01/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Taux d'intérêt             |            |  | Annuité             |                           |   |                       |
|  |                               |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12) | Index (13) | Niveau<br>de taux<br>d'intérêt<br>à la date<br>de vote<br>du<br>budget<br>(14) | Capital             | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus<br>(le cas échéant)<br>(16) | ICNE de<br>l'exercice |
| 1643 Emprunts en devises (total)   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>                                  |                               | <b>0,00</b>     |   | <b>0,00</b>                      |                                       |                            |            |  | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>           |
| <b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>         |                               | <b>0,00</b>     |   | <b>0,00</b>                      |                                       |                            |            |  | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>           |
| 1671 Avances consolidées du Trésor (total)   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total)   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)                                   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total)   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>                                    |                               | <b>0,00</b>     |   | <b>38 600,00</b>                 |                                       |                            |            |  | <b>9 650,00</b>     | <b>0,00</b>               | <b>0,00</b>                                 | <b>0,00</b>           |
| 1681 Autres emprunts (total)   |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total)  |                               | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                            |            |  | 0,00                | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1687 Autres dettes (total)   |                               | 0,00            |   | 38 600,00                        |                                       |                            |            |  | 9 650,00            | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| AO2003004  | N                             | 0,00            | A-1   | 38 600,00                        | 3,01                                  | F                          | Taux Fixe  | 0,000  | 9 650,00            | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>Total général</b>   |                               | <b>0,00</b>     |   | <b>41 256 245,20</b>             |                                       |                            |            |  | <b>4 094 429,91</b> | <b>669 367,98</b>         | <b>0,00</b>                                 | <b>235 966,59</b>     |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A2.3**

**A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2)         | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couverture éventuelle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|---|-----------------------------------|---------------------|-----------------------------------|--------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|--------------------|--|--|--|---|--|
| <b>Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)</b>   |                                   |                     |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (A)</b>  |                                   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| <b>Barrière simple (B)</b>  |                                   |                     |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| 20700044/003  | Caisse d'Epargne                  | 2 500 000,00        | 781 250,00                        | 1                  | 20,00            |                              | 4,05%            | Euribor 12 mois  | 0,00               | Taux Structuré                               | 4,050  | 30 150,00                                    | 0,00  | 1,89   |
| <b>TOTAL (B)</b>  |                                   | <b>2 500 000,00</b> | <b>781 250,00</b>                 |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>30 150,00</b>                             | <b>0,00</b>   | <b>1,89</b>                                    |
| <b>Option d'échange (C)</b>   |                                   |                     |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (C)</b>  |                                   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| <b>Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)</b>  |                                   |                     |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (D)</b>  |                                   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| <b>Multiplicateur jusqu'à 5 (E)</b>   |                                   |                     |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (E)</b>  |                                   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| <b>Autres types de structures (F)</b>   |                                   |                     |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (F)</b>  |                                   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>  |                                   | <b>2 500 000,00</b> | <b>781 250,00</b>                 |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>30 150,00</b>                             | <b>0,00</b>   | <b>1,89</b>                                    |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

The logo for SLO (Société de Logement de l'Orléanais) is located in the top right corner of the page. It consists of the letters 'SLO' in a bold, blue, sans-serif font, with a stylized blue wave or swoosh underneath the letters.

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

## A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

| Indices sous-jacents   |                       | (1)<br>Indices zone euro | (2)<br>Indices inflation française<br>ou zone euro ou écart entre<br>ces indices | (3)<br>Ecart d'indices zone euro | (4)<br>Indices hors zone euro et<br>écarts d'indices dont l'un<br>est un indice hors zone<br>euro | (5)<br>Ecart d'indices hors zone<br>euro | (6)<br>Autres indices |
|--|-----------------------|--------------------------|--|----------------------------------|---|--|-----------------------|
| <b>Structure</b>   |                       |                          |  |                                  |   |  |                       |
| (A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de<br>taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange<br>de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens<br>unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré<br>(tunnel) | Nombre de<br>produits | 51                       | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|  | % de l'encours        | 98,11                    | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|  | Montant en euros      | 40 474 995,20            | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| (B) Barrière simple. Pas d'effet de levier   | Nombre de<br>produits | 1                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|  | % de l'encours        | 1,89                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|  | Montant en euros      | 781 250,00               | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| (C) Option d'échange (swaption)  | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|  | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|  | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| (D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5<br>capé  | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|  | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|  | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| (E) Multiplicateur jusqu'à 5   | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|  | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|  | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| (F) Autres types de structures   | Nombre de<br>produits |                          |  |                                  |   |  | 0                     |
|  | % de l'encours        |                          |  |                                  |   |  | 0,00                  |
|  | Montant en euros      |                          |  |                                  |   |  | 0,00                  |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

## A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

| Instruments de couverture<br>(Pour chaque ligne, indiquer<br>le numéro de contrat) | Emprunt couvert                   |                                  |                           | Instrument de couverture    |                              |   |   |                             |                           |   |  |   |   |
|--|-----------------------------------|----------------------------------|---------------------------|-----------------------------|------------------------------|---|---|-----------------------------|---------------------------|---|--|---|---|
|  | Référence de<br>l'emprunt couvert | Capital restant<br>dû au 01/01/N | Date de fin<br>du contrat | Organisme<br>co-contractant | Type de<br>couverture<br>(3) | Nature de la<br>couverture<br>(change ou<br>taux) | Notionnel de<br>l'instrument de<br>couverture | Date de début<br>du contrat | Date de fin<br>du contrat | Périodicité<br>de<br>règlement<br>des<br>intérêts (4) | Montant des<br>commissions<br>diverses | Primes éventuelles                        |   |
|  |                                   |                                  |                           |                             |                              |   |   |                             |                           |   |  | Primes payées<br>pour l'achat<br>d'option | Primes<br>reçues pour<br>la vente<br>d'option |
| Taux fixe (total)  |                                   | 0,00                             |                           |                             |                              |   | 0,00  |                             |                           |   | 0,00                                   | 0,00                                      | 0,00  |
| Taux variable simple (total)   |                                   | 0,00                             |                           |                             |                              |   | 0,00  |                             |                           |   | 0,00                                   | 0,00                                      | 0,00  |
| Taux complexe (total) (2)  |                                   | 0,00                             |                           |                             |                              |   | 0,00  |                             |                           |   | 0,00                                   | 0,00                                      | 0,00  |
| <b>Total</b>   |                                   | <b>0,00</b>                      |                           |                             |                              |   | <b>0,00</b>                                   |                             |                           |   | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                               | <b>0,00</b>                                   |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**IV  
A2.5**

**A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

| Instruments de couverture<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Référence de l'emprunt couvert | Effet de l'instrument de couverture |                    |               |                |   |                |                               |                               |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------|---------------|----------------|---|----------------|-------------------------------|-------------------------------|
|   |                                | Taux payé                           |                    | Taux reçu (7) |                | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat |                | Catégorie d'emprunt (8)       |                               |
|   |                                | Index (5)                           | Niveau de taux (6) | Index         | Niveau de taux | Charges c/668   | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| <b>Taux fixe (total)</b>  |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |
| <b>Taux variable simple (total)</b>   |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |
| <b>Taux complexe (total) (2)</b>  |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |
| <b>Total</b>  |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE****DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME****A2.6****A2.6 – DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME (1)**

| REPARTITION<br>PAR PRÊTEUR  | Dette en capital à<br>l'origine (2) | Dette en capital au<br>01/01/N de l'exercice | Annuité à payer au<br>cours de l'exercice | Dont         |         |
|---|-------------------------------------|--|---|--------------|---------|
|   |                                     |  |   | Intérêts (3) | Capital |
| <b>TOTAL</b>  | 0,00                                | 0,00   | 0,00                                      | 0,00         | 0,00    |
| <u>Auprès des organismes de droit privé</u>   | 0,00                                | 0,00   | 0,00                                      | 0,00         | 0,00    |
| <u>Auprès des organismes de droit public</u>  | 0,00                                | 0,00   | 0,00                                      | 0,00         | 0,00    |
| <u>Dettes provenant d'émissions obligataires</u><br>(ex : émissions publiques ou privées) | 0,00                                | 0,00   | 0,00                                      | 0,00         | 0,00    |

(1) Il s'agit des cas où une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat.

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.



|   |             |
|---|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>                         |             |
| <b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE</b> |             |
| <b>AUTRES DETTES</b>                        | <b>A2.7</b> |

**A2.7 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN

## METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A3

## A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE  | Délibération du |
|---|-----------------|
| Biens de faible valeur<br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 800.00 € | 2018-06-01      |

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | Catégories de biens amortis                        | Durée (en années) |            |
|---|--|-------------------|------------|
| L   | Frais liés à la réalisation des documents d'urbani | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Autres installations, matériel et outillages techn | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Matériel de transports (véhicules)                 | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Matériel de bureau et matériel info                | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Mobilier   | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Autres immobilisations corporelles                 | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2031                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Frais d'études et d'insertion suivi de réalisation | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | faible valeur 2121                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2132                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 21571                                | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 21578                                | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2158                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2182                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2183                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Subventions d'équip biens mobiliers                | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2184                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Faible valeur 2188                                 | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | 21571  | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Subvention autre transférable                      | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Autre immobilisations 2088                         | 0                 | 01/06/2018 |
| L   | Autres constructions                               | 0                 | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçues de l'Etat           | 10                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de l'Etat            | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de l'Etat            | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Subventions d'équip biens immobs                   | 15                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de la Région         | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de la Région         | 10                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de la Région         | 20                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue du Département       | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue du Département       | 10                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue du Département       | 20                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de GFP               | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de GFP               | 10                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue de GFP               | 20                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue autres EPLocal       | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Subventions d'équip infrasts nats                  | 30                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue autres EPLocal       | 10                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue autres EPLocal       | 20                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue Autres               | 10                | 01/06/2018 |
| L   | subvention transférable reçue autres EPLocal       | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Logiciels  | 3                 | 01/06/2018 |
| L   | Plantations d'arbres et d'arbustes                 | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Immeubles de rapport                               | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Matériel et outillage de voirie                    | 10                | 01/06/2018 |

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | Catégories de biens amortis                        | Durée (en années) | Date       |
|---|--|-------------------|------------|
| L   | Matériels audiovisuels                             | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Voitures   | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Engins à deux roues                                | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Matériels de laboratoire                           | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Mobiliers  | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Equipements sportifs                               | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Camions  | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Véhicules industriels                              | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Installations électriques et téléphoniques         | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Instruments de musique                             | 1                 | 01/06/2018 |
| L   | Installations et appareils de chauffage            | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Appareils de levage                                | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Gros équipements médicaux                          | 0                 | 01/06/2018 |
| L   | Bâtiments légers et abris                          | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Matériels et aménagement de cuisine                | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Plantations/Espaces verts                          | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Immeubles productifs de revenu                     | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Autocars   | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Bâtiments scolaires                                | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Equipements du cimetière                           | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Montant de faible valeur                           | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Autres bâtiments publics                           | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Autres agencements et aménagements                 | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Bâtiments publics                                  | 5                 | 01/06/2018 |
| L   | Autres constructions                               | 10                | 01/06/2018 |
| L   | Construct. sur sol autrui/Bâtiments publics        | 20                | 01/06/2018 |
| L   | Construct. sur sol autrui/Inst. Génér. Agenc. Amén | 20                | 01/06/2018 |

**IV – ANNEXES**  
**ELEMENTS DU BILAN**  
**ETAT DES PROVISIONS**

**A4**

**A4 – ETAT DES PROVISIONS**

| Nature de la provision                   | Montant de la provision de l'exercice (1) | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N | Montant total des provisions constituées | Montant des reprises | SOLDE            |
|--|---|--------------------------------------|---|--|----------------------|------------------|
| <b>PROVISIONS BUDGETAIRES</b>            |   |                                      |   |  |                      |                  |
| Provisions pour risques et charges (2)   | 0,00                                      |                                      | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                 | 0,00             |
| Provisions pour dépréciation (2)         | 0,00                                      |                                      | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                 | 0,00             |
| <b>TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES</b>      | <b>0,00</b>                               |                                      | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>                              | <b>0,00</b>          | <b>0,00</b>      |
| <b>PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>       |   |                                      |   |  |                      |                  |
| Provisions pour risques et charges (2)   | 0,00                                      |                                      | 0,00  | 0,00                                     | 0,00                 | 0,00             |
| Provisions pour dépréciation (2)         | 93 000,00                                 |                                      | 93 000,00                                     | 186 000,00                               | 93 000,00            | 93 000,00        |
| Dépréciation des actifs communaux        | 93 000,00                                 | 04/04/2017                           | 93 000,00                                     | 186 000,00                               | 93 000,00            | 93 000,00        |
| <b>TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES</b> | <b>93 000,00</b>                          |                                      | <b>93 000,00</b>                              | <b>186 000,00</b>                        | <b>93 000,00</b>     | <b>93 000,00</b> |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
ETALEMENT DES PROVISIONS**

**A5**

**A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)**

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A6.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1)  | Libellé (1)   | Propositions nouvelles | Vote (2)              |
|---|---|------------------------|-----------------------|
| <b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b> |   | <b>4 400 000,00</b>    | <b>I 4 400 000,00</b> |
| <b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>                         |   | <b>4 350 000,00</b>    | <b>4 350 000,00</b>   |
| 1631  | Emprunts obligataires                                 | 0,00                   | 0,00                  |
| 1641  | Emprunts en euros                                     | 4 350 000,00           | 4 350 000,00          |
| 1643  | Emprunts en devises                                   | 0,00                   | 0,00                  |
| 16441   | Opérat° afférentes à l'emprunt                        | 0,00                   | 0,00                  |
| 1671  | Avances consolidées du Trésor                         | 0,00                   | 0,00                  |
| 1672  | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor               | 0,00                   | 0,00                  |
| 1678  | Autres emprunts et dettes                             | 0,00                   | 0,00                  |
| 1681  | Autres emprunts                                       | 0,00                   | 0,00                  |
| 1682  | Bons à moyen terme négociables                        | 0,00                   | 0,00                  |
| 1687  | Autres dettes   | 0,00                   | 0,00                  |
| <b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>  |   | <b>50 000,00</b>       | <b>50 000,00</b>      |
| 10...   | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> |                        |                       |
| 10...   | Reversement de dotations, fonds divers et réserves    |                        |                       |
| 139   | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>        | 50 000,00              | 50 000,00             |
| 020   | Dépenses imprévues                                    | 0,00                   | 0,00                  |

|  | Op. de l'exercice<br>I | Restes à réaliser en<br>dépenses de l'exercice<br>précédent (3) (4) | Solde d'exécution<br>D001 (3) (4) | TOTAL<br>II         |
|--|------------------------|---|-----------------------------------|---------------------|
| <b>Dépenses à couvrir par des<br/>ressources propres</b> | <b>4 400 000,00</b>    | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>4 400 000,00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

## RESSOURCES PROPRES

| Art. (1)  | Libellé (1)                                   | Propositions nouvelles | Vote (2)                 |
|---|---|------------------------|--------------------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>          |   | <b>13 209 100,00</b>   | <b>III 13 209 100,00</b> |
| <b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>     |   | <b>2 550 000,00</b>    | <b>2 550 000,00</b>      |
| 10222   | FCTVA   | 1 500 000,00           | 1 500 000,00             |
| 10223   | TLE   | 0,00                   | 0,00                     |
| 10226   | Taxe d'aménagement                            | 1 050 000,00           | 1 050 000,00             |
| 10228   | Autres fonds                                  | 0,00                   | 0,00                     |
| 13146   | Attributions de compensation d'investissement | 0,00                   | 0,00                     |
| 13156   | Attributions de compensation d'investissement | 0,00                   | 0,00                     |
| 13246   | Attributions de compensation d'investissement | 0,00                   | 0,00                     |
| 13256   | Attributions de compensation d'investissement | 0,00                   | 0,00                     |
| 138   | Autres subvent° invest. non transf.           | 0,00                   | 0,00                     |
| 26...   | Participations et créances rattachées         |                        |                          |
| 27...   | Autres immobilisations financières            |                        |                          |
| <b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b> |   | <b>10 659 100,00</b>   | <b>10 659 100,00</b>     |
| 15...   | Provisions pour risques et charges            |                        |                          |
| 169   | Primes de remboursement des obligations       | 0,00                   | 0,00                     |
| 26...   | Participations et créances rattachées         |                        |                          |
| 27...   | Autres immobilisations financières            |                        |                          |
| 28...   | Amortissement des immobilisations             |                        |                          |
| 2802  | Frais liés à la réalisation des document      | 1 993,76               | 1 993,76                 |
| 28031   | Frais d'études                                | 753 316,88             | 753 316,88               |
| 28041481  | Subv.Cne : Bien mobilier, matériel            | 10 810,29              | 10 810,29                |
| 28041482  | Subv.Cne : Bâtiments, installations           | 20 258,00              | 20 258,00                |
| 28041511  | GFP rat : Bien mobilier, matériel             | 105 929,90             | 105 929,90               |
| 2804172   | Autres EPL : Bâtiments, installations         | 1 591 255,46           | 1 591 255,46             |
| 280422  | Privé : Bâtiments, installations              | 2 721 168,35           | 2 721 168,35             |
| 28051   | Concessions et droits similaires              | 171 104,16             | 171 104,16               |
| 28121   | Plantations d'arbres et d'arbustes            | 28 467,23              | 28 467,23                |
| 28132   | Immeubles de rapport                          | 402 203,60             | 402 203,60               |
| 28135   | Installations générales, agencements, ..      | 1 257 182,56           | 1 257 182,56             |
| 281571  | Matériel roulant                              | 96 365,80              | 96 365,80                |
| 281578  | Autre matériel et outillage de voirie         | 167 075,29             | 167 075,29               |
| 28158   | Autres installat°, matériel et outillage      | 16 279,38              | 16 279,38                |
| 28181   | Installations générales, aménagt divers       | 497,34                 | 497,34                   |
| 28182   | Matériel de transport                         | 255 491,53             | 255 491,53               |
| 28183   | Matériel de bureau et informatique            | 313 528,91             | 313 528,91               |
| 28184   | Mobilier                                      | 118 015,14             | 118 015,14               |
| 28188   | Autres immo. corporelles                      | 437 888,42             | 437 888,42               |
| 29...   | Prov. pour dépréciat° immobilisations         |                        |                          |
| 39...   | Prov. dépréciat° des stocks et en-cours       |                        |                          |
| 481...  | Charges à rép. sur plusieurs exercices        |                        |                          |
| 4817  | Pénalités de renégociation de la dette        | 31 168,00              | 31 168,00                |
| 49...   | Prov. dépréc. comptes de tiers                |                        |                          |
| 59...   | Prov. dépréc. comptes financiers              |                        |                          |
| 024   | Produits des cessions d'immobilisations       | 2 159 100,00           | 2 159 100,00             |
| 021   | Virement de la sect° de fonctionnement        | 0,00                   | 0,00                     |

| Opérations de l'exercice III | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5) | Solde d'exécution R001 (4) (5) | Affectation R1068 (4) | TOTAL IV |
|------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------|----------|
|------------------------------|---|--------------------------------|-----------------------|----------|

|   |                      |             |             |
|---|----------------------|-------------|-------------|
| <b>Total ressources propres disponibles</b> | <b>13 209 100,00</b> | <b>0,00</b> | <b>0,00</b> |
|---|----------------------|-------------|-------------|

|  | <b>Montant</b>  |                      |
|--|-----------------|----------------------|
| <b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b> | II              | <b>4 400 000,00</b>  |
| <b>Ressources propres disponibles</b>                | IV              | <b>13 209 100,00</b> |
| <b>Solde</b>   | V = IV – II (6) | <b>8 809 100,00</b>  |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**A7.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**

**A7.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES****ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM****A7.2.1**

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES**

| DEPENSES (1)                      |   |             |
|-----------------------------------|---|-------------|
| Article (2)                       | Libellé (2)                                       | Montant     |
| 011                               | Charges à caractère général                       | 0,00        |
| 012                               | Charges de personnel, frais assimilés             | 0,00        |
| 65                                | Autres charges de gestion courante                | 0,00        |
| 66                                | Charges financières                               | 0,00        |
| 67                                | Charges exceptionnelles                           | 0,00        |
| 68                                | Dotations provisions semi-budgétaires (3)         | 0,00        |
| 014                               | Atténuations de produits                          | 0,00        |
| 022                               | Dépenses imprévues                                | 0,00        |
| <b>Total des dépenses réelles</b> |   | <b>0,00</b> |
| 042                               | <i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>     | <i>0,00</i> |
| 043                               | <i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>      | <i>0,00</i> |
| 023                               | <i>Virement à la section d'investissement (4)</i> | <i>0,00</i> |
| <b>Total des dépenses d'ordre</b> |   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>              |   | <b>0,00</b> |

**A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES**

| RECETTES (1)                                  |   |             |
|---|---|-------------|
| Article (2)                                   | Libellé (2)                                   | Montant     |
| Recettes issues de la TEOM                    |   | 0,00        |
| Dotations et participations reçues            |   | 0,00        |
| Autres recettes de fonctionnement éventuelles |   | 0,00        |
| 70  | Produits services, domaine et ventes div      | 0,00        |
| 75  | Autres produits de gestion courante           | 0,00        |
| 76  | Produits financiers                           | 0,00        |
| 77  | Produits exceptionnels                        | 0,00        |
| 78  | Reprises provisions semi-budgétaires (3)      | 0,00        |
| 013   | Atténuations de charges                       | 0,00        |
| <b>Total des recettes réelles</b>             |   | <b>0,00</b> |
| 042   | <i>Opérat° ordre transfert entre sections</i> | <i>0,00</i> |
| 043   | <i>Opérat° ordre intérieur de la section</i>  | <i>0,00</i> |
| <b>Total des recettes d'ordre</b>             |   | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                          |   | <b>0,00</b> |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM

A7.2.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

## A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

| DEPENSES (1) |   |             |
|--------------|---|-------------|
| Article (2)  | Libellé (2)   | Montant     |
|              | <b>Remboursement d'emprunts et dettes assimilées</b>    | <b>0,00</b> |
|              | <b>Acquisitions d'immobilisations</b>                   | <b>0,00</b> |
|              | Opérations d'équipement (1 ligne par opération)         |             |
|              | <b>Autres dépenses éventuelles</b>                      | <b>0,00</b> |
|              | Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération) |             |
| 020          | Dépenses imprévues                                      | 0,00        |
|              | <b>Total des dépenses réelles</b>                       | <b>0,00</b> |
| 040          | <i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>           | <i>0,00</i> |
| 041          | <i>Opérations patrimoniales</i>                         | <i>0,00</i> |
|              | <b>Total des dépenses d'ordre</b>                       | <b>0,00</b> |
|              | <b>TOTAL GENERAL</b>                                    | <b>0,00</b> |

## A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

| RECETTES (1) |   |             |
|--------------|---|-------------|
| Article (2)  | Libellé (2)   | Montant     |
|              | <b>Souscription d'emprunts et dettes assimilées</b>     | <b>0,00</b> |
|              | <b>Dotations et subventions reçues</b>                  | <b>0,00</b> |
|              | <b>Autres recettes éventuelles</b>                      | <b>0,00</b> |
|              | Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération) |             |
| 024          | Produits des cessions d'immobilisations                 | 0,00        |
|              | <b>Total des recettes réelles</b>                       | <b>0,00</b> |
| 040          | <i>Opérat° ordre transfert entre sections</i>           | <i>0,00</i> |
| 041          | <i>Opérations patrimoniales</i>                         | <i>0,00</i> |
| 021          | <i>Virement de la sect° de fonctionnement (3)</i>       | <i>0,00</i> |
|              | <b>Total des recettes d'ordre</b>                       | <b>0,00</b> |
|              | <b>TOTAL GENERAL</b>                                    | <b>0,00</b> |

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**A8**

**A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

| Exercice     | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|--------------|---------------------------------|--------------------------------|-------------------------|--|---|--|-----------|
| <b>TOTAL</b> |                                 |                                |                         | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00      |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

| Exercice     | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement (en mois) | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III) | Solde (1) |
|--------------|---------------------------------|--------------------------------|-------------------------|--|---|--|-----------|
| <b>TOTAL</b> |                                 |                                |                         | 0,00   | 0,00  | 0,00   | 0,00      |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

## A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

| N° opération : 1  | Intitulé de l'opération : TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS TRAVAUX EFFECTUÉS POUR LE COMPTE DE TIERS |             |                        | Date de la délibération : |
|---|--|-------------|------------------------|---------------------------|
|   | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)  | RAR N-1 (3) | Nouveaux crédits votés | Total (4)                 |
| <b>DEPENSES (a)</b>                                       | <b>224 464,20</b>  | <b>0,00</b> | <b>2 072 460,00</b>    | <b>2 072 460,00</b>       |
| 45 TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS (5) | 0,00   | 0,00        | 2 072 460,00           | 2 072 460,00              |
| 45 TRAVAUX EFFECTUÉS D'OFFICE POUR LE COMPTE DE TIERS (5) | 224 464,20   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| 040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire       | 0,00   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| 041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section        | 0,00   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| Annulations sur dépenses (c) (6)                          | 0,00   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| <b>Dépenses nettes (a – c)</b>                            | <b>224 464,20</b>  | <b>0,00</b> | <b>2 072 460,00</b>    | <b>2 072 460,00</b>       |
| <b>RECETTES (b)</b>                                       | <b>95 079,00</b>   | <b>0,00</b> | <b>2 072 460,00</b>    | <b>2 072 460,00</b>       |
| 45 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)   | 95 079,00  | 0,00        | 2 072 460,00           | 2 072 460,00              |
| 040 Financement par le mandataire                         | 0,00   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| 041 Financement par emprunt à la charge du tiers          | 0,00   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| Annulations sur recettes (d) (6)                          | 0,00   | 0,00        | 0,00                   | 0,00                      |
| <b>Recettes nettes (b - d)</b>                            | <b>95 079,00</b>   | <b>0,00</b> | <b>2 072 460,00</b>    | <b>2 072 460,00</b>       |

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(7) Indiquer le chapitre.

**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT**

**B1.1**

**B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)**

| Désignation du bénéficiaire  | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) |        | Objet de l'emprunt garanti                      | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial |           |                    | Taux à la date de vote du budget (6) |           |                | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice |            |
|--|--|--------|---|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|-----------|--------------------|--------------------------------------|-----------|----------------|-------------------------|---|---|------------|
|  | Année  | Profil |   |                                   |                 |                               |                  |                                    | Taux (3)     | Index (4) | Taux actu-riel (5) | Taux (3)                             | Index (4) | Niveau de taux |                         |   | En intérêts (8)                         | En capital |
| Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)                 |  |        |   |                                   | 0,00            | 0,00                          |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         |   | 0,00                                    | 0,00       |
| Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) |  |        |   |                                   | 12 480 758,00   | 5 805 244,44                  |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         |   | 122 921,80                              | 295 759,48 |
| LA FABRIQUE A NEUF   | 2018   | X      | PRET POUR TRAVAUX                               | Crédit Mutuel                     | 30 000,00       | 12 341,85                     | 2,11             | M                                  | F            | Taux Fixe | 1,770              | F                                    | Taux Fixe | 1,750          | A-1                     |   | 170,92                                  | 5 638,28   |
| MARCHES PUBLICS CORDONNIERS SARL   | 2012   | X      | PARTICIPATION AU FINACEMENT PLACE 11 NOVEMBRE   | Société Générale                  | 460 000,00      | 172 680,69                    | 3,96             | A                                  | F            | Taux Fixe | 4,850              | F                                    | Taux Fixe | 4,850          | A-1                     |   | 8 375,02                                | 40 153,40  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT   | 2011   | X      | FINANCEMENT DES TRAVAUX DE L EXTENSION DU SIEGE | Caisse d'Epargne                  | 2 300 000,00    | 1 324 288,48                  | 9,31             | T                                  | F            | Taux Fixe | 4,150              | F                                    | Taux Fixe | 4,090          | A-1                     |   | 52 391,09                               | 116 541,39 |
| SAS Loiseau Marchés  | 2019   | X      | RENOVATION DU MARCHE DE LA VILLE DE MALAKOFF    | Banque Populaire                  | 1 200 000,00    | 993 948,89                    | 8,67             | M                                  | F            | Taux Fixe | 1,810              | F                                    | Taux Fixe | 1,800          | A-1                     |   | 17 020,74                               | 105 838,71 |
| SCCV SQUARE DU TIR MALAKOFF  | 2016   | X      | FINANCEMENT D UN PROGRAMME IMMOBILIER           | Crédit Agricole                   | 2 696 000,00    | 483 310,34                    | 24,50            | A                                  | V            | Livret A  | 2,340              | V                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |   | 8 989,57                                | 15 360,80  |
| SCI LES 3 ALLEES   | 2014   | X      | FINANCEMENT D UN PROGRAMME IMMOBILIER           | Crédit Agricole                   | 3 093 200,00    | 117 116,19                    | 8,98             | A                                  | R            | Livret A  | 1,980              | R                                    | Livret A  | 1,950          | A-1                     |   | 2 283,77                                | 12 226,90  |

| Désignation du bénéficiaire   | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) |        | Objet de l'emprunt garanti   | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial       | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial |           |                    | Taux à la date de vote du budget (6) |                |                | Catégorie d'emprunt (7) | ou devises pouvant modifier l'emprunt | l'exercice          |                     |
|---|--|--------|--|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|-----------|--------------------|--------------------------------------|----------------|----------------|-------------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
|   | Année  | Profil |  |                                   |                       |                               |                  |                                    | Taux (3)     | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3)                             | Index (4)      | Niveau de taux |                         |                                       | En intérêts (8)     | En capital          |
| SCI MALAKOFF VUE SUR PARC   | 2017   | F      | FINANCEMENT VEFA 13 LOGEMENTS SITUES 33-35 RUE ALEXIS MARTIN           | La Banque Postale                 | 2 701 558,00          | 2 701 558,00                  | 2,62             | T                                  | V            | Eonia     | 1,300              | R                                    | Euribor 3 mois | 1,230          | A-1                     |                                       | 33 690,69           | 0,00                |
| <b>Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social</b> |  |        |  |                                   | <b>105 772 609,39</b> | <b>86 052 786,32</b>          |                  |                                    |              |           |                    |                                      |                |                |                         |                                       | <b>1 269 948,44</b> | <b>4 071 683,12</b> |
| PARIS HABITAT   | 2007   | X      | 1101086  | Banque des Territoires            | 2 518 993,00          | 345 823,11                    | 1,00             | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 1,200          | A-1                     |                                       | 4 149,88            | 173 803,94          |
| PARIS HABITAT   | 2015   | X      | REFINANCEMENT ET TRANSFERT DE L OPERATION DE 8 LOGEMENTS 35 RUE SAVIER | Caisse d'Epargne                  | 201 172,58            | 146 856,96                    | 13,42            | A                                  | F            | Taux Fixe | 1,470              | F                                    | Taux Fixe      | 1,470          | A-1                     |                                       | 2 158,80            | 9 524,02            |
| RATP HABITAT  | 2005   | X      | 1040342  | Banque des Territoires            | 246 875,65            | 165 991,81                    | 19,16            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 1,450          | A-1                     |                                       | 2 406,88            | 7 213,85            |
| RATP HABITAT  | 2007   | X      | 1100760  | Banque des Territoires            | 3 309 572,96          | 2 501 466,56                  | 24,15            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 1,950          | A-1                     |                                       | 48 778,60           | 78 596,77           |
| RATP HABITAT  | 2018   | C      | 1319580  | Banque des Territoires            | 1 098 351,51          | 946 045,63                    | 13,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,590          | A-1                     |                                       | 21 753,55           | 54 731,70           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2012   | X      | 1207179  | Banque des Territoires            | 1 512 000,00          | 656 424,74                    | 5,16             | M                                  | R            | Taux Fixe | 0,000              | R                                    | Taux Fixe      | 1,900          | A-1                     |                                       | 12 472,07           | 104 321,52          |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313575  | Banque des Territoires            | 1 484 153,47          | 1 333 509,52                  | 30,00            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,750          | A-1                     |                                       | 10 001,32           | 38 369,77           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313576  | Banque des Territoires            | 4 267 462,97          | 3 202 507,66                  | 13,67            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,750          | A-1                     |                                       | 24 018,81           | 217 807,23          |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313587  | Banque des Territoires            | 1 624 808,95          | 907 792,68                    | 6,58             | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 1,200          | A-1                     |                                       | 10 893,51           | 136 080,28          |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313590  | Banque des Territoires            | 45 463,99             | 23 587,32                     | 3,33             | M                                  | R            | Taux Fixe | 1,900              | R                                    | Taux Fixe      | 1,900          | A-1                     |                                       | 448,16              | 5 731,40            |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313591  | Banque des Territoires            | 113 599,62            | 58 936,94                     | 3,33             | M                                  | R            | Taux Fixe | 0,000              | R                                    | Taux Fixe      | 1,900          | A-1                     |                                       | 1 119,80            | 14 320,90           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313593  | Banque des Territoires            | 283 794,01            | 255 016,23                    | 28,92            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,460          | A-1                     |                                       | 4 639,26            | 6 723,90            |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313594  | Banque des Territoires            | 16 809 602,79         | 14 957 260,06                 | 28,92            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,330          | A-1                     |                                       | 194 370,00          | 426 688,24          |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT  | 2017   | X      | 1313596  | Banque des Territoires            | 1 725 337,26          | 1 206 328,75                  | 8,00             | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,500          | A-1                     |                                       | 6 031,64            | 131 378,08          |



| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) |        | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial |           |                    | Taux à la date de vote du budget (6) |           |                | Catégorie d'emprunt (7) | ou devises pouvant modifier l'emprunt | l'exercice      |            |
|-----------------------------|--|--------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|-----------|--------------------|--------------------------------------|-----------|----------------|-------------------------|---------------------------------------|-----------------|------------|
|                             | Année  | Profil |                            |                                   |                 |                               |                  |                                    | Taux (3)     | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3)                             | Index (4) | Niveau de taux |                         |                                       | En intérêts (8) | En capital |
|                             |  |        |                            |                                   |                 |                               |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         |                                       |                 |            |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313597                    | Banque des Territoires            | 332 819,14      | 262 755,28                    | 13,25            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 0,500          | A-1                     |                                       | 1 313,78        | 17 855,02  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313598                    | Banque des Territoires            | 270 992,45      | 246 124,15                    | 33,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 4 577,91        | 5 254,60   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313599                    | Banque des Territoires            | 222 796,87      | 208 138,07                    | 43,84            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 3 871,37        | 3 097,36   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313600                    | Banque des Territoires            | 1 617 037,00    | 1 527 967,77                  | 53,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,180          | A-1                     |                                       | 18 030,02       | 22 674,51  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313601                    | Banque des Territoires            | 1 976 378,00    | 1 802 050,37                  | 33,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 24 327,68       | 44 633,48  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313602                    | Banque des Territoires            | 444 235,00      | 419 765,77                    | 53,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,180          | A-1                     |                                       | 4 953,24        | 6 229,17   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313603                    | Banque des Territoires            | 542 954,00      | 488 354,45                    | 33,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 0,550          | A-1                     |                                       | 2 685,95        | 13 735,48  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313604                    | Banque des Territoires            | 101 690,00      | 98 272,76                     | 53,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 1 827,87        | 911,87     |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313605                    | Banque des Territoires            | 124 287,00      | 115 617,10                    | 33,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 2 150,48        | 2 297,54   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313607                    | Banque des Territoires            | 1 286 552,64    | 996 282,77                    | 13,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 0,300          | A-1                     |                                       | 2 988,85        | 72 162,24  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1313608                    | Banque des Territoires            | 319 520,00      | 210 870,86                    | 7,33             | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 0,000          | A-1                     |                                       | 0,00            | 26 823,61  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317342                    | Banque des Territoires            | 448 296,11      | 376 424,02                    | 13,09            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 5 081,72        | 24 607,11  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317343                    | Banque des Territoires            | 1 539 817,96    | 1 406 839,90                  | 25,16            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 18 992,34       | 45 528,17  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317345                    | Banque des Territoires            | 570 265,17      | 506 814,77                    | 25,83            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 6 842,00        | 16 401,55  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317347                    | Banque des Territoires            | 3 717 257,53    | 3 367 509,86                  | 23,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 45 461,38       | 119 744,36 |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317348                    | Banque des Territoires            | 132 362,40      | 119 908,74                    | 23,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 1 618,77        | 4 263,80   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317349                    | Banque des Territoires            | 2 529 615,36    | 2 336 110,25                  | 28,00            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 31 537,49       | 66 264,05  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317350                    | Banque des Territoires            | 926 542,09      | 853 154,61                    | 30,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 11 517,59       | 24 758,48  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | C      | 1317351                    | Banque des Territoires            | 1 755 015,30    | 1 477 907,61                  | 15,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 19 951,75       | 92 369,23  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317464                    | Banque des Territoires            | 2 219 535,38    | 1 938 005,04                  | 20,00            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 2,050          | A-1                     |                                       | 39 729,10       | 93 175,80  |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) |        | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial |           |                    | Taux à la date de vote du budget (6) |           |                | Catégorie d'emprunt (7) | ou devises pouvant modifier l'emprunt | l'exercice      |            |
|-----------------------------|--|--------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|-----------|--------------------|--------------------------------------|-----------|----------------|-------------------------|---------------------------------------|-----------------|------------|
|                             | Année  | Profil |                            |                                   |                 |                               |                  |                                    | Taux (3)     | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3)                             | Index (4) | Niveau de taux |                         |                                       | En intérêts (8) | En capital |
|                             |  |        |                            |                                   |                 |                               |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         |                                       |                 |            |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317499                    | Banque des Territoires            | 167 613,89      | 132 234,20                    | 14,84            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 2,050          | A-1                     |                                       | 2 710,80        | 8 802,49   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317720                    | Banque des Territoires            | 690 939,70      | 609 260,74                    | 21,50            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 2,500          | A-1                     |                                       | 15 231,52       | 27 141,24  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317721                    | Banque des Territoires            | 4 800 858,05    | 3 983 024,54                  | 16,62            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,360          | A-1                     |                                       | 54 169,13       | 235 361,18 |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317722                    | Banque des Territoires            | 2 191 091,34    | 1 840 525,52                  | 14,00            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 2,060          | A-1                     |                                       | 37 914,83       | 117 829,75 |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317723                    | Banque des Territoires            | 7 491 041,97    | 6 467 233,32                  | 17,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 2,060          | A-1                     |                                       | 133 225,01      | 343 569,64 |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317724                    | Banque des Territoires            | 605 849,63      | 536 240,05                    | 22,00            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,590          | A-1                     |                                       | 8 526,22        | 23 154,71  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317725                    | Banque des Territoires            | 2 637 487,20    | 2 418 555,22                  | 30,84            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,960          | A-1                     |                                       | 47 403,68       | 57 440,94  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317726                    | Banque des Territoires            | 1 029 981,71    | 854 671,89                    | 15,58            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,960          | A-1                     |                                       | 16 751,57       | 45 995,84  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 1317727                    | Banque des Territoires            | 948 546,19      | 827 186,14                    | 15,00            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,360          | A-1                     |                                       | 11 249,74       | 51 877,04  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1344131                    | Banque des Territoires            | 6 245 811,00    | 5 807 450,07                  | 35,50            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 108 018,57      | 114 733,13 |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 1344132                    | Banque des Territoires            | 5 110 209,00    | 4 851 813,38                  | 45,50            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 90 243,73       | 67 630,43  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161677                    | Banque des Territoires            | 939 190,74      | 918 732,83                    | 57,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,380          | A-1                     |                                       | 12 678,51       | 10 441,18  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161678                    | Banque des Territoires            | 1 148 798,95    | 1 104 806,13                  | 37,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 14 914,88       | 22 442,84  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161679                    | Banque des Territoires            | 515 498,40      | 504 269,57                    | 57,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,380          | A-1                     |                                       | 6 958,92        | 5 730,90   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161680                    | Banque des Territoires            | 621 834,01      | 593 875,33                    | 37,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 0,550          | A-1                     |                                       | 3 266,31        | 14 094,78  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161681                    | Banque des Territoires            | 937 048,43      | 916 637,20                    | 57,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,380          | A-1                     |                                       | 12 649,59       | 10 417,36  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161682                    | Banque des Territoires            | 630 105,25      | 608 400,82                    | 37,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 11 316,26       | 11 155,92  |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2017   | X      | 5161813                    | Banque des Territoires            | 525 273,67      | 507 180,23                    | 37,33            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,860          | A-1                     |                                       | 9 433,55        | 9 299,90   |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 5242686                    | Banque des Territoires            | 1 904 000,00    | 1 803 489,02                  | 17,92            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 0,500          | A-1                     |                                       | 9 017,45        | 100 463,37 |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2018   | X      | 5242687                    | Banque des Territoires            | 1 915 625,00    | 1 838 879,16                  | 21,92            | M                                  | R            | Livret A  | 0,000              | R                                    | Livret A  | 1,350          | A-1                     |                                       | 24 824,87       | 77 268,88  |

| Désignation du bénéficiaire | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) |        | Objet de l'emprunt garanti  | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial       | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial |                |                    | Taux à la date de vote du budget (6) |                |                | Catégorie d'emprunt (7) | ou devises pouvant modifier l'emprunt | l'exercice          |                     |
|-----------------------------|--|--------|---|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|----------------|--------------------|--------------------------------------|----------------|----------------|-------------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------|
|                             | Année  | Profil |   |                                   |                       |                               |                  |                                    | Taux (3)     | Index (4)      | Taux actuariel (5) | Taux (3)                             | Index (4)      | Niveau de taux |                         |                                       | En intérêts (8)     | En capital          |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2019   | X      | 5289308   | Banque des Territoires            | 872 350,00            | 790 284,28                    | 8,00             | A                                  | R            | Livret A       | 1,350              | R                                    | Livret A       | 1,350          | A-1                     |                                       | 10 668,84           | 83 173,61           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2016   | X      | FINANCEMENT DE TRAVAUX DE REHABILITATION POUR 198 LOGEMENTS                   | La Banque Postale                 | 913 000,00            | 635 111,05                    | 9,87             | T                                  | F            | Taux Fixe      | 1,780              | F                                    | Taux Fixe      | 0,580          | A-1                     |                                       | 10 854,05           | 58 583,59           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2005   | P      | FINANCEMENT DES CONSTRUCTIONS DE LA ZAC BERANGER-LOUIS BLANC ET SQUARE DU TIR | Sté de Fin. Local                 | 540 000,00            | 66 707,72                     | 3,92             | T                                  | R            | Euribor 3 mois | 0,000              | R                                    | Euribor 3 mois | 0,000          | A-1                     |                                       | 0,00                | 15 890,86           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2006   | P      | FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DE L ENSEMBLE PIERRE VALETTE                       | Sté de Fin. Local                 | 1 000 000,00          | 246 984,57                    | 3,92             | T                                  | R            | Euribor 3 mois | 0,000              | R                                    | Euribor 3 mois | 0,000          | A-1                     |                                       | 0,00                | 61 746,12           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2020   | C      | TRAVAUX DE REMPLACEMENTS OU D INSTALLATIONS DE SYSTEMES D INTERPHONIE         | Banque des Territoires            | 891 572,00            | 802 414,80                    | 8,79             | A                                  | V            | Livret A       | 1,350              | V                                    | Livret A       | 1,350          | A-1                     |                                       | 10 832,60           | 89 157,20           |
| SAIEM MALAKOFF HABITAT      | 2007   | P      | REFINANCEMENT DE 4 EMPRUNTS   | Sté de Fin. Local                 | 3 466 760,98          | 357 211,29                    | 1,16             | T                                  | F            | Taux Structuré | 4,100              | F                                    | Taux Structuré | 3,980          | B-1                     |                                       | 10 135,82           | 284 340,31          |
| SCP HLM HABITAT FRANCILIEN  | 2008   | X      | 1108589   | Banque des Territoires            | 335 993,43            | 267 996,91                    | 28,33            | M                                  | R            | Livret A       | 0,000              | R                                    | Livret A       | 1,550          | A-1                     |                                       | 4 153,95            | 7 389,63            |
| SCP HLM HABITAT FRANCILIEN  | 2008   | X      | 1108593   | Banque des Territoires            | 55 315,18             | 47 293,65                     | 38,33            | M                                  | R            | Livret A       | 0,000              | R                                    | Livret A       | 1,550          | A-1                     |                                       | 733,05              | 891,93              |
| SCP HLM HABITAT FRANCILIEN  | 2008   | X      | 1112285   | Banque des Territoires            | 276 304,91            | 210 726,11                    | 28,50            | M                                  | R            | Livret A       | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,550          | A-1                     |                                       | 1 158,99            | 6 722,24            |
| SCP HLM HABITAT FRANCILIEN  | 2008   | X      | 1112286   | Banque des Territoires            | 45 350,60             | 37 168,46                     | 38,50            | M                                  | R            | Livret A       | 0,000              | R                                    | Livret A       | 0,550          | A-1                     |                                       | 204,43              | 857,08              |
| <b>TOTAL GENERAL</b>        |  |        |   |                                   | <b>118 253 367,39</b> | <b>91 858 030,76</b>          |                  |                                    |              |                |                    |                                      |                |                |                         |                                       | <b>1 392 870,24</b> | <b>4 367 442,60</b> |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

The logo for SLO (Société de Logement de l'Occident) is displayed in blue, stylized capital letters.

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT  
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

| <b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>                           | <b>Valeur en euros</b>  |             |
|---|-------------------------|-------------|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)                  | A                       | 0,00        |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1) | B                       | 0,00        |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (2)                                     | C                       | 0,00        |
| Provisions pour garanties d'emprunts  | D                       | 0,00        |
| <b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>                     | <b>I = A+ B + C - D</b> | <b>0,00</b> |
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b>                                       | <b>II</b>               | <b>0,00</b> |
| <b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>   | <b>I / II</b>           | <b>0,00</b> |

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E  
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL****B1.3****B1.3 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE****B1.4****B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 01/01/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET  
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES****B1.5****B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

| Année d'origine | Nature de l'engagement                | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dettes en capital à l'origine | Dettes en capital 1/1/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|-----------------|---------------------------------------|------------------------|-----------------|-------------|-------------------------------|-------------------------|---|
|                 | 8017 Subventions à verser en annuités |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | 8018 Autres engagements donnés        |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | Au profit d'organismes publics        |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | Au profit d'organismes privés (1)     |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | <b>TOTAL</b>                          |                        |                 |             | <b>0,00</b>                   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>                             |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.6****B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

| Année d'origine | Nature de l'engagement  | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital 01/01/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|-----------------|---|--------------------|-----------------|-------------|--------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
|                 | 8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier) |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)    |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | 8028 Autres engagements reçus   |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | A l'exception de ceux reçus des entreprises                               |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | Engagements reçus des entreprises   |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | <b>TOTAL</b>  |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET****B1.7****B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

(Article L. 2311-7 du CGCT)

| Article<br>(1)        | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de<br>l'organisme | Montant de la<br>subvention |
|-----------------------|-----------------|-----------|--------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| <b>INVESTISSEMENT</b> |                 |           |                    |                                    |                             |
| <b>FONCTIONNEMENT</b> |                 |           |                    |                                    |                             |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.1****B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.



|   |           |
|---|-----------|
| <b>IV – ANNEXES</b>   |           |
| <b>ENGAGEMENTS HORS BILAN</b>                               |           |
| <b>ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE</b> | <b>B3</b> |

**B3 – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE**

|  |             |                       |
|--|-------------|-----------------------|
| <b>TOTAL Reste à employer au 01/01/N :</b> |             | <b>0.00</b>           |
| <b>TOTAL Recettes</b>                      | <b>0.00</b> | <b>Total Dépenses</b> |
|  |             | <b>0.00</b>           |
| <b>TOTAL Reste à employer au 31/12/N :</b> |             | <b>0.00</b>           |

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

| GRADES OU EMPLOIS (1)  | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3)            |  |               | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) |                       |               |
|--|----------------|------------------------------------|--|---------------|---|-----------------------|---------------|
|  |                | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL         | AGENTS TITULAIRES                                     | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL         |
| <b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>                                  |                | <b>3,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>3,00</b>   | <b>3,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>3,00</b>   |
| Directeur général des services                                   |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Directeur général adjoint des services                           | A              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 2,00  | 0,00                  | 2,00          |
| Directeur général des services techniques                        | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53       |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>                                |                | <b>168,00</b>                      | <b>0,00</b>                            | <b>168,00</b> | <b>140,00</b>   | <b>23,00</b>          | <b>163,00</b> |
| Adjoint administratif  | C              | 12,00                              | 0,00                                   | 12,00         | 11,00   | 1,00                  | 12,00         |
| Adjoint administratif principal 1ère classe                      | C              | 37,00                              | 0,00                                   | 37,00         | 36,00   | 0,00                  | 36,00         |
| Adjoint administratif principal 2ème classe                      | C              | 44,00                              | 0,00                                   | 44,00         | 42,00   | 0,00                  | 42,00         |
| Administrateur   | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Attaché  | A              | 29,00                              | 0,00                                   | 29,00         | 12,00   | 17,00                 | 29,00         |
| Attaché principal  | A              | 17,00                              | 0,00                                   | 17,00         | 15,00   | 1,00                  | 16,00         |
| Rédacteur  | B              | 14,00                              | 0,00                                   | 14,00         | 10,00   | 4,00                  | 14,00         |
| Rédacteur principal de 1ère classe                               | B              | 9,00                               | 0,00                                   | 9,00          | 9,00  | 0,00                  | 9,00          |
| Rédacteur principal de 2ème classe                               | B              | 5,00                               | 0,00                                   | 5,00          | 4,00  | 0,00                  | 4,00          |
| <b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>                                     |                | <b>272,00</b>                      | <b>1,00</b>                            | <b>273,00</b> | <b>251,00</b>   | <b>12,00</b>          | <b>263,00</b> |
| Adjoint technique  | C              | 71,00                              | 0,00                                   | 71,00         | 62,00   | 8,00                  | 70,00         |
| Adjoint technique principal de 1ère classe                       | C              | 54,00                              | 1,00                                   | 55,00         | 55,00   | 0,00                  | 55,00         |
| Adjoint technique principal de 2ème Classe                       | C              | 95,00                              | 0,00                                   | 95,00         | 94,00   | 0,00                  | 94,00         |
| Agent de Maîtrise  | C              | 12,00                              | 0,00                                   | 12,00         | 11,00   | 0,00                  | 11,00         |
| Agent de Maîtrise principal                                      | C              | 13,00                              | 0,00                                   | 13,00         | 11,00   | 0,00                  | 11,00         |
| Ingénieur  | A              | 5,00                               | 0,00                                   | 5,00          | 3,00  | 2,00                  | 5,00          |
| Ingénieur principal  | A              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 2,00  | 0,00                  | 2,00          |
| Technicien   | B              | 8,00                               | 0,00                                   | 8,00          | 4,00  | 2,00                  | 6,00          |
| Technicien principal 1ère classe                                 | B              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 5,00  | 0,00                  | 5,00          |
| Technicien principal 2ème classe                                 | B              | 5,00                               | 0,00                                   | 5,00          | 4,00  | 0,00                  | 4,00          |
| <b>FILIERE SOCIALE (d)</b>                                       |                | <b>86,00</b>                       | <b>1,00</b>                            | <b>87,00</b>  | <b>73,00</b>  | <b>8,00</b>           | <b>81,00</b>  |
| Agent Social   | C              | 26,00                              | 0,00                                   | 26,00         | 19,00   | 6,00                  | 25,00         |
| Agent Social principal de 1ere classe                            | C              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 2,00  | 0,00                  | 2,00          |
| Agent Social principal de 2ème classe                            | C              | 18,00                              | 1,00                                   | 19,00         | 18,00   | 0,00                  | 18,00         |
| Agent Spécialisé principal des Ecoles Maternelles de 1ère classe | C              | 11,00                              | 0,00                                   | 11,00         | 11,00   | 0,00                  | 11,00         |
| Agent Spécialisé principal des Ecoles Maternelles de 2ème classe | C              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 5,00  | 1,00                  | 6,00          |
| Assistant socio-éducatif 1ere classe                             | B              | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00  | 0,00                  | 0,00          |
| Assistant socio-éducatif classe exceptionnelle                   | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00  | 0,00                  | 1,00          |
| Educateur de jeunes enfants 1ere classe                          | A              | 4,00                               | 0,00                                   | 4,00          | 2,00  | 1,00                  | 3,00          |
| Educateur de jeunes enfants 2eme classe                          | A              | 12,00                              | 0,00                                   | 12,00         | 9,00  | 0,00                  | 9,00          |
| Educateur de jeunes enfants classe exceptionnelle                | A              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 6,00  | 0,00                  | 6,00          |

| GRADES OU EMPLOIS (1)                              | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3)            |  |               | EMPLOIS BUDGETAIRES (3) |                       |               |
|--|----------------|------------------------------------|--|---------------|-------------------------|-----------------------|---------------|
|  |                | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL         | AGENTS TITULAIRES       | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL         |
| <b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>                   |                | <b>67,00</b>                       | <b>2,00</b>                            | <b>69,00</b>  | <b>47,00</b>            | <b>15,00</b>          | <b>62,00</b>  |
| Auxilaire de soins principal de 1ere classe        | C              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 3,00                    | 0,00                  | 3,00          |
| Auxilaire de Puériculture principal de 2ème classe | C              | 31,00                              | 0,00                                   | 31,00         | 19,00                   | 11,00                 | 30,00         |
| Auxilaire de puériculture principal de 1ere classe | C              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 6,00                    | 0,00                  | 6,00          |
| Auxilaire de soins principal de 2ème classe        | C              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 4,00                    | 2,00                  | 6,00          |
| Infirmier de classe supérieure                     | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| Infirmier en soins généraux de classe normale      | A              | 8,00                               | 0,00                                   | 8,00          | 6,00                    | 1,00                  | 7,00          |
| Infirmier en soins généraux de classe supérieure   | A              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| Infirmier en soins généraux hors classe            | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| Manipulateur radio de classe supérieure            | A              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 2,00                    | 0,00                  | 2,00          |
| Psychologue de classe normale                      | A              | 1,00                               | 2,00                                   | 3,00          | 2,00                    | 1,00                  | 3,00          |
| Psychologue hors classe                            | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| Psychomotricien                                    | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| Puéricultrice de classe normale                    | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| Puéricultrice de classe supérieure                 | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| Puéricultrice hors classe                          | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| Technicien paramédical de classe normale           | B              | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| Technicien paramédical de classe supérieure        | B              | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| <b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>                |                | <b>4,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>4,00</b>   | <b>3,00</b>             | <b>1,00</b>           | <b>4,00</b>   |
| Biologiste hors classe                             | A              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| Technicien paramédical de classe normale           | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00                    | 1,00                  | 1,00          |
| Technicien paramédical de classe supérieure        | B              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 2,00                    | 0,00                  | 2,00          |
| <b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>                        |                | <b>1,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>1,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>   |
| Educateur APS Principal 2ème classe                | B              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| <b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>                      |                | <b>1,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>1,00</b>   | <b>0,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b>   |
| Adjoint du Patrimoine                              | C              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 0,00                    | 0,00                  | 0,00          |
| <b>FILIERE ANIMATION (i)</b>                       |                | <b>86,00</b>                       | <b>112,00</b>                          | <b>198,00</b> | <b>80,00</b>            | <b>82,00</b>          | <b>162,00</b> |
| Adjoint animation principal 1ere classe            | C              | 6,00                               | 0,00                                   | 6,00          | 5,00                    | 0,00                  | 5,00          |
| Adjoint animation principal 2eme classe            | C              | 30,00                              | 112,00                                 | 142,00        | 30,00                   | 82,00                 | 112,00        |
| Adjoint d Animation                                | C              | 23,00                              | 0,00                                   | 23,00         | 21,00                   | 0,00                  | 21,00         |
| Animateur  | B              | 16,00                              | 0,00                                   | 16,00         | 15,00                   | 0,00                  | 15,00         |
| Animateur principal de 1ère classe                 | B              | 4,00                               | 0,00                                   | 4,00          | 3,00                    | 0,00                  | 3,00          |
| Animateur principal de 2ème classe                 | B              | 7,00                               | 0,00                                   | 7,00          | 6,00                    | 0,00                  | 6,00          |
| <b>FILIERE POLICE (j)</b>                          |                | <b>8,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>8,00</b>   | <b>7,00</b>             | <b>0,00</b>           | <b>7,00</b>   |
| Brigadier  | C              | 4,00                               | 0,00                                   | 4,00          | 3,00                    | 0,00                  | 3,00          |
| Brigadier chef principal                           | C              | 3,00                               | 0,00                                   | 3,00          | 3,00                    | 0,00                  | 3,00          |
| Chef de Police municipale                          | C              | 1,00                               | 0,00                                   | 1,00          | 1,00                    | 0,00                  | 1,00          |
| <b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>                   |                | <b>10,00</b>                       | <b>37,00</b>                           | <b>47,00</b>  | <b>1,00</b>             | <b>39,00</b>          | <b>40,00</b>  |
| Collaborateur de cabinet                           | A              | 2,00                               | 0,00                                   | 2,00          | 1,00                    | 1,00                  | 2,00          |
| Dentiste   | A              | 0,00                               | 5,00                                   | 5,00          | 0,00                    | 3,00                  | 3,00          |
| Médecin généraliste                                | A              | 8,00                               | 0,00                                   | 8,00          | 0,00                    | 8,00                  | 8,00          |

MAIRIE - BUDGET MAIRIE - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

| GRADES OU EMPLOIS (1)  | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3)            |  |               | EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) |                       |               |
|--|----------------|------------------------------------|--|---------------|---------------------------------|-----------------------|---------------|
|  |                | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL         | AGENTS TITULAIRES               | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL         |
| Médecin spécialiste  | A              | 0,00                               | 32,00                                  | 32,00         | 0,00                            | 27,00                 | 27,00         |
| <b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b> |                | <b>703,00</b>                      | <b>153,00</b>                          | <b>856,00</b> | <b>602,00</b>                   | <b>180,00</b>         | <b>782,00</b> |

Affiché le  
 EFFECTIFS POURVUS SUR SLO  
 BUDGETAIRES EN ETPT (4)  
 ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.



## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

C1

## C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N                     | CATEGORIES<br>(1) | SECTEUR<br>(2) | REMUNERATION (3) |             | CONTRAT                  |                       |
|--|-------------------|----------------|------------------|-------------|--------------------------|-----------------------|
|  |                   |                | Indice (8)       | Euros       | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| <b>Agents occupant un emploi permanent (6)</b>                   |                   |                |                  | <b>0,00</b> |                          |                       |
| Adjoint administratif  | C                 | ADM            | 350              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Adjoint animation principal 2eme classe                          | C                 | ANIM           | 353              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Adjoint technique  | C                 | TECH           | 350              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Agent Social   | C                 | S              | 350              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Agent Spécialisé principal des Ecoles Maternelles de 2ème classe | C                 | S              | 353              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 821              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDI                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 759              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDI                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 732              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 525              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 611              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 567              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 499              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 469              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 693              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 778              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 444              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché  | A                 | ADM            | 732              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Attaché principal  | A                 | ADM            | 946              | 0,00        | 3-3-1°                   | A                     |
| Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème classe              | C                 | MS             | 354              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème classe              | C                 | MS             | 353              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Auxiliaire de soins principal de 2ème classe                     | C                 | MS             | 358              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Collaborateur de cabinet   | A                 | OTR            | 680              | 0,00        | A                        | CDD                   |
| Dentiste   | A                 | OTR            |                  | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Educateur de jeunes enfants 1ere classe                          | A                 | S              | 712              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Infirmier en soins généraux de classe normale                    | A                 | MS             | 489              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Ingénieur  | A                 | TECH           | 565              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Ingénieur  | A                 | TECH           | 518              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Médecin généraliste  | A                 | OTR            |                  | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Médecin spécialiste  | A                 | OTR            |                  | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Psychologue de classe normale                                    | A                 | MS             | 457              | 0,00        | 3-3-1°                   | CDD                   |
| Rédacteur  | B                 | ADM            | 372              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Rédacteur  | B                 | ADM            | 431              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Rédacteur  | B                 | ADM            | 597              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Technicien   | B                 | TECH           | 452              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Technicien   | B                 | TECH           | 513              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Technicien   | B                 | TECH           | 388              | 0,00        | 3-2                      | CDD                   |
| Technicien paramédical de classe normale                         | B                 | MT             | 442              | 0,00        | A                        | CDI                   |
| <b>Agents occupant un emploi non permanent (7)</b>               |                   |                |                  | <b>0,00</b> |                          |                       |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   |                   |                |                  | <b>0,00</b> |                          |                       |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
TECH : Technique.  
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
S : Social.  
MS : Médico-social.  
MT : Médico-technique.  
SP : Sportif.  
CULT : Culturel  
ANIM : Animation.  
PM : Police.  
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :

3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels  
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

## IV – ANNEXES

## AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS

## LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

C2

## C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

| La nature de l'engagement (2)  | Nom de l'organisme               | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|--|----------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| <u>Délégation de service public (3)</u>  |                                  |                               |                                 |                         |
| <u>Détention d'une part du capital</u>   |                                  |                               |                                 |                         |
| <u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u>  |                                  |                               |                                 |                         |
| 16/02/2005 - 1040342   | RATP HABITAT                     | ESH                           | Privé                           | 246 875,65              |
| 19/10/2005 - FINANCEMENT DES CONSTRUCTIONS DE LA ZAC BERANGER-LOUIS BLANC ET SQUARE DU TIR | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 540 000,00              |
| 19/10/2005 - FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DE L ENSEMBLE PIERRE VALETTE                       | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 000 000,00            |
| 22/01/2007 - REFINANCEMENT DE 4 EMPRUNTS   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 3 466 760,98            |
| 01/04/2007 - 1100760   | RATP HABITAT                     | ESH                           | Privé                           | 3 309 572,96            |
| 19/12/2007 - 1101086   | PARIS HABITAT                    | OPH                           | Public                          | 2 518 993,00            |
| 16/04/2008 - 1108589   | SCP HLM HABITAT FRANCILIEN       | OPH                           | Privé                           | 335 993,43              |
| 16/04/2008 - 1108593   | SCP HLM HABITAT FRANCILIEN       | OPH                           | Privé                           | 55 315,18               |
| 06/06/2008 - 1112285   | SCP HLM HABITAT FRANCILIEN       | OPH                           | Privé                           | 276 304,91              |
| 06/06/2008 - 1112286   | SCP HLM HABITAT FRANCILIEN       | OPH                           | Privé                           | 45 350,60               |
| 08/12/2009 - FINANCEMENT DES TRAVAUX DE L EXTENSION DU SIEGE                               | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 2 300 000,00            |
| 20/02/2012 - 1207179   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 512 000,00            |
| 21/05/2014 - FINANCEMENT D UN PROGRAMME IMMOBILIER   | SCI LES 3 ALLEES                 | AUTRES                        | Privé                           | 3 093 200,00            |
| 30/05/2015 - PARTICIPATION AU FINACEMENT PLACE 11 NOVEMBRE                                 | MARCHES PUBLICS CORDONNIERS SARL | AUTRES                        | Privé                           | 460 000,00              |
| 07/10/2015 - FINANCEMENT D UN PROGRAMME IMMOBILIER   | SCCV SQUARE DU TIR MALAKOFF      | AUTRES                        | Privé                           | 2 696 000,00            |
| 07/10/2015 - REFINANCEMENT ET TRANSFERT DE L OPERATION DE 8 LOGEMENTS 35 RUE SAVIER        | PARIS HABITAT                    | OPH                           | Public                          | 201 172,58              |
| 29/06/2016 - FINANCEMENT DE TRAVAUX DE REHABILITATION POUR 198 LOGEMENTS                   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 913 000,00              |
| 10/04/2017 - 5161677   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 939 190,74              |
| 10/04/2017 - 5161678   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 148 798,95            |
| 10/04/2017 - 5161679   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 515 498,40              |
| 10/04/2017 - 5161680   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 621 834,01              |
| 10/04/2017 - 5161681   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 937 048,43              |
| 10/04/2017 - 5161682   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 630 105,25              |
| 10/04/2017 - 5161813   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 525 273,67              |
| 31/07/2017 - 1313575   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 484 153,47            |
| 31/07/2017 - 1313576   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 4 267 462,97            |
| 31/07/2017 - 1313587   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 624 808,95            |
| 31/07/2017 - 1313590   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 45 463,99               |
| 31/07/2017 - 1313591   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 113 599,62              |
| 31/07/2017 - 1313593   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 283 794,01              |
| 31/07/2017 - 1313594   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 16 809 602,79           |
| 31/07/2017 - 1313596   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 725 337,26            |
| 31/07/2017 - 1313597   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 332 819,14              |
| 31/07/2017 - 1313598   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 270 992,45              |
| 31/07/2017 - 1313599   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 222 796,87              |
| 31/07/2017 - 1313600   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 617 037,00            |
| 31/07/2017 - 1313601   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 976 378,00            |
| 31/07/2017 - 1313602   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 444 235,00              |
| 31/07/2017 - 1313603   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 542 954,00              |
| 31/07/2017 - 1313604   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 101 690,00              |
| 31/07/2017 - 1313605   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 124 287,00              |
| 31/07/2017 - 1313607   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 1 286 552,64            |
| 31/07/2017 - 1313608   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 319 520,00              |
| 31/07/2017 - 1344131   | SAIEM MALAKOFF HABITAT           | OPH                           | Public                          | 6 245 811,00            |

| La nature de l'engagement (2)   | Nom de l'organisme  | Raison sociale de l'organisme  | Nature juridique de l'organisme                           | Montant de l'engagement |
|---|---|--|---|-------------------------|
| 31/07/2017 - 1344132  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 5 115 236,00            |
| 26/10/2017 - FINANCEMENT VEFA 13  | SCI MALAKOFF VUE SUR PARC   | AUTRES   | Privé   | 2 701 558,00            |
| LOGEMENTS SITUES 33-35 RUE ALEXIS MARTIN  |   |  |   |                         |
| 01/07/2018 - 1317342  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 448 296,11              |
| 01/07/2018 - 1317343  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 1 539 817,96            |
| 01/07/2018 - 1317345  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 570 265,17              |
| 01/07/2018 - 1317347  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 3 717 257,53            |
| 01/07/2018 - 1317348  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 132 362,40              |
| 01/07/2018 - 1317349  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 2 529 615,36            |
| 01/07/2018 - 1317350  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 926 542,09              |
| 01/07/2018 - 1317351  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 1 755 015,30            |
| 01/07/2018 - 1317464  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 2 219 535,38            |
| 01/07/2018 - 1317499  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 167 613,89              |
| 01/07/2018 - 1317720  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 690 939,70              |
| 01/07/2018 - 1317721  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 4 800 858,05            |
| 01/07/2018 - 1317722  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 2 191 091,34            |
| 01/07/2018 - 1317723  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 7 491 041,97            |
| 01/07/2018 - 1317724  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 605 849,63              |
| 01/07/2018 - 1317725  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 2 637 487,20            |
| 01/07/2018 - 1317726  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 1 029 981,71            |
| 01/07/2018 - 1317727  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 948 546,19              |
| 01/11/2018 - 1319580  | RATP HABITAT  | ESH  | Privé   | 1 098 351,51            |
| 14/11/2018 - PRET POUR TRAVAUX  | LA FABRIQUE A NEUF  | ASSOCIATION  | Privé   | 30 000,00               |
| 16/11/2018 - 5242686  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 1 904 000,00            |
| 16/11/2018 - 5242687  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 1 915 625,00            |
| 19/12/2018 - RENOVATION DU MARCHÉ DE LA VILLE DE MALAKOFF   | SAS Loiseau Marchés   | AUTRES   | Privé   | 1 200 000,00            |
| 19/12/2019 - TRAVAUX DE REMPLACEMENTS OU D INSTALLATIONS DE SYSTEMES D INTERPHONIE  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 891 572,00              |
| 01/01/2020 - 5289308  | SAIEM MALAKOFF HABITAT  | OPH  | Public  | 872 350,00              |
| <b>Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme</b> |   |  |   |                         |
| - Subvention supérieure à 75000 ou représentant plus de 50% produit figurant au compte du résultat                              | CCAS  | Centre Communal d'Action Sociale   | Public  | 800 000,00              |
| - Subvention supérieure à 75000 ou représentant plus de 50% produit figurant au compte du résultat                              | USMM  | USSM   | Privé   | 489 000,00              |
| <b>Autres</b>   |   |  |   |                         |
| - Intercommunalité  | Vallée Sud-Grand Paris  | Vallée Sud-Grand Paris   | EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) | 8 655 560,00            |
| - Intercommunalité  | Syndicat intercommunal du cimetière de Clamart  | Syndicat intercommunal du cimetière de Clamart                                       | Syndicat  | 142 893,00              |
| - Intercommunalité  | Syndicat intercommunal pour le Gaz et l'électricité en Ile-de-France SIGEIF                   | Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile de France                 | Syndicat  | 5 709,96                |
| - Intercommunalité  | Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne SIFUREP                              | Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne                             | Syndicat  | 1 551,00                |
| - Intercommunalité  | Syndicat Intercommunal Périphérie de Paris pour Energies et Réseaux de Communication SIPPAREC | Syndicat Intercommunal Périphérie de Paris pour Energies et Réseaux de communication | Syndicat  | 14 436,62               |
| - Intercommunalité  | Syndicat Autolib' Vélib' Métropole  | Syndicat Autolib' Vélib' Métropole   | Syndicat  | 70 000,00               |

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS  
LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT****C3.1****C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU  
L'ETABLISSEMENT**

| DESIGNATION DES ORGANISMES   | DATE D'ADHESION | MODE DE FINANCEMENT (1) | MONTANT DU FINANCEMENT |
|--|-----------------|-------------------------|------------------------|
| <b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>                        |                 |                         |                        |
| Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Electricité en Ile de France SIGEIF        | 01/01/1900      |                         | 5 709,96               |
| Syndicat Intercommunal Funéraire de la région Parisienne SIFUREP                   | 01/01/1900      |                         | 1 551,00               |
| Syndicat Interco Périphérie de Paris Energies et Réseaux Communication<br>SIPPEREC | 01/01/1900      |                         | 14 436,62              |
| Syndicat Intercommunal du cimetière de Clamart                                     | 17/04/1946      |                         | 142 893,00             |
| Vallée Sud-Métropole du Grand Paris  | 01/01/2016      |                         | 8 655 560,00           |
| Syndicat Autolib' Vélib' Métropole   | 01/01/2017      |                         | 70 000,00              |
| <b>Autres organismes de regroupement</b>   |                 |                         |                        |

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES PAR LA COMMUNE****C3.2****C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES (1)**

| Catégorie d'établissement | Intitulé / objet de l'établissement | Date de création | N° et date de délibération | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---------------------------|-------------------------------------|------------------|----------------------------|---------------------------------|-----------------|
| CCAS                      | Bureau de bienfaisance              | 10/02/1884       | 5.0 - 10/02/1884           | SPA                             | Non             |

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

**IV – ANNEXES****AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS****LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE****C3.3****C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

| Catégorie d'établissement | Intitulé / objet de l'établissement            | Date de création | N° et date de délibération | N° SIRET       | Nature de l'activité (SPIC/SPA) | TVA (oui / non) |
|---------------------------|--|------------------|----------------------------|----------------|---------------------------------|-----------------|
| LOCATION DES PARKINGS     | Construction-Acquisition-Location des Parkings | 18/03/1998       | 25.0 - 18/03/1998          | 21920046600296 | SPIC                            | Oui             |

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**

**C3.4**

**C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE**



**IV – ANNEXES****DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES****D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES**

| Libellés     | Bases notifiées<br>(si connues à<br>la date de vote) | Variation des<br>bases/(N-1)<br>(%) | Taux appliqués par<br>décision de<br>l'assemblée<br>délibérante<br>(%) | Variation de<br>taux/N-1<br>(%) | Produit voté<br>par<br>l'assemblée<br>délibérante | Variation du<br>produit/N-1<br>(%) |
|--------------|--|-------------------------------------|--|---------------------------------|---|------------------------------------|
| TFPB         | 0,00   | 0,00                                | 31,99  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                               |
| TFPNB        | 0,00   | 0,00                                | 13,30  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                               |
| CFE          | 0,00   | 0,00                                | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                               |
| <b>TOTAL</b> | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                         |  |                                 | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                        |

## IV – ANNEXES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

|                       |  |
|-----------------------|--|
| AARSSE Rodéric        |  |
| ALAUDAT Fatiha        |  |
| AOUAD Michel          |  |
| APRIKIAN Virginie     |  |
| BA Saliou             |  |
| BEL HADJ YOUSSEF Héla |  |
| BELHOMME Jacqueline   |  |
| BOYAVAL Jocelyne      |  |
| BRESSET Gilles        |  |
| BRICE Pascal          |  |
| CARDOT Dominique      |  |
| COURTEILLE Loïc       |  |
| DANAES Aurélien       |  |
| FIGUERES Sonia        |  |
| FRANCOIS Thomas       |  |
| GARCIA Nicolas        |  |
| GHIATI Vanessa        |  |
| GOLDBERG Michaël      |  |
| GUTIEREZ Grégory      |  |
| HAMMACHE Nadia        |  |
| HEMIDI Farid          |  |

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

|                           |  |
|---------------------------|--|
| IBOS Bénédicte            |  |
| JANNES Emmanuelle         |  |
| KITENGE Tracy             |  |
| LE GUILLOU Annick         |  |
| MORICE Catherine          |  |
| MURET Julie               |  |
| OLIVEIRA Antonio          |  |
| PARMENTIER Corinne        |  |
| POULLE Jean-Michel        |  |
| PRONESTI Roger            |  |
| RAJZMAN Olivier           |  |
| RAULT Charlotte           |  |
| SOURIGUES Carole          |  |
| SYLLA Fatou               |  |
| TAUTHUI Stéphane          |  |
| TOUEILLES Antony          |  |
| TRICHET-ALLAIRE Dominique |  |
| VERNANT Martin            |  |

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| <b>IV - ANNEXES</b>         | <b>IV</b> |
| <b>ARRETE ET SIGNATURES</b> | <b>D2</b> |

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :



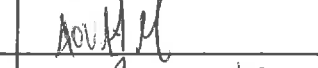


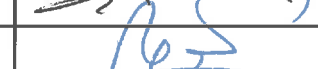



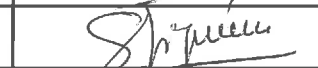

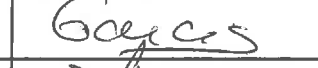


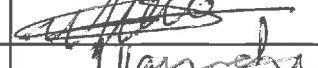



Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

|                       |                             |   |
|-----------------------|-----------------------------|---|
| AARSSE Rodéric        | Pouvoir donné à M. IBOS     |    |
| ALAUDAT Fatiha        |                             |    |
| AOUAD Michel          |                             |    |
| APRIKIAN Virginie     |                             |   |
| BA Saliou             | Pouvoir de M. KITENGE       |  |
| BEL HADJ YOUSSEF Héla |                             |  |
| BELHOMME Jacqueline   | Pouvoir de M. GHATI         |  |
| BOYAVAL Jocelyne      |                             |  |
| BRESSET Gilles        | Pouvoir de M. MONESTI       |  |
| BRICE Pascal          |                             |  |
| CARDOT Dominique      |                             |  |
| COURTEILLE Loïc       |                             |  |
| DANAES Aurélien       |                             |  |
| FIGUERES Sonia        | Pouvoir de M. POUILLÉ       |  |
| FRANCOIS Thomas       |                             |  |
| GARCIA Nicolas        |                             |  |
| GHIATI Vanessa        | Pouvoir donné à M. BELTONNE |  |
| GOLDBERG Michaël      |                             |  |
| GUTIEREZ Grégory      |                             |  |
| HAMMACHE Nadia        |                             |  |
| HEMIDI Farid          |                             |  |

## IV – ANNEXES

## DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

IV






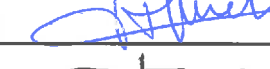


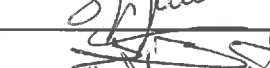









D1

## D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

| Libellés     | Bases notifiées<br>(si connues à<br>la date de vote) | Variation des<br>bases/(N-1)<br>(%) | Taux appliqués par<br>décision de<br>l'assemblée<br>délibérante<br>(%) | Variation de<br>taux/N-1<br>(%) | Produit voté<br>par<br>l'assemblée<br>délibérante | Variation du<br>produit/N-1<br>(%) |
|--------------|--|-------------------------------------|--|---------------------------------|---|------------------------------------|
| TFPB         | 0,00   | 0,00                                | 31,99  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                               |
| TFPNB        | 0,00   | 0,00                                | 13,30  | 0,00                            | 0,00  | 0,00                               |
| CFE          | 0,00   | 0,00                                | 0,00   | 0,00                            | 0,00  | 0,00                               |
| <b>TOTAL</b> | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                         |  |                                 | <b>0,00</b>                                       | <b>0,00</b>                        |

**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

D2

|                           |                                  |   |
|---------------------------|----------------------------------|---|
| IBOS Bénédicte            | Pouai de M <sup>r</sup> AASSE    |    |
| JANNES Emmanuelle         |                                  |    |
| KITENGE Tracy             | Pouai donné à M <sup>r</sup> BA. |    |
| LE GUILLOU Annick         |                                  |    |
| MORICE Catherine          |                                  |    |
| MURET Julie               | Pouai de Mme TRICHET-ALLAIRE     |    |
| OLIVEIRA Antonio          |                                  |    |
| PARMENTIER Corinne        |                                  |    |
| POULLE Jean-Michel        | Pouai donné à Mme FLOUËNS        |    |
| PRONESTI Roger            | Pouai donné à M. BRESSET         |    |
| RAJZMAN Olivier           |                                  |    |
| RAULT Charlotte           |                                  |   |
| SOURIGUES Carole          |                                  |  |
| SYLLA Fatou               |                                  |  |
| TAUTHUI Stéphane          |                                  |  |
| TOUEILLES Antony          |                                  |  |
| TRICHET-ALLAIRE Dominique | Pouai donné à Mme MURET          |  |
| VERNANT Martin            |                                  |  |

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : ..

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_24-BF

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Adoption du budget annexe Parkings – Exercice 2022.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_25</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### **Etaient Présents (33) :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles – Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat (6) :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Secrétaire de séance :**

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.



# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_25

Objet : Adoption du budget annexe Parkings – Exercice 2022.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;

**Vu** l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

**Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article1 : ADOPTE** le Budget Annexe des Parkings pour l'exercice 2022, équilibré en recettes et en dépenses pour la section de fonctionnement à 542 688 € et pour la section d'investissement à 152 000 € comme prévu dans les tableaux suivants :

| DEPENSES D'EXPLOITATION                           |  |                                   |                           |                        |                   |                      |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| Chap.   | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
| 011   | Charges à caractère général                | 256 589,52                        | 0,00                      | 279 000,00             | 279 000,00        | 279 000,00           |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés      | 55 000,00                         | 0,00                      | 66 000,00              | 66 000,00         | 66 000,00            |
| 014   | Atténuations de produits                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 20 000,00                         | 0,00                      | 20 000,00              | 20 000,00         | 20 000,00            |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |  | <b>331 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>365 000,00</b>      | <b>365 000,00</b> | <b>365 000,00</b>    |
| 66  | Charges financières                        | 25 000,00                         | 0,00                      | 25 000,00              | 25 000,00         | 25 000,00            |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 5 000,00                          | 0,00                      | 5 000,00               | 5 000,00          | 5 000,00             |
| 68  | Dotations aux provisions et dépréciat* (4) | 10 000,00                         |                           | 10 000,00              | 10 000,00         | 10 000,00            |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 022   | Dépenses imprévues                         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |  | <b>371 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>405 000,00</b>      | <b>405 000,00</b> | <b>405 000,00</b>    |
| 023   | Virement à la section d'investissement (6) | 30 589,52                         |                           | 20 588,00              | 20 588,00         | 20 588,00            |
| 042   | Opérat* ordre transfert entre sections (6) | 110 410,48                        |                           | 111 000,00             | 111 000,00        | 111 000,00           |
| 043   | Opérat* ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>150 000,00</b>                 |                           | <b>137 688,00</b>      | <b>137 688,00</b> | <b>137 688,00</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>542 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> | <b>542 688,00</b>    |

|   |                   |
|---|-------------------|
|   | +                 |
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)            | 0,00              |
|   | =                 |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>542 688,00</b> |

## RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap.   | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 013   | Atténuations de charges                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 73  | Produits issus de la fiscalité (7)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 74  | Subventions d'exploitation                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 75  | Autres produits de gestion courante          | 480 000,00                        | 0,00                      | 540 688,00             | 540 688,00        | 540 688,00           |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |  | <b>480 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>540 688,00</b>      | <b>540 688,00</b> | <b>540 688,00</b>    |
| 76  | Produits financiers                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 77  | Produits exceptionnels                       | 41 589,52                         | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00          | 2 000,00             |
| 78  | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>542 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> | <b>542 688,00</b>    |
| 042   | Opérat* ordre transfert entre sections (5)   | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 043   | Opérat* ordre Intérieur de la section (5)    | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>0,00</b>                       |                           | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>542 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> | <b>542 688,00</b>    |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>542 688,00</b> |
|---|-------------------|

## DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap.  | Libellé                                       | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|--|---|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 20   | Immobilisations incorporelles                 | 30 000,00                         | 0,00                      | 30 000,00              | 30 000,00         | 30 000,00            |
| 21   | Immobilisations corporelles                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 22   | Immobilisations reçues en affectation         | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 23   | Immobilisations en cours                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des opérations d'équipement</b>           |   | <b>30 000,00</b>                  | <b>0,00</b>               | <b>30 000,00</b>       | <b>30 000,00</b>  | <b>30 000,00</b>     |
| 10   | Dotations, fonds divers et réserves           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 13   | Subventions d'investissement                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 16   | Emprunts et dettes assimilées                 | 122 000,00                        | 0,00                      | 122 000,00             | 122 000,00        | 122 000,00           |
| 18   | Compte de liaison : affectat* (BA,regie) (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 26   | Participat* et créances rattachées            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 27   | Autres immobilisations financières            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 020  | Dépenses imprévues                            | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses financières</b>              |   | <b>122 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>122 000,00</b>      | <b>122 000,00</b> | <b>122 000,00</b>    |
| 45...  | Total des opérations pour compte de tiers (6) | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> |   | <b>152 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>152 000,00</b>      | <b>152 000,00</b> | <b>152 000,00</b>    |
| 040  | Opérat* ordre transfert entre sections (4)    | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 041  | Opérations patrimoniales (4)                  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> |   | <b>0,00</b>                       |                           | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                       |   | <b>152 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>152 000,00</b>      | <b>152 000,00</b> | <b>152 000,00</b>    |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

## RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                                   | 0,00                              | 0,00                      | 12 312,00              | 12 312,00         | 12 312,00            |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 20    | Immobilisations incorporelles                                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                                    | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>                         | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>               | <b>12 312,00</b>       | <b>12 312,00</b>  | <b>12 312,00</b>     |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                            | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 106   | Réserves (7)   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                                 | 2 000,00                          | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00          | 2 000,00             |
| 18    | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) (5)                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 26    | Participat* et créances rattachées                             | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                             | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes financières</b>                          | <b>2 000,00</b>                   | <b>0,00</b>               | <b>2 000,00</b>        | <b>2 000,00</b>   | <b>2 000,00</b>      |
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (6)               | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b>             | <b>2 000,00</b>                   | <b>0,00</b>               | <b>14 312,00</b>       | <b>14 312,00</b>  | <b>14 312,00</b>     |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)                      | 30 580,52                         |                           | 20 588,00              | 20 588,00         | 20 588,00            |
| 040   | Opérat* ordre transfert entre sections (4)                     | 110 410,48                        |                           | 111 000,00             | 111 000,00        | 111 000,00           |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                                   | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b>             | <b>150 000,00</b>                 |                           | <b>137 688,00</b>      | <b>137 688,00</b> | <b>137 688,00</b>    |
|       | <b>TOTAL</b>   | <b>152 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>152 000,00</b>      | <b>152 000,00</b> | <b>152 000,00</b>    |
|       |  |                                   |                           |                        |                   | +                    |
|       | <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |                                   |                           |                        |                   | <b>0,00</b>          |
|       |  |                                   |                           |                        |                   | =                    |
|       | <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>            |                                   |                           |                        |                   | <b>152 000,00</b>    |

**Article 2 :** La présente délibération sera affichée, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine et Monsieur le Trésorier municipal.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

Vote :

**Pour les dépenses d'exploitation**, par 29 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé) et 10 abstentions (Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Vernant, M. Touelles, M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault, M. Tauthui) ;

**Pour les recettes d'exploitation**, par 29 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé) et 10 abstentions (Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Vernant, M. Touelles, M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault, M. Tauthui) ;

- **Pour les dépenses d'investissement**, par 29 voix POUR (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé) et 10 abstentions (Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Vernant, M. Toueilles, M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault, M. Tauthui) ;
  
- **Pour les recettes d'investissement**, par 29 voix POUR dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Trichet-Allaire, Mme Ghiati, Mme Kitenge, M. Poullé) et 10 abstentions (Mme Hammache, Mme Bel Hadj Youssef, M. Vernant, M. Toueilles, M. Bresset, M. Pronesti/Mandat, Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault, M. Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

|  |  |
|--|--|
| <b>Numéro SIRET</b><br><b>21920046600296</b> | <b>COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT</b><br><b>BUDGET ANNEXE DE LOCATION DES PARKINGS</b><br><b>M4 MAIRIE</b> |
|--|--|

POSTE COMPTABLE DE : POSTE COMPTABLE DE MONTROUGE

|                             |
|-----------------------------|
| <b>SERVICE PUBLIC LOCAL</b> |
|-----------------------------|

M. 4 (1)

|                        |
|------------------------|
| <b>Budget primitif</b> |
|------------------------|

BUDGET : BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV (2)

**ANNEE 2022**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

# Sommaire

## I - Informations générales

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| Modalités de vote du budget | 3 |
|-----------------------------|---|

## II - Présentation générale du budget

|  |    |
|--|----|
| A1 - Vue d'ensemble - Sections                             | 4  |
| A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres   | 5  |
| A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres | 7  |
| B1 - Balance générale du budget - Dépenses                 | 9  |
| B2 - Balance générale du budget - Recettes                 | 10 |

## III - Vote du budget

|   |    |
|---|----|
| A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses               | 12 |
| A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes               | 14 |
| B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses             | 15 |
| B2 - Section d'investissement - Détail des recettes             | 16 |
| B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | 17 |

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

|   |    |
|---|----|
| A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie  | 18 |
| A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette   | 19 |
| A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux  | 23 |
| A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours  | 24 |
| A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture   | 25 |
| A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes   | 27 |
| A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements   | 28 |
| A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations   | 29 |
| A3.2 - Etalement des provisions   | 30 |
| A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses  | 31 |
| A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes  | 32 |
| A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1)             | 33 |
| A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)           | 34 |
| A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1)   | 35 |
| A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) | 36 |
| A6 - Etat des charges transférées   | 37 |
| A7 - Détail des opérations pour compte de tiers   | 38 |

### B - Engagements hors bilan

|   |    |
|---|----|
| B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie                                  | 39 |
| B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt            | 40 |
| B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget                      | 41 |
| B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail   | 42 |
| B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé                            | 43 |
| B1.6 - Etat des autres engagements donnés                                       | 44 |
| B1.7 - Etat des engagements reçus   | 45 |
| B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents | 46 |
| B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | 47 |

### C - Autres éléments d'informations

|  |    |
|--|----|
| C1.1 - Etat du personnel   | 48 |
| C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie | 50 |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2)                         | 51 |
| C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3)                                       | 52 |

### D - Arrêté et signatures

|                          |    |
|--------------------------|----|
| D - Arrêté et signatures | 53 |
|--------------------------|----|

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

## I – INFORMATIONS GENERALES

### MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :

- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
- sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**VUE D'ENSEMBLE**

**EXPLOITATION**

|   |   | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION | RECETTES DE LA SECTION<br>D'EXPLOITATION |
|---|---|--|--|
| V<br>O<br>T<br>E                                  | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES<br>AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 542 688,00                               | 542 688,00                               |
|   | +   | +  | +  |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S                   | RESTES A REALISER (R.A.R) DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)          | 0,00                                     | 0,00                                     |
|   | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION<br>REPORTE (2)                        | (si déficit)<br>0,00                     | (si excédent)<br>0,00                    |
| =   |   | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION<br/>(3)</b> |   | <b>542 688,00</b>                        | <b>542 688,00</b>                        |

**INVESTISSEMENT**

|   |  | DEPENSES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION<br>D'INVESTISSEMENT |
|---|--|--|--|
| V<br>O<br>T<br>E                                    | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES<br>AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y<br>compris les comptes 1064 et 1068) | 152 000,00                                 | 152 000,00                                 |
|   | +  | +  | +  |
| R<br>E<br>P<br>O<br>R<br>T<br>S                     | RESTES A REALISER (R.A.R) DE<br>L'EXERCICE PRECEDENT (2)   | 0,00                                       | 0,00                                       |
|   | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA<br>SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE<br>(2)                                   | (si solde négatif)<br>0,00                 | (si solde positif)<br>0,00                 |
| =   |  | =  | =  |
| <b>TOTAL DE LA SECTION<br/>D'INVESTISSEMENT (3)</b> |  | <b>152 000,00</b>                          | <b>152 000,00</b>                          |

**TOTAL**

|                            |                   |                   |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>TOTAL DU BUDGET (3)</b> | <b>694 688,00</b> | <b>694 688,00</b> |
|----------------------------|-------------------|-------------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.



**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET  
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES**

**DEPENSES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé                                    | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 011   | Charges à caractère général                | 256 589,52                        | 0,00                      | 279 000,00             | 279 000,00        | 279 000,00           |
| 012   | Charges de personnel, frais assimilés      | 55 000,00                         | 0,00                      | 66 000,00              | 66 000,00         | 66 000,00            |
| 014   | Atténuations de produits                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 65  | Autres charges de gestion courante         | 20 000,00                         | 0,00                      | 20 000,00              | 20 000,00         | 20 000,00            |
| <b>Total des dépenses de gestion des services</b> |  | <b>331 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>365 000,00</b>      | <b>365 000,00</b> | <b>365 000,00</b>    |
| 66  | Charges financières                        | 25 000,00                         | 0,00                      | 25 000,00              | 25 000,00         | 25 000,00            |
| 67  | Charges exceptionnelles                    | 5 000,00                          | 0,00                      | 5 000,00               | 5 000,00          | 5 000,00             |
| 68  | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 10 000,00                         |                           | 10 000,00              | 10 000,00         | 10 000,00            |
| 69  | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 022   | Dépenses imprévues                         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses réelles d'exploitation</b>  |  | <b>371 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>405 000,00</b>      | <b>405 000,00</b> | <b>405 000,00</b>    |
| 023   | Virement à la section d'investissement (6) | 39 589,52                         |                           | 26 688,00              | 26 688,00         | 26 688,00            |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (6) | 110 410,48                        |                           | 111 000,00             | 111 000,00        | 111 000,00           |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (6)  | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des dépenses d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>150 000,00</b>                 |                           | <b>137 688,00</b>      | <b>137 688,00</b> | <b>137 688,00</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>542 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> | <b>542 688,00</b>    |

+

|   |  |             |
|---|--|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |  | <b>0,00</b> |
|---|--|-------------|

=

|   |  |                   |
|---|--|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> |  | <b>542 688,00</b> |
|---|--|-------------------|

**RECETTES D'EXPLOITATION**

| Chap.   | Libellé                                      | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|---|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 013   | Atténuations de charges                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 73  | Produits issus de la fiscalité (7)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 74  | Subventions d'exploitation                   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 75  | Autres produits de gestion courante          | 480 000,00                        | 0,00                      | 540 688,00             | 540 688,00        | 540 688,00           |
| <b>Total des recettes de gestion des services</b> |  | <b>480 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>540 688,00</b>      | <b>540 688,00</b> | <b>540 688,00</b>    |
| 76  | Produits financiers                          | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 77  | Produits exceptionnels                       | 41 589,52                         | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00          | 2 000,00             |
| 78  | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des recettes réelles d'exploitation</b>  |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>542 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> | <b>542 688,00</b>    |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (6)   | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (6)    | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| <b>Total des recettes d'ordre d'exploitation</b>  |  | <b>0,00</b>                       |                           | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>          |
| <b>TOTAL</b>                                      |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>542 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> | <b>542 688,00</b>    |

+

|   |  |             |
|---|--|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> |  | <b>0,00</b> |
|---|--|-------------|

=

|   |  |                   |
|---|--|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> |  | <b>542 688,00</b> |
|---|--|-------------------|

**Pour information :**

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)</b> | <b>137 688,00</b> |
|---|-------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6)  $DE\ 023 = RI\ 021$  ;  $DI\ 040 = RE\ 042$  ;  $RI\ 040 = DE\ 042$  ;  $DI\ 041 = RI\ 041$  ;  $DE\ 043 = RE\ 043$ .

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération  $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$  ou solde de l'opération  $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$ .

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

#### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 30 000,00                         | 0,00                      | 30 000,00              | 30 000,00         | 30 000,00            |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | Total des opérations d'équipement                  | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'équipement</b>             | <b>30 000,00</b>                  | <b>0,00</b>               | <b>30 000,00</b>       | <b>30 000,00</b>  | <b>30 000,00</b>     |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 13    | Subventions d'investissement                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées                      | 122 000,00                        | 0,00                      | 122 000,00             | 122 000,00        | 122 000,00           |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 020   | Dépenses imprévues                                 | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses financières</b>              | <b>122 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>122 000,00</b>      | <b>122 000,00</b> | <b>122 000,00</b>    |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (6)      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses réelles d'investissement</b> | <b>152 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>152 000,00</b>      | <b>152 000,00</b> | <b>152 000,00</b>    |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des dépenses d'ordre d'investissement</b> | <b>0,00</b>                       |                           | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>       | <b>0,00</b>          |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>152 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>152 000,00</b>      | <b>152 000,00</b> | <b>152 000,00</b>    |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

#### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé  | Pour mémoire budget précédent (1) | Restes à réaliser N-1 (2) | Propositions nouvelles | VOTE (3)          | TOTAL (= RAR + vote) |
|-------|--|-----------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|----------------------|
| 13    | Subventions d'investissement                       | 0,00                              | 0,00                      | 12 312,00              | 12 312,00         | 12 312,00            |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (hors 165)           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 20    | Immobilisations incorporelles                      | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 21    | Immobilisations corporelles                        | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation              | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 23    | Immobilisations en cours                           | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'équipement</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>               | <b>12 312,00</b>       | <b>12 312,00</b>  | <b>12 312,00</b>     |
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 106   | Réserves (7)                                       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 165   | Dépôts et cautionnements reçus                     | 2 000,00                          | 0,00                      | 2 000,00               | 2 000,00          | 2 000,00             |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)       | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 26    | Participat° et créances rattachées                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
| 27    | Autres immobilisations financières                 | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes financières</b>              | <b>2 000,00</b>                   | <b>0,00</b>               | <b>2 000,00</b>        | <b>2 000,00</b>   | <b>2 000,00</b>      |
| 45... | Total des opérations pour le compte de tiers (6)   | 0,00                              | 0,00                      | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes réelles d'investissement</b> | <b>2 000,00</b>                   | <b>0,00</b>               | <b>14 312,00</b>       | <b>14 312,00</b>  | <b>14 312,00</b>     |
| 021   | Virement de la section d'exploitation (4)          | 39 589,52                         |                           | 26 688,00              | 26 688,00         | 26 688,00            |
| 040   | Opérat° ordre transfert entre sections (4)         | 110 410,48                        |                           | 111 000,00             | 111 000,00        | 111 000,00           |
| 041   | Opérations patrimoniales (4)                       | 0,00                              |                           | 0,00                   | 0,00              | 0,00                 |
|       | <b>Total des recettes d'ordre d'investissement</b> | <b>150 000,00</b>                 |                           | <b>137 688,00</b>      | <b>137 688,00</b> | <b>137 688,00</b>    |
|       | <b>TOTAL</b>                                       | <b>152 000,00</b>                 | <b>0,00</b>               | <b>152 000,00</b>      | <b>152 000,00</b> | <b>152 000,00</b>    |


+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

Pour information :

Envoyé en préfecture le 08/04/2022  
 Reçu en préfecture le 08/04/2022  
 Affiché le   
 ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_25-BF  
 107 500,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

|   |  |
|---|--|
| <b>AUTOFINANCEMENT PREVISION<br/>                 DÉGAGÉ PAR LA SECTION<br/>                 FONCTIONNEMENT (8)</b> |  |
|---|--|

- (1) cf. Modalités de vote I.
- (2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
- (3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
- (5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
- (6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).
- (7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
- (8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

## II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

### BALANCE GENERALE DU BUDGET

#### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

|     | EXPLOITATION                                  | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-----|---|------------------------|------------------------|-------------------|
| 011 | Charges à caractère général                   | 279 000,00             |                        | 279 000,00        |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés         | 66 000,00              |                        | 66 000,00         |
| 014 | Atténuations de produits                      | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 60  | <i>Achats et variation des stocks (3)</i>     |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 65  | Autres charges de gestion courante            | 20 000,00              |                        | 20 000,00         |
| 66  | Charges financières                           | 25 000,00              | 0,00                   | 25 000,00         |
| 67  | Charges exceptionnelles                       | 5 000,00               | 0,00                   | 5 000,00          |
| 68  | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions         | 10 000,00              | 111 000,00             | 121 000,00        |
| 69  | Impôts sur les bénéfiques et assimilés (4)    | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 71  | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 022 | Dépenses imprévues                            | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 023 | <i>Virement à la section d'investissement</i> |                        | 26 688,00              | 26 688,00         |
|     | <b>Dépenses d'exploitation – Total</b>        | <b>405 000,00</b>      | <b>137 688,00</b>      | <b>542 688,00</b> |

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>542 688,00</b> |
|---|-------------------|

|       | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-------|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 13    | Subventions d'investissement                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 14    | <i>Prov. Réglementées, amort. dérogatoires</i>           |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 15    | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i>            |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 122 000,00             | 0,00                   | 122 000,00        |
| 18    | Compte de liaison : affectat° (BA,régie)                 | 0,00                   |                        | 0,00              |
|       | Total des opérations d'équipement                        | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 20    | Immobilisations incorporelles (6)                        | 30 000,00              | 0,00                   | 30 000,00         |
| 21    | Immobilisations corporelles (6)                          | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation (6)                | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 23    | Immobilisations en cours (6)                             | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 26    | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 27    | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 28    | <i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i>      |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 29    | <i>Dépréciation des immobilisations</i>                  |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 39    | <i>Dépréciat° des stocks et en-cours</i>                 |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (7)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 481   | <i>Charges à répartir plusieurs exercices</i>            |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 3...  | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 020   | Dépenses imprévues                                       | 0,00                   |                        | 0,00              |
|       | <b>Dépenses d'investissement – Total</b>                 | <b>152 000,00</b>      | <b>0,00</b>            | <b>152 000,00</b> |

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

**II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET**  
**BALANCE GENERALE DU BUDGET**

**2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)**

|     | EXPLOITATION                             | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-----|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 013 | Atténuations de charges                  | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 60  | Achats et variation des stocks (3)       |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations   | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 71  | Production stockée (ou déstockage) (3)   |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 72  | Production immobilisée                   |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 73  | Produits issus de la fiscalité (6)       | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 74  | Subventions d'exploitation               | 0,00                   |                        | 0,00              |
| 75  | Autres produits de gestion courante      | 540 688,00             |                        | 540 688,00        |
| 76  | Produits financiers                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 77  | Produits exceptionnels                   | 2 000,00               | 0,00                   | 2 000,00          |
| 78  | Reprise amort., dépréciat° et provisions | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 79  | Transferts de charges                    |                        | 0,00                   | 0,00              |
|     | <b>Recettes d'exploitation – Total</b>   | <b>542 688,00</b>      | <b>0,00</b>            | <b>542 688,00</b> |

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>542 688,00</b> |
|---|-------------------|

|       | INVESTISSEMENT   | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL             |
|-------|--|------------------------|------------------------|-------------------|
| 10    | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)           | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 13    | Subventions d'investissement                             | 12 312,00              | 0,00                   | 12 312,00         |
| 14    | Prov. Réglementées, amort. dérogatoires                  |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 15    | Provisions pour risques et charges (4)                   |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 16    | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 2 000,00               | 0,00                   | 2 000,00          |
| 18    | Comptes liaison : affectat° BA, régies                   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 20    | Immobilisations incorporelles                            | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 21    | Immobilisations corporelles                              | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 22    | Immobilisations reçues en affectation                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 23    | Immobilisations en cours                                 | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 26    | Participations et créances rattachées                    | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 27    | Autres immobilisations financières                       | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 28    | Amortissement des immobilisations                        |                        | 111 000,00             | 111 000,00        |
| 29    | Dépréciation des immobilisations (4)                     |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 39    | Dépréciat° des stocks et en-cours (4)                    |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (5)                      | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 481   | Charges à répartir plusieurs exercices                   |                        | 0,00                   | 0,00              |
| 3...  | Stocks   | 0,00                   | 0,00                   | 0,00              |
| 021   | Virement de la section d'exploitation                    |                        | 26 688,00              | 26 688,00         |
|       | <b>Recettes d'investissement – Total</b>                 | <b>14 312,00</b>       | <b>137 688,00</b>      | <b>152 000,00</b> |

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

+

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| <b>AFFECTATION AUX COMPTES 106</b> | <b>0,00</b> |
|------------------------------------|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
- (4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
- (6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1)   | Libellé (1)   | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)          |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| <b>011</b>   | <b>Charges à caractère général (5) (6)</b>              | <b>256 589,52</b>                 | <b>279 000,00</b>          | <b>279 000,00</b> |
| 6063   | Fournitures entretien et petit équi                     | 3 000,00                          | 1 500,00                   | 1 500,00          |
| 614  | Charges locatives et de copropriété                     | 50 000,00                         | 50 000,00                  | 50 000,00         |
| 6156   | Maintenance   | 25 589,52                         | 30 000,00                  | 30 000,00         |
| 6283   | Frais de nettoyage des locaux                           | 5 000,00                          | 5 500,00                   | 5 500,00          |
| 63512  | Taxes foncières   | 110 000,00                        | 110 000,00                 | 110 000,00        |
| 63513  | Autres impôts locaux                                    | 63 000,00                         | 82 000,00                  | 82 000,00         |
| <b>012</b>   | <b>Charges de personnel, frais assimilés</b>            | <b>55 000,00</b>                  | <b>66 000,00</b>           | <b>66 000,00</b>  |
| 6215   | Personnel affecté par CL de rattachement                | 55 000,00                         | 66 000,00                  | 66 000,00         |
| <b>014</b>   | <b>Atténuations de produits (7)</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>65</b>  | <b>Autres charges de gestion courante</b>               | <b>20 000,00</b>                  | <b>20 000,00</b>           | <b>20 000,00</b>  |
| 6541   | Créances admises en non-valeur                          | 10 000,00                         | 10 000,00                  | 10 000,00         |
| 6542   | Créances éteintes                                       | 10 000,00                         | 10 000,00                  | 10 000,00         |
| <b>TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a)</b><br><b>= (011 + 012 + 014 + 65)</b>                       |   | <b>331 589,52</b>                 | <b>365 000,00</b>          | <b>365 000,00</b> |
| <b>66</b>  | <b>Charges financières (b) (8)</b>                      | <b>25 000,00</b>                  | <b>25 000,00</b>           | <b>25 000,00</b>  |
| 66111  | Intérêts réglés à l'échéance                            | 22 000,00                         | 22 000,00                  | 22 000,00         |
| 66112  | Intérêts - Rattachement des ICNE                        | 3 000,00                          | 3 000,00                   | 3 000,00          |
| <b>67</b>  | <b>Charges exceptionnelles (c)</b>                      | <b>5 000,00</b>                   | <b>5 000,00</b>            | <b>5 000,00</b>   |
| 673  | Titres annulés sur exercices antérieurs                 | 5 000,00                          | 5 000,00                   | 5 000,00          |
| <b>68</b>  | <b>Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)</b>   | <b>10 000,00</b>                  | <b>10 000,00</b>           | <b>10 000,00</b>  |
| 6817   | Dot. dépréc. actifs circulants                          | 10 000,00                         | 10 000,00                  | 10 000,00         |
| <b>69</b>  | <b>Impôts sur les bénéfiques et assimilés (e) (10)</b>  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>022</b>   | <b>Dépenses imprévues (f)</b>                           | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b><br><b>= a + b + c + d + e + f</b>  |   | <b>371 589,52</b>                 | <b>405 000,00</b>          | <b>405 000,00</b> |
| <b>023</b>   | <b>Virement à la section d'investissement</b>           | <b>39 589,52</b>                  | <b>26 688,00</b>           | <b>26 688,00</b>  |
| <b>042</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)</b> | <b>110 410,48</b>                 | <b>111 000,00</b>          | <b>111 000,00</b> |
| 6811   | Dot. amort. Immos incorp. et corporelles                | 110 410,48                        | 111 000,00                 | 111 000,00        |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT</b>                                       |   | <b>150 000,00</b>                 | <b>137 688,00</b>          | <b>137 688,00</b> |
| <b>043</b>   | <b>Opérat° ordre intérieur de la section</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>  |   | <b>150 000,00</b>                 | <b>137 688,00</b>          | <b>137 688,00</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b><br><b>(= Total des opérations réelles et d'ordre)</b> |   | <b>521 589,52</b>                 | <b>542 688,00</b>          | <b>542 688,00</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (13)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>542 688,00</b> |
|---|-------------------|

#### Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

|                                      |          |
|--------------------------------------|----------|
| Montant des ICNE de l'exercice       | 3 000,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 3 000,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1       | 3 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DE 042 = RI 040.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.



(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des ré

### III – VOTE DU BUDGET

#### SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art(1)   | Libellé (1)                                      | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)          |
|---|--|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| 013   | Atténuations de charges (5)                      | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| 70  | Ventes produits fabriqués, prestations           | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| 73  | Produits issus de la fiscalité (6)               | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| 74  | Subventions d'exploitation                       | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| 75  | Autres produits de gestion courante              | 480 000,00                        | 540 688,00                 | 540 688,00        |
| 752   | Revenus des immeubles                            | 480 000,00                        | 540 688,00                 | 540 688,00        |
| <b>TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES</b><br>(a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75                      |  | <b>480 000,00</b>                 | <b>540 688,00</b>          | <b>540 688,00</b> |
| 76  | Produits financiers (b)                          | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| 77  | Produits exceptionnels (c)                       | 41 589,52                         | 2 000,00                   | 2 000,00          |
| 778   | Autres produits exceptionnels                    | 41 589,52                         | 2 000,00                   | 2 000,00          |
| 78  | Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7) | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b><br>= a + b + c + d  |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>542 688,00</b>          | <b>542 688,00</b> |
| 042   | Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)   | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| 043   | Opérat° ordre intérieur de la section (8)        | 0,00                              | 0,00                       | 0,00              |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>   |  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE</b><br>(= Total des opérations réelles et d'ordre) |  | <b>521 589,52</b>                 | <b>542 688,00</b>          | <b>542 688,00</b> |

|   |   |                   |
|---|---|-------------------|
| + | <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b>                 | <b>0,00</b>       |
| + | <b>R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)</b>    | <b>0,00</b>       |
| = | <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b> | <b>542 688,00</b> |

#### Détail du calcul des ICNE au compte 7622

|                                      |      |
|--------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice       | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1       | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES**

| Chap / art (1)   | Libellé (1)  | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)          |
|--|--|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles (hors opérations)</b>         | <b>30 000,00</b>                  | <b>30 000,00</b>           | <b>30 000,00</b>  |
| 2031   | Frais d'études   | 30 000,00                         | 30 000,00                  | 30 000,00         |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles (hors opérations)</b>           | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)</b> | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours (hors opérations)</b>              | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>Total des dépenses d'équipement</b>   |  | <b>30 000,00</b>                  | <b>30 000,00</b>           | <b>30 000,00</b>  |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>                     | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées</b>                           | <b>122 000,00</b>                 | <b>122 000,00</b>          | <b>122 000,00</b> |
| 1641   | Emprunts en euros  | 120 000,00                        | 120 000,00                 | 120 000,00        |
| 165  | Dépôts et cautionnements reçus                                 | 2 000,00                          | 2 000,00                   | 2 000,00          |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>                | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>                      | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>                      | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>020</b>   | <b>Dépenses imprévues</b>                                      | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>Total des dépenses financières</b>  |  | <b>122 000,00</b>                 | <b>122 000,00</b>          | <b>122 000,00</b> |
| <b>Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers</b>  |  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL DEPENSES REELLES</b>  |  | <b>152 000,00</b>                 | <b>152 000,00</b>          | <b>152 000,00</b> |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)</b>          | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
|  | <i>Reprises sur autofinancement antérieur</i>                  | <i>0,00</i>                       | <i>0,00</i>                | <i>0,00</i>       |
|  | <i>Charges transférées</i>                                     | <i>0,00</i>                       | <i>0,00</i>                | <i>0,00</i>       |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (9)</b>                            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>  |  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)</b> |  | <b>152 000,00</b>                 | <b>152 000,00</b>          | <b>152 000,00</b> |

+

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (10)</b> | <b>0,00</b> |
|-----------------------------------|-------------|

+

|   |             |
|---|-------------|
| <b>D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)</b> | <b>0,00</b> |
|---|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET****SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTE**

| Chap / art (1)   | Libellé (1)   | Pour mémoire budget précédent (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4)          |
|--|---|-----------------------------------|----------------------------|-------------------|
| <b>13</b>  | <b>Subventions d'investissement</b>                   | <b>0,00</b>                       | <b>12 312,00</b>           | <b>12 312,00</b>  |
| 1311   | Subv. équipt Etat et établ. Nationaux                 | 0,00                              | 12 312,00                  | 12 312,00         |
| <b>16</b>  | <b>Emprunts et dettes assimilées (hors 165)</b>       | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>20</b>  | <b>Immobilisations incorporelles</b>                  | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>21</b>  | <b>Immobilisations corporelles</b>                    | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>22</b>  | <b>Immobilisations reçues en affectation</b>          | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>23</b>  | <b>Immobilisations en cours</b>                       | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>Total des recettes d'équipement</b>   |   | <b>0,00</b>                       | <b>12 312,00</b>           | <b>12 312,00</b>  |
| <b>10</b>  | <b>Dotations, fonds divers et réserves</b>            | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>165</b>   | <b>Dépôts et cautionnements reçus</b>                 | <b>2 000,00</b>                   | <b>2 000,00</b>            | <b>2 000,00</b>   |
| <b>18</b>  | <b>Compte de liaison : affectat° (BA,régie)</b>       | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>26</b>  | <b>Participat° et créances rattachées</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>27</b>  | <b>Autres immobilisations financières</b>             | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>Total des recettes financières</b>  |   | <b>2 000,00</b>                   | <b>2 000,00</b>            | <b>2 000,00</b>   |
| <b>Total des recettes d'opérations pour compte de tiers</b>  |   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL RECETTES REELLES</b>  |   | <b>2 000,00</b>                   | <b>14 312,00</b>           | <b>14 312,00</b>  |
| <b>021</b>   | <b>Virement de la section d'exploitation</b>          | <b>39 589,52</b>                  | <b>26 688,00</b>           | <b>26 688,00</b>  |
| <b>040</b>   | <b>Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)</b> | <b>110 410,48</b>                 | <b>111 000,00</b>          | <b>111 000,00</b> |
| 28131  | Bâtiments   | 98 098,48                         | 111 000,00                 | 111 000,00        |
| 28135  | Installations générales, agencements, ..              | 12 078,00                         | 0,00                       | 0,00              |
| 28181  | Installations générales, agencements                  | 234,00                            | 0,00                       | 0,00              |
| <b>TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION</b>                               |   | <b>150 000,00</b>                 | <b>137 688,00</b>          | <b>137 688,00</b> |
| <b>041</b>   | <b>Opérations patrimoniales (8)</b>                   | <b>0,00</b>                       | <b>0,00</b>                | <b>0,00</b>       |
| <b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>  |   | <b>150 000,00</b>                 | <b>137 688,00</b>          | <b>137 688,00</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)</b> |   | <b>152 000,00</b>                 | <b>152 000,00</b>          | <b>152 000,00</b> |

+

|                                  |             |
|----------------------------------|-------------|
| <b>RESTES A REALISER N-1 (9)</b> | <b>0,00</b> |
|----------------------------------|-------------|

+

|  |             |
|--|-------------|
| <b>R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)</b> | <b>0,00</b> |
|--|-------------|

=

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b> | <b>152 000,00</b> |
|---|-------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DE 042.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

**III – VOTE DU BUDGET**

**DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMEN**

Cet état ne contient pas d'information.

## IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE

## A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)   | Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2) | Montant maximum autorisé au 01/01/N | Montant des tirages N-1 | Montant des remboursements N-1 |                         | Encours restant dû au 01/01/N |
|--|--|-------------------------------------|-------------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------------|
|  |  |                                     |                         | Intérêts (3)                   | Remboursement du tirage |                               |
| 51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 51928 Autres avances de trésorerie                             |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 51931 Lignes de trésorerie                                     |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt                  |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 5194 Billets de trésorerie                                     |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 5198 Autres crédits de trésorerie                              |  |                                     |                         |                                |                         |                               |
| 519 Crédits de trésorerie (Total)                              |  | 0,00                                | 0,00                    | 0,00                           | 0,00                    | 0,00                          |

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)**

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)                   | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |   |                               |              |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
|--|---|-------------------|---|-------------------------------|--------------|----------------------------|----------------|--------------------|----------------|--------|------------------------------------|----------------------------|---|-------------------------|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation (1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)  | Type de taux d'intérêt (3) | Index (4)      | Taux initial       |                | Devise | Périodicité des remboursements (6) | Profil d'amortissement (7) | Possibilité de remboursement anticipé O/N | Catégorie d'emprunt (8) |
|  |   |                   |   |                               |              |                            |                | Niveau de taux (5) | Taux actuariel |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>                                       |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>                   |   |                   |   |                               | 2 492 102,15 |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1641 Emprunts en euros (total)   |   |                   |   |                               | 2 492 102,15 |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| MIN173065EUR   | Sté de Fin. Local                         | 31/12/1998        | 01/01/2002                                  | 01/03/2002                    | 442 102,15   | F                          | Taux Fixe      | 5,460              | 5,440          | EUR    | A                                  | C                          | O   | A-1                     |
| MIN221341EUR/002   | Sté de Fin. Local                         | 18/06/2004        | 22/02/2005                                  | 01/07/2005                    | 1 300 000,00 | F                          | Taux Fixe      | 3,990              | 4,050          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| MIN243441EUR/001   | Sté de Fin. Local                         | 20/11/2006        | 01/02/2007                                  | 01/06/2007                    | 354 000,00   | V                          | Euribor 3 mois | 3,830              | 1,250          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| MIN243441EUR/004   | Sté de Fin. Local                         | 20/11/2006        | 02/04/2007                                  | 01/08/2007                    | 396 000,00   | V                          | Euribor 3 mois | 3,920              | 1,180          | EUR    | T                                  | C                          | O   | A-1                     |
| 1643 Emprunts en devises (total)   |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>                              |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>     |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total)   |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total)   |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| <b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>                                |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1681 Autres emprunts (total)   |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total)                                    |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |
| 1687 Autres dettes (total)   |   |                   |   |                               | 0,00         |                            |                |                    |                |        |                                    |                            |   |                         |

**MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - BP - 2022**

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_25-BF

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunts et dettes à l'origine du contrat |                   |  |                               |              |                               |           |                       |                |        | dicité des remboursements<br>(6) | Pron d'amortissement<br>(7) | de remboursement anticipé<br>O/N | gorie d'emprunt<br>(8) |
|--|---|-------------------|--|-------------------------------|--------------|-------------------------------|-----------|-----------------------|----------------|--------|----------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------|
|  | Organisme prêteur ou chef de file         | Date de signature | Date d'émission ou date de mobilisation<br>(1) | Date du premier remboursement | Nominal (2)  | Type de taux d'intérêt<br>(3) | Index (4) | Taux initial          |                | Devise |                                  |                             |                                  |                        |
|  |   |                   |  |                               |              |                               |           | Niveau de taux<br>(5) | Taux actuariel |        |                                  |                             |                                  |                        |
| <b>Total général</b>   |   |                   |  |                               | 2 492 102,15 |                               |           |                       |                |        |                                  |                             |                                  |                        |

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).



**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE**

**IV  
A1.2**

**A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)**

| Nature<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)                       | Couverture ?<br>O/N<br>(10) | Montant couvert | Catégorie<br>d'emprunt<br>après<br>couverture<br>éventuelle<br>(11) | Capital restant dû au<br>01/01/N | Durée<br>résiduelle<br>(en<br>années) | Emprunts et dettes au 01/01/N |                          |  | Annuité de l'exercice |                           |   | ICNE de<br>l'exercice |
|--|-----------------------------|-----------------|---|----------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|--------------------------|--|-----------------------|---------------------------|---|-----------------------|
|  |                             |                 |   |                                  |                                       | Taux d'intérêt                |                          |  | Capital               | Charges d'intérêt<br>(15) | Intérêts perçus<br>(le cas échéant)<br>(16) |                       |
|  |                             |                 |   |                                  |                                       | Type<br>de<br>taux<br>(12)    | Index (13)               | Niveau<br>de taux<br>d'intérêt<br>à la date<br>de vote<br>du<br>budget<br>(14) |                       |                           |   |                       |
| <b>163 Emprunts obligataires (Total)</b>   |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)</b>                       |                             | 0,00            |   | 566 529,15                       |                                       |                               |                          |  | 117 744,90            | 16 007,64                 | 0,00  | 8 378,82              |
| 1641 Emprunts en euros (total)   |                             | 0,00            |   | 566 529,15                       |                                       |                               |                          |  | 117 744,90            | 16 007,64                 | 0,00  | 8 378,82              |
| MIN173065EUR   | N                           | 0,00            | A-1   | 137 204,15                       | 8,16                                  | F                             | Taux Fixe                | 5,460  | 15 244,90             | 7 630,08                  | 0,00  | 6 775,50              |
| MIN221341EUR/002   | N                           | 0,00            | A-1   | 227 500,00                       | 3,25                                  | F                             | Taux Fixe                | 3,990  | 65 000,00             | 8 104,69                  | 0,00  | 1 603,32              |
| MIN243441EUR/001   | N                           | 0,00            | A-1   | 92 925,00                        | 5,16                                  | V                             | Euribor 3 mois +<br>0.05 | 0,150  | 17 700,00             | 124,86                    | 0,00  | 0,00                  |
| MIN243441EUR/004   | N                           | 0,00            | A-1   | 108 900,00                       | 5,33                                  | V                             | Euribor 3 mois +<br>0.05 | 0,150  | 19 800,00             | 148,01                    | 0,00  | 0,00                  |
| 1643 Emprunts en devises (total)   |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9) |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)</b>                                  |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)</b>         |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1675 Dettes pour METP et PPP (total)   |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1678 Autres emprunts et dettes (total)   |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>168 Emprunts et dettes assimilés (Total)</b>                                    |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1681 Autres emprunts (total)   |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1682 Bons à moyen terme négociables (total)  |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| 1687 Autres dettes (total)   |                             | 0,00            |   | 0,00                             |                                       |                               |                          |  | 0,00                  | 0,00                      | 0,00  | 0,00                  |
| <b>Total général</b>   |                             | <b>0,00</b>     |   | <b>566 529,15</b>                |                                       |                               |                          |  | <b>117 744,90</b>     | <b>16 007,64</b>          | <b>0,00</b>                                 | <b>8 378,82</b>       |

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

## MAIRIE - BUDGET DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TV - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_25-BF

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX**

**A1.3**

**A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)**

| Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1) | Organisme prêteur ou chef de file | Nominal (2) | Capital restant dû au 01/01/N (3) | Type d'indices (4) | Durée du contrat | Dates des périodes bonifiées | Taux minimal (5) | Taux maximal (6) | Coût de sortie (7) | Taux maximal après couverture éventuelle (8) | Niveau du taux à la date de vote du budget (9) | Intérêts à payer au cours de l'exercice (10) | Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11) | % par type de taux selon le capital restant dû |
|--|-----------------------------------|-------------|-----------------------------------|--------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------|--------------------|--|--|--|---|--|
| Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)   |                                   |             |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (A)</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| Barrière simple (B)  |                                   |             |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (B)</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| Option d'échange (C)   |                                   |             |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (C)</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)  |                                   |             |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (D)</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| Multiplieur jusqu'à 5 (E)  |                                   |             |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (E)</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| Autres types de structures (F)   |                                   |             |                                   |                    |                  |                              |                  |                  |                    |  |  |  |   |  |
| <b>TOTAL (F)</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   |                                   | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>                       |                    |                  |                              |                  |                  | <b>0,00</b>        |  |  | <b>0,00</b>                                  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                                    |

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS**

**A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)**

| Indices sous-jacents  |                       | (1)<br>Indices zone euro | (2)<br>Indices inflation française<br>ou zone euro ou écart entre<br>ces indices | (3)<br>Ecart d'indices zone euro | (4)<br>Indices hors zone euro et<br>écarts d'indices dont l'un<br>est un indice hors zone<br>euro | (5)<br>Ecart d'indices hors zone<br>euro | (6)<br>Autres indices |
|---|-----------------------|--------------------------|--|----------------------------------|---|--|-----------------------|
| <b>Structure</b>  |                       |                          |  |                                  |   |  |                       |
| <b>(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de<br/>taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange<br/>de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens<br/>unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré<br/>(tunnel)</b> | Nombre de<br>produits | 4                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|   | % de l'encours        | 100,00                   | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|   | Montant en euros      | 566 529,15               | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| <b>(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier</b>   | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|   | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|   | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| <b>(C) Option d'échange (swaption)</b>  | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|   | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|   | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| <b>(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5<br/>capé</b>   | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|   | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|   | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| <b>(E) Multiplicateur jusqu'à 5</b>   | Nombre de<br>produits | 0                        | 0  | 0                                | 0   | 0  |                       |
|   | % de l'encours        | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
|   | Montant en euros      | 0,00                     | 0,00   | 0,00                             | 0,00  | 0,00                                     |                       |
| <b>(F) Autres types de structures</b>   | Nombre de<br>produits |                          |  |                                  |   |  | 0                     |
|   | % de l'encours        |                          |  |                                  |   |  | 0,00                  |
|   | Montant en euros      |                          |  |                                  |   |  | 0,00                  |

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)**

| Instruments de couverture<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Emprunt couvert                |                               |                        | Instrument de couverture |                        |  |   |                          |                        |   |                                  |                                     |                                      |
|---|--------------------------------|-------------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|--|---|--------------------------|------------------------|---|----------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
|   | Référence de l'emprunt couvert | Capital restant dû au 01/01/N | Date de fin du contrat | Organisme co-contractant | Type de couverture (3) | Nature de la couverture (change ou taux) | Notionnel de l'instrument de couverture | Date de début du contrat | Date de fin du contrat | Périodicité de règlement des intérêts (4) | Montant des commissions diverses | Primes éventuelles                  |                                      |
|   |                                |                               |                        |                          |                        |  |   |                          |                        |   |                                  | Primes payées pour l'achat d'option | Primes reçues pour la vente d'option |
| Taux fixe (total)   |                                | 0,00                          |                        |                          |                        |  | 0,00                                    |                          |                        |   | 0,00                             | 0,00                                | 0,00                                 |
| Taux variable simple (total)  |                                | 0,00                          |                        |                          |                        |  | 0,00                                    |                          |                        |   | 0,00                             | 0,00                                | 0,00                                 |
| Taux complexe (total) (2)   |                                | 0,00                          |                        |                          |                        |  | 0,00                                    |                          |                        |   | 0,00                             | 0,00                                | 0,00                                 |
| <b>Total</b>  |                                | <b>0,00</b>                   |                        |                          |                        |  | <b>0,00</b>                             |                          |                        |   | <b>0,00</b>                      | <b>0,00</b>                         | <b>0,00</b>                          |

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE**

**TV  
A1.5**

**A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)**

| Instruments de couverture<br>(Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) | Référence de l'emprunt couvert | Effet de l'instrument de couverture |                    |               |                |   |                |                               |                               |
|---|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------|---------------|----------------|---|----------------|-------------------------------|-------------------------------|
|   |                                | Taux payé                           |                    | Taux reçu (7) |                | Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat |                | Catégorie d'emprunt (8)       |                               |
|   |                                | Index (5)                           | Niveau de taux (6) | Index         | Niveau de taux | Charges c/668   | Produits c/768 | Avant opération de couverture | Après opération de couverture |
| <b>Taux fixe (total)</b>  |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |
| <b>Taux variable simple (total)</b>   |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |
| <b>Taux complexe (total) (2)</b>  |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |
| <b>Total</b>  |                                |                                     |                    |               |                | 0,00  | 0,00           |                               |                               |

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

|   |             |
|---|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>                         |             |
| <b>ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE</b> |             |
| <b>AUTRES DETTES</b>                        | <b>A1.6</b> |

**A1.6 – AUTRES DETTES**

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

## A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

| CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE  | Délibération du |
|---|-----------------|
| <b>Biens de faible valeur</b><br>Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : € |                 |

| Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable) | Catégories de biens amortis             | Durée (en années) |            |
|---|---|-------------------|------------|
| L   | Logiciel                                | 3                 | 27/11/1996 |
| L   | Frais études et autres immob incorporel | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Matériels informatiques                 | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Matériels de bureau électr ou électron  | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Engins à deux roues                     | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Voitures                                | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Appareils électroménagers               | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Appareils électroniques divers          | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Appareils médicaux                      | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Matériels audiovisuels                  | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Matériels pour petite enfance           | 5                 | 27/11/1996 |
| L   | Matériels de laboratoire                | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Mobiliers                               | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Equipements sportifs                    | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Camions                                 | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Véhicules industriels                   | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Matériels et outillages techniques      | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Installation Electrique et téléphonique | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Instruments de musique                  | 10                | 27/11/1996 |
| L   | Installations et appareils de chauffage | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Appareils de levage                     | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Gros équipements médicaux               | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Gros équipements de garage et atelier   | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Equipement de chauffage                 | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Bâtiments légers et abris               | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Matériel et aménagement de cuisine      | 15                | 27/11/1996 |
| L   | Ascenseurs                              | 20                | 27/11/1996 |
| L   | Agencements et aménag de bâtiments      | 20                | 27/11/1996 |
| L   | Plantations                             | 20                | 27/11/1996 |
| L   | Immeubles productifs de revenus         | 20                | 27/11/1996 |
| L   | Autocars                                | 20                | 27/11/1996 |
| L   | Hôtel de ville                          | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Bâtiments scolaires                     | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Equipements du cimetière                | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Autres équipements                      | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Autres agencements et aménagements      | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Bâtiments publics                       | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Installat générales agenc aménag constr | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Autres constructions                    | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Const sur sol autrui bâtiments publics  | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Const sur sol autrui immeub de rapport  | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Const sur sol autrui inst général agenc | 20                | 22/06/2005 |
| L   | Coffres forts                           | 20                | 22/06/2005 |



## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

A3.1

## A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

| Nature de la provision ou de la dépréciation           | Dotations inscrites au budget de l'exercice (1) | Date de constitution | Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N | Montant total des prov. et dépréciations constituées | Reprises inscrites au budget de l'exercice | SOLDE prévisionnel au 31/12/N |
|--|---|----------------------|---|--|--|-------------------------------|
| <b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES</b>         |   |                      |   |  |  |                               |
| Provisions réglementées et amortissements dérogatoires | 0,00  |                      | 0,00  | 0,00   | 0,00                                       | 0,00                          |
| Provisions pour risques et charges (2)                 | 0,00  |                      | 0,00  | 0,00   | 0,00                                       | 0,00                          |
| Dépréciations (2)                                      | 0,00  |                      | 0,00  | 0,00   | 0,00                                       | 0,00                          |
| <b>TOTAL BUDGETAIRES</b>                               | <b>0,00</b>                                     |                      | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>                                | <b>0,00</b>                   |
| <b>PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES</b>    |   |                      |   |  |  |                               |
| Provisions pour risques et charges (2)                 | 0,00  |                      | 0,00  | 0,00   | 0,00                                       | 0,00                          |
| Dépréciations (2)                                      | 10 000,00                                       |                      | 10 000,00   | 20 000,00  | 10 000,00                                  | 10 000,00                     |
| Dépréciation des actifs communaux                      | 10 000,00                                       | 20/12/2016           | 10 000,00   | 20 000,00  | 10 000,00                                  | 10 000,00                     |
| <b>TOTAL SEMI-BUDGETAIRES</b>                          | <b>10 000,00</b>                                |                      | <b>10 000,00</b>  | <b>20 000,00</b>                                     | <b>10 000,00</b>                           | <b>10 000,00</b>              |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

|   |
|---|
| Envoyé en préfecture le 08/04/2022        |
| Reçu en préfecture le 08/04/2022          |
| Affiché le                                |
| ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_25-BF |

|                                 |             |
|---------------------------------|-------------|
| <b>IV – ANNEXES</b>             |             |
| <b>ELEMENTS DU BILAN</b>        |             |
| <b>ETALEMENT DES PROVISIONS</b> | <b>A3.2</b> |

**A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS**

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

## IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1)  | Libellé (1)   | Propositions nouvelles | Vote (2)            |
|---|---|------------------------|---------------------|
| <b>DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B</b> |   | <b>120 000,00</b>      | <b>I 120 000,00</b> |
| <b>16 Emprunts et dettes assimilées (A)</b>                         |   | <b>120 000,00</b>      | <b>120 000,00</b>   |
| 1631  | Emprunts obligataires                                 | 0,00                   | 0,00                |
| 1641  | Emprunts en euros                                     | 120 000,00             | 120 000,00          |
| 1643  | Emprunts en devises                                   | 0,00                   | 0,00                |
| 16441   | Opérat° afférentes à l'emprunt                        | 0,00                   | 0,00                |
| 1678  | Autres emprunts et dettes                             | 0,00                   | 0,00                |
| 1681  | Autres emprunts                                       | 0,00                   | 0,00                |
| 1682  | Bons à moyen terme négociables                        | 0,00                   | 0,00                |
| 1687  | Autres dettes   | 0,00                   | 0,00                |
| <b>Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)</b>  |   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>         |
| 10...   | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> |                        |                     |
| 10...   | Reversement de dotations, fonds divers et réserves    |                        |                     |
| 139   | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>        | 0,00                   | 0,00                |
| 020   | Dépenses imprévues                                    | 0,00                   | 0,00                |

|  | Op. de l'exercice<br>I | Restes à réaliser en<br>dépenses de l'exercice<br>précédent (3) (4) | Solde d'exécution<br>D001 (3) (4) | TOTAL<br>II       |
|--|------------------------|---|-----------------------------------|-------------------|
| <b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b> | <b>120 000,00</b>      | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                       | <b>120 000,00</b> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES**

**A4.2**

**RESSOURCES PROPRES**

| Art. (1)  | Libellé (1)                               | Propositions nouvelles | Vote (2)              |
|---|---|------------------------|-----------------------|
| <b>RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b</b>          |   | <b>137 688,00</b>      | <b>III 137 688,00</b> |
| <b>Ressources propres externes de l'année (a)</b>     |   | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>           |
| 10222   | FCTVA                                     | 0,00                   | 0,00                  |
| 10228   | Autres fonds globalisés                   | 0,00                   | 0,00                  |
| 26...   | Participations et créances rattachées     |                        |                       |
| 27...   | Autres immobilisations financières        |                        |                       |
| <b>Ressources propres internes de l'année (b) (3)</b> |   | <b>137 688,00</b>      | <b>137 688,00</b>     |
| 15...   | Provisions pour risques et charges        |                        |                       |
| 169   | Primes de remboursement des obligations   | 0,00                   | 0,00                  |
| 26...   | Participations et créances rattachées     |                        |                       |
| 27...   | Autres immobilisations financières        |                        |                       |
| 28...   | Amortissement des immobilisations         |                        |                       |
| 28131   | Bâtiments                                 | 111 000,00             | 111 000,00            |
| 28135   | Installations générales, agencements, ... | 0,00                   | 0,00                  |
| 28181   | Installations générales, agencements      | 0,00                   | 0,00                  |
| 29...   | Dépréciation des immobilisations          |                        |                       |
| 39...   | Dépréciat° des stocks et en-cours         |                        |                       |
| 481...  | Charges à répartir plusieurs exercices    |                        |                       |
| 021   | Virement de la section d'exploitation     | 26 688,00              | 26 688,00             |

|   | Opérations de l'exercice III | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5) | Solde d'exécution R001 (4) (5) | Affectation R106 (4) | TOTAL IV          |
|---|------------------------------|---|--------------------------------|----------------------|-------------------|
| <b>Total ressources propres disponibles</b> | <b>137 688,00</b>            | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>                    | <b>0,00</b>          | <b>137 688,00</b> |

|  | Montant         |                   |
|--|-----------------|-------------------|
| <b>Dépenses à couvrir par des ressources propres</b> | II              | <b>120 000,00</b> |
| <b>Ressources propres disponibles</b>                | IV              | <b>137 688,00</b> |
| <b>Solde</b>   | V = IV – II (6) | <b>17 688,00</b>  |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION**

**A5.1.1**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET  
D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT**

**A5.1.2**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT  
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION**

**A5.2.1**

Cet état ne contient pas d'information.

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN**

**ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT  
COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT**

**A5.2.2**

Cet état ne contient pas d'information.





**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN  
ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

**A6**

**A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES**

| Exercice     | Nature de la dépense transférée | Durée de l'étalement | Date de la délibération | Montant de la dépense transférée au compte 481 (I) | Montant amorti au titre des exercices précédents (II) | Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III) | Solde (1) |
|--------------|---------------------------------|----------------------|-------------------------|--|---|--|-----------|
| <b>TOTAL</b> |                                 |                      |                         | 0.00   | 0.00  | 0.00   | 0.00      |

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

**IV – ANNEXES**

**ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS**

**A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)**

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE**

**B1.1**

**B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE**

| Désignation du bénéficiaire  | Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) |        | Objet de l'emprunt garanti | Organisme prêteur ou chef de file | Montant initial | Capital restant dû au 01/01/N | Durée résiduelle | Périodicité des remboursements (2) | Taux initial |           |                    | Taux à la date de vote du budget (6) |           |                | Catégorie d'emprunt (7) | Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt | Annuité garantie au cours de l'exercice |            |
|--|--|--------|----------------------------|-----------------------------------|-----------------|-------------------------------|------------------|------------------------------------|--------------|-----------|--------------------|--------------------------------------|-----------|----------------|-------------------------|---|---|------------|
|  | Année  | Profil |                            |                                   |                 |                               |                  |                                    | Taux (3)     | Index (4) | Taux actuariel (5) | Taux (3)                             | Index (4) | Niveau de taux |                         |   | En intérêts (8)                         | En capital |
| Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)                 |  |        |                            |                                   | 0,00            | 0,00                          |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         | 0,00  | 0,00                                    |            |
| Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux) |  |        |                            |                                   | 0,00            | 0,00                          |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         | 0,00  | 0,00                                    |            |
| Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social                                   |  |        |                            |                                   | 0,00            | 0,00                          |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         | 0,00  | 0,00                                    |            |
| <b>TOTAL GENERAL</b>   |  |        |                            |                                   | <b>0,00</b>     | <b>0,00</b>                   |                  |                                    |              |           |                    |                                      |           |                |                         | <b>0,00</b>                                   | <b>0,00</b>                             |            |

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT  
GARANTIES D'EMPRUNT****B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT**

| <b>Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT</b>                           | <b>Valeur en euros</b>   |             |
|---|--------------------------|-------------|
| Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)                  | A                        | 0,00        |
| Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1) | B                        | 0,00        |
| Annuité nette de la dette de l'exercice (2)                                     | C                        | 0,00        |
| Provisions pour garanties d'emprunts  | D                        | 0,00        |
| <b>Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice</b>                     | <b>I = A + B + C - D</b> | <b>0,00</b> |
| <b>Recettes réelles de fonctionnement</b>                                       | <b>II</b>                | <b>0,00</b> |
| <b>Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)</b>   | <b>I / II</b>            | <b>0,00</b> |

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET****B1.3****B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET**

- (1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.  
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.  
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

|   |
|---|
| Envoyé en préfecture le 08/04/2022        |
| Reçu en préfecture le 08/04/2022          |
| Affiché le                                |
| ID : 092-219200466-20220323-DEL2022_25-BF |

|  |
|--|
| <b>IV – ANNEXES</b>                                  |
| <b>ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E</b> |
| <b>ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL</b>              |
| <b>B1.4</b>  |

**B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL**

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.



**IV – ANNEXES**

**ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E  
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

**B1.5**

**B1.5 – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE**

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES E  
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES****B1.6****B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES**

| Année d'origine | Nature de l'engagement                   | Organisme bénéficiaire | Durée en années | Périodicité | Dettes en capital à l'origine | Dettes en capital 1/1/N | Annuité à verser au cours de l'exercice |
|-----------------|--|------------------------|-----------------|-------------|-------------------------------|-------------------------|---|
|                 | 8017 Subventions à verser en annuités    |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | 8018 Autres engagements donnés           |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | <b>Au profit d'organismes publics</b>    |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | <b>Au profit d'organismes privés (1)</b> |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |
|                 | <b>TOTAL</b>                             |                        |                 |             | 0,00                          | 0,00                    | 0,00                                    |

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l'« Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.



**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS  
ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS****B1.7****B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

| Année d'origine | Nature de l'engagement   | Organisme émetteur | Durée en années | Périodicité | Créance en capital à l'origine | Créance en capital 01/01/N | Annuité reçue au cours de l'exercice |
|-----------------|--|--------------------|-----------------|-------------|--------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|
|                 | 8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir) |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | 8028 Autres engagements reçus  |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | A l'exception de ceux reçus des entreprises                            |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | Engagements reçus des entreprises                                      |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |
|                 | <b>TOTAL</b>   |                    |                 |             | 0,00                           | 0,00                       | 0,00                                 |

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.1****B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.  
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.  
(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

**IV – ANNEXES****ENGAGEMENTS HORS BILAN****AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT****B2.2****B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT**

- (1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.  
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.  
(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

**C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

| GRADES OU EMPLOIS (1)  | CATEGORIES (2) | EMPLOIS BUDGETAIRES (3)            |  |             | EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4) |                       |             |
|--|----------------|------------------------------------|--|-------------|---|-----------------------|-------------|
|  |                | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET | EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET | TOTAL       | AGENTS TITULAIRES                                     | AGENTS NON TITULAIRES | TOTAL       |
| <b>EMPLOIS FONCTIONNELS (a)</b>                              |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| Directeur général des services                               |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00        | 0,00  | 0,00                  | 0,00        |
| Directeur général adjoint des services                       |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00        | 0,00  | 0,00                  | 0,00        |
| Directeur général des services techniques                    |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00        | 0,00  | 0,00                  | 0,00        |
| Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53   |                | 0,00                               | 0,00                                   | 0,00        | 0,00  | 0,00                  | 0,00        |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE (b)</b>                            |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE TECHNIQUE (c)</b>                                 |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE SOCIALE (d)</b>                                   |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)</b>                             |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)</b>                          |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE SPORTIVE (g)</b>                                  |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE CULTURELLE (h)</b>                                |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE ANIMATION (i)</b>                                 |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>FILIERE POLICE (j)</b>                                    |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>EMPLOIS NON CITES (k) (5)</b>                             |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |
| <b>TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)</b> |                | <b>0,00</b>                        | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b> | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>           | <b>0,00</b> |

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques \* quotité de temps de travail \* période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 \* 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N**

**C1.1**

**C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)**

| AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N | CATEGORIES<br>(1) | SECTEUR<br>(2) | REMUNERATION (3) |             | CONTRAT                  |                       |
|--|-------------------|----------------|------------------|-------------|--------------------------|-----------------------|
|  |                   |                | Indice (8)       | Euros       | Fondement du contrat (4) | Nature du contrat (5) |
| Agents occupant un emploi permanent (6)      |                   |                |                  | 0,00        |                          |                       |
| Agents occupant un emploi non permanent (7)  |                   |                |                  | 0,00        |                          |                       |
| <b>TOTAL GENERAL</b>                         |                   |                |                  | <b>0,00</b> |                          |                       |

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.  
 TECH : Technique.  
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).  
 S : Social.  
 MS : Médico-social.  
 MT : Médico-technique.  
 SP : Sportif.  
 CULT : Culturel.  
 ANIM : Animation.  
 PM : Police.  
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :  
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.  
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.  
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).  
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.  
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.  
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.  
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.  
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.  
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.  
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.  
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.  
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.  
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.  
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.  
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT  
EMPLOYE PAR LA REGIE**

**C1.2**

**C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)**

| AGENTS TITULAIRES OU NON | CATEGORIES | EFFECTIFS | MONTANT PREVU A L'ARTICLE<br>6215 |
|--------------------------|------------|-----------|-----------------------------------|
| <b>TOTAL GENERAL</b>     |            | 0         | 0,00                              |

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER**

**C2**

**C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)**

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

| La nature de l'engagement (2)                 | Nom de l'organisme | Raison sociale de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de l'engagement |
|---|--------------------|-------------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| <u>Délégation de service public (3)</u>       |                    |                               |                                 |                         |
| <u>Garantie ou cautionnement d'un emprunt</u> |                    |                               |                                 |                         |
| <u>Autres</u>                                 |                    |                               |                                 |                         |

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

**IV – ANNEXES**

**AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS**

**LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**

**C3**

**C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE**



**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,

A le

(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

|                       |  |
|-----------------------|--|
| AARSSE Rodéric        |  |
| ALAUDAT Fatiha        |  |
| AOUAD Michel          |  |
| APRIKIAN Virginie     |  |
| BA Saliou             |  |
| BEL HADJ YOUSSEF Héla |  |
| BELHOMME Jacqueline   |  |
| BOYAVAL Jocelyne      |  |
| BRESSET Gilles        |  |
| BRICE Pascal          |  |
| CARDOT Dominique      |  |
| COURTEILLE Loïc       |  |
| DANAES Aurélien       |  |
| FIGUERES Sonia        |  |
| FRANCOIS Thomas       |  |
| GARCIA Nicolas        |  |
| GHIATI Vanessa        |  |
| GOLDBERG Michaël      |  |
| GUTIEREZ Grégory      |  |
| HAMMACHE Nadia        |  |
| HEMIDI Farid          |  |



**IV – ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**

|                           |  |
|---------------------------|--|
| IBOS Bénédicte            |  |
| JANNES Emmanuelle         |  |
| KITENGE Tracy             |  |
| LE GUILLOU Annick         |  |
| MORICE Catherine          |  |
| MURET Julie               |  |
| OLIVEIRA Antonio          |  |
| PARMENTIER Corinne        |  |
| POULLE Jean-Michel        |  |
| PRONESTI Roger            |  |
| RAJZMAN Olivier           |  |
| RAULT Charlotte           |  |
| SOURIGUES Carole          |  |
| SYLLA Fatou               |  |
| TAUTHUI Stéphane          |  |
| TOUEILLES Antony          |  |
| TRICHET-ALLAIRE Dominique |  |
| VERNANT Martin            |  |

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...

(2) L'assemblée délibérante étant : .

**IV - ANNEXES**  
**ARRETE ET SIGNATURES**


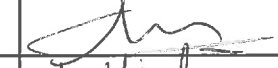








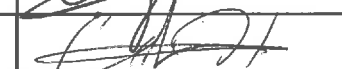



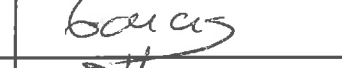


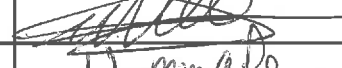



**IV**  
**D**

Nombre de membres en exercice : 0  
 Nombre de membres présents : 0  
 Nombre de suffrages exprimés : 0  
 VOTES :  
 Pour : 0  
 Contre : 0  
 Abstentions : 0


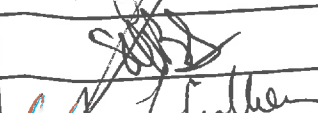
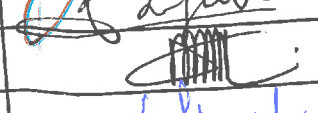

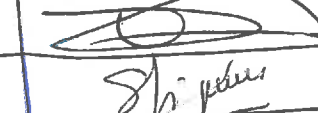

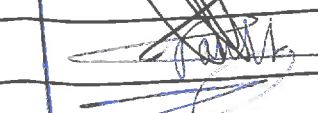
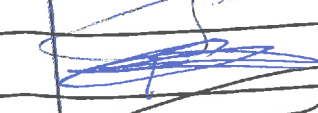
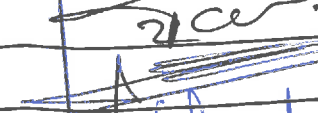
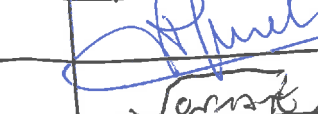








Date de convocation :

Présenté par (1) ,  
 A le  
 (1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session  
 A , le  
 Les membres de l'assemblée délibérante (2),

|                       |                           |   |
|-----------------------|---------------------------|---|
| AARSSE Rodéric        | Pouai de M. BOAS          |    |
| ALAUDAT Fatiha        |                           |    |
| AOUAD Michel          |                           |    |
| APRIKIAN Virginie     |                           |   |
| BA Saliou             | Pouai de M. KITENGE       |  |
| BEL HADJ YOUSSEF Héla |                           |  |
| BELHOMME Jacqueline   | Pouai de M. GHIATI        |  |
| BOYAVAL Jocelyne      |                           |  |
| BRESSET Gilles        | Pouai de M. MONESTI       |  |
| BRICE Pascal          |                           |  |
| CARDOT Dominique      |                           |  |
| COURTEILLE Loïc       |                           |  |
| DANAES Aurélien       |                           |  |
| FIGUERES Sonia        | Pouai de M. POUILLÉ       |  |
| FRANCOIS Thomas       |                           |  |
| GARCIA Nicolas        |                           |  |
| GHIATI Vanessa        | Pouai donné à M. BELHOMME |  |
| GOLDBERG Michaël      |                           |  |
| GUTIEREZ Grégory      |                           |  |
| HAMMACHE Nadia        |                           |  |
| HEMIDI Farid          |                           |  |

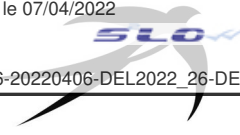
IV - ANNEXES  
ARRETE ET SIGNATURES

|                           |                                    |   |
|---------------------------|------------------------------------|---|
| IBOS Bénédicte            | Pouvoir de M <sup>r</sup> MARSE.   |    |
| JANNES Emmanuelle         |                                    |    |
| KITENGE Tracy             | Pouvoir donné à M <sup>r</sup> BA. |    |
| LE GUILLOU Annick         |                                    |    |
| MORICE Catherine          |                                    |    |
| MURET Julie               | Pouvoir de Mme TRICHET-ALLAIRE     |    |
| OLIVEIRA Antonio          |                                    |    |
| PARMENTIER Corinne        |                                    |   |
| POULLE Jean-Michel        | Pouvoir donné à Mme FIGUÈRES       |  |
| PRONESTI Roger            | Pouvoir donné à N. BRESSET         |  |
| RAJZMAN Olivier           |                                    |  |
| RAULT Charlotte           |                                    |  |
| SOURIGUES Carole          |                                    |  |
| SYLLA Fatou               |                                    |  |
| TAUTHUI Stéphane          |                                    |  |
| TOUEILLES Antony          |                                    |  |
| TRICHET-ALLAIRE Dominique | Pouvoir donné à Mme Muret          |  |
| VERNANT Martin            |                                    |  |

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général...  
(2) L'assemblée délibérante étant : .



## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2022.

|   |                                   |
|---|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil :<br><b>39</b> | <b>N° DEL2022_26</b>              |
| En exercice: <b>39</b>                                | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents: <b>31</b>                                   | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>6</b>            | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>2</b>                 |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_26-DE



## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_26

Objet : Vote des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2022.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

**Vu** le code général des impôts, et notamment les sections I à V du Chapitre premier : Impôts directs et taxes assimilées, du Titre premier : Impositions communales, de la Deuxième partie : Impositions perçues au profit des collectivités locales, du Livre premier : Assiette et liquidation de l'impôt ;

**Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article unique : VOTE** pour l'année 2022 ainsi qu'il suit le taux des contributions directes locales :

| Taxes                                       | Taux 2022 |
|---|-----------|
| Taxe d'habitation                           | 20,50 %   |
| Taxe foncière sur les propriétés bâties     | 31,99 %   |
| Taxe foncière sur les propriétés non bâties | 13,29 %   |

Vote : la délibération est adoptée par 36 voix pour,  
1 contre,  
M. Stéphane Tauthui  
0 abstention(s)



Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_26-DE

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements neufs non financés par des prêts aidés par l'État.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_27</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | <b>31</b> | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | <b>6</b>  | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | <b>2</b>  |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_27-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_27

Objet : Exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) pour les logements neufs non financés par des prêts aidés par l'État.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;
- Vu** la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, notamment son article 16 (V) codifié au I de l'article 1383 du code général des impôts ;
- Vu** les articles L. 301-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation ou de prêts visés à l'article R. 331-63 du même code ;
- Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** la réforme de la taxe d'habitation et le transfert de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties, la législation permet aux communes de moduler le taux d'exonération pour les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction pour les deux années suivant l'achèvement des travaux ;

**Considérant** qu'une limitation de l'exonération de deux ans de la taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions à 40% de la base imposable permettrait à la Ville de Malakoff de préserver des ressources fiscales nécessaires à son budget ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : FIXE** à 40 % de la base imposable l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties durant les deux années qui suivent celle de leur achèvement. Cette exonération s'applique aux constructions nouvelles, reconstructions et additions de construction à usage d'habitation à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Article 2 : LIMITE** l'exonération, aux immeubles qui ne sont pas financés au moyen de prêts aidés de l'État prévus aux articles L. 301-1 à L. 301-6 du code de la construction et de l'habitation ou de prêts conventionnés.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_27-DE

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Adhésion à l'association Finances Gestion Évaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE).

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_28</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2127-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_28-DE



## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_28

Objet : Adhésion à l'association Finances Gestion Évaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;  
**Vu** les statuts de l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) joints en annexe de la présente délibération ;  
**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** l'intérêt pour la ville de Malakoff d'avoir des agents toujours mieux formés et en mesure d'apporter des idées, des réflexions et des solutions durables à ses problématiques par l'intermédiaire d'un réseau offrant des prestations répondant à un souci de bonne gestion de la commune ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** les statuts de l'Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales (AFIGESE) joints en annexe de la présente délibération.

**Article 2 : APPROUVE** l'adhésion de la commune de Malakoff à ladite association.

**Article 3 : AUTORISE** Madame la Maire ou son représentant à signer tout document y afférent.

**Article 4 : INDIQUE** que le montant de la cotisation pour l'année 2022 s'élève à 400 euros (soit 2 fois 200€ pour les communes dont la population est comprise entre 20 000 et 50 000 habitants) et qu'il sera prélevé sur les crédits inscrits au budget de l'exercice 2022.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline

BELHOMME

Date de signature : 07/04/2022

Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_28-DE

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## STATUTS MODIFIES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 26 NOVEMBRE 2020

### **PREAMBULE**

Les adhérents à l'association, objet des présents statuts, se déclarent attachés aux valeurs suivantes :

- la libre administration des collectivités territoriales,
- le service public dans ce qu'il met le citoyen au cœur de sa problématique,
- le professionnalisme, la transversalité et le partage des cultures, pour et entre les trois fonctions composantes de l'association, en ce qu'ils sont une garantie des deux premières valeurs.

### Article 1<sup>er</sup> - Constitution

L'association, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, est créée par la fusion de trois structures : le groupe collectivités territoriales de l'association des directeurs financiers et de contrôle de gestion (DFCG), l'association Villes et Finance et le Comité d'organisation des Assises de la fonction financière, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques des collectivités territoriales.

### Article 2 - Dénomination

L'association a pour dénomination : Association Finances - gestion - évaluation des collectivités territoriales, et pour sigle : AFIGESE.

### Article 3 - Objet

L'association a pour objet le respect et la promotion des valeurs énumérées au préambule des présents statuts en développant, structurant et dynamisant une pensée plurielle pour trois fonctions des collectivités territoriales et des établissements publics : les finances, le contrôle de gestion et l'évaluation des politiques publiques.

Cet objet est élargi à l'ensemble du secteur public et aux fonctions touchant plus généralement à la gestion et au management (organisation, conseil, pilotage, audit, inspection...).

Dans ce sens, les professionnels adhérents de l'association s'autorisent à écrire et dire ce qu'ils pensent de l'évolution non seulement de leurs métiers, mais surtout des territoires qu'ils contribuent à gérer, ainsi que des moyens mis en œuvre.

L'association vise également à la diffusion d'un savoir professionnel, entre autres par le vecteur de la formation, touchant l'ensemble de l'administration des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dans le cadre de ces fonctions.

Enfin, l'association a pour objet de promouvoir ces fonctions et les métiers qui s'y rattachent en participant activement à leur structuration, donc à leur reconnaissance.

#### Article 4 - Moyens d'action

L'association se propose d'atteindre ses objectifs notamment par :

- a) l'organisation d'une manifestation annuelle dénommée "Assises de la fonction financière, du contrôle de gestion et de l'évaluation des politiques publiques des collectivités territoriales" ;
- b) l'émission d'une lettre d'information destinée aux membres de l'association et ouvert à toute expression visant à promouvoir les valeurs de l'association ;
- c) l'organisation de sessions de formation sur tous les sujets concernant les fonctions précisées à l'article 3 ;
- d) la constitution de groupes de travail sur des sujets touchant à ces mêmes fonctions ;
- e) la vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, ou susceptible de contribuer à la réalisation de ce dernier ;
- f) le développement de partenariats ;
- g) le développement des outils de connaissance et d'analyse des pratiques des collectivités locales étrangères, et notamment européennes.

#### Article 5 - Siège social

Le siège social est fixé par décision du conseil d'administration.

#### Article 6 - Durée

L'association est constituée pour une durée illimitée.

#### Article 7 - Membres

##### 1) Catégories

L'association se compose de trois catégories de membres adhérents : les personnes physiques, les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé.

Peuvent solliciter la qualité de membre adhérent :

##### a) les personnes physiques

- qui exercent dans le secteur public une activité professionnelle en relation avec l'objet de l'association ;
- qui exercent dans le secteur privé une activité professionnelle, à l'exception de celle de dirigeant, en relation avec l'objet de l'association ;
- qui ont exercé une telle activité dans le secteur public et ont quitté leurs fonctions,
- qui envisagent d'exercer une telle activité dans le secteur public et sont inscrits, à cette fin, dans un cycle d'études professionnalisant.

b) les personnes morales de droit public, collectivités territoriales ou autres, employant des personnes qui exercent une activité professionnelle en relation avec l'objet de l'association.

c) les personnes morales de droit privé qui exercent des activités dans des branches professionnelles en lien direct avec les métiers représentés dans l'association ; sont assimilés à cette catégorie les dirigeants des personnes morales et les personnes physiques exerçant à titre libéral une activité en lien direct avec ces mêmes métiers.

## 2) Acquisition de la qualité de membre

L'acquisition de la qualité de membre de l'association est subordonnée à l'acceptation des demandes d'adhésion formulées par le moyen d'un bulletin d'adhésion délivré par l'association ou par tout autre moyen dont les conditions et modalités seront définies par le règlement intérieur.

La personne morale est représentée, pour quelque objet que ce soit, par la personne dont l'habilitation est notifiée à l'association.

## 3) Perte de la qualité de membre

La qualité de membre de l'association se perd par :

1. Le non-paiement de la cotisation dans les conditions précisées par le règlement intérieur
2. La démission notifiée par lettre simple adressée au président de l'association.
3. Le décès des personnes physiques.
4. La dissolution, pour quelque cause que ce soit, des personnes morales, ou leur déclaration en état de redressement ou liquidation judiciaire.
5. La disparition de l'une quelconque des conditions nécessaires à l'acquisition de la qualité de membre.
6. L'exclusion prononcée par le Conseil d'administration, pour motif grave, l'adhérent ayant été préalablement invité à faire valoir ses moyens de défense.

## Article 8 - Partenariat

Il est prévu l'association de partenaires à la mise en œuvre des articles 3 et 4 des présents statuts.

Les partenaires peuvent être des personnes physiques ou morales qui exercent des activités dans des branches professionnelles en lien direct avec les métiers représentés dans l'association.

Le cadre général du partenariat est défini par le règlement intérieur.

## Article 9 - Ressources

Les ressources de l'association se composent :

1. Des cotisations de tous les membres quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent. Le montant des cotisations est arrêté chaque année par le bureau. Les adhérents personnes morales acquittent une cotisation annuelle pour chacun des représentants qu'ils souhaitent désigner au sein de l'association, afin notamment de participer aux travaux des groupes.
2. Des subventions de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics, des institutions publiques et de l'union européenne ou de tout autre organisme.
3. Des dons manuels et des dons des établissements d'utilité publique.
4. Des recettes provenant de biens vendus ou de prestations fournies par l'association.
5. Des revenus de biens de valeurs de toute nature appartenant à l'association.
6. De toutes ressources autorisées par la loi, la jurisprudence et les réponses ministérielles.

## Article 10 - Conseil d'administration

### a) Composition

Le conseil d'administration comprend 21 membres répartis en deux collèges :

- le collège « secteur public » est composé au minimum de 18 membres adhérents, personnes physiques du secteur public, à l'exclusion de représentants de personnes morales de droit public,
- le collège "secteur privé" est composé au maximum de 3 membres adhérents, personnes physiques, non dirigeantes, du secteur privé et représentants de personnes morales de droit privé.

*Disposition transitoire : Par dérogation, les membres du collège « secteur public » représentants de personnes morales de droit public au 26 novembre 2020 demeurent membres de ce dernier jusqu'à l'expiration de leurs mandats d'administrateur.*

Ses membres sont élus par l'assemblée générale ordinaire, pour une durée de 3 ans, parmi les membres adhérents à jour de leur cotisation à la date de l'assemblée générale.

Les membres sortants sont rééligibles.

Les candidatures, obligatoirement adressées au secrétariat de l'association, au plus tard 10 jours avant la date de l'assemblée générale, par courrier, fax ou courriel, permettent d'établir la liste des candidats. Si le nombre de ces derniers est inférieur au nombre de postes à pourvoir le président propose à l'assemblée générale des candidats pour compléter cette liste.

Le vote se déroule de la façon suivante :

- la liste des candidats est remise en séance aux adhérents participants à l'assemblée générale ;
- cette liste fait office de bulletin de vote ; chaque adhérent peut rayer autant de noms qu'il le souhaite ;
- est nul le bulletin de vote comportant un nombre de noms supérieur au nombre de postes à pourvoir et/ou un ou plusieurs noms ajoutés qui ne figuraient pas sur la liste des candidats.

Les postes à pourvoir sont attribués à ceux qui obtiennent le plus grand nombre de voix ; au cas où il conviendrait de départager plusieurs candidats, le choix se ferait en prenant en compte l'ancienneté de l'adhésion à l'association.

Les mandats des administrateurs qui viennent à expiration prennent fin lors de la première réunion du conseil d'administration qui suit l'assemblée générale au cours de laquelle il a été pourvu à leur remplacement ; les mandats des administrateurs nouvellement élus débutent lors de cette même réunion, qui se tient dans les trois mois de ladite assemblée générale.

En cas de vacance d'un ou plusieurs postes d'administrateurs élus, le conseil d'administration peut les pourvoir provisoirement par cooptation. C'est pour lui une obligation, quand le nombre de postes d'administrateurs pourvus est descendu en dessous de 18. Les postes sont pourvus définitivement par la plus proche assemblée générale.

Les fonctions d'administrateur cessent de droit par :

- la démission,
- la perte de la qualité de membre de l'association,
- l'absence non excusée à deux réunions consécutives du conseil d'administration,
- l'absence, excusée ou non excusée, à quatre réunions consécutives du conseil d'administration.

L'administrateur concerné est informé par simple lettre du Président.

La révocation pour tout autre motif est prononcée par l'assemblée générale de l'association.

#### b) Pouvoirs

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour diriger l'association, sous réserve de ceux statutairement réservés aux assemblées générales et des compétences dévolues statutairement au Bureau en matière de gestion courante. Notamment :

1. Il définit la politique et les orientations générales de l'association ; il prescrit la stratégie dans laquelle s'inscrit l'ensemble des projets, activités, travaux et interventions menés sous l'égide de l'association ;
2. Il prend à bail et acquiert tout immeuble nécessaire à la réalisation de l'objet de l'association et décide des emprunts éventuellement nécessaires à son financement ;
3. Il arrête l'ordre du jour des Assemblées générales ;
4. Il approuve les budgets arrêtés par le Bureau ;
5. Il arrête les comptes de l'exercice clos dans les trois mois de leur clôture ;
6. Il contrôle l'exécution par les membres du bureau de leurs fonctions ;
7. Il définit, en application de l'article 11 a), les fonctions des membres du bureau, procède à leur nomination et à leur révocation ;
8. Il fixe le nombre et la qualification professionnelle des employés ;
9. Il prononce l'exclusion, pour motif grave, des membres autres que ceux du conseil d'administration ;
10. Il approuve le règlement intérieur de l'association proposé par le bureau ;
11. Il autorise les actes et engagements dépassant le cadre des pouvoirs propres du président ;
12. Il désigne chaque année, parmi ses membres ou parmi les membres adhérents, le président et les membres du comité d'organisation des assises prévues par l'article 4a des présents statuts.

#### c) Fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an, à l'initiative et sur convocation du président.

Il peut également se réunir à l'initiative d'au moins un tiers de ses membres, et sur convocation du président.

Dans les deux cas, les convocations sont effectuées par lettre simple, fax ou courriel, et adressées aux administrateurs au moins 14 jours avant la date fixée pour la réunion.

Les convocations contiennent l'ordre du jour de la réunion.

L'ordre du jour est établi par le président. Quand le conseil d'administration se réunit à l'initiative du tiers de ses membres, ceux-ci peuvent exiger l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si plus de la moitié de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Tout administrateur empêché peut se faire représenter par un administrateur muni d'un pouvoir spécial à cet effet.

Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est limité à un. Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont répartis par le président entre les administrateurs présents, dans le respect de ladite limitation.

Les représentants des salariés peuvent être invités à participer aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le conseil d'administration peut entendre toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations.

Il est tenu procès-verbal des réunions du conseil d'administration. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, et signés par le président et un administrateur ; ils sont retranscrits, sous la responsabilité du secrétaire du bureau, au plus tard sous un mois, dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le président.

#### Article 11 - Bureau

##### a) Composition

Le bureau de l'association comprend 5 membres au minimum et 9 membres au plus élus au sein du collège secteur public du conseil d'administration.

Il est composé entre autres :

- du président,
- de deux vice-présidents, pouvant chacun être chargé d'une fonction
- d'un secrétaire national,
- d'un trésorier national,

Le bureau peut être complété par un secrétaire adjoint et/ou un trésorier adjoint et/ou des membres chargés de fonctions spécifiques définies par le conseil d'administration.

Les membres du bureau, pour chacune des fonctions définies, sont élus au scrutin uninominal par le conseil d'administration et choisis parmi les membres du collège secteur public.

##### b) Durée

Les membres du bureau sont élus pour la durée de leurs mandats d'administrateur, à l'exception du président et des vice-présidents dont la durée, dans chacune de ces fonctions, est limitée à 6 années consécutives.

La date de prise d'effet de ces 6 années est celle de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle le président et les vice-présidents ont été respectivement élus.

Le bureau est complété en tant que de besoin après chaque renouvellement partiel du conseil d'administration.

Les fonctions de membre du bureau prennent fin par la démission, la perte de la qualité d'administrateur, l'absence non excusée à deux réunions consécutives du bureau, l'absence excusée ou non excusée à quatre réunions consécutives du bureau ; la révocation est prononcée par le conseil d'administration.

Le président du comité d'organisation des assises, s'il n'est pas membre du bureau, participe pendant la durée de son mandat aux réunions du bureau, avec voix consultative, pour toutes les questions concernant les assises.

### c) Pouvoirs

Le bureau est l'instance de pilotage opérationnel ; il assure collégalement la gestion et l'administration courante de l'association, et veille à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration. En particulier :

1. Il arrête les grandes lignes des actions de communication et de relations publiques ;
2. Il établit la cartographie des partenaires ;
3. Il arrête les budgets avant leur approbation par le conseil d'administration et contrôle leur exécution ;
4. Il donne un avis sur la présentation des comptes de l'exercice avant que le conseil d'administration soit appelé à les arrêter ;
5. Il propose au conseil d'administration l'approbation du règlement intérieur ;
6. Il effectue tous emprunts, à l'exception de ceux afférents aux décisions de nature immobilière ;
7. Il décide de l'acquisition et de la cession de tous biens meubles et objets mobiliers, fait effectuer toutes réparations, tous travaux et agencements, et achète et vend tous titres et toutes valeurs ;
8. Il peut confier à un membre de l'association, en fonction de ses compétences reconnues, une mission spécifique dont il fixe la durée ; il peut y mettre fin à tout moment.

En outre, ses membres exercent individuellement les pouvoirs définis aux articles 12 à 15 ci-après.

### d) Fonctionnement

Le bureau se réunit au moins une fois par trimestre à l'initiative et sur convocation du président.

L'ordre du jour est établi par le président.

Les représentants des salariés peuvent être invités à participer aux réunions du bureau, avec voix consultative.

Le bureau peut entendre toute personne susceptible d'éclairer ses délibérations.

Les réunions du bureau peuvent se tenir en utilisant les technologies existantes en matière de communication (conférence téléphonique, internet, etc.).

Il est tenu procès-verbal des réunions du bureau. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, et signés par le président et un autre membre du bureau ; ils sont retranscrits, au plus tard sous 15 jours, sous la responsabilité du secrétaire du bureau, dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le président.

### Article 12 - Président

Le président est élu par le conseil d'administration dans les conditions et pour la durée précisées à l'article 11 ci-dessus.

#### a) Qualités

Le président cumule les qualités de président du bureau, du conseil d'administration et de l'association. Il ne peut exercer la fonction de président du comité d'organisation des assises visées à l'article 4a des présents statuts pendant la durée de son mandat.

#### b) Pouvoirs

Le président s'assure de la bonne gestion quotidienne de l'association. Il agit au nom et pour le compte du bureau, du conseil d'administration et de l'association, et notamment :

1. Il représente l'association dans tous les actes de la vie civile, et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager ;
2. Il a qualité pour représenter l'association en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale ;
3. Il peut, avec l'autorisation du conseil d'administration, intenter toutes actions en justice pour la défense des intérêts de l'association, consentir toutes transactions et former tous recours ;
4. Il convoque le bureau, le conseil d'administration et les assemblées générales, fixe leur ordre du jour, et préside leur réunion ;
5. Il exécute les décisions arrêtées par le bureau et le conseil d'administration ;
6. Il signe tout contrat d'achat ou de vente et, plus généralement, tous actes et tous contrats nécessaires à l'exécution des décisions du bureau, du conseil d'administration et des assemblées générales ;
7. Il ordonne les dépenses dans les limites des budgets votés et prescrit l'exécution des recettes ;
8. Il procède au recrutement et à la révocation du personnel dans les conditions fixées par le conseil d'administration ;
9. Il soumet au bureau le projet de règlement intérieur de l'association, avant l'approbation par le conseil d'administration ;
10. Il présente le rapport moral et le rapport d'activités à l'approbation de l'assemblée générale annuelle ;
11. Il peut déléguer, par écrit, ses pouvoirs et sa signature ; il peut à tout instant mettre fin aux dites délégations.

Tout acte, tout engagement dépassant le cadre des pouvoirs ci-dessus définis devra être autorisé préalablement par le conseil d'administration.

#### c) Distinction

Eu égard aux services rendus à l'association, le titre de président honoraire est attribué de droit aux anciens présidents ayant accompli au moins une durée de six années, consécutives ou non, dans la fonction. L'honorariat ne confère pas de droit particulier à son bénéficiaire.

La qualité de « président honoraire » peut être retirée par décision motivée du conseil d'administration à un président dont les actions seraient de nature à nuire aux intérêts et à l'image de l'association.

#### Article 13 - Vice-présidents



Les vice-présidents sont élus par le conseil d'administration dans les conditions et pour la durée précisées à l'article 11 ci-dessus.

Leurs pouvoirs sont définis par le conseil d'administration ; en cas d'empêchement momentané du président, celui-ci ou à défaut le conseil d'administration désigne le vice-président qui assure son remplacement

#### Article 14 - Secrétaire national

Le secrétaire national est élu par le conseil d'administration dans les conditions et pour la durée précisées à l'article 11 ci-dessus.

Il veille au bon fonctionnement matériel, administratif et juridique de l'association. Il assure ou fait assurer sous son contrôle la bonne tenue de la comptabilité.

Il établit, ou fait établir sous son contrôle, les procès-verbaux des réunions du bureau, du conseil d'administration et des assemblées générales.

Il tient, ou fait tenir sous son contrôle, les registres de l'association. Il procède, ou fait procéder sous son contrôle, aux déclarations à la préfecture, et aux publications au Journal Officiel, dans le respect des dispositions légales ou réglementaires.

Il peut agir pour toute autre mission par délégation du président.

Il peut être assisté dans ses fonctions par un secrétaire adjoint.

#### Article 15 - Trésorier national

Le trésorier national est élu par le conseil d'administration dans les conditions et pour la durée précisées à l'article 11 ci-dessus.

Il établit, ou fait établir sous son contrôle, les budgets qu'il soumet au bureau avant le début de l'exercice et qu'il présente ensuite pour approbation au conseil d'administration. Il rend compte de leur exécution au bureau.

Il assure la responsabilité de la trésorerie, et notamment le fonctionnement des comptes courant et d'épargne ; à cet effet, il est habilité à ouvrir et faire fonctionner, dans tous établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous livrets d'épargne.

Il procède au paiement des dépenses et s'assure du bon encaissement des recettes. A cette fin, il procède notamment, ou fait procéder sous son contrôle, à l'établissement des factures et à l'appel annuel des cotisations.

Le trésorier établit, ou fait établir sous son contrôle, les comptes annuels de l'association ; il les présente au conseil d'administration qui doit les arrêter au plus tard trois mois après la clôture de l'exercice. Il établit un rapport financier, qu'il présente avec les comptes annuels à l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Il peut agir, pour toute autre mission, par délégation du président.

Avec l'accord du Président, il peut déléguer certaines de ses fonctions à un trésorier adjoint.

## Article 16 - Assemblées générales

### a) Dispositions communes à l'assemblée générale ordinaire et à l'assemblée générale extraordinaire

1. Tous les membres de l'association, à jour de cotisation à la date des assemblées générales, ont accès aux assemblées générales et participent aux votes.
2. Les personnes morales sont représentées par la personne dont l'habilitation a été notifiée à l'association en application des dispositions de l'article 7.2) ci-dessus.
3. Les assemblées générales sont convoquées par le président par lettre simple, fax ou courriel, au moins 14 jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration.
4. Le président et le secrétaire national en exercice forment le bureau de séance. A défaut, l'assemblée générale appelée à délibérer procède à la désignation de celui-ci.
5. Le président préside les assemblées générales, expose les questions à l'ordre du jour et conduit les débats.
6. Les assemblées générales ne peuvent statuer que sur les questions figurant à l'ordre du jour.
7. Les assemblées générales sont ordinaires ou extraordinaires : leurs décisions régulièrement adoptées sont obligatoires pour tous.
8. Tout membre empêché peut se faire représenter par un membre à jour de sa cotisation muni d'un mandat spécial. Le nombre de pouvoirs détenus par une seule personne est limité à un, à l'exception d'une personne, à la fois adhérente personne physique et représentante d'un adhérent personne morale, qui peut détenir deux pouvoirs.  
Les pouvoirs en blanc retournés au siège social sont répartis par le président entre les membres du conseil d'administration, puis de l'assemblée générale, dans le respect de ladite limitation. Ils sont utilisés dans le sens de l'adoption des résolutions approuvées par le conseil d'administration.
9. Le vote par correspondance est interdit.
10. Les représentants des salariés peuvent être invités à participer aux assemblées générales, avec voix consultative.
11. Les assemblées générales peuvent entendre toute personne susceptible d'éclairer leurs délibérations.
12. Les votes ont lieu à main levée, à l'exception de l'élection des membres du conseil d'administration dont les modalités sont fixées par l'article 10 des présents statuts.

13. Chaque adhérent dispose d'une voix, à l'exception d'une personne, à la fois adhérente personne physique et représentante d'un adhérent personne morale, qui dispose de deux voix.

14. Il est tenu procès-verbal des délibérations et résolutions des assemblées générales. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature, et signés par le président et le secrétaire de séance ; ils sont retranscrits, dans l'ordre chronologique, sur le registre des délibérations de l'association coté et paraphé par le président.

#### b) Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an, dans les dix mois de la clôture de l'exercice social.

- Pouvoirs

L'assemblée générale ordinaire nomme un commissaire aux comptes, conformément à l'article 20.

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport moral, le rapport d'activités, le rapport financier et le rapport du commissaire aux comptes.

L'assemblée générale ordinaire approuve les comptes de l'exercice clos, et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

L'assemblée générale ordinaire procède à l'élection et à la révocation, pour motif grave, des administrateurs.

L'assemblée générale ordinaire autorise le conseil d'administration, à conclure tout engagement et à contracter toute obligation qui dépassent le cadre des ses pouvoirs statutaires.

L'assemblée générale ordinaire délibère sur toute question figurant à l'ordre du jour et ne relevant pas de la compétence exclusive d'un autre organe de l'association.

- Quorum et majorité

L'assemblée générale ordinaire peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

#### c) Assemblée générale extraordinaire

Elle est convoquée chaque fois que nécessaire, à l'initiative du président ou à l'initiative d'un quart au moins de ses membres.

Quand l'assemblée générale extraordinaire est convoquée à l'initiative d'un quart de ses membres ceux-ci peuvent demander au conseil d'administration l'inscription à l'ordre du jour des questions de leur choix.

- Pouvoirs

L'assemblée générale extraordinaire a compétence pour procéder à la modification des statuts, à la dissolution de l'association et à la dévolution de ses biens, et à la fusion ou transformation de l'association. D'une façon générale, elle a compétence pour prendre toute décision de nature à mettre en cause son existence ou à porter atteinte à son objet essentiel.

- Quorum et majorité

L'assemblée générale extraordinaire peut valablement délibérer, quelque soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

#### Article 17 - Conseil d'Orientations Stratégiques

Le Conseil d'administration peut instituer un Conseil d'Orientations Stratégiques (COS) ; les membres du Conseil d'Administration sont membres de droit du COS pendant la durée de leur mandat.

Le Conseil d'Administration, en détermine les missions et les modalités de fonctionnement.

#### Article 18 - Exercice social

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre.

#### Article 19 - Comptabilité - Comptes et documents annuels

Il est tenu une comptabilité conforme aux dispositions du plan comptable associatif, et donnant lieu à l'établissement annuel d'un bilan, d'un compte de résultat et de l'annexe.

Les comptes annuels et le rapport général du commissaire aux comptes sont mis par tout moyen à la disposition des membres au plus tard 15 jours avant la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

#### Article 20 - Commissaires aux comptes

L'assemblée générale ordinaire nomme un commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes exerce sa mission selon les normes et règles de la profession. Il établit un rapport rendant compte de sa mission et certifiant la régularité et la sincérité des comptes. Sur demande du conseil d'administration il peut être amené à présenter ce rapport à l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

#### Article 21 - Dissolution

En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation. A la clôture des opérations de liquidation, elle prononce la dévolution de l'actif net conformément aux dispositions de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

### Article 22 - Règlement intérieur


Le bureau soumet à l'approbation du conseil d'administration un règlement intérieur qui précise et complète les dispositions statutaires relatives au fonctionnement de l'association.

L'adhésion aux statuts emporte de plein droit adhésion au règlement intérieur.

### Article 23 - Pouvoirs

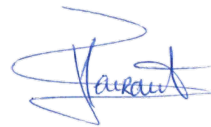
Tous pouvoirs sont donnés au président et au secrétaire national pour accomplir toutes les démarches permettant l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire, relatives à la modification des statuts, à la dissolution de l'association, à la dévolution de ses biens, à sa fusion ou transformation et d'une façon générale, à la mise en cause de son existence ou à l'atteinte de son objet essentiel.

La secrétaire nationale

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Vanhee', with a long horizontal stroke extending to the left.

Florence Vanhee

La Présidente

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'F. Fleurant-Angba', with a stylized, circular flourish above the name.

Françoise FLEURANT-ANGBA



## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Mise en place de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour les Élections (IFCE).

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_29</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2127-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_29-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_29

Objet : Mise en place de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour les Élections (IFCE).

Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136 ;

**Vu** le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée ;

**Vu** le décret 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés ;

**Vu** l'arrêté du 27 février 1962 relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires territoriaux, modifié par l'arrêté du 19 mars 1992 ;

**Vu** l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés modifié par l'arrêté du 26 mai 2003 ;

**Vu** l'avis du Comité Technique en date du 15 mars 2022 ;

**Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

**Considérant** qu'il y a lieu de fixer les critères d'attribution de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élection en fonction des textes en vigueur ;

### Après en avoir délibéré

**Article 1: DÉCIDE** de mettre en place l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) pour les agents territoriaux ne pouvant pas bénéficier d'IHTS.

Pour les élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes, et les consultations par voie de référendum, le montant de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections est calculé dans la double limite :

- D'un crédit global obtenu en multipliant la valeur maximum de l'indemnité forfaitaire

pour travaux supplémentaires mensuelle du grade d'attaché territorial par le nombre de bénéficiaires ;

- D'une somme individuelle au plus égale au quart de l'indemnité forfaitaire annuelle pour travaux supplémentaires du grade d'attaché territorial .



**Article 2: PRÉCISE** que les dispositions de l'indemnité présente délibération pourront être étendues aux agents contractuels de droit public de la collectivité sur les mêmes bases que celles applicables aux fonctionnaires du grade de référence. Les agents employés à temps non complet peuvent bénéficier de cet avantage à taux plein sans proratisation.

**Article 3: FIXE** les attributions individuelles, en fonction du travail effectué selon les modalités de calcul de l'IFCE et dans la limite des crédits inscrits.

- Responsable de l'organisation des opérations électorales: 350 €
- Responsable de bureau: 350 €
- Secrétaire administratif: 300 €
- Contrôleur des résultats ou autres missions: 300 €

**Article 4: DIT QUE** le paiement de cette indemnité sera réalisé après chaque tour des consultations électorales.

Lorsque deux élections se déroulent le même jour une seule indemnité peut être allouée.

Cette indemnité peut être versée autant de fois dans l'année que celle-ci comporte d'élections.

Cette indemnité est cumulable avec le RIFSEEP.

**Article 5: PRÉCISE QUE** le montant de référence pour le calcul de l'IFCE sera celui de l'IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie assortie du coefficient 8.

**Article 6: PRÉCISE QUE** les bénéficiaires sont les agents fonctionnaires (stagiaires et titulaires) et agents contractuels appartenant aux cadres d'emplois de catégorie A des filières administrative, technique et médico-sociale, ainsi que les agents détachés sur emplois fonctionnel.

**Article 7: DÉCIDE** d'imputer la dépense sur les comptes budgétaires 641/645.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

**Objet** : Désignation d'un nouveau délégué titulaire et de son suppléant au sein du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France (SIGEIF).

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_30</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
M. Aurélien Denaes - M. Anthony Toueilles - Mme Fatou Sylla  
M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat (6) :

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### Secrétaire de séance :

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_30

Objet : Désignation d'un nouveau délégué titulaire et de son suppléant au sein du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France (SIGEIF).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21, L.2121-33, L.5212-6 et L.5212-7 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 23 mai 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2020/16 du 23 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire ;

**Vu** la délibération DEL2020/24 du 3 juin 2020 portant désignation d'un délégué titulaire et de son suppléant pour siéger au sein du comité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France (SIGEIF) ;

**Vu** la délibération DEL2022/2 du 26 janvier 2022 portant réélection des Maires-adjoints au scrutin de liste et modification du tableau des élu.e.s en application de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté de la Maire A2021/30/SG du 10 décembre 2021 portant retrait des délégations de fonctions et de signature à M. Martin VERNANT ;

**Vu** l'avis de la commission communale compétente ;

**Considérant** que le SIGEIF est un syndicat intercommunal ayant vocation à acheter de l'énergie pour le compte des collectivités/établissements d'Ile-de-France, qu'il contrôle l'acheminement de l'énergie et assure un rôle de soutien et de conseil en matière de maîtrise de la demande d'énergie ;

**Considérant** que la ville de Malakoff est membre du SIGEIF ;

**Considérant** que par la délibération DEL2020/24 du 3 juin 2020, le conseil municipal a désigné Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE en tant que déléguée titulaire et M. Martin VERNANT comme délégué suppléant ;

**Considérant** que, suite au retrait des délégations de fonctions et de signature à M. Martin VERNANT par l'arrêté de la Maire A2021/30/SG du 10 décembre 2021, il s'avère nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau délégué suppléant afin d'assurer une cohérence dans la gestion des affaires communales ;

**Considérant** que l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment au remplacement de membres d'organismes extérieurs par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

**Considérant** que cette disposition prévoit la possibilité de modifier, en cours de mandat, la représentation de la Ville au sein du comité syndical du SIGEIF dès lors que les motifs sont tirés de la bonne administration des affaires communales ;

**Considérant** que la modification de la représentation de la Ville au sein du comité syndical du SIGEIF est envisagée du fait d'une perte de confiance de Madame la Maire envers certains élus ayant motivé un retrait de délégations ;

**Considérant** que les dissensions ayant motivé le retrait de délégués compromettent la cohérence de la représentation de la Ville telle qu'elle est actuellement composée ;

**Considérant** que l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal peut parfaitement justifier un changement dans la représentation de la Ville au sein du comité syndical du SIGEIF ;

**Considérant** que le conseil municipal doit se prononcer par délibération sur la composition dans les mêmes formes qu'initialement ;

**Considérant** que la Ville est représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et son suppléant ;

**Considérant** les candidatures déposées par Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE tant que déléguée titulaire et M. Farid HEMIDI comme délégué suppléant ;

### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de procéder à un vote à scrutin public.

**Article 2 : DÉSIGNE** ci-après les nouveaux délégués appelés à siéger au sein du conseil syndical du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France (SIGEIF) :

| Titulaires                    | Suppléant M. Farid HEMIDI |
|-------------------------------|---------------------------|
| Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE | M. Farid HEMIDI           |

**Article 3 :** La présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération DEL2020/24 du 3 juin 2020 portant désignation d'un représentant titulaire et de son suppléant pour siéger au sein du comité du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Ile-de-France (SIGEIF)

**Article 4 :** La présente délibération sera affichée, notifiée aux personnes intéressées, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

#### Vote :

La délibération est adoptée par 29 voix POUR,  
4 CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héla Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Touailles),  
6 ABSTENTIONS (M. Gilles Bresset, M. Roger Pronesti, Mme Emmanuelle Jannès, M. Olivier Rajzman, Mme Charlotte Rault, M. Stéphane Tauthui).

La Maire, – Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 3 juin 2020

Objet : Désignation d'un délégué et de son suppléant pour siéger au comité syndical du SIGEIF.

|   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : 39 | N° DEL2020_24                         |
| En exercice: 39                             | Arrivée en Préfecture le : 17/06/2020 |
| Présents: 37                                | Publiée le : 17/06/2020               |
| Représentés (ayant donné mandat): 2         | Exécutoire le : 17/06/2020            |
| Absent excusé (sans mandat): 0              |                                       |

L'an deux mille vingt , le trois juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - Mme Vanessa Ghiati -  
M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Jean-  
Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad - Mme Jocelyne Boyaval  
- Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg -  
M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache -  
M. Nicolas Garcia - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge  
- Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat :

Mme Julie Muret à M. Rodéric Aarsse  
Mme Héra Bel Hadj Youssef à M. Anthony Toueilles

Secrétaire de séance : M. Gutierrez en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 3 juin 2020

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2020\_24

Service : Direction Générale des Services / Domaine : 5.3.4

Objet : Désignation d'un délégué et de son suppléant pour siéger au comité syndical du SIGEIF.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-21, L2121-33, 5211-7, L5212-6 et L5212-7,

**Vu** les statuts du 1/10/2017 du SIGEIF et notamment son article 7.1 qui prévoit la désignation d'un délégué et d'un suppléant pour siéger au comité syndical quelque soit le nombre de compétences transférées,

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 23 mai 2020 et les résultats pour l'élection du maire et la désignation des adjoints,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020/13, en date du 23 mai 2020, portant élection du maire,

**Considérant** que le comité syndical est composé de délégués des communes adhérentes,

**Considérant** que suite au renouvellement général du 15 mars 2020, il convient de procéder à la désignation des délégués pour représenter la ville de Malakoff au sein du comité syndical du SIGEIF,

**Considérant** les candidatures de madame Dominique TRICHET-ALLAIRE et de monsieur Martin VERNANT,

#### Après en avoir délibéré et, après vote électronique à distance et au scrutin public,

**Article unique : DESIGNE** pour représenter la ville de Malakoff au sein du comité du Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Ile-de-France (SIGEIF) :

Déléguée titulaire : Madame Dominique TRICHET-ALLAIRE

Délégué suppléant : Monsieur Martin VERNANT

**Vote** : la délibération est adoptée par 34 voix pour,

0 contre,

5 abstention(s)

**M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault**

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 08/04/2022  
Reçu en préfecture le 08/04/2022  
Affiché le   
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_30-AR



\*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_30-AR



# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

**Objet** : Désignation d'un nouveau délégué titulaire et de son suppléant au sein du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC).

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_31</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles – Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat (6) :

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### Secrétaire de séance :

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_31

Objet : Désignation d'un nouveau délégué titulaire et de son suppléant au sein du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21, L.2121-33, L.5212-6 et L.5212-7 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 23 mai 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2020/16 du 23 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire ;

**Vu** la délibération DEL2020/26 du 3 juin 2020 portant désignation d'un délégué titulaire et de son suppléant pour siéger au sein du comité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) ;

**Vu** la délibération DEL2022/2 du 26 janvier 2022 portant réélection des Maires-adjoints au scrutin de liste et modification du tableau des élu.e.s en application de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté de la Maire A2021/30/SG du 10 décembre 2021 portant retrait des délégations de fonctions et de signature à M. Martin VERNANT ;

**Vu** l'avis de la commission communale compétente ;

**Considérant** que le SIPPEREC est un syndicat mixte ouvert ayant vocation à proposer aux collectivités adhérentes différentes prestations d'intérêt général en rapport avec les réseaux de communication électronique, les services de communication audiovisuelle, les énergies renouvelables, les systèmes d'information géographique, l'éclairage public et les infrastructures de charge ;

**Considérant** que la ville de Malakoff est membre du SIPPEREC ;

**Considérant** que par la délibération DEL2020/26 du 3 juin 2020, le conseil municipal a désigné M. Rodéric AARSSE en tant que délégué titulaire et M. Martin VERNANT comme délégué suppléant ;

**Considérant** que, suite au retrait des délégations de fonctions et de signature à M. Martin VERNANT par l'arrêté de la Maire A2021/30/SG du 10 décembre 2021, il s'avère nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau délégué suppléant afin d'assurer une cohérence dans la gestion des affaires communales ;

**Considérant** que l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment au remplacement de membres d'organismes extérieurs par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

**Considérant** que cette disposition prévoit la possibilité de modifier, en cours de mandat, la représentation de la Ville au sein du comité syndical du SIPPEREC dès lors que les motifs sont tirés de la bonne administration des affaires communales ;

**Considérant** que la modification de la représentation de la Ville au sein du comité syndical du SIPPAREC est envisagée du fait d'une perte de confiance de Madame la Maire envers certains élus ayant motivé un retrait de délégations ;

**Considérant** que les dissensions ayant motivé le retrait de délégation sont de nature à compromettre la cohérence de la représentation de la Ville telle qu'elle est actuellement composée ;

**Considérant** que l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal peut parfaitement justifier un changement dans la représentation de la Ville au sein du comité syndical du SIPPAREC ;

**Considérant** que le conseil municipal doit se prononcer par délibération sur la composition dans les mêmes formes qu'initialement ;

**Considérant** que la Ville est représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et son suppléant ;

**Considérant** les candidatures déposées par M. Rodéric AARSSE en tant que délégué titulaire et M. Jean-Michel POUILLÉ comme délégué suppléant ;

### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de procéder à un vote à scrutin public.

**Article 2 : DÉSIGNE** ci-après les nouveaux délégués appelés à siéger au sein du conseil syndical du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPAREC) :

| Titulaires        | Suppléant              |
|-------------------|------------------------|
| M. Rodéric AARSSE | M. Jean-Michel POUILLÉ |

**Article 3 :** La présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération DEL2020/26 du 3 juin 2020 portant désignation d'un délégué titulaire et de son suppléant pour siéger au sein du comité du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Électricité et les Réseaux de Communication (SIPPAREC).

**Article 4 :** La présente délibération sera affichée, notifiée aux personnes intéressées, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

#### Vote :

La délibération est adoptée par 29 voix POUR,  
4 CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héla Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Touailles),  
6 ABSTENTIONS (M. Gilles Bresset, M. Roger Pronesti, Mme Emmanuelle Jannès, M. Olivier Rajzman, Mme Charlotte Rault, M. Stéphane Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **3 juin 2020**

**Objet** : Désignation d'un délégué et de son suppléant pour siéger au comité syndical du SIPPAREC.

|  |  |
|--|--|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>N° DEL2020_26</b>                         |
| En exercice: <b>39</b>                             | <b>Arrivée en Préfecture le : 17/06/2020</b> |
| Présents: <b>37</b>                                | <b>Publiée le : 17/06/2020</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>2</b>         | <b>Exécutoire le : 17/06/2020</b>            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>0</b>              |  |

L'an deux mille vingt , le trois juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - Mme Vanessa Ghiati -  
M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Jean-  
Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad - Mme Jocelyne Boyaval  
- Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg -  
M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache -  
M. Nicolas Garcia - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge  
- Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat :

Mme Julie Muret à M. Rodéric Aarsse  
Mme Héra Bel Hadj Youssef à M. Anthony Toueilles

Secrétaire de séance : M. Gutierrez en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 3 juin 2020

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2020\_26

Service : Direction Générale des Services / Domaine : 5.3.4

Objet : Désignation d'un délégué et de son suppléant pour siéger au comité syndical du SIPPAREC.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-21, L2121-33, 5211-7, L5212-6 et L5212-7,

**Vu** les statuts du SIPPAREC et notamment son article 10.1 approuvés par délibération 2017-10-92 du comité du 17 octobre 2017,

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 23 mai 2020 et les résultats pour l'élection du maire et la désignation des adjoints,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020/13, en date du 23 mai 2020, portant élection du maire,

**Considérant** que le comité syndical est composé de délégués des communes adhérentes,

**Considérant** que suite au renouvellement général du 15 mars 2020, il convient de procéder à la désignation des délégués pour représenter la ville de Malakoff au sein du comité syndical du SIPPAREC,

**Considérant** les candidatures de monsieur Rodéric AARSSE et de monsieur Martin VERNANT,

**Après en avoir délibéré et,  
après vote électronique à distance et au scrutin public,**


**Article unique : DESIGNE** pour représenter la ville de Malakoff au sein du comité du Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication (SIPPAREC) :

Délégué titulaire : Monsieur Rodéric AARSSE

Délégué suppléant : Monsieur Martin VERNANT

**Vote** : la délibération est adoptée par 34 voix pour,  
0 contre,  
5 abstention(s)

**M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannes - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault**

Envoyé en préfecture le 08/04/2022  
Reçu en préfecture le 08/04/2022  
Affiché le   
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_31-AR

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre



\*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_31-AR

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Désignation d'un nouveau délégué titulaire et de son suppléant au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques – Société du Grand Paris.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_32</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Toueilles – Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat (6) :

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### Secrétaire de séance :

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.



# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_32

Objet : Désignation d'un nouveau délégué titulaire et de son suppléant au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques – Société du Grand Paris.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21 et L.2121-33 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 23 mai 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2020/16 du 23 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire ;

**Vu** la délibération DEL2020/28 du 3 juin 2020 portant désignation d'un délégué titulaire et de son suppléant pour siéger au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques ;

**Vu** la délibération DEL2022/2 du 26 janvier 2022 portant réélection des Maires-adjoints au scrutin de liste et modification du tableau des élu.e.s en application de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté de la Maire A2021/28/SG du 10 décembre 2021 portant retrait des délégations de fonctions et de signature à Mme Nadia HAMMACHE ;

**Vu** l'avis des commissions communales compétentes ;

**Considérant** que la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques examine les préjudices économiques liés aux travaux du Grand Paris Express, qu'elle instruit les dossiers de demande, émet des avis et propose au maître d'ouvrage une indemnisation des préjudices subis ;

**Considérant** que le directoire de la Société du Grand Paris prend ensuite la décision d'indemniser ou non le demandeur ;

**Considérant** que la ville dispose d'une voix consultative dès lors que les dossiers à l'ordre du jour des travaux de la commission concernent le territoire communal ;

**Considérant** que par la délibération DEL2020/28 du 3 juin 2020, le conseil municipal a désigné Mme Nadia HAMMACHE en tant que déléguée titulaire et Mme Corinne PARMENTIER comme représentante suppléante.

**Considérant** que, suite au retrait des délégations de fonctions et de signature à Mme Nadia HAMMACHE par l'arrêté de la Maire A2021/28/SG du 10 décembre 2021, il s'avère nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau délégué titulaire afin d'assurer une cohérence dans la gestion des affaires communales par la majorité municipale ;

**Considérant** que l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment au remplacement de membres d'organismes extérieurs par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

**Considérant** que cette disposition prévoit la possibilité de modifier, en cours de mandat, la représentation de la Ville au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques dès lors que les motifs sont tirés de la bonne administration des affaires communales ;

**Considérant** que la modification de la représentation de la Ville d'indemnisation amiable des acteurs économiques est envisagée du fait d'une perte de confiance de Madame la Maire envers certains élus ayant motivé un retrait de délégations ;

**Considérant** que les dissensions ayant motivé le retrait de délégation sont de nature à compromettre la cohérence de la représentation de la Ville telle qu'elle est actuellement composée ;

**Considérant** que l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal peut parfaitement justifier un changement dans la représentation de la Ville au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques ;

**Considérant** que le conseil municipal doit se prononcer par délibération sur la composition dans les mêmes formes qu'initialement ;

**Considérant** que la Ville est représentée au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques par un délégué titulaire et son suppléant ;

**Considérant** les candidatures déposées par Mme Corinne PARMENTIER en tant que délégué titulaire et M. Antonio OLIVEIRA comme délégué suppléant ;

### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de procéder à un vote à scrutin public.

**Article 2 : DÉSIGNE** ci-après les nouveaux délégués appelés à siéger au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques :

| Titulaires             | Suppléant           |
|------------------------|---------------------|
| Mme Corinne PARMENTIER | M. Antonio OLIVEIRA |

**Article 3 :** La présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération DEL2020/28 du 3 juin 2020 portant désignation d'un délégué titulaire et de son suppléant pour siéger au sein de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques.

**Article 4 :** La présente délibération sera affichée, notifiée aux personnes intéressées, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

#### Vote :

La délibération est adoptée par 29 voix POUR,

4 CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héla Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Toueilles),

6 ABSTENTIONS (M. Gilles Bresset, M. Roger Pronesti, Mme Emmanuelle Jannès, M. Olivier Rajzman, Mme Charlotte Rault, M. Stéphane Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **3 juin 2020**

**Objet** : Désignation d'un représentant du conseil municipal à la commission d'indemnisation des acteurs économiques - Société du Grand Paris.

|  |  |
|--|--|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>N° DEL2020_28</b>                         |
| En exercice: <b>39</b>                             | <b>Arrivée en Préfecture le : 17/06/2020</b> |
| Présents: <b>37</b>                                | <b>Publiée le : 17/06/2020</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>2</b>         | <b>Exécutoire le : 17/06/2020</b>            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>0</b>              |  |

L'an deux mille vingt , le trois juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - Mme Vanessa Ghiati -  
M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Jean-  
Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad - Mme Jocelyne Boyaval  
- Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg -  
M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache -  
M. Nicolas Garcia - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge  
- Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

Mme Julie Muret à M. Rodéric Aarsse  
Mme Héra Bel Hadj Youssef à M. Anthony Toueilles

Secrétaire de séance : M. Gutierrez en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.



## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 3 juin 2020

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2020\_28

Service : Direction Générale des Services / Domaine : 5.3.4

Objet : Désignation d'un représentant du conseil municipal à la commission d'indemnisation des acteurs économiques - Société du Grand Paris.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-21,

**Vu** la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris

**Vu** le décret n°2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris

**Vu** la décision du directoire de la Société du Grand Paris D2019-6 du 25 février 2019 portant modification de la décision D2015-22 du 30 décembre 2015 portant création de la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques impactés par la réalisation du Grand Paris Express

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 23 mai 2020 et les résultats pour l'élection du maire et la désignation des adjoints,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020/13, en date du 23 mai 2020, portant élection du maire,

**Considérant** que suite au renouvellement général du 15 mars 2020, il convient de procéder à la désignation d'un représentant du conseil municipal et de son suppléant pour siéger à la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques,

**Considérant** que la ville de Malakoff et notamment son tissu économique peut être impactée par les travaux de réalisation du Grand Paris Express,

**Considérant** les candidatures de madame Nadia HAMMACHE et de madame Corinne PARMENTIER,

**Après en avoir délibéré et,  
après vote électronique à distance et au scrutin public,**


**Article unique : DESIGNE** pour siéger à la commission d'indemnisation amiable des acteurs économiques :

- Madame Nadia HAMMACHE comme représentante titulaire

- Madame Corinne PARMENTIER comme représentante déléguée

**Vote : la délibération est adoptée par 34 voix pour,  
0 contre,  
5 abstention(s)**

**M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannes - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault**

Envoyé en préfecture le 08/04/2022  
Reçu en préfecture le 08/04/2022  
Affiché le   
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_32-AR

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre



\*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_32-AR

# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Désignation d'un nouveau représentant au sein de l'association BruitParif.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_33</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### **Etaient Présents (33) :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles - Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat (6) :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Secrétaire de séance :**

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_33

Objet : Désignation d'un nouveau représentant au sein de l'association BruitParif.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21 et L.2121-33 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 23 mai 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2020/16 du 23 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire ;

**Vu** la délibération DEL2020/36 du 3 juin 2020 portant désignation d'un représentant de la ville de Malakoff au sein de l'association *BruitParif* ;

**Vu** la délibération DEL2022/2 du 26 janvier 2022 portant réélection des Maires-adjoints au scrutin de liste et modification du tableau des élu.e.s en application de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté de la Maire A2021/30/SG du 10 décembre 2021 portant retrait des délégations de fonctions et de signature à M. Martin VERNANT ;

**Vu** l'avis des commissions communales compétentes ;

**Considérant** que la ville de Malakoff est particulièrement impactée par les nuisances sonores induites par les trafics non seulement ferrés, mais également routiers ;

**Considérant** qu'ainsi la ville de Malakoff a décidé d'adhérer à l'association *BruitParif* ;

**Considérant** que ladite association permet de disposer d'informations fiables, indépendantes et transparentes sur les niveaux sonores en Île-de-France ;

**Considérant** que ladite association valorise et diffuse les bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion du bruit dans l'environnement ;

**Considérant** que ladite association joue un rôle d'information par la diffusion des données, études et informations sur l'environnement sonore en Île-de-France et par des opérations de sensibilisation du grand public ;

**Considérant** que par la délibération DEL2020/36 du 3 juin 2020, le conseil municipal a désigné M. Martin VERNANT en tant que représentant de la ville au sein de l'association *BruitParif* ;

**Considérant** que, suite au retrait des délégations de fonctions et de signature à M. Martin VERNANT par l'arrêté de la Maire A2021/31/SG du 10 décembre 2021, il s'avère nécessaire de procéder à la désignation d'un nouveau représentant afin d'assurer une cohérence dans la gestion des affaires communales ;

**Considérant** que l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment au remplacement de membres d'organismes extérieurs par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

**Considérant** que cette disposition prévoit la possibilité de modifier, en cours de mandat, la représentation de la Ville au sein de l'association *BruitParif* dès lors que les motifs sont tirés de la bonne administration des affaires communales ;



**Considérant** que la modification de la représentation de la Ville de Malakoff au sein de l'association *BruitParif* est envisagée du fait d'une perte de confiance de Madame la Maire envers certains élus ayant motivé un retrait de délégations ;

**Considérant** que les dissensions ayant motivé le retrait de délégation sont de nature à compromettre la cohérence de la représentation de la Ville telle qu'elle est actuellement composée ;

**Considérant** que l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal peut parfaitement justifier un changement dans la représentation de la Ville au sein de l'association *BruitParif* ;

**Considérant** que le conseil municipal doit se prononcer par délibération sur la composition dans les mêmes formes qu'initialement ;

**Considérant** que les statuts de l'association *BruitParif* permettent à la Ville d'être représentée par un élu/une élue du conseil municipal ;

**Considérant** la candidature déposée par Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE ;

### **Après en avoir délibéré,**

**Article 1 :** **DÉCIDE** à l'unanimité de procéder à un vote à scrutin public.

**Article 2 :** **DÉSIGNE** Mme Dominique TRICHET-ALLAIRE comme représentante de la Ville au sein de l'association *BruitParif*.

**Article 3 :** La présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération DEL2020/36 du 3 juin 2020 portant désignation d'un représentant de la ville de Malakoff au sein de l'association *BruitParif*.

**Article 4 :** La présente délibération sera affichée, notifiée à la personne intéressée, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

### **Vote :**

La délibération est adoptée par 29 voix POUR,  
4 CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héla Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Touailles),  
6 ABSTENTIONS (M. Gilles Bresset, M. Roger Pronesti, Mme Emmanuelle Jannès, M. Olivier Rajzman, Mme Charlotte Rault, M. Stéphane Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **3 juin 2020**

Objet : Désignation d'un représentant du conseil municipal auprès de BruitParif.

|  |   |
|--|---|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>N° DEL2020_36</b>                        |
| En exercice: <b>39</b>                             | <b>Arrivée en Préfecture le : 17/6/2020</b> |
| Présents: <b>37</b>                                | <b>Publiée le : 17/6/2020</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>2</b>         | <b>Exécutoire le : 17/6/2020</b>            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>0</b>              |   |

L'an deux mille vingt , le trois juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

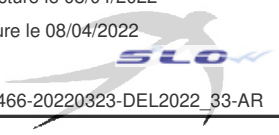
### Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - Mme Vanessa Ghiati -  
M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Jean-  
Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad - Mme Jocelyne Boyaval  
- Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg -  
M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache -  
M. Nicolas Garcia - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge  
- Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat :

Mme Julie Muret à M. Rodéric Aarsse  
Mme Héra Bel Hadj Youssef à M. Anthony Touailles

Secrétaire de séance : M. Gutierrez en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.



## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 3 juin 2020

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2020\_36

Service : Direction Générale des Services / Domaine : 5.3.4

Objet : Désignation d'un représentant du conseil municipal auprès de BruitParif.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-21 et L2121-33,

**Vu** la délibération 2018-34 du 4/4/2018 relative à l'adhésion de la ville de Malakoff à l'association BruitParif,

**Vu** les statuts de BruitParif,

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 23 mai 2020 et les résultats pour l'élection du maire et la désignation des adjoints,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020/13, en date du 23 mai 2020, portant élection du maire,

**Considérant** que la ville de Malakoff est adhérente à l'association BruitParif et qu'à ce titre elle doit désigner un représentant du conseil municipal pour siéger à l'assemblée générale de ladite association,

**Considérant** la candidature de monsieur Martin VERNANT,

**Après en avoir délibéré et,  
après vote électronique à distance et au scrutin public,**

**Article unique : DÉSIGNE** monsieur Martin VERNANT en tant que représentant de la ville de Malakoff pour siéger à l'assemblée générale de l'association Bruit Parif.

**Vote** : la délibération est adoptée par 34 voix pour,

0 contre,

5 abstention(s)

M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Envoyé en préfecture le 08/04/2022  
Reçu en préfecture le 08/04/2022  
Affiché le   
ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_33-AR



\*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_33-AR

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Désignation de nouveaux représentants au sein de l'association Culture et Loisirs à Malakoff (ACLAM).

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_34</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Toueilles - Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat (6) :

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### Secrétaire de séance :

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_34

Objet : Désignation de nouveaux représentants au sein de l'association Culture et Loisirs à Malakoff (ACLAM).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21 et L.2121-33 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 23 mai 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2020/16 du 23 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire ;

**Vu** la délibération DEL2020/41 du 3 juin 2020 portant désignation de représentants du conseil municipal au sein de l'Association Culture et Loisirs à Malakoff (ACLAM) ;

**Vu** la délibération DEL2022/2 du 26 janvier 2022 portant réélection des Maires-adjoints au scrutin de liste et modification du tableau des élu.e.s en application de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté de la Maire A2021/29/SG du 10 décembre 2021 portant retrait des délégations de fonctions et de signature à Mme Héla BEL HADJ YOUSSEF ;

**Vu** l'avis des commissions communales compétentes ;

**Considérant** que l'Association Culture et Loisirs à Malakoff (ACLAM) vise à donner accès à l'art, la culture et les loisirs à un public diversifié ;

**Considérant** que dans cette perspective, elle organise des visites d'expositions avec médiation culturelle, propose des tarifs préférentiels pour les concerts et spectacles à ses adhérents et multiplie les partenariats avec d'autres associations afin de favoriser une participation de tous les publics ;

**Considérant** que ladite association est administrée par un conseil d'administration composé de 20 membres élus pour un an par l'assemblée générale en son sein.

**Considérant** que les statuts de l'association disposent que les représentants de la ville désignés par le conseil municipal doivent être invités à participer à toutes les réunions du conseil d'administration ;

**Considérant** que par la délibération DEL2020/41 du 3 juin 2020, le conseil municipal a fixé à 5 le nombre de représentants du conseil municipal (le maximum autorisé par les statuts de l'association) pour siéger au sein du conseil d'administration, et a procédé à la désignation de ces représentants, à savoir :

- M. Jean-Michel POULLÉ ;
- Mme Virginie APRIKIAN ;
- M. Mickaël GOLDBERG ;
- M. Michel AOUAD ;
- Mme Héla BEL HADJ YOUSSEF.

**Considérant** que, suite au retrait des délégations de fonctions et de signature à Mme Héla BEL HADJ YOUSSEF par l'arrêté de la Maire A2021/29/SG du 10 décembre 2021, il s'avère nécessaire de procéder à la désignation de nouveaux représentants afin d'assurer une cohérence dans la gestion des affaires communales ;

**Considérant** que l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment au remplacement de membres d'organismes extérieurs par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

**Considérant** que cette disposition prévoit la possibilité de modifier, en cours de mandat, la représentation de la Ville au sein du conseil d'administration de l'*Association Culture et Loisirs à Malakoff* (ACLAM) ;

**Considérant** que la modification de la représentation de la Ville au sein du conseil d'administration de l'*Association Culture et Loisirs à Malakoff* (ACLAM) est envisagée du fait d'une perte de confiance de Madame la Maire envers certains élus ayant motivé un retrait de délégations ;

**Considérant** que les dissensions ayant motivé le retrait de délégation sont de nature à compromettre la cohérence de la représentation de la Ville telle qu'elle est actuellement composée ;

**Considérant** que l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal peut parfaitement justifier un changement dans la représentation de la Ville au sein du conseil d'administration de l'*Association Culture et Loisirs à Malakoff* (ACLAM) ;

**Considérant** que le conseil municipal doit se prononcer par délibération sur la composition dans les mêmes formes qu'initialement ;

**Considérant** les candidatures déposées par M. Jean-Michel POUILLÉ, Mme Virginie APRIKIAN, M. Mickaël GOLDBERG, M. Michel AOUAD, Mme Fatou SYLLA ;

### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de procéder à un vote à scrutin public.

**Article 2 : DÉSIGNE** ci-après les nouveaux représentants appelés à siéger au sein du conseil d'administration de l'*Association Culture et Loisirs à Malakoff* (ACLAM) :

|          | Représentants          |
|----------|------------------------|
| <b>1</b> | M. Jean-Michel POUILLÉ |
| <b>2</b> | Mme Virginie APRIKIAN  |
| <b>3</b> | M. Mickaël GOLDBERG    |
| <b>4</b> | M. Michel AOUAD        |
| <b>5</b> | Mme Fatou SYLLA        |

**Article 3** : La présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération DEL2020/41 du 3 juin 2020 portant désignation de représentants du conseil municipal au sein de l'*Association Culture et Loisirs à Malakoff* (ACLAM).



**Article 4 :** La présente délibération sera affichée, notifiée aux personnes intéressées, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

**Vote :**

La délibération est adoptée par 29 voix POUR,  
4 CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héra Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Touailles),  
6 ABSTENTIONS (M. Gilles Bresset, M. Roger Pronesti, Mme Emmanuelle Jannès, M. Olivier Rajzman, Mme Charlotte Rault, M. Stéphane Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 3 juin 2020

**Objet** : Désignation de représentant du conseil municipal au sein de l'association culture et loisirs à Malakoff (ACLAM).

|  |   |
|--|---|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>N° DEL2020_41</b>                        |
| En exercice: <b>39</b>                             | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> 17/6/2020 |
| Présents: <b>37</b>                                | <b>Publiée le :</b> 17/6/2020               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>2</b>         | <b>Exécutoire le :</b> 17/6/2020            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>0</b>              |   |

L'an deux mille vingt , le trois juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - Mme Vanessa Ghiati -  
M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Jean-Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad - Mme Jocelyne Boyaval -  
- Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg -  
M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache -  
M. Nicolas Garcia - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge  
- Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

Mme Julie Muret à M. Rodéric Aarsse  
Mme Héra Bel Hadj Youssef à M. Anthony Toueilles

Secrétaire de séance : M. Gutierrez en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 3 juin 2020

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2020\_41

Service : Direction Générale des Services / Domaine : 5.3.4

Objet : Désignation de représentant du conseil municipal au sein de l'association culture et loisirs à Malakoff (ACLAM).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-21 et L.2121-33,

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 23 mai 2020 et les résultats pour l'élection du maire et la désignation des adjoints,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020/13, en date du 23 mai 2020, portant élection du maire,

**Vu** les statuts de l'association de type loi 1901 aux termes desquels l'association est administrée par un conseil d'administration de 20 membres composé de 5 membres maximum du conseil municipal,

**Considérant** que suite au renouvellement général du 15 mars 2020, il convient de procéder à la désignation de représentants du conseil municipal pour siéger au conseil d'administration de l'association,

**Considérant** que les élus ainsi désignés n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'association,

**Considérant** les candidatures de monsieur Jean-Michel POUILLÉ, madame Virginie APRIKIAN, monsieur Mickaël GOLDBERG, monsieur Michel AOUAD, madame HÉLA BEL HADJ YOUSSEF,

#### **Après en avoir délibéré et, après vote électronique à distance et au scrutin public,**

**Article 1 : FIXE** à 5 le nombre de représentants du conseil municipal pour siéger au conseil d'administration de l'Association Culture et Loisirs à Malakoff (ACLAM).

**Article 2 : DÉSIGNE**, pour siéger au conseil d'administration de l'Association Culture et Loisirs à Malakoff (ACLAM) les représentants suivants :

- Monsieur Jean-Michel POUILLÉ
- Madame Virginie APRIKIAN
- Monsieur Mickaël GOLDBERG
- Monsieur Michel AOUAD
- Madame HÉLA BEL HADJ YOUSSEF

**Vote : la délibération est adoptée par 33 voix pour,  
0 contre,  
6 abstention(s)**

**M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannes - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui**

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_34-AR

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre



\*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_34-AR

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Désignation de nouveaux représentants du conseil municipal au sein du comité des fêtes.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_35</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles - Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat (6) :

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### Secrétaire de séance :

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_35

Objet : Désignation de nouveaux représentants du conseil municipal au sein du comité des fêtes.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2121-21 et L.2121-33 ;

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal du 23 mai 2020 ;

**Vu** le procès-verbal de l'élection du Maire et des adjoints du 23 mai 2020 ;

**Vu** la délibération DEL2020/16 du 23 mai 2020 portant élection des adjoints au Maire ;

**Vu** la délibération DEL2020/43 du 3 juin 2020 portant désignation de représentants du conseil municipal au sein du comité des fêtes ;

**Vu** la délibération DEL2022/2 du 26 janvier 2022 portant réélection des Maires-adjoints au scrutin de liste et modification du tableau des élu.e.s en application de l'article L.2121-1 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'arrêté de la Maire A2021/29/SG du 10 décembre 2021 portant retrait des délégations de fonctions et de signature à Mme Héla BEL HADJ YOUSSEF ;

**Vu** l'avis des commissions communales compétentes ;

**Considérant** que le comité des fêtes est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, composée de bénévoles participant à l'animation de la vie sociale au bénéfice de la population de la ville de Malakoff ;

**Considérant** que ledit comité poursuit un objectif de promotion de l'animation de la Ville en prenant en compte les mixités sociales et générationnelles, en particulier, lors de différentes manifestations d'ordre culturel, éducatif ou social ;

**Considérant** que par la délibération DEL2020/43 du 3 juin 2020, le conseil municipal a fixé à 5 le nombre de représentants du conseil municipal pour siéger au sein du conseil d'administration, et à procéder à la désignation de ces représentants, à savoir :

Mme Tracy KITENGE ;

M. Aurélien DENAES ;

Mme Annick LE GUILLOU ;

M. Grégory GUTIEREZ ;

Mme Héla BEL HADJ YOUSSEF.

**Considérant** que, suite au retrait des délégations de fonctions et de signature à Mme Héla BEL HADJ YOUSSEF par l'arrêté de la Maire A2021/29/SG du 10 décembre 2021, il s'avère nécessaire de procéder à la désignation de nouveaux représentants afin d'assurer une cohérence dans la gestion des affaires communales ;

**Considérant** que l'article L.2121-33 du code général des collectivités territoriales ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment au remplacement de membres d'organismes extérieurs par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes ;

**Considérant** que cette disposition prévoit la possibilité de modifier, en cours de mandat, la représentation de la Ville au sein du conseil d'administration du comité des fêtes ;

**Considérant** que la modification de la représentation de la Ville au sein du conseil d'administration du comité des fêtes est envisagée du fait d'une perte de confiance de Madame la Maire envers certains élus ayant motivé un retrait de délégations ;

**Considérant** que les dissensions ayant motivé le retrait de délégation sont de nature à compromettre la cohérence de la représentation de la Ville telle qu'elle est actuellement composée ;

**Considérant** que l'évolution des équilibres politiques au sein du conseil municipal peut parfaitement justifier un changement dans la représentation de la Ville au sein du conseil d'administration du comité des fêtes ;

**Considérant** que le conseil municipal doit se prononcer par délibération sur la composition dans les mêmes formes qu'initialement ;

**Considérant** les candidatures déposées par Mme Tracy KITENGE, M. Aurélien DENAES, Mme Annick LE GUILLOU, M. Grégory GUTIEREZ, Mme Fatou SYLLA ;

### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : DÉCIDE** à l'unanimité de procéder à un vote à scrutin public.

**Article 2 : DÉSIGNE** ci-après les nouveaux représentants appelés à siéger au sein du conseil d'administration du comité des fêtes de la ville de Malakoff :

|          | Représentants         |
|----------|-----------------------|
| <b>1</b> | Mme Tracy KITENGE     |
| <b>2</b> | M. Aurélien DENAES    |
| <b>3</b> | Mme Annick LE GUILLOU |
| <b>4</b> | M. Grégory GUTIEREZ   |
| <b>5</b> | Mme Fatou SYLLA       |

**Article 3** : La présente délibération **ANNULE et REMPLACE** la délibération DEL2020/43 du 3 juin 2020 portant désignation de représentants du conseil municipal au sein du comité des fêtes.



**Article 4 :** La présente délibération sera affichée, notifiée aux personnes intéressées, inscrite au registre des décisions et publiée au recueil des actes administratifs de la commune. Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du département des Hauts-de-Seine.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

**Vote :**

La délibération est adoptée par 29 voix POUR,  
4 CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héra Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Toueilles),  
6 ABSTENTIONS (M. Gilles Bresset, M. Roger Pronesti, Mme Emmanuelle Jannès, M. Olivier Rajzman, Mme Charlotte Rault, M. Stéphane Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **3 juin 2020**

Objet : Désignation de représentant du conseil municipal au sein du comité des fêtes.

|  |   |
|--|---|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>N° DEL2020_43</b>                        |
| En exercice: <b>39</b>                             | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> 17/6/2020 |
| Présents: <b>37</b>                                | <b>Publiée le :</b> 17/6/2020               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>2</b>         | <b>Exécutoire le :</b> 17/6/2020            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>0</b>              |   |

L'an deux mille vingt , le trois juin à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### Etaient Présents :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères - M. Rodéric Aarsse -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - Mme Vanessa Ghiati -  
M. Dominique Cardot - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira -  
Mme Fatiha Alaudat - M. Saliou Ba - Mme Dominique Trichet-Allaire - M. Jean-  
Michel Poullé - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad - Mme Jocelyne Boyaval  
- Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg -  
M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez - Mme Nadia Hammache -  
M. Nicolas Garcia - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - Mme Tracy Kitenge  
- Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat :

Mme Julie Muret à M. Rodéric Aarsse  
Mme Héra Bel Hadj Youssef à M. Anthony Touailles

Secrétaire de séance : M. Gutierrez en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 3 juin 2020

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2020\_43

Service : Direction Générale des Services / Domaine : 5.3.4

Objet : Désignation de représentant du conseil municipal au sein du comité des fêtes.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-21 et L.2121-33,

**Vu** le procès-verbal d'installation du conseil municipal en date du 23 mai 2020 et les résultats pour l'élection du maire et la désignation des adjoints,

**Vu** la délibération du conseil municipal n°2020/13, en date du 23 mai 2020, portant élection du maire,

**Vu** les statut du comité des fêtes,

**Considérant** que suite au renouvellement général du 15 mars 2020, il convient de procéder à la désignation des 5 représentants du conseil municipal pour siéger à l'assemblée générale du comité des fêtes,

**Considérant** que les élus ainsi désignés n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'association,

**Considérant** les candidatures de madame Tracy KITENGE, monsieur Aurélien DENAES, madame Annick LE GUILLOU, monsieur Grégory GUTIEREZ, madame Héla BEL HADJ YOUSSEF,

#### Après en avoir délibéré et, après vote électronique à distance et au scrutin public,

**Article unique : DESIGNÉ**, pour siéger à l'assemblée générale du Comité des fêtes les 5 représentants suivants :

- madame Tracy KITENGE
- monsieur Aurélien DENAES
- madame Annick LE GUILLOU
- monsieur Grégory GUTIEREZ
- madame Héla BEL HADJ YOUSSEF

**Vote** : la délibération est adoptée par 34 voix pour,  
0 contre,

5 abstention(s)

M. Gilles Bresset - M. Roger Pronesti - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

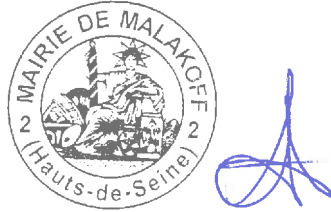
Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_35-AR

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre



\*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat.

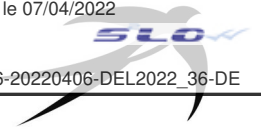
Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_35-AR



## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Approbation du conseil municipal portant sur adhésion de l'Établissement Public Territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre (GOSB) au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF).

|   |  |
|---|--|
| Nombre de membres composant le conseil :<br><b>39</b> | <b>N° DEL2022_36</b>   |
| En exercice: <b>39</b>                                | <b>Arrivée en Préfecture le :</b><br><b>Publiée le :</b><br><b>Exécutoire le :</b> |
| Présents: <b>31</b>                                   |  |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>6</b>            |  |
| Absent excusé (sans mandat): <b>2</b>                 |  |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2127-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_36-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_36

Objet : Approbation du conseil municipal portant sur adhésion de l'Établissement Public Territorial (EPT) Grand-Orly Seine Bièvre (GOSB) au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.5211-18 ;

**Vu** les statuts du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF), autorisé par l'arrêté interpréfectoral n°2014342-0031 du 8 décembre 2014, notamment leur article 3 prévoyant l'admission de nouvelles communes dans le périmètre du SIGEIF ;

**Vu** la délibération n°22-11 du conseil d'administration du SIGEIF du 7 février 2022 approuvant l'adhésion au SIGEIF de l'Établissement Public Territorial *Grand-Orly Seine Bièvre* ;

**Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** l'adhésion au Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) de l'Établissement Public Territorial *Grand-Orly Seine Bièvre* au titre :

- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz pour le compte des communes de Morangis (91), Arcueil (94), Cachan (94), Chevilly-Larue (94), Choisy-le-Roi (94), Fresnes (94), Gentilly (94), Ivry-sur-Seine (94), Le Kremlin-Bicêtre (94), L'Haÿ-les-Roses (94), Orly (94), Rungis (94), Thiais (94), Villejuif (94) et Vitry-sur-Seine (94) ;
- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de l'électricité pour le compte de la commune de Morangis (91).

**Article 2 : DIT QUE** la présente délibération abroge toute décision antérieure de la ville de Malakoff relative à l'adhésion de l'Établissement Public Territorial *Grand-Orly Seine Bièvre* au *Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF)* sur le fondement du mécanisme de représentation substitution.



**Article 3** : Madame la Maire est autorisée à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

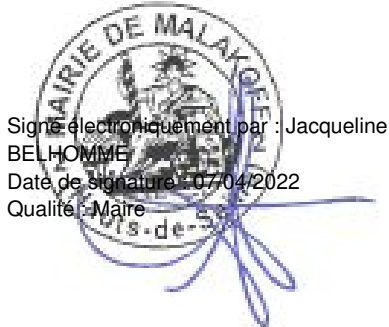
Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_36-DE

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

**SÉANCE DU COMITÉ DU 7 FÉVRIER 2022****DÉLIBÉRATION N° 22-11****OBJET :**

Adhésion de l'Établissement Public Territorial  
« Grand-Orly Seine Bièvre »  
au titre des compétences d'autorité organisatrice  
du service public de distribution de gaz et  
d'autorité organisatrice du service public de  
distribution de l'électricité

L'an deux mille vingt-deux, le sept février à quinze heures, les membres du Comité d'administration du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France se sont réunis en téléconférence et en présentiel au nombre de cent seize au Centre de conférences Capital 8 - 32, rue de Monceau à Paris 8<sup>ème</sup>, sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques Guillet, Président, ayant été régulièrement et individuellement convoqués par le Président du Syndicat, le trente et un janvier deux mille vingt-deux.

**Étaient présents :**

Mme LEMMET (Antony), MM. DURAND (Arnouville), CUBEAU (Attainville), Mme BALSECA (Bagneux), MM. DENOUEL (Bagnole), BOUGHALEM (Ballainvilliers et C.A. Paris-Saclay), BONTEMPS (Belloy-en-France), Mmes PAPON (Béthemont-la-Forêt), BAUMONT (Boissy-Saint-Léger), MM. KADI (Bonneuil-sur-Marne), TESSÉ (Bouffémont), Mme BELLIARD (Boulogne-Billancourt), M. LEGENDRE (Bourg-la-Reine), Mme FALGUEYRAC (Boussy-Saint-Antoine), MM. LECLERC (Bry-sur-Marne), VALENTIN (Carrières-sur-Seine), FEUGERE (Châtenay-Malabry), FERRÉ (Châtillon), GRZECZKOWICZ (Chatou), GUILLET (Chaville), PHILIPPON (Chelles), DELLA-MUSSIA (Chennevières-sur-Marne), ROSPINI CLERICI (Le Chesnay-Rocquencourt), KOMOROWSKI (Chevilly-Larue), DELIANCOURT (Chilly-Mazarin), CRESPI (Clamart), Mme MAATOUGUI (Colombes), MM. CHENTOUF (Courtry), DUFEU (Créteil), BONNET (Croissy-sur-Seine), Mme BRINGER (Deuil-la-Barre), MM. STEMPEWSKI (Domont), MILLARD (Drancy), DUFOUR (Eaubonne), JOLY (Enghien-les-Bains), GAUVRY (Épinay-sous-Sénart), REDON (Épinay-sur-Seine), Mmes NGO (Grand-Orly Seine Bièvre - Morangis), DE PAMPELONNE (Grand Paris Seine Ouest), MM. LEDEUR (Ermont), AUZANNET (Fontenay-en-Parisis), SANSON (Fontenay-le-Fleury), CORNELIS (Fontenay-sous-Bois), MARTINET (Gagny), Mme BODIN (Garches), MM. DRANSART (La Garenne-Colombes), LEROUX (Gentilly), AUBERT (L'Haÿ-les-Roses), PRIVÉ (Igny), Mme BONNIER (Issy-les-Moulineaux), MM. PECQUEUX (Ivry-sur-Seine), POURSIN (Jouy-en-Josas), Mme DESCHIENS (Levallois-Perret), M. LAFARGUE (Livry-Gargan), Mme PERRAUD (Les Loges-en-Josas), MM. DELAGNEAU (Longjumeau et C.A. Paris-Saclay), HERBILLON (Maisons-Alfort), KOPELIANSKIS (Maisons-Laffitte), THOMAS (Marcoussis et C.A. Paris-Saclay), Mme VILLE-VALLÉE (Margency), MM. D'ALLEMAGNE (Marnes-la-Coquette), SCHEUER (Meudon), DARAGON (Mitry-Mory), GIKAUD (Montesson), Mme DUDEK (Montfermeil), M. TSORBA (Montlignon), Mme BENATTAR (Montmagny), MM. TOURÉ (Neuilly-Plaisance), SCHINDLER (Neuilly-sur-Seine), GERBIER (Noisy-le-Sec), FOURNES (Nozay et C.A. Paris-

Acte de réception en préfecture  
075-200050433-20220207-22-11-DE  
Date de télétransmission : 14/02/2022  
Date de réception préfecture : 14/02/2022

## Délibération n° 22-11 (suite)

- 2 -

Saclay), MARTIN (Ormesson-sur-Marne), CHAZAN (Orsay et C.A. Paris-Saclay), Mme LEHEMBRE (Pantin), MM. CARBONNELLE (Pavillons-sous-Bois), COUTURE (Le Perreux-sur-Marne), CARRÉ (Pierrefitte-sur-Seine), FOISY (Le Plessis-Robinson), PERCHAT (Puisseux-en-France), GAHNASSIA (Puteaux), BELOT (Le Raincy), COTTIN (Roissy-en-France), LANGLOIS D'ESTAINOT (Rueil-Malmaison), LEROY (Rungis), MONNET (Saint-Denis), BRIQUET (Saint-Gratien), CIPRIANO (Saint-Maur-des-Fossés), ARCHAMBAULT (Saint-Maurice), ISNARD (Sceaux), Mme MABCHOUR (Sevran), MM. FORTIN (Sèvres), ABOUT (Soisy-sous-Montmorency), CURLIER-ANDRADE (Thiais), CHOCHOIS (Le Thillay), BROCHÉ (Vaires-sur-Marne), GAUDUCHEAU (Vanves), PRÉEL (Vaucresson), TESTU (Vélizy-Villacoublay), DELORT (Verrières-le-Buisson et C.A. Paris-Saclay), Mme SCHMIT (Versailles), MM. VOLOVIK (Villaines-sous-Bois), MM. CHEVALIER (Ville-d'Avray), FANTOU (Villebon-sur-Yvette et C.A. Paris-Saclay), FITAMANT (Villemomble), RARCHAERT (Villeneuve-la-Garenne), BEAUDEAU (Villepinte), Mme HERMANN (Viroflay), M. TOULY (Wissous).

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent délibérer valablement conformément aux articles L.2121-17, L.2121-20, L.2121-21, L. 5212-1 et L.5212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Absents excusés :**

Mme MAGNE, déléguée titulaire de Charenton-le-Pont - M. CÉSARI, délégué titulaire de Courbevoie - M. JUVIN, délégué titulaire de La Garenne-Colombes - M. ALLY, délégué titulaire de Grand-Orly Seine Bièvre - Morangis - Mme DELBOSQ, déléguée titulaire de L'Île-Saint-Denis - MM. LANGLOIS et DAVID, délégués titulaire et suppléant de Linas - M. THOREAU, délégué titulaire de Mandres-les-Roses - Mme CECCALDI-RAYNAUD, déléguée titulaire de Puteaux - M. ALI KHODJA, délégué titulaire de Stains - M. THÉVENOT, délégué titulaire de Vélizy-Villacoublay - MM. GREZE et PAVILLON, délégués titulaire et suppléant de Villeparisis.

**Ont donné pouvoir :**

- Mme MAGNE, déléguée titulaire de Charenton-le-Pont, à Mme SCHMIT, déléguée titulaire de Versailles –
- M. CÉSARI, délégué titulaire de Courbevoie, à M. GUILLET, délégué titulaire de Chaville -
- Mme DELBOSQ, déléguée titulaire de L'Île-Saint-Denis, à M. MONNET, délégué titulaire de Saint-Denis -
- M. THOREAU, délégué titulaire de Mandres-les-Roses, à M. DELORT, délégué titulaire de Verrières-le-Buisson –
- M. ALI KHODJA, délégué titulaire de Stains, à Mme LEHEMBRE, déléguée titulaire de Pantin –

À l'unanimité, a été élue comme secrétaire de séance, Mme Sophie DESCHIENS, vice-présidente, déléguée titulaire de Levallois-Perret.



Délibération n° 22-11(suite)

- 3 -

LE COMITÉ,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-18,

Vu le décret du 31 décembre 1903 portant constitution du Syndicat Intercommunal du Gaz,

Vu les statuts du Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (Sigeif), autorisés par arrêté interpréfectoral n° 2014342-0031 en date du 8 décembre 2014,

Vu la convention de concession pour le service public de distribution de gaz signée le 21 novembre 1994 et applicable sur le territoire du Sigeif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995 pour une période de trente ans,

Vu la convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs règlementés de vente signée le 18 octobre 2019 et applicable sur le territoire du Sigeif à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019 pour une période de trente ans,

Vu la délibération n° 2020-11-17\_2054 en date du 17 novembre 2020 de l'Établissement Public Territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » d'adhésion et désignation des représentant de l'EPT au Sigeif,

Vu les courriers de du préfet de la région Ile-de-France en date des 19 avril et 21 décembre 2021,

Considérant que le Sigeif est invité à se prononcer sur cette demande d'adhésion au titre de l'article L 5211-18 susvisé,

Sur proposition du Bureau syndical,

À l'unanimité,

DÉLIBÈRE :

Article 1<sup>er</sup> : - Un avis favorable est donné à la demande d'adhésion au Sigeif de l'Établissement Public Territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » au titre :

- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz pour le compte des communes de Morangis (91), Arcueil (94), Cachan (94), Chevilly-Larue (94), Choisy-le-Roi (94), Fresnes (94), Gentilly (94), Ivry-sur-Seine (94), Le Kremlin-Bicêtre (94), L'Haÿ-les-Roses (94), Orly (94), Rungis (94), Thiais (94), Villejuif (94) et Vitry-sur-Seine (94),
- de la compétence d'autorité organisatrice du service public de distribution de l'électricité pour le compte de la commune de Morangis (91).

Article 2 : - Conformément à l'article L.5211-18 du Code général des collectivités territoriales, la présente délibération sera notifiée à chacune des collectivités adhérentes qui disposeront d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission de l'Établissement Public Territorial « Grand-Orly Seine Bièvre » dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale. A défaut de délibération dans ce délai, leur décision est réputée favorable.

Délibération n° 22-11(suite)

- 4 -

Article 3 : - La délibération n° 20-78 du Comité du 14 décembre 2020 est abrogée.

Article 4 : - Le Président est autorisé à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Le Président du Syndicat,  
**JEAN-JACQUES GUILLET**  
Maire de Chaville

.....  
Certifié exécutoire la présente délibération  
affichée le **14 FEV. 2022**  
et transmise à M. le Préfet de la Région  
Île-de-France, Préfet de Paris  
le **14 FEV. 2022**  
(art. 2 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,  
modifiée)  
Le Président du Syndicat,  
Jean-Jacques Guillet



Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur général,

  
Christophe PROVOT

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Convention à intervenir entre la ville de Malakoff et la région Ile-de-France portant sur les aménagements des cours et abords du groupe scolaire Paulette NARDAL.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | N° DEL2022_37                     |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
 Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
 - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
 M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
 Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
 - M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
 Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
 Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
 Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
 Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
 M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_37-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_37

Objet : Convention à intervenir entre la ville de Malakoff et la région Ile-de-France portant sur les aménagements des cours et abords du groupe scolaire Paulette NARDAL.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son articles L.2121-29 ;

**Vu** la délibération n°CP 2021-446 en date du 19 novembre 2021 relative à la décision de la région Ile-de-France de soutenir la commune pour le projet portant sur l'aménagement des cours et abords du groupe scolaire Paulette Nardal à Malakoff ;

**Vu** le projet de convention d'objectif et de financement annexé à la présente délibération ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** que la Ville s'est engagée dans un projet portant sur l'aménagement des cours et abords du groupe scolaire Paulette Nardal à Malakoff et a sollicité le soutien financier de la région Ile-de-France ;

**Considérant** que la région Ile-de-France apporte son soutien à ce type de projet dans le cadre de son appel à projet *100 projets d'îlots de fraîcheur avec point d'eau dans les communes* ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** les termes de la convention d'objectif et de financement à intervenir entre la région Ile-de-France et la ville de Malakoff portant sur le projet d'aménagement des cours et abords du groupe scolaire Paulette Nardal à Malakoff, annexée à la présente délibération.

**Article 2 : AUTORISE** Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer ladite convention, ainsi que les actes administratifs en découlant à l'exclusion des avenants.



**Article 3 : DIT QUE** les recettes en résultant seront perçues sur le budget de l'exercice concerné.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## 100 PROJETS D'ÎLOTS DE FRAICHEUR AVEC POINT D'EAU DANS LES COMMUNES

### CONVENTION

---

**Projet « Aménagement des cours et abords du groupe scolaire Paulette Nardal »  
à Malakoff  
porté par la commune de MALAKOFF (92)**

régissant les rapports entre la Région et le porteur de projet pour la mise en œuvre du dispositif « 100 projets d'îlots de fraîcheur avec point d'eau dans les communes »

Entre

**La Région d'Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP 2021-446 du 19 novembre 2021,  
Ci-après dénommée « La Région »

Et

**La commune de Malakoff** représentée par sa Maire

Ci-après dénommé(e) le porteur de projet

### Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs généraux poursuivis pour l'aménagement, de prévoir les modalités de partenariat et de préciser les conditions d'octroi des aides de la Région.

Par délibération n° CP 2021-446 du 19 novembre 2021 la Région Île-de-France a en effet décidé de soutenir la commune de Malakoff (92) pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : aménagement des cours et abords du groupe scolaire Paulette Nardal.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 50 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 500 000 € HT, soit un montant maximum de subvention de **250 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 et dans le respect des conditions ci-après définies.

## Article 2 - Engagements de la Région

Dans le cadre de l'acte II de la relance pour la reconstruction écologique de l'Île-de-France, l'appel à projet « 100 projets d'îlots de fraîcheur avec point d'eau dans les communes » s'inscrit dans la continuité de la COP Région Île-de-France 2020

La Région s'engage à :

- Aider les collectivités franciliennes à repenser leur aménagement afin d'économiser le foncier, de renaturer leur domaine public et à créer des espaces de bien-être propres à soulager leurs habitants et protéger la santé des plus vulnérables face aux épisodes de canicule qui accompagnent le réchauffement global de la planète.
- Alimenter un référentiel d'aménagement de ces secteurs sensibles, dans le cadre des réflexions sur l'avenir de la planification régionale.

## Article 3 - Engagements du porteur de projet

Le porteur de projet s'engage à :

- Placer la santé et le bien être des habitants au cœur des projets : Pour réduire les risques sanitaires liés aux canicules, améliorer la qualité de l'air et le confort d'été, notamment pour les populations les plus exposées et les plus vulnérables ; en déclinant une stratégie de crise.
- Rechercher des solutions diverses et écologiques pour créer des îlots de fraîcheur dans les espaces publics du tissu urbain constitué et ouvert aux usagers nuit et jour au moment des crises caniculaires.
- Sensibiliser la population aux enjeux de développement local du territoire pour une réappropriation de ces espaces.

## Article 4 – Obligations du bénéficiaire

### 4.1 Obligations relatives à l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche-projet ».

### 4.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant, tel que mentionné dans la fiche-projet pour une durée minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **4.3 Obligations administratives et comptables**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement du/des stagiaires ou alternant(s) et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Fournir toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès-verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation...) à la demande de la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

### **4.4 Obligations en matière éthique et de risque d'atteinte à la probité**

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

## **Article 5 – Suivi, réajustements et évaluation**

### **5.1 Suivi**

Pour les études, un comité de suivi, associant la Région, se réunit au lancement des études et à l'initiative du porteur de projet.

Pour les travaux, le comité de suivi se réunit une fois pendant la durée du contrat, la finalité de cette réunion est de fournir les données qui permettent de rendre compte de la bonne atteinte des objectifs fixés et de la qualité de l'opération (bilan).

Les Parcs Naturels Régionaux peuvent y être associés pour le cas de projets situés dans une commune-membre d'un PNR.

Pour faciliter le contrôle de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds mobilisés, par la Région ou par toute personne habilitée à cet effet, le porteur de projet s'engage à faciliter l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les maîtres d'ouvrage doivent conserver l'ensemble des pièces justificatives des opérations pendant 10 ans à compter de l'expiration de la convention.

### **5.2 Evaluation**

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès aux documents techniques, ainsi qu'à toutes pièces permettant aux services de la Région d'évaluer les projets financés.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place un bilan ou un suivi et une évaluation du projet au regard de ce dispositif. Le bilan doit permettre de constater les bénéfices en termes d'atténuation des effets de chaleur urbain dans les espaces publics. Ce bilan pourrait être présenté aux membres du comité de sélection pour un retour d'expériences.

## **Article 6 – Dispositions financières**

### **6.1 Caducité**

Dans ce cadre, les règles relatives à la caducité de la subvention applicables sont celles prévues au règlement budgétaire et financier de la Région, à la date d'approbation, par la Commission permanente régionale, de la présente.

### **6.2 Modalités de versement**

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Toute pièce justificative de la conformité des ouvrages (procès verbaux de réception des travaux, certificat de conformité, photo de réalisation...) peut être demandée par la Région. En cas de non-respect des engagements contractuels, le remboursement total ou partiel des subventions déjà versées par la Région peut être exigé. Dans ce cas, il est procédé à la résiliation du présent contrat dans les conditions prévues à l'article 7 ci-dessous.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements qu'il a déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

### **6.3 Contrôle des opérations et versement du solde**

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est par ailleurs subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement d'un stagiaire ou alternant mentionné à l'article 4.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile-de-France du Département de Paris.

### **6.4 Révision du montant subventionné**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

### **6.5 Eligibilité des dépenses subventionnables**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date fixée sur la fiche-projet et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

## **Article 7 – Communication**

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Sur tout support, l'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La Région fournit au bénéficiaire des panneaux d'information et de communication sur la base d'un formulaire type préalablement transmis.

Le bénéficiaire s'engage à faire la demande aux services de la Région Ile-de-France de réalisation et d'implantation des panneaux de chantier au moins six semaines avant le démarrage effectif des travaux. Ils devront mentionner la participation de la Région. Le bénéficiaire s'engage à en garantir le maintien dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres cofinanceurs.

La Région assure la fourniture et l'implantation du panneau d'entrée de ville dès la signature de la convention. La commune bénéficiaire met en œuvre les procédures d'autorisation d'implantation et s'assure de la bonne exécution de cette obligation. Le panneau d'entrée de ville doit être implanté pour une durée de 10 ans.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **Article 8 – Date d'effet et durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire.

Elle prend fin avec le versement du solde de la subvention ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

### **Article 9 – Résiliation de la convention**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

### **Article 10 – Restitution de la subvention**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas :

- d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.
- de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 4 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée au prorata temporis.

### **Article 11 – Modification de la convention**

La modification de la convention n'est pas prévue.

### **Article 12 – Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet ».

Fait en 2 exemplaires originaux

A Malakoff, le  
Pour la commune de Malakoff  
La Maire



**Jacqueline BELHOMME**

A Saint-Ouen-sur-Seine, le **11 JAN. 2022**  
Pour la Région Ile-de-France  
La Présidente du Conseil Régional  
Pour la Présidente du Conseil Régional  
d'Ile-de-France  
et par délégation

**Valérie PECRESSE**



**ANNEXE 1 :**  
 Commission permanente du 19 novembre 2021 - CP2021-446

**DOSSIER N° EX060909 - 100 ILOTS DE FRAICHEUR - AMENAGEMENT DES COURS ET ABORDS DU GROUPE SCOLAIRE PAULETTE NARDAL - MALAKOFF (92)**

**Dispositif** : 100 projets d'îlots de fraîcheur avec point d'eau dans les communes (n°00001234)  
**Délibération Cadre** : CR2020-055 du 19/11/2020  
**Imputation budgétaire** : 905-52-204142-452004-1700  
 Action : 452004016- Contrat d'aménagement régional - Environnement - Actions territorialisées

| Libellé base subventionnable  | Montant base subventionnable          | Taux d'intervention | Montant de subvention maximum |
|---|---------------------------------------|---------------------|-------------------------------|
| 100 projets d'îlots de fraîcheur avec point d'eau dans les communes | 500 000,00 € HT                       | 50,00 %             | 250 000,00 €                  |
|   | <b>Montant total de la subvention</b> |                     | 250 000,00 €                  |

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DE MALAKOFF  
 Adresse administrative : 1 PLACE DU 11 NOVEMBRE  
 92245 MALAKOFF  
 Statut Juridique : Commune  
 Représentant : Madame JACQUELINE BELHOMME, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 14 juillet 2021 - 15 avril 2023  
 Démarrage anticipé de projet : Oui  
 Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé des travaux est motivée par la nécessité de débiter les travaux pendant les vacances scolaires afin de réduire au maximum l'exposition des élèves et de l'équipe pédagogique aux nuisances générées par le chantier.

**Description :**  
 La commune de Malakoff (30 711 habitants - INSEE 2018) propose l'opération "Aménagement des cours et abords du groupe scolaire Paulette Nardal".

Le projet, d'une superficie de 5 542 m<sup>2</sup>, porte sur l'aménagement et la végétalisation des cours maternelle et élémentaire du groupe scolaire Paulette Nardal (2 300 m<sup>2</sup> de cours d'école), mais aussi de ses abords, offrant un nouvel espace public de quartier. Le parti général d'aménagement s'appuie sur la proximité de la coulée verte. Ainsi, le jardin pédagogique créé dans la cour maternelle et les franges plantées, arbres, bosquets, jardinières forment des continuités qui irriguent l'îlot scolaire et le quartier, et constituent des zones d'infiltration des eaux pluviales et participent au rafraîchissement local et au renforcement de la biodiversité. Le jardin pédagogique se compose d'un verger associé à une prairie et d'une friche existante valorisée ; la réalisation d'une passerelle et d'une classe

extérieure permet l'observation et l'expérimentation.

La piétonisation et l'importante végétalisation de la rue Marie Lahy Hollebecque en font une allée-jardin. Depuis la rue Paul Vaillant Couturier, la création d'un parvis dégagé, accessible à tous, dans le prolongement des cours d'école, sécurise les entrées et sortie d'école.

Par ailleurs, le projet recourt à la brique en terre cuite de teinte claire pour les revêtements (autres que les espaces plantés et les aires de jeux), avec un jointoiement qui favorise la perméabilité. Enfin, l'ensemble des mobiliers extérieurs (bancs, tables de pique-nique, bornes des fontaines à eau et tuteurs en châtaignier) et des constructions (passerelle, cabane et classe extérieure) sont réalisés avec des bois (pin, robinier, châtaignier) issus d'exploitations gérées durablement.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Le coût de l'opération est estimé à 1 600 679,83 € HT, plafonné à 500 000 € HT. Le taux est de 50%.

**Localisation géographique :**

- MALAKOFF

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** VOLET TERRITORIAL/Aménagement durable et innovation urbaine

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2021

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

| Dépenses (€)         |              |         |
|----------------------|--------------|---------|
| Libellé              | Montant      | %       |
| Lot espaces verts    | 188 159,10   | 11,75%  |
| Lot VRD              | 1 247 860,00 | 77,96%  |
| Lot charpente bois   | 89 970,43    | 5,62%   |
| Lot éclairage public | 38 400,00    | 2,40%   |
| Aire de jeux         | 36 290,30    | 2,27%   |
| Total                | 1 600 679,83 | 100,00% |

| Recettes (€)                     |              |         |
|----------------------------------|--------------|---------|
| Libellé                          | Montant      | %       |
| REGION ÎLE-DE-FRANCE             | 250 000,00   | 15,62%  |
| ETAT - DSIL Relance (sollicitée) | 595 960,00   | 37,23%  |
| COMMUNE                          | 754 719,83   | 47,15%  |
| Total                            | 1 600 679,83 | 100,00% |

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_37-DE



## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Convention de subventionnement à intervenir entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine et la ville de Malakoff portant sur la création d'un accueil de loisirs élémentaire dans le cadre du projet d'extension, mise en accessibilité et rénovation énergétique de l'école élémentaire Paulette NARDAL.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_38</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | <b>31</b> | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | <b>6</b>  | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | <b>2</b>  |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

 SLO

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_38-DE

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec le code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_38

Objet : Convention de subventionnement à intervenir entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine et la ville de Malakoff portant sur la création d'un accueil de loisirs élémentaire dans le cadre du projet d'extension, mise en accessibilité et rénovation énergétique de l'école élémentaire Paulette NARDAL.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son articles L.2121-29 ;

**Vu** la décision du comité d'action sociale de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine du 5 juillet 2021 ;

**Vu** le projet de convention d'objectif et de financement annexé à la présente délibération ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** que la ville de Malakoff est engagée dans un projet d'extension, de mise en accessibilité et de rénovation énergétique de l'école élémentaire Paulette NARDAL avec la création d'un accueil de loisirs élémentaire et a sollicité le soutien financier de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine pour ce projet ;

**Considérant** que la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine apporte son soutien à ce type de projet dans le cadre de son plan d'aide exceptionnel en investissement ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** les termes de la convention d'objectif et de financement à intervenir entre la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine et la ville de Malakoff portant sur la création d'un accueil de loisirs dans le cadre du projet d'extension, mise en accessibilité et rénovation énergétique de l'école élémentaire Paulette NARDAL, annexée à la présente délibération.

**Article 2 : AUTORISE** Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer ladite convention, ainsi que les actes administratifs en découlant à l'exclusion des avenants.

**Article 3 : DIT QUE** les recettes en résultant seront l'exercice concerné.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_38-DE

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télerecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_38-DE

**SPC N° 202100195**

# CONVENTION



## **Autorisation de programme supérieure à 30 500 €**



*Entre,*

**La Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine, 70 à 88, rue Paul Lescop - 92023 NANTERRE cedex, ci-après dénommée « la Caisse d'Allocations Familiales », représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, son Directeur,**

*d'une part,*

*Et,*

**La ville Malakoff 1 Place du 11 novembre 1918 , 92240 Malakoff dénommée le promoteur, représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, son Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal**

*d'autre part,*

**VU** la décision de la Commission d'Action Sociale de la Caisse d'Allocations Familiales du 05/07/2021 en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par le Conseil d'Administration.

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## ARTICLE I - OBJET DE L'AIDE FINANCIÈRE

La Caisse d'Allocations Familiales consent à la ville Malakoff une aide financière de 125 000 €, **sous forme de subvention**, pour la création de l'équipement suivant :

- ALSH ELEMENTAIRE « Paulette Nardal »

ce, conformément à la décision de la Commission d'action sociale et dont l'échéancier et le plan de financement sont décrits en annexe à la présente convention.

## ARTICLE II - COMMUNICATION

Le soutien de la Caf à la réalisation de ce projet doit être porté à la connaissance :

- du public pendant la durée des travaux et parallèlement à la publicité du permis de construire, en ce qui concerne les opérations à caractère immobilier ou mixte. Un affichage est réalisé portant l'indication suivante : « Cette réalisation est financée avec le concours de la Caisse d'Allocations Familiales des Hauts-de-Seine »,
- des familles utilisatrices par l'apposition, à l'entrée de l'équipement, d'un affichage portant l'indication évoquée ci-dessus.

Le promoteur s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caisse d'Allocations Familiales dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications et affiches visant le service couvert par la présente convention.

Les obligations feront l'objet d'une vérification dans le cadre de la visite de solde de l'équipement par les services de la Caisse d'Allocations Familiales.

## ARTICLE III - CONDITIONS PRÉALABLES

Le versement des fonds n'interviendra, en tout état de cause, qu'après réception par la CAISSE d'ALLOCATIONS FAMILIALES de la *délibération du Conseil Municipal de la ville ratifiant expressément les termes de la présente convention*.

Le promoteur s'engage sur la production dans les délais des pièces justificatives qui sont détaillées au sein des articles IV et V de la présente convention.

Le promoteur est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, sauf demande expresse de la Caisse d'Allocations Familiales.

Le promoteur s'engage à conserver dans un lieu unique durant toute la convention et pendant 6 ans après le dernier versement tous les justificatifs comptables, financiers et administratifs relatifs à la présente convention. Pour les documents dématérialisés, le promoteur s'engage à procéder à des sauvegardes des données.

**ARTICLE IV - MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE ALLOUÉE**

➤ *Obligation du promoteur*

Chaque versement de fonds est subordonné à la justification du paiement par le promoteur de l'opération, cosignataire de la présente convention, des cotisations sociales dont il est redevable envers l'U.R.S.S.A.F.

➤ CONDITIONS DE VERSEMENT DES FONDS

Chaque versement sera effectué par la CAISSE d'ALLOCATIONS FAMILIALES sur production des pièces suivantes établies en double exemplaire :

|   |  | Pièces justificatives à fournir par le promoteur   |  |
|---|--|--|--|
|   |  | En ce qui concerne les travaux   | En ce qui concerne l'équipement  |
|   |  | <b>Dans un délai de 6 mois à compter de la date de signature de la convention</b>  |  |
| <u><b>pour le premier acompte égal à 40 % du montant de l'aide accordée</b></u> | ⇒  | <i>transmettre une attestation signée par le représentant de la ville régulièrement mandaté*, justifiant du commencement d'exécution du programme et mentionnant la date de début des travaux.</i> | ⇒ <i>bons de commande ou factures obligatoirement contresignés par le représentant de la ville régulièrement mandaté*.</i> |
|   | <u><b>pour les acomptes suivants dans la limite de 90 % de l'aide accordée</b></u> |  |  |
| <u>PREMIER VERSEMENT</u>  | ⇒  | <i>factures contresignées par le représentant de la ville régulièrement mandaté*</i>   |  |
| <u>VERSEMENTS SUIVANTS</u>  | ⇒  | <i>nouvelles factures contresignées par le représentant de la ville régulièrement mandaté*.</i>  |  |

\* ou les services techniques de la ville

**ARTICLE V - SOLDE DE L'AIDE FINANCIÈRE ALLOUÉE**

Le solde de la subvention sera versé au promoteur sur justification du paiement de la totalité des dépenses exposées par lui dans sa demande d'aide financière et dont le programme a été retenu par la Commission d'Action Sociale pour fixer le montant de sa participation.

Le montant définitif de l'aide financière sera arrêté au vu des caractéristiques effectives du programme et au prorata des dépenses réellement effectuées. A défaut, ou en cas de réalisation inférieure au programme initial, l'aide financière sera recalculée selon les caractéristiques effectives du programme.

Pour obtenir le versement définitif des fonds, le promoteur devra au préalable adresser **en double exemplaire** :

|                                   | En ce qui concerne les travaux   | En ce qui concerne l'équipement  |
|-----------------------------------|--|--|
| <b>SOLDE DE L'AIDE FINANCIERE</b> | <p>⇒ <i>état récapitulatif des travaux</i> arrêté et visé par le représentant de la ville régulièrement mandaté*,</p> <p>⇒ <i>procès-verbal de réception</i>,</p> <p>⇒ la C.A.F. se réserve éventuellement le droit de demander, en communication, un exemplaire des mémoires,</p> <p>⇒ <i>plan de financement <b>définitif</b> du programme, complet et équilibré, signé par le représentant de la ville régulièrement mandaté.</i></p> | <p>⇒ <i>factures</i> non fournies lors des précédentes demandes d'acomptes. Ces pièces devront être contresignées par le représentant de la ville régulièrement mandaté,</p> |

\* et, le cas échéant, par l'architecte chargé du suivi de l'opération

Préalablement à la liquidation définitive de l'aide financière, une visite de solde sera effectuée par les services de la Caisse d'Allocations Familiales, afin de s'assurer de la conformité du programme, au regard du dossier présenté à la Commission d'Action Sociale.

Les sommes non utilisées ou ayant fait l'objet d'un usage non conforme à leur destination doivent être reversés à l'agent comptable de la Caisse d'Allocations Familiales.

## ARTICLE VI - DÉLAIS DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION

Suite à la décision de la Caisse d'Allocations Familiales d'engagement de crédits intervenue pour le présent programme le **05/07/2021**, le promoteur s'engage à sa réalisation de manière à ce qu'un premier paiement de la subvention allouée puisse être effectué avant le **31 décembre 2023**.

En l'absence de paiement avant le **31 décembre 2025**, la durée de la présente convention ne pourra être prolongée par avenant et cette subvention ne pourra plus être versée à ce promoteur, lequel en perdra le bénéfice.

## ARTICLE VII - CONTRÔLE DES CONDITIONS D'EMPLOI DE L'AIDE

La Caisse d'Allocations Familiales se réserve le droit de vérifier à tout moment la réalisation du projet pendant son aménagement et périodiquement en cours de fonctionnement de la structure.

La Caisse d'Allocations Familiales, avec le concours éventuel de la Caisse Nationale des Allocations Familiales et/ou d'autres Caisses d'Allocations Familiales dans le cadre d'interventions mutualisées, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le promoteur ne puisse s'y opposer.

Le promoteur s'engage à mettre à la disposition de la Caisse d'Allocations Familiales et le cas échéant de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, comptabilité analytique, procès-verbal d'achèvement des travaux.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatif(s), rapport ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caisse d'Allocations Familiales et la récupération des sommes versées non justifiées.

Le promoteur s'engage à mettre à la disposition de la Caisse d'Allocations Familiales et le cas échéant de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, tous les documents nécessaires à ces contrôles.

## ARTICLE VIII - MAINTIEN DE DESTINATION SOCIALE

Le promoteur s'engage à ne pas modifier la destination sociale de l'établissement pendant une période **de 10 ans** à compter de la date de versement du premier acompte à valoir sur l'aide financière.

Si pour quelque raison que ce soit, pendant cette période :

- *le fonctionnement de cet établissement n'était pas assuré,*
- *un changement de destination sociale de l'établissement intervenait,*
- *la gestion venait à être confiée à un tiers sans l'accord préalable de la Caisse d'Allocations Familiales,*
- *un changement d'affectation des sommes versées était opéré sans avoir obtenu également, au préalable, l'accord de la Caisse d'Allocations Familiales,*

la présente convention deviendrait nulle de plein droit et le remboursement de la totalité des sommes versées serait immédiatement exigible.

## ARTICLE IX - DÉLAIS DE SIGNATURE

La Caisse d'Allocations Familiales se réserve le droit de prononcer l'annulation pure et simple de l'aide proposée si la présente convention ne lui est pas retournée signée dans un délai de trois mois à compter de sa date d'envoi au promoteur.

## ARTICLE X - DOMICILIATION

Pour l'exécution de la présente convention, les parties élisent domicile au siège de la Caisse d'Allocations Familiales - 70 à 88, rue Paul Lescop - 92023 NANTERRE cedex.

**ARTICLE XI - DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend fin le **31 décembre 2025**.

**Fait à NANTERRE, le 08/11/2021**  
**En 1 exemplaire**

**Caroline GUGENHEIM**  
Directeur  
CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES  
DES HAUTS-DE-SEINE  
70/88, rue Paul Lescop  
92000 NANTERRE

**Jacqueline BELHOMME**  
Maire  
Hôtel de Ville  
1 Place du 11 novembre 1918  
92240 Malakoff

Par délégation de signature

Fait le 03/12/2021

*Marie Vignes*

Signé par Marie Vignes

 Signé et certifié par 

**La date, la signature et le cachet de la ville devront être apposés sur cette dernière page.**

AOC 01 - 01/2020

**ANNEXE**

**CARACTERISTIQUES DU PROGRAMME**

Promoteur de l'opération : Ville de Malakoff

**1- Echancier prévisionnel d'exécution du programme :**

**ALSH ELEMENTAIRE « Paulette Nardal »**

Début du programme : 01/07/2020

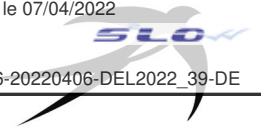
Fin des travaux : 31/07/2021

Ouverture au public : 31/07/2021

**2- Plan de financement prévisionnel du programme (en €) retenu par la Commission d'Action sociale de la Caisse d'Allocations Familiales**

| CHARGES                           |                    | PRODUITS              |                    |
|-----------------------------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| Gros Oeuvre                       | 1 731 881 €        | CAF Fonds propres     | 125 000 €          |
| Aménagement intérieur             | 9 200 €            | Conseil Départemental | 463 220 €          |
| Honoraires - Frais administratifs | 193 666 €          | Ville                 | 907 165 €          |
|                                   |                    | Autres Financements   | 415 119 €          |
|                                   |                    |                       |                    |
|                                   |                    |                       |                    |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>1 934 747 €</b> | <b>TOTAL</b>          | <b>2 035 504 €</b> |





## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Approbation du contrat de relance du logement pour l'année 2022 à intervenir entre la ville de Malakoff et l'Établissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris.

|   |  |
|---|--|
| Nombre de membres composant le conseil :<br><b>39</b> | <b>N° DEL2022_39</b>   |
| En exercice: <b>39</b>                                | <b>Arrivée en Préfecture le :</b><br><b>Publiée le :</b><br><b>Exécutoire le :</b> |
| Présents: <b>31</b>                                   |  |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>6</b>            |  |
| Absent excusé (sans mandat): <b>2</b>                 |  |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héra Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_39-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_39

Objet : Approbation du contrat de relance du logement pour l'année 2022 à intervenir entre la ville de Malakoff et l'Établissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

- Vu** le code général des collectivités, notamment son article L.2121-29 ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Vu** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu** le décret n°2021-1070 du 11 août 2021 fixant les modalités de l'aide à la relance de la construction durable ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 25 octobre 2021 fixant les montants attribués aux communes pour l'aide à la construction durable ;
- Vu** les dispositions du plan de relance du logement pour l'année 2022 ;
- Vu** le projet de contrat ci-annexé ;
- Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** que pour bénéficier de l'aide financière du plan de relance de la construction en 2022, la commune doit contractualiser ses objectifs de production de logements par le biais d'un contrat tripartite avec l'État et l'Établissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris (VSGP) compétent en matière d'habitat ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** le contrat de relance du logement pour l'année 2021-2022 à intervenir entre la ville de Malakoff, l'État et l'Établissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris (VSGP), annexé à la présente délibération.

**Article 2 : AUTORISE** Madame la Maire, ou son représentant délégué, à signer le contrat de relance du logement pour l'année 2021-2022 ainsi sur les actes administratifs en découlant.

**Article 3 : DIT QUE** les recettes en résultant seront l'exercice concerné.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_39-DE

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



**Financé par  
l'Union européenne**  
NextGenerationEU

## Contrat de relance du logement

ENTRE

L'État,

Représenté par M. Laurent HOTTIAUX, Préfet des Hauts-de-Seine,

Ci-après désigné par « l'État » ;

D'une part,

ET

L'Etablissement Public Territorial Vallée Sud Grand Paris

Désigné ci-après « l'Etablissement public de coopération intercommunale »

Représenté par M. Jean-Didier BERGER, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération du Bureau Territorial du 15 mars 2022),

Ci-après désigné par l'EPT Vallée Sud Grand Paris,

ET la commune membre ci-dessous

- Malakoff, représentée par Mme Jacqueline BELHOMME, autorisé à l'effet des présentes suivant délibération en date du 23/03/2022,

D'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

### Préambule

Dans le cadre du plan France relance, et pour répondre au besoin de logement des Français, l'Etat accompagne la relance de la construction durable à travers un dispositif de contractualisation sur les territoires caractérisés par une tension du marché immobilier.

Ce contrat marque l'engagement des signataires dans l'atteinte d'objectifs ambitieux de production de logements neufs au regard des besoins identifiés dans leur territoire.

Il s'inscrit dans la continuité du pacte pour la relance de la construction durable signé en novembre 2020 par le Ministère du logement et les associations de collectivités, et de l'aide à la relance de la construction durable qui accompagnait les communes dans leur effort de construction sur la période septembre 2020 - août 2021.

### **Article 1 – Objet du contrat**

Le présent contrat fixe, pour la commune signataire, les objectifs de production de logements ouvrant droit au bénéfice d'une aide à la relance de la construction durable inscrite au Plan France Relance.

### **Article 2 – Définition de l'objectif de production**

L'objectif de production de logements est fixé en cohérence avec les objectifs inscrits au schéma régional de l'habitat et de l'hébergement d'Île-de-France.

Pour les communes déficitaires en logement social et soumises aux obligations de la loi SRU, cet objectif est compatible avec l'atteinte des objectifs triennaux de rattrapage.

Les objectifs de production par commune tiennent compte de l'ensemble des logements à produire (logements individuels ou collectifs<sup>1</sup>), objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée entre le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et le 31 août 2022.

Tableau des objectifs globaux par commune

| Commune  | Objectif de production de logements | Dont logements sociaux |
|----------|-------------------------------------|------------------------|
| Malakoff | 235                                 | 107                    |
|          |                                     |                        |

*Les objectifs de production de logements sociaux sont mentionnés à titre indicatif et feront l'objet d'une évaluation dans le cadre du suivi de la réalisation des objectifs triennaux. Toutefois, seule l'atteinte des objectifs annuels de production de logements, tous types confondus, conditionne le versement de l'aide.*

L'EPT Vallée Sud Grand Paris s'est doté le 21 décembre 2018 d'une conférence intercommunale du logement. La convention intercommunale d'attribution a été co-signée le 10 octobre 2021 par le Préfet du Département des Hauts de Seine avec l'EPT Vallée Sud Grand Paris, l'ensemble des communes du territoire, la région Ile-de-France, le département des Hauts-de-Seine, Action Logement, l'AORIF et les principaux bailleurs sociaux du territoire.

---

1 Incluant les logements en résidence (pour étudiants, personnes âgées ou autres)

### Article 3 – Montant de l'aide

Le montant prévisionnel de l'aide est établi au regard de l'objectif de production de logements, sur la base des autorisations de construire portant sur des opérations d'au moins 2 logements, d'une densité minimale de 0,8 et d'un montant de 1500€ par logement. Les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d'activités en surfaces d'habitation font l'objet d'une subvention complémentaire de 500€ par nouveau logement.

Tableau des montants d'aide prévisionnels par commune

| Commune  | Objectif de production de logements | de | Dont logements ouvrant droit à une aide | Montant d'aide prévisionnel |
|----------|-------------------------------------|----|---|-----------------------------|
| Malakoff | 235                                 |    | 235                                     | <b>352500,00 €</b>          |

La densité d'une opération est calculée comme la surface de plancher de logement divisée par la surface du terrain.

Les logements individuels (issus de permis de construire créant moins de 2 logements) et les opérations dont la densité est inférieure à 0,8, ne donnent pas droit à une aide, mais participent à l'atteinte de l'objectif.

Les logements ouvrant droit à l'aide majorée, issus de la transformation de bureaux ou d'activité en logements sont identifiés précisément lors du calcul du montant définitif.

Le montant définitif de l'aide, calculé à échéance du contrat, est déterminé sur la base des autorisations d'urbanisme effectivement délivrées entre le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et le 31 août 2022, dans la limite d'un dépassement de 10% de l'objectif fixé.

L'aide n'est pas versée si la commune n'a pas atteint son objectif de production de logements.

### Article 4 – Modalités de versement de l'aide

L'aide est versée aux communes après constatation de l'objectif atteint sur la période comprise entre le 1<sup>er</sup> septembre 2021 et le 31 août 2022 et calcul du montant d'aide définitif.

### Article 5 – Justification de la création de logements

L'atteinte de l'objectif de production de logement est vérifiée sur la base d'un état des autorisations d'urbanisme transmis par la commune ou l'EPT Vallée Sud Grand Paris au préfet. Le préfet le vérifie en se fondant notamment sur les données relatives aux autorisations d'urbanisme enregistrées dans Sit@del.

Les éventuels différends font l'objet d'un échange contradictoire entre le préfet, l'établissement public de coopération intercommunale et la commune.

Le versement de l'aide par le préfet vaut constat de l'atteinte de l'objectif et détermination du montant définitif de l'aide.

### **Article 6 – Modalités de remboursement**

L'aide perçue fait l'objet d'un remboursement en tout ou partie en cas d'absence de mise en chantier des logements prévus par les autorisations d'urbanisme mentionnées à l'article 5 durant leur durée de validité.

### **Article 7 – Publicité et communication**

Après versement de l'aide, la commune devra veiller auprès des maitres d'ouvrage des opérations de logements ayant contribué à l'atteinte de l'objectif à l'apposition du logo « France Relance » et du logo « Financé par l'Union européenne – NextGenerationEU » sur le panneau de chantier.

### **Article 8 – Bilan des aides versées**

A l'issue, le préfet de département élabore un bilan des logements autorisés et des aides versées par commune.

Fait à [lieu] , le [date]

En 3 exemplaires

Pour l'Etat,  
Le Préfet des Hauts-de-Seine

Pour l'EPT Vallée Sud Grand Paris,  
Le Président

Pour la commune,  
La Maire



# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_40</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | <b>33</b> | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | <b>6</b>  | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | <b>0</b>  |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
 Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
 - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
 M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
 Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
 - M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
 Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -  
 Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant -  
 M. Aurélien Denaes - Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice -  
 M. Loïc Courteille - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -  
 Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
 M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_40

Objet : Adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L2121-29 ;

**Vu** les statuts de l'association et le règlement intérieur, annexés à la présente délibération ;

**Vu** le tarif de 500 € demandé par l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF) au titre de son adhésion pour l'année 2022 ;

**Vu** le budget communal ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** que la présence des établissements d'enseignement supérieur et de recherche à Malakoff constitue un vecteur fondamental d'attractivité du territoire ;

**Considérant** que la ville Malakoff souhaite accompagner les établissements d'enseignement supérieur, notamment en matière d'accueil ;

**Considérant** que la ville Malakoff souhaite accompagner les étudiants présents sur son territoire et en devenir ;

**Considérant** qu'une adhésion à l'AVUF permet de répondre à ces objectifs d'intérêt communal, notamment en bénéficiant de réseaux et formations, en participant à des groupes de réflexion ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** l'adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

**Article 2 : APPROUVE** les statuts de l'association, annexés à la présente délibération.

**Article 3 : APPROUVE** le versement d'un montant de 500 € au titre de la cotisation pour l'année 2022.

**Article 4 : PROCÈDE** au scrutin public à la désignation d'un représentant titulaire et son suppléant auprès de l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

**Article 5 : PREND ACTE** de la candidature de Monsieur Nicolas GARCIA en qualité de représentant de la Ville.

**Article 6 : DÉSIGNE** Monsieur Nicolas GARCIA en qualité de représentant de la Ville auprès de l'Association des Villes Universitaires de France (AVUF).

**Article 7 : AUTORISE** Madame la Maire, ou son représentant délégué, à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'adhésion de la ville de Malakoff.

**Article 8 : DIT QUE** les dépenses en résultant seront prélevées sur le budget de l'exercice communal concerné.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 39 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,  
- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

### REGLEMENT INTERIEUR

L'objet du présent Règlement Intérieur est de préciser les règles de fonctionnement de l'AVUF telles qu'elles figurent dans ses statuts, approuvés en 1993 et modifiés en 2008 puis en 2011.

#### Article 1 - Modalités d'adhésion :

Les membres **adhérents** de l'AVUF sont des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale ayant reçu compétence en matière d'enseignement supérieur. Ils sont représentés par leur Maire, leur Président ou, à défaut, par tout autre élu désigné par eux.

Les membres adhérents doivent désigner deux représentants pour siéger à l'assemblée générale de l'AVUF :

- un titulaire désigné obligatoirement parmi les membres du Bureau Municipal ou Communautaire
- un suppléant qui peut être désigné parmi les membres du Conseil Municipal ou Communautaire ou parmi les personnels de la collectivité.

Les membres **associés** sont tout autre collectivité territoriale (département ou région) ou tout autre organisme public (chambre consulaire, par exemple) ou privé (association, par exemple) dont la candidature, proposée par le Président, est agréée par le Conseil d'Administration, à la majorité. Conformément à la décision prise le 22 septembre 2010, l'AFEV est ainsi membre associé de l'AVUF.

Les membres associés doivent également désigner un titulaire et un suppléant.

#### Article 2 - Cotisation annuelle :

La cotisation annuelle est fixée par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration. Elle varie en fonction de la taille démographique des villes et communautés adhérentes :

- moins de 20 000,
- de 20 000 à 100 000,
- plus de 100 000 habitants à 200 000 habitants,
- Plus de 200 000 habitants.

La cotisation des membres associés, facultative, est fixée par le Conseil d'Administration.

#### Article 3 – Président :

Le Président est élu pour trois ans par le Conseil d'Administration. Le mandat de président est assuré obligatoirement par un Maire ou un Président d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale. Ce mandat est renouvelable.

Le mandat du Président est attaché à la collectivité qu'il représente à l'Assemblée Générale.

En cas d'évolution de cette collectivité, le mandat du Président doit être confirmé par délibération du Conseil d'Administration au cours de sa 1<sup>ère</sup> réunion suivant l'évolution.

Lorsque la collectivité siège de la présidence change de Maire ou de Président, le Conseil d'Administration de l'AVUF doit être convoqué dans les 3 mois pour élire un nouveau Président.

En application de l'article 10 des statuts, il établit notamment l'ordre du jour du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale de l'association. Il présente le rapport moral de l'association. Il propose au Conseil d'Administration la nomination et la révocation du Délégué général.

#### **Article 4 – Conseil d'administration :**

Le nombre de membres du Conseil d'Administration est fixé par l'Assemblée Générale, sur proposition du Président. Il ne peut être inférieur à 10 et supérieur à 30.

Les mandats de membres du Conseil d'Administration sont assurés par les Maire ou Président d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ou bien confiés, par délibération de la collectivité adhérente, à des adjoints au Maire, conseillers municipaux délégués ou vice-présidents. A titre exceptionnel ces élus peuvent donner procuration à des techniciens en contrat de travail avec leur collectivité pour participer aux délibérations du Conseil ; un pouvoir daté est alors nécessaire.

En application de l'article 9 des statuts, le Conseil approuve la nomination et la révocation du Délégué général, sur proposition du Président. Il présente à l'Assemblée Générale le rapport moral et les comptes de l'année écoulée.

#### **Article 5 – Bureau :**

Le Bureau comprend, outre le Président, des Vice-Présidents, un Trésorier et un Secrétaire Général ainsi que leurs adjoints et les présidents de commission. Elus par le Conseil d'Administration, pour trois ans, renouvelables, les membres du Bureau sont au moins au nombre de 5, sans pouvoir excéder 14.

Le bureau doit comporter obligatoirement un membre de chaque tranche de taille démographique :

- Au moins un représentant de villes ou communautés de plus de 200.000 habitants
- Au moins un représentant de villes ou communautés de 100.000 à 200.000 habitants
- Au moins un représentant de villes ou communautés de 20.000 à 100.000 habitants
- Un seul représentant des villes ou communautés de moins de 20.000 habitants

Leur mandat peut éventuellement être assuré par un adjoint au Maire ou un vice-président d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Le mandat de 1<sup>er</sup> vice-président est assuré obligatoirement par un Maire ou un Président d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Lorsque le Président représente une collectivité de plus de 100 000 habitants, le Premier Vice-Président est choisi parmi les collectivités dont la population est de moindre importance.

Lorsque le président est empêché, les délibérations du conseil d'administration ou de l'assemblée générale sont présidées par le 1er vice-président.

#### **Article 6 – Délégué général :**

Nommé pour trois ans par le Conseil d'Administration, sur proposition du Président, le Délégué général assure le secrétariat de l'association. A ce titre, il dispose d'une délégation permanente du Président pour tous les actes relatifs au fonctionnement quotidien de l'AVUF.

Il rend compte de sa gestion au Président et au Conseil d'Administration. Il assure la convocation des instances dirigeantes de l'association et la transmission des documents nécessaires en vue de leur réunion.

#### **Article 7- Commissions de travail :**

Le Conseil d'Administration peut décider la création de Commissions de travail. Il en fixe le nombre et le domaine de réflexion et d'action et en désigne le responsable.

Chaque Commission est placée sous la responsabilité d'un élu qui rend compte de ses travaux au Président et au Conseil d'Administration.

En application de la décision prise le 22 septembre, le Conseil d'Administration a ainsi mis en place les 6 Commissions suivantes :

- Europe et Relations Internationales
- Campus et université dans la Ville
- Valorisation de la recherche et développement économique
- Vie de l'Etudiant
- Métropoles
- Universités et carte territoriale

#### **Article 8- Chargés de mission**

Le Conseil d'Administration peut désigner un de ses membres pour suivre plus particulièrement des thématiques particulières liées aux centres d'intérêt des membres de l'AVUF ou de l'actualité.

A Montpellier, le 2 décembre 2011  
Modifié à Reims le 25 septembre 2014  
Modifié à Reims le 28 février 2017  
Modifié en visioconférence le 9 septembre 2020

# **STATUTS**

## **Article 1 : Préambule**

Constatant la communauté d'objectifs qui les unit, il est fondé entre les villes universitaires et les établissements publics intercommunaux ayant compétence en matière d'enseignement supérieur adhérant aux présents statuts une Association par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

**ASSOCIATION DES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE**

## **Article 2 : Objet**

L'Association a pour objet le regroupement de ces sites universitaires en vue d'exprimer la spécificité de leur vocation et d'assurer la défense de leurs intérêts communs, notamment en ce qui concerne le soutien matériel et financier qu'ils sont en droit d'attendre de l'Etat, des autres collectivités territoriales ainsi que de l'Union européenne.

L'Association se fixe comme objectif d'être un interlocuteur des divers acteurs de l'enseignement supérieur et un lieu d'échange d'expérience, en particulier dans les domaines relatifs au cadre de vie, à l'intégration urbaine et à la citoyenneté des étudiants.

L'Association pourra également entreprendre toute action de formation conforme à sa vocation et utile aux élus et aux fonctionnaires territoriaux.

L'activité de l'Association pourra enfin se développer en direction des villes européennes ou étrangères.

### **Articles 3 : Durée - Siège**

La durée de l'Association est illimitée.

Le siège de l'Association est fixé dans la ville que représente son Président. Il peut être déplacé par la décision du Conseil d'Administration.

Depuis le Conseil d'administration du 17 juin 2014, c'est la communauté d'Agglomération de Reims qui assure la présidence, et le siège de l'association se trouve donc à l'hôtel d'agglomération de Reims :

**Reims Métropole  
3 rue Eugène Desteuque - CS 80036  
51722 REIMS Cedex**

### **Article 4 : Composition**

L'Association se compose des membres adhérents et de membres associés.

Sont membres les communes ou les établissements publics intercommunaux ayant compétence en matière d'enseignement supérieur, représentés par leur maire, leurs présidents ou par toute personne qu'ils désigneront.

Sont membres associés, sans droit de vote, toute collectivité territoriale ou tout organisme public ou privé concerné par l'objet de l'Association et dont la participation est acceptée par le Conseil d'Administration.

### **Article 5 : Radiation :**

La qualité de membre se perd par :

- La démission,
- La radiation prononcée pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave apprécié par le Conseil d'Administration, sauf recours à l'Assemblée Générale.

## **ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT**

### **Article 6 : Composition de l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale comprend tous les membres de l'Association. Elle délibère valablement par le vote d'un quart des membres présents ou représentés.



Si ce quorum n'est pas réuni, l'Assemblée est convoquée à nouveau et, lors de la seconde réunion, délibère valablement quel que soit le nombre de sociétaires présents mais seulement que les questions mises à l'ordre du jour de la convocation initiale.

Le Maire et le Président d'un EPCI peuvent se faire représenter par toute personne de leur choix. Ils peuvent également donner procuration à tout adhérent de l'Association, ayant droit de vote à l'Assemblée Générale.

Les délibérations sont prises à la majorité des votes des membres présents ou représentés.

### **Article 7 : Rôle de l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale élit en son sein un Conseil d'Administration dont elle fixe le nombre et pour une durée de trois ans.

Elle se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Conseil d'Administration et sur un ordre du jour définit par ce dernier ou sur la demande motivée d'un quart au moins de ses membres.

Elle entend les rapports sur les activités et la gestion financière de l'Association et sur toute autre question mise à son ordre du jour.

Elle fixe, chaque année, le montant de la cotisation demandée aux membres.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les autres questions inscrites à son ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

### **Article 8 : Composition du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration, élu par l'Assemblée Générale selon les modalités de l'article 7, est renouvelé tous les trois ans. Les membres sortants sont rééligibles. En cas de vacances d'un ou plusieurs sièges, la prochaine Assemblée Générale pourvoit au remplacement. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à la date où devait expirer le mandat des administrateurs qu'ils ont remplacés.

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres et pour la même durée un Président, des Vice-présidents, un Trésorier et un Secrétaire Général.

## **Article 9 : Rôle du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration se réunit deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande d'un quart de ses membres.

Il assure, d'une manière générale, la gestion de l'Association et délibère sur les affaires inscrites à son ordre du jour par le Président ou par l'un de ses membres.

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Des remboursements de frais sont seuls possibles, sur la base de justifications dûment produites.

## **Article 10 : Président**

Le Président représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses courantes et met en place les collaborations et les missions décidées par le Conseil. Il peut donner délégation aux Vice-présidents.

Il peut ester en justice pour défendre l'Association mais ne peut agir comme demandeur qu'avec l'autorisation du Conseil.

## **Article 11 : Délégué Général**

Le secrétariat de l'Association est assuré par un Délégué général qui a délégation permanente du Président du Conseil d'Administration pour tous les actes relatifs au fonctionnement de l'Association.

Ce Délégué a notamment pour charge d'entretenir, par tous moyens appropriés, des liens avec le Ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, avec les autorités universitaires et avec tous les organismes concernés par la réalisation des objectifs de l'association.

## **Articles 12 : Ressources**

Les ressources de l'Association sont déterminées chaque année par l'Assemblée Générale.

Outre les cotisations de ses membres, l'Association pourra recevoir des concours financiers de l'Etat, des collectivités territoriales ou de l'Union européenne : Le Président, en accord avec le Conseil d'Administration, est habilité à entreprendre toute démarche en ce sens.

L'Association pourra également recevoir tous legs, donc, subventions de personnes physiques ou morales, après acceptation par le Conseil d'Administration.

Ses fonds sont gérés et répartis sous la responsabilité conjointe du Président et du Trésorier.

### **Article 13 : Modification des statuts**

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale, sur propositions du Conseil d'Administration ou du quart des membres de l'Association. Dans l'un et l'autre des cas, les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale ou d'une Assemblée Extraordinaire convoquée à cet effet.

L'Assemblée, pour pouvoir procéder valablement à la modification des statuts, doit se composer de la moitié au moins des membres en exercice, présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée à nouveau et peut alors délibérer quel que soit le nombre de présents ou représentés.

### **Article 14 : Dissolution**

En cas de dissolution, qui ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux-tiers, l'Assemblée Générale désigne un commissaire chargé de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net, s'il y a lieu, conformément aux dispositions de la loi et du décret de 1901 précités.

Fait à Mont-Saint-Aignan, le 4 novembre 1993

Modifiés à Paris, le 9 juillet 2008, à Montpellier le 2 décembre 2011, et à Reims le 25 septembre 2014.

La présidente



Catherine VAUTRIN

Le Secrétaire Général



Romain BOST

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

Objet : Convention d'objectifs et de financement à intervenir entre la ville de Malakoff et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine portant sur les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE).

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | N° <b>DEL2022_41</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | <b>31</b> | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | <b>6</b>  | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | <b>2</b>  |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
 Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - M. Dominique Cardot  
 - Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
 M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
 Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
 - M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
 Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
 Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
 Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
 Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
 M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2127-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_41-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_41

Objet : Convention d'objectifs et de financement à intervenir entre la ville de Malakoff et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de-Seine portant sur les Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE).

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

- Vu** le code des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29 ;
- Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;
- Vu** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
- Vu** la délibération du conseil municipal n°2017/58 du 17 mai 2017 relative aux conventions d'objectifs et de financement des Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) et du Relais Assistants Maternels (RAM) entre la ville de Malakoff et la Caisse d'allocation familiale des hauts-de Seine pour la période 2017-2020 ;
- Vu** les projets de conventions à intervenir entre la Ville et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de Seine pour l'année 2021 relative à la Prestation de Service Unique et du Bonus « Inclusion Handicap », annexés à la présente délibération ;
- Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** les termes des six conventions d'objectifs et de financement des Établissement d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) et celle du Relais Assistants Maternels (RAM) entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) des Hauts-de Seine et la municipalité concernant les modalités de versement de la prestation de service unique.

**Article 2 : PRÉCISE** que ces conventions couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

**Article 3 : AUTORISE** Mme la Maire à signer lesdites conventions ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_41-DE



Signé électroniquement par : Jacqueline

BELHOMME

Date de signature : 07/04/2022

Qualité : Maire

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

## Convention bipartite



### Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus Territoire Ctg**

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE MALAKOFF

Structure : Avaulée

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

*Mars 2020*



Les conditions ci-dessous de la subvention dite Prestation de service unique « P su », du bonus « inclusion handicap », du bonus « mixité sociale », et du bonus « territoire Ctg » ainsi que des annexes constituent la présente convention.

**Entre :**

**COMMUNE DE MALAKOFF représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire  
Dont le siège est situé Place DU 11 NOVEMBRE - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**Caisse d'allocations familiales des HAUTS-DE-SEINE, représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, Directeur,  
Dont le siège est situé 70-88, RUE PAUL LESCOP – 92023 NANTERRE CEDEX.**

Ci-après désignée « la Caf ».

## Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

## Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante et de poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre.

## **1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite Prestation de service unique « Psu »**

Les objectifs poursuivis lors de la mise en place de la Psu demeurent :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème fixé par la Cnaf. La tarification est proportionnelle aux ressources des familles, mais les gestionnaires ne sont pas incités à sélectionner les familles en fonction de leurs revenus puisque le montant de la Psu est d'autant plus élevé que les participations familiales sont moindres (principe de neutralisation des participations familiales).
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas.
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles et permet d'optimiser les taux d'occupation des Eaje en accroissant la capacité de réponse aux besoins et ainsi leur utilité sociale.
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence.
- Soutenir les temps de concertation nécessaires à l'accueil des enfants

## **1.2 - Les objectifs poursuivis par le bonus « inclusion handicap »**

Le bonus « inclusion handicap » vise à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants porteurs de handicap avec les autres enfants, affirmé tant en droit international qu'en droit interne. L'accessibilité des enfants en situation de handicap aux institutions et notamment aux Eaje est inscrite dans la loi du 11 février 2005 et le code de la santé publique (R2324-17) indique : « *Les établissements d'accueil des jeunes enfants (Eaje) accueillent les enfants en situation de handicap et concourent, à ce titre, à leur intégration* ». *Dès lors, le projet d'accueil des Eaje doit faire apparaître les dispositions particulières prises pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap* »

Cet accueil favorise le maintien dans l'emploi des familles confrontées au handicap d'un enfant, offre aux parents qui ont cessé leur activité professionnelle un temps de répit et contribue à l'éveil et au développement de l'enfant.

Le rapport du Haut conseil de l'enfance et de l'adolescence en date du 5 juillet 2018 souligne que « *les enjeux de la petite enfance et du handicap doivent être davantage développés dans les politiques publiques, pour au moins deux raisons* :

- *L'inclusion, la vie partagée entre tous les enfants dans des services de droit commun, doit devenir la norme dès la petite enfance, ce qui prépare l'inclusion future.*
- *L'accueil de tous les petits enfants ensemble pose les bases d'un rapport de familiarité avec le handicap, et non d'étrangeté, socle d'une société inclusive.* »

Pour les gestionnaires d'Eaje, plusieurs freins à l'accueil des enfants porteurs de handicap sont identifiés : besoin de formations des personnels, de renforts de personnels besoin de temps de concertation entre professionnels et avec les parents plus importants, nécessité de disposer de matériel spécifique. En outre, les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants de droits calculés au titre de la Psu.

### **1.3 - Les objectifs poursuivis par le bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje. Cet accueil est déjà en partie inscrit dans la loi. Ainsi, le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement doivent garantir une place par tranche de 20 places pour les enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa<sup>276</sup>.

Prolongeant cet objectif, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a placé la petite enfance comme engagement n°1 : « *L'égalité des chances, dès les premiers pas, pour rompre la reproduction de la pauvreté* ».

En effet, l'accueil collectif favorise le « développement complet » de l'enfant, à savoir « *le développement physique, affectif, cognitif, émotionnel et social* »<sup>277</sup> ainsi que l'acquisition du langage. Cet accueil profite tout particulièrement aux enfants issus des familles socialement fragilisées. En préparant ainsi l'avenir de ces enfants, l'accueil en crèche participe à une véritable politique d'égalité des chances, de réduction des inégalités sociales et d'investissement social. Pour autant, malgré la neutralisation des participations familiales, le seul financement des Eaje par la Psu ne favorise pas suffisamment l'accueil de ces enfants, dont les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants des droits calculés au titre de la Psu.

### **1.4 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service unique (Psu) versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse (et des dispositifs spécifiques dédiés aux départements d'outre-mer), cette subvention de fonctionnement vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics.
- Poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire ctg attribuée pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale sera ainsi modulé en fonction de la richesse du territoire.

---

276 Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7 : « *Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, [...], prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées* ».

277 Rapport Giampino, *Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels*, du 9/05/2016

## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention et aux bonus**

### **2.1 - L'éligibilité à la prestation de service et aux bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

La Psu peut être attribuée aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique<sup>278</sup> :

- Les établissements d'accueil collectif, et notamment les multi-accueils ;
- Les établissements à gestion parentale ;
- Les jardins d'enfants ;
- Les services d'accueil familiaux<sup>279</sup> et les micro-crèches qui ne bénéficient pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. Ceux-ci doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de quartier »<sup>280</sup> bénéficiant de la Psu s'assurent que les enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, et/ou les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa puissent aisément accéder à une place d'accueil.

Les « crèche de personnel »<sup>281</sup> doivent quant à elle contribuer aux efforts de mixité sociale et accueillir au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

### **2.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire/Ctg est attribué au gestionnaire éligible à la Psu, qui bénéficie d'un soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance et signataire d'une Ctg. Le bonus territoire/Ctg s'inscrit dans un projet stratégique de développement territorial, c'est pourquoi il est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale par la collectivité territoriale compétente.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux natures :

- Sous forme monétaire (achats de places pour les habitants, subvention d'équilibre ...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide)

<sup>278</sup> Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

<sup>279</sup> Conformément à l'article D. 531-23 Ccs - relatif à la Paje -, les ménages peuvent bénéficier du complément mode de garde structure de la Paje lorsqu'ils recourent à un service d'accueil familial géré par une association ou une entreprise. Dans ce cas, les établissements qui ont choisi, pour l'ensemble de leur public, ce mode financement ne peuvent pas bénéficier de la Psu ni d'aucune autre aide issue du Fnas pour leur fonctionnement.

<sup>280</sup> Etablissements où au moins deux tiers des enfants accueillis proviennent du quartier.

<sup>281</sup> Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.

## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service unique et des bonus

### 3.1 - Les modalités de calcul de la Psu

La Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales. Ainsi le montant annuel de la Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

$$\frac{[(\text{Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale} \times 66\% \text{ du prix de revient plafonné})^{282} - \text{Total des participations familiales déductibles}] \times \text{taux de ressortissants du régime général}^{283} + (\text{6 heures de concertation} \times \text{nombre de places 0-5 ans}^{284} \text{ fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil départemental} \times 66\% \text{ du prix de revient plafond}^{285} \times \text{taux de ressortissants du régime général})^{286}}$$

#### - Les données concourant au mode de calcul de la Psu

Il existe plusieurs types d'actes concourant au calcul de la Psu. L'unité de calcul de la Psu est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées : il s'agit des heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants.<sup>287</sup>

Les heures facturées : pour l'accueil régulier, les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Ce contrat peut faire l'objet d'une facture mensuelle selon la règle de mensualisation si le gestionnaire a retenu ce mode de facturation. Des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

<sup>282</sup> Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

<sup>283</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>284</sup> Les heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis du président du conseil départemental

<sup>285</sup> Déterminé selon le niveau de service

<sup>286</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>287</sup> L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraîne l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

**Heures facturées** = heures réalisées (prévues ou non au contrat) ~~heures d'adaptation~~ lorsqu'elles sont gratuites + heures d'absences non déductibles.

Les heures ouvrant droit : elles sont égales aux heures facturées sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an).

Les heures de concertation : Les heures de concertation contribuent à la qualité du projet d'accueil en prenant mieux en compte les heures de réunion d'équipe, d'analyse de la pratique, de temps d'accueil, de discussion et d'animation collective avec les parents, etc. Ces temps de concertation entre professionnels mais aussi entre professionnels et parents, s'avèrent particulièrement importants pour les parents en situation de pauvreté ou pour les parents d'enfants porteurs de handicap.

6 heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis émis par le Président du conseil départemental.

La branche Famille finance ces heures à hauteur de 66% du coût de fonctionnement horaire, dans la limite du barème des prestations de service en vigueur (sans déduction des participations familiales) pour les places occupées par des enfants relevant du régime général de la sécurité sociale.

#### **- Les éléments nécessaires au calcul de la Psu**

Le prix de revient réel : le prix de revient réel par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Ainsi le prix de revient réel = prix de revient horaire = Total des charges/nombre d'heures réalisées.

Le seuil d'exclusion : la mise en place du seuil d'exclusion de la prestation de service unique (Psu) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion est donné chaque année dans le barème des prestations de service.

Le prix de revient plafond : les Eaje sont financés selon le niveau de service rendu. Ainsi, les critères pour déterminer le prix plafond applicable pour le calcul du droit sont :

- La fourniture des repas : la fourniture des repas comprend l'ensemble des repas (collations et goûter compris). La fourniture du lait infantile est facultative ;
- La fourniture des couches et des produits d'hygiène<sup>288</sup> ;
- L'adaptation des contrats aux besoins des familles à travers le taux de facturation (il s'agit du ratio « heures facturées/heures réalisées<sup>289</sup> »)

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique « Psu » en fonction de ces différents critères et sont à cet effet publiés sur le caf.fr.

<sup>288</sup> Le cas « sans couches ou repas » correspond à trois situations :

- Fournitures des repas sans les couches,
- Fourniture des couches sans repas
- Non fourniture des couches et non fourniture des repas

<sup>289</sup> Le taux de facturation mesure l'écart entre les heures facturées et réalisées et est calculé ainsi : heures facturées / heures réalisées. Il s'agit d'un écart relatif (en% des heures réalisées).

## **- Les participations familiales**

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la Psu. Certaines majorations à la participation sont tolérées par la Cnaf sous réserve qu'elles ne contreviennent pas aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale) et que les familles en soient informées.

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles y compris les majorations doivent être portée dans un seul compte (numéro 70641)<sup>290</sup>, à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

La détermination des ressources des familles à prendre en compte diffèrent selon que les parents sont salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.

Les gestionnaires doivent, dans la mesure du possible, utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge).

Le taux de participation familiale : le tarif horaire demandé à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources Le taux de participation familiale dépend du type d'accueil et il est modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales<sup>291</sup>.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond, publié en début d'année civile par la Cnaf :

- Le plancher : en cas d'absence de ressources, il faut retenir un montant « plancher ». Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher.
- Le plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

### **3.2 - Les modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »**

Les Eaje financés par la Psu sont éligibles aux bonus « inclusion handicap », quel que soit le type de gestionnaire dès lors qu'il remplit les critères précisés ci-dessous.

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

<sup>290</sup> Lorsque la majoration concerne des frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s) pour un montant supérieur à 50€, alors la part de majoration inférieure 50€ doit être portée au compte n°70642 et le restant au compte n°70641

<sup>291</sup> La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.



- Du pourcentage d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum <sup>292</sup> par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.

Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

**Places agréées (maximum de l'année) x [(% d'enfants porteurs de handicap x Taux de financement x Coût par place dans la limite du plafond de coût par place)**

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis dans la structure.

Détermination du pourcentage d'enfants porteurs de handicap à retenir dans le calcul : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce pourcentage est déterminé à partir des enfants bénéficiaires d'Aeeh et des enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure.<sup>293</sup> Il est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine de la manière suivante

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Ce coût par place est plafonné<sup>294</sup>.

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour le droit N ; dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

<sup>292</sup> Selon un barème annuel publié par la Cnaf

<sup>293</sup> Ce critère est défini par la circulaire de référence publiée par la Cnaf.

<sup>294</sup> Tel qu'indiqué dans le barème annuel publié par la Cnaf.

### **3.3 - Les modalités de calcul du bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure. Il consiste en un forfait de financement attribué à l'ensemble des places de la structure si le montant des participations familiales moyennes est faible. Ce montant est déterminé par tranche, et publié annuellement par la Cnaf.<sup>295</sup>

**Places agréées (maximum de l'année) x (forfait selon montant participations familiales moyennes horaires)**

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales facturé au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total d'heures facturées au titre de l'année N}}$$

### **3.4 - Les modalités de calcul du bonus territoire/Ctg**

#### **Offre existante :**

**Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 35.**

**Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les place existantes soutenue par la collectivité : 400,00 (€).**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total<sup>296</sup> de la Psej de N-1 au titre du Cej, du montant du Fonds de rééquilibrage territorial (Frt), du bonus territoires prioritaires et des dispositifs dérogatoires Dom : Contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs (Caso), du contrat de rattrapage (Cr) et du contrat d'accompagnement adapté (Caa)/ Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

#### **Offre nouvelle**

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national<sup>297</sup> prenant en compte les caractéristiques du territoire (potentiel financier<sup>298</sup> par habitant et revenu par habitant<sup>299</sup>) publié annuellement par la Cnaf.

<sup>295</sup> A compter de 2019, trois tranches sont établies pour déterminer le montant de bonus :

- 2100€/place lorsque les PF moyennes sont < ou = 0,75€ /h ;
- 800 € /place lorsque les PF moyennes sont > 0,75€/h et < ou = 1€/h
- 300€/place lorsque les PF moyennes sont >1€/h et < ou = 1,25€/h
- 0 € /place lorsque les PF moyennes sont > 1,25 €/h

<sup>296</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du dispositif considéré.

<sup>297</sup> Neuf tranches se découpent de la façon suivante : Potentiel financier /habitant >1200€, niveau de vie >21 300€ ; Potentiel financier/habitant >1200€,niveau de vie <=21300€ ; Potentiel financier /habitant <= 1200€, niveau de vie >20300€ ; Potentiel financier/habitant <=1200€, niveau de vie <=20300€, Potentiel financier /habitant<=900€,niveau de vie >19600€ ; Potentiel financier /habitant >=900€,niveau de vie <=19600€ ; Potentiel

## Plafond de financement

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas 90% des charges de l'Eaje.

### Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

|  |   |  |   |  |   |                            |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|
| Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant | X | Montant forfaitaire / place de l'offre existante | + | Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité | X | Barème nouvelle place Eaje |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|

## 3.5 - Le versement de la Psu

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé à :

**Taux fixe : 100 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 5 de la présente convention, produites au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la Psu, la Caf versera :

- Un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

---

financier /habitant<=700€,niveau de vie>=19300€ ; Potentiel financier /habitant <=700€, niveau de vie <=19300€ et tranche maximale.

<sup>298</sup> Le potentiel financier correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens nationaux. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal (taxe d'habitation + taxe sur le foncier bâti et non bâti + taxe sur la cotisation foncière des entreprises), auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente (hors compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle).

<sup>299</sup> Il s'agit de la médiane du revenu disponible par unité de consommation des ménages fiscaux, telle qu'elle est fournie par l'INSEE dans le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi).

### **3.6 - Le versement des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

L'éligibilité aux bonus au titre de l'année N est acquise une fois connues les données définitives de l'exercice. Le paiement des bonus par la Caf intervient donc en N+1, en même temps que le versement du solde de la Psu.

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le versement de la Psu et des bonus est effectué sous réserve des disponibilités de crédits.

### **3.7 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activités connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire. Une notification d'information sera également adressée à la collectivité compétente qui apporte un soutien financier à l'Eaje.

## **Article 4 - Les engagements du gestionnaire**

### **4.1 - Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence<sup>300</sup> et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;

<sup>300</sup> Circulaire 2014 007 du 26 mars 2014 à la date de signature de la convention, accessible sur [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **4.2 - Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents. Ce projet d'accueil est conforme aux critères de qualité de la Charte d'accueil du jeune enfant ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention. Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site « Caf.fr » et le site « monenfant.fr ».

#### **4.3 - Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

#### **4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »**

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr », propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;

- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

#### **4.5 - Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

#### **4.6 – Au regard de l'enquête « Filoué »**

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour se faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué) à finalité purement statistique. Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la Cnaf. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

La participation à l'enquête Filoué est généralisée progressivement au fur et à mesure de la détention du module de gestion Filoué dans le logiciel de gestion des Eaje. Le gestionnaire la mettra en œuvre dès qu'il en aura la possibilité technique.

#### **4.7 - Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul d'un droit aux subventions prévues dans la présente convention. Tout contrôle des services de PMI concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entraînant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement sera pris en compte.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

## Article 5 - Les pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service unique « Psu », du bonus « inclusion handicap » et du bonus « mixité sociale » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

### 5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

#### Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|--|--|
| <b>Existence légale</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</li> <li>- Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</li> <li>- Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives</li> <li>- Numéro SIREN / SIRET</li> </ul> | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).  |  |
| <b>Capacité du contractant</b>  | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau   | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau             |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)  |  |

### Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Existence légale</b>         | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence<br>- Numéro SIREN / SIRET                | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN  |  |

### Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention                                      |
|---------------------------------|--|---|
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). |   |
| <b>Existence légale</b>         | Numéro SIREN / SIRET   |   |
| <b>Existence légale</b>         | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois                                    | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)                       |   |



## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

| Nature de l'élément justifié                   | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention  |
|--|---|--|
| <b>Autorisation de fonctionnement</b>          | <p><u>En cas de gestionnaire privé</u> :<br/>                     Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p><u>En cas de gestionnaire public</u> : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p>Dans l'attente de cette autorisation ou de cet avis, des justificatifs d'ouverture (contrats conclus avec les familles) et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du Conseil départemental.</p> | Attestation de non-changement des<br>Justificatifs d'autorisation d'ouverture  |
| <b>Qualité du projet</b>                       | Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet éducatif et projet social.<br><br>Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp  | Projet d'établissement (= projet éducatif et projet social)<br><br>Règlement de fonctionnement   |
| <b>Contrat de concession</b>                   | En cas de délégation de service public, ou de marché public.  | En case de délégation de service public, ou de marché public.  |
| <b>Fiche de référencement « monenfant.fr »</b> | Imprimé type recueil de données   | Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation |

(\*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).

### **5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la Psu, des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

| Nature de l'élément justifié | Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte                             | Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif  |
|------------------------------|---|--|
| <b>Eléments financiers</b>   | Budget prévisionnel N.<br><i>Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.</i> | Compte de résultat N.  |
| <b>Activité</b>              | Nombre d'actes prévisionnels N.<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap                                 | Nombre d'actes facturés et réalisés N ; avec identification du nombre d'heures facturées enfants en situation de handicap durant l'année concernée<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

### **5.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité**

| Nature de l'élément justifié |   |
|------------------------------|---|
| <b>Activité</b>              | Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre actes réalisés et facturés</li> <li>- Montant des participations familiales.</li> <li>- Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap</li> </ul> |

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

## **Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales**

La Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafond). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit à la Psu, aux bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et bonus territoire Ctg.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.

La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (recs et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf, et peut accompagner le gestionnaire en cas de difficulté.

## **Article 7 – L'évaluation et le contrôle**

### **7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements. Celui-ci interviendra en fin de période pour cette convention.

### **7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention**

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc..., La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

## **Article 9 – La fin de la convention**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**Article 10 – Les recours**

- **Recours amiable**

La prestation de service unique « Psu », le bonus « inclusion handicap », le bonus « mixité sociale », et le bonus territoire Ctg étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

\*\*\*\*\*

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**Fait à Nanterre,**

**Le 21/09/2021,**

**En 1 exemplaire**

**La Caf**

Fait le 01/10/2021

*Caroline GUGENHEIM*

Signé par Caroline GUGENHEIM

✓ Signé et certifié par 

**Caroline GUGENHEIM**  
**Directeur de la**  
**Caisse d'Allocations Familiales**  
**des Hauts-de-Seine**

**Le gestionnaire**

Fait le 01/10/2021

*Jacqueline BELHOMME*

Signé par Jacqueline BELHOMME

✓ Signé et certifié par 

**Jacqueline BELHOMME**  
**Maire**  
**COMMUNE DE MALAKOFF**

# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires ou aux salariés de la branche Famille.

### ARTICLE 1

#### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

### ARTICLE 2

#### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

### ARTICLE 3

#### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 4

#### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

### ARTICLE 5

#### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSELYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

### ARTICLE 6

#### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 7

#### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés

et bénévoles, tout prosélytisme est prosaïque et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

### ARTICLE 8

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

### ARTICLE 9

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1<sup>er</sup> septembre 2015.



# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

## Convention bipartite



### Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus Territoire Ctg**

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE MALAKOFF

Structure : Les P'tites Gambettes

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

*Mars 2020*

Les conditions ci-dessous de la subvention dite Prestation de service unique « Psa », du bonus « inclusion handicap », du bonus « mixité sociale », et du bonus « territoire Ctg » ainsi que des annexes constituent la présente convention.

**Entre :**

**COMMUNE DE MALAKOFF représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire  
Dont le siège est situé Place DU 11 NOVEMBRE - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**Caisse d'allocations familiales des HAUTS-DE-SEINE, représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, Directeur,  
Dont le siège est situé 70-88, RUE PAUL LESCOP – 92023 NANTERRE CEDEX.**

Ci-après désignée « la Caf ».



## Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficience ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

## Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante et de poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre.

## **1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite Prestation de service unique « Psu »**

Les objectifs poursuivis lors de la mise en place de la Psu demeurent :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème fixé par la Cnaf. La tarification est proportionnelle aux ressources des familles, mais les gestionnaires ne sont pas incités à sélectionner les familles en fonction de leurs revenus puisque le montant de la Psu est d'autant plus élevé que les participations familiales sont moindres (principe de neutralisation des participations familiales).
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas.
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles et permet d'optimiser les taux d'occupation des Eaje en accroissant la capacité de réponse aux besoins et ainsi leur utilité sociale.
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence.
- Soutenir les temps de concertation nécessaires à l'accueil des enfants

## **1.2 - Les objectifs poursuivis par le bonus « inclusion handicap »**

Le bonus « inclusion handicap » vise à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants porteurs de handicap avec les autres enfants, affirmé tant en droit international qu'en droit interne. L'accessibilité des enfants en situation de handicap aux institutions et notamment aux Eaje est inscrite dans la loi du 11 février 2005 et le code de la santé publique (R2324-17) indique : « *Les établissements d'accueil des jeunes enfants (Eaje) accueillent les enfants en situation de handicap et concourent, à ce titre, à leur intégration* ». Dès lors, le projet d'accueil des Eaje doit faire apparaître les dispositions particulières prises pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap »

Cet accueil favorise le maintien dans l'emploi des familles confrontées au handicap d'un enfant, offre aux parents qui ont cessé leur activité professionnelle un temps de répit et contribue à l'éveil et au développement de l'enfant.

Le rapport du Haut conseil de l'enfance et de l'adolescence en date du 5 juillet 2018 souligne que « *les enjeux de la petite enfance et du handicap doivent être davantage développés dans les politiques publiques, pour au moins deux raisons* :

- *L'inclusion, la vie partagée entre tous les enfants dans des services de droit commun, doit devenir la norme dès la petite enfance, ce qui prépare l'inclusion future.*
- *L'accueil de tous les petits enfants ensemble pose les bases d'un rapport de familiarité avec le handicap, et non d'étrangeté, socle d'une société inclusive.* »

Pour les gestionnaires d'Eaje, plusieurs freins à l'accueil des enfants porteurs de handicap sont identifiés : besoin de formations des personnels, de renforts de personnels besoin de temps de concertation entre professionnels et avec les parents plus importants, nécessité de disposer de matériel spécifique. En outre, les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants de droits calculés au titre de la Psu.

### **1.3 - Les objectifs poursuivis par le bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje. Cet accueil est déjà en partie inscrit dans la loi. Ainsi, le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement doivent garantir une place par tranche de 20 places pour les enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa<sup>476</sup>.

Prolongeant cet objectif, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a placé la petite enfance comme engagement n°1 : « *L'égalité des chances, dès les premiers pas, pour rompre la reproduction de la pauvreté* ».

En effet, l'accueil collectif favorise le « développement complet » de l'enfant, à savoir « *le développement physique, affectif, cognitif, émotionnel et social* »<sup>477</sup> ainsi que l'acquisition du langage. Cet accueil profite tout particulièrement aux enfants issus des familles socialement fragilisées. En préparant ainsi l'avenir de ces enfants, l'accueil en crèche participe à une véritable politique d'égalité des chances, de réduction des inégalités sociales et d'investissement social. Pour autant, malgré la neutralisation des participations familiales, le seul financement des Eaje par la Psu ne favorise pas suffisamment l'accueil de ces enfants, dont les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants des droits calculés au titre de la Psu.

### **1.4 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service unique (Psu) versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse (et des dispositifs spécifiques dédiés aux départements d'outre-mer), cette subvention de fonctionnement vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics.
- Poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire ctg attribuée pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale sera ainsi modulé en fonction de la richesse du territoire.

---

476 Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7 : « *Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, [...], prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées* ».

477 Rapport Giampino, *Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels*, du 9/05/2016

## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention et aux bonus**

### **2.1 - L'éligibilité à la prestation de service et aux bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

La Psu peut être attribuée aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique<sup>478</sup> :

- Les établissements d'accueil collectif, et notamment les multi-accueils ;
- Les établissements à gestion parentale ;
- Les jardins d'enfants ;
- Les services d'accueil familiaux<sup>479</sup> et les micro-crèches qui ne bénéficient pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. Ceux-ci doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de quartier »<sup>480</sup> bénéficiant de la Psu s'assurent que les enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, et/ou les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa puissent aisément accéder à une place d'accueil.

Les « crèche de personnel »<sup>481</sup> doivent quant à elle contribuer aux efforts de mixité sociale et accueillir au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

### **2.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire/Ctg est attribué au gestionnaire éligible à la Psu, qui bénéficie d'un soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance et signataire d'une Ctg. Le bonus territoire/Ctg s'inscrit dans un projet stratégique de développement territorial, c'est pourquoi il est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale par la collectivité territoriale compétente.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux natures :

- Sous forme monétaire (achats de places pour les habitants, subvention d'équilibre ...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide)

<sup>478</sup> Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

<sup>479</sup> Conformément à l'article D. 531-23 Ccs - relatif à la Paje -, les ménages peuvent bénéficier du complément mode de garde structure de la Paje lorsqu'ils recourent à un service d'accueil familial géré par une association ou une entreprise. Dans ce cas, les établissements qui ont choisi, pour l'ensemble de leur public, ce mode financement ne peuvent pas bénéficier de la Psu ni d'aucune autre aide issue du Fnas pour leur fonctionnement.

<sup>480</sup> Etablissements où au moins deux tiers des enfants accueillis proviennent du quartier.

<sup>481</sup> Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.

## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service unique et des bonus

### 3.1 - Les modalités de calcul de la Psu

La Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales. Ainsi le montant annuel de la Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

$$\begin{aligned} &[(\text{Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale X } 66\% \text{ du prix de revient} \\ &\text{plafonné})^{482} - \\ &\text{Total des participations familiales déductibles}] \text{ X taux de ressortissants du régime général}^{483} + \\ &(\text{6 heures de concertation X nombre de places 0-5 ans}^{484} \text{ fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil} \\ &\text{départemental X } 66\% \text{ du prix de revient plafond}^{485} \text{ X taux de ressortissants du régime général})^{486} \end{aligned}$$

#### - Les données concourant au mode de calcul de la Psu

Il existe plusieurs types d'actes concourant au calcul de la Psu. L'unité de calcul de la Psu est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées : il s'agit des heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants.<sup>487</sup>

Les heures facturées : pour l'accueil régulier, les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Ce contrat peut faire l'objet d'une facture mensuelle selon la règle de mensualisation si le gestionnaire a retenu ce mode de facturation. Des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

482 Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

<sup>483</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>484</sup> Les heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis du président du conseil départemental

<sup>485</sup> Déterminé selon le niveau de service

<sup>486</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>487</sup> L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraîne l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

**Heures facturées** = heures réalisées (prévues ou non au contrat) ~~heures d'adaptation~~ lorsqu'elles sont gratuites + heures d'absences non déductibles.

Les heures ouvrant droit : elles sont égales aux heures facturées sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an).

Les heures de concertation : Les heures de concertation contribuent à la qualité du projet d'accueil en prenant mieux en compte les heures de réunion d'équipe, d'analyse de la pratique, de temps d'accueil, de discussion et d'animation collective avec les parents, etc. Ces temps de concertation entre professionnels mais aussi entre professionnels et parents, s'avèrent particulièrement importants pour les parents en situation de pauvreté ou pour les parents d'enfants porteurs de handicap.

6 heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis émis par le Président du conseil départemental.

La branche Famille finance ces heures à hauteur de 66% du coût de fonctionnement horaire, dans la limite du barème des prestations de service en vigueur (sans déduction des participations familiales) pour les places occupées par des enfants relevant du régime général de la sécurité sociale.

#### **- Les éléments nécessaires au calcul de la Psu**

Le prix de revient réel : le prix de revient réel par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Ainsi le prix de revient réel = prix de revient horaire = Total des charges/nombre d'heures réalisées.

Le seuil d'exclusion : la mise en place du seuil d'exclusion de la prestation de service unique (Psu) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion est donné chaque année dans le barème des prestations de service.

Le prix de revient plafond : les Eaje sont financés selon le niveau de service rendu. Ainsi, les critères pour déterminer le prix plafond applicable pour le calcul du droit sont :

- La fourniture des repas : la fourniture des repas comprend l'ensemble des repas (collations et goûter compris). La fourniture du lait infantile est facultative ;
- La fourniture des couches et des produits d'hygiène<sup>488</sup> ;
- L'adaptation des contrats aux besoins des familles à travers le taux de facturation (il s'agit du ratio « heures facturées/heures réalisées<sup>489</sup> »)

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique « Psu » en fonction de ces différents critères et sont à cet effet publiés sur le caf.fr.

<sup>488</sup> Le cas « sans couches ou repas » correspond à trois situations :

- Fournitures des repas sans les couches,
- Fourniture des couches sans repas
- Non fourniture des couches et non fourniture des repas

<sup>489</sup> Le taux de facturation mesure l'écart entre les heures facturées et réalisées et est calculé ainsi : heures facturées / heures réalisées. Il s'agit d'un écart relatif (en% des heures réalisées).

## **- Les participations familiales**

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la Psu. Certaines majorations à la participation sont tolérées par la Cnaf sous réserve qu'elles ne contreviennent pas aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale) et que les familles en soient informées.

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles y compris les majorations doivent être portée dans un seul compte (numéro 70641)<sup>490</sup>, à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

La détermination des ressources des familles à prendre en compte diffère selon que les parents sont salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.

Les gestionnaires doivent, dans la mesure du possible, utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge).

Le taux de participation familiale : le tarif horaire demandé à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources Le taux de participation familiale dépend du type d'accueil et il est modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales<sup>491</sup>.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond, publié en début d'année civile par la Cnaf :

- Le plancher : en cas d'absence de ressources, il faut retenir un montant « plancher ». Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher.
- Le plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

### **3.2 - Les modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »**

Les Eaje financés par la Psu sont éligibles aux bonus « inclusion handicap », quel que soit le type de gestionnaire dès lors qu'il remplit les critères précisés ci-dessous.

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

<sup>490</sup> Lorsque la majoration concerne des frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s) pour un montant supérieur à 50€, alors la part de majoration inférieure 50€ doit être portée au compte n°70642 et le restant au compte n°70641

<sup>491</sup> La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.

- Du pourcentage d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum <sup>492</sup> par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.  
Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

**Places agréées (maximum de l'année) x [(% d'enfants porteurs de handicap x Taux de financement x Coût par place dans la limite du plafond de coût par place)**

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis dans la structure.

Détermination du pourcentage d'enfants porteurs de handicap à retenir dans le calcul : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce pourcentage est déterminé à partir des enfants bénéficiaires d'Aeeh et des enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure.<sup>493</sup> Il est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine de la manière suivante

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Ce coût par place est plafonné<sup>494</sup>.

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour le droit N ; dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

<sup>492</sup> Selon un barème annuel publié par la Cnaf

<sup>493</sup> Ce critère est défini par la circulaire de référence publiée par la Cnaf.

<sup>494</sup> Tel qu'indiqué dans le barème annuel publié par la Cnaf.



### **3.3 - Les modalités de calcul du bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure. Il consiste en un forfait de financement attribué à l'ensemble des places de la structure si le montant des participations familiales moyennes est faible. Ce montant est déterminé par tranche, et publié annuellement par la Cnaf.<sup>495</sup>

**Places agréées (maximum de l'année) x (forfait selon montant participations familiales moyennes horaires)**

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales facturé au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total d'heures facturées au titre de l'année N}}$$

### **3.4 - Les modalités de calcul du bonus territoire/Ctg**

#### **Offre existante :**

**Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 60.**

**Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les place existantes soutenue par la collectivité : 400,00 (€).**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total<sup>496</sup> de la Psej de N-1 au titre du Cej, du montant du Fonds de rééquilibrage territorial (Frt), du bonus territoires prioritaires et des dispositifs dérogatoires Dom : Contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs (Caso), du contrat de rattrapage (Cr) et du contrat d'accompagnement adapté (Caa)/ Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

#### **Offre nouvelle**

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national<sup>497</sup> prenant en compte les caractéristiques du territoire (potentiel financier<sup>498</sup> par habitant et revenu par habitant<sup>499</sup>) publié annuellement par la Cnaf.

<sup>495</sup> A compter de 2019, trois tranches sont établies pour déterminer le montant de bonus :

- 2100€/place lorsque les PF moyennes sont < ou = 0,75€ /h ;
- 800 € /place lorsque les PF moyennes sont > 0,75€/h et < ou = 1€/h
- 300€/place lorsque les PF moyennes sont >1€/h et < ou = 1,25€/h
- 0 € /place lorsque les PF moyennes sont > 1,25 €/h

<sup>496</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du dispositif considéré.

<sup>497</sup> Neuf tranches se découpent de la façon suivante : Potentiel financier /habitant >1200€, niveau de vie >21 300€ ; Potentiel financier/habitant >1200€,niveau de vie <=21300€ ; Potentiel financier /habitant <= 1200€, niveau de vie >20300€ ; Potentiel financier/habitant <=12000€, niveau de vie <=20300€, Potentiel financier /habitant<=900€,niveau de vie >19600€ ; Potentiel financier /habitant >=900€,niveau de vie <=19600€ ; Potentiel

## Plafond de financement

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas 90% des charges de l'Eaje.

### Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

|  |   |  |   |  |   |                            |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|
| Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant | X | Montant forfaitaire / place de l'offre existante | + | Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité | X | Barème nouvelle place Eaje |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|

## 3.5 - Le versement de la Psu

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé à :

**Taux fixe : 100 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 5 de la présente convention, produites au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la Psu, la Caf versera :

- Un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

---

financier /habitant<=700€,niveau de vie>=19300€ ; Potentiel financier /habitant <=700€, niveau de vie <=19300€ et tranche maximale.

<sup>498</sup> Le potentiel financier correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens nationaux. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal (taxe d'habitation + taxe sur le foncier bâti et non bâti + taxe sur la cotisation foncière des entreprises), auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente (hors compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle).

<sup>499</sup> Il s'agit de la médiane du revenu disponible par unité de consommation des ménages fiscaux, telle qu'elle est fournie par l'INSEE dans le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi).

### **3.6 - Le versement des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

L'éligibilité aux bonus au titre de l'année N est acquise une fois connues les données définitives de l'exercice. Le paiement des bonus par la Caf intervient donc en N+1, en même temps que le versement du solde de la Psu.

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le versement de la Psu et des bonus est effectué sous réserve des disponibilités de crédits.

### **3.7 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activités connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire. Une notification d'information sera également adressée à la collectivité compétente qui apporte un soutien financier à l'Eaje.

## **Article 4 - Les engagements du gestionnaire**

### **4.1 - Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence<sup>500</sup> et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;

<sup>500</sup> Circulaire 2014 007 du 26 mars 2014 à la date de signature de la convention, accessible sur [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **4.2 - Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents. Ce projet d'accueil est conforme aux critères de qualité de la Charte d'accueil du jeune enfant ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention. Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site « Caf.fr » et le site « monenfant.fr ».

#### **4.3 - Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

#### **4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »**

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr », propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;

- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

#### **4.5 - Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

#### **4.6 – Au regard de l'enquête « Filoué »**

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour se faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué) à finalité purement statistique. Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la Cnaf. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

La participation à l'enquête Filoué est généralisée progressivement au fur et à mesure de la détention du module de gestion Filoué dans le logiciel de gestion des Eaje. Le gestionnaire la mettra en œuvre dès qu'il en aura la possibilité technique.

#### **4.7 - Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul d'un droit aux subventions prévues dans la présente convention. Tout contrôle des services de PMI concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entraînant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement sera pris en compte.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

## Article 5 - Les pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service unique « Psu », du bonus « inclusion handicap » et du bonus « mixité sociale » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

### 5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

#### Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|--|--|
| <b>Existence légale</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</li> <li>- Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</li> <li>- Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives</li> <li>- Numéro SIREN / SIRET</li> </ul> | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).  |  |
| <b>Capacité du contractant</b>  | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau   | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau             |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)  |  |

### Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Existence légale</b>         | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence<br>- Numéro SIREN / SIRET                | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN  |  |

### Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention                                      |
|---------------------------------|--|---|
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). |   |
| <b>Existence légale</b>         | Numéro SIREN / SIRET   |   |
| <b>Existence légale</b>         | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois                                    | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)                       |   |

## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

| Nature de l'élément justifié                   | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention  |
|--|---|--|
| <b>Autorisation de fonctionnement</b>          | <p><u>En cas de gestionnaire privé</u> :<br/>                     Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p><u>En cas de gestionnaire public</u> : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p>Dans l'attente de cette autorisation ou de cet avis, des justificatifs d'ouverture (contrats conclus avec les familles) et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du Conseil départemental.</p> | Attestation de non-changement des<br>Justificatifs d'autorisation d'ouverture  |
| <b>Qualité du projet</b>                       | Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet éducatif et projet social.<br><br>Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp  | Projet d'établissement (= projet éducatif et projet social)<br><br>Règlement de fonctionnement   |
| <b>Contrat de concession</b>                   | En cas de délégation de service public, ou de marché public.  | En case de délégation de service public, ou de marché public.  |
| <b>Fiche de référencement « monenfant.fr »</b> | Imprimé type recueil de données   | Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant-fr et/ou en cas de campagne de réactualisation |

(\*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).



### **5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la Psu, des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> | <b>Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte</b>                      | <b>Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif</b>   |
|-------------------------------------|---|--|
| <b>Eléments financiers</b>          | Budget prévisionnel N.<br><i>Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.</i> | Compte de résultat N.  |
| <b>Activité</b>                     | Nombre d'actes prévisionnels N.<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap                                 | Nombre d'actes facturés et réalisés N ; avec identification du nombre d'heures facturées enfants en situation de handicap durant l'année concernée<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

### **5.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>Activité</b>                     | Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre actes réalisés et facturés</li> <li>- Montant des participations familiales.</li> <li>- Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap</li> </ul> |

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

## **Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales**

La Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafond). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit à la Psu, aux bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et bonus territoire Ctg.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.

La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (recs et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf, et peut accompagner le gestionnaire en cas de difficulté.

## **Article 7 – L'évaluation et le contrôle**

### **7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements. Celui-ci interviendra en fin de période pour cette convention.

### **7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention**

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc..., La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

## **Article 9 – La fin de la convention**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**Article 10 – Les recours**

- **Recours amiable**

La prestation de service unique « Psu », le bonus « inclusion handicap », le bonus « mixité sociale », et le bonus territoire Ctg étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

\*\*\*\*\*

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**Fait à Nanterre,**

**Le 21/09/2021,**

**En 1 exemplaire**

**La Caf**

Fait le 01/10/2021

*Caroline GUGENHEIM*

Signé par Caroline GUGENHEIM

 Signé et certifié par 

**Caroline GUGENHEIM**  
**Directeur de la**  
**Caisse d'Allocations Familiales**  
**des Hauts-de-Seine**

**Le gestionnaire**

Fait le 01/10/2021

*Jacqueline BELHOMME*

Signé par Jacqueline BELHOMME

 Signé et certifié par 

**Jacqueline BELHOMME**  
**Maire**  
**COMMUNE DE MALAKOFF**

# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires ou aux salariés de la branche Famille.

### ARTICLE 1

#### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

### ARTICLE 2

#### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

### ARTICLE 3

#### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 4

#### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

### ARTICLE 5

#### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSELYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

### ARTICLE 6

#### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 7

#### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés

et bénévoles, tout prosélytisme est prosaïque et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

### ARTICLE 8

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

### ARTICLE 9

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1<sup>er</sup> septembre 2015.



# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

## Convention bipartite



### Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus Territoire Ctg**

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE MALAKOFF

Structure : LA TOUR

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

*Mars 2020*

Les conditions ci-dessous de la subvention dite Prestation de service unique « P su », du bonus « inclusion handicap », du bonus « mixité sociale », et du bonus « territoire Ctg » ainsi que des annexes constituent la présente convention.

**Entre :**

**COMMUNE DE MALAKOFF représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire  
Dont le siège est situé Place DU 11 NOVEMBRE - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**Caisse d'allocations familiales des HAUTS-DE-SEINE, représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, Directeur,  
Dont le siège est situé 70-88, RUE PAUL LESCOP – 92023 NANTERRE CEDEX.**

Ci-après désignée « la Caf ».

## Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

## Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante et de poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre.



## **1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite Prestation de service unique « Psu »**

Les objectifs poursuivis lors de la mise en place de la Psu demeurent :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème fixé par la Cnaf. La tarification est proportionnelle aux ressources des familles, mais les gestionnaires ne sont pas incités à sélectionner les familles en fonction de leurs revenus puisque le montant de la Psu est d'autant plus élevé que les participations familiales sont moindres (principe de neutralisation des participations familiales).
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas.
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles et permet d'optimiser les taux d'occupation des Eaje en accroissant la capacité de réponse aux besoins et ainsi leur utilité sociale.
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence.
- Soutenir les temps de concertation nécessaires à l'accueil des enfants

## **1.2 - Les objectifs poursuivis par le bonus « inclusion handicap »**

Le bonus « inclusion handicap » vise à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants porteurs de handicap avec les autres enfants, affirmé tant en droit international qu'en droit interne. L'accessibilité des enfants en situation de handicap aux institutions et notamment aux Eaje est inscrite dans la loi du 11 février 2005 et le code de la santé publique (R2324-17) indique : « *Les établissements d'accueil des jeunes enfants (Eaje) accueillent les enfants en situation de handicap et concourent, à ce titre, à leur intégration* ». Dès lors, le projet d'accueil des Eaje doit faire apparaître les dispositions particulières prises pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap »

Cet accueil favorise le maintien dans l'emploi des familles confrontées au handicap d'un enfant, offre aux parents qui ont cessé leur activité professionnelle un temps de répit et contribue à l'éveil et au développement de l'enfant.

Le rapport du Haut conseil de l'enfance et de l'adolescence en date du 5 juillet 2018 souligne que « *les enjeux de la petite enfance et du handicap doivent être davantage développés dans les politiques publiques, pour au moins deux raisons* :

- *L'inclusion, la vie partagée entre tous les enfants dans des services de droit commun, doit devenir la norme dès la petite enfance, ce qui prépare l'inclusion future.*
- *L'accueil de tous les petits enfants ensemble pose les bases d'un rapport de familiarité avec le handicap, et non d'étrangeté, socle d'une société inclusive.* »

Pour les gestionnaires d'Eaje, plusieurs freins à l'accueil des enfants porteurs de handicap sont identifiés : besoin de formations des personnels, de renforts de personnels besoin de temps de concertation entre professionnels et avec les parents plus importants, nécessité de disposer de matériel spécifique. En outre, les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants de droits calculés au titre de la Psu.

### **1.3 - Les objectifs poursuivis par le bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje. Cet accueil est déjà en partie inscrit dans la loi. Ainsi, le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement doivent garantir une place par tranche de 20 places pour les enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa<sup>4451</sup>.

Prolongeant cet objectif, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a placé la petite enfance comme engagement n°1 : « *L'égalité des chances, dès les premiers pas, pour rompre la reproduction de la pauvreté* ».

En effet, l'accueil collectif favorise le « développement complet » de l'enfant, à savoir « *le développement physique, affectif, cognitif, émotionnel et social* »<sup>4452</sup> ainsi que l'acquisition du langage. Cet accueil profite tout particulièrement aux enfants issus des familles socialement fragilisées. En préparant ainsi l'avenir de ces enfants, l'accueil en crèche participe à une véritable politique d'égalité des chances, de réduction des inégalités sociales et d'investissement social. Pour autant, malgré la neutralisation des participations familiales, le seul financement des Eaje par la Psu ne favorise pas suffisamment l'accueil de ces enfants, dont les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants des droits calculés au titre de la Psu.

### **1.4 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service unique (Psu) versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse (et des dispositifs spécifiques dédiés aux départements d'outre-mer), cette subvention de fonctionnement vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics.
- Poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire ctg attribuée pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale sera ainsi modulé en fonction de la richesse du territoire.

---

4451 Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7 : « *Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, [...], prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées* ».

4452 Rapport Giampino, *Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels*, du 9/05/2016

## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention et aux bonus**

### **2.1 - L'éligibilité à la prestation de service et aux bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

La Psu peut être attribuée aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique<sup>4453</sup> :

- Les établissements d'accueil collectif, et notamment les multi-accueils ;
- Les établissements à gestion parentale ;
- Les jardins d'enfants ;
- Les services d'accueil familiaux<sup>4454</sup> et les micro-crèches qui ne bénéficient pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. Ceux-ci doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de quartier »<sup>4455</sup> bénéficiant de la Psu s'assurent que les enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, et/ou les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa puissent aisément accéder à une place d'accueil.

Les « crèche de personnel »<sup>4456</sup> doivent quant à elle contribuer aux efforts de mixité sociale et accueillir au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

### **2.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire/Ctg est attribué au gestionnaire éligible à la Psu, qui bénéficie d'un soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance et signataire d'une Ctg. Le bonus territoire/Ctg s'inscrit dans un projet stratégique de développement territorial, c'est pourquoi il est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale par la collectivité territoriale compétente.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux natures :

- Sous forme monétaire (achats de places pour les habitants, subvention d'équilibre ...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide)

<sup>4453</sup> Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

<sup>4454</sup> Conformément à l'article D. 531-23 Csp - relatif à la Paje -, les ménages peuvent bénéficier du complément mode de garde structure de la Paje lorsqu'ils recourent à un service d'accueil familial géré par une association ou une entreprise. Dans ce cas, les établissements qui ont choisi, pour l'ensemble de leur public, ce mode financement ne peuvent pas bénéficier de la Psu ni d'aucune autre aide issue du Fnas pour leur fonctionnement.

<sup>4455</sup> Etablissements où au moins deux tiers des enfants accueillis proviennent du quartier.

<sup>4456</sup> Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.

## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service unique et des bonus

### 3.1 - Les modalités de calcul de la Psu

La Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales. Ainsi le montant annuel de la Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

$$\begin{aligned} &[(\text{Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale X 66\% du prix de revient} \\ &\text{plafonné})^{4457} - \\ &\text{Total des participations familiales déductibles}] \text{ X taux de ressortissants du régime général}^{4458} + \\ &(\text{6 heures de concertation X nombre de places 0-5 ans}^{4459} \text{ fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil} \\ &\text{départemental X 66\% du prix de revient plafond}^{4460} \text{ X taux de ressortissants du régime général})^{4461} \end{aligned}$$

#### - Les données concourant au mode de calcul de la Psu

Il existe plusieurs types d'actes concourant au calcul de la Psu. L'unité de calcul de la Psu est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées : il s'agit des heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants.<sup>4462</sup>

Les heures facturées : pour l'accueil régulier, les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Ce contrat peut faire l'objet d'une facture mensuelle selon la règle de mensualisation si le gestionnaire a retenu ce mode de facturation. Des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

<sup>4457</sup> Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

<sup>4458</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>4459</sup> Les heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis du président du conseil départemental

<sup>4460</sup> Déterminé selon le niveau de service

<sup>4461</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>4462</sup> L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraîne l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

**Heures facturées** = heures réalisées (prévues ou non au contrat) ~~heures d'adaptation~~ lorsqu'elles sont gratuites + heures d'absences non déductibles.

Les heures ouvrant droit : elles sont égales aux heures facturées sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an).

Les heures de concertation : Les heures de concertation contribuent à la qualité du projet d'accueil en prenant mieux en compte les heures de réunion d'équipe, d'analyse de la pratique, de temps d'accueil, de discussion et d'animation collective avec les parents, etc. Ces temps de concertation entre professionnels mais aussi entre professionnels et parents, s'avèrent particulièrement importants pour les parents en situation de pauvreté ou pour les parents d'enfants porteurs de handicap.

6 heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis émis par le Président du conseil départemental.

La branche Famille finance ces heures à hauteur de 66% du coût de fonctionnement horaire, dans la limite du barème des prestations de service en vigueur (sans déduction des participations familiales) pour les places occupées par des enfants relevant du régime général de la sécurité sociale.

#### **- Les éléments nécessaires au calcul de la Psu**

Le prix de revient réel : le prix de revient réel par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Ainsi le prix de revient réel = prix de revient horaire = Total des charges/nombre d'heures réalisées.

Le seuil d'exclusion : la mise en place du seuil d'exclusion de la prestation de service unique (Psu) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion est donné chaque année dans le barème des prestations de service.

Le prix de revient plafond : les Eaje sont financés selon le niveau de service rendu. Ainsi, les critères pour déterminer le prix plafond applicable pour le calcul du droit sont :

- La fourniture des repas : la fourniture des repas comprend l'ensemble des repas (collations et goûter compris). La fourniture du lait infantile est facultative ;
- La fourniture des couches et des produits d'hygiène<sup>4463</sup> ;
- L'adaptation des contrats aux besoins des familles à travers le taux de facturation (il s'agit du ratio « heures facturées/heures réalisées<sup>4464</sup> »)

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique « Psu » en fonction de ces différents critères et sont à cet effet publiés sur le caf.fr.

4463 Le cas « sans couches ou repas » correspond à trois situations :

- Fournitures des repas sans les couches,
- Fourniture des couches sans repas
- Non fourniture des couches et non fourniture des repas

4464 Le taux de facturation mesure l'écart entre les heures facturées et réalisées et est calculé ainsi : heures facturées / heures réalisées. Il s'agit d'un écart relatif (en% des heures réalisées).

## **- Les participations familiales**

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la Psu. Certaines majorations à la participation sont tolérées par la Cnaf sous réserve qu'elles ne contreviennent pas aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale) et que les familles en soient informées.

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles y compris les majorations doivent être portée dans un seul compte (numéro 70641)<sup>4465</sup>, à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

La détermination des ressources des familles à prendre en compte diffèrent selon que les parents sont salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.

Les gestionnaires doivent, dans la mesure du possible, utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge).

Le taux de participation familiale : le tarif horaire demandé à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources Le taux de participation familiale dépend du type d'accueil et il est modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales<sup>4466</sup>.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond, publié en début d'année civile par la Cnaf :

- Le plancher : en cas d'absence de ressources, il faut retenir un montant « plancher ». Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher.
- Le plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

### **3.2 - Les modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »**

Les Eaje financés par la Psu sont éligibles aux bonus « inclusion handicap », quel que soit le type de gestionnaire dès lors qu'il remplit les critères précisés ci-dessous.

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

<sup>4465</sup> Lorsque la majoration concerne des frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s) pour un montant supérieur à 50€, alors la part de majoration inférieure 50€ doit être portée au compte n°70642 et le restant au compte n°70641

<sup>4466</sup> La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.

- Du pourcentage d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum <sup>4467</sup> par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.

Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

**Places agréées (maximum de l'année) x [(% d'enfants porteurs de handicap x Taux de financement x Coût par place dans la limite du plafond de coût par place)**

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis dans la structure.

Détermination du pourcentage d'enfants porteurs de handicap à retenir dans le calcul : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce pourcentage est déterminé à partir des enfants bénéficiaires d'Aeeh et des enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure.<sup>4468</sup>  
Il est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine de la manière suivante

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Ce coût par place est plafonné<sup>4469</sup>.

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour le droit N ; dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

<sup>4467</sup> Selon un barème annuel publié par la Cnaf

<sup>4468</sup> Ce critère est défini par la circulaire de référence publiée par la Cnaf.

<sup>4469</sup> Tel qu'indiqué dans le barème annuel publié par la Cnaf.

### **3.3 - Les modalités de calcul du bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure. Il consiste en un forfait de financement attribué à l'ensemble des places de la structure si le montant des participations familiales moyennes est faible. Ce montant est déterminé par tranche, et publié annuellement par la Cnaf.<sup>4470</sup>

**Places agréées (maximum de l'année) x (forfait selon montant participations familiales moyennes horaires)**

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales facturé au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total d'heures facturées au titre de l'année N}}$$

### **3.4 - Les modalités de calcul du bonus territoire/Ctg**

#### **Offre existante :**

**Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 60.**

**Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les place existantes soutenue par la collectivité : 400,00 (€).**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total<sup>4471</sup> de la Psej de N-1 au titre du Cej, du montant du Fonds de rééquilibrage territorial (Frt), du bonus territoires prioritaires et des dispositifs dérogatoires Dom : Contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs (Caso), du contrat de rattrapage (Cr) et du contrat d'accompagnement adapté (Caa)/ Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

#### **Offre nouvelle**

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national<sup>4472</sup> prenant en compte les caractéristiques du territoire (potentiel financier<sup>4473</sup> par habitant et revenu par habitant<sup>4474</sup>) publié annuellement par la Cnaf.

<sup>4470</sup> A compter de 2019, trois tranches sont établies pour déterminer le montant de bonus :

- 2100€/place lorsque les PF moyennes sont < ou = 0,75€ /h ;
- 800 € /place lorsque les PF moyennes sont > 0,75€/h et < ou = 1€/h
- 300€/place lorsque les PF moyennes sont >1€/h et < ou = 1,25€/h
- 0 € /place lorsque les PF moyennes sont > 1,25 €/h

<sup>4471</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du dispositif considéré.

<sup>4472</sup> Neuf tranches se découpent de la façon suivante : Potentiel financier /habitant >1200€, niveau de vie >21 300€ ; Potentiel financier/habitant >1200€,niveau de vie <=21300€ ; Potentiel financier /habitant <= 1200€, niveau de vie >20300€ ; Potentiel financier/habitant <=1200€, niveau de vie <=20300€, Potentiel financier /habitant<=900€,niveau de vie >19600€ ; Potentiel financier /habitant >=900€,niveau de vie <=19600€ ; Potentiel



## Plafond de financement

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas 90% des charges de l'Eaje.

### Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

|  |   |  |   |  |   |                            |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|
| Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant | X | Montant forfaitaire / place de l'offre existante | + | Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité | X | Barème nouvelle place Eaje |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|

## 3.5 - Le versement de la Psu

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé à :

**Taux fixe : 100 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 5 de la présente convention, produites au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la Psu, la Caf versera :

- Un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

---

financier /habitant<=700€,niveau de vie>=19300€ ; Potentiel financier /habitant <=700€, niveau de vie <=19300€ et tranche maximale.

<sup>4473</sup> Le potentiel financier correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens nationaux. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal (taxe d'habitation + taxe sur le foncier bâti et non bâti + taxe sur la cotisation foncière des entreprises), auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente (hors compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle).

<sup>4474</sup> Il s'agit de la médiane du revenu disponible par unité de consommation des ménages fiscaux, telle qu'elle est fournie par l'INSEE dans le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi).

### **3.6 - Le versement des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

L'éligibilité aux bonus au titre de l'année N est acquise une fois connues les données définitives de l'exercice. Le paiement des bonus par la Caf intervient donc en N+1, en même temps que le versement du solde de la Psu.

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le versement de la Psu et des bonus est effectué sous réserve des disponibilités de crédits.

### **3.7 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activités connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire. Une notification d'information sera également adressée à la collectivité compétente qui apporte un soutien financier à l'Eaje.

## **Article 4 - Les engagements du gestionnaire**

### **4.1 - Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence<sup>4475</sup> et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;

<sup>4475</sup> Circulaire 2014 007 du 26 mars 2014 à la date de signature de la convention, accessible sur [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **4.2 - Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents. Ce projet d'accueil est conforme aux critères de qualité de la Charte d'accueil du jeune enfant ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention. Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site « Caf.fr » et le site « monenfant.fr ».

#### **4.3 - Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

#### **4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »**

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr », propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;

- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

#### **4.5 - Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

#### **4.6 – Au regard de l'enquête « Filoué »**

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour se faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué) à finalité purement statistique. Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la Cnaf. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

La participation à l'enquête Filoué est généralisée progressivement au fur et à mesure de la détention du module de gestion Filoué dans le logiciel de gestion des Eaje. Le gestionnaire la mettra en œuvre dès qu'il en aura la possibilité technique.

#### **4.7 - Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul d'un droit aux subventions prévues dans la présente convention. Tout contrôle des services de PMI concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entraînant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement sera pris en compte.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

## **Article 5 - Les pièces justificatives**

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service unique « Psu », du bonus « inclusion handicap » et du bonus « mixité sociale » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

### **5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention**

#### **Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> | <b>Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention</b>   | <b>Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention</b> |
|-------------------------------------|--|---|
| <b>Existence légale</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</li> <li>- Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</li> <li>- Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives</li> <li>- Numéro SIREN / SIRET</li> </ul> | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Vocation</b>                     | - Statuts datés et signés  |   |
| <b>Destinataire du paiement</b>     | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).  |   |
| <b>Capacité du contractant</b>      | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau   | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau                    |
| <b>Pérennité</b>                    | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)  |   |

### Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Existence légale</b>         | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence<br>- Numéro SIREN / SIRET                | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN  |  |

### Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention                                      |
|---------------------------------|--|---|
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). |   |
| <b>Existence légale</b>         | Numéro SIREN / SIRET   |   |
| <b>Existence légale</b>         | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois                                    | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)                       |   |

## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

| Nature de l'élément justifié                   | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention  |
|--|---|--|
| <b>Autorisation de fonctionnement</b>          | <p><u>En cas de gestionnaire privé</u> :<br/>                     Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p><u>En cas de gestionnaire public</u> : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p>Dans l'attente de cette autorisation ou de cet avis, des justificatifs d'ouverture (contrats conclus avec les familles) et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du Conseil départemental.</p> | Attestation de non-changement des<br>Justificatifs d'autorisation d'ouverture  |
| <b>Qualité du projet</b>                       | Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet éducatif et projet social.<br><br>Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp  | Projet d'établissement (= projet éducatif et projet social)<br><br>Règlement de fonctionnement   |
| <b>Contrat de concession</b>                   | En cas de délégation de service public, ou de marché public.  | En case de délégation de service public, ou de marché public.  |
| <b>Fiche de référencement « monenfant.fr »</b> | Imprimé type recueil de données   | Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant-fr et/ou en cas de campagne de réactualisation |

(\*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).

### **5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la Psu, des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

| Nature de l'élément justifié | Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte                             | Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif  |
|------------------------------|---|--|
| <b>Eléments financiers</b>   | Budget prévisionnel N.<br><i>Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.</i> | Compte de résultat N.  |
| <b>Activité</b>              | Nombre d'actes prévisionnels N.<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap                                 | Nombre d'actes facturés et réalisés N ; avec identification du nombre d'heures facturées enfants en situation de handicap durant l'année concernée<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

### **5.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité**

| Nature de l'élément justifié |   |
|------------------------------|---|
| <b>Activité</b>              | Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre actes réalisés et facturés</li> <li>- Montant des participations familiales.</li> <li>- Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap</li> </ul> |

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

## **Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales**

La Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafond). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit à la Psu, aux bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et bonus territoire Ctg.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.



La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (recs et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf, et peut accompagner le gestionnaire en cas de difficulté.

## **Article 7 – L'évaluation et le contrôle**

### **7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements. Celui-ci interviendra en fin de période pour cette convention.

### **7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention**

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc..., La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

## **Article 9 – La fin de la convention**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**Article 10 – Les recours**

- **Recours amiable**

La prestation de service unique « Psu », le bonus « inclusion handicap », le bonus « mixité sociale », et le bonus territoire Ctg étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

\*\*\*\*\*

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**Fait à Nanterre,**

**Le 21/09/2021,**

**En 1 exemplaire**

**La Caf**

Fait le 20/10/2021

*Caroline GUGENHEIM*


Signé par Caroline GUGENHEIM  


**Caroline GUGENHEIM**  
**Directeur de la**  
**Caisse d'Allocations Familiales**  
**des Hauts-de-Seine**

**Le gestionnaire**

Fait le 20/10/2021

*Jacqueline BELHOMME*

Signé par Jacqueline BELHOMME  


**Jacqueline BELHOMME**  
**Maire**  
**COMMUNE DE MALAKOFF**

# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires ou aux salariés de la branche Famille.

### ARTICLE 1

#### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

### ARTICLE 2

#### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

### ARTICLE 3

#### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 4

#### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

### ARTICLE 5

#### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSELYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

### ARTICLE 6

#### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 7

#### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés

et bénévoles, tout prosélytisme est prosaïque et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

### ARTICLE 8

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

### ARTICLE 9

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1<sup>er</sup> septembre 2015.



# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

## Convention bipartite



### Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus Territoire Ctg**

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE MALAKOFF

Structure : Paul Vaillant Couturier

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

*Mars 2020*

Les conditions ci-dessous de la subvention dite Prestation de service unique « Psa », du bonus « inclusion handicap », du bonus « mixité sociale », et du bonus « territoire Ctg » ainsi que des annexes constituent la présente convention.

**Entre :**

**COMMUNE DE MALAKOFF représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire  
Dont le siège est situé Place DU 11 NOVEMBRE - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**Caisse d'allocations familiales des HAUTS-DE-SEINE, représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, Directeur,  
Dont le siège est situé 70-88, RUE PAUL LESCOP – 92023 NANTERRE CEDEX.**

Ci-après désignée « la Caf ».

## Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

## Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante et de poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre.

## **1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite Prestation de service unique « Psu »**

Les objectifs poursuivis lors de la mise en place de la Psu demeurent :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème fixé par la Cnaf. La tarification est proportionnelle aux ressources des familles, mais les gestionnaires ne sont pas incités à sélectionner les familles en fonction de leurs revenus puisque le montant de la Psu est d'autant plus élevé que les participations familiales sont moindres (principe de neutralisation des participations familiales).
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas.
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles et permet d'optimiser les taux d'occupation des Eaje en accroissant la capacité de réponse aux besoins et ainsi leur utilité sociale.
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence.
- Soutenir les temps de concertation nécessaires à l'accueil des enfants

## **1.2 - Les objectifs poursuivis par le bonus « inclusion handicap »**

Le bonus « inclusion handicap » vise à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants porteurs de handicap avec les autres enfants, affirmé tant en droit international qu'en droit interne. L'accessibilité des enfants en situation de handicap aux institutions et notamment aux Eaje est inscrite dans la loi du 11 février 2005 et le code de la santé publique (R2324-17) indique : « *Les établissements d'accueil des jeunes enfants (Eaje) accueillent les enfants en situation de handicap et concourent, à ce titre, à leur intégration* ». Dès lors, le projet d'accueil des Eaje doit faire apparaître les dispositions particulières prises pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap »

Cet accueil favorise le maintien dans l'emploi des familles confrontées au handicap d'un enfant, offre aux parents qui ont cessé leur activité professionnelle un temps de répit et contribue à l'éveil et au développement de l'enfant.

Le rapport du Haut conseil de l'enfance et de l'adolescence en date du 5 juillet 2018 souligne que « *les enjeux de la petite enfance et du handicap doivent être davantage développés dans les politiques publiques, pour au moins deux raisons* :

- *L'inclusion, la vie partagée entre tous les enfants dans des services de droit commun, doit devenir la norme dès la petite enfance, ce qui prépare l'inclusion future.*
- *L'accueil de tous les petits enfants ensemble pose les bases d'un rapport de familiarité avec le handicap, et non d'étrangeté, socle d'une société inclusive.* »

Pour les gestionnaires d'Eaje, plusieurs freins à l'accueil des enfants porteurs de handicap sont identifiés : besoin de formations des personnels, de renforts de personnels besoin de temps de concertation entre professionnels et avec les parents plus importants, nécessité de disposer de matériel spécifique. En outre, les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants de droits calculés au titre de la Psu.



### **1.3 - Les objectifs poursuivis par le bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje. Cet accueil est déjà en partie inscrit dans la loi. Ainsi, le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement doivent garantir une place par tranche de 20 places pour les enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa<sup>301</sup>.

Prolongeant cet objectif, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a placé la petite enfance comme engagement n°1 : « *L'égalité des chances, dès les premiers pas, pour rompre la reproduction de la pauvreté* ».

En effet, l'accueil collectif favorise le « développement complet » de l'enfant, à savoir « *le développement physique, affectif, cognitif, émotionnel et social* »<sup>302</sup> ainsi que l'acquisition du langage. Cet accueil profite tout particulièrement aux enfants issus des familles socialement fragilisées. En préparant ainsi l'avenir de ces enfants, l'accueil en crèche participe à une véritable politique d'égalité des chances, de réduction des inégalités sociales et d'investissement social. Pour autant, malgré la neutralisation des participations familiales, le seul financement des Eaje par la Psu ne favorise pas suffisamment l'accueil de ces enfants, dont les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants des droits calculés au titre de la Psu.

### **1.4 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service unique (Psu) versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse (et des dispositifs spécifiques dédiés aux départements d'outre-mer), cette subvention de fonctionnement vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics.
- Poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire ctg attribuée pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale sera ainsi modulé en fonction de la richesse du territoire.

---

301 Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7 : « *Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, [...], prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées* ».

302 Rapport Giampino, *Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels*, du 9/05/2016

## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention et aux bonus**

### **2.1 - L'éligibilité à la prestation de service et aux bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

La Psu peut être attribuée aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique<sup>303</sup> :

- Les établissements d'accueil collectif, et notamment les multi-accueils ;
- Les établissements à gestion parentale ;
- Les jardins d'enfants ;
- Les services d'accueil familiaux<sup>304</sup> et les micro-crèches qui ne bénéficient pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. Ceux-ci doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de quartier »<sup>305</sup> bénéficiant de la Psu s'assurent que les enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, et/ou les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa puissent aisément accéder à une place d'accueil.

Les « crèche de personnel »<sup>306</sup> doivent quant à elle contribuer aux efforts de mixité sociale et accueillir au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

### **2.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire/Ctg est attribué au gestionnaire éligible à la Psu, qui bénéficie d'un soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance et signataire d'une Ctg. Le bonus territoire/Ctg s'inscrit dans un projet stratégique de développement territorial, c'est pourquoi il est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale par la collectivité territoriale compétente.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux natures :

- Sous forme monétaire (achats de places pour les habitants, subvention d'équilibre ...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide)

<sup>303</sup> Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

<sup>304</sup> Conformément à l'article D. 531-23 Ccs - relatif à la Paje -, les ménages peuvent bénéficier du complément mode de garde structure de la Paje lorsqu'ils recourent à un service d'accueil familial géré par une association ou une entreprise. Dans ce cas, les établissements qui ont choisi, pour l'ensemble de leur public, ce mode financement ne peuvent pas bénéficier de la Psu ni d'aucune autre aide issue du Fnas pour leur fonctionnement.

<sup>305</sup> Etablissements où au moins deux tiers des enfants accueillis proviennent du quartier.

<sup>306</sup> Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.

## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service unique et des bonus

### 3.1 - Les modalités de calcul de la Psu

La Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales. Ainsi le montant annuel de la Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

$$\left[ (\text{Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale} \times 66\% \text{ du prix de revient plafonné})^{307} - \right. \\ \left. \text{Total des participations familiales déductibles} \right] \times \text{taux de ressortissants du régime général}^{308} + \\ (6 \text{ heures de concertation} \times \text{nombre de places 0-5 ans}^{309} \text{ fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil départemental} \times 66\% \text{ du prix de revient plafond}^{310} \times \text{taux de ressortissants du régime général})^{311}$$

#### - Les données concourant au mode de calcul de la Psu

Il existe plusieurs types d'actes concourant au calcul de la Psu. L'unité de calcul de la Psu est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées : il s'agit des heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants.<sup>312</sup>

Les heures facturées : pour l'accueil régulier, les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Ce contrat peut faire l'objet d'une facture mensuelle selon la règle de mensualisation si le gestionnaire a retenu ce mode de facturation. Des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

<sup>307</sup> Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

<sup>308</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>309</sup> Les heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis du président du conseil départemental

<sup>310</sup> Déterminé selon le niveau de service

<sup>311</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>312</sup> L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraîne l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

**Heures facturées** = heures réalisées (prévues ou non au contrat) ~~heures d'adaptation~~ lorsqu'elles sont gratuites + heures d'absences non déductibles.

Les heures ouvrant droit : elles sont égales aux heures facturées sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an).

Les heures de concertation : Les heures de concertation contribuent à la qualité du projet d'accueil en prenant mieux en compte les heures de réunion d'équipe, d'analyse de la pratique, de temps d'accueil, de discussion et d'animation collective avec les parents, etc. Ces temps de concertation entre professionnels mais aussi entre professionnels et parents, s'avèrent particulièrement importants pour les parents en situation de pauvreté ou pour les parents d'enfants porteurs de handicap.

6 heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis émis par le Président du conseil départemental.

La branche Famille finance ces heures à hauteur de 66% du coût de fonctionnement horaire, dans la limite du barème des prestations de service en vigueur (sans déduction des participations familiales) pour les places occupées par des enfants relevant du régime général de la sécurité sociale.

#### **- Les éléments nécessaires au calcul de la Psu**

Le prix de revient réel : le prix de revient réel par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Ainsi le prix de revient réel = prix de revient horaire = Total des charges/nombre d'heures réalisées.

Le seuil d'exclusion : la mise en place du seuil d'exclusion de la prestation de service unique (Psu) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion est donné chaque année dans le barème des prestations de service.

Le prix de revient plafond : les Eaje sont financés selon le niveau de service rendu. Ainsi, les critères pour déterminer le prix plafond applicable pour le calcul du droit sont :

- La fourniture des repas : la fourniture des repas comprend l'ensemble des repas (collations et goûter compris). La fourniture du lait infantile est facultative ;
- La fourniture des couches et des produits d'hygiène<sup>313</sup> ;
- L'adaptation des contrats aux besoins des familles à travers le taux de facturation (il s'agit du ratio « heures facturées/heures réalisées<sup>314</sup> »)

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique « Psu » en fonction de ces différents critères et sont à cet effet publiés sur le caf.fr.

313 Le cas « sans couches ou repas » correspond à trois situations :

- Fournitures des repas sans les couches,
- Fourniture des couches sans repas
- Non fourniture des couches et non fourniture des repas

314 Le taux de facturation mesure l'écart entre les heures facturées et réalisées et est calculé ainsi : heures facturées / heures réalisées. Il s'agit d'un écart relatif (en% des heures réalisées).

## **- Les participations familiales**

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la Psu. Certaines majorations à la participation sont tolérées par la Cnaf sous réserve qu'elles ne contreviennent pas aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale) et que les familles en soient informées.

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles y compris les majorations doivent être portée dans un seul compte (numéro 70641)<sup>315</sup>, à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

La détermination des ressources des familles à prendre en compte diffèrent selon que les parents sont salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.

Les gestionnaires doivent, dans la mesure du possible, utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge).

Le taux de participation familiale : le tarif horaire demandé à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources Le taux de participation familiale dépend du type d'accueil et il est modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales<sup>316</sup>.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond, publié en début d'année civile par la Cnaf :

- Le plancher : en cas d'absence de ressources, il faut retenir un montant « plancher ». Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher.
- Le plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

### **3.2 - Les modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »**

Les Eaje financés par la Psu sont éligibles aux bonus « inclusion handicap », quel que soit le type de gestionnaire dès lors qu'il remplit les critères précisés ci-dessous.

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

<sup>315</sup> Lorsque la majoration concerne des frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s) pour un montant supérieur à 50€, alors la part de majoration inférieure 50€ doit être portée au compte n°70642 et le restant au compte n°70641

<sup>316</sup> La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.

- Du pourcentage d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum <sup>317</sup> par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap. Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

**Places agréées (maximum de l'année) x [(% d'enfants porteurs de handicap x Taux de financement x Coût par place dans la limite du plafond de coût par place)**

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis dans la structure.

Détermination du pourcentage d'enfants porteurs de handicap à retenir dans le calcul : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce pourcentage est déterminé à partir des enfants bénéficiaires d'Aeeh et des enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure.<sup>318</sup> Il est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine de la manière suivante

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Ce coût par place est plafonné<sup>319</sup>.

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour le droit N ; dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

<sup>317</sup> Selon un barème annuel publié par la Cnaf

<sup>318</sup> Ce critère est défini par la circulaire de référence publiée par la Cnaf.

<sup>319</sup> Tel qu'indiqué dans le barème annuel publié par la Cnaf.

### **3.3 - Les modalités de calcul du bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure. Il consiste en un forfait de financement attribué à l'ensemble des places de la structure si le montant des participations familiales moyennes est faible. Ce montant est déterminé par tranche, et publié annuellement par la Cnaf.<sup>320</sup>

**Places agréées (maximum de l'année) x (forfait selon montant participations familiales moyennes horaires)**

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales facturé au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total d'heures facturées au titre de l'année N}}$$

### **3.4 - Les modalités de calcul du bonus territoire/Ctg**

#### **Offre existante :**

**Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 60.**

**Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les place existantes soutenue par la collectivité : 400,00 (€).**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total<sup>321</sup> de la Psej de N-1 au titre du Cej, du montant du Fonds de rééquilibrage territorial (Frt), du bonus territoires prioritaires et des dispositifs dérogatoires Dom : Contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs (Caso), du contrat de rattrapage (Cr) et du contrat d'accompagnement adapté (Caa)/ Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

#### **Offre nouvelle**

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national<sup>322</sup> prenant en compte les caractéristiques du territoire (potentiel financier<sup>323</sup> par habitant et revenu par habitant<sup>324</sup>) publié annuellement par la Cnaf.

<sup>320</sup> A compter de 2019, trois tranches sont établies pour déterminer le montant de bonus :

- 2100€/place lorsque les PF moyennes sont < ou = 0,75€ /h ;
- 800 € /place lorsque les PF moyennes sont > 0,75€/h et < ou = 1€/h
- 300€/place lorsque les PF moyennes sont >1€/h et < ou = 1,25€/h
- 0 € /place lorsque les PF moyennes sont > 1,25 €/h

<sup>321</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du dispositif considéré.

<sup>322</sup> Neuf tranches se découpent de la façon suivante : Potentiel financier /habitant >1200€, niveau de vie >21 300€ ; Potentiel financier/habitant >1200€,niveau de vie <=21300€ ; Potentiel financier /habitant <= 1200€, niveau de vie >20300€ ; Potentiel financier/habitant <=12000€, niveau de vie <=20300€, Potentiel financier /habitant<=900€,niveau de vie >19600€ ; Potentiel financier /habitant >=900€,niveau de vie <=19600€ ; Potentiel

## Plafond de financement

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas 90% des charges de l'Eaje.

### Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

|  |   |  |   |  |   |                            |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|
| Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant | X | Montant forfaitaire / place de l'offre existante | + | Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité | X | Barème nouvelle place Eaje |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|

## 3.5 - Le versement de la Psu

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé à :

**Taux fixe : 100 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 5 de la présente convention, produites au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la Psu, la Caf versera :

- Un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

---

financier /habitant<=700€,niveau de vie>=19300€ ; Potentiel financier /habitant <=700€, niveau de vie <=19300€ et tranche maximale.

<sup>323</sup> Le potentiel financier correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens nationaux. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal (taxe d'habitation + taxe sur le foncier bâti et non bâti + taxe sur la cotisation foncière des entreprises), auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente (hors compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle).

<sup>324</sup> Il s'agit de la médiane du revenu disponible par unité de consommation des ménages fiscaux, telle qu'elle est fournie par l'INSEE dans le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi).



### **3.6 - Le versement des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

L'éligibilité aux bonus au titre de l'année N est acquise une fois connues les données définitives de l'exercice. Le paiement des bonus par la Caf intervient donc en N+1, en même temps que le versement du solde de la Psu.

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le versement de la Psu et des bonus est effectué sous réserve des disponibilités de crédits.

### **3.7 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activités connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire. Une notification d'information sera également adressée à la collectivité compétente qui apporte un soutien financier à l'Eaje.

## **Article 4 - Les engagements du gestionnaire**

### **4.1 - Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence<sup>325</sup> et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;

<sup>325</sup> Circulaire 2014 007 du 26 mars 2014 à la date de signature de la convention, accessible sur [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **4.2 - Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents. Ce projet d'accueil est conforme aux critères de qualité de la Charte d'accueil du jeune enfant ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention. Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site « Caf.fr » et le site « monenfant.fr ».

#### **4.3 - Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

#### **4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »**

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr », propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;

- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

#### **4.5 - Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

#### **4.6 – Au regard de l'enquête « Filoué »**

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour se faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué) à finalité purement statistique. Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la Cnaf. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

La participation à l'enquête Filoué est généralisée progressivement au fur et à mesure de la détention du module de gestion Filoué dans le logiciel de gestion des Eaje. Le gestionnaire la mettra en œuvre dès qu'il en aura la possibilité technique.

#### **4.7 - Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul d'un droit aux subventions prévues dans la présente convention. Tout contrôle des services de PMI concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entraînant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement sera pris en compte.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

## Article 5 - Les pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service unique « Psu », du bonus « inclusion handicap » et du bonus « mixité sociale » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

### 5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

#### Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|--|--|
| <b>Existence légale</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</li> <li>- Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</li> <li>- Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives</li> <li>- Numéro SIREN / SIRET</li> </ul> | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).  |  |
| <b>Capacité du contractant</b>  | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau   | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau             |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)  |  |

### Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Existence légale</b>         | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence<br>- Numéro SIREN / SIRET                | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN  |  |

### Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention                                      |
|---------------------------------|--|---|
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). |   |
| <b>Existence légale</b>         | Numéro SIREN / SIRET   |   |
|                                 | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois                                    | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)                       |   |

## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

| Nature de l'élément justifié                   | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention  |
|--|---|--|
| <b>Autorisation de fonctionnement</b>          | <p><u>En cas de gestionnaire privé</u> :<br/>                     Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p><u>En cas de gestionnaire public</u> : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p>Dans l'attente de cette autorisation ou de cet avis, des justificatifs d'ouverture (contrats conclus avec les familles) et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du Conseil départemental.</p> | Attestation de non-changement des<br>Justificatifs d'autorisation d'ouverture  |
| <b>Qualité du projet</b>                       | Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet éducatif et projet social.<br><br>Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp  | Projet d'établissement (= projet éducatif et projet social)<br><br>Règlement de fonctionnement   |
| <b>Contrat de concession</b>                   | En cas de délégation de service public, ou de marché public.  | En case de délégation de service public, ou de marché public.  |
| <b>Fiche de référencement « monenfant.fr »</b> | Imprimé type recueil de données   | Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation |

(\*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).

### **5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la Psu, des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

| Nature de l'élément justifié | Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte                             | Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif  |
|------------------------------|---|--|
| <b>Eléments financiers</b>   | Budget prévisionnel N.<br><i>Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.</i> | Compte de résultat N.  |
| <b>Activité</b>              | Nombre d'actes prévisionnels N.<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap                                 | Nombre d'actes facturés et réalisés N ; avec identification du nombre d'heures facturées enfants en situation de handicap durant l'année concernée<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

### **5.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité**

| Nature de l'élément justifié |  |
|------------------------------|--|
| <b>Activité</b>              | Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux :<br>- Nombre actes réalisés et facturés<br>- Montant des participations familiales.<br>- Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

## **Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales**

La Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafond). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit à la Psu, aux bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et bonus territoire Ctg.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.

La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (recs et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf, et peut accompagner le gestionnaire en cas de difficulté.

## **Article 7 – L'évaluation et le contrôle**

### **7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements. Celui-ci interviendra en fin de période pour cette convention.

### **7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention**

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc..., La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.



Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

## **Article 9 – La fin de la convention**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**Article 10 – Les recours**

- **Recours amiable**

La prestation de service unique « Psu », le bonus « inclusion handicap », le bonus « mixité sociale », et le bonus territoire Ctg étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

\*\*\*\*\*

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**Fait à Nanterre,**

**Le 21/09/2021,**

**En 1 exemplaire**

**La Caf**

Fait le 01/10/2021

*Caroline GUGENHEIM*

Signé par Caroline GUGENHEIM

✓ Signé et certifié par 

**Caroline GUGENHEIM**  
**Directeur de la**  
**Caisse d'Allocations Familiales**  
**des Hauts-de-Seine**

**Le gestionnaire**

Fait le 01/10/2021

*Jacqueline BELHOMME*

Signé par Jacqueline BELHOMME

✓ Signé et certifié par 

**Jacqueline BELHOMME**  
**Maire**  
**COMMUNE DE MALAKOFF**

# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires ou aux salariés de la branche Famille.

### ARTICLE 1

#### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

### ARTICLE 2

#### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

### ARTICLE 3

#### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 4

#### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

### ARTICLE 5

#### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSELYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

### ARTICLE 6

#### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 7

#### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés

et bénévoles, tout prosélytisme est prosaïque et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

### ARTICLE 8

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

### ARTICLE 9

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1<sup>er</sup> septembre 2015.



# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

## Convention bipartite



### Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus Territoire Ctg**

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE MALAKOFF

Structure : Pierre Valette

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

*Mars 2020*

Les conditions ci-dessous de la subvention dite Prestation de service unique « P su », du bonus « inclusion handicap », du bonus « mixité sociale », et du bonus « territoire Ctg » ainsi que des annexes constituent la présente convention.

**Entre :**

**COMMUNE DE MALAKOFF représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire  
Dont le siège est situé Place DU 11 NOVEMBRE - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**Caisse d'allocations familiales des HAUTS-DE-SEINE, représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, Directeur,  
Dont le siège est situé 70-88, RUE PAUL LESCOP – 92023 NANTERRE CEDEX.**

Ci-après désignée « la Caf ».

## Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

## Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante et de poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre.

## **1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite Prestation de service unique « Psu »**

Les objectifs poursuivis lors de la mise en place de la Psu demeurent :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème fixé par la Cnaf. La tarification est proportionnelle aux ressources des familles, mais les gestionnaires ne sont pas incités à sélectionner les familles en fonction de leurs revenus puisque le montant de la Psu est d'autant plus élevé que les participations familiales sont moindres (principe de neutralisation des participations familiales).
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas.
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles et permet d'optimiser les taux d'occupation des Eaje en accroissant la capacité de réponse aux besoins et ainsi leur utilité sociale.
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence.
- Soutenir les temps de concertation nécessaires à l'accueil des enfants

## **1.2 - Les objectifs poursuivis par le bonus « inclusion handicap »**

Le bonus « inclusion handicap » vise à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants porteurs de handicap avec les autres enfants, affirmé tant en droit international qu'en droit interne. L'accessibilité des enfants en situation de handicap aux institutions et notamment aux Eaje est inscrite dans la loi du 11 février 2005 et le code de la santé publique (R2324-17) indique : « *Les établissements d'accueil des jeunes enfants (Eaje) accueillent les enfants en situation de handicap et concourent, à ce titre, à leur intégration* ». *Dès lors, le projet d'accueil des Eaje doit faire apparaître les dispositions particulières prises pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap* »

Cet accueil favorise le maintien dans l'emploi des familles confrontées au handicap d'un enfant, offre aux parents qui ont cessé leur activité professionnelle un temps de répit et contribue à l'éveil et au développement de l'enfant.

Le rapport du Haut conseil de l'enfance et de l'adolescence en date du 5 juillet 2018 souligne que « *les enjeux de la petite enfance et du handicap doivent être davantage développés dans les politiques publiques, pour au moins deux raisons* :

- *L'inclusion, la vie partagée entre tous les enfants dans des services de droit commun, doit devenir la norme dès la petite enfance, ce qui prépare l'inclusion future.*
- *L'accueil de tous les petits enfants ensemble pose les bases d'un rapport de familiarité avec le handicap, et non d'étrangeté, socle d'une société inclusive.* »

Pour les gestionnaires d'Eaje, plusieurs freins à l'accueil des enfants porteurs de handicap sont identifiés : besoin de formations des personnels, de renforts de personnels besoin de temps de concertation entre professionnels et avec les parents plus importants, nécessité de disposer de matériel spécifique. En outre, les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants de droits calculés au titre de la Psu.

### **1.3 - Les objectifs poursuivis par le bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje. Cet accueil est déjà en partie inscrit dans la loi. Ainsi, le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement doivent garantir une place par tranche de 20 places pour les enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa<sup>1876</sup>.

Prolongeant cet objectif, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a placé la petite enfance comme engagement n°1 : « *L'égalité des chances, dès les premiers pas, pour rompre la reproduction de la pauvreté* ».

En effet, l'accueil collectif favorise le « développement complet » de l'enfant, à savoir « *le développement physique, affectif, cognitif, émotionnel et social* »<sup>1877</sup> ainsi que l'acquisition du langage. Cet accueil profite tout particulièrement aux enfants issus des familles socialement fragilisées. En préparant ainsi l'avenir de ces enfants, l'accueil en crèche participe à une véritable politique d'égalité des chances, de réduction des inégalités sociales et d'investissement social. Pour autant, malgré la neutralisation des participations familiales, le seul financement des Eaje par la Psu ne favorise pas suffisamment l'accueil de ces enfants, dont les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants des droits calculés au titre de la Psu.

### **1.4 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service unique (Psu) versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse (et des dispositifs spécifiques dédiés aux départements d'outre-mer), cette subvention de fonctionnement vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics.
- Poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire ctg attribuée pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale sera ainsi modulé en fonction de la richesse du territoire.

---

1876 Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7 : « *Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, [...], prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées* ».

1877 Rapport Giampino, *Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels*, du 9/05/2016



## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention et aux bonus**

### **2.1 - L'éligibilité à la prestation de service et aux bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

La Psu peut être attribuée aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique<sup>1878</sup> :

- Les établissements d'accueil collectif, et notamment les multi-accueil ;
- Les établissements à gestion parentale ;
- Les jardins d'enfants ;
- Les services d'accueil familiaux<sup>1879</sup> et les micro-crèches qui ne bénéficient pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. Ceux-ci doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de quartier »<sup>1880</sup> bénéficiant de la Psu s'assurent que les enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, et/ou les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa puissent aisément accéder à une place d'accueil.

Les « crèche de personnel »<sup>1881</sup> doivent quant à elle contribuer aux efforts de mixité sociale et accueillir au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

### **2.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire/Ctg est attribué au gestionnaire éligible à la Psu, qui bénéficie d'un soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance et signataire d'une Ctg. Le bonus territoire/Ctg s'inscrit dans un projet stratégique de développement territorial, c'est pourquoi il est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale par la collectivité territoriale compétente.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux natures :

- Sous forme monétaire (achats de places pour les habitants, subvention d'équilibre ...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide)

<sup>1878</sup> Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

<sup>1879</sup> Conformément à l'article D. 531-23 Csp - relatif à la Paje -, les ménages peuvent bénéficier du complément mode de garde structure de la Paje lorsqu'ils recourent à un service d'accueil familial géré par une association ou une entreprise. Dans ce cas, les établissements qui ont choisi, pour l'ensemble de leur public, ce mode de financement ne peuvent pas bénéficier de la Psu ni d'aucune autre aide issue du Fnas pour leur fonctionnement.

<sup>1880</sup> Etablissements où au moins deux tiers des enfants accueillis proviennent du quartier.

<sup>1881</sup> Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.

## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service unique et des bonus

### 3.1 - Les modalités de calcul de la Psu

La Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales. Ainsi le montant annuel de la Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

$$\begin{aligned} &[(\text{Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale X 66\% du prix de revient} \\ &\text{plafonné})^{1882} - \\ &\text{Total des participations familiales déductibles}] \text{ X taux de ressortissants du régime général}^{1883} + \\ &(\text{6 heures de concertation X nombre de places 0-5 ans}^{1884} \text{ fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil} \\ &\text{départemental X 66\% du prix de revient plafond}^{1885} \text{ X taux de ressortissants du régime général})^{1886} \end{aligned}$$

#### - Les données concourant au mode de calcul de la Psu

Il existe plusieurs types d'actes concourant au calcul de la Psu. L'unité de calcul de la Psu est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées : il s'agit des heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants.<sup>1887</sup>

Les heures facturées : pour l'accueil régulier, les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Ce contrat peut faire l'objet d'une facture mensuelle selon la règle de mensualisation si le gestionnaire a retenu ce mode de facturation. Des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

<sup>1882</sup> Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

<sup>1883</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>1884</sup> Les heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis du président du conseil départemental

<sup>1885</sup> Déterminé selon le niveau de service

<sup>1886</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>1887</sup> L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraîne l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

**Heures facturées** = heures réalisées (prévues ou non au contrat) ~~heures d'adaptation~~ lorsqu'elles sont gratuites + heures d'absences non déductibles.

Les heures ouvrant droit : elles sont égales aux heures facturées sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an).

Les heures de concertation : Les heures de concertation contribuent à la qualité du projet d'accueil en prenant mieux en compte les heures de réunion d'équipe, d'analyse de la pratique, de temps d'accueil, de discussion et d'animation collective avec les parents, etc. Ces temps de concertation entre professionnels mais aussi entre professionnels et parents, s'avèrent particulièrement importants pour les parents en situation de pauvreté ou pour les parents d'enfants porteurs de handicap.

6 heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis émis par le Président du conseil départemental.

La branche Famille finance ces heures à hauteur de 66% du coût de fonctionnement horaire, dans la limite du barème des prestations de service en vigueur (sans déduction des participations familiales) pour les places occupées par des enfants relevant du régime général de la sécurité sociale.

#### - Les éléments nécessaires au calcul de la Psu

Le prix de revient réel : le prix de revient réel par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Ainsi le prix de revient réel = prix de revient horaire = Total des charges/nombre d'heures réalisées.

Le seuil d'exclusion : la mise en place du seuil d'exclusion de la prestation de service unique (Psu) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion est donné chaque année dans le barème des prestations de service.

Le prix de revient plafond : les Eaje sont financés selon le niveau de service rendu. Ainsi, les critères pour déterminer le prix plafond applicable pour le calcul du droit sont :

- La fourniture des repas : la fourniture des repas comprend l'ensemble des repas (collations et goûter compris). La fourniture du lait infantile est facultative ;
- La fourniture des couches et des produits d'hygiène<sup>1888</sup> ;
- L'adaptation des contrats aux besoins des familles à travers le taux de facturation (il s'agit du ratio « heures facturées/heures réalisées<sup>1889</sup> »)

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique « Psu » en fonction de ces différents critères et sont à cet effet publiés sur le caf.fr.

1888 Le cas « sans couches ou repas » correspond à trois situations :

- Fournitures des repas sans les couches,
- Fourniture des couches sans repas
- Non fourniture des couches et non fourniture des repas

1889 Le taux de facturation mesure l'écart entre les heures facturées et réalisées et est calculé ainsi : heures facturées / heures réalisées. Il s'agit d'un écart relatif (en% des heures réalisées).

## **- Les participations familiales**

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la Psu. Certaines majorations à la participation sont tolérées par la Cnaf sous réserve qu'elles ne contreviennent pas aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale) et que les familles en soient informées.

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles y compris les majorations doivent être portée dans un seul compte (numéro 70641)<sup>1890</sup>, à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

La détermination des ressources des familles à prendre en compte diffère selon que les parents sont salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.

Les gestionnaires doivent, dans la mesure du possible, utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge).

Le taux de participation familiale : le tarif horaire demandé à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources Le taux de participation familiale dépend du type d'accueil et il est modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales<sup>1891</sup>.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond, publié en début d'année civile par la Cnaf :

- Le plancher : en cas d'absence de ressources, il faut retenir un montant « plancher ». Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher.
- Le plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

### **3.2 - Les modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »**

Les Eaje financés par la Psu sont éligibles aux bonus « inclusion handicap », quel que soit le type de gestionnaire dès lors qu'il remplit les critères précisés ci-dessous.

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

<sup>1890</sup> Lorsque la majoration concerne des frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s) pour un montant supérieur à 50€, alors la part de majoration inférieure 50€ doit être portée au compte n°70642 et le restant au compte n°70641

<sup>1891</sup> La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.

- Du pourcentage d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum <sup>1892</sup> par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.  
Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

**Places agréées (maximum de l'année) x [(% d'enfants porteurs de handicap x Taux de financement x Coût par place dans la limite du plafond de coût par place)**

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis dans la structure.

Détermination du pourcentage d'enfants porteurs de handicap à retenir dans le calcul : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce pourcentage est déterminé à partir des enfants bénéficiaires d'Aeeh et des enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure.<sup>1893</sup>  
Il est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine de la manière suivante

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Ce coût par place est plafonné<sup>1894</sup>.

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour le droit N ; dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

1892 Selon un barème annuel publié par la Cnaf

<sup>1893</sup> Ce critère est défini par la circulaire de référence publiée par la Cnaf.

1894 Tel qu'indiqué dans le barème annuel publié par la Cnaf.

### **3.3 - Les modalités de calcul du bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure. Il consiste en un forfait de financement attribué à l'ensemble des places de la structure si le montant des participations familiales moyennes est faible. Ce montant est déterminé par tranche, et publié annuellement par la Cnaf.<sup>1895</sup>

**Places agréées (maximum de l'année) x (forfait selon montant participations familiales moyennes horaires)**

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales facturé au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total d'heures facturées au titre de l'année N}}$$

### **3.4 - Les modalités de calcul du bonus territoire/Ctg**

#### **Offre existante :**

**Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 40.**

**Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les place existantes soutenue par la collectivité : 400,00 (€).**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total<sup>1896</sup> de la Psej de N-1 au titre du Cej, du montant du Fonds de rééquilibrage territorial (Frt), du bonus territoires prioritaires et des dispositifs dérogatoires Dom : Contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs (Caso), du contrat de rattrapage (Cr) et du contrat d'accompagnement adapté (Caa)/ Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

#### **Offre nouvelle**

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national<sup>1897</sup> prenant en compte les caractéristiques du territoire (potentiel financier<sup>1898</sup> par habitant et revenu par habitant<sup>1899</sup>) publié annuellement par la Cnaf.

<sup>1895</sup> A compter de 2019, trois tranches sont établies pour déterminer le montant de bonus :

- 2100€/place lorsque les PF moyennes sont < ou = 0,75€ /h ;
- 800 € /place lorsque les PF moyennes sont > 0,75€/h et < ou = 1€/h
- 300€/place lorsque les PF moyennes sont >1€/h et < ou = 1,25€/h
- 0 € /place lorsque les PF moyennes sont > 1,25 €/h

<sup>1896</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du dispositif considéré.

<sup>1897</sup> Neuf tranches se découpent de la façon suivante : Potentiel financier /habitant >1200€, niveau de vie >21 300€ ; Potentiel financier/habitant >1200€,niveau de vie <=21300€ ; Potentiel financier /habitant <= 1200€, niveau de vie >20300€ ; Potentiel financier/habitant <=1200€, niveau de vie <=20300€, Potentiel financier /habitant<=900€,niveau de vie >19600€ ; Potentiel financier /habitant >=900€,niveau de vie <=19600€ ; Potentiel

## Plafond de financement

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas 90% des charges de l'Eaje.

### Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

|  |   |  |   |  |   |                            |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|
| Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant | X | Montant forfaitaire / place de l'offre existante | + | Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité | X | Barème nouvelle place Eaje |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|

## 3.5 - Le versement de la Psu

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé à :

**Taux fixe : 100 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 5 de la présente convention, produites au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la Psu, la Caf versera :

- Un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

---

financier /habitant<=700€,niveau de vie>=19300€ ; Potentiel financier /habitant <=700€, niveau de vie <=19300€ et tranche maximale.

<sup>1898</sup> Le potentiel financier correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens nationaux. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal (taxe d'habitation + taxe sur le foncier bâti et non bâti + taxe sur la cotisation foncière des entreprises), auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente (hors compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle).

<sup>1899</sup> Il s'agit de la médiane du revenu disponible par unité de consommation des ménages fiscaux, telle qu'elle est fournie par l'INSEE dans le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi).

### **3.6 - Le versement des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

L'éligibilité aux bonus au titre de l'année N est acquise une fois connues les données définitives de l'exercice. Le paiement des bonus par la Caf intervient donc en N+1, en même temps que le versement du solde de la Psu.

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le versement de la Psu et des bonus est effectué sous réserve des disponibilités de crédits.

### **3.7 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activités connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire. Une notification d'information sera également adressée à la collectivité compétente qui apporte un soutien financier à l'Eaje.

## **Article 4 - Les engagements du gestionnaire**

### **4.1 - Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence<sup>1900</sup> et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;

<sup>1900</sup> Circulaire 2014 007 du 26 mars 2014 à la date de signature de la convention, accessible sur [www.caf.fr](http://www.caf.fr).



- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **4.2 - Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents. Ce projet d'accueil est conforme aux critères de qualité de la Charte d'accueil du jeune enfant ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention. Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site « Caf.fr » et le site « monenfant.fr ».

#### **4.3 - Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

#### **4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »**

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr », propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;

- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

#### **4.5 - Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

#### **4.6 – Au regard de l'enquête « Filoué »**

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour se faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué) à finalité purement statistique. Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la Cnaf. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

La participation à l'enquête Filoué est généralisée progressivement au fur et à mesure de la détention du module de gestion Filoué dans le logiciel de gestion des Eaje. Le gestionnaire la mettra en œuvre dès qu'il en aura la possibilité technique.

#### **4.7 - Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul d'un droit aux subventions prévues dans la présente convention. Tout contrôle des services de PMI concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entraînant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement sera pris en compte.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

## Article 5 - Les pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service unique « Psu », du bonus « inclusion handicap » et du bonus « mixité sociale » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

### 5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention

#### Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|--|--|
| <b>Existence légale</b>         | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</li> <li>- Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</li> <li>- Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives</li> <li>- Numéro SIREN / SIRET</li> </ul> | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).  |  |
| <b>Capacité du contractant</b>  | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau   | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau             |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)  |  |

### Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Existence légale</b>         | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence<br>- Numéro SIREN / SIRET                | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN  |  |

### Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention                                      |
|---------------------------------|--|---|
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). |   |
| <b>Existence légale</b>         | Numéro SIREN / SIRET   |   |
|                                 | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois                                    | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)                       |   |

## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

| Nature de l'élément justifié                   | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention  |
|--|---|--|
| <b>Autorisation de fonctionnement</b>          | <p><u>En cas de gestionnaire privé</u> :<br/>                     Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p><u>En cas de gestionnaire public</u> : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p>Dans l'attente de cette autorisation ou de cet avis, des justificatifs d'ouverture (contrats conclus avec les familles) et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du Conseil départemental.</p> | Attestation de non-changement des<br>Justificatifs d'autorisation d'ouverture  |
| <b>Qualité du projet</b>                       | Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet éducatif et projet social.<br><br>Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp  | Projet d'établissement (= projet éducatif et projet social)<br><br>Règlement de fonctionnement   |
| <b>Contrat de concession</b>                   | En cas de délégation de service public, ou de marché public.  | En case de délégation de service public, ou de marché public.  |
| <b>Fiche de référencement « monenfant.fr »</b> | Imprimé type recueil de données   | Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation |

(\*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).

### **5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la Psu, des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> | <b>Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte</b>                      | <b>Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif</b>  |
|-------------------------------------|---|---|
| <b>Eléments financiers</b>          | Budget prévisionnel N.<br><i>Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.</i> | Compte de résultat N.   |
| <b>Activité</b>                     | Nombre d'actes prévisionnels N.<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap                                 | Nombre d'actes facturés et réalisés N ;<br>avec identification du nombre d'heures facturées enfants en situation de handicap durant l'année concernée<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

### **5.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>Activité</b>                     | Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre actes réalisés et facturés</li> <li>- Montant des participations familiales.</li> <li>- Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap</li> </ul> |

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

## **Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales**

La Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafond). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit à la Psu, aux bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et bonus territoire Ctg.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.

La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (recs et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf, et peut accompagner le gestionnaire en cas de difficulté.

## **Article 7 – L'évaluation et le contrôle**

### **7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements. Celui-ci interviendra en fin de période pour cette convention.

### **7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention**

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc..., La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

## **Article 9 – La fin de la convention**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.



- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**Article 10 – Les recours**

- **Recours amiable**

La prestation de service unique « Psu », le bonus « inclusion handicap », le bonus « mixité sociale », et le bonus territoire Ctg étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

\*\*\*\*\*

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**Fait à Nanterre,**

**Le 21/09/2021,**

**En 1 exemplaire**

**La Caf**

Fait le 01/10/2021

*Caroline GUGENHEIM*

Signé par Caroline GUGENHEIM

 Signé et certifié par **yousign** 

**Caroline GUGENHEIM**  
**Directeur de la**  
**Caisse d'Allocations Familiales**  
**des Hauts-de-Seine**

**Le gestionnaire**

Fait le 01/10/2021

*Jacqueline BELHOMME*

Signé par Jacqueline BELHOMME

 Signé et certifié par **yousign** 

**Jacqueline BELHOMME**  
**Maire**  
**COMMUNE DE MALAKOFF**

# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires ou aux salariés de la branche Famille.

### ARTICLE 1

#### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

### ARTICLE 2

#### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

### ARTICLE 3

#### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 4

#### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

### ARTICLE 5

#### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSELYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

### ARTICLE 6

#### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 7

#### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés

et bénévoles, tout prosélytisme est prosaïque et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

### ARTICLE 8

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

### ARTICLE 9

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1<sup>er</sup> septembre 2015.



# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

## Convention bipartite



### Etablissement d'accueil du jeune enfant :

- **Prestation de service unique (Psu)**
- **Bonus « mixité sociale »**
- **Bonus « inclusion handicap »**
- **Bonus Territoire Ctg**

Année : 2021

Gestionnaire : COMMUNE DE MALAKOFF

Structure : Wilson

Code pièces – Famille / Type : monter convention /convention

*Mars 2020*

Les conditions ci-dessous de la subvention dite Prestation de service unique « P su », du bonus « inclusion handicap », du bonus « mixité sociale », et du bonus « territoire Ctg » ainsi que des annexes constituent la présente convention.

**Entre :**

**COMMUNE DE MALAKOFF représentée par Madame Jacqueline BELHOMME, Maire  
Dont le siège est situé Place DU 11 NOVEMBRE - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**Caisse d’allocations familiales des HAUTS-DE-SEINE, représentée par Madame Caroline GUGENHEIM, Directeur,  
Dont le siège est situé 70-88, RUE PAUL LESCOP – 92023 NANTERRE CEDEX.**

Ci-après désignée « la Caf ».

## Préambule :

# Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Par leur action sociale, les Caf contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes et celles faisant face au handicap d'un parent ou d'un enfant, notamment au travers d'une politique facilitant leur accès.

Les actions soutenues par les Caf visent à :

- Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales et en améliorant son efficacité ;
- Accompagner le parcours éducatif des enfants âgés de 3 à 11 ans ;
- Soutenir les jeunes âgés de 12 à 25 ans dans leur parcours d'accès à l'autonomie ;
- Valoriser le rôle des parents et contribuer à prévenir les difficultés rencontrées avec ou par leurs enfants ;
- Contribuer à l'accompagnement social des familles et développer l'animation de la vie sociale.

## Article 1 - L'objet de la convention

La branche Famille de la Sécurité sociale poursuit une ambition volontariste en faveur de l'accès réel de tous les jeunes enfants aux modes d'accueil dans un double objectif de conciliation vie familiale/vie professionnelle et d'investissement social. A ce titre, elle soutient l'activité des établissements d'accueil du jeune enfant et fait de l'accueil des enfants en situation de handicap ou de pauvreté une de ses priorités. Elle contribue également à la régulation du secteur de la petite enfance afin de pérenniser l'offre d'accueil collective existante et de poursuivre le rééquilibrage territorial et social de l'offre.

## **1.1 - Les objectifs poursuivis par la subvention dite Prestation de service unique « Psu »**

Les objectifs poursuivis lors de la mise en place de la Psu demeurent :

- Contribuer à la mixité des publics accueillis par l'application obligatoire d'un barème fixé par la Cnaf. La tarification est proportionnelle aux ressources des familles, mais les gestionnaires ne sont pas incités à sélectionner les familles en fonction de leurs revenus puisque le montant de la Psu est d'autant plus élevé que les participations familiales sont moindres (principe de neutralisation des participations familiales).
- Favoriser l'accessibilité des enfants quelle que soit l'activité de leurs parents. Les réservations sont traduites en heures et non pas en journées pour mieux répondre aux besoins des enfants dont les parents travaillent à temps partiel ou sur des horaires décalés par rapport aux horaires standard d'activité professionnelle. Les familles ne sont ainsi pas dans l'obligation de payer un temps d'accueil qu'elles n'utilisent pas.
- Encourager la pratique du multi-accueil, laquelle répond aux différents besoins des familles et permet d'optimiser les taux d'occupation des Eaje en accroissant la capacité de réponse aux besoins et ainsi leur utilité sociale.
- Faciliter la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence.
- Soutenir les temps de concertation nécessaires à l'accueil des enfants

## **1.2 - Les objectifs poursuivis par le bonus « inclusion handicap »**

Le bonus « inclusion handicap » vise à favoriser la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement des enfants porteurs de handicap avec les autres enfants, affirmé tant en droit international qu'en droit interne. L'accessibilité des enfants en situation de handicap aux institutions et notamment aux Eaje est inscrite dans la loi du 11 février 2005 et le code de la santé publique (R2324-17) indique : « *Les établissements d'accueil des jeunes enfants (Eaje) accueillent les enfants en situation de handicap et concourent, à ce titre, à leur intégration* ». Dès lors, le projet d'accueil des Eaje doit faire apparaître les dispositions particulières prises pour l'accueil d'un enfant en situation de handicap »

Cet accueil favorise le maintien dans l'emploi des familles confrontées au handicap d'un enfant, offre aux parents qui ont cessé leur activité professionnelle un temps de répit et contribue à l'éveil et au développement de l'enfant.

Le rapport du Haut conseil de l'enfance et de l'adolescence en date du 5 juillet 2018 souligne que « *les enjeux de la petite enfance et du handicap doivent être davantage développés dans les politiques publiques, pour au moins deux raisons* :

- *L'inclusion, la vie partagée entre tous les enfants dans des services de droit commun, doit devenir la norme dès la petite enfance, ce qui prépare l'inclusion future.*
- *L'accueil de tous les petits enfants ensemble pose les bases d'un rapport de familiarité avec le handicap, et non d'étrangeté, socle d'une société inclusive.* »

Pour les gestionnaires d'Eaje, plusieurs freins à l'accueil des enfants porteurs de handicap sont identifiés : besoin de formations des personnels, de renforts de personnels besoin de temps de concertation entre professionnels et avec les parents plus importants, nécessité de disposer de matériel spécifique. En outre, les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants de droits calculés au titre de la Psu.

### **1.3 - Les objectifs poursuivis par le bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » vise à favoriser l'accueil des enfants issus de familles vulnérables dans les Eaje. Cet accueil est déjà en partie inscrit dans la loi. Ainsi, le projet d'établissement et le règlement de fonctionnement doivent garantir une place par tranche de 20 places pour les enfants dont les parents sont engagés dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle et dont les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa<sup>251</sup>.

Prolongeant cet objectif, la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté présentée le 13 septembre 2018 par le Président de la République a placé la petite enfance comme engagement n°1 : « *L'égalité des chances, dès les premiers pas, pour rompre la reproduction de la pauvreté* ».

En effet, l'accueil collectif favorise le « développement complet » de l'enfant, à savoir « *le développement physique, affectif, cognitif, émotionnel et social* »<sup>252</sup> ainsi que l'acquisition du langage. Cet accueil profite tout particulièrement aux enfants issus des familles socialement fragilisées. En préparant ainsi l'avenir de ces enfants, l'accueil en crèche participe à une véritable politique d'égalité des chances, de réduction des inégalités sociales et d'investissement social. Pour autant, malgré la neutralisation des participations familiales, le seul financement des Eaje par la Psu ne favorise pas suffisamment l'accueil de ces enfants, dont les temps d'accueil sont souvent plus courts et plus irréguliers, ce qui peut diminuer les montants des droits calculés au titre de la Psu.

### **1.4 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service unique (Psu) versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse (et des dispositifs spécifiques dédiés aux départements d'outre-mer), cette subvention de fonctionnement vise à :

- Favoriser le maintien de l'offre par l'encouragement à la poursuite des cofinancements publics.
- Poursuivre l'encouragement au développement en prenant appui sur les projets de territoire qu'incarnent les Ctg, en tenant compte de la richesse du territoire. En cas de développement de l'offre, le bonus territoire ctg attribuée pour les places nouvelles cofinancées par la collectivité locale sera ainsi modulé en fonction de la richesse du territoire.

---

251 Code de l'action sociale et des familles, article L. 214-7 : « *Le projet d'établissement et le règlement intérieur des établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans, [...], prévoient les modalités selon lesquelles ces établissements garantissent des places pour l'accueil d'enfants non scolarisés âgés de moins de six ans à la charge de personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et répondant aux conditions de ressources fixées par voie réglementaire, pour leur permettre de prendre un emploi, de créer une activité ou de participer aux actions d'accompagnement professionnel qui leur sont proposées* ».

252 Rapport Giampino, *Développement du jeune enfant, modes d'accueil, formation des professionnels*, du 9/05/2016

## **Article 2 - L'éligibilité à la subvention et aux bonus**

### **2.1 - L'éligibilité à la prestation de service et aux bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

La Psu peut être attribuée aux (Eaje) suivants visés par l'article R. 2324-17 du code de la santé publique<sup>253</sup> :

- Les établissements d'accueil collectif, et notamment les multi-accueils ;
- Les établissements à gestion parentale ;
- Les jardins d'enfants ;
- Les services d'accueil familiaux<sup>254</sup> et les micro-crèches qui ne bénéficient pas du complément du libre choix du mode de garde (Cmg) « structure » de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje).

La Psu s'adresse indifféremment aux Eaje destinés aux enfants du quartier ou aux enfants de salariés d'employeurs publics ou privées. Ceux-ci doivent être accessibles à tous les enfants, y compris les enfants issus de familles en situation de pauvreté ou dont les parents sont dans des parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Les « crèches de quartier »<sup>255</sup> bénéficiant de la Psu s'assurent que les enfants de parents engagés dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle, et/ou les ressources sont inférieures au montant forfaitaire du Rsa puissent aisément accéder à une place d'accueil.

Les « crèche de personnel »<sup>256</sup> doivent quant à elle contribuer aux efforts de mixité sociale et accueillir au moins 10% d'enfants provenant des quartiers environnants sans financements d'employeurs. Leur projet doit donc prévoir les moyens pour atteindre cet objectif, notamment la mise en place de partenariats (collectivité, Pmi, Caf, etc.).

### **2.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire/Ctg est attribué au gestionnaire éligible à la Psu, qui bénéficie d'un soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance et signataire d'une Ctg. Le bonus territoire/Ctg s'inscrit dans un projet stratégique de développement territorial, c'est pourquoi il est conditionné à la signature d'une convention territoriale globale par la collectivité territoriale compétente.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux natures :

- Sous forme monétaire (achats de places pour les habitants, subvention d'équilibre ...) ;
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide)

<sup>253</sup> Bien que relevant de l'article L. 2324-1 du Csp, les jardins d'éveil ne sont pas éligibles à la Psu

<sup>254</sup> Conformément à l'article D. 531-23 Ccs - relatif à la Paje -, les ménages peuvent bénéficier du complément mode de garde structure de la Paje lorsqu'ils recourent à un service d'accueil familial géré par une association ou une entreprise. Dans ce cas, les établissements qui ont choisi, pour l'ensemble de leur public, ce mode financement ne peuvent pas bénéficier de la Psu ni d'aucune autre aide issue du Fnas pour leur fonctionnement.

<sup>255</sup> Etablissements où au moins deux tiers des enfants accueillis proviennent du quartier.

<sup>256</sup> Etablissements où au moins deux tiers des places sont destinés aux enfants d'employeurs publics ou privés.



## Article 3 - Les modalités de la subvention dite prestation de service unique et des bonus

### 3.1 - Les modalités de calcul de la Psu

La Psu est une aide au fonctionnement versée aux Eaje. Elle correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf, déduction faite des participations familiales. Ainsi le montant annuel de la Psu versé à un équipement est obtenu par la formule suivante :

$$\left[ (\text{Nombre d'heures ouvrant droit dans la limite de la capacité théorique maximale} \times 66\% \text{ du prix de revient plafonné})^{257} - \text{Total des participations familiales déductibles} \right] \times \text{taux de ressortissants du régime général}^{258} +$$
$$(\text{6 heures de concertation} \times \text{nombre de places 0-5 ans}^{259} \text{ fixé dans l'autorisation ou l'avis du président du conseil départemental} \times 66\% \text{ du prix de revient plafond}^{260} \times \text{taux de ressortissants du régime général})^{261}$$

#### - Les données concourant au mode de calcul de la Psu

Il existe plusieurs types d'actes concourant au calcul de la Psu. L'unité de calcul de la Psu est l'heure, tous les actes s'expriment donc en heures.

Les heures réalisées : il s'agit des heures de présence effective de l'enfant, calculées à partir d'une retranscription précise des entrées et des sorties des enfants.<sup>262</sup>

Les heures facturées : pour l'accueil régulier, les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et le gestionnaire de la structure d'accueil sur la base des besoins de la famille pour une durée pouvant aller jusqu'à un an.

Ce contrat peut faire l'objet d'une facture mensuelle selon la règle de mensualisation si le gestionnaire a retenu ce mode de facturation. Des heures complémentaires (présence non prévue) peuvent s'ajouter aux heures prévues au contrat.

En cas d'accueil occasionnel ou d'accueil d'urgence, les heures facturées correspondent aux heures réalisées.

<sup>257</sup> Si le prix de revient réel horaire < prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient réel

Si le prix de revient réel horaire > prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service, retenir le prix de revient plafond déterminé selon le niveau de service

<sup>258</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>259</sup> Les heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis du président du conseil départemental

<sup>260</sup> Déterminé selon le niveau de service

<sup>261</sup> Tel que défini à l'Article 3.5 « le versement de Psu »

<sup>262</sup> L'absence de justificatifs permettant de déterminer le taux de facturation entraîne l'incapacité pour la Caf de verser les tarifs bonifiés de Psu prévus au titre de l'adéquation des contrats aux besoins des familles. En cas de contrôle, un indu doit donc être constaté (cf Article 7).

**Heures facturées** = heures réalisées (prévues ou non au contrat) ~~heures d'adaptation~~ lorsqu'elles sont gratuites + heures d'absences non déductibles.

Les heures ouvrant droit : elles sont égales aux heures facturées sous réserve de vérifier la condition d'âge et de ne pas dépasser la capacité théorique maximale d'accueil par an).

Les heures de concertation : Les heures de concertation contribuent à la qualité du projet d'accueil en prenant mieux en compte les heures de réunion d'équipe, d'analyse de la pratique, de temps d'accueil, de discussion et d'animation collective avec les parents, etc. Ces temps de concertation entre professionnels mais aussi entre professionnels et parents, s'avèrent particulièrement importants pour les parents en situation de pauvreté ou pour les parents d'enfants porteurs de handicap.

6 heures de concertation sont versées par place et par an, sur la base de la dernière autorisation ou avis émis par le Président du conseil départemental.

La branche Famille finance ces heures à hauteur de 66% du coût de fonctionnement horaire, dans la limite du barème des prestations de service en vigueur (sans déduction des participations familiales) pour les places occupées par des enfants relevant du régime général de la sécurité sociale.

#### - Les éléments nécessaires au calcul de la Psu

Le prix de revient réel : le prix de revient réel par heure est calculé en divisant le total des charges (comptes de classe 6) et les contributions volontaires (comptes 86) par le nombre d'actes réalisés. Aucune recette en atténuation n'est à déduire de ces charges.

Ainsi le prix de revient réel = prix de revient horaire = Total des charges/nombre d'heures réalisées.

Le seuil d'exclusion : la mise en place du seuil d'exclusion de la prestation de service unique (Psu) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Le seuil d'exclusion est donné chaque année dans le barème des prestations de service.

Le prix de revient plafond : les Eaje sont financés selon le niveau de service rendu. Ainsi, les critères pour déterminer le prix plafond applicable pour le calcul du droit sont :

- La fourniture des repas : la fourniture des repas comprend l'ensemble des repas (collations et goûter compris). La fourniture du lait infantile est facultative ;
- La fourniture des couches et des produits d'hygiène<sup>263</sup> ;
- L'adaptation des contrats aux besoins des familles à travers le taux de facturation (il s'agit du ratio « heures facturées/heures réalisées<sup>264</sup> »)

Chaque année, la Cnaf diffuse les montants des prix plafonds retenus pour le calcul de la prestation de service unique « Psu » en fonction de ces différents critères et sont à cet effet publiés sur le caf.fr.

<sup>263</sup> Le cas « sans couches ou repas » correspond à trois situations :

- Fournitures des repas sans les couches,
- Fourniture des couches sans repas
- Non fourniture des couches et non fourniture des repas

<sup>264</sup> Le taux de facturation mesure l'écart entre les heures facturées et réalisées et est calculé ainsi : heures facturées / heures réalisées. Il s'agit d'un écart relatif (en% des heures réalisées).

## **- Les participations familiales**

Le barème national des participations familiales établi par la Cnaf est appliqué à toutes les familles qui confient régulièrement ou occasionnellement leur enfant à un Eaje bénéficiant de la Psu. Certaines majorations à la participation sont tolérées par la Cnaf sous réserve qu'elles ne contreviennent pas aux principes généraux de la Psu (universalité, accessibilité à tous, mixité sociale) et que les familles en soient informées.

Afin de respecter le principe de neutralisation des participations familiales, l'intégralité des participations versées par les familles y compris les majorations doivent être portées dans un seul compte (numéro 70641)<sup>265</sup>, à l'exception des cotisations annuelles, frais de dossiers et participations pour prestations annexes

La participation demandée à la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris notamment les soins d'hygiène (couches, produits de toilette, etc.) et les repas. Il est attendu des gestionnaires qu'ils fournissent les couches et les repas. Un prix plafond spécifique est appliqué aux structures se trouvant dans l'impossibilité de fournir ces prestations.

La détermination des ressources des familles à prendre en compte diffère selon que les parents sont salariés, employeurs ou travailleurs indépendants.

Les gestionnaires doivent, dans la mesure du possible, utiliser le service Cdap, mis en place par la branche Famille afin de permettre à ses partenaires un accès direct à la consultation des dossiers allocataires Caf (ressources, nombre d'enfants à charge).

Le taux de participation familiale : le tarif horaire demandé à la famille est défini par un taux d'effort appliqué à ses ressources Le taux de participation familiale dépend du type d'accueil et il est modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales<sup>266</sup>.

Le montant des participations familiales est soumis à un plancher et un plafond, publié en début d'année civile par la Cnaf :

- Le plancher : en cas d'absence de ressources, il faut retenir un montant « plancher ». Il faut retenir également ce plancher pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher.
- Le plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources par mois.

### **3.2 - Les modalités de calcul du bonus « inclusion handicap »**

Les Eaje financés par la Psu sont éligibles aux bonus « inclusion handicap », quel que soit le type de gestionnaire dès lors qu'il remplit les critères précisés ci-dessous.

Pour l'année N, le montant total du bonus « inclusion handicap » pour un Eaje dépend :

<sup>265</sup> Lorsque la majoration concerne des frais d'adhésion, frais de dossier ou cotisations (s) annuelle(s) pour un montant supérieur à 50€, alors la part de majoration inférieure 50€ doit être portée au compte n°70642 et le restant au compte n°70641

<sup>266</sup> La famille doit assurer financièrement l'entretien de l'enfant (nourriture, logement, habillement) de façon « effective et permanente » et assumer la responsabilité affective et éducative dudit enfant, qu'il y ait ou non un lien de parenté avec ce dernier. Cet enfant est reconnu à sa charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.

- Du pourcentage d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure au cours de l'année N ;
- Du coût par place de la structure (plafonné) de l'année N ;
- Du taux de financement « inclusion handicap », composé de trois tranches ;
- Du nombre de places agréées (maximum de l'année).

D'un montant maximum <sup>267</sup> par place et par an, il est versé pour toutes les places de la structure, dès l'accueil d'un premier enfant en situation de handicap.

Ainsi, le montant total du bonus pour un Eaje est calculé selon la formule :

**Places agréées (maximum de l'année) x [(% d'enfants porteurs de handicap x Taux de financement x Coût par place dans la limite du plafond de coût par place)**

Chaque composante de cette formule de calcul est définie ci-après :

Détermination du taux de financement à retenir dans le calcul : le taux de cofinancement à retenir varie en fonction du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis dans la structure.

Détermination du pourcentage d'enfants porteurs de handicap à retenir dans le calcul : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, ce pourcentage est déterminé à partir des enfants bénéficiaires d'Aeeh et des enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure.<sup>268</sup> Il est calculé comme suit :

$$\frac{\text{Nombre d'enfants bénéficiaires de l'Aeeh} + \text{nombre d'enfants dont le handicap est en cours de détection inscrits dans la structure au cours de l'année N} \times 100}{\text{Nombre total d'enfants inscrits au cours de l'année N}}$$

Tout enfant bénéficiaire de l'Aeeh ou dont le handicap est en cours de détection qui aura fréquenté au moins une fois l'Eaje dans l'année, quel que soit son temps de présence, devra figurer sur le registre d'inscription de l'équipement et être comptabilisé dans le nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits dans la structure.

Détermination du coût par place à retenir dans le calcul : le coût par place se détermine de la manière suivante

$$\frac{\text{Total des dépenses de la structure de l'année N}}{\text{Nombre de places figurant dans l'agrément Pmi (maximum de l'année)}}$$

Ce coût par place est plafonné<sup>269</sup>.

Nombre de places à retenir dans le calcul : le nombre de places retenu est celui défini dans l'autorisation ou l'avis d'ouverture délivrée par le président du Conseil départemental. Il s'agit du nombre de places de l'équipement pour le droit N ; dans le cas où le nombre de places a augmenté ou diminué en cours d'année, on retient le nombre maximum de places de l'année.

<sup>267</sup> Selon un barème annuel publié par la Cnaf

<sup>268</sup> Ce critère est défini par la circulaire de référence publiée par la Cnaf.

<sup>269</sup> Tel qu'indiqué dans le barème annuel publié par la Cnaf.

### **3.3 - Les modalités de calcul du bonus « mixité sociale »**

Le bonus « mixité sociale » est calculé en fonction des participations familiales moyennes facturées par la structure. Il consiste en un forfait de financement attribué à l'ensemble des places de la structure si le montant des participations familiales moyennes est faible. Ce montant est déterminé par tranche, et publié annuellement par la Cnaf.<sup>270</sup>

**Places agréées (maximum de l'année) x (forfait selon montant participations familiales moyennes horaires)**

Détermination du montant horaire moyen des participations familiales : le montant horaire moyen des participations familiales retenu pour le calcul du bonus au titre de l'année N est défini comme suit :

$$\frac{\text{Montant total des participations familiales facturé au titre de l'année N (compte 70641)}}{\text{Nombre d'heures total d'heures facturées au titre de l'année N}}$$

### **3.4 - Les modalités de calcul du bonus territoire/Ctg**

#### **Offre existante :**

**Nombre de places soutenues financièrement par la collectivité au moment du conventionnement : 45.**

**Montant forfaitaire de bonus territoire Ctg pour les place existantes soutenue par la collectivité : 400,00 (€).**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total<sup>271</sup> de la Psej de N-1 au titre du Cej, du montant du Fonds de rééquilibrage territorial (Frt), du bonus territoires prioritaires et des dispositifs dérogatoires Dom : Contrat d'accompagnement, de soutien et d'objectifs (Caso), du contrat de rattrapage (Cr) et du contrat d'accompagnement adapté (Caa)/ Nombre total de places soutenues par la collectivité et bénéficiant de la Psu sur le territoire de compétence donné.

#### **Offre nouvelle**

Les places nouvelles soutenues par la collectivité bénéficient d'un forfait déterminé selon un barème national<sup>272</sup> prenant en compte les caractéristiques du territoire (potentiel financier<sup>273</sup> par habitant et revenu par habitant<sup>274</sup>) publié annuellement par la Cnaf.

<sup>270</sup> A compter de 2019, trois tranches sont établies pour déterminer le montant de bonus :

- 2100€/place lorsque les PF moyennes sont < ou = 0,75€ /h ;
- 800 € /place lorsque les PF moyennes sont > 0,75€/h et < ou = 1€/h
- 300€/place lorsque les PF moyennes sont >1€/h et < ou = 1,25€/h
- 0 € /place lorsque les PF moyennes sont > 1,25 €/h

<sup>271</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du dispositif considéré.

<sup>272</sup> Neuf tranches se découpent de la façon suivante : Potentiel financier /habitant >1200€, niveau de vie >21 300€ ; Potentiel financier/habitant >1200€,niveau de vie <=21300€ ; Potentiel financier /habitant <= 1200€, niveau de vie >20300€ ; Potentiel financier/habitant <=12000€, niveau de vie <=20300€, Potentiel financier /habitant<=900€,niveau de vie >19600€ ; Potentiel financier /habitant >=900€,niveau de vie <=19600€ ; Potentiel

## Plafond de financement

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des participations familiales et des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Psu, bonus mixité sociale, bonus inclusion handicap, bonus territoire Ctg ...) ne dépasse pas 90% des charges de l'Eaje.

### Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :

|  |   |  |   |  |   |                            |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|
| Nombre de places soutenues par la collectivité plafonné à l'existant | X | Montant forfaitaire / place de l'offre existante | + | Nombre de places nouvelles soutenues par la collectivité | X | Barème nouvelle place Eaje |
|--|---|--|---|--|---|----------------------------|

## 3.5 - Le versement de la Psu

Le taux de ressortissants du régime général pour la prestation de service unique (Psu) est fixé à :

**Taux fixe : 100 %**

Le paiement par la Caf est effectué en fonction des pièces justificatives détaillées dans l'Article 5 de la présente convention, produites au plus tard le **31 mars** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné.

En tout état de cause, l'absence de fourniture de justificatifs au **30 juin** de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné peut entraîner la récupération des montants versés et le non-versement du solde. Après le 31 décembre de l'année qui suit l'année du droit (N) examiné, aucun versement ne pourra être effectué au titre de N.

Concernant le versement d'acomptes relatifs à la Psu, la Caf versera :

- Un 1er acompte de 40% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles, avant la transmission des données définitives de N-1 ;
- Un 2ème acompte de façon à ce que la somme des acomptes versés en N ne dépasse pas 70% du droit prévisionnel, après la transmission des données définitives de N-1.

---

financier /habitant<=700€,niveau de vie>=19300€ ; Potentiel financier /habitant <=700€, niveau de vie <=19300€ et tranche maximale.

<sup>273</sup> Le potentiel financier correspondant au montant d'impôts qu'encaisserait chaque collectivité si elle appliquait à ses bases nettes d'imposition les taux ou tarifs moyens nationaux. Le potentiel financier est égal au potentiel fiscal (taxe d'habitation + taxe sur le foncier bâti et non bâti + taxe sur la cotisation foncière des entreprises), auquel est ajoutée la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente (hors compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle).

<sup>274</sup> Il s'agit de la médiane du revenu disponible par unité de consommation des ménages fiscaux, telle qu'elle est fournie par l'INSEE dans le Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi).

### **3.6 - Le versement des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

L'éligibilité aux bonus au titre de l'année N est acquise une fois connues les données définitives de l'exercice. Le paiement des bonus par la Caf intervient donc en N+1, en même temps que le versement du solde de la Psu.

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le versement de la Psu et des bonus est effectué sous réserve des disponibilités de crédits.

### **3.7 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Psu à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activités connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié notamment à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions sera adressée par la Caf au gestionnaire. Une notification d'information sera également adressée à la collectivité compétente qui apporte un soutien financier à l'Eaje.

## **Article 4 - Les engagements du gestionnaire**

### **4.1 - Au regard de l'activité de l'équipement**

Le gestionnaire met en œuvre un projet éducatif de qualité, avec un personnel qualifié et un encadrement adapté dans le respect de la réglementation petite enfance. Les activités doivent être ouvertes à tous les publics, en respectant un principe d'égalité d'accès et un principe de non-discrimination.

Le gestionnaire s'engage à élaborer et mettre en œuvre un règlement de fonctionnement de l'établissement conforme aux règles posées par la circulaire Psu de référence<sup>275</sup> et à le transmettre à la Caf pour validation.

Il informe en outre la Caf de tout changement apporté dans :

- Le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service ;
- L'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion, axes d'intervention) ;

<sup>275</sup> Circulaire 2014 007 du 26 mars 2014 à la date de signature de la convention, accessible sur [www.caf.fr](http://www.caf.fr).

- Les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

#### **4.2 - Au regard du public**

Le gestionnaire s'engage sur les éléments suivants :

- Une ouverture et un accès à tous visant à favoriser la mixité sociale et culturelle ;
- Une accessibilité financière pour toutes les familles dans le respect du barème national des participations familiales
- La production d'un projet éducatif obligatoire. Ce projet prend en compte la place des parents. Ce projet d'accueil est conforme aux critères de qualité de la Charte d'accueil du jeune enfant ;
- La mise en place d'activités diversifiées, excluant les cours et les apprentissages particuliers

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « la Charte de la Laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er Septembre 2015 et intégrée à la présente convention. Le gestionnaire peut également s'appuyer sur le guide « laïcité et gestion du fait religieux dans les Eaje », mis en ligne sur le site « Caf.fr » et le site « monenfant.fr ».

#### **4.3 - Au regard des transmissions des données à la Caf**

Le gestionnaire s'engage à transmettre les données financières et d'activités de façon dématérialisée via un service mis à disposition sur un espace sécurisé du « Caf.fr », après la signature d'une convention d'utilisation spécifique. Cette transmission s'effectue après l'attribution de trois « rôles » :

- Fournisseur de données d'activité ;
- Fournisseur de données financières ;
- Approbateur.

#### **4.4 - Au regard du site Internet de la Cnaf « monenfant.fr »**

Le gestionnaire s'engage à faire figurer la présentation de la structure, ses coordonnées, les conditions ou les règles d'admission, les principales caractéristiques de son projet d'accueil sur le site Internet de la Cnaf « monenfant.fr », propriété de la Caisse nationale des Allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à :

- Fournir toutes les informations précitées dans le présent article et recueillis via la fiche de référencement annexée à la présente convention pour une mise en ligne initiale de ces données par la Caf sur ledit site Internet ;



- Signaler dans les meilleurs délais à la Caf tous changements ou toutes modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur ledit site Internet.

Dans le cas où celui-ci a signé une convention d'habilitation " monenfant.fr » avec la Caf, l'autorisant à mettre à jour sur le site les informations relatives à la (aux) structure (s) dont il assure la gestion, le gestionnaire s'engage à effectuer lui-même tous changements ou modifications qui affecteraient les informations mises en ligne sur le dit- site Internet.

#### **4.5 - Au regard de la communication**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf sur le lieu principal de réalisation du service, dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, (y compris site Internet et réseaux sociaux dédiés) visant le service couvert par la présente convention.

#### **4.6 – Au regard de l'enquête « Filoué »**

Afin d'évaluer l'action de la branche Famille et d'adapter son offre de service aux besoins des publics, la Cnaf souhaite mieux connaître le profil des enfants qui fréquentent les Eaje et leurs familles. Dans cette perspective, elle a besoin de disposer d'informations détaillées sur les publics usagers des Eaje.

L'enquête Filoué a pour finalité de suivre les caractéristiques des publics accueillis dans les structures : caractéristiques démographiques des familles, prestations perçues par ces familles, lieu de résidence des familles, articulation avec les autres modes d'accueil, etc.

Pour se faire, elle produit un Fichier Localisé des Usagers des Eaje (Filoué) a finalité purement statistique. Il est transmis directement à la Cnaf, après un dépôt par le gestionnaire sur un espace sécurisé réservé à l'échange. Les données à caractère personnel qu'il contient sont pseudonymisées par la Cnaf. Le traitement de ces données donne lieu, in fine, à un fichier statistique anonymisé par cette dernière.

La participation à l'enquête Filoué est généralisée progressivement au fur et à mesure de la détention du module de gestion Filoué dans le logiciel de gestion des Eaje. Le gestionnaire la mettra en œuvre dès qu'il en aura la possibilité technique.

#### **4.7 - Au regard des obligations légales et réglementaires**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- D'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service, d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public ;
- De droit du travail ;
- De règlement des cotisations Urssaf, d'assurances, de recours à un commissaire aux comptes lorsque la réglementation l'impose ;
- De procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

L'autorisation de fonctionnement est un élément indispensable au calcul d'un droit aux subventions prévues dans la présente convention. Tout contrôle des services de PMI concluant à un non-respect de la réglementation en matière d'accueil de jeunes enfants et entraînant une réduction ou une suspension de l'autorisation de fonctionnement sera pris en compte.

Le gestionnaire s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans le fonctionnement de l'équipement, ainsi que dans ses statuts (*ne concerne pas les collectivités territoriales*).

## **Article 5 - Les pièces justificatives**

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées à ce présent article, dont il est garant de la qualité et de la sincérité.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver l'ensemble des pièces comptables, financières et administratives pendant la durée légale de leur conservation, pendant laquelle ces pièces peuvent être sollicitées par la Caisse d'Allocations familiales et à les mettre à disposition en cas de contrôle sur place.

Le versement de la subvention dite prestation de service unique « Psu », du bonus « inclusion handicap » et du bonus « mixité sociale » s'effectue sur la production des pièces justificatives selon les dispositions précisées ci-après.

### **5.1 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires à la signature de la convention**

#### **Associations – Mutuelles - Comité d'entreprise**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> | <b>Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention</b>   | <b>Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention</b> |
|-------------------------------------|--|---|
| <b>Existence légale</b>             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture.</li> <li>- Pour les mutuelles : récépissé de demande d'immatriculation au registre national des mutuelles.</li> <li>- Pour les comités d'entreprises : procès-verbal des dernières élections constitutives</li> <li>- Numéro SIREN / SIRET</li> </ul> | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Vocation</b>                     | - Statuts datés et signés  |   |
| <b>Destinataire du paiement</b>     | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly).  |   |
| <b>Capacité du contractant</b>      | - Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau   | Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau                    |
| <b>Pérennité</b>                    | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1)  |   |

### Collectivités territoriales - Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Existence légale</b>         | - Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence<br>- Numéro SIREN / SIRET                | Attestation de non-changement de situation                                   |
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts pour les établissements publics de coopération intercommunale datés et signés (détaillant les champs de compétence) |  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN  |  |

### Entreprises – groupements d'entreprises

| Nature de l'élément justifié    | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention  | Justificatifs à fournir pour la signature du renouvellement de la convention                                      |
|---------------------------------|--|---|
| <b>Vocation</b>                 | - Statuts datés et signés  | Attestation de non-changement de situation  |
| <b>Destinataire du paiement</b> | - Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN, Ou caisse d'épargne du bénéficiaire de l'aide, ou du bénéficiaire de la cession de créance (loi Dailly). |   |
| <b>Existence légale</b>         | Numéro SIREN / SIRET   |   |
| <b>Existence légale</b>         | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois                                    | - Extrait Kbis du registre du commerce délivré par le greffier du Tribunal de commerce, datant de moins de 3 mois |
| <b>Pérennité</b>                | - Compte de résultat et bilan (ou éléments de bilan) relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1)                       |   |

## 5.2 - L'engagement du gestionnaire quant aux pièces justificatives nécessaires à la signature de la convention

| Nature de l'élément justifié                   | Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention   | Justificatifs à fournir pour la signature ou le renouvellement de la convention  |
|--|---|--|
| <b>Autorisation de fonctionnement</b>          | <p><u>En cas de gestionnaire privé</u> :<br/>                     Autorisation d'ouverture délivrée par le Président du Conseil départemental, précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p><u>En cas de gestionnaire public</u> : Décision d'ouverture délivrée par la collectivité publique compétente, et avis du Président du Conseil départemental précisant la capacité d'accueil de l'établissement (*)</p> <p>Dans l'attente de cette autorisation ou de cet avis, des justificatifs d'ouverture (contrats conclus avec les familles) et l'attestation de demande d'autorisation ou d'avis du Conseil départemental.</p> | Attestation de non-changement des<br>Justificatifs d'autorisation d'ouverture  |
| <b>Qualité du projet</b>                       | Projet d'établissement ou de service mentionné à l'article R 2324-29 Csp et comprenant le projet éducatif et projet social.<br><br>Règlement de fonctionnement mentionné à l'article R 2324-30 Csp  | Projet d'établissement (= projet éducatif et projet social)<br><br>Règlement de fonctionnement   |
| <b>Contrat de concession</b>                   | En cas de délégation de service public, ou de marché public.  | En case de délégation de service public, ou de marché public.  |
| <b>Fiche de référencement « monenfant.fr »</b> | Imprimé type recueil de données   | Imprimé type recueil de données seulement si le partenaire est non habilité pour la mise à jour sur monenfant.fr et/ou en cas de campagne de réactualisation |

(\*) L'absence de réponse du président du conseil départemental dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle le dossier est réputé complet, vaut autorisation d'ouverture ou avis favorable (art. R. 2324-19 et R. 2324-21 Csp).

### **5.3 - Les pièces justificatives relatives au gestionnaire et nécessaires au paiement de la Psu, des bonus « inclusion handicap » et « mixité sociale »**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> | <b>Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement d'un acompte</b>                      | <b>Pour chaque année (N) de la convention justificatifs nécessaires au paiement du droit définitif</b>   |
|-------------------------------------|---|--|
| <b>Eléments financiers</b>          | Budget prévisionnel N.<br><i>Acompte versé sous réserve de la présence à la Caf du compte de résultat N-1 ou N-2.</i> | Compte de résultat N.  |
| <b>Activité</b>                     | Nombre d'actes prévisionnels N.<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap                                 | Nombre d'actes facturés et réalisés N ; avec identification du nombre d'heures facturées enfants en situation de handicap durant l'année concernée<br>Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap |

### **5.4 - Les pièces justificatives relatives au suivi de l'activité**

| <b>Nature de l'élément justifié</b> |   |
|-------------------------------------|---|
| <b>Activité</b>                     | Une ou plusieurs attestation(s) infra-annuelle(s) relative(s) aux : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre actes réalisés et facturés</li> <li>- Montant des participations familiales.</li> <li>- Nombre d'enfants inscrits en situation de handicap</li> </ul> |

Au regard de la tenue de la comptabilité : si le gestionnaire a plusieurs activités, il présente un budget spécifique au service d'accueil du jeune enfant mis en œuvre.

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels...). La valorisation du bénévolat n'est pas incluse dans l'assiette de calcul de la prestation de service.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

## **Article 6 - Les engagements de la caisse d'Allocations familiales**

La Caf fait parvenir chaque année au gestionnaire l'actualisation des conditions des aides financières (barème, plafond). Elle adresse également le(s) formulaire(s) dématérialisé(s) permettant de compléter les données nécessaires à l'étude du droit à la Psu, aux bonus « inclusion handicap », « mixité sociale » et bonus territoire Ctg.

Elle procède aux contrôles de ces données et au versement des subventions dues.

La Caf suit l'évolution des coûts de revient horaire, les taux d'occupation (recs et financiers) et l'application du barème national des participations familiales fixé par la Cnaf, et peut accompagner le gestionnaire en cas de difficulté.

## **Article 7 – L'évaluation et le contrôle**

### **7.1 – Le suivi des engagements et l'évaluation des actions**

L'évaluation des conditions de réalisation des actions auxquelles la Caf a apporté son concours, sur un plan qualitatif comme quantitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la Caf et le gestionnaire.

L'évaluation porte notamment sur :

- La conformité des résultats au regard des objectifs mentionnés de la présente convention ;
- L'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général ;
- Les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention ;

Les termes de la présente convention font l'objet d'un suivi réalisé en concertation.

La Caf et le gestionnaire conviennent conjointement des modalités de suivi des engagements. Celui-ci interviendra en fin de période pour cette convention.

### **7.2 – Le contrôle de l'activité financée dans le cadre de la convention**

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour l'ensemble des exercices couverts par cette convention, afin de vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer. Les contrôles peuvent être réalisés par sondage et les résultats extrapolés.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, documents comptables, registres des présences, ressources des familles, agrément, organigramme, état du personnel, contrats de travail, rapports d'activité, et tout document justifiant du soutien financier de la collectivité territoriale ayant la compétence petite enfance (à titre d'exemple : en cas d'achats de berceaux le contrat de réservation, en cas d'attribution monétaire la délibération du conseil municipal ou communautaire, et pour le bonus « inclusion handicap » le formulaire de validation de l'entrée de l'enfant dans le parcours bilan/intervention précoce » etc..., La Caf peut être amenée à prendre contact avec des tiers, afin de vérifier l'exactitude des données sur lesquelles est basé le calcul de l'aide octroyée. Il peut en être ainsi par exemple pour les frais de siège.

Le système d'information pourra également faire l'objet de vérifications, afin de s'assurer de la fiabilité des données transmises.

Le contrôle est réalisé dans le cadre d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération de tout ou partie des sommes versées ou le versement d'un rappel.

Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf, et la récupération des sommes versées non justifiées.

## **Article 8 – La durée et la révision des termes de la convention**

La présente convention de financement est conclue du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs définis dans cette convention.

## **Article 9 – La fin de la convention**

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par le gestionnaire aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit de besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir de formalité judiciaire, en cas de :

- Constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination ;
- Modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué à l'article « la révision des termes » ci-dessus.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des versements.  
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

**Article 10 – Les recours**

- **Recours amiable**

La prestation de service unique « Psu », le bonus « inclusion handicap », le bonus « mixité sociale », et le bonus territoire Ctg étant des subventions, le conseil d'administration de la Caisse d'Allocations familiales est compétent pour connaître des recours amiables en cas de différend ou litige né de l'exécution de la présente convention.

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

\*\*\*\*\*

Les parties à la présente convention s'engagent à se conformer à l'ensemble des dispositions constitutives de celle-ci.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des signataires.

**Fait à Nanterre,**

**Le 21/09/2021,**

**En 1 exemplaire**

**La Caf**

Fait le 01/10/2021

*Caroline GUGENHEIM*

Signé par Caroline GUGENHEIM

 Signé et certifié par yousign 

**Caroline GUGENHEIM**  
**Directeur de la**  
**Caisse d'Allocations Familiales**  
**des Hauts-de-Seine**

**Le gestionnaire**

Fait le 01/10/2021

*Jacqueline BELHOMME*

Signé par Jacqueline BELHOMME

 Signé et certifié par yousign 

**Jacqueline BELHOMME**  
**Maire**  
**COMMUNE DE MALAKOFF**



# Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires



## PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1<sup>er</sup> de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous

les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Elaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires ou aux salariés de la branche Famille.

### ARTICLE 1

#### LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

### ARTICLE 2

#### LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

### ARTICLE 3

#### LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 4

#### LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET À L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnaît la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

### ARTICLE 5

#### LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSELYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

### ARTICLE 6

#### LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

### ARTICLE 7

#### LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience. Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés

et bénévoles, tout prosélytisme est prosaïque et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

### ARTICLE 8

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

### ARTICLE 9

#### AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Adoptée par le Conseil d'administration de la Cnaf le 1<sup>er</sup> septembre 2015.



Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_41-DE

# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

**Avenant sur convention bipartite**



**Avenant Prestation de service  
Relais assistants maternels (Ram)**

**- Bonus « territoire Ctg »**

**Avril 2020**

**Entre :**

**La Ville de MALAKOFF, représentée Madame Jacqueline BELHOMME,  
son Maire**

**Dont le siège est situé Place du 11 Novembre - 92240 MALAKOFF.**

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

**Et :**

**La CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DES HAUTS-DE-SEINE, représentée par  
Madame Caroline GUGENHEIM, son directeur,**

**Dont le siège est situé 70-88, rue Paul Lescop – 92023 NANTERRE Cedex.**

Ci-après désignée « la Caf ».

## **Préambule**

Comme inscrit dans la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) 2018-2022 signée entre la branche Famille et l'Etat, le financement des Relais assistants maternels (Ram) évolue. Il comporte toujours un financement de base, la Prestation de service Ram, et d'un bonus additionnel lié à la réalisation d'une mission renforcée. Ces éléments sont complétés progressivement par le bonus « territoire Ctg », au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des Contrats enfance et jeunesse (Cej). Celui est attribué aux équipements soutenus financièrement par des collectivités locales signataires avec la Caf d'une Convention territoriale globale (Ctg). Il est convenu que la Convention d'objectifs et de financement Relais assistants maternels (Ram) du **RAM de MALAKOFF** intègre les articles suivants.

### **Article 1 : L'objet de l'avenant**

Les articles suivants intègrent la convention initiale :

#### **1.1 - Les objectifs poursuivis par le bonus territoire Ctg**

Le bonus territoire Ctg est une aide complémentaire à la prestation de service « Ram » versée aux structures soutenues financièrement par une collectivité locale engagée auprès de la Caf dans un projet de territoire au service des familles. Cet engagement se matérialise par la signature d'une Convention territoriale globale (Ctg). Issue des financements accordés précédemment au titre du contrat enfance et jeunesse, cette subvention de fonctionnement vise à maintenir un système favorable au développement des Ram pour améliorer leur maillage territorial, renforcer leur rôle d'animation, et permettre une meilleure solvabilisation des Ram existants les moins financés par la branche.

## 1.2 - L'éligibilité au bonus territoire Ctg

Le bonus territoire Ctg est attribué à un équipement remplissant les conditions suivantes :

- être éligible à la Pso Ram ;
- être soutenu financièrement par la collectivité territoriale détentrice de cette compétence ;
- être situé sur un territoire sur lequel une convention territoriale globale (Ctg) a été signée entre la Caf et la collectivité locale.

Le soutien financier de la collectivité territoriale est matérialisable selon deux modalités :

- Sous forme monétaire (subvention d'équilibre, délégation de service public...);
- En nature par une mise à disposition (locaux, personnel, fluide).

## 1.3 - Les modalités de calcul du bonus territoire Ctg

### Offre existante :

**Le financement du bonus territoire Ctg est accordé dans la limite de l'offre existante qui s'élève pour l'année de référence de la présente convention à : 1 Etp d'animateurs**

**Le montant forfaitaire<sup>1</sup> du bonus territoire Ctg par Etp d'animateurs : 13 184,82 €**

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de la Psej<sup>2</sup> de N-1 au titre du Cej (Ram) /Nombre d'Etp du poste d'animateur soutenus par la collectivité et bénéficiant de la Ps Ram et Psej (Ram) sur le territoire de compétence donné.

Le bonus territoire Ctg est plafonné de telle sorte que la somme des subventions de fonctionnement sur fonds nationaux (Pso , missions supplémentaires, bonus territoire Ctg et fonds publics et territoires) ne dépasse pas 80% des charges du Ram. En cas de dépassement, l'écèlement se fera sur le montant du bonus territoire Ctg.

### Offre nouvelle :

Le montant forfaitaire national pour tout nouveau Etp d'animateur développé au-delà de l'offre existante dans un Ram relève d'un barème national<sup>3</sup> publié annuellement par la Cnaf.

**Le montant du bonus territoire Ctg s'établit donc ainsi :**

|  |   |   |   |                           |   |                          |
|--|---|---|---|---------------------------|---|--------------------------|
| Nombre d'etp<br>déclaré par le<br>partenaire<br>plafonné à<br>l'existant | X | Montant<br>forfaitaire / Etp<br>de l'offre<br>existante | + | Nombre de<br>Nouveaux etp | X | Barème nouvel etp<br>ram |
|--|---|---|---|---------------------------|---|--------------------------|

Le bonus territoire Ctg est calculé sur la base d'Etp réel du poste d'animateur.

<sup>1</sup> Un financement minimum est garanti. Pour 2020, il est de 1000€

<sup>2</sup> Le montant de référence est la charge à payer comptabilisée pour la dernière année du Cej

<sup>3</sup> Tel que défini par la Cnaf

## **1.4 - Le versement du bonus territoire Ctg**

Concernant le versement d'acompte, la Caf pourra verser un acompte de 70% du montant du droit prévisionnel N à la transmission des données prévisionnelles N.

Le calcul et le versement du bonus territoire Ctg s'effectuent au moment du calcul de la prestation de service Ram à partir des mêmes déclarations de données.

Il ne pourra donc être versé qu'une fois les données d'activité connues. Il reste conditionné au maintien du cofinancement de la collectivité locale compétente signataire de la Ctg, vérifié à partir des données du compte de résultat.

Une notification de versement des montants des subventions versées au titre du bonus territoire Ctg sera adressée au gestionnaire et une notification d'information à la collectivité compétente par la Caf permettant la lisibilité et la visibilité de l'intervention des Caf sur le territoire concerné.

## **Article 2 – Incidences de l'avenant sur la convention**

Toutes les clauses de la convention initiale et de son (ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant, ..... . Ces stipulations prévalent en cas de différence.

### Article 3 – Effet et durée de l’avenant

Le présent avenant prend effet à compter du **01/01/2021 au 31/12/2021**.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des co-signataires.

Fait à Nanterre, le 10/11/2021, en 1 exemplaire

|  |  |
|--|--|
| <b>La Caf</b>  | <b>Le gestionnaire</b>   |
| <b>Caroline GUGENHEIM</b><br><b>Directeur de la CAISSE</b><br><b>D’ALLOCATIONS FAMILIALES</b><br><b>DES HAUTS-DE-SEINE</b> | <b>Jacqueline BELHOMME</b><br><b>Maire</b><br><b>Ville de MALAKOFF</b> |
| Par délégation de signature<br>Fait le 15/12/2021  |  |

*Marie Vignes*

Signé par Marie Vignes





## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Compte rendu de l'entente intercommunale pour l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux et approbation des propositions émanant de la conférence des élus en date du 10 décembre 2021.

|   |  |
|---|--|
| Nombre de membres composant le conseil :<br><b>39</b> | <b>N° DEL2022_42</b>   |
| En exercice: <b>39</b>                                | <b>Arrivée en Préfecture le :</b><br><b>Publiée le :</b><br><b>Exécutoire le :</b> |
| Présents: <b>31</b>                                   |  |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>6</b>            |  |
| Absent excusé (sans mandat): <b>2</b>                 |  |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 07/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_42-DE



# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_42

Objet : Compte rendu de l'entente intercommunale pour l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux et approbation des propositions émanant de la conférence des élus en date du 10 décembre 2021.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

**Vu** la délibération n°2016\_99 du conseil municipal du 29 juin 2016 approuvant la convention d'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux ;

**Vu** la délibération n°2018\_89 du conseil municipal du 26 septembre 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention d'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux ;

**Vu** la délibération n°2019\_15 du conseil municipal du 13 février 2019 approuvant l'avenant n°2 à la convention d'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine de Bagneux ;

**Vu** la délibération n°2019\_127 du conseil municipal du 2 octobre 2019 approuvant l'avenant n°3 à la convention d'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux ;

**Vu** la délibération DEL2020\_9 du conseil municipal du 26 février 2020 approuvant l'avenant n°4 à la convention d'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux ;

**Vu** la délibération DEL2021\_12 du conseil municipal du 10 mars 2021 approuvant l'avenant n°5 à la convention d'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux et validant les propositions émanant de la conférence des 9 octobre 2020 et 20 janvier 2021 ;

**Vu** le compte-rendu de la conférence du 10 décembre 2021, annexé à la présente délibération ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** que la conférence de l'entente intercommunale s'est réunie le 10 décembre 2021 ;

**Considérant** que pour être exécutoires, les décisions arrêtées par la conférence doivent être approuvées par les conseils municipaux de chaque commune ;

## Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** les propositions émises par la conférence de l'entente intercommunale portant sur l'exploitation de la cuisine centrale de Bagneux lors de la réunion du 10 décembre 2021, telles qu'elles résultent du compte-rendu annexé à la présente délibération.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Compte rendu du 10/12/2021

# Conférence Entente Communale Malakoff-Bagneux

## Participant.es :

- Malakoff : Vanessa Ghiati, élue, Aurélien Denaes élu, Dominique Trichet-Allaire, élue excusée
- Claudine Le Mat, DGA, excusée, Gilles Breton, directeur
- Bagneux :
  - Nicolas Guillemin, élu ; Hélène Cillières, Corinne Pujol, élues, excusées,
- Sylviane Peters, DGA ; Gaelle Safa-Lartigues, directrice

## **1. Présentation du cadrage de l'étude de faisabilité sur l'évolution de la cuisine centrale**

Cette étude vise à décliner de façon opérationnelle et la plus optimisée possible, à l'échelle du mandat, le projet politique porté par les élus des 2 villes concernant la restauration collective

### Présentation du périmètre de l'étude pour validation :

- Objectifs :
  - Prendre en compte les contraintes financières : rechercher l'atteinte de nos objectifs dans un équilibre financier, et à l'appui d'un modèle d'organisation fluide qui réponde aux besoins des usagers
  - Avoir une vision prospective sur le long terme sur les possibilités d'évolution, et en regard de ce qui se passe ailleurs
  - Prendre en compte l'amélioration des conditions de travail
- Périmètre / objet :
  - comment répondre aux obligations Egalim
  - comment atteindre les engagements de mandat
    - Intégrer la question des circuits courts
  - Inclure dans la réflexion l'hypothèse d'extension à d'autres villes voisines ; et la possibilité d'avoir une des unités de production sur la ville de Malakoff
  - Inclure des hypothèses sur externalisation ou ré internalisation des repas personnes âgées et crèches
  - Inclure des pistes en dehors de ce qui se fait aujourd'hui (ex : achats, partenariats filières agricoles ; régies agricoles pour voir comment on maîtrise les prix/les fournitures, etc)
- Gouvernance :
  - COPIL composé de : 2 élus, DGA, directeurs
  - Réunion et points d'étape avec membres de l'entente
- Budget prévisionnel : 85 000 € TTC
- Calendrier :
  - Lancement fin janvier 2022
  - Attribution au printemps :
  - 1° Résultats attendus avant l'été pour intégration de 1ères hypothèses le cas échéant en préparation budgétaire 2023 à l'automne

## **2. Renouveau des marchés :**

- Alimentaire : automne 2022 Evolution d'un lot (lot 8) afin de l'orienter plus sur le circuit court/des exigences éthiques sur le bio/le équitable. Introduction de produits bio sur

chaque lot. 1 An renouvelable au vu des modifications du marché en cours et de notre attente d'évolution en fonction des résultats de l'étude

- Pain : Prévoir sur 1 an renouvelable 3 fois. Intégrer dans les attributions des boulangeries hors ville pour obtenir du pain bio
- Marché SEMGEST - renouvellement chaque année au 1er janvier
  - Revoir les possibilités d'intervention dans les écoles (tarifications à l'acte)
  - Refaire passer le catalogue de formation et vérifier le budget dédié/les possibilités
- Travail en commun : consultation de la direction restauration Malakoff en amont pour identification des besoins
- **3. Facture de régulation 2021 :**
  - Validation des factures (frais de personnels et de matériels) après justificatifs des surcouts
  - Il est acté que les 2 Directions communiqueront tout au long de l'année avant l'engagement des dépenses (seuil à déterminer entre directions). Validation par les membres de l'entente pour les dépenses importantes
- **4. Point qualité/offre de service :**
  - Retour d'information sur le contrôle DDPP
  - Mettre en place des tableaux de bord /indicateurs pour le suivi du bio, circuits courts..., sur la qualité de service par trimestre (coûts des denrées...)
  - Réflexion sur une communication commune (notamment une vidéo pour présenter la cuisine au-delà des visites)
  - Charte menus de Malakoff mise en commun avec Bagneux
- **5. Agenda :**
  - Visites de cuisines : retours parents positifs, à reprogrammer (parents, élus, agents)
  - Séminaire de formation du 7/01/22 matin : confirmation des attentes/objectifs : loi egalim/PNNS/ HACCP ; contraintes de production ; état des évolutions en collectivité
  - Visite du site de gestion des déchets à Stains (24/01) ;
  - Réunions trimestrielles :
    - Semaine du 14/02/22
    - 1 réunion d'Entente en mai
    - 1 réunion d'Entente en décembre

#### Décisions :

- Validation du cadrage général de l'étude de faisabilité d'évolution de la cuisine centrale
- Validation des modalités de renouvellement des marchés alimentaire et pain
- Validation des factures de régulation 2021
- Validation du principe d'échanges réguliers entre les 2 directions avant d'engager les dépenses. Nécessité d'avoir une validation a priori de Malakoff pour les dépenses importantes
- Demande de mise en place de tableaux de bord/indicateurs pour le suivi des denrées bio, circuit court... et de la qualité de service par trimestre
- Mise en commun de la communication sur les menus

# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Approbation du principe d'externalisation de l'instruction des autorisations du sol.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_43</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### **Etaient Présents (33) :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles - Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat (6) :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Secrétaire de séance :**

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_43

Objet : Approbation du principe d'externalisation de l'instruction des autorisations du sol.

#### **Le conseil municipal,**

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29 ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L,423-1 et R,423-15 ;

**Vu** le projet de contrat d'externalisation des autorisations du sol ci-annexé,

**Vu** l'avis de la commission municipale compétente ;

**Considérant** que dans le cadre ses missions de service public, la ville de Malakoff assure l'instruction des demandes d'autorisations du droit des sols (ADS) ;

**Considérant** que cette mission, assurée par des agents de la collectivité, nécessite l'accomplissement de tâches tant administratives que techniques afin que les délais et procédures définies par le code de l'urbanisme soient respectées et que les décisions puissent être rendues en toute régularité ;

**Considérant** que depuis l'entrée en vigueur du Plan Local d'Urbanisme (PLU) en 2016, le volume annuel d'ADS déposées a notablement augmenté et qu'au regard de la dynamique immobilière que connaît Malakoff, le surcroît d'activité généré ne va pas faiblir ;

**Considérant** que pour garantir la sécurité juridique des ADS et un traitement rapide des demandes, il convient de renforcer les moyens humains dédiés à l'instruction technique des dossiers ;

**Considérant** que depuis 2019, les collectivités territoriales ont la possibilité de confier tout ou partie de l'instruction des ADS à des prestataires privés, les décisions restant de la compétence de l'autorité territoriale ;

**Considérant** qu'afin d'assurer la continuité du service public, il est opportun d'externaliser l'instruction d'une partie des demandes déposées dans la commune ;

**Considérant** qu'après avoir consulté plusieurs prestataires, la commune a décidé de confier pour une durée de 1 an à la société CAPURBA l'instruction d'une partie des ADS pour un budget maximum de 30 000 € TTC et que si cette externalisation donne satisfaction, elle sera poursuivie les années suivantes ;

#### **Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : DÉCIDE** d'externaliser l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme en ayant recours à des prestataires privés, sur le fondement et dans les conditions prévues par les articles L.423-1 et R.423-15 du code de l'urbanisme.

**Article 2 : APPROUVE** la convention à conclure avec la société prestataire CAPURBA relative à une externalisation partielle des demandes d'autorisation d'urbanisme.

**Article 3 : DIT QUE** la dépense est inscrite au budget de fonctionnement de l'exercice en cours.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

**Vote :**

La délibération est adoptée par 34 voix POUR dont 6 mandats (M. Rodéric Aarsse, Mme Dominique Trichet-Allaire, M. Jean-Michel Poullé, Mme Tracy Kitenge, M. Roger Pronesti), Et 5 voix CONTRE (Mme Nadia Hammache, Mme Héla Bel Hadj Youssef, M. Martin Vernant, M. Anthony Toueilles, M. Stéphane Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## **CONTRAT DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES D'ASSISTANCE DANS L'INSTRUCTION DES AUTORISATION DU SOL**

---

### **Entre**

La **SARL CAPURBA**, immatriculée au RCS de PARIS sous le n° 818 847 600, ayant son siège social 5 rue des Suisses 75014 PARIS, prise en la personne de son représentant légal M. Guillaume TYVAERT.

Ci-après dénommé le Prestataire,

### **Et**

**La Commune de MALAKOFF,**

Ayant son siège social en mairie 1 place du 11 Novembre 1918 CS80031 92240 MALAKOFF, Prise en la personne de son représentant légal Mme Jacqueline BELHOMME, agissant en tant que Maire en exercice en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°2022/XXX en date du 23 mars 2022,

Ci-après dénommée la Commune,

### **Il a été préalablement exposé :**

#### **Préambule**

Les articles L.423-1 et R.423-15 du code de l'urbanisme prévoient que l'organe délibérant de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale peut confier l'instruction des demandes d'autorisation du sol à un ou plusieurs prestataires privés, dans la mesure où l'autorité de délivrance conserve la compétence de signature des actes d'instruction. Ces prestataires ne peuvent pas se voir confier des missions qui les exposeraient à un intérêt privé de nature à influencer, ou paraître influencer, l'exercice indépendant, impartial et objectif de leurs fonctions. Ils agissent sous la responsabilité de l'autorité administrative, celle-ci gardant l'entière liberté de ne pas suivre la proposition du ou des prestataires. Les missions confiées ne doivent entraîner aucune charge financière pour les pétitionnaires.

Dans un contexte de forte dynamique immobilière, la commune de Malakoff a pris la décision d'externaliser l'instruction d'une partie des autorisations du sol de façon à limiter la charge de travail du service municipal instructeur.

La SARL CAPURBA offre ses services à la commune de MALAKOFF pour le traitement des demandes de ses administrés ou de ses partenaires, relatives au droit des sols (permis de construire, autorisations d'occupation, certificats d'urbanisme...).

La mission de la SARL CAPURBA se limite à une mission d'assistance dans l'instruction des demandes, la prise de décision incombant par nature à la Commune, seule habilitée à exercer cette prérogative de puissance publique, et ce en application de l'article R423-14 du Code de



l'Urbanisme. Toute erreur d'instruction engagera donc la responsabilité de la commune. Le prestataire ne pourra en aucun cas être tenu responsable.

## **Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit.**

### **Article 1 : Objet**

Le présent contrat est un contrat de prestations de conseil ayant pour objet le traitement des demandes suivantes relatives au droit des sols :

- Permis de construire,
- Déclarations préalables,

Le prestataire assure l'étude réglementaire de la demande, de l'examen de sa recevabilité à la proposition de décision.

Le prestataire agit sous l'autorité des services de la commune, en concertation avec elle, sur les suites à donner aux demandes déposées.

Le prestataire est en droit de faire appel à des partenaires afin d'exécuter tout ou partie de sa mission. Le prestataire se réserve le droit de refuser des dossiers.

### **Article 2 : Prix**

#### **→ Rémunération :**

Dans le cadre de l'assistance apportée par la SARL CAPURBA, la rémunération de la Société sera fonction du type d'acte dont la commune lui aura confié l'analyse, dans une enveloppe budgétaire annuelle maximale de 30 000 € TTC (rémunération maximum du prestataire).

#### **→ Prix unitaires par type d'acte :**

- Déclarations préalables : 150 HT, soit 180 TTC
- Permis de construire maison individuelle : 200 HT, soit 240 TTC
- Autres permis de construire : 500 HT , soit 600 TTC

#### **→ Modalités de règlement**

La commune s'acquittera, chaque fin de mois, d'un montant facturé qui prendra en compte le nombre de demandes soumises à l'analyse de la société, par type d'acte, au cours du mois en cause. Le règlement des sommes dues s'effectuera par virements mensuels, selon les règles applicables en matière de comptabilité publique.

### **Article 3 : Durée**

Le présent contrat est passé pour une durée maximale d'un (1) an à compter de sa signature.

Le présent contrat peut être rompu à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception. Tout dossier en cours sera mené à terme de l'instruction par le prestataire sauf accord entre les parties.

#### **Article 4 : Missions du prestataire**

Dans la période définie à l'article 3, le prestataire intervient sur les missions suivantes :

- Vérification du caractère complet du dossier.
- Détermination du délai d'instruction au vu des consultations restant à lancer.
- Si le dossier déposé justifie un délai d'instruction supérieur au délai de droit commun ou se révèle incomplet, transmission d'une proposition aux services de la commune :
  - o Soit d'une notification de pièces manquantes,
  - o Soit d'une prolongation de délais,
  - o Soit des deux.
- Examen technique du dossier, notamment au regard des règles d'urbanisme applicables au terrain considéré.
- Transmission aux services de la commune des courriers de consultation des personnes publiques, services ou commissions intéressées (autres que celles déjà consultées par les communes lors de la phase de demande).
- Rédaction et transmission d'un projet de décision tenant compte du projet déposé, de l'ensemble des règles d'urbanisme applicables et des avis recueillis.

#### **Article 5 : Organisation du prestataire**

Le prestataire récupère les dossiers à traiter exclusivement par voie dématérialisée (courriel) sur une adresse mail dédiée.

Le prestataire répond aux questions réglementaires posées et à la pré-instruction par téléphone ou courriel (dans la limite de 1h par mois pour la pré-instruction).

Le prestataire n'a pas de relations directes avec les pétitionnaires et les services extérieurs.

Les documents qui sont transmis aux services communaux chargés de l'urbanisme seront argumentés et permettront de donner un avis explicite sur la position de la délivrance ou non des autorisations, afin de permettre une prise de décision et finalisation des actes rapides.

#### **Article 6 : Calendrier et délais**

Le prestataire s'engage à traiter le dossier dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de sa réception, nonobstant les délais nécessaires et réglementaires à la consultation de services spécialisés.

Si le dossier requiert un délai particulier comme stipulé à l'article 4, le prestataire s'engage à transmettre à la commune une proposition de demande de notification de pièces manquantes ou de prolongation de délai, au plus tard 8 jours avant la fin du premier mois d'instruction (dans le respect des 10 jours ouvrés de traitement).

#### **Article 7 : Obligation de confidentialité**

Le prestataire s'engage à ne pas divulguer les informations auxquelles il peut avoir accès, dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il considère comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer toute information ou tout document dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Pour l'application de la présente clause, le prestataire répond de ses salariés comme de lui-même.

Le prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

## **Article 8 : obligations de la commune**

La commune s'engage à :

- Affecter un numéro d'enregistrement et délivrer un récépissé au pétitionnaire,
- Afficher en Mairie un avis de dépôt de la demande de permis ou de déclaration dans le délai de 15 jours à compter de sa réception,
- Transmettre au prestataire un exemplaire de la demande de permis et de la déclaration, ainsi que du dossier qui l'accompagne, dans les 8 jours qui suivent la date du dépôt,
- Faire part au prestataire dans les plus brefs délais de toutes les instructions nécessaires, informations utiles (desserte par les réseaux, présence éventuelle de bâtiments générateurs de nuisance à proximité...),
- Transmettre au prestataire copie des courriers et décisions relatifs aux dossiers étudiés,
- Valider la proposition remise par le prestataire, cette validation devant intervenir par écrit si la décision prise est différente de la proposition émise par ce dernier. (La collectivité dispose de 2 jours ouvrés pour demander une modification de la proposition).

## **Article 9 : obligation de permettre l'accès aux informations**

Pour mener à bien la mission prise en charge, le prestataire pourra avoir un accès libre aux documents d'urbanisme mis à jour (PLU, ZAC, lotissement, ...), ainsi que des délibérations instituant les diverses taxes et participations prévues par le code de l'urbanisme.

Le prestataire disposera également d'un accès au logiciel de gestion des autorisations d'urbanisme de la commune de Malakoff « Droit De Cités » par le biais d'un poste virtualisé accessible via la plateforme de télétravail de la commune (Ipdivia). Les propositions de courriers d'instruction et de décisions seront rédigés sur ce logiciel.

## **Article 10 : Litiges entre les parties**

La commune et le prestataire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution de ses prestations.

Le cas échéant, la commune ou le prestataire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, conformément au code de la commande publique (article L2197-3 code de la commande publique).

## **Article 11 : Juridiction compétente**

En cas de litige, l'affaire sera portée devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise.

Fait à Malakoff en deux exemplaires, le :

Signature du représentant de  
la commune :

Cachet et signature du prestataire :

# Ville de Malakoff

## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

**Objet** : Attribution des subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2022.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_44</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 33                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 0                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### Etaient Présents (33) :

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles - Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### Avaient donné mandat (6) :

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### Secrétaire de séance :

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_44

Objet : Attribution des subventions de fonctionnement aux associations pour l'année 2022.

#### **Le conseil municipal,**

Entendu l'exposé du rapporteur ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29 ;

**Vu** le décret n°21-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État, prenant effet à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

**Vu** la délibération l'adoption du budget principal de la ville, adoptant le budget 2022 ;

**Vu** les propositions de la commission d'examen des subventions réunie le 16 février 2022,

**Vu** l'avis des commissions communales compétentes ;

**Considérant** la période de dépôt des dossiers de demande de subvention du 9 novembre au 17 décembre 2021 ;

#### **Après en avoir délibéré,**

**Article 1 : ATTRIBUE** aux associations les subventions listées en annexe de la présente délibération pour une somme totale de 809 420 €

**Article 2 : DIT QUE** les crédits nécessaires à la dépense sont inscrits au Budget Primitif 2022.

**Article 3 : AUTORISE** Madame la Maire à signer tout document inhérent au versement de ces subventions.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

**Vote :**

**Pour l'association Bar@muse,** par 37 voix POUR dont 6 mandats (M. Aarsse, Mme Ghiati, Mme Trichet-Allaire, M. Poullé, Mme Kitenge, M. Pronesti) et 2 élus ne prenant pas part au vote (M. François, M. Brice) ;

**Pour l'association USMM,** par 37 voix POUR dont 6 mandats (M. Aarsse, Mme Ghiati, Mme Trichet-Allaire, M. Poullé, Mme Kitenge, M. Pronesti) et 2 élus ne prenant pas part au vote (M. Hemidi, M. Brice) ;

**Pour l'association Malakecolo,** par 37 voix POUR dont 6 mandats (M. Aarsse, Mme Ghiati, Mme Trichet-Allaire, M. Poullé, Mme Kitenge, M. Pronesti) et 2 élus ne prenant pas part au vote (M. Gutierrez, M. Brice) ;

**Pour le reste des associations,** par 38 voix POUR dont 6 mandats (M. Aarsse, Mme Ghiati, Mme Trichet-Allaire, M. Poullé, Mme Kitenge, M. Pronesti) et 1 élu ne prenant pas part au vote (M. Brice).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

| ORGANISME   | SUBV 2022 |
|---|-----------|
| ACLAM - Art, Culture, Loisirs à Malakoff                  | 21 500 €  |
| ADAVIP 92   | 550 €     |
| AGECSOG Centre Guynemer                                   | 3 000 €   |
| ALDEIAS DO MINHO  | 400 €     |
| ALTERCONSOS MALAKOFF                                      | 100 €     |
| AMICALE DE CHATEAUBRIANT VOVES-ROUILLE                    | 500 €     |
| AMICALE DES ANCIENS DU CMS                                | 400 €     |
| AMICALE GEORGES BRASSENS                                  | 320 €     |
| AMIS DE LEO FIGUERES (ALF)                                | 700 €     |
| ARAC  | 700 €     |
| ARTS & BIEN-ETRE  | 2 000 €   |
| ASIAM - Agir pour la solidarité internationale à Malakoff | 15 000 €  |
| ASSOCIATION 3 QUATRE                                      | 1 500 €   |
| ASSOCIATION DE PROTECTION DES CHATS DE MALAKOFF           | 1 100 €   |
| ASSOCIATION FONDS MÉMOIRE D'AUSCHWITZ (AFMA)              | 220 €     |
| ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLEGE PAUL BERT                 | 600 €     |
| ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE PROFESSIONNEL LOUIS         | 500 €     |
| ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE DES POLICIERS          | 150 €     |
| VANVES/MALAKOFF (ASCPVM)                                  | 150 €     |
| ATTAC 92  | 200 €     |
| AU COIN DE L'IMPASSE                                      | 500 €     |
| AU JARDIN SPIRITUEL                                       | 150 €     |
| BABY BOUGE  | 1 200 €   |
| BAR@MUSE  | 500 €     |
| BATON DE PAROLE   | 150 €     |
| BEAT AND BEAR   | 5 000 €   |
| BOURSE DU TRAVAIL   | 37 000 €  |
| CASC-COMITE D ACTION SOCIAL ET CULTUREL                   | 94 000 €  |
| CHATS ERRANTS DE MALAKOFF                                 | 350 €     |
| CLUB DE BRIDGE DE MALAKOFF                                | 400 €     |
| CLUB PHOTO MALAKOFF                                       | 1 000 €   |
| COLLECTIF SEMEUR DE ZEN                                   | 400 €     |
| COMITE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DEVELOPPEMENT - CCFD     | 300 €     |
| Terre solidaire   | 300 €     |
| COMITE DES FETES DE MALAKOFF                              | 1 000 €   |
| COMPAGNIE DU RESSORT                                      | 600 €     |
| COMPAGNIE REVERII   | 500 €     |
| COMPAGNIE VAGABOND  | 500 €     |
| CROIX ROUGE FRANCAISE VANVES-MALAKOFF                     | 1 000 €   |
| DAFLOW COMMUNITY  | 500 €     |
| DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION                            | 31 000 €  |
| DINAMIC MEDIATION FAMILIALE                               | 2 000 €   |
| DYNAMO MALAKOFF   | 250 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS ELEMENTAIRE GUY MOQUET             | 200 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS ELEMENTAIRE PAULETTE NARDAL        | 200 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS GROUPE SCOLAIRE FERNAND LEGER      | 120 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS GROUPE SCOLAIRE GEORGES            | 200 €     |
| COGNIOT ELEMENTAIRE                                       | 200 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS GROUPE SCOLAIRE HENRI BARBUSSE     | 150 €     |
| ELEMENTAIRE   | 150 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES        | 200 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS GROUPE SCOLAIRE PAUL LANGEVIN      | 200 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS MATERNELLE PAULETTE NARDAL         | 200 €     |
| FCPE COMITE DE PARENTS PAUL VAILLANT-COUTURIER            | 200 €     |

|  |                  |
|--|------------------|
| <b>FEMMES SOLIDAIRES DE MALAKOFF</b>   | <b>700 €</b>     |
| <b>FNDIRP</b>  | <b>1 000 €</b>   |
| <b>FRANCE ALZHEIMER 92</b>   | <b>2 000 €</b>   |
| <b>FREE SONS D'AFRIQUE</b>   | <b>350 €</b>     |
| <b>GOBIE CLUB PLONGÉE</b>  | <b>300 €</b>     |
| <b>GRANDIS'SONS</b>  | <b>500 €</b>     |
| <b>GROUPE</b>  | <b>500 €</b>     |
| <b>HAMBUR'GAME MALAKOFF</b>  | <b>1 000 €</b>   |
| <b>HARRY'S COOL</b>  | <b>2 000 €</b>   |
| <b>INITIATIVE EMPLOI</b>   | <b>500 €</b>     |
| <b>KAZ'ART</b>   | <b>500 €</b>     |
| <b>LA COOPERATIVE ALIMENTAIRE AUTOGEREE DE MALAKOFF</b>  | <b>9 000 €</b>   |
| <b>LA FABRICA'SON</b>  | <b>500 €</b>     |
| <b>LA PORTE BLEUE</b>  | <b>300 €</b>     |
| <b>LA PREVENTION ROUTIERE 92</b>   | <b>6 000 €</b>   |
| <b>LA RESSOURCERIE DE MALAKOFF</b>   | <b>700 €</b>     |
| <b>LA TOUR</b>   | <b>500 €</b>     |
| <b>LE LIVRE DE L'AVEUGLE</b>   | <b>100 €</b>     |
| <b>LECTURE JEUNESSE</b>  | <b>200 €</b>     |
| <b>LES AMIS DU TEMPS DES CERISES</b>   | <b>4 500 €</b>   |
| <b>LES ANGES AU PLAFOND</b>  | <b>200 €</b>     |
| <b>LES AUXILIAIRES DES AVEUGLES</b>  | <b>500 €</b>     |
| <b>LES FABRIQUEURS</b>   | <b>500 €</b>     |
| <b>LES FLEURS DE DEMAIN</b>  | <b>3 000 €</b>   |
| <b>LUTTA LIVRE MALAKOFF</b>  | <b>200 €</b>     |
| <b>MALAKECOLO</b>  | <b>500 €</b>     |
| <b>MALAKFE</b>   | <b>1 300 €</b>   |
| <b>MALAKOFF ET MAT</b>   | <b>3 000 €</b>   |
| <b>MALAKOFF VILLAGE</b>  | <b>1 050 €</b>   |
| <b>MOUVEMENT DE LA PAIX</b>  | <b>600 €</b>     |
| <b>MOUVEMENT DU NID DELEGATION 92</b>  | <b>23 000 €</b>  |
| <b>MUSIQUES TANGENTES</b>  | <b>1 000 €</b>   |
| <b>PROSPERO MIRANDA</b>  | <b>250 €</b>     |
| <b>RADIO MLK</b>   | <b>500 €</b>     |
| <b>SAIS 92 (Service d'accompagnement et d'information pour la scolarisation des élèves handicapés)</b> | <b>4 500 €</b>   |
| <b>SCARABEE (Solidarités citoyennes avec les réfugié-e-s et les exilé-e-s)</b>                         | <b>3 000 €</b>   |
| <b>SECOURS CATHOLIQUE -Caritas France</b>  | <b>300 €</b>     |
| <b>SECOURS DES CŒURS SANS FRONTIERES</b>   | <b>2 500 €</b>   |
| <b>SECOURS POPULAIRE FRANCAIS</b>  | <b>100 €</b>     |
| <b>SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR (SMLH)</b>   | <b>100 €</b>     |
| <b>SOLIDARITE France ETRANGER</b>  | <b>500 €</b>     |
| <b>TALA (Tradition artistique latino et africaine)</b>   | <b>150 €</b>     |
| <b>UNAFAM 92</b>   | <b>600 €</b>     |
| <b>UNION ATHLETIQUE DU LYCEE MICHELET</b>  | <b>2 500 €</b>   |
| <b>UNION LOCALE CFDT DE MALAKOFF</b>   | <b>2 800 €</b>   |
| <b>UNION LOCALE DES SYNDICATS CGT MALAKOFF-MONTROUGE-VANVES</b>  | <b>1 300 €</b>   |
| <b>UNION LOCALE FORCE OUVRIERE MALAKOFF-VANVES</b>   | <b>489 000 €</b> |
| <b>USMM - Union sportive municipale de Malakoff</b>  | <b>250 €</b>     |
| <b>VIE LIBRE BAGNEUX</b>   | <b>500 €</b>     |
| <b>VILLAGE DE L'AMITIE VAN CAHN</b>  | <b>400 €</b>     |
| <b>ZERO WASTE SUD GRAND PARIS</b>  | <b>2 000 €</b>   |
| <b>ZINZOLIN</b>  |                  |
| <b>TOTAL ATTRIBUTION SUBVENTIONS</b>   | <b>809 420 €</b> |



Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le

 SLOW

ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_44-AR

### **Dossiers en cours de traitement**

Financement des ateliers scientifiques

Financement sport à haut niveau (au titre du contrat départemental)

Subventions exceptionnelles

**TOTAL**

**TOTAL GENERAL**

### **Montants prévisionnels**

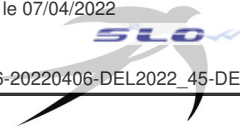
16 000 €

11 400 €

13 180 €

**40 580 €**

**850 000 €**



## REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Attribution d'une subvention exceptionnelle de 2000 euros à l'UNICEF afin de participer à l'appel de fonds mis en place pour venir en aide aux populations victimes de la guerre en Ukraine.

|   |                                   |
|---|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil :<br><b>39</b> | <b>N° DEL2022_45</b>              |
| En exercice: <b>39</b>                                | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents: <b>33</b>                                   | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat): <b>6</b>            | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat): <b>0</b>                 |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Touailles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia -  
Mme Héra Bel Hadj Youssef - M. Farid Hemidi - M. Martin Vernant -  
M. Aurélien Denaes - Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice -  
M. Loïc Courteille - Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset -  
Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault -  
M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_45

Objet : Attribution d'une subvention exceptionnelle de 2000 euros à l'UNICEF afin de participer à l'appel de fonds mis en place pour venir en aide aux populations victimes de la guerre en Ukraine.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29 et L.1611-4 ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

**Vu** le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

**Vu** l'appel de fond lancé par l'UNICEF pour permettre de maintenir et de renforcer les actions de soutien aux enfants et à leurs familles en Ukraine ;

**Vu** l'avis des commissions communales compétentes ;

**Considérant** la volonté historique de la Ville de Malakoff de s'engager dans des actions de culture de paix se manifestant notamment par la solidarité avec toutes les populations du monde victimes de la guerre ;

**Considérant** qu'en tant que Ville amie des Enfants, Malakoff souhaite jouer le rôle de relais des actions de solidarité portées par l'UNICEF ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article 1 : APPROUVE** versement d'une subvention de 2000 euros à l'UNICEF pour participer à l'appel de fonds 2022 permettant de venir en aide aux populations victimes de la guerre en Ukraine.

**Article 2 : AUTORISE** Madame la Maire, ou son représentant délégué, à prendre toutes les mesures utiles pour l'exécution de cette délibération.

**Article 3 : DIT QUE** les dépenses en résultant seront prélevées sur le budget de l'exercice concerné.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 39 voix pour.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_45-DE

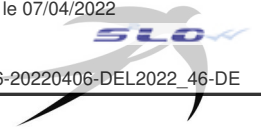


Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.

- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **23 mars 2022**

**Objet** : Délégation de service public pour l'exploitation des parkings Hôtel de Ville et Plateau de Vanves par la société INDIGO PARK : Rapport d'activité 2020.

|  |           |                                   |
|--|-----------|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : | <b>39</b> | <b>N° DEL2022_46</b>              |
| En exercice:                             | <b>39</b> | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents:                                | 31        | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat):        | 6         | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absent excusé (sans mandat):             | 2         |                                   |

L'an deux mille vingt deux, le vingt trois mars à 19 heures00, les membres composant le Conseil Municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances sous la présidence de **Madame Jacqueline BELHOMME**, Maire.

### **Etaient Présents :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères -  
Mme Corinne Parmentier - M. Anthony Toueilles - M. Dominique Cardot  
- Mme Bénédicte Ibos - M. Antonio Oliveira - Mme Fatiha Alaudat -  
M. Saliou Ba - Mme Annick Le Guillou - M. Michel Aouad -  
Mme Jocelyne Boyaval - Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian  
- M. Michaël Goldberg - M. Thomas François - M. Grégory Gutierrez -  
Mme Nadia Hammache - M. Nicolas Garcia - Mme Héra Bel Hadj  
Youssef - M. Martin Vernant - M. Aurélien Denaes -  
Mme Catherine Morice - M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille -  
Mme Fatou Sylla - M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès -  
M. Olivier Rajzman - Mme Charlotte Rault - M. Stéphane Tauthui

### **Avaient donné mandat :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
M. Farid Hemidi à M. Thomas François  
Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Etaient excusés :**

Mme Dominique Trichet-Allaire - Mme Julie Muret

Secrétaire de séance : Mme Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'elle a acceptées.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022  
Reçu en préfecture le 07/04/2022  
Affiché le 15/04/2022  
ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_46-DE

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n° DEL2022\_46

Objet : Délégation de service public pour l'exploitation des parkings Hôtel de Ville et Plateau de Vanves par la société INDIGO PARK : Rapport d'activité 2020.

#### Le conseil municipal,

Entendu l'exposé du rapporteur,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1411-3, L.1413-1 et L.2121-29 ;

**Vu** le décret n°2005-236 du 14 mars 2015 relatif au rapport annuel du délégataire de service public local et modifiant le code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la délibération n°2012-149 du 12 décembre 2012 portant approbation du choix du délégataire de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement de la ville de Malakoff ;

**Vu** le contrat de délégation de service public déléguant l'exploitation des parcs de stationnement Hôtel de Ville et Plateau de Vanves à la société VINCI PARK, renommée INDIGO PARK à la date du 5 novembre 2015 ;

**Vu** le rapport annuel produit par la société INDIGO PARK au titre de l'année 2020, annexé à la présente délibération ;

**Vu** l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 21 mars 2022 ;

**Vu** l'avis des commissions municipales compétentes ;

**Considérant** que l'autorité concédante doit être en mesure d'apprécier les conditions d'exercice du service public ;

**Considérant** que le compte de résultat de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement de la ville de Malakoff présente un solde négatif de - 41 284 € ;

Considérant que la redevance versée au titre de l'année 2020 est d'un montant de + 8 109,45 € ;

#### Après en avoir délibéré,

**Article unique : PREND ACTE** du rapport annuel au titre de l'année 2020 du délégataire INDIGO PARK pour l'exploitation des parcs de stationnement Hôtel de Ville et Plateau de Vanves, annexé à la présente délibération.

Vote : la délibération est adoptée à l'unanimité, soit 37 voix pour.

Envoyé en préfecture le 07/04/2022

Reçu en préfecture le 07/04/2022

Affiché le

**SLOW**

ID : 092-219200466-20220406-DEL2022\_46-DE

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Signé électroniquement par : Jacqueline  
BELHOMME  
Date de signature : 07/04/2022  
Qualité : Maire



La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)





# INDIGO

G R O U P



Rapport d'activité

2020

Ville de Malakoff

Parc Hôtel de Ville et Plateau  
de Vanves

# INDIGO

## G R O U P

## Avant Propos

Le présent rapport annuel du concessionnaire est établi conformément aux dispositions de l'article 33 du décret n°2016-86 du 1er février 2016 relatif aux contrats de concession publié au Journal Officiel du 2 février 2016. Il constitue, avec ses annexes, le rapport financier et l'analyse de la qualité du service. Il reprend les dispositions contractuelles relatives aux aspects techniques et financiers.

Les tableaux détaillant les fréquentations et recettes afférentes sont à considérer comme des éléments statistiques et n'ont pas de valeur comptable. Ils sont établis à partir des éléments recueillis journalièrement. Ils peuvent ne pas être corrigés de certaines écritures comptables qui peuvent intervenir après l'émission d'une facture (impayés, avoirs, etc.). Les commentaires figurant dans ce rapport d'activité sont établis d'après les éléments statistiques. Les éléments comptables sont fournis en annexes.

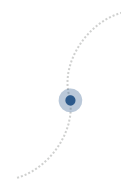
# Préambule

En 2020 les mesures de confinement ont entraîné une baisse inédite de tous les déplacements et un recul sans précédent de la circulation des voitures. En parallèle bon nombre de collectivités ont réagi en proposant des espaces dédiés à la circulation des deux roues et en offrant la gratuité du stationnement en voirie. Durant les deux confinements Indigo s'est également mobilisé pour contribuer à l'effort national en offrant près de 400 000 heures de stationnement au personnel soignant dans plus de 50 villes en France. Indigo a également souhaité en cette période faciliter la vie de ses abonnés en favorisant le paiement dématérialisé et le traitement des demandes en ligne, en permettant aux abonnés nuit de rester stationner sans surcout et en offrant des heures de stationnement utilisables en période normale, à ses abonnés les plus fidèles. Plusieurs actions commerciales favorisant les nouvelles souscriptions ont également été menées afin de soutenir l'activité de stationnement. Au-delà du geste solidaire ou du pragmatisme économique ces événements conduisent à accélérer la transition vers de nouveaux usages des espaces de stationnement. Pour répondre aux besoins et usages qui évoluent et fort de son expertise en conception d'ouvrages, le groupe INDIGO propose une nouvelle vision du parking du futur. Investir l'espace souterrain, le penser différemment pour prendre en compte les attentes d'aujourd'hui et anticiper les changements à venir font partie de nos réflexions. Il nous semble en effet naturel d'étendre les possibilités que le sous-sol peut offrir en adressant ces enjeux clés : comment les sous-sols peuvent s'intégrer davantage dans la vie urbaine, comment offrir plus de mobilité et de services aux usagers, comment faciliter la logistique urbaine ou encore alimenter la ville durable ?

# Sommaire

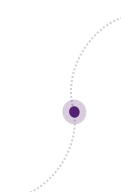
|      |  |    |
|------|--|----|
| 1    | L'entreprise .....   | 8  |
| 1.1  | Nos métiers .....  | 9  |
| 1.2  | Le parking du futur .....                                      | 10 |
| 1.3  | Notre Histoire.....  | 11 |
| 1.4  | Nos engagements de Responsabilité Sociétale d'Entreprise ..... | 12 |
| 2    | Le contrat .....   | 15 |
| 2.1  | Fiche d'identité.....  | 15 |
| 2.2  | Vos interlocuteurs .....                                       | 16 |
| 2.3  | L'exploitation.....  | 16 |
| 2.4  | Le périmètre global .....                                      | 18 |
| 2.5  | Faits marquants 2020.....                                      | 18 |
|      | Le parking Hôtel de Ville.....                                 | 18 |
| 3    | Descriptif de l'exploitation .....                             | 24 |
| 3.1  | Le parking Hôtel de Ville .....                                | 24 |
| 3.2  | Le parking Plateau de Vanves .....                             | 25 |
| 4    | Les services.....  | 26 |
| 4.1  | Les moyens de paiement et d'accès.....                         | 26 |
| 4.2  | Application Smartphone .....                                   | 26 |
| 4.3  | Souscription par internet .....                                | 27 |
| 4.4  | OPnGO.....   | 27 |
| 4.5  | Eco Mobilité .....   | 27 |
| 4.6  | Services de proximité .....                                    | 28 |
| 4.7  | Services aux véhicules .....                                   | 29 |
| 4.8  | Plan de quartier multimodal .....                              | 29 |
| 4.9  | Borne d'information.....                                       | 29 |
| 4.10 | Lockers / Relais Colis .....                                   | 29 |
| 5    | Maintenance et travaux .....                                   | 30 |
| 5.1  | Équipements .....  | 30 |
| 5.2  | Travaux.....   | 32 |
| 5.3  | Patrimoine de la délégation .....                              | 33 |
| 6    | Organisation et moyens d'exploitation .....                    | 35 |
| 6.1  | L'organisation locale.....                                     | 35 |
| 6.2  | Service de télé-opération et d'assistance .....                | 36 |
| 6.3  | La Boutique Indigo .....                                       | 37 |

|     |  |    |
|-----|--|----|
| 6.4 | Service Relation Client.....                                 | 38 |
| 6.5 | Actions.....   | 40 |
| 6.6 | Campus Indigo.....   | 42 |
| 7   | Observatoire du stationnement et analyse de l'activité ..... | 45 |
| 7.1 | Analyse de l'activité des exploitations .....                | 45 |
| 8   | Bilan financier.....   | 56 |
| 8.1 | Compte de résultat .....                                     | 56 |
| 8.2 | ANALYSE COMPARATIVE DU COMPTE DE RESULTAT 2019/2020 .....    | 63 |
| 8.3 | CALCUL DE LA REDEVANCE AU DELEGANT.....                      | 63 |
| 9   | Annexes.....   | 64 |



# 1

## Présentation générale



# 1 L'entreprise

Leader mondial du stationnement et de la mobilité individuelle, au service des Smart Cities de demain. Les activités du Groupe rassemblent plusieurs métiers : les parcs en ouvrage et les services associés, la voirie, la mobilité individuelle, le digital.

Indigo construit, finance et exploite des solutions de stationnement personnalisées et toujours plus intelligentes qui favorisent un parcours client plus intégré, plus fluide, plus facile.



*Indigo Group a construit son histoire autour de la mobilité. Sans stationnement, pas de mobilité... Et sans mobilité, pas de développement possible des villes !*

*Nous investissons fortement dans le développement de nouveaux services de mobilité individuelle et de digitalisation, que nous déployons ensuite dans nos parcs et en voirie, en France et à l'international.*

*Notre implantation sur plusieurs continents nous permet de tester l'adaptabilité de nos innovations et de les enrichir par l'expérience acquise sur le terrain.*



SERGE CLÉMENTE, PRÉSIDENT D'INDIGO GROUP



Nous développons des solutions sur-mesure, sur tous les segments de clients (villes, aéroports, hôpitaux, centre-commerciaux, gares, espaces de loisirs et événementiels, universités...).

De la construction d'ouvrages en concessions aux innovations de la smart city, nous avons su conserver une longueur d'avance pour donner vie à une mobilité intelligente, adaptée aux enjeux de demain.

Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des villes, nous imaginons des solutions innovantes et complémentaires à la voiture : vélos partagés, scooters électriques, trottinettes électriques...

La société **Indigo Group S.A.S.** (antérieurement dénommée Infra Park S.A.S.) détient 100% du capital d'**Indigo Infra S.A.** (antérieurement dénommée VINCI Park S.A.) et est elle-même détenue à 99,77% par **Infra Foch Topco S.A.S.** (le solde étant détenu par un Fonds Commun de Placement d'Entreprise détenu par les salariés du groupe).

Le capital d'Infra Foch Topco est détenu directement et indirectement par **PREDICA**, l'une des filiales de Crédit Agricole Assurances, à hauteur de 47,14%, par **MIROVA** à hauteur de 32,91%, par **MEAG** à hauteur de 14,24% et par **Infra Foch Topco** elle-même à hauteur de 0,50%, le solde étant détenu par le management du Groupe.



## 1.1 Nos métiers



*Véritable expert du modèle concessif, ce sont nos 50 ans d'expérience, notre capacité d'investissement et notre ingénierie recette que nous mettons au service de la construction de nouveaux ouvrages et de leur exploitation. Nos équipes sont impliquées sur toutes les phases des projets et il leur tient à cœur de proposer le meilleur service possible pour répondre aux demandes de nos clients et répondre aux besoins des usagers.*

SÉBASTIEN FRAISSE, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EN CHARGE DE LA FRANCE



### CONCEVOIR, CONSTRUIRE, FINANCER ET EXPLOITER

Depuis plus de 50 ans, Indigo met en œuvre sa vision du stationnement en ouvrage au service des villes et de la mobilité urbaine. Expert mondial du modèle concessif, Indigo investit dans des parcs modernes, accueillants, offrant des services intelligents et digitalisés, pour faciliter le parcours client et la mobilité en ville.



### PROPOSER DES SOLUTIONS DE MOBILITE

Faciliter les déplacements dans les centres villes est au cœur de nos préoccupations. Pour répondre aux besoins de chacun et aux enjeux des collectivités, nous développons de nouvelles solutions de mobilité individuelles complémentaires, simples d'utilisation et écologiques. Avec sa nouvelle entité Mobilité et Solutions Digitales, Indigo imagine ainsi des offres innovantes et complémentaires mises en œuvre dans les grandes villes du monde, à l'image du nouveau service de vélos et de scooters en libre-service sans station INDIGO® Weel.

### DEVELOPPER DES SOLUTIONS DIGITALES

Pour valoriser ses services de stationnement et mobilité, le groupe Indigo inclut pleinement le digital et la logique de MaaS\* dans sa stratégie globale pour répondre aux besoins actuels et futurs des villes et leurs habitants. Pleinement conscients des enjeux d'accroissement de la population, d'écologie et de congestion de trafic, nous nous positionnons comme véritable acteur et facilitateur de ces changements en proposant des services digitalisés qui révolutionnent le quotidien des usagers.

### EXPERT DU STATIONNEMENT SUR VOIRIE

Nous conseillons et accompagnons les collectivités dans la gestion de leur stationnement sur voirie en proposant des services et des outils sur-mesure, adaptés à leurs stratégies de mobilité. Contrôle, maintenance, collecte, conseil, accueil des riverains... Nous apportons notre savoir-faire et notre expertise pour répondre aux enjeux de fluidification et dynamisation des centres ville en facilitant la mobilité des usagers. INDIGO crée STREETEO, la marque dédiée au contrôle et à la verbalisation du stationnement en voirie

\* Mobility As A Service



## 1.2 Le parking du futur

Pour répondre aux besoins et usages qui évoluent et fort de son expertise en conception d'ouvrages, le groupe INDIGO propose une nouvelle vision du parking du futur. Investir l'espace souterrain, le penser différemment pour prendre en compte les attentes d'aujourd'hui et anticiper les changements à venir font partie de nos réflexions. Les parkings souterrains permettent d'intensifier les activités urbaines tout en protégeant l'intégralité du tissu urbain. Il nous semble en effet naturel d'étendre les possibilités que le sous-sol peut offrir en adressant ces enjeux clés :

**Intégrer les sous-sols dans la vie urbaine** et améliorer la vie quotidienne des habitants des villes qui se densifient en connectant le parking au transport.

**Offrir plus de mobilité et de services** aux usagers et ainsi proposer un parcours client plus fluide et digitalisé et des services entièrement interconnectés avec leur environnement, agissant comme une extension de la ville au-dessus.

**Répondre aux besoins de la ville intelligente et de la ville durable** en facilitant la logistique urbaine ou encore alimenter la ville durable par l'énergie produite grâce à l'inertie thermique des espaces souterrains.

Une réflexion menée en partenariat avec Dominique Perrault Architecture, spécialiste de l'architecture souterraine. Indigo a souhaité s'entourer du meilleur partenaire, Dominique Perrault et son cabinet d'architectes internationaux : DPA. Inventeur du concept « *groundscape* » (contraction de « *ground* », le sol et « *landscape* », paysage).



## 1.3 Notre Histoire

Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### Organiser le stationnement

Face à une nécessité de stationnement grandissante dans les villes, Indigo à l'époque GTM inaugure en 1964 son premier parc de stationnement en modèle concessif, sous l'esplanade des Invalides, suivi de Georges V et Malesherbes-Anjou. Paris devient le laboratoire des innovations d'Indigo. Avec le développement du stationnement en ouvrage et en voirie, les systèmes de péage s'automatisent et le paiement se dématérialise grâce à l'arrivée de la carte bleue. GTM et Sogeparc exportent leur savoir-faire à l'international.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### Offrir plus qu'une place de stationnement

Le parking n'est plus un lieu à usage unique mais devient un espace de services. Services de mobilité, prêts de parapluies, de vélos, de cabas, le parking du XXIe siècle prend forme et se veut un maillon de la mobilité urbaine. En 2001, GTM et Sogeparc fusionnent pour donner naissance à VINCI Park qui s'appuie sur les fondamentaux (qualité, sécurité, accueil) pour séduire les utilisateurs.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### L'ère du digital

En 2015, VINCI Park devient Indigo et se positionne comme un acteur clé du stationnement et de la mobilité individuelle, avec une nouvelle offre digitale.

Comme dans les autres secteurs de la consommation, l'expérience client évolue vers plus de liberté, plus de choix et plus de personnalisation. Indigo lance OPnGO, seule application qui offre à l'automobiliste une expérience de stationnement complète, incluant la recherche d'itinéraires, trouver la meilleure place au meilleur prix, puis emprunter le parcours client le plus efficace et le plus fluide.



Plus de 50 ans au service de la mobilité : 1960 - 2000 2001 - 2014 2015 - 2017 DEPUIS 2017

### Un nouveau service de vélos partagés avec INDIGO® weel

Entre urbanisation croissante et changements des habitudes de la population, les moyens de transport évoluent et avec eux les habitudes des consommateurs en matière de mobilité urbaine. Dans cette transition, le vélo bénéficie d'une place primordiale pour les déplacements citadins. Pour répondre à ces enjeux, Indigo déploie des vélos partagés en libre-service, sans station.



## 1.4 Nos engagements de Responsabilité Sociétale d'Entreprise

Nous pensons qu'il ne peut y avoir de croissance durable sans éthique claire et concrète. Cette conviction est incarnée par un socle de valeurs communes et des outils d'alerte performants : toutes nos activités reposent ainsi sur des pratiques transparentes, régies par un Code de Conduite rigoureux partagé par tous, dans tous les pays où nous exerçons. Nous encourageons également la mise en œuvre de ces hauts standards d'intégrité dans les co-entreprises et entités du Groupe.

INDIGO et sa maison mère INFRA PARK s'est engagé depuis quelques années dans une démarche volontariste sur les thématiques du développement durable. INDIGO a fait le choix de faire réaliser notation extra financière par l'agence indépendante VIGEO Eiris, qui évalue suivant 16 critères correspondant au secteur d'activité, dont 3 dédiés à l'environnement.

Indigo Group s'est vu attribuer en mars 2020 par l'agence de notation extra-financière VIGEO EIRIS la note de 66/100, positionnant ainsi le Groupe au 44ème rang mondial sur un panel de 4 903 groupes évalués. Pour mémoire, le précédent score de mars 2019 était de 61/100. Cette notation et cette progression de 5 points illustrent l'engagement du Groupe en matière sociale, sociétale et environnementale.



**INDIGO**  
G R O U P

### Unsolicited Opinion on the Sustainability Performance and Risk Management



#### Indigo Group

ISIN CODE : FR0012236689  
Sector : Business Support Services  
Rating date: Feb 2020

#### ESG OVERALL SCORE



|                  |         |
|------------------|---------|
| Rank in Sector   | 4/102   |
| Rank in Region   | 43/1609 |
| Rank in Universe | 44/4903 |

(1) Performance level: weak (0-29/100), limited (30-49/100), robust (50-59/100), advanced (60-100/100)

#### Disclaimer

Vigeo Eiris provides its clients with information and/or analyses and/or opinion on factual, quantitative or statistical, managerial, economic, financial, governance, social, or technical data, in relation to companies, brands, products or services, assessed individually or with respect to sectors, regions, stakeholders or specific themes.  
Vigeo Eiris is committed to making its best efforts when collecting, organizing, consolidating, formatting, making available and/or delivering the aforementioned information, analyses and/or opinion to its clients. Although Vigeo Eiris ensures that it only uses publicly available information, the agency cannot guarantee its accuracy or completeness.  
The above elements (information, indicators, analyses, scores, and opinion) do not include or imply any approval or disapproval on their content from Vigeo Eiris, its executive officers, or its employees. These elements do not represent in any way a guarantee, or reference of legal, moral, philosophical, clinical or religious nature, supporting or opposing any investment or investment decision, or any standpoint or opinion expressed in favour of, or against companies, products, services, sectors or regions directly or indirectly mentioned in Vigeo Eiris' deliverables. Our deliverables are not, and should not, be considered as a form of financial advice or recommendation. No investment or divestment decision should be attributed to the information or opinion provided by Vigeo Eiris. Our products and services must only be considered as one of the many elements related to the financial decision making process.  
Vigeo Eiris, its methodology, brand, and employees, shall under no circumstances, be held responsible for any kind of consequence (including economic, financial, or legal) derived from the interpretation of its information, analyses, opinion, scores, and indicators. The terms of use of our products and services and their impacts stem from the sole responsibility of their users.  
This VIGEO EIRIS' One-page summary is established exclusively for clients' external communication with the exception of any specific operations such as Revolving Credit Facility, Sustainability Linked Loans, bond issuance or any other operation.

Company performance      Sector average performance

#### ESG PERFORMANCE (/100)



#### RISK MITIGATION INDEX (/100)



## LES PRINCIPAUX ENGAGEMENTS D'INDIGO

- Respecter, voire dépasser, dans la mesure du possible, les réglementations internationales et locales applicables en matière de Santé, de Sécurité et d'Environnement,
- Minimiser ses impacts environnementaux en réduisant ses consommations d'énergie, notamment dans ses ouvrages
- Mettre en œuvre les technologies et les solutions permettant de diminuer les émissions de ses clients tout en leur facilitant l'accès à des mobilités individuelles non-consommatrices d'énergie fossile.

Indigo développe en faveur de tous ses salariés une politique sociale, de santé et de sécurité.

Parce que le parking se doit aussi d'être bien intégré dans la société, Indigo s'engage par ailleurs dans l'accompagnement et la réinsertion de personnes en difficultés, en errance ou soumises à l'exclusion sociale.

Pour assurer la meilleure qualité de service à ses clients, Indigo a créé, en 2004, une école de formation interne dédiée aux métiers du stationnement. Cet engagement répond à une logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle. Il concerne des métiers aussi variés que l'exploitation, la sécurité, la relation client ou la gestion du conflit. Sous forme de parcours personnalisés et en fonction des motivations et des possibilités d'évolution, près de 32 000 heures de formation ont ainsi été dispensées en 2020.

### UN SOCLE DE VALEURS PARTAGÉES

qui guident notre activité  
au quotidien

» Respect

» Responsabilité

» Solidarité

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement.

## LA VALORISATION DES HOMMES ET DES METIERS

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement.

Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.



promouvoir  
la diversité



former  
nos équipes



prévenir  
les risques



favoriser le bien-être et  
la solidarité au travail



valoriser  
nos collaborateurs

## NOS ENGAGEMENTS SOCIAUX, SOCIÉTAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

 engagement  
éthique

 respect des conventions  
internationales

 engagement  
envers nos clients

 engagement envers  
les territoires

 initiatives en  
faveur des PMR

 quelques-unes de nos fondations  
et associations partenaires


Concevoir des parkings écoresponsables est une des clés de la maîtrise de notre empreinte écologique. En phase de construction-rénovation, la mise en œuvre de savoir-faire innovants permet d'offrir des infrastructures et des services toujours plus performants sur le plan environnemental.

Exploiter un parking génère peu de nuisances. Cela ne nous empêche pas d'agir à tous les niveaux possibles, en interne et avec nos partenaires, pour faire toujours mieux. Objectifs : offrir à nos collaborateurs et à nos sous-traitants des conditions de travail équitables et limiter au maximum notre impact écologique.

 réduire nos émissions  
de gaz à effet de serre

 innover pour la mobilité  
individuelle DOUCE

 gestion  
des déchets

 2 filiales certifiées  
ISO 14001

 diminuer les  
déplacements

INDIGO GROUP, LEADER DE SON SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

**CHEZ INDIGO,  
ON MET LA  
GOMME  
SUR LE DÉVELOPPEMENT  
DURABLE!**



Classée au 41<sup>e</sup> rang mondial sur 4 903  
entreprises évaluées par **Vigeo Eiris**

group-indigo.com/fr

**INDIGO**

INDIGO GROUP, LEADER DE SON SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

**CHEZ INDIGO,  
ON PASSE  
TOUS LES FEUX  
AU VERT!**



Réduire notre empreinte carbone et  
compenser nos émissions de gaz à effet  
de serre

- 20% de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> en 2020
- 100% de nos émissions de CO<sub>2</sub> compensées par des projets de compensation carbone certifiés
- 100% de nos émissions de CO<sub>2</sub> compensées par des projets de compensation carbone certifiés

group-indigo.com/fr

**INDIGO**

INDIGO GROUP, LEADER DE SON SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

**CHEZ INDIGO,  
ON ROULE  
POUR LES CENTRES-  
VILLES.**



Au service de la ville et de ses habitants

Plus de 2,2M de partages dans le monde au service de la dimension  
mobilité

2 500 km de vélo avec 1 000 stations pour vélos à assistance  
électrique et 1 500 km de vélos à assistance électrique dans les  
parcs de la ville de Malakoff

group-indigo.com/fr

**INDIGO**

INDIGO GROUP, LEADER DE SON SECTEUR EN DÉVELOPPEMENT DURABLE

**CHEZ INDIGO,  
L'HUMAIN  
AURA TOUJOURS  
LA MEILLEURE  
PLACE.**



Valoriser nos équipes et favoriser leurs  
évolutions

85% de nos collaborateurs sont satisfaits de leur emploi

10 000 heures de formation pour nos collaborateurs

group-indigo.com/fr

**INDIGO**



## 2 Le contrat

### 2.1 Fiche d'identité

La ville de Malakoff a conclu un contrat de DSP/PS pour l'exploitation des parcs Hôtel de Ville et Plateau de Vanves.

Signature du contrat : 04/01/2013

Echéance du contrat : 03/02/2027

Société titulaire du contrat :

**Indigo Infra CGST**

Indigo

Tour Voltaire

1, place des Degrés

92919 La Défense Cedex

Société exploitante : Indigo Park

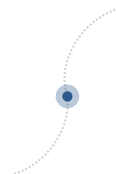
Il est précisé que dans le cadre des règles d'organisation et de fonctionnement du Groupe Indigo auquel elle appartient, Indigo Infra CGST fait appel pour l'exécution des missions confiées au titre du contrat de délégation de service public, aux sociétés prestataires de services du Groupe, notamment la société Indigo Park. Indigo Infra CGST reste bien entendu entièrement responsable vis-à-vis de la Ville de l'exécution du service.

**Indigo Park**

Tour Voltaire

1, place des Degrés

92919 La Défense Cedex



## 2.2 Vos interlocuteurs

### Pilotes de la relation contractuelle

Philippe FAURE  
Directeur Régional Ouest  
Tel : 01 49 03 13 21  
philippe.faure@group-indigo.com

Chloé BARRY  
Directeur de Secteur  
Tel : 01 49 03 14 39  
chloe.barry@group-indigo.com

### Pilotes de la performance opérationnelle

Hachemi BENDAOU  
Responsable de District  
Tel: 01 57 21 53 87  
hachemi.bendaoud@group-indigo.com

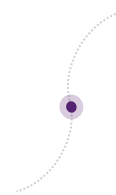
Philippe DELPONT  
Responsable de sites en charge des Parcs  
Tel : 01 57 21 53 87  
philippe.delpont@group-indigo.com

## 2.3 L'exploitation

### Adresse postale de l'exploitation

Parc de stationnement Hôtel de Ville  
40, rue Gabriel Crié  
92240 MALAKOFF

Parc de stationnement Plateau de Vanves  
47, boulevard Charles de Gaulle  
92240 MALAKOFF





## Boutique et horaires

INDIGO PARK - Parking Hôtel de Ville, 40 rue Gabriel Crié, 92240 Malakoff

|          | <b>Permanence<br/>Boutique</b> | <b>Présence<br/>personnel</b> |
|----------|--------------------------------|-------------------------------|
|          | <b>Malakoff</b>                | <b>Malakoff</b>               |
| Lundi    |                                | Ronde à 9h et<br>à 15h        |
| Mardi    | 9h - 16h                       |                               |
| Mercredi | 12h - 19h                      | Ronde à 9h                    |
| Jeudi    |                                | Ronde à 9h et<br>à 15h        |
| Vendredi | 9h - 16h                       |                               |
| Samedi   |                                | Ronde à 9h et<br>à 15h        |
| Dimanche |                                | 11h à 14h                     |

## 2.4 Le périmètre global

Indigo Park exploite les parcs de l'Hôtel de Ville et Plateau de Vanves sur la ville de Malakoff dans le cadre d'un contrat de concession depuis le 04/01/2013

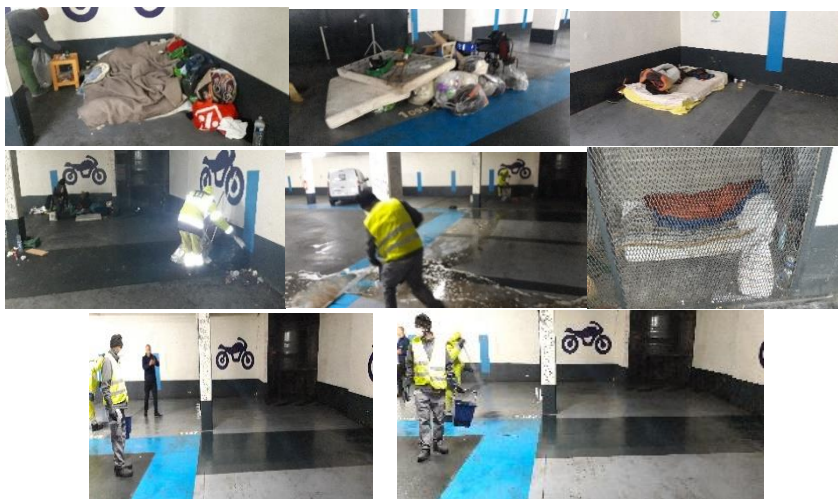


## 2.5 Faits marquants 2020

- L'année 2020 aura été marquée par la pandémie de la Covid 19 qui a engendré des baisses de fréquentation considérables dans nos parkings notamment lors du premier confinement entre le 17 mars et le 11 mai. Le mois d'avril a enregistré des fréquentation et recettes horaires quasiment nulles.
- Afin de travailler et d'accueillir nos clients dans des conditions de sécurité satisfaisantes, nous avons équipé notre boutique de tous les équipements nécessaires préconisés par les autorités sanitaires. (cf chapitre « focus sur les consignes mises en place dans le plan de continuité Indigo »).

## Le parking Hôtel de Ville

- Augmentation du contrat de lavage SAMSIC pour une prestation de 3 passages au lieu de 2 précédemment ;
- Opération ponctuelle d'évacuation des personnes errantes dans le parc le 28 janvier 2020 en collaboration de la Police Municipale, et La société de nettoyage SAMSIC.



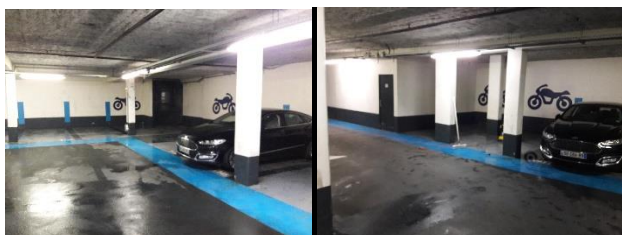
- Opération ponctuelle d'évacuation des personnes errantes dans le parc le 07 février 2020 en collaboration de la Police Municipale, service de nettoyage de la Ville et La société de nettoyage SAMSIC. Enlèvement des encombrants et lavage de la zone squattée.



- Opération d'évacuation le 11 février jusqu'au 29 février par la Sté de Gardiennage FMS.



- Lavage de la zone squattée



- **Sécurisation Indigo Malakoff**
  - Période : Février à septembre 2020, plusieurs rondes aléatoires jour et nuit.
- **Lavage de l'escalier Point Sud par les services de nettoyage de la Ville. Ramassage des encombrants + lavage de la zone.**



- Enlèvement d'un véhicule ventouse dans le parc Hôtel de Ville le 23 novembre 2020. De marque RENAULT TWINGO immatriculée AZ 685 SH

#### **Plateau de Vanves**

- Mise à disposition d'une benne et nettoyage complet de l'ouvrage par notre prestataire SAMSIC le 18 mai 2020

Mise à disposition d'une benne et nettoyage complet de l'ouvrage par notre prestataire SAMSIC



- Mise à disposition d'une benne et nettoyage complet de l'ouvrage par notre prestataire SAMSIC le 24 décembre 2020



## Focus sur les consignes mises en place dans le plan de continuité Indigo

Après avoir fait procéder à l’affichage de consignes d’hygiène sur les lieux de travail, la Direction des Ressources Humaines a diffusé les consignes ci-dessous le 9 mars 2020 auprès de l’encadrement afin qu’elles soient relayées dans chaque site d’Indigo :

- 1) Mesures pour limiter la propagation du virus
  - a. Mesures générales
    - Se laver les mains fréquemment avec de l’eau savonneuse ou une lotion hydroalcoolique,
    - Tousser ou éternuer dans son coude ou un mouchoir jetable,
    - Utiliser des mouchoirs en papier jetables et les jeter après utilisation,
    - Saluer sans se serrer la main, pas d’embrassades,
    - Pour ceux qui en sont équipés, emporter le PC portable chaque soir pour faire face à d’éventuelles restrictions de circulation le lendemain
  - b. Personnes ayant pu être en contact avec le virus

Toutes les personnes :

- Ayant voyagé dans les zones à risques,
  - Ayant été en contact avec une personne infectée,
  - Résidant ou travaillant dans une zone déclarée à risque doivent, en particulier lorsqu’elles sont fragiles du fait de leur âge ou d’une autre maladie :
    - Contacter le service de santé désigné par les autorités (France : SAMU /      et en informer leur manager,
    - Si jugé nécessaire, respecter une période de confinement de 14 jours en télétravaillant s’ils en ont la capacité.
  - c. Plus spécifiquement sur les exploitations :
    - Procéder quotidiennement à la désinfection des zones de contact telles que :
      - Les faces avant des caisses automatiques, et plus particulièrement les zones que les clients sont amenés à toucher (claviers, ...)
      - Les faces avant des bornes d’entrées et de sorties,
      - Les digicodes,
      - Les barres ou poignées de portes,
      - Les boutons d’ascenseurs (sur les paliers et à l’intérieur),
      - Les claviers des équipements informatiques.
    - Procéder à l’affichage sur les portes palières des consignes gouvernementales
- 2) Mesures pour protéger nos collaborateurs

- Les rassemblements tels que les séminaires ou événements, organisés par Indigo, réunissant un grand nombre de collaborateurs doivent être reportés jusqu'à ce que, selon les pays, les organisations gouvernementales déclarent la fin de l'épidémie.
- Toute participation à un rassemblement (congrès, conférence, salon professionnel, etc...) organisé par un tiers doit être évitée.
- Pour les déplacements hors du quotidien :
  - Eviter les transports collectifs (train, avion) sauf absolue nécessité
  - Être plus particulièrement vigilants au respect des consignes sanitaires dans les transports en commun
  - Eviter les déplacements dans les zones catégorisées à risque.
- Pour les réunions de travail :
  - Favoriser les visio et audio-conférences, en cas d'impossibilité effectuer des réunions en petit comité.
  - Organiser les espaces de réunion de manière à maintenir une distance d' 1 mètre entre les participants.
  - Eviter, si possible, de fréquenter les lieux exigus possiblement propices à la contamination (ascenseurs, bulles de réunions, etc...)
- Aucun repas d'affaires ou d'équipes ne doit être organisé.
- Enfin, il est important d'appliquer les principes suivants :
  - Les collaborateurs qui disposent d'Equipements de Protection Individuels tels que des gants dans le cadre de leurs missions doivent les porter sauf empêchement.
  - Vérifier ou faire vérifier le changement prescrit par le fabricant des filtres d'aération et/ou de climatisation des locaux.
  - Eviter les distributions de documents papier qui pourraient être vecteurs de transmission.

Par ailleurs, pour les locaux qui accueillent un grand nombre de collaborateurs (sièges sociaux), Indigo a procédé à un nettoyage renforcé des salles de réunions, sanitaires, cafétérias ainsi que des poignées de porte.

## 3 Descriptif de l'exploitation

### 3.1 Le parking Hôtel de Ville



Descriptif



Moyens  
d'accès &



Services

de paiement

|   |  |  |
|---|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>169 places</b></li> <li>✓ <b>1 niveaux</b></li> <li>✓ <b>4 places PMR</b></li> <li>✓ <b>Ouvert 24h24</b></li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ouvert 24h/24 et 7j/7</li> <li>✓ Carte Bleue</li> <li>✓ TOTAL GR</li> <li>✓ Liber T</li> <li>✓ OPnGO</li> <li>✓ Application INDIGO</li> <li>✓ Abonnement /internet</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ascenseur en surface</li> <li>✓ Radio Indigo</li> </ul> |
|---|--|--|

#### Tarifification

| Temps en minutes | Tarif en vigueur |               |
|------------------|------------------|---------------|
| 15 minutes       | Gratuit          |               |
| 30 minutes       | 0,50 €           |               |
| 45 minutes       | 0,80 €           |               |
| 1 heure          | 1,10 €           |               |
| De 1h00 à 8h00   | 0,30 €           | par ¼ d'heure |
| De 8h00 à 11h00  | 0,20 €           | par ¼ d'heure |
| De 11h00 à 11h15 | 0,10 €           | par ¼ d'heure |
| De 11h15 à 24h00 | 12,00 €          |               |
| Ticket perdu     | 17,70 €          |               |
|                  |                  |               |

| Abonnement permanent         |           |
|------------------------------|-----------|
| Mensuel                      | 77,00 €   |
| Trimestriel                  | 227,00 €  |
| Annuel                       | 900,00 €  |
| CB Mensuel                   | 75,00 €   |
| Mensuel nuit et Week end     | 49,00 €   |
| Trimestriel nuit et Week end | 1 35,00 € |
| CB mensuel nuit et Week end  | 45,00 €   |
| Mensuel Moto                 | 38,00 €   |
| Trimestriel Moto             | 105,00 €  |
| CB mensuel Moto              | 35,00 €   |
|                              |           |
|                              |           |



## 3.2 Le parking Plateau de Vanves



Descriptif



Moyens  
d'accès &

de paiement



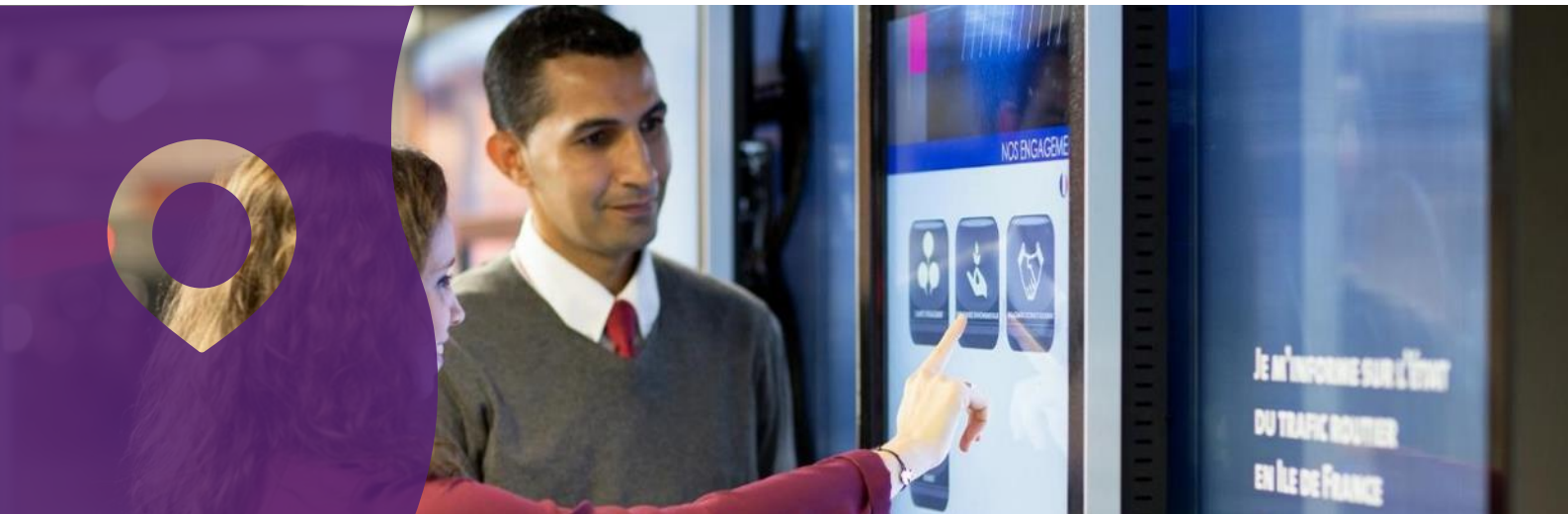
Services

|   |  |   |
|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ <b>149 places</b></li> <li>✓ <b>En enclos</b></li> <li>✓ <b>4 places PMR</b></li> <li>✓ <b>Ouvert 24h24</b></li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Ouvert 24h/24 et 7j/7</li> <li>✓ Carte Bleue</li> <li>✓ TOTAL GR</li> <li>✓ Liber T</li> <li>✓ OPnGO</li> <li>✓ Application INDIGO</li> <li>✓ Abonnement /internet</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 1 Recharges véhicule électrique</li> </ul> |
|---|--|---|

### Tarification

| Temps en minutes | Tarif en vigueur |               |
|------------------|------------------|---------------|
| 15 minutes       | Gratuit          |               |
| 30 minutes       | 0,60 €           |               |
| 45 minutes       | 0,90 €           |               |
| 1 heure          | 1,20 €           |               |
| De 1h00 à 10h00  | 0,30 €           | par ¼ d'heure |
| De 10h00 à 11h15 | 0,20 €           | par ¼ d'heure |
| De 11h15 à 24h00 | 13,00 €          |               |
| Ticket perdu     | 13,00 €          |               |
|                  |                  |               |
|                  |                  |               |

| Abonnement permanent         |           |
|------------------------------|-----------|
| Mensuel                      | 77,00 €   |
| Trimestriel                  | 227,00 €  |
| Annuel                       | 900,00 €  |
| CB Mensuel                   | 75,00 €   |
| Mensuel nuit et Week end     | 49,00 €   |
| Trimestriel nuit et Week end | 1 35,00 € |
| CB mensuel nuit et Week end  | 45,00 €   |
| Mensuel Moto                 | 38,00 €   |
| Trimestriel Moto             | 105,00 €  |
| CB mensuel Moto              | 35,00 €   |
|                              |           |
|                              |           |



## 4 Les services

### 4.1 Les moyens de paiement et d'accès

Notre politique vise à limiter au maximum la durée entre l'entrée piétonne et la sortie véhicule du parc, en proposant de nombreux moyens de paiement à la clientèle horaire et en simplifiant à minima les démarches pour souscrire, payer ou résilier un abonnement.

Le client peut ainsi payer :

- par Carte Bancaire avec ou sans contact
- par carte Total GR pour les professionnels
- par badge Liber't en sortie
- par OPnGO



En 2020, Indigo a renforcé sa position digitale en lançant une nouvelle application et un nouveau site internet permettant de réaliser toutes les actions passant de la réservation d'une place à la création de son compte.

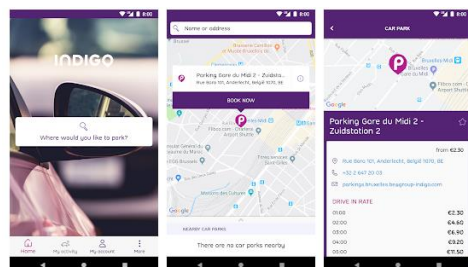
### 4.2 Application Smartphone

L'application Park Indigo permet d'accéder à de nouvelles fonctionnalités, de souscrire et de gérer son abonnement et de profiter d'une meilleure expérience utilisateur.

Avec des parkings dans toute l'Europe, l'application Park Indigo est la solution de stationnement la plus simple et la plus facile. Rechercher son parking préféré, consulter les informations telles que la tarification et le nombre de places disponibles. Afficher ensuite l'itinéraire sur la carte. C'est très facile !

Avec votre application, les clients peuvent :

- Souscrire et gérer leur abonnement Indigo
- Pour certains parkings, vous pouvez réserver et payer à l'avance votre stationnement grâce à OPnGO
- Trouver l'itinéraire pour accéder au parc de stationnement de son choix.



## 4.3 Souscription par internet

Indigo propose à ses clients de souscrire ou renouveler leur abonnement de stationnement en ligne. Sur le site Internet <https://fr.parkindigo.com/>, l'espace abonné permet à chaque client, en quelques clics, de créer, consulter, éditer ses factures et gérer son compte. Cette innovation crée plus de souplesse dans la gestion de son compte et offre ainsi un gain de temps important.

Le site Indigo fait l'objet d'évolutions régulières permettant de s'adapter à tous les besoins. En 2020 près de 500 000 utilisateurs ont eu recours au site web **INDIGO**

| Abonnement 1 Mois   | Abonnement 3 Mois   | Abonnement 1 An  | Conseillé<br>Abonnement Flexigo   |
|---|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>Durée de stationnement : <b>1 mois</b></li><li> Paiement unique lors de la souscription</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>Durée de stationnement : <b>3 mois</b></li><li> Paiement unique lors de la souscription</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>Durée de stationnement : <b>12 mois</b></li><li> Paiement unique lors de la souscription</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>Durée de stationnement : <b>Libre</b></li><li> Engagement : <b>3 mois</b></li><li> Prélèvements mensuels automatiques</li></ul> |

## 4.4 OPnGO

OPnGO est un service digital innovant qui ambitionne de révolutionner l'expérience de stationnement dans les zones urbaines.

Vous pouvez ainsi :

- Trouver sans difficulté une place de parking autour de vous ou là où vous vous rendez, vous faisant gagner un temps précieux
- Comparer les prix et bénéficier des meilleures offres aussi bien pour des stationnements uniques que pour des abonnements mensuels
- Bénéficier de la meilleure expérience d'accès et de paiement, le tout directement depuis votre smartphone



## 4.5 Eco Mobilité

### Les bornes de recharge électrique

Parce qu'Indigo soutient les modes de transports respectueux de l'environnement, nous mettons à votre disposition des bornes de recharge électriques à des emplacements dédiés.

Aujourd'hui en France, près de 500 points de charge électrique sont disponibles dans les parkings Indigo. Les bornes sont équipées de prises type T2 et T3, et délivrent pour la plupart une puissance de 7 kVa, permettant de recharger un véhicule en 4 heures.

L'objectif est double, proposer à nos clients une offre de recharge pour leur véhicule électrique facilitée pendant leur stationnement, et assurer aux automobilistes des points de recharges de proximité en mode urbain.



Afin de profiter pleinement de ces bornes de recharges, Indigo a créé les abonnements produits **Park & Charge**, incluant le stationnement et la recharge du véhicule électrique. Ainsi, les abonnés ont le choix entre deux abonnements de stationnement avec recharge : L'abonnement Park & Charge Start qui permet un paiement des recharges à la session à un tarif préférentiel allant jusqu'à -60% de remise et l'abonnement Park & Charge Zen pour des recharges en illimité. En plus de ces abonnements, Indigo propose également des offres de recharge n'incluant pas le stationnement : l'offre Open qui donne accès à un badge de recharge en illimité disponibles dans tous les parkings Indigo France ainsi qu'un tarif à la carte



## Hub de mobilité

### Zone de co-voiturage

Afin de développer le co-voiturage, Indigo propose de dédier des espaces au sein de ses parcs de stationnement. Ces places serviront de point de rencontre pour les covoitureurs. Elles sont mises en visibilité et positionnées au sein de la zone de mobilité

### Zone d'auto-partage

Indigo propose à des partenaires opérateurs de réseaux d'autopartage de s'implanter dans ses parkings. Nous travaillons en priorité avec les réseaux Citiz, Getaround (Drivy) et AdaConnect et favorisons la densification du réseau de ses opérateurs afin de renforcer la pertinence de la solution ville par ville.



### Zone vélo

- **STATIONNEMENT DES VELOS**

Indigo a développé un savoir-faire unique en termes d'exploitation de parcs à vélo dédiés ou intégrés dans des ouvrages de stationnement voiture.

L'expérience de gestion de parkings dédiées (Station Véligo à Bourg la reine ou Parking à vélo à Montparnasse) nous a permis de développer nos moyens d'accès digitaux tant pour la prise d'abonnement que pour l'accès aux zones sécurisées.

- **DISTRIBUTEUR DE KITS DE DEPANNAGE**

Pour réparer son vélo, encore faut-il disposer de la bonne pièce. Pour ce faire, Indigo dispose dans ses parcs à vélo ou zones vélos des distributeurs automatiques de pièces de rechange (chaînes, chambres à air, rustines, freins ...).

- **CASIER DE RECHARGE VELOS A ASSISTANCE ÉLECTRIQUE**

Les casiers pour recharger les batteries des vélos électriques sont la méthode la plus sûre pour inciter les utilisateurs à s'équiper de VAE. Ces casiers seront sécurisés par code électronique et équipés de prise IP 65 permettant le rechargement de batterie.

## 4.6 Services de proximité

### Radio Indigo

Radio Indigo est la radio diffusée 24h/24 dans les parkings Indigo. Produite par des professionnels de la radio, Radio Indigo informe et accompagne les clients lors de leurs passages dans les parkings.

Radio Indigo propose une programmation musicale adaptée et diffuse des messages d'informations locales créant un véritable lien avec ses auditeurs. Les clients peuvent entendre des messages sur les services proposés, des informations pratiques (éphémérides...), des messages d'intérêt collectif, ainsi que les annonces d'événements à venir dans la ville.

## Zone deux roues motorisées

Grâce à ses systèmes de péage performants, Indigo détecte les deux roues en entrée et en sortie afin de leur proposer une tarification adaptée et attractive.

Au sein de nos parcs, nous prévoyons des zones clairement dédiées aux deux roues motorisées. Ces places font l'objet d'un marquage et d'une signalétique spécifique et permettent de rassembler des services adaptés à ce type de véhicule.

## 4.7 Services aux véhicules

### Station gonflage & démarreur

Pour pallier les urgences éventuelles liées aux petits problèmes techniques des véhicules, les automobilistes et les cyclistes pourront profiter des services du parking prévus à cet effet.

Nous mettons ainsi gratuitement à disposition de nos clients :

- Un démarreur de batterie est mis à disposition des clients à l'accueil
- Une station pour gonfler les pneumatiques pour les deux-roues et véhicules

### Lavage auto

Nous proposons pendant la durée de stationnement des clients un service de nettoyage intérieur et extérieur du véhicule.

Indigo travaille avec des spécialistes du lavage de véhicule sans eau. Grâce aux méthodes de lavage à la main, le client évite les défauts possibles provoqués par les rouleaux de lavage, les chiffons ou encore la couche de saleté que laisse le lavage avec eau sous pression. Ainsi la peinture du véhicule n'est pas abimée. Des produits novateurs et de grande qualité, combinés au soin du lavage traditionnel permettent un résultat de qualité.

Indigo est engagé dans un partenariat étroit avec Total Wash qui garantit la qualité et l'attractivité du service.

## 4.8 Plan de quartier multimodal

Un plan de quartier multimodal est proposé dans tous les parkings à côté des caisses automatiques, et à proximité des accès principaux.

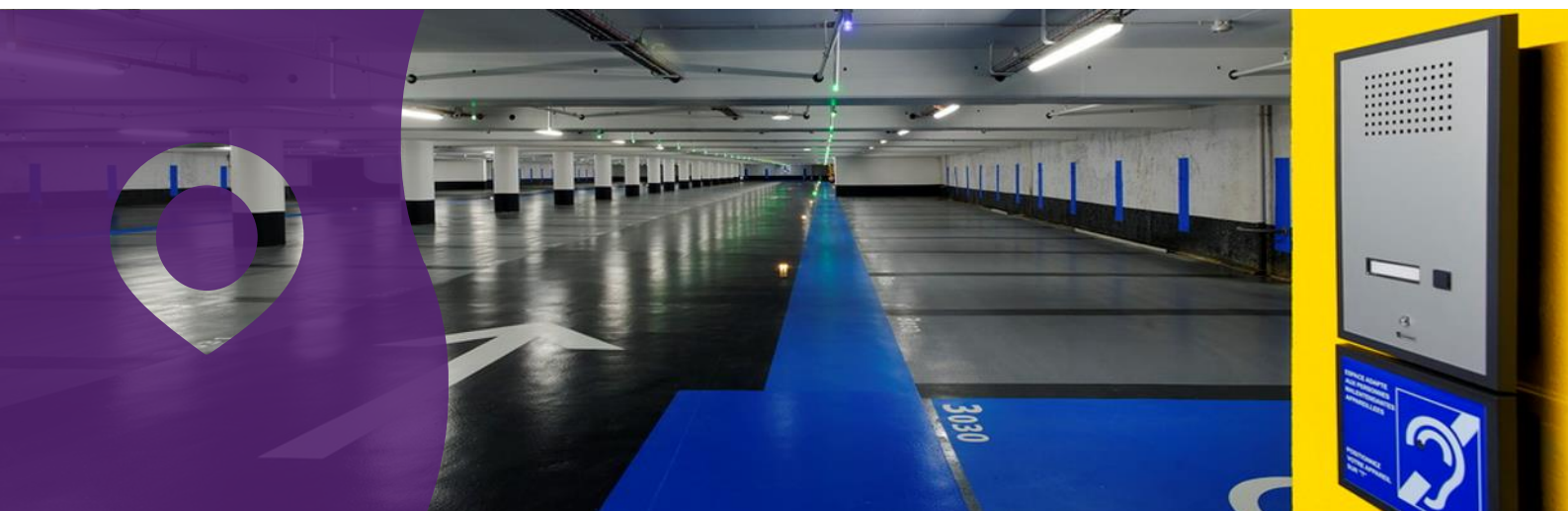
## 4.9 Borne d'information

La borne interactive s'impose comme un outil de communication moderne et efficace. Se présentant sous la forme d'un kiosque d'information, elle est utilisable par n'importe quel utilisateur grâce à un écran tactile, et lui permettra d'accéder à des données qu'Indigo mettra à sa disposition. Le contenu peut être riche et varié : services proposés dans les parkings, sites institutionnels (mairie, Indigo, etc.), informations sur les perturbations, les informations culturelles et touristiques (comme par exemple théâtre, opéra, programmation culturelle ...), les informations sur le trafic routier.

Avantage majeur de la borne interactive, elle permet à son utilisateur une totale indépendance quant à ses recherches. L'utilisateur se sent plus libre dans ses recherches et surtout y accède rapidement

## 4.10 Lockers / Relais Colis

Pour apporter plus de confort à nos usagers récurrents, nous proposons dans nos parcs des points de retraits automatisés des colis, en partenariat par exemple avec Amazon pour les particuliers et Rexel pour les artisans.



## 5 Maintenance et travaux

### 5.1 Équipements

#### Parc Hôtel de Ville

| Equipements       | Descriptif                          |                       | Maintenance            |                      |
|-------------------|-------------------------------------|-----------------------|------------------------|----------------------|
| Péage             | <b>Marque</b>                       | DESIGNA               | Contrat de maintenance | <b>oui</b>           |
|                   | <b>Modèle</b>                       |                       | Périodicité            | <b>Trimestrielle</b> |
|                   |                                     | Borne d'entrée        | 1                      |                      |
|                   |                                     | Borne de sortie       | 1                      |                      |
|                   |                                     | Caisse automatique    | 1                      |                      |
|                   |                                     | Barrières             | 2                      |                      |
|                   |                                     | Caisse manuelle       | 1                      |                      |
|                   |                                     | Lecteur véhicule nuit | 1                      |                      |
|                   |                                     | Lecteur piéton        | 2                      |                      |
|                   | Unité centrale de gestion           | 1                     |                        |                      |
| Interphonie       | <b>Marque</b>                       | Commend               | Contrat de maintenance | <b>NON</b>           |
|                   | <b>Modèle</b>                       | GE300                 | Périodicité            |                      |
| Vidéosurveillance | <b>Marque</b>                       | Elbex                 |                        |                      |
|                   |                                     | Caméras               | 7                      |                      |
|                   |                                     | Enregistreur          | 1                      |                      |
| Détection CO      | <b>Marque</b>                       | DRÄGER                | Contrat de maintenance | <b>oui</b>           |
|                   | <b>Modèle</b>                       |                       | Périodicité            | <b>Trimestrielle</b> |
|                   | <b>Nb de points de détection CO</b> | 6                     | Qui                    | Dräger               |

|                                   |                                     |                                 |                        |                       |
|-----------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------|-----------------------|
|                                   | <b>Nb de points de détection NO</b> | 6                               |                        |                       |
| <b>Détection Incendie</b>         | <b>Marque</b>                       | EVAC 3                          | Contrat de maintenance | <b>oui</b>            |
|                                   | <b>Modèle</b>                       | Bloc autonome Evac 3            | Périodicité            | <b>Semestrielle</b>   |
|                                   | <b>Nb de têtes de détection</b>     |                                 | Qui                    | ERIS                  |
| <b>Extincteurs</b>                | <b>Nombre</b>                       | <b>13</b>                       | Contrat de maintenance | <b>oui</b>            |
|                                   | <b>Type</b>                         | 19 ABC Poudre 6 kg<br>2 CO2 2kg | Périodicité            | <b>Annuel</b>         |
|                                   |                                     |                                 | Qui                    | SICLI                 |
| <b>Boitiers bris de glace</b>     | <b>Marque</b>                       |                                 |                        |                       |
|                                   | <b>Nb</b>                           |                                 |                        |                       |
| <b>Portes coupe-feu véhicules</b> | <b>Marque</b>                       | LUTERMAX<br>BON & NAGA          | Contrat de maintenance | <b>oui</b>            |
|                                   | <b>Nb</b>                           | 3                               | Périodicité            | <b>Trimestrielle</b>  |
|                                   |                                     |                                 | Qui                    | KONE                  |
| <b>Colonnes sèches</b>            | <b>Marque</b>                       |                                 | Contrat de maintenance | <b>oui</b>            |
|                                   | <b>Nb</b>                           |                                 | Périodicité            | <b>Trimestrielle</b>  |
|                                   |                                     |                                 | Qui                    |                       |
| <b>Pompes de relevage</b>         | <b>Marque</b>                       |                                 | Contrat de maintenance | <b>oui</b>            |
|                                   | <b>Nb</b>                           | 1                               | Périodicité            | <b>Trimestrielle</b>  |
|                                   |                                     |                                 | Qui                    | R & O                 |
| <b>Ascenseurs</b>                 | <b>Marque</b>                       | 1 CFA<br>1 OTIS                 | Contrat de maintenance | <b>oui</b>            |
|                                   | <b>Type</b>                         |                                 | Périodicité            | Toutes les 6 semaines |
|                                   | <b>nb de niveaux</b>                |                                 | Qui                    | KONE                  |
|                                   | <b>Charge en kg</b>                 | 630kg                           |                        |                       |
| <b>Electricité</b>                |                                     | Blocs secours autonomes         |                        |                       |
|                                   |                                     | Tubes T5 ou autres              |                        |                       |
|                                   |                                     | Contrôle périodique             |                        |                       |
| <b>Portes Automatiques</b>        | <b>Marque</b>                       | SANDAUR                         | Contrat de maintenance | <b>Oui</b>            |
|                                   | <b>Nb</b>                           | 2                               | Périodicité            | <b>Semestrielle</b>   |
|                                   |                                     |                                 | Qui                    | KONE                  |
| <b>Sonorisation</b>               | <b>Marque</b>                       | Interne                         | Contrat de maintenance |                       |
|                                   | <b>Nombre de HP</b>                 |                                 | Périodicité            |                       |
|                                   |                                     |                                 | Qui                    |                       |

## Parc Plateau de Vanves

| Equipements                         | Descriptif                  | Maintenance                       |
|-------------------------------------|-----------------------------|-----------------------------------|
| <b>Péage</b>                        | <b>Marque</b> DESIGNA       | Contrat de maintenance <b>oui</b> |
|                                     | <b>Modèle</b>               | Périodicité <b>Trimestrielle</b>  |
|                                     | Borne d'entrée              | 1                                 |
|                                     | Borne de sortie             | 1                                 |
|                                     | Caisse automatique          | 1                                 |
|                                     | Barrières                   | 2                                 |
| <b>Interphonie</b>                  | <b>Marque</b> Commend       | Contrat de maintenance <b>Oui</b> |
|                                     | <b>Modèle</b> GE300         | Périodicité <b>Trimestrielle</b>  |
| <b>Vidéosurveillance</b>            | <b>Marque</b> ELBEX         |                                   |
|                                     | 3 Caméras<br>1 Enregistreur |                                   |
| <b>Borne de recharge électrique</b> | <b>Marque</b> Hager         | Contrat de Maintenance Interne    |
|                                     | <b>Modèle</b> XEV20/VP      | Périodicité                       |

## 5.2 Travaux

### Parc Hôtel de Ville

Conformément au plan d'investissement défini dans le contrat, les travaux suivants ont été effectués sur le parking :

- Condamnation des 2 accès de l'ancien ascenseur qui n'était pas utilisé et qui était squatté.
- Remplacement des éclairages (niveau, et escaliers)
- Remplacement des grooms pour sécuriser l'accès coté ascenseur
- Nettoyage du système de ventilation de La Boutique.
- Lavage complet haute pression de l'ouvrage
- Remise en état de la barre anti-panic de la porte de la sortie piétons niveau 0 coté marché près de la porte grillagée.
- Remise en état de la ventouse sortie piétons coté ascenseur niveau 0.
- Remplacement d'un Sanibroyeur.
- Remplacement du boîtier Radio INDIGO par un boîtier « Radio Shop »
- Traitement des Tags et reprise en peinture de la zone squattée

Nous tenons à alerter la collectivité sur la nécessité de reprise de l'étanchéité des évacuations au-dessus de l'accueil du parc.



## Parc Plateau de Vanves

Conformément au plan d'investissement défini dans le contrat, les travaux suivants ont été effectués sur le parking :

- Nettoyage et enlèvement des feuilles mortes dans les allées du parking
- Elagage de l'espace vert en zone de sortie du parc
- Enlèvement des épaves
- Changement de la barrière de péage en sortie du parking

\*Les informations relatives au patrimoine sont jointes en annexe

## 5.3 Patrimoine de la délégation

### Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

| Parc de stationnement Malakoff Parc Plateau de Vanves |                                 |                            |                                   |                                      |  |
|---|---------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|--|
| Code sous-classe immo.                                | Libellé Compte                  | Valeur Brute au 31/12/2020 | Cumul Amortissement au 31/12/2020 | Valeur Nette Comptable au 31/12/2020 |  |
| BIENS DE RETOUR                                       | AAI EN CONCESSION               | 97 034 -                   | 61 864                            | 35 169                               |  |
|   | MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION  | 75 801 -                   | 45 272                            | 30 529                               |  |
|   | MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION  | 4 611 -                    | 307                               | 4 303                                |  |
| <b>Total BIENS DE RETOUR</b>                          |                                 | <b>177 445 -</b>           | <b>107 443</b>                    | <b>70 002</b>                        |  |
| BIENS DE REPRISE*                                     | MATERIEL ENGIN ET GROS OUTILLAG | 1 631 -                    | 1 631                             | -                                    |  |
| <b>Total BIENS DE REPRISE*</b>                        |                                 | <b>1 631 -</b>             | <b>1 631</b>                      | <b>-</b>                             |  |
| <b>Total général</b>                                  |                                 | <b>179 077 -</b>           | <b>109 075</b>                    | <b>70 002</b>                        |  |

\*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

| Parc de stationnement Malakoff Parc Plateau de Vanves |            |
|---|------------|
| en euros H.T.   | 31/12/2020 |
| Immobilisations Valeur Comptable Brute                | 179 077    |
| Immobilisations Valeur Comptable Nette                | 70 002     |
| Immobilisation en cours                               | 300        |

## Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

### Parc de stationnement Malakoff Hôtel de ville

| Code sous-classe immo.         | Libellé Compte                   | Valeur Brute au 31/12/2020 | Cumul Amortissement au 31/12/2020 | Valeur Nette Comptable au 31/12/2020 |
|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| BIENS DE RETOUR                | AAI EN CONCESSION                | 660 951 -                  | 403 253                           | 257 698                              |
|                                | MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION   | 140 100 -                  | 87 741                            | 52 359                               |
| <b>Total BIENS DE RETOUR</b>   |                                  | <b>801 051 -</b>           | <b>490 994</b>                    | <b>310 057</b>                       |
| BIENS DE REPRISE*              | MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG | 2 425 -                    | 1 871                             | 554                                  |
|                                | MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU | 2 039 -                    | 2 039                             | -                                    |
|                                | PETITS MOBILIER ET MATERIEL DE B | 698 -                      | 639                               | 59                                   |
| <b>Total BIENS DE REPRISE*</b> |                                  | <b>5 162 -</b>             | <b>4 549</b>                      | <b>613</b>                           |
| <b>Total général</b>           |                                  | <b>806 213 -</b>           | <b>495 543</b>                    | <b>310 670</b>                       |

\*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

### Parc de stationnement Malakoff Hôtel de ville

| en euros H.T.                          | 31/12/2020 |
|--|------------|
| Immobilisations Valeur Comptable Brute | 806 213    |
| Immobilisations Valeur Comptable Nette | 310 670    |
| Immobilisation en cours                | 0          |



## 6 Organisation et moyens d'exploitation

### 6.1 L'organisation locale

Afin d'apporter un service de qualité et homogène sur les parkings en gestion nous avons mis en place une organisation permettant de répondre à 3 exigences principales :

1. L'entretien des ouvrages et des équipements
2. L'accueil des clients
3. La gestion des flux financiers

Afin d'atteindre ces exigences, l'exploitation bénéficie d'un encadrement qualifié :

- **Un Responsable de District**, en charge d'assurer sur le terrain la relation avec la collectivité, de piloter les équipes, de contrôler les exploitations et d'assurer le suivi budgétaire et le développement des contrats.
- **Un responsable de sites B.L.I.** (Base Locale d'Intervention), en charge d'assurer la maintenance et l'entretien des ouvrages, le management des équipes de terrain, et le suivi des prestataires et fournisseurs.
- **Un Référent Commercial**, avec pour mission de piloter la commercialisation des abonnements sur les points de vente et en ligne, d'assurer le suivi des demandes et réclamations clients, et de manager les équipes en charge de l'accueil.
- **Un Référent Administratif**, avec pour mission de gérer l'ensemble des flux financiers

**Hachemi BENDAOU**  
Responsable de District



**Philippe DELPONT**  
Responsable  
BLI



**Patricia JOUVE**  
Référént  
commercial

Le responsable BLI dispose des collaborateurs qui sont amenés à intervenir sur l'ensemble des exploitations, non en fonction d'une affectation fixe mais en fonction du besoin et de la compétence des collaborateurs.

4 rôles sont attribués aux agents en fonction des besoins et des compétences :

- L'Agent Mobile assure les rondes sur l'ensemble des parkings et note les anomalies à l'aide de son PDA et éventuellement intervient sur de la maintenance de 1<sup>er</sup> niveau ;
- L'Agent d'Intervention assure sur demande de dépannage ou en de façon planifiée des interventions de dépannage ou de remise à niveau ;
- Le téléopérateur réceptionne les appels et les alarmes des parkings, il répond aux demandes clients à distance et diligente l'agent d'intervention en cas de besoin et applique les consignes en cas d'incident ;
- L'Agent Fixe assure des vacations sur site en fonction des besoins et du trafic pour intervenir immédiatement en cas de demande au plus près du problème.

Le responsable BLI assure également le suivi des prestataires en charge de l'entretien et de la maintenance des équipements. Il peut également solliciter en fonction du besoin l'équipe maintenance qualifiée pour les interventions de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveau.

En outre, afin d'assurer des rondes régulières et qualitatives, les parkings ont par ailleurs été équipés de pointeurs et nos collaborateurs disposent désormais de PDA (Personnel Digital Assistant) leur permettant de pointer les rondes sur chaque parking et de créer immédiatement des tickets d'anomalie en cas de besoin.



## 6.2 Service de télé-opération et d'assistance

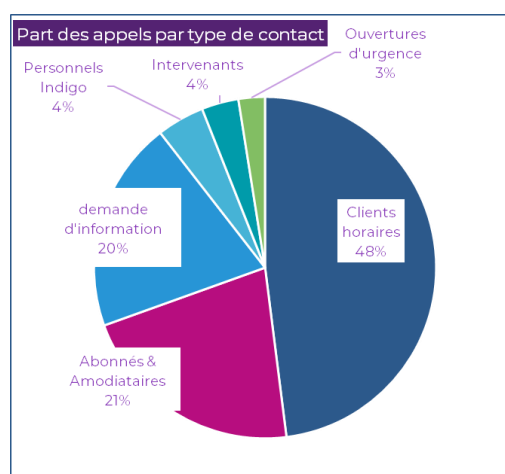
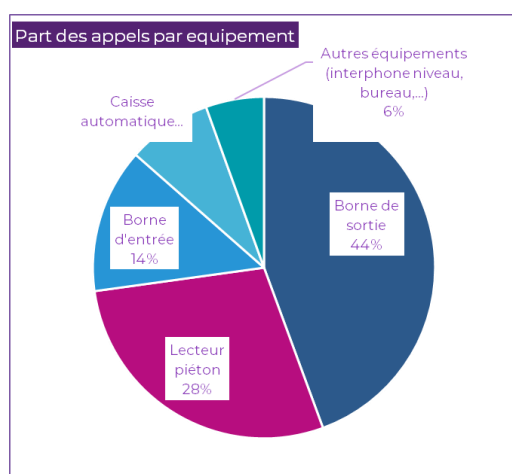
L'ensemble des parkings dispose par ailleurs d'équipements techniques importants afin de nous permettre d'assurer la sécurité des personnes et des biens 7j/7 et 24h/24 grâce au S.A.E (Système d'Aide à l'Exploitation).

- Ainsi l'ensemble des alarmes incendies, effraction, pompes de relevage, réseau, coupure électrique, etc... ont été connectées à notre SAE et sont accessibles localement sur chaque parking, à distance depuis le parking X ou depuis notre centre national de télé-opération situé à la Défense.
- De même la vidéoprotection a été renforcée sur l'ensemble des parkings afin de réduire le délai d'intervention en cas d'incident (effraction, incendie,).
- L'ensemble des points d'appels, en caisse automatique, en borne de sortie, aux espaces accueil sont également connectés au SAE afin de permettre au client d'avoir rapidement une réponse à toute demande.
- Un système d'appel général diffuse sur l'ensemble des parkings un message via les hauts parleurs qui permet de contacter le personnel en ronde injoignable par smartphone.

**Le Centre National de Télé-Opération et d'assistance (CNTO), une exclusivité Indigo issue de sa démarche innovation, garantit une sécurité maximale des clients.**

Ce système global d'aide à l'exploitation se base sur une technologie exclusive de gestion et de surveillance des parkings. La vidéosurveillance et l'interphonie permettent aux téléopérateurs, en alternance avec les équipes exploitantes, de répondre en temps réel aux attentes du client final à n'importe quelle étape de son parcours (automobiliste ou piéton).

Le CNTO assure, quoi qu'il arrive, le lien entre le client et l'exploitant, pour une sécurité maximum et ce, 24h/24, 365 jours/365.

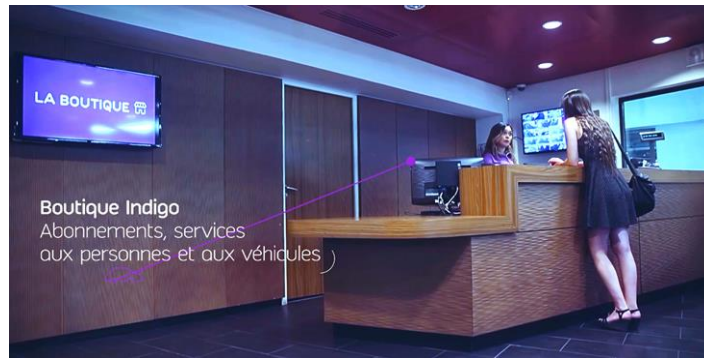


## 6.3 La Boutique Indigo

Le **Référent Commercial** est basé à Hôtel de Ville, il centralise les demandes clients de l'ensemble des parkings quel que soit le canal (accueil, téléphone, web, numéro client...) et garantit ainsi un suivi qualitatif des demandes, de son enregistrement jusqu'à la solution apportée à l'utilisateur.

Les demandes sont suivies dans un outil CRM (Customer Relationship Manager). Il gère le personnel présent sur la Hôtel de Ville afin de garantir un accueil qualitatif localement ou au téléphone. Il pilote la politique commerciale de l'ensemble des parkings afin d'assurer la bonne application des tarifs et l'homogénéité des pratiques commerciales et participe à l'élaboration des documents de communication.

Ainsi pour obtenir des renseignements sur les abonnements et services disponibles ou souscrire un abonnement, les clients pourront rencontrer en boutique, nos collaborateurs spécialement formés.



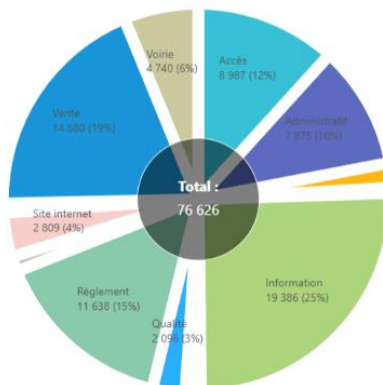
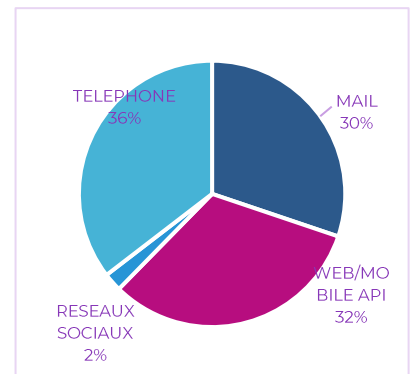
## 6.4 Service Relation Client

Les clients ont aujourd'hui l'habitude et le besoin légitime de s'exprimer, de questionner et de commenter en ligne les prestations proposées.

Pour encourager cette relation, source d'inspiration et d'évolution des produits et services, la société Indigo s'est dotée d'un service de Relation Client Interne s'appuyant sur plusieurs canaux de communication.

**Nos clients peuvent en effet nous contacter par :**

- Formulaire de contact depuis le site [fr.parkindigo.com](http://fr.parkindigo.com)
- Mail : [service.client@group-indigo.com](mailto:service.client@group-indigo.com)
- Courrier : Indigo - 1 Place des Degrés - TSA 43214 - 92919 La Défense Cedex
- Téléphone: 0810 26 3000 de 08h30 à 19h00 sans interruption du lundi au vendredi



**En 2020, le service relation client a traité plus de 76 000 demandes**

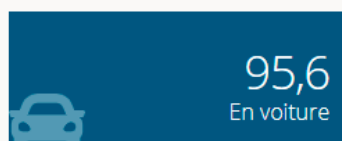
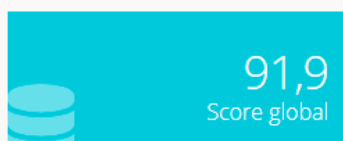
En tête des sollicitations les demandes d'informations et les ventes d'abonnements.

### Contrôles qualité

Au premier trimestre 2020, 332 visites mystères ont eu lieu sur les parcs de stationnement français ; compte-tenu de la situation sanitaire, ces visites mystères n'ont pas pu se poursuivre au cours de l'année mais sont relancées à compter de 2021, et même renforcées par l'intégration de sondages clients.

résultats globaux 2020

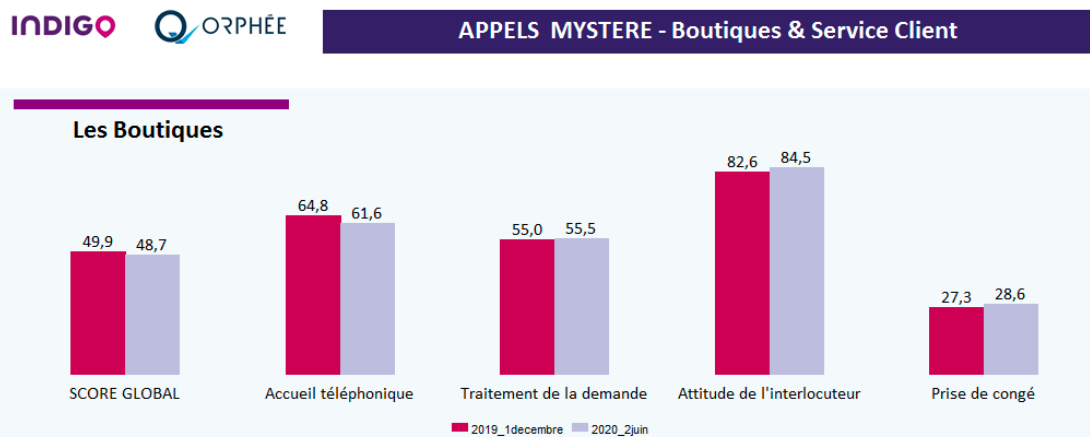
### Chiffres clefs



## Parc Hôtel de Ville



Des appels téléphoniques mystères sont également passés soit dans les boutiques INDIGO, soit au Centre de Relations Clients afin d'évaluer la globalité de la prise en charge, depuis l'accueil téléphonique jusqu'à la prise de congé. En 2020, 146 mesures ont ainsi été effectuées en France.

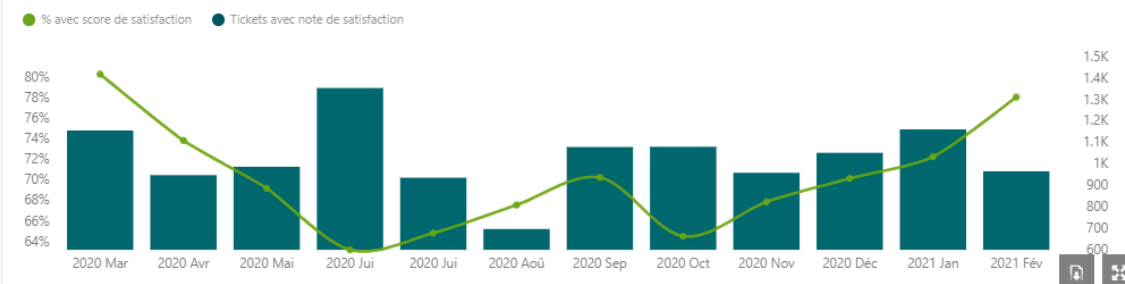


Les utilisateurs peuvent donc contacter le Centre de Relations Clients par téléphone, courrier électronique ou demande de contact depuis le site marchand ou l'application mobile. Après traitement d'une demande en ligne, le Groupe sollicite l'avis de ses clients par l'intermédiaire d'une enquête de satisfaction.

Le niveau moyen de satisfaction moyen en 2020 est de 69,2% mais en forte augmentation sur la fin d'année avec un taux de satisfaction proche de 80%

| Satisfaction score | Good satisfaction tickets | Bad satisfaction tickets | Bad to good ratings | Satisfaction rated |
|--------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------|--------------------|
| 69.2%              | 8 518                     | 3 795                    | 47                  | 26.8%              |

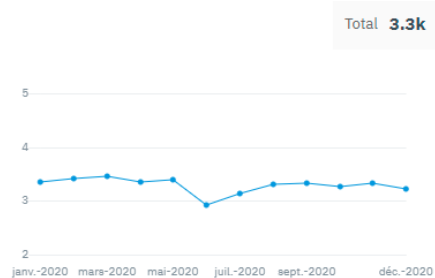
Satisfaction score and rated tickets by month (12 months)



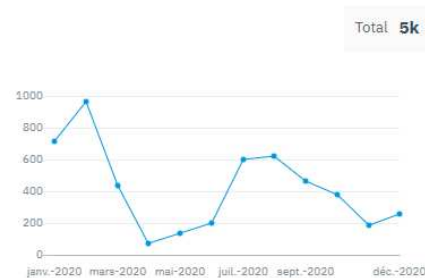
Enfin, une veille opérationnelle est effectuée par les Responsables d'exploitation qui reçoivent en temps réel les avis des clients postés sur les réseaux sociaux. Cette fonctionnalité a également été déployée en novembre 2020 en France.

Les parkings INDIGO sont évalués sur les réseaux en moyenne à 3,3/5. A noter que les conditions de maintien du niveau de service a été compliqué par le confinement et la baisse de fréquentation entrainant l'augmentation des comportements de délinquance.

Evolutions des notes



Avis, photos



## 6.5 Actions

En raison de la crise sanitaire, nous avons en 2020 porté une attention particulière sur les opérations commerciales visant à dynamiser la fréquentation dans nos ouvrages et en particulier pour les abonnés.

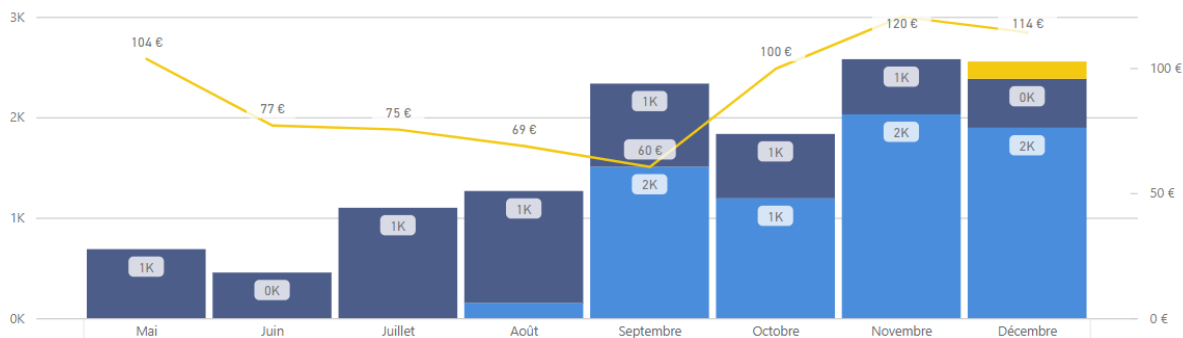
Ainsi, à des dates clés, nous avons mis en place 3 offres : Une offre déconfinement en mai, une offre de rentrée en septembre et une offre d'hiver en décembre.

Ces actions ont permis de recruter plus de 3 500 clients supplémentaires dont près de 72% par souscription web. Nous avons comptabilisé 9 souscriptions Flexigos sur le parc Hôtel de Ville et 9 sur le parc Plateau de Vanves. Nous avons comptabilisé 9 souscriptions Flexigo sur le parc Hôtel de Ville et 9 sur le parc Plateau de Vanves. Ces nouveaux clients sont aujourd'hui majoritairement clients des parkings





Code Promo ● 1EURO ● DECONFINEMENT ● TRICOT ● Average Monthly Price



Différents moyens de communication ont été déployés pour accompagner le lancement de nos campagnes commerciales.

#### Supports de communication physiques

Dans nos parkings, les affiches 60x80, les affiches A3, les manchons de barrières ainsi que les flyers supportent nos visuels lors des campagnes. Des messages radios sont également diffusés dans les parkings.



#### Supports digitaux

La visibilité des parcs sur Internet est possible grâce au référencement naturel, qui consiste à améliorer le positionnement et la visibilité de sites dans des pages de résultats de moteurs de recherche permettant ainsi de mieux guider vers les parcs de stationnement.



Indigo travaille actuellement sur l'amélioration du référencement de l'ensemble de ses parkings sur Internet, mais également sur des annuaires spécialisés (systèmes GPS, Applications spécialisées, ...).

Exemples d'annuaires spécialisés :



Les parcs de stationnement et les services seront référencés sur Internet.

Indigo a enregistré des chiffres d'augmentation à deux, voire trois chiffres : +129% de vue des profils, +51% des clics sur itinéraire mais aussi 76 % des clics sur appels et +43 % des clics sur site web.

La mise en avant de nos offres sur Google, nous a permis d'obtenir plus de visibilité avec presque 100 000 impressions sur la campagne de rentrée.

Nous avons aussi fait des publications sur les différents réseaux sociaux et envoyer des newsletters autour de nos différentes offres aux anciens utilisateurs et utilisateurs inactifs Indigo.

### Abonnement Parking | Offre Rentrée : Flexigo à 1€

[fr.parkindigo.com/Abonnement/Parking](https://fr.parkindigo.com/Abonnement/Parking)

Le premier mois à 1€ pour tout abonnement Flexigo souscrit avant le 30 septembre 2020. Profitez d'une offre à seulement 1€ pour tout nouvel abonnement dans plus de 110 villes

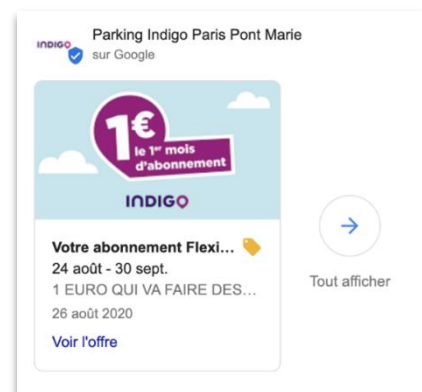
Engagement minimum · + de 300 Parkings · Accès 24/24 7/7 · + de 110 Villes

[Nos abonnements](#)

[Trouvez votre parking](#)

[Flexigo : 1er mois à 1€](#)

[Les services INDIGO](#)



## 6.6 Campus Indigo

Le Campus Indigo est le premier institut de formation entièrement dédié aux métiers du stationnement. Créé en 2004, il développe des outils de formation sur mesure, réunissant les expériences et les savoirs de l'activité pour une formation valorisante et performante.

Une école entièrement dédiée aux métiers du stationnement

Le Campus Indigo conçoit et organise des formations autour des disciplines propres aux métiers du stationnement : le savoir-faire, la stratégie commerciale, le management et les formations à la sécurité (des clients et des collaborateurs).

Près de 40 formateurs internes occasionnels, exerçant des fonctions opérationnelles, animent 90 % des formations proposées chez Indigo.

#### Une école de terrain

Le Campus Indigo est installé au Siège de l'entreprise à la Défense. En complément de ce site, les formations se déploient également sur un réseau de six parkings-écoles implantés sur tout le territoire français, et qui permet aux collaborateurs de mettre en pratique leurs acquis et de valider leurs connaissances sur le terrain.

Les modalités pédagogiques sont aussi variées que le training, des mises en situation et un mixte entre e-learning et présentiel. Le Campus Indigo organise depuis 2010 un dispositif de formation original diplômant alliant VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et formation en alternance afin d'accompagner ses collaborateurs aux premiers Certificats de Qualification Professionnelle des métiers du stationnement. Cet engagement d'Indigo répond à une double logique de valorisation et de fidélisation des collaborateurs, mais aussi de développement des compétences pour accroître la performance opérationnelle.

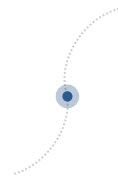
| Intitulé du Poste  | Formation  |
|--------------------|--|
| Agent Exploitation | Habilitation Electrique Initiale ( de niveau HOV-BEM-BS)                             |
| Responsable BLI    | Entretien individuel et Entretien professionnel                                      |
| Responsable BLI    | NAV ACHAT  |
| Agent Exploitation | Gérer les situations de conflits ou d'agressivité au sein d'un parc de stationnement |
| Agent Exploitation | SIGC   |

#### Formation accueil des PMR

Conformément à la réglementation, le personnel en contact avec les usagers et les clients est sensibilisé à l'accueil des personnes souffrant d'un handicap. Reprenant le guide ministériel « **Bien accueillir les personnes handicapées** » qui fait partie du registre d'accessibilité, une formation courte sur le portail web de l'entreprise doit être réalisée par chaque collaborateur.

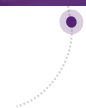
#### Emploi des personnes handicapées

Indigo a institué des partenariats avec l'Association de Gestion du Fond pour l'Insertion Professionnelle des personnes Handicapées (AGEFIPH) et a développé une politique d'accueil de stagiaires handicapés sur des fonctions d'Agent d'Exploitation.



# 2

## Analyses



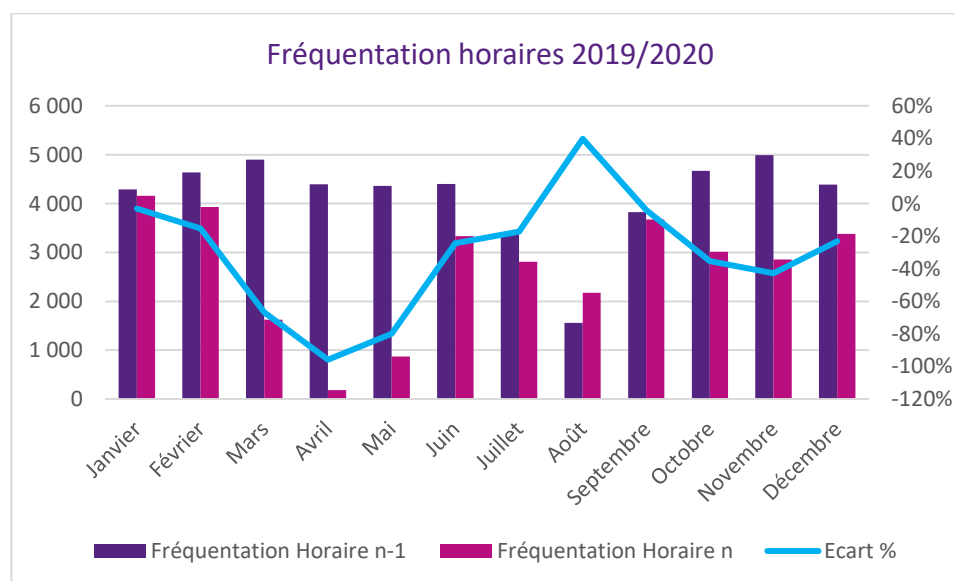
## 7 Observatoire du stationnement et analyse de l'activité

### 7.1 Analyse de l'activité des exploitations

#### Analyse du Parc Hôtel de Ville

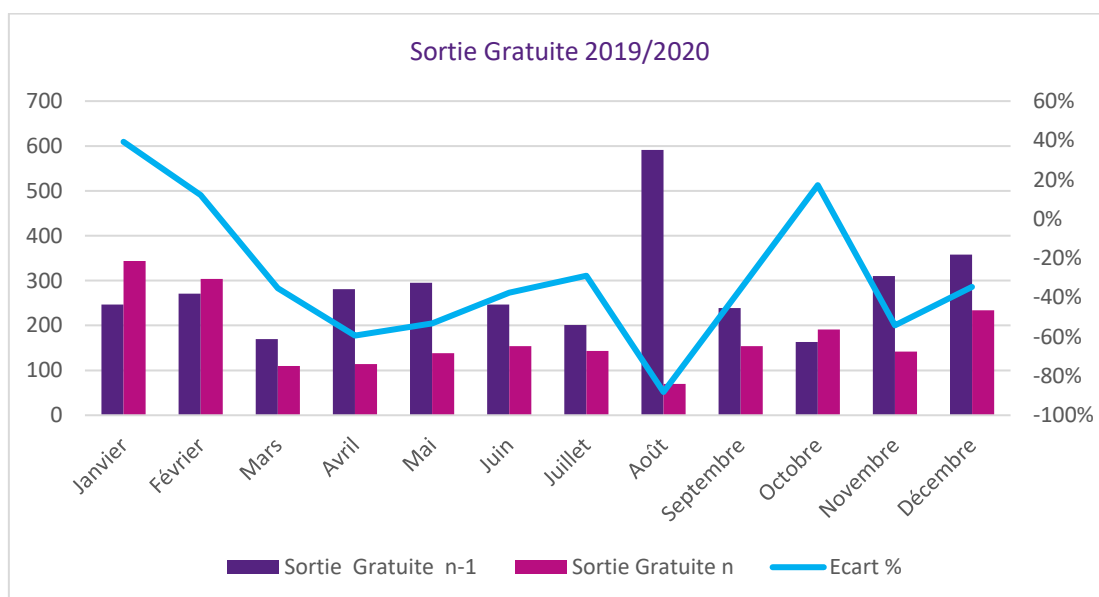
##### Fréquentations Horaires

|              | Fréquentation Horaire 2019 | Fréquentation Horaire 2020 | Ecart %     |
|--------------|----------------------------|----------------------------|-------------|
| Janvier      | 4 290                      | 4 158                      | -3%         |
| Février      | 4 638                      | 3 927                      | -15%        |
| Mars         | 4 897                      | 1 627                      | -67%        |
| Avril        | 4 397                      | 183                        | -96%        |
| Mai          | 4 359                      | 874                        | -80%        |
| Juin         | 4 399                      | 3 333                      | -24%        |
| Juillet      | 3 399                      | 2 812                      | -17%        |
| Août         | 1 557                      | 2 176                      | 40%         |
| Septembre    | 3 825                      | 3 673                      | -4%         |
| Octobre      | 4 667                      | 3 015                      | -35%        |
| Novembre     | 4 987                      | 2 853                      | -43%        |
| Décembre     | 4 390                      | 3 378                      | -23%        |
| <b>Total</b> | <b>49 805</b>              | <b>32 009</b>              | <b>-36%</b> |



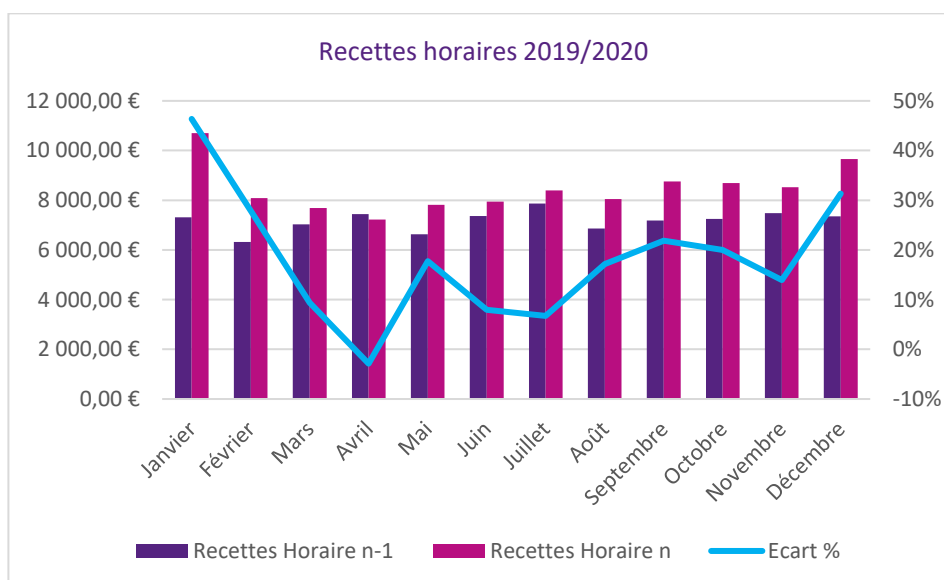
## Sorties gratuites

|              | Sorties gratuites 2019 | Sorties gratuites 2020 | Ecart %     |
|--------------|------------------------|------------------------|-------------|
| Janvier      | 247                    | 344                    | 39%         |
| Février      | 271                    | 304                    | 12%         |
| Mars         | 170                    | 110                    | -35%        |
| Avril        | 281                    | 114                    | -59%        |
| Mai          | 295                    | 138                    | -53%        |
| Juin         | 247                    | 154                    | -38%        |
| Juillet      | 201                    | 143                    | -29%        |
| Août         | 591                    | 70                     | -88%        |
| Septembre    | 239                    | 154                    | -36%        |
| Octobre      | 163                    | 191                    | 17%         |
| Novembre     | 310                    | 142                    | -54%        |
| Décembre     | 358                    | 234                    | -35%        |
| <b>Total</b> | <b>3 373</b>           | <b>2 098</b>           | <b>-38%</b> |



## Recettes Horaires

|              | Recettes Horaire 2019 | Recettes Horaire 2020 | Ecart %     |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Janvier      | 11 027,58 €           | 10 826,00 €           | -2%         |
| Février      | 11 366,17 €           | 10 054,00 €           | -12%        |
| Mars         | 11 520,67 €           | 4 901,50 €            | -57%        |
| Avril        | 12 203,77 €           | 34,08 €               | -100%       |
| Mai          | 11 059,50 €           | 2 113,50 €            | -81%        |
| Juin         | 11 654,08 €           | 7 501,75 €            | -36%        |
| Juillet      | 9 230,67 €            | 7 416,08 €            | -20%        |
| Août         | 4 642,25 €            | 4 176,00 €            | -10%        |
| Septembre    | 9 776,08 €            | 9 031,42 €            | -8%         |
| Octobre      | 12 800,17 €           | 8 063,58 €            | -37%        |
| Novembre     | 12 306,33 €           | 4 542,33 €            | -63%        |
| Décembre     | 11 839,08 €           | 6 952,92 €            | -41%        |
| <b>Total</b> | <b>129 426,35 €</b>   | <b>75 613,16 €</b>    | <b>-42%</b> |

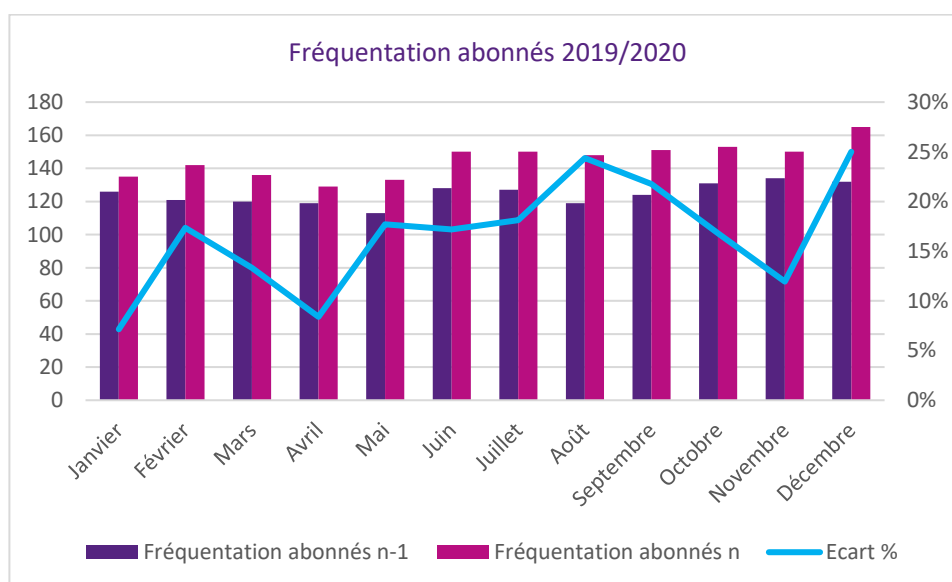


La pandémie de la Covid 19 a eu des effets considérables sur la fréquentation horaire du parking Hôtel de Ville. Même si nous avons constaté une légère reprise de l'activité après les périodes de confinement, la fréquentation du parking est en baisse de -36% par rapport à 2019.

Les recettes subissent une plus forte perte par rapport à 2019 de -42% car à la baisse de la fréquentation horaires s'ajoute l'effondrement du ticket moyen.

## Nombre d'abonnés

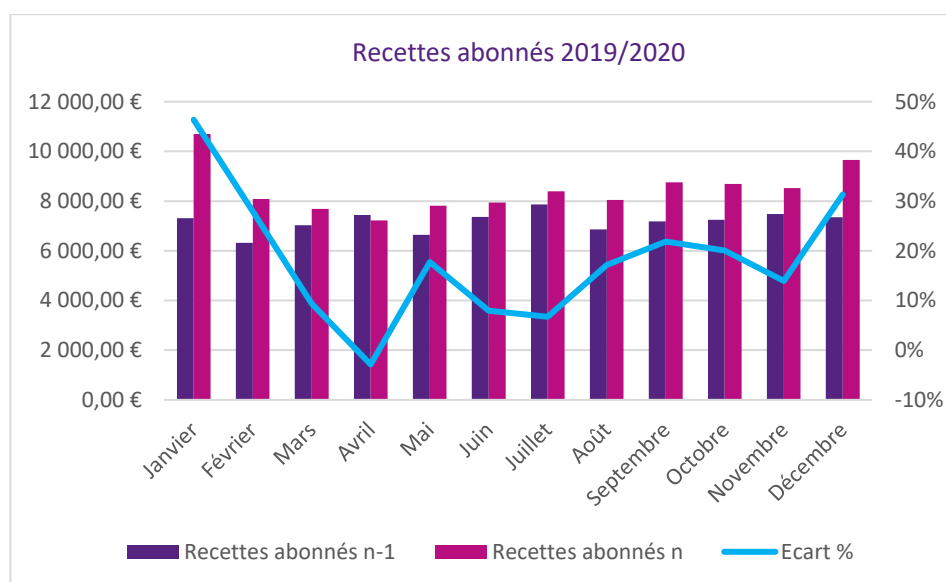
|              | Nombre abonnés 2019 | Nombre abonnés 2020 | Ecart %    |
|--------------|---------------------|---------------------|------------|
| Janvier      | 126                 | 135                 | 7%         |
| Février      | 121                 | 142                 | 17%        |
| Mars         | 120                 | 136                 | 13%        |
| Avril        | 119                 | 129                 | 8%         |
| Mai          | 113                 | 133                 | 18%        |
| Juin         | 128                 | 150                 | 17%        |
| Juillet      | 127                 | 150                 | 18%        |
| Août         | 119                 | 148                 | 24%        |
| Septembre    | 124                 | 151                 | 22%        |
| Octobre      | 131                 | 153                 | 17%        |
| Novembre     | 134                 | 150                 | 12%        |
| Décembre     | 132                 | 165                 | 25%        |
| <b>Total</b> | <b>1 494</b>        | <b>1 742</b>        | <b>17%</b> |





## Recettes Abonnés

|              | Recettes abonnés 2019 | Recettes abonnés 2020 | Ecart %    |
|--------------|-----------------------|-----------------------|------------|
| Janvier      | 7 312,89 €            | 10 703,50 €           | 46%        |
| Février      | 6 320,01 €            | 8 082,29 €            | 28%        |
| Mars         | 7 033,35 €            | 7 691,76 €            | 9%         |
| Avril        | 7 438,58 €            | 7 224,73 €            | -3%        |
| Mai          | 6 636,95 €            | 7 815,93 €            | 18%        |
| Juin         | 7 361,00 €            | 7 945,68 €            | 8%         |
| Juillet      | 7 869,08 €            | 8 400,23 €            | 7%         |
| Août         | 6 863,47 €            | 8 042,74 €            | 17%        |
| Septembre    | 7 188,88 €            | 8 758,71 €            | 22%        |
| Octobre      | 7 242,96 €            | 8 693,35 €            | 20%        |
| Novembre     | 7 480,33 €            | 8 523,06 €            | 14%        |
| Décembre     | 7 356,08 €            | 9 660,88 €            | 31%        |
| <b>Total</b> | <b>86 103,58 €</b>    | <b>101 542,86 €</b>   | <b>18%</b> |



Les efforts de sécurisation du parking, en collaboration avec les services de la Ville de Malakoff et la Police Municipale ont permis d'attirer de nouvelles souscriptions permettant de limiter la perte de recettes horaires. La recette abonnés est en augmentation de 18% par rapport à 2019. Les 145 abonnements du parking ont généré 102 K€ € HT de recettes.

### Conclusion

En 2020, les 169 places du parking ont généré 178 K€ € HT de recettes globales réparties pour 60% de recettes abonnés et de 40% de recettes horaires.

La recette globale moyenne par mois de Parc Hôtel de Ville est en baisse en 2020 comparée à l'exercice de 2019, avec une moyenne de 88€ par place exploitée.

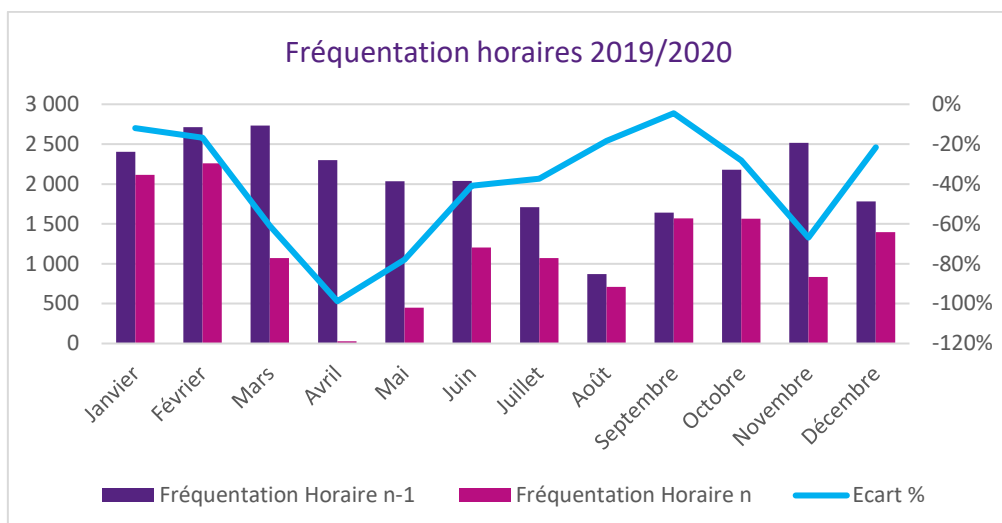
32 009 clients horaires ont fréquenté le parking en 2020 ce qui représente 17 796 clients de moins qu'en 2019 soit -36% de baisse.

A contrario, le nombre d'abonnés a augmenté de 17% par rapport à l'exercice précédent. La recette abonnée du parc est en hausse de 18%.

## Analyse de l'activité Parc Plateau de Vanves

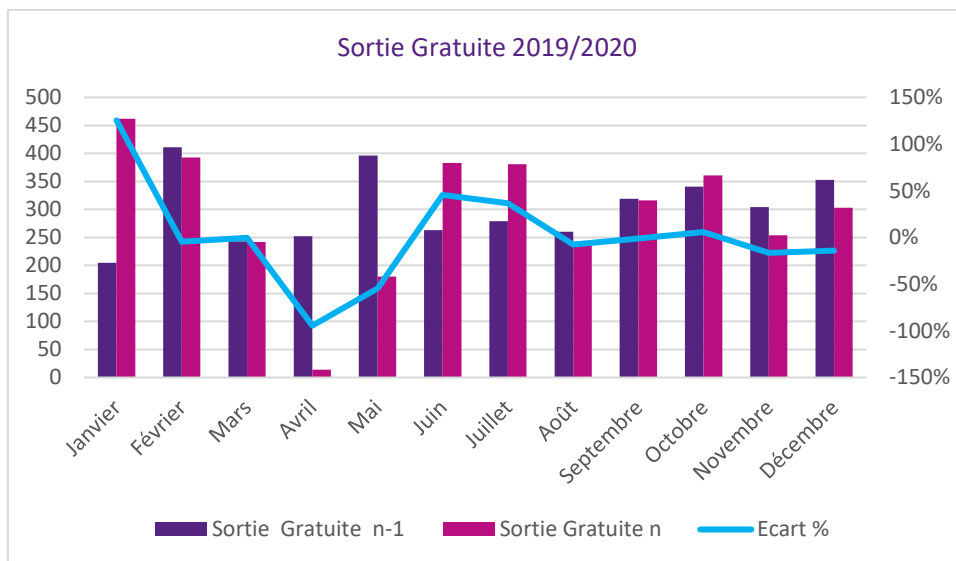
### Fréquentations Horaires

|              | Fréquentation Horaire<br>2019 | Fréquentation Horaire<br>2020 | Ecart %     |
|--------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------|
| Janvier      | 2 402                         | 2 113                         | -12%        |
| Février      | 2 713                         | 2 258                         | -17%        |
| Mars         | 2 733                         | 1 070                         | -61%        |
| Avril        | 2 298                         | 28                            | -99%        |
| Mai          | 2 036                         | 449                           | -78%        |
| Juin         | 2 040                         | 1 205                         | -41%        |
| Juillet      | 1 709                         | 1 072                         | -37%        |
| Août         | 870                           | 710                           | -18%        |
| Septembre    | 1 643                         | 1 569                         | -5%         |
| Octobre      | 2 179                         | 1 564                         | -28%        |
| Novembre     | 2 517                         | 833                           | -67%        |
| Décembre     | 1 782                         | 1 396                         | -22%        |
| <b>Total</b> | <b>24 922</b>                 | <b>14 267</b>                 | <b>-43%</b> |



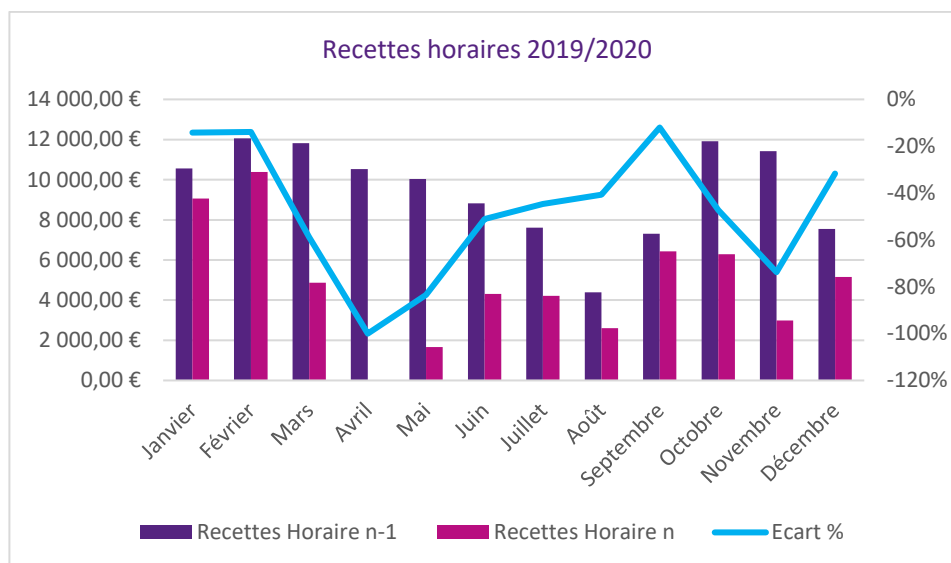
### Sorties gratuites

|              | Sorties gratuites 2019 | Sorties gratuites 2020 | Ecart %    |
|--------------|------------------------|------------------------|------------|
| Janvier      | 205                    | 462                    | 125%       |
| Février      | 411                    | 393                    | -4%        |
| Mars         | 243                    | 242                    | 0%         |
| Avril        | 252                    | 14                     | -94%       |
| Mai          | 396                    | 180                    | -55%       |
| Juin         | 263                    | 383                    | 46%        |
| Juillet      | 279                    | 381                    | 37%        |
| Août         | 260                    | 240                    | -8%        |
| Septembre    | 319                    | 316                    | -1%        |
| Octobre      | 341                    | 361                    | 6%         |
| Novembre     | 304                    | 254                    | -16%       |
| Décembre     | 353                    | 303                    | -14%       |
| <b>Total</b> | <b>3 626</b>           | <b>3 529</b>           | <b>-3%</b> |



### Recettes Horaires

|              | Recettes Horaire 2019 | Recettes Horaire 2020 | Ecart %     |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-------------|
| Janvier      | 10 560,92 €           | 9 059,08 €            | -14%        |
| Février      | 12 063,33 €           | 10 390,58 €           | -14%        |
| Mars         | 11 819,67 €           | 4 862,00 €            | -59%        |
| Avril        | 10 524,37 €           | 0,00 €                | -100%       |
| Mai          | 10 040,58 €           | 1 666,83 €            | -83%        |
| Juin         | 8 820,92 €            | 4 315,83 €            | -51%        |
| Juillet      | 7 607,00 €            | 4 208,50 €            | -45%        |
| Août         | 4 385,00 €            | 2 599,67 €            | -41%        |
| Septembre    | 7 309,67 €            | 6 432,58 €            | -12%        |
| Octobre      | 11 909,50 €           | 6 281,67 €            | -47%        |
| Novembre     | 11 428,83 €           | 2 994,17 €            | -74%        |
| Décembre     | 7 545,08 €            | 5 153,25 €            | -32%        |
| <b>Total</b> | <b>114 014,87 €</b>   | <b>57 964,16 €</b>    | <b>-49%</b> |

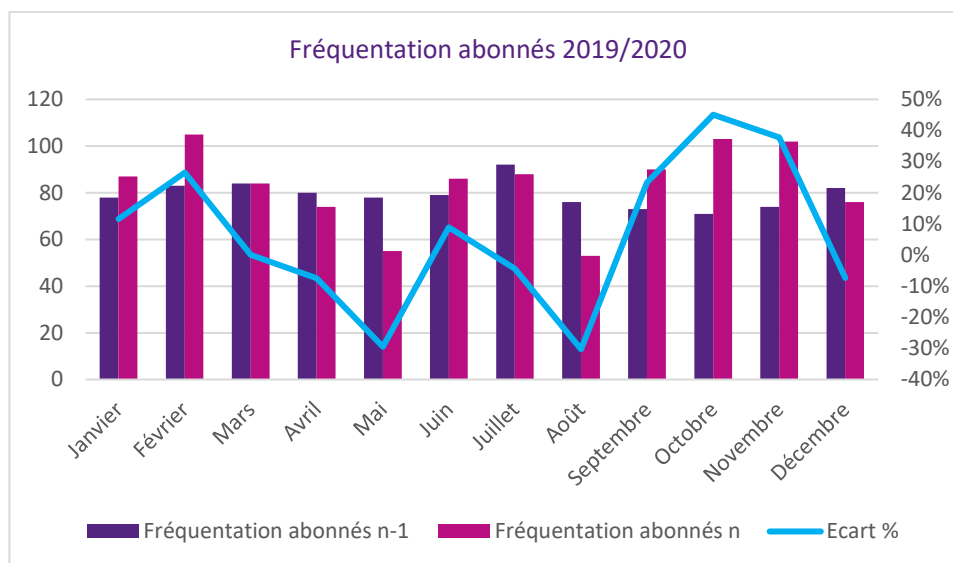


A l'instar du parking Hôtel de Ville, le parking Plateau de Vanves a connu une forte baisse en 2020 à cause de la pandémie mondiale. Il n'y a eu aucune recette horaire durant le 1er confinement. Suite aux différentes mesures de confinement, nous avons constaté une baisse très importante de l'activité de stationnement liée au télétravail. Bon nombre d'entreprises sont passées en chômage partiel et en télétravail. Même si nous avons constaté une légère reprise de l'activité après les périodes de confinement, la fréquentation du parking est en baisse de -43% par rapport à 2019.

Le fréquentation du parking a également été impactée par la fermeture ou la diminution des jauges des salons de la Porte de Versailles.

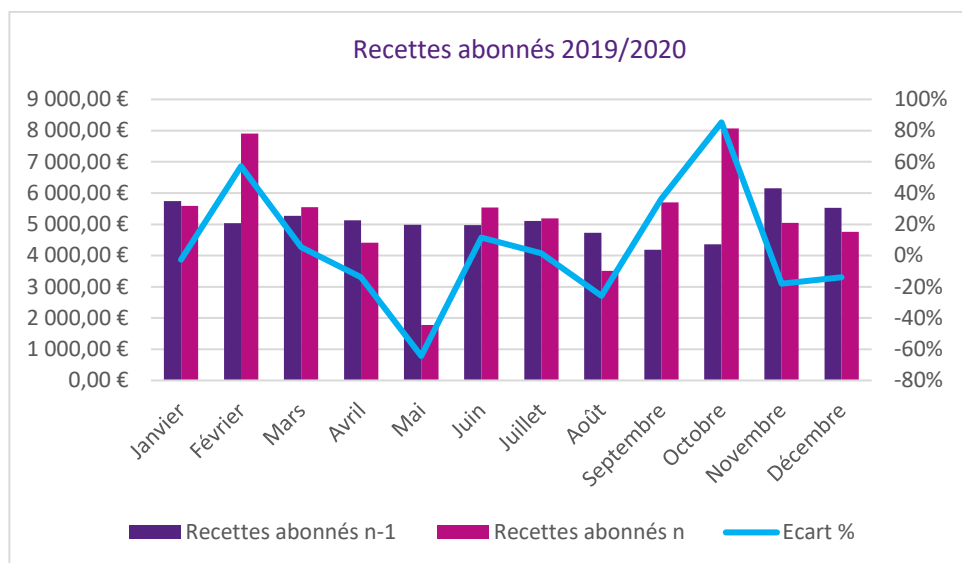
#### Nombre d'abonnés

|              | Nombre abonnés 2019 | Nombre abonnés 2020 | Ecart %   |
|--------------|---------------------|---------------------|-----------|
| Janvier      | 78                  | 87                  | 12%       |
| Février      | 83                  | 105                 | 27%       |
| Mars         | 84                  | 84                  | 0%        |
| Avril        | 80                  | 74                  | -8%       |
| Mai          | 78                  | 55                  | -29%      |
| Juin         | 79                  | 86                  | 9%        |
| Juillet      | 92                  | 88                  | -4%       |
| Août         | 76                  | 53                  | -30%      |
| Septembre    | 73                  | 90                  | 23%       |
| Octobre      | 71                  | 103                 | 45%       |
| Novembre     | 74                  | 102                 | 38%       |
| Décembre     | 82                  | 76                  | -7%       |
| <b>Total</b> | <b>950</b>          | <b>1003</b>         | <b>6%</b> |



### Recettes Abonnés

|              | Recettes abonnés 2019 | Recettes abonnés 2020 | Ecart %   |
|--------------|-----------------------|-----------------------|-----------|
| Janvier      | 5 738,63 €            | 5 591,60 €            | -3%       |
| Février      | 5 031,82 €            | 7 907,76 €            | 57%       |
| Mars         | 5 270,40 €            | 5 552,48 €            | 5%        |
| Avril        | 5 130,43 €            | 4 411,19 €            | -14%      |
| Mai          | 4 984,17 €            | 1 776,09 €            | -64%      |
| Juin         | 4 973,20 €            | 5 541,12 €            | 11%       |
| Juillet      | 5 110,05 €            | 5 188,20 €            | 2%        |
| Août         | 4 731,62 €            | 3 511,94 €            | -26%      |
| Septembre    | 4 183,24 €            | 5 697,83 €            | 36%       |
| Octobre      | 4 355,74 €            | 8 070,84 €            | 85%       |
| Novembre     | 6 151,62 €            | 5 045,20 €            | -18%      |
| Décembre     | 5 526,72 €            | 4 757,35 €            | -14%      |
| <b>Total</b> | <b>61 187,64 €</b>    | <b>63 051,60 €</b>    | <b>3%</b> |



Les efforts de sécurisation du parking et l'enlèvement des véhicules épaves, en collaboration des services de la Ville de Malakoff et de la Police Municipale ont fini par attirer de nouvelles souscriptions. A cela s'ajoute les effets positifs des trois campagnes d'offres commerciales qui ont eu lieu en 2020. Les 84 abonnements du parking ont généré 63 K€ € HT de recettes. Le chiffre d'affaire souscriptions longue durée a augmenté par rapport à l'exercice de 2019 avec une hausse de 3%.

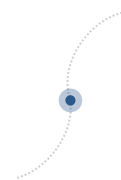
### Conclusion

En 2020, les 149 places du parking ont généré 123 K€ € HT de recettes globales réparties pour 50% de recette abonnés et de 50% de recette horaire.

La recette globale moyenne par mois de Parc Plateau de Vanves est en baisse en 2020 comparée à l'exercice de 2019, avec une moyenne de 69€ par place exploitée.

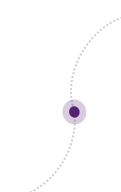
14 267 clients horaires ont fréquenté le parking en 2020 ce qui représente 10 655 clients de moins qu'en 2019 soit -une baisse de -43.

A contrario, le nombre d'abonnés a augmenté de 6% par rapport à l'exercice précédent. La recette abonnée du parc est en hausse de 3%.



## 8 Bilan financier

### 8.1 Compte de résultat





## COMPTES DU DELEGATAIRE

### SITE\_922702 - MALAKOFF HÔTEL DE VILLE - 2020

|                       |                                |
|-----------------------|--------------------------------|
| PARC DE STATIONNEMENT | 922702 Malakoff Hôtel de ville |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF              |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST              |
| ANNEE                 | 2020                           |

#### Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.   | Année 2019      | Année 2020      | 2020 / 2019 en valeur | 2020 / 2019 en % |
|---|-----------------|-----------------|-----------------------|------------------|
| Horaires parcs  | 136 793         | 80 783          | -56 010               | -40,9%           |
| Abonnés parcs   | 85 590          | 101 277         | 15 687                | 18,3%            |
| Voirie  |                 |                 |                       |                  |
| Garantie de recettes villes                             |                 |                 |                       |                  |
| Prestation de services                                  |                 | 14 634          | 14 634                |                  |
| Activité de Contrôle                                    |                 |                 |                       |                  |
| Appels de charges amodiataires                          | 4 201           | 4 260           | 60                    | 1,4%             |
| Activités annexes                                       | 10 883          | 10 833          | -50                   | -0,5%            |
| <b>Sous Total Chiffre d'Affaires</b>                    | <b>237 467</b>  | <b>211 787</b>  | <b>-25 679</b>        | <b>-10,8%</b>    |
| Subventions d'exploitation                              |                 |                 |                       |                  |
| Autres Produits   | 0               |                 | -0                    | -100,0%          |
| <b>Sous Total Autres Produits</b>                       | <b>0</b>        | <b>0</b>        | <b>-0</b>             | <b>-100,0%</b>   |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>237 467</b>  | <b>211 787</b>  | <b>-25 679</b>        | <b>-10,8%</b>    |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | -40 881         | -62 091         | -21 209               | 51,9%            |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |                 |                 |                       |                  |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | -100            | -797            | -697                  | 695,2%           |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    | -10 456         | -1 031          | 9 425                 | -90,1%           |
| Prestations de Nettoyage                                | -12 028         | -23 529         | -11 501               | 95,6%            |
| Prestations de Gardiennage                              | -2 885          | -71 088         | -68 202               | 2363,9%          |
| <b>Sous Total Frais de Personnel</b>                    | <b>-66 350</b>  | <b>-158 535</b> | <b>-92 185</b>        | <b>138,9%</b>    |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | -9 133          | -4 056          | 5 077                 | -55,6%           |
| Entretien : Contrats                                    | -13 064         | -6 952          | 6 112                 | -46,8%           |
| Electricité, Fluides                                    | -11 113         | -11 676         | -563                  | 5,1%             |
| Autres Prestations Sous Traitées                        |                 |                 |                       |                  |
| Frais de Télécommunication                              | -3 283          | -2 114          | 1 170                 | -35,6%           |
| Location Matériel d'Exploitation                        | -213            | -174            | 39                    | -18,1%           |
| <b>Sous Total Autres Frais d'Exploitation</b>           | <b>-36 807</b>  | <b>-24 972</b>  | <b>11 835</b>         | <b>-32,2%</b>    |
| Actions Commerciales                                    | -688            | -416            | 272                   | -39,6%           |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | -2 916          | -3 123          | -208                  | 7,1%             |
| Frais Administratifs et Divers                          | -106            | -829            | -722                  | 680,3%           |
| <b>Sous Total Frais Fonct. Adm. &amp; Commerc.</b>      | <b>-3 710</b>   | <b>-4 368</b>   | <b>-658</b>           | <b>17,7%</b>     |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>-106 867</b> | <b>-187 874</b> | <b>-81 008</b>        | <b>75,8%</b>     |
| Police d'Assurances                                     | -1 489          | -1 330          | 159                   | -10,7%           |
| Sinistres   | -133            |                 | 133                   | -100,0%          |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | -1 209          | -1 107          | 102                   | -8,5%            |
| Redevances Aux Concédants                               | -34 413         | -6 568          | 27 845                | -80,9%           |
| Taxes et Versements Assimilés                           | -4 389          | -1 501          | 2 888                 | -65,8%           |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | -189            | 187             | 376                   | -198,8%          |
| Charges de Gros Entretien                               |                 |                 |                       |                  |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | -5 225          | -4 278          | 947                   | -18,1%           |
| Frais Généraux Siège                                    | -16 029         | -17 239         | -1 210                | 7,5%             |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-63 077</b>  | <b>-31 835</b>  | <b>31 242</b>         | <b>-49,5%</b>    |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-63 077</b>  | <b>-31 835</b>  | <b>31 242</b>         | <b>-49,5%</b>    |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>-169 944</b> | <b>-219 710</b> | <b>-49 766</b>        | <b>29,3%</b>     |
| Autres Charges Non Courantes                            |                 |                 |                       |                  |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     | -100            | -100            | 0                     | -0,2%            |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | -77 581         | -77 538         | 43                    | -0,1%            |
| Autres Provisions Non Courantes                         |                 |                 |                       |                  |
| <b>Total Amortissements et Provisions Non Courantes</b> | <b>-77 681</b>  | <b>-77 638</b>  | <b>43</b>             | <b>-0,1%</b>     |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>-77 681</b>  | <b>-77 638</b>  | <b>43</b>             | <b>-0,1%</b>     |
| <b>EBIT</b>   | <b>-10 158</b>  | <b>-85 560</b>  | <b>-75 402</b>        | <b>742,3%</b>    |
| Frais Financiers  | -20 815         | -16 273         | 4 541                 | -21,8%           |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-20 815</b>  | <b>-16 273</b>  | <b>4 541</b>          | <b>-21,8%</b>    |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-20 815</b>  | <b>-16 273</b>  | <b>4 541</b>          | <b>-21,8%</b>    |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>-30 973</b>  | <b>-101 833</b> | <b>-70 861</b>        | <b>228,8%</b>    |

## COMPTES DU DELEGATAIRE

SITE\_922701 - MALAKOFF PARC PLATEAU DE VANVES - 2020

|                       |  |
|-----------------------|--|
| PARC DE STATIONNEMENT | 922701 Malakoff Parc Plateau de Vanves |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF                      |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST                      |
| ANNEE                 | 2020                                   |

### Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.  | Année 2019     | Année 2020     | 2020 / 2019 en valeur | 2020 / 2019 en % |
|--|----------------|----------------|-----------------------|------------------|
| Horaires parcs   | 124 424        | 62 566         | -61 858               | -49,7%           |
| Abonnés parcs  | 63 438         | 65 230         | 1 792                 | 2,8%             |
| Voirie   |                |                |                       |                  |
| Garantie de recettes villes                              |                |                |                       |                  |
| Prestation de services                                   |                |                |                       |                  |
| Activité de Contrôle                                     |                |                |                       |                  |
| Appels de charges amodiataires                           |                |                |                       |                  |
| Activités annexes  | 28             | 225            | 198                   | 713,7%           |
| <b>Sous Total Chiffre d'Affaires</b>                     | <b>187 889</b> | <b>128 021</b> | <b>-59 868</b>        | <b>-31,9%</b>    |
| Subventions d'exploitation                               |                |                |                       |                  |
| Autres Produits  | 1              |                | -1                    | -100,0%          |
| <b>Sous Total Autres Produits</b>                        | <b>1</b>       |                | <b>-1</b>             | <b>-100,0%</b>   |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                     | <b>187 890</b> | <b>128 021</b> | <b>-59 869</b>        | <b>-31,9%</b>    |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc. Personnel Technique) | -10 982        | -6 940         | 4 042                 | -36,8%           |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                     |                |                |                       |                  |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                  | 161            | -132           | -294                  | -181,9%          |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                     |                | -2 136         | -2 136                |                  |
| Prestations de Nettoyage                                 | -3 386         | -86            | 3 299                 | -97,4%           |
| Prestations de Gardiennage                               | -55            | -170           | -115                  | 207,9%           |
| <b>Sous Total Frais de Personnel</b>                     | <b>-14 261</b> | <b>-9 464</b>  | <b>4 797</b>          | <b>-33,6%</b>    |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures      | -5 305         | -1 273         | 4 032                 | -76,0%           |
| Entretien : Contrats                                     | -3 941         | -4 211         | -269                  | 6,8%             |
| Electricité, Fluides                                     | -849           | -1 329         | -480                  | 56,5%            |
| Autres Prestations Sous Traitées                         |                |                |                       |                  |
| Frais de Télécommunication                               | -2 503         | -1 505         | 998                   | -39,9%           |
| Location Matériel d'Exploitation                         | -103           | -497           | -394                  | 381,8%           |
| <b>Sous Total Autres Frais d'Exploitation</b>            | <b>-12 702</b> | <b>-8 815</b>  | <b>3 887</b>          | <b>-30,6%</b>    |
| Actions Commerciales                                     | -54            | -269           | -215                  | 400,1%           |
| Collecte de Fonds et Commissions                         | -3 601         | -3 058         | 543                   | -15,1%           |
| Frais Administratifs et Divers                           |                |                |                       |                  |
| <b>Sous Total Frais Fonct. Adm. &amp; Comm.</b>          | <b>-3 655</b>  | <b>-3 326</b>  | <b>328</b>            | <b>-9,0%</b>     |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>             | <b>-30 618</b> | <b>-21 606</b> | <b>9 012</b>          | <b>-29,4%</b>    |
| Police d'Assurances                                      | -1 262         | -883           | 380                   | -30,1%           |
| Sinistres  |                |                |                       |                  |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété             | -1 020         | -734           | 286                   | -28,1%           |
| Redevances Aux Concédants                                | -27 662        | -6 059         | 21 603                | -78,1%           |
| Taxes et Versements Assimilés                            | -4 515         | -3 421         | 1 094                 | -24,2%           |
| Autres Charges et Provisions Courantes                   | -1 136         | -95            | 1 041                 | -91,7%           |
| Charges de Gros Entretien                                |                |                |                       |                  |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région                | -4 133         | -2 586         | 1 547                 | -37,4%           |
| Frais Généraux Siège                                     | -12 682        | -10 420        | 2 262                 | -17,8%           |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>               | <b>-52 411</b> | <b>-24 197</b> | <b>28 215</b>         | <b>-53,8%</b>    |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>               | <b>-52 411</b> | <b>-24 197</b> | <b>28 215</b>         | <b>-53,8%</b>    |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                      | <b>-83 029</b> | <b>-45 802</b> | <b>37 227</b>         | <b>-44,8%</b>    |
| Autres Charges Non Courantes                             |                |                |                       |                  |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                      |                |                |                       |                  |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation              | -17 870        | -18 160        | -291                  | 1,6%             |
| Autres Provisions Non Courantes                          |                |                |                       |                  |
| <b>Total Amortissements et Provisions Non Courantes</b>  | <b>-17 870</b> | <b>-18 160</b> | <b>-291</b>           | <b>1,6%</b>      |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                       | <b>-17 870</b> | <b>-18 160</b> | <b>-291</b>           | <b>1,6%</b>      |
| <b>EBIT</b>  | <b>86 991</b>  | <b>64 058</b>  | <b>-22 933</b>        | <b>-26,4%</b>    |
| Frais Financiers   | -4 564         | -3 509         | 1 055                 | -23,1%           |
| <b>Total Frais Financiers</b>                            | <b>-4 564</b>  | <b>-3 509</b>  | <b>1 055</b>          | <b>-23,1%</b>    |
| <b>Total Frais Financiers</b>                            | <b>-4 564</b>  | <b>-3 509</b>  | <b>1 055</b>          | <b>-23,1%</b>    |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                     | <b>82 427</b>  | <b>60 549</b>  | <b>-21 878</b>        | <b>-26,5%</b>    |

## COMPTES DU DELEGATAIRE VILLE DE MALAKOFF

|                       |                   |
|-----------------------|-------------------|
| PARC DE STATIONNEMENT | VILLE DE MALAKOFF |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST |
| ANNEE                 | 2020              |

### Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.   | Année 2019      | Année 2020      | 2020 / 2019 en<br>valeur | 2020 / 2019 en<br>% |
|---|-----------------|-----------------|--------------------------|---------------------|
| Horaires parcs  | 261 217         | 143 349         | -117 869                 | -45,1%              |
| Abonnés parcs   | 149 027         | 166 507         | 17 480                   | 11,7%               |
| Voirie  |                 |                 |                          |                     |
| Garantie de recettes villes                             |                 |                 |                          |                     |
| Prestation de services                                  |                 | 14 634          | 14 634                   |                     |
| Activité de Contrôle                                    |                 |                 |                          |                     |
| Appels de charges amodiataires                          | 4 201           | 4 260           | 60                       | 1,4%                |
| Activités annexes                                       | 10 911          | 11 059          | 148                      | 1,4%                |
| <b>Sous Total Chiffre d'Affaires</b>                    | <b>425 356</b>  | <b>339 808</b>  | <b>-85 548</b>           | <b>-20,1%</b>       |
| Subventions d'exploitation                              |                 |                 |                          |                     |
| Autres Produits   | 1               |                 | -1                       | -100,0%             |
| <b>Sous Total Autres Produits</b>                       | <b>1</b>        |                 | <b>-1</b>                | <b>-100,0%</b>      |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>425 357</b>  | <b>339 808</b>  | <b>-85 548</b>           | <b>-20,1%</b>       |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | -51 863         | -69 031         | -17 167                  | 33,1%               |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |                 |                 |                          |                     |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | 61              | -929            | -991                     | -1617,7%            |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    | -10 456         | -3 166          | 7 289                    | -69,7%              |
| Prestations de Nettoyage                                | -15 414         | -23 615         | -8 202                   | 53,2%               |
| Prestations de Gardiennage                              | -2 940          | -71 258         | -68 317                  | 2323,4%             |
| <b>Sous Total Frais de Personnel</b>                    | <b>-80 612</b>  | <b>-167 999</b> | <b>-87 387</b>           | <b>108,4%</b>       |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | -14 438         | -5 329          | 9 109                    | -63,1%              |
| Entretien : Contrats                                    | -17 006         | -11 163         | 5 843                    | -34,4%              |
| Electricité, Fluides                                    | -11 963         | -13 005         | -1 043                   | 8,7%                |
| Autres Prestations Sous Traitées                        |                 |                 |                          |                     |
| Frais de Télécommunication                              | -5 786          | -3 618          | 2 168                    | -37,5%              |
| Location Matériel d'Exploitation                        | -316            | -672            | -356                     | 112,6%              |
| <b>Sous Total Autres Frais d'Exploitation</b>           | <b>-49 508</b>  | <b>-33 787</b>  | <b>15 722</b>            | <b>-31,8%</b>       |
| Actions Commerciales                                    | -742            | -685            | 57                       | -7,7%               |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | -6 516          | -6 181          | 336                      | -5,2%               |
| Frais Administratifs et Divers                          | -106            | -829            | -722                     | 680,3%              |
| <b>Sous Total Frais Fonct. Adm. &amp; Commerc.</b>      | <b>-7 365</b>   | <b>-7 694</b>   | <b>-329</b>              | <b>4,5%</b>         |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>-137 485</b> | <b>-209 480</b> | <b>-71 995</b>           | <b>52,4%</b>        |
| Police d'Assurances                                     | -2 752          | -2 212          | 539                      | -19,6%              |
| Sinistres   | -133            |                 | 133                      | -100,0%             |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | -2 229          | -1 841          | 389                      | -17,4%              |
| Redevances Aux Concédants                               | -62 076         | -12 627         | 49 449                   | -79,7%              |
| Taxes et Versements Assimilés                           | -8 904          | -4 922          | 3 983                    | -44,7%              |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | -1 325          | 92              | 1 417                    | -107,0%             |
| Charges de Gros Entretien                               |                 |                 |                          |                     |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | -9 358          | -6 864          | 2 494                    | -26,6%              |
| Frais Généraux Siège                                    | -28 711         | -27 659         | 1 052                    | -3,7%               |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-115 488</b> | <b>-56 032</b>  | <b>59 456</b>            | <b>-51,5%</b>       |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-115 488</b> | <b>-56 032</b>  | <b>59 456</b>            | <b>-51,5%</b>       |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>-252 973</b> | <b>-265 512</b> | <b>-12 539</b>           | <b>5,0%</b>         |
| Autres Charges Non Courantes                            |                 |                 |                          |                     |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     | -100            | -100            | 0                        | -0,2%               |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | -95 451         | -95 698         | -247                     | 0,3%                |
| Autres Provisions Non Courantes                         |                 |                 |                          |                     |
| <b>Total Amortissements et Provisions Non Courantes</b> | <b>-95 551</b>  | <b>-95 798</b>  | <b>-247</b>              | <b>0,3%</b>         |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>-95 551</b>  | <b>-95 798</b>  | <b>-247</b>              | <b>0,3%</b>         |
| <b>EBIT</b>   | <b>76 833</b>   | <b>-21 502</b>  | <b>-98 335</b>           | <b>-128,0%</b>      |
| Frais Financiers  | -25 379         | -19 783         | 5 596                    | -22,1%              |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-25 379</b>  | <b>-19 783</b>  | <b>5 596</b>             | <b>-22,1%</b>       |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-25 379</b>  | <b>-19 783</b>  | <b>5 596</b>             | <b>-22,1%</b>       |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>51 455</b>   | <b>-41 284</b>  | <b>-92 739</b>           | <b>-180,2%</b>      |

Précisions sur l'élaboration des comptes du délégataire 2020 :

L'organisation comptable d'Indigo définit le parc comme étant le niveau de référence analytique. Chaque parc dispose ainsi de son propre centre d'imputation qui lui permet de porter les produits et les charges qui lui sont propres.

Cette affectation individuelle des flux n'exclut cependant pas l'erreur d'imputation. C'est ainsi que nous avons pu constater avant de vous transmettre le compte rendu annuel d'exploitation qu'une partie des enregistrements liés aux participations aux frais de gardiennage avaient été comptabilisés sur un centre d'imputation erroné.

Pour retracer, la totalité des éléments 2020, nous avons intégré à ce rapport les comptes de résultat suivants :

- Hôtel de Ville,
- Plateau de Vanves
- Cumul DSP
- Malakoff Voirie (Section analytique mouvementée des refacturations de gardiennage)
- Malakoff Cumul Proforma (Vision cumulée des flux du contrat)

|                       |                             |
|-----------------------|-----------------------------|
| PARC DE STATIONNEMENT | VOIRIE ( => Complément DSP) |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF           |
| DELEGATAIRE           |                             |
| ANNEE                 | 2020                        |

**Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020**

| EN H.T.   | Année 2019 | Année 2020    | 2020 / 2019 en valeur | 2020 / 2019 en % |
|---|------------|---------------|-----------------------|------------------|
| Horaires parcs  | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Abonnés parcs   | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Voirie  | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Garantie de recettes villes                             | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Prestation de services                                  | 0          | 21 123        | 21 123                |                  |
| Activité de Contrôle                                    |            |               |                       |                  |
| Appels de charges amodiataires                          | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Activités annexes                                       | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Sous Total Chiffre d'Affaires</b>                    | <b>0</b>   | <b>21 123</b> | <b>21 123</b>         |                  |
| Subventions d'exploitation                              | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Autres Produits   | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Sous Total Autres Produits</b>                       | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>0</b>   | <b>21 123</b> | <b>21 123</b>         |                  |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |            |               |                       |                  |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Prestations de Nettoyage                                | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Prestations de Gardiennage                              | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Sous Total Frais de Personnel</b>                    | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Entretien : Contrats                                    | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Electricité, Fluides                                    | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Autres Prestations Sous Traitées                        | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Frais de Télécommunication                              | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Location Matériel d'Exploitation                        | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Sous Total Autres Frais d'Exploitation</b>           | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| Actions Commerciales                                    | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Frais Administratifs et Divers                          | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Sous Total Frais Fonct. Adm. &amp; Commerc.</b>      | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| Police d'Assurances                                     | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Sinistres   | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Redevances Aux Concédants                               | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Taxes et Versements Assimilés                           | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Charges de Gros Entretien                               | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | 0          | -212          | -212                  |                  |
| Frais Généraux Siège                                    | 0          | -991          | -991                  |                  |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>0</b>   | <b>-1 203</b> | <b>-1 203</b>         |                  |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>0</b>   | <b>-1 203</b> | <b>-1 203</b>         |                  |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>0</b>   | <b>-1 203</b> | <b>-1 203</b>         |                  |
| Autres Charges Non Courantes                            | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | 0          | 0             | 0                     |                  |
| Autres Provisions Non Courantes                         | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Total Amortissements et Provisions Non Courantes</b> | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| <b>EBIT</b>   | <b>0</b>   | <b>19 920</b> | <b>19 920</b>         |                  |
| Frais Financiers  | 0          | 0             | 0                     |                  |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>0</b>   | <b>0</b>      | <b>0</b>              |                  |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>0</b>   | <b>19 920</b> | <b>19 920</b>         |                  |

|                       |                   |
|-----------------------|-------------------|
| PARC DE STATIONNEMENT | *-Malakoff-DSP    |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST |
| ANNEE                 | 2020              |

Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.   | Année 2019      | Année 2020      | 2020 / 2019 en<br>valeur | 2020 / 2019 en<br>% |
|---|-----------------|-----------------|--------------------------|---------------------|
| Horaires parcs  | 261 217         | 143 349         | -117 869                 | -45,1%              |
| Abonnés parcs   | 149 027         | 166 507         | 17 480                   | 11,7%               |
| Voie  | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Garantie de recettes villes                             | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Prestation de services                                  | 0               | 35 757          | 35 757                   |                     |
| Activité de Contrôle                                    |                 |                 |                          |                     |
| Appels de charges amodiataires                          | 4 201           | 4 260           | 60                       | 1,4%                |
| Activités annexes                                       | 10 911          | 11 059          | 148                      | 1,4%                |
| Sous Total Chiffre d'Affaires                           | 425 356         | 360 931         | -64 425                  | -15,1%              |
| Subventions d'exploitation                              | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Autres Produits   | 1               | 0               | -1                       | -100,0%             |
| Sous Total Autres Produits                              | 1               | 0               | -1                       | -100,0%             |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>425 357</b>  | <b>360 931</b>  | <b>-64 425</b>           | <b>-15,1%</b>       |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | -51 063         | -69 031         | -17 167                  | 33,1%               |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |                 |                 | 0                        |                     |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | 61              | -929            | -991                     | -1617,7%            |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    | -10 456         | -3 166          | 7 289                    | -69,7%              |
| Prestations de Nettoyage                                | -15 414         | -23 615         | -8 202                   | 53,2%               |
| Prestations de Gardiennage                              | -2 940          | -71 258         | -68 317                  | 2323,4%             |
| Sous Total Frais de Personnel                           | -80 612         | -167 999        | -87 387                  | 108,4%              |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | -14 438         | -5 329          | 9 109                    | -63,1%              |
| Entretien : Contrats                                    | -17 006         | -11 163         | 5 843                    | -34,4%              |
| Electricité, Fluides                                    | -11 963         | -13 005         | -1 043                   | 8,7%                |
| Autres Prestations Sous Traitées                        | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Frais de Télécommunication                              | -5 706          | -3 618          | 2 160                    | -37,5%              |
| Location Matériel d'Exploitation                        | -316            | -672            | -356                     | 112,6%              |
| Sous Total Autres Frais d'Exploitation                  | -49 508         | -33 787         | 15 722                   | -31,8%              |
| Actions Commerciales                                    | -742            | -685            | 57                       | -7,7%               |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | -6 516          | -6 181          | 336                      | -5,2%               |
| Frais Administratifs et Divers                          | -106            | -829            | -722                     | 680,3%              |
| Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.                 | -7 365          | -7 694          | -329                     | 4,5%                |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>-137 485</b> | <b>-209 480</b> | <b>-71 995</b>           | <b>52,4%</b>        |
| Police d'Assurances                                     | -2 752          | -2 212          | 539                      | -19,6%              |
| Sinistres   | -133            | 0               | 133                      | -100,0%             |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | -2 229          | -1 841          | 389                      | -17,4%              |
| Redevances Aux Concedants                               | -62 076         | -12 627         | 49 449                   | -79,7%              |
| Taxes et Versements Assimilés                           | -8 904          | -4 922          | 3 983                    | -44,7%              |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | -1 325          | 92              | 1 417                    | -107,0%             |
| Charges de Gros Entretien                               | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | -9 358          | -7 076          | 2 282                    | -24,4%              |
| Frais Généraux Siège                                    | -28 711         | -28 650         | 61                       | -0,2%               |
| Total Autres Charges d'Exploitation                     | -115 488        | -57 235         | 58 253                   | -50,4%              |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-115 488</b> | <b>-57 235</b>  | <b>58 253</b>            | <b>-50,4%</b>       |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>-252 973</b> | <b>-266 715</b> | <b>-13 742</b>           | <b>5,4%</b>         |
| Autres Charges Non Courantes                            | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     | -100            | -100            | 0                        | -0,2%               |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | -95 451         | -95 696         | -247                     | 0,3%                |
| Autres Provisions Non Courantes                         | 0               | 0               | 0                        |                     |
| Total Amortissements et Provisions Non Courantes        | -95 551         | -95 796         | -247                     | 0,3%                |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>-95 551</b>  | <b>-95 796</b>  | <b>-247</b>              | <b>0,3%</b>         |
| <b>EBIT</b>   | <b>76 833</b>   | <b>-1 582</b>   | <b>-78 415</b>           | <b>-102,1%</b>      |
| Frais Financiers  | -25 379         | -19 783         | 5 596                    | -22,1%              |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-25 379</b>  | <b>-19 783</b>  | <b>5 596</b>             | <b>-22,1%</b>       |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-25 379</b>  | <b>-19 783</b>  | <b>5 596</b>             | <b>-22,1%</b>       |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>51 455</b>   | <b>-21 364</b>  | <b>-72 819</b>           | <b>-141,5%</b>      |

## 8.2 ANALYSE COMPARATIVE DU COMPTE DE RESULTAT 2019/2020

- o Le compte de résultat présente un résultat net avant impôt négatif de 21 364 €, en retrait de -72 819€ par rapport à 2019.
- o Les recettes totales sont en baisse de 15 % du fait de l'effet négatif de la COVID 19 représentant -20% mais compensé par une partie de refacturation des prestations de gardiennage.
- o Les frais de nettoyage ont augmenté de 8 k€ en 2020 du fait de l'augmentation de la périodicité de passage de notre prestataire.
- o Les frais de gardiennage se sont élevés à plus de 70 K€ en 2020. A noter que 60% de cette enveloppe (42 K€) a été réparti entre Indigo, la Ville de Malakoff, Malakoff Habitat et Intermarché
- o La baisse des frais bancaires et autres frais liés à la baisse de recettes ont permis de compenser cette perte d'exploitation.

## 8.3 CALCUL DE LA REDEVANCE AU DELEGANT

Le calcul de la redevance au délégant pour l'année 2020 est détaillé en annexe.

En 2020, la collectivité perçoit **8 109,45 €** dont :

- 2 000 € de frais de contrôle
- 6 109,45 de **redevance variable**.



## 9 Annexes

*Annexe 1 : Présentation des Méthodes et des Eléments de Calcul Economique Annuel et Pluriannuel*

*Annexe 2 : Gestion des frais de structure*

*Annexe 3 : Etablissement des Comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public*

*Annexe 4 : Comptes du délégataire*

*Annexe 5 : Information sur le patrimoine*

*Annexe 6 : Détermination de la redevance*

*Annexe 7 : Tableaux de bords annuels*

*Annexe 8 : Sources Indicateurs qualité (Statistiques numéros Clients / Visites mystères, etc.)*



## REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice ont été établis dans le respect des principes généraux comptables et conformément aux conventions, règles et méthodes d'évaluation générales comptables. Les comptes arrêtés au 31 décembre 2020 ont été préparés dans le respect des conventions générales prescrites par le plan comptable général, issu du règlement ANC n° 2014-03.

Par ailleurs, la société applique les dispositions comptables du règlement ANC n°2015-06 relatif au fonds commercial et au mali technique. L'application de ce règlement n'a pas d'incidence sur les comptes de la société.

La méthode de base retenue pour l'évaluation du patrimoine de la concession est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### 1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

#### (a) Les concessions

Sous cette rubrique figurent les droits d'entrée versés pour l'exploitation de certains parcs de stationnement ainsi que les immobilisations du domaine concédé incluant tout type d'immobilisations, revenant au concédant sans indemnité, au terme normal du contrat de concession. Il s'agit principalement :

- de gros-œuvre et de certains biens non renouvelables. Ces biens sont évalués à leur coût historique. Ces ouvrages ainsi que les droits d'entrée sont amortis linéairement sur la durée des contrats concernés sauf pour certains qui ont été dotés, à leur origine, d'un plan d'amortissement progressif.

- d'agencements renouvelables, d'installations techniques et de matériels amortis linéairement sur la durée probable d'utilisation.

#### (b) Les autres immobilisations incorporelles

Sous cette rubrique figurent notamment les logiciels. Ils sont amortis selon leur nature sur des durées variant de 1 à 5 ans.

### 2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les investissements propres à la société. Il s'agit de :

#### (a) constructions :

Parcs en pleine propriété ou bien acquis dans le cadre de baux à construction ou de baux emphytéotiques. Ces immobilisations sont évaluées et amorties linéairement sur une durée de 30 à 50 ans.

#### (b) matériels et outillages et autres immobilisations corporelles :

Ces éléments sont évalués à leur coût d'acquisition et amortis selon la durée de vie du bien. Les durées les plus couramment pratiquées sont les suivantes :

| Immobilisations                                | Durée      | Mode     |
|--|------------|----------|
| Installation technique, matériel et outillage  | 2 à 30 ans | linéaire |
| Installation générale, agencement, aménagement | 7 à 10 ans | linéaire |
| Matériel de transport                          | 4 ans      | linéaire |
| Matériel de bureau et informatique             | 3 à 5 ans  | linéaire |
| Mobilier                                       | 7 à 9 ans  | linéaire |

La société applique les modalités d'amortissements dites de durée de vie utile. Ces modalités consistent à amortir le dernier renouvellement sur la durée résiduelle du contrat.

### 3. Provisions

#### Renouvellement et grosses réparations :

Sauf obligation contractuelle il n'est pas constitué de provision de renouvellement ou grosses réparations dans la mesure où ces dépenses sont immobilisées selon les méthodes décrites aux points 1 et 2.

## GESTION DES FRAIS DE STRUCTURE Exercice 2020

### A. Description du mécanisme de gestion des frais de structure du groupe INDIGO

Conformément aux règles d'organisation du groupe INDIGO, motivée par des objectifs de rationalisation et d'harmonisation des moyens mis en œuvre, la Société Délégataire confie aux sociétés compétentes du groupe, la société Indigo Park et la société Indigo Group depuis 2015, des missions de prestations de services pour l'exploitation des sites gérés par le groupe.

Les moyens des sociétés Indigo Park et Indigo Group comprennent ainsi les services dits communs correspondant aux services administratifs et fonctionnels du groupe INDIGO répartis géographiquement entre le siège social à Puteaux et les Directions Régionales.

Cette organisation permet aux sociétés Indigo Group et Indigo Park de disposer de moyens, notamment humains, importants et spécialisés, au bénéfice de l'ensemble des sociétés du groupe.

Ces frais de structure sont supportés par la Société Délégataire selon la méthode décrite ci-dessous.

### B. Clé de répartition des frais de structure - Eléments chiffrés

La clé de répartition des frais de structure repose sur le chiffre d'affaires.

Les conventions de prestations de services internes du groupe prévoient, comme c'est l'usage communément admis dans l'OCDE, une refacturation basée sur l'assiette réelle des dépenses des sociétés Indigo Park et Indigo Group, ramenée à la quote-part de chiffre d'affaires du contrat dans le chiffre d'affaires consolidé.

La convention de licence de marque prévoit une rémunération basée sur un pourcentage de chiffre d'affaires, ici encore dans le cadre d'un usage communément admis dans l'OCDE.

Ainsi, concernant l'exercice 2020, l'affectation des frais de structure correspond à 10,16% du chiffre d'affaires du contrat de délégation de service public.

### C. Gestion de l'Activité par les frais de structure

Indigo Park assure ainsi des missions de gestion technique, administrative, commerciale et comptable afférente à l'exploitation et exécute toutes les tâches relevant d'une gestion courante de ladite exploitation. A cette fin, la Société Indigo Park remplit notamment les missions suivantes :

#### 1. Exécution directe de l'activité

- Recrutement et gestion administrative du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,
- Etablissement de la paie du personnel,
- Suivi des litiges et des contentieux prud'homaux,
- Animation des instances sociales représentatives et relations avec les syndicats patronaux et des salariés,
- Mise en œuvre du plan de formation professionnelle continue,
- Etablissement des statistiques d'exploitation, des rapports d'activité et de tous autres documents auxquels la société est assujettie légalement ou contractuellement.

#### 2. Missions d'exploitation

- Suivi technique des sites de stationnement (parcs ou voirie) dont la gestion a été confiée à la Société ou dont elle est propriétaire et de leurs équipements,
- Entretien des sites précités,
- Maintenance et entretien des équipements précités,
- Choix des et relations avec les fournisseurs, le cas échéant conformément aux et avec le bénéfice des conditions d'achat propres au groupe INDIGO,
- Collecte des recettes pour le compte de la Société ou de ses clients amont,
- Relations avec les clients amonts,
- Relations avec les usagers/utilisateurs, notamment dans le cadre du Centre de Relation Clients (le « CRC ») ainsi que du Centre National de Télé-Opération (le « CNTO ») ou des Centres Régionaux de Télé-Opération (les « CRTO »),
- Mise en œuvre de la politique de qualité et de services du Groupe, ainsi que de sa charte graphique et de ses normes en matière d'aménagement et de signalétique mais aussi de politique environnementale,
- Application des dispositions contractuelles et réglementaires,
- Application et contrôle du respect des règles de sécurité,
- Recrutement et gestion du personnel nécessaire à l'exécution de l'Activité,

- Etablissement des statistiques, des rapports d'activité et plus généralement de tous autres documents à la production desquels la Société est assujettie légalement ou contractuellement, aux fins de validation par la Société et envoi par cette dernière, en tant que de besoin, aux destinataires concernés,
  - Définition des conditions d'exploitation et surveillance générale de l'exploitation.
3. Missions commerciales
- Etudes de marché,
  - Prospection de marché,
  - Animation commerciales, développement de la clientèle aval,
  - Etude des produits et tarifs.
4. Missions administratives
- Etablissement des règlements intérieurs,
  - Suivi de la réglementation spécifique à l'Activité,
  - Suivi des dossiers contentieux en demande ou en défense, qu'ils soient ou non liés à des sinistres couverts par une police d'assurance,
  - Suivi et rédaction de contrats et d'avenants,
  - Etablissement des contrats d'abonnement et de location ou de cession de droits d'occupation (dont les amodiations),
  - Gestion du programme d'assurances, comprenant la souscription des polices d'assurance bénéficiant directement ou indirectement à la Société, ainsi que la gestion complète des sinistres subis par la Société ou causés aux tiers dans le cadre de l'Activité,
  - Suivi de la conformité à la réglementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel, la situation des fournisseurs ou la lutte contre la corruption.
5. Gestion de la société délégataire
- Gestion du système informatique et mise en place de nouveaux logiciels et équipements,
  - Contrôle de gestion, suivi budgétaire,
  - Elaboration, mise en place et suivi des procédures comptables,
  - Gestion de la trésorerie et des financements, négociation auprès des organismes bancaires des conditions de crédit ou de placement,
  - Tenue de la comptabilité et établissement des déclarations fiscales,
  - Etablissement de la consolidation et du reporting de gestion selon les normes appliquées par le Groupe INDIGO,
  - Relations avec les Commissaires aux comptes,
  - Gestion des réunions des organes sociaux et plus généralement toutes tâches relevant du droit des sociétés, ainsi que des délégations de pouvoirs en toutes matières,
  - Suivi de la conformité à la réglementation, notamment en ce qui concerne la protection des données à caractère personnel ou la lutte contre la corruption.

Indigo Group consent une licence d'utilisation de ses marques et noms de domaine à la Société Délégataire et lui apporte son expertise dans les domaines suivants :

1. Politique de marque  
Définition, coordination de la politique d'image du Groupe en France et à l'international, validation des événementiels, de la communication externe et interne, actions de développement et de suivi propre au Groupe.
2. Stratégie, études, développement  
Définition des axes de stratégie, du marketing et de la communication du Groupe, réflexion sur les opérations de croissance externe ou de partenariat, validation des opérations retenues, réalisation d'études de marché et d'une veille concurrentielle.
3. Financement  
Opérations de financements long terme, gestion des taux d'intérêt et du change, cautionnements et garanties, opérations en capital, prêts, relations avec les banques et les organismes de notation, politique de financement.
4. Innovation  
Promotion, coordination, impulsion et validation des innovations retenues.

5. Audit interne  
Sécurisation des données informatiques et monétiques, de création de valeur des organisations.

Les sociétés Indigo Park et Indigo Group interviennent sous le contrôle et la responsabilité de la société Délégataire qui reste, en tout état de cause le seul et unique cocontractant de la collectivité délégante.

**PRESENTATION DES METHODES ET DES ELEMENTS DE CALCUL ECONOMIQUE ANNUEL ET PLURIANNUEL****(Articles R 3131-3 - 1°) – a et b du code de la commande publique)**

- Les méthodes et éléments de calcul économique sont identiques et homogènes pour l'ensemble des sociétés françaises du groupe INDIGO.
- La structure analytique de notre société est identique à celle des autres sociétés du groupe.
- Le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société.
- Dans tous les cas, les éléments comptables, financiers et économiques présentés dans le rapport du délégataire émanent des états financiers de la comptabilité générale du délégataire ou du siège auquel il se rattache, établis conformément aux principes du Plan Comptable Général. Ils ont pour vocation la présentation économique des données financières de la DSP sur la durée du contrat et retracent la réalité économique du service.

Les principaux éléments concourant à l'établissement du compte annuel de résultat d'exploitation se composent en :

**1. Produits et charges directs**

Les opérations sont directement affectables au contrat ou à l'ouvrage. C'est le cas de la plus grande partie des postes figurant au compte de résultat :

- Produits : chiffre d'affaires, subvention d'exploitation et appels de charges amodiataires, ainsi que les produits divers.

- Charges : frais de personnel, frais d'entretien, maintenance et réparation, coûts liés à l'énergie et aux consommables, autres services extérieurs et honoraires, frais de fonctionnement administratifs et commerciaux, frais de sinistres nets de remboursement d'assurances, redevances et loyers dues au concédant, Contribution Economique Territoriale et Taxes foncières, charges de gros entretien et les charges de crédit-bail (amortissement et intérêts) le cas échéant.

**2. Charges calculées**

Il s'agit essentiellement de la quote-part annuelle d'amortissement<sup>1</sup> liée à l'investissement d'origine et aux investissements de renouvellement, ainsi que les dotations aux amortissements de fin de contrat qui sont constatées dès que la durée d'utilité des équipements excède la durée du contrat et que le délégataire a l'obligation de les remettre gratuitement au délégant au terme normal du contrat.

Les règles et modalités comptables sont décrites dans l'annexe 1.

---

<sup>1</sup> Hors impairment tests : le compte de résultat de l'exploitation reprend la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la Délégation de Service Public (DSP), issues de la comptabilité analytique de notre société en excluant à compter de l'exercice 2015 l'impact des impairment tests, en cohérence avec la présentation de l'inventaire du patrimoine de la délégation de service public.

### **3. Charges indirectes**

Elles recouvrent l'ensemble des frais communs nécessaires à plusieurs ouvrages ou contrats. Ceux-ci sont mutualisés au sein de sociétés prestataires

a. Les frais de structure

Les frais de structure relatifs à l'exercice 2020 sont facturés au moyen d'une clé de répartition dont le mécanisme est décrit à l'annexe 2.

b. Les polices d'assurances

Elles sont négociées annuellement au niveau du groupe INDIGO, afin de bénéficier d'économies d'échelles et regroupent :

- la Responsabilité Civile d'exploitation,
- la police Dommages parcs et locaux d'exploitation.

Elles sont affectées à chaque site d'exploitation au prorata du chiffre d'affaires généré par celui ci.

c. Les charges financières

Quel que soit le mode de financement de l'ouvrage ou du contrat (emprunt ou fonds propres), il en résulte nécessairement une charge financière représentative du coût de ce financement.

Au sein du groupe INDIGO, il est réalisé une affectation standard de cette charge financière. Pour l'exercice 2020, il est appliqué un pourcentage de 4,5% à la valeur non amortie, hors incidences des éventuelles dépréciations d'actifs au 31/12/2020. Le taux est revu annuellement à compter de l'exercice 2018 afin de refléter le coût d'endettement du groupe INDIGO et l'évolution de la conjoncture économique.

\* \*  
\*

## ETABLISSEMENT DES COMPTES RETRAÇANT LA TOTALITE DES OPERATIONS AFFERENTES A L'EXECUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC (données comptables – exercice 2020)

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (loi n° 95.127 du 8 février 1995) et à l'article L 3131 – 5 du code de la commande publique, notre société est tenue de présenter à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

Les articles R 3131-2 à R3131-4 du code de la commande publique, encadrent son contenu en énumérant les « *données comptables* » qui doivent figurer dans le compte-rendu retraçant les opérations de l'exercice comptable :

- a- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours.  
Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon les critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes et notamment les charges de structure ;
- b- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée ;
- c- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;
- d- Un compte-rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- e- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
- f- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
- g- Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué ;
- h- Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la délégation de service public et nécessaires à la continuité du service public.

Plus précisément, vous trouverez dans notre rapport les éléments répondant aux points rappelés ci-dessus, étant précisé que notre société s'est rapprochée du modèle préconisé par l'ordre des experts comptables (« le rapport annuel du délégataire de service public », édité par Le courrier des Maires et des Elus Locaux)

Vous trouverez jointes au compte annuel de résultat de l'exploitation les pièces suivantes :

- Présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel (a/b).
- Annexe 1- règles et méthodes comptables (a/b), intégrant la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel d'exploitation de la délégation (e)
- Annexe 2 – gestion des services communs (a/b).

A la lumière des explications données par l'ordre des experts comptables dans l'ouvrage relatif au rapport annuel du délégataire de service (analyse de l'obligation et du contenu du rapport à jour du décret du 14 mars 2005), la rubrique relative à l'état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat (I-c) de l'article R3131-3 du code de la commande publique, a pour objet les acquisitions ou cessions de biens immeubles intervenus dans le cadre du contrat.

Concernant le compte-rendu de situation des biens et immobilisations (art. R 3131-4 (1°-a) du code de la commande publique), nous vous renvoyons d'une part au descriptif des équipements visés dans le rapport, et d'autre part le cas échéant au programme prévisionnel d'investissement pour l'exercice 2020.

Ensuite, l'inventaire des biens de la délégation, prévu au paragraphe 1° - c) de l'article R 3131-4 du code de la commande publique est intégré dans le rapport.

Il est complété par un état récapitulatif des investissements immobilisés nécessaires à l'exploitation du service public délégué réalisés au cours de l'exercice 2020 (art. R 3131-4 1° -b du code de la commande publique), ainsi qu'un état des autres dépenses de renouvellement (ayant la nature de charge) réalisées dans l'année (art. R 3131-3 -1° - c du code de la commande publique).

Enfin, à ce jour, seuls la reprise du personnel affecté à l'exécution de chaque contrat et le cas échéant les contrats de crédit-bail, nous semblent devoir être recensés comme des engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public délégué (art. R 3131-4 -1° - d du code de la commande publique).

Par la production de ce rapport, notre société a rempli les obligations qui lui sont imposées par l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, et les articles L 3131 - 5 et R3131-2 et suivants du code de la commande publique. Il sera présenté lors d'une prochaine réunion de l'Assemblée Délibérante qui prend acte de sa transmission.

Dans le cadre plus général de son droit de contrôle, le délégant peut souhaiter avoir communication d'éléments supplémentaires, en dehors des obligations liées à la remise du rapport du délégataire. Notre société apportera bien entendu toutes les réponses utiles. Si la communication de ces éléments est souhaitée en vue de l'Assemblée Délibérante ayant pour objet de prendre acte de la transmission du rapport, nous vous remercions de bien vouloir nous réserver un délai raisonnable de préparation et de réponse.

Toutes les pièces justificatives des éléments de ce rapport dont le délégant souhaiterait avoir communication dans le cadre de son droit de contrôle, sont tenues à sa disposition.

Puteaux – La Défense, le 30 mars 2021

Le Directeur Administratif et Financier  
Etienne PIQUET





# COMPTES DU DELEGATAIRE

SITE\_922702 - MALAKOFF HÔTEL DE VILLE - 2020

|                       |                                |
|-----------------------|--------------------------------|
| PARC DE STATIONNEMENT | 922702 Malakoff Hôtel de ville |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF              |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST              |
| ANNEE                 | 2020                           |

## Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.   | Année 2019      | Année 2020      | 2020 / 2019 en valeur | 2020 / 2019 en % |
|---|-----------------|-----------------|-----------------------|------------------|
| Horaires parcs  | 136 793         | 80 783          | -56 010               | -40,9%           |
| Abonnés parcs   | 85 590          | 101 277         | 15 687                | 18,3%            |
| Voirie  |                 |                 |                       |                  |
| Garantie de recettes villes                             |                 |                 |                       |                  |
| Prestation de services                                  |                 | 14 634          | 14 634                |                  |
| Activité de Contrôle                                    |                 |                 |                       |                  |
| Appels de charges amodiataires                          | 4 201           | 4 260           | 60                    | 1,4%             |
| Activités annexes                                       | 10 883          | 10 833          | -50                   | -0,5%            |
| Sous Total Chiffre d'Affaires                           | 237 467         | 211 787         | -25 679               | -10,8%           |
| Subventions d'exploitation                              |                 |                 |                       |                  |
| Autres Produits   | 0               |                 | -0                    | -100,0%          |
| Sous Total Autres Produits                              | 0               |                 | -0                    | -100,0%          |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>237 467</b>  | <b>211 787</b>  | <b>-25 679</b>        | <b>-10,8%</b>    |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | -40 881         | -62 091         | -21 209               | 51,9%            |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |                 |                 |                       |                  |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | -100            | -797            | -697                  | 695,2%           |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    | -10 456         | -1 031          | 9 425                 | -90,1%           |
| Prestations de Nettoyage                                | -12 028         | -23 529         | -11 501               | 95,6%            |
| Prestations de Gardiennage                              | -2 885          | -71 088         | -68 202               | 2363,9%          |
| Sous Total Frais de Personnel                           | -66 350         | -158 535        | -92 185               | 138,9%           |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | -9 133          | -4 056          | 5 077                 | -55,6%           |
| Entretien : Contrats                                    | -13 064         | -6 952          | 6 112                 | -46,8%           |
| Electricité, Fluides                                    | -11 113         | -11 676         | -563                  | 5,1%             |
| Autres Prestations Sous Traitées                        |                 |                 |                       |                  |
| Frais de Télécommunication                              | -3 283          | -2 114          | 1 170                 | -35,6%           |
| Location Matériel d'Exploitation                        | -213            | -174            | 39                    | -18,1%           |
| Sous Total Autres Frais d'Exploitation                  | -36 807         | -24 972         | 11 835                | -32,2%           |
| Actions Commerciales                                    | -688            | -416            | 272                   | -39,6%           |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | -2 916          | -3 123          | -208                  | 7,1%             |
| Frais Administratifs et Divers                          | -106            | -829            | -722                  | 680,3%           |
| Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.                 | -3 710          | -4 368          | -658                  | 17,7%            |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>-106 867</b> | <b>-187 874</b> | <b>-81 008</b>        | <b>75,8%</b>     |
| Police d'Assurances                                     | -1 489          | -1 330          | 159                   | -10,7%           |
| Sinistres   | -133            |                 | 133                   | -100,0%          |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | -1 209          | -1 107          | 102                   | -8,5%            |
| Redevances Aux Concedants                               | -34 413         | -6 568          | 27 846                | -80,9%           |
| Taxes et Versements Assimilés                           | -4 389          | -1 501          | 2 888                 | -65,8%           |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | -189            | 187             | 376                   | -198,8%          |
| Charges de Gros Entretien                               |                 |                 |                       |                  |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | -5 225          | -4 278          | 947                   | -18,1%           |
| Frais Généraux Siège                                    | -16 029         | -17 239         | -1 210                | 7,5%             |
| Total Autres Charges d'Exploitation                     | -63 077         | -31 835         | 31 242                | -49,5%           |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-63 077</b>  | <b>-31 835</b>  | <b>31 242</b>         | <b>-49,5%</b>    |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>-169 944</b> | <b>-219 710</b> | <b>-49 766</b>        | <b>29,3%</b>     |
| Autres Charges Non Courantes                            |                 |                 |                       |                  |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     | -100            | -100            | 0                     | -0,2%            |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | -77 581         | -77 538         | 43                    | -0,1%            |
| Autres Provisions Non Courantes                         |                 |                 |                       |                  |
| Total Amortissements et Provisions Non Courantes        | -77 681         | -77 638         | 43                    | -0,1%            |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>-77 681</b>  | <b>-77 638</b>  | <b>43</b>             | <b>-0,1%</b>     |
| <b>EBIT</b>   | <b>-10 158</b>  | <b>-85 560</b>  | <b>-75 402</b>        | <b>742,3%</b>    |
| Frais Financiers  |                 |                 |                       |                  |
| Total Frais Financiers                                  | -20 815         | -16 273         | 4 541                 | -21,8%           |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-20 815</b>  | <b>-16 273</b>  | <b>4 541</b>          | <b>-21,8%</b>    |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>-30 973</b>  | <b>-101 833</b> | <b>-70 861</b>        | <b>228,8%</b>    |
| Prestations Internes                                    |                 |                 |                       |                  |
| Prestations Internes                                    |                 |                 |                       |                  |
| <b>Prestations Internes</b>                             |                 |                 |                       |                  |

# COMPTES DU DELEGATAIRE

SITE\_922701 - MALAKOFF PARC PLATEAU DE VANVES - 2020

|                       |  |
|-----------------------|--|
| PARC DE STATIONNEMENT | 922701 Malakoff Parc Plateau de Vanves |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF                      |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST                      |
| ANNEE                 | 2020                                   |

## Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.   | Année 2019     | Année 2020     | 2020 / 2019 en valeur | 2020 / 2019 en % |
|---|----------------|----------------|-----------------------|------------------|
| Horaires parcs  | 124 424        | 62 566         | -61 858               | -49,7%           |
| Abonnés parcs   | 63 438         | 65 230         | 1 792                 | 2,8%             |
| Voirie  |                |                |                       |                  |
| Garantie de recettes villes                             |                |                |                       |                  |
| Prestation de services                                  |                |                |                       |                  |
| Activité de Contrôle                                    |                |                |                       |                  |
| Appels de charges amodiataires                          |                |                |                       |                  |
| Activités annexes                                       | 28             | 225            | 198                   | 713,7%           |
| Sous Total Chiffre d'Affaires                           | 187 889        | 128 021        | -59 868               | -31,9%           |
| Subventions d'exploitation                              |                |                |                       |                  |
| Autres Produits   | 1              |                | -1                    | -100,0%          |
| Sous Total Autres Produits                              | 1              |                | -1                    | -100,0%          |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>187 890</b> | <b>128 021</b> | <b>-59 869</b>        | <b>-31,9%</b>    |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | -10 982        | -6 940         | 4 042                 | -36,8%           |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |                |                |                       |                  |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | 161            | -132           | -294                  | -181,9%          |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    |                | -2 136         | -2 136                |                  |
| Prestations de Nettoyage                                | -3 386         | -86            | 3 299                 | -97,4%           |
| Prestations de Gardiennage                              | -55            | -170           | -115                  | 207,9%           |
| Sous Total Frais de Personnel                           | -14 261        | -9 464         | 4 797                 | -33,6%           |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | -5 305         | -1 273         | 4 032                 | -76,0%           |
| Entretien : Contrats                                    | -3 941         | -4 211         | -269                  | 6,8%             |
| Electricité, Fluides                                    | -849           | -1 329         | -480                  | 56,5%            |
| Autres Prestations Sous Traitées                        |                |                |                       |                  |
| Frais de Télécommunication                              | -2 503         | -1 505         | 998                   | -39,9%           |
| Location Matériel d'Exploitation                        | -103           | -497           | -394                  | 381,8%           |
| Sous Total Autres Frais d'Exploitation                  | -12 702        | -8 815         | 3 887                 | -30,6%           |
| Actions Commerciales                                    | -54            | -269           | -215                  | 400,1%           |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | -3 601         | -3 058         | 543                   | -15,1%           |
| Frais Administratifs et Divers                          |                |                |                       |                  |
| Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.                 | -3 655         | -3 326         | 328                   | -9,0%            |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>-30 618</b> | <b>-21 606</b> | <b>9 012</b>          | <b>-29,4%</b>    |
| Police d'Assurances                                     | -1 262         | -883           | 380                   | -30,1%           |
| Sinistres   |                |                |                       |                  |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | -1 020         | -734           | 286                   | -28,1%           |
| Redevances Aux Concedants                               | -27 662        | -6 059         | 21 603                | -78,1%           |
| Taxes et Versements Assimilés                           | -4 515         | -3 421         | 1 094                 | -24,2%           |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | -1 136         | -95            | 1 041                 | -91,7%           |
| Charges de Gros Entretien                               |                |                |                       |                  |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | -4 133         | -2 586         | 1 547                 | -37,4%           |
| Frais Généraux Siège                                    | -12 682        | -10 420        | 2 262                 | -17,8%           |
| Total Autres Charges d'Exploitation                     | -52 411        | -24 197        | 28 215                | -53,8%           |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-52 411</b> | <b>-24 197</b> | <b>28 215</b>         | <b>-53,8%</b>    |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>-83 029</b> | <b>-45 802</b> | <b>37 227</b>         | <b>-44,8%</b>    |
| Autres Charges Non Courantes                            |                |                |                       |                  |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     |                |                |                       |                  |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | -17 870        | -18 160        | -291                  | 1,6%             |
| Autres Provisions Non Courantes                         |                |                |                       |                  |
| Total Amortissements et Provisions Non Courantes        | -17 870        | -18 160        | -291                  | 1,6%             |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>-17 870</b> | <b>-18 160</b> | <b>-291</b>           | <b>1,6%</b>      |
| <b>EBIT</b>   | <b>86 991</b>  | <b>64 058</b>  | <b>-22 933</b>        | <b>-26,4%</b>    |
| Frais Financiers  | -4 564         | -3 509         | 1 055                 | -23,1%           |
| Total Frais Financiers                                  | -4 564         | -3 509         | 1 055                 | -23,1%           |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-4 564</b>  | <b>-3 509</b>  | <b>1 055</b>          | <b>-23,1%</b>    |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>82 427</b>  | <b>60 549</b>  | <b>-21 878</b>        | <b>-26,5%</b>    |
| Prestations Internes                                    |                |                |                       |                  |
| Prestations Internes                                    |                |                |                       |                  |
| <b>Prestations Internes</b>                             |                |                |                       |                  |

# COMPTES DU DELEGATAIRE

VILLE DE MALAKOFF

|                       |                   |
|-----------------------|-------------------|
| PARC DE STATIONNEMENT | VILLE DE MALAKOFF |
| DELEGANT              | VILLE DE MALAKOFF |
| DELEGATAIRE           | INDIGO INFRA CGST |
| ANNEE                 | 2020              |

## Compte de résultat de la délégation de service public au 31/12/2020

| EN H.T.   | Année 2019      | Année 2020      | 2020 / 2019 en valeur | 2020 / 2019 en % |
|---|-----------------|-----------------|-----------------------|------------------|
| Horaires parcs  | 261 217         | 143 349         | -117 869              | -45,1%           |
| Abonnés parcs   | 149 027         | 166 507         | 17 480                | 11,7%            |
| Voirie  |                 |                 |                       |                  |
| Garantie de recettes villes                             |                 |                 |                       |                  |
| Prestation de services                                  |                 | 14 634          | 14 634                |                  |
| Activité de Contrôle                                    |                 |                 |                       |                  |
| Appels de charges amodiataires                          | 4 201           | 4 260           | 60                    | 1,4%             |
| Activités annexes                                       | 10 911          | 11 059          | 148                   | 1,4%             |
| Sous Total Chiffre d'Affaires                           | 425 356         | 339 808         | -85 548               | -20,1%           |
| Subventions d'exploitation                              |                 |                 |                       |                  |
| Autres Produits   | 1               |                 | -1                    | -100,0%          |
| Sous Total Autres Produits                              | 1               |                 | -1                    | -100,0%          |
| <b>Total Produits d'Exploitation</b>                    | <b>425 357</b>  | <b>339 808</b>  | <b>-85 548</b>        | <b>-20,1%</b>    |
| Personnel Interne Au Groupe VP (Yc Personnel Technique) | -51 863         | -69 031         | -17 167               | 33,1%            |
| Personnel Contrat à Durée Déterminée                    |                 |                 |                       |                  |
| Autre Personnel externe et Frais Divers                 | 61              | -929            | -991                  | -1617,7%         |
| Personnel Intérimaire d'Exploitation                    | -10 456         | -3 166          | 7 289                 | -69,7%           |
| Prestations de Nettoyage                                | -15 414         | -23 615         | -8 202                | 53,2%            |
| Prestations de Gardiennage                              | -2 940          | -71 258         | -68 317               | 2323,4%          |
| Sous Total Frais de Personnel                           | -80 612         | -167 999        | -87 387               | 108,4%           |
| Entretien : Interventions Techniques et Fournitures     | -14 438         | -5 329          | 9 109                 | -63,1%           |
| Entretien : Contrats                                    | -17 006         | -11 163         | 5 843                 | -34,4%           |
| Electricité, Fluides                                    | -11 963         | -13 005         | -1 043                | 8,7%             |
| Autres Prestations Sous Traitées                        |                 |                 |                       |                  |
| Frais de Télécommunication                              | -5 786          | -3 618          | 2 168                 | -37,5%           |
| Location Matériel d'Exploitation                        | -316            | -672            | -356                  | 112,6%           |
| Sous Total Autres Frais d'Exploitation                  | -49 508         | -33 787         | 15 722                | -31,8%           |
| Actions Commerciales                                    | -742            | -685            | 57                    | -7,7%            |
| Collecte de Fonds et Commissions                        | -6 516          | -6 181          | 336                   | -5,2%            |
| Frais Administratifs et Divers                          | -106            | -829            | -722                  | 680,3%           |
| Sous Total Frais Fonct. Adm. & Commerc.                 | -7 365          | -7 694          | -329                  | 4,5%             |
| <b>Total Charges Directes d'Exploitation</b>            | <b>-137 485</b> | <b>-209 480</b> | <b>-71 995</b>        | <b>52,4%</b>     |
| Police d'Assurances                                     | -2 752          | -2 212          | 539                   | -19,6%           |
| Sinistres   | -133            |                 | 133                   | -100,0%          |
| Loyers, Charges Locatives et de Co-Propriété            | -2 229          | -1 841          | 389                   | -17,4%           |
| Redevances Aux Concédants                               | -62 076         | -12 627         | 49 449                | -79,7%           |
| Taxes et Versements Assimilés                           | -8 904          | -4 922          | 3 983                 | -44,7%           |
| Autres Charges et Provisions Courantes                  | -1 325          | 92              | 1 417                 | -107,0%          |
| Charges de Gros Entretien                               |                 |                 |                       |                  |
| Frais de Pilotage et d'Encadrement Région               | -9 358          | -6 864          | 2 494                 | -26,6%           |
| Frais Généraux Siège                                    | -28 711         | -27 659         | 1 052                 | -3,7%            |
| Total Autres Charges d'Exploitation                     | -115 488        | -56 032         | 59 456                | -51,5%           |
| <b>Total Autres Charges d'Exploitation</b>              | <b>-115 488</b> | <b>-56 032</b>  | <b>59 456</b>         | <b>-51,5%</b>    |
| <b>Total Charges d'Exploitation</b>                     | <b>-252 973</b> | <b>-265 512</b> | <b>-12 539</b>        | <b>5,0%</b>      |
| Autres Charges Non Courantes                            |                 |                 |                       |                  |
| Dot. Amort. Mat. Bureau / Transport                     | -100            | -100            | 0                     | -0,2%            |
| Dotations aux amortissements d'Exploitation             | -95 451         | -95 698         | -247                  | 0,3%             |
| Autres Provisions Non Courantes                         |                 |                 |                       |                  |
| Total Amortissements et Provisions Non Courantes        | -95 551         | -95 798         | -247                  | 0,3%             |
| <b>Total Charges Non Courantes</b>                      | <b>-95 551</b>  | <b>-95 798</b>  | <b>-247</b>           | <b>0,3%</b>      |
| <b>EBIT</b>   | <b>76 833</b>   | <b>-21 502</b>  | <b>-98 335</b>        | <b>-128,0%</b>   |
| Frais Financiers  | -25 379         | -19 783         | 5 596                 | -22,1%           |
| Total Frais Financiers                                  | -25 379         | -19 783         | 5 596                 | -22,1%           |
| <b>Total Frais Financiers</b>                           | <b>-25 379</b>  | <b>-19 783</b>  | <b>5 596</b>          | <b>-22,1%</b>    |
| <b>Resultat Net avant Impot Parc</b>                    | <b>51 455</b>   | <b>-41 284</b>  | <b>-92 739</b>        | <b>-180,2%</b>   |
| Prestations Internes                                    |                 |                 |                       |                  |
| Prestations Internes                                    |                 |                 |                       |                  |
| <b>Prestations Internes</b>                             |                 |                 |                       |                  |

## Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

### Parc de stationnement Malakoff Hôtel de ville

| Code sous-classe immo.         | Libellé Compte                   | Valeur Brute au 31/12/2020 | Cumul Amortissement au 31/12/2020 | Valeur Nette Comptable au 31/12/2020 |
|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| BIENS DE RETOUR                | AAI EN CONCESSION                | 660 951 -                  | 403 253                           | 257 698                              |
|                                | MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION   | 140 100 -                  | 87 741                            | 52 359                               |
| <b>Total BIENS DE RETOUR</b>   |                                  | <b>801 051 -</b>           | <b>490 994</b>                    | <b>310 057</b>                       |
| BIENS DE REPRISE*              | MATERIEL ENGINS ET GROS OUTILLAG | 2 425 -                    | 1 871                             | 554                                  |
|                                | MOBILIER ET MATERIEL INFORMATIQU | 2 039 -                    | 2 039                             | -                                    |
|                                | PETITS MOBILIER ET MATERIEL DE B | 698 -                      | 639                               | 59                                   |
| <b>Total BIENS DE REPRISE*</b> |                                  | <b>5 162 -</b>             | <b>4 549</b>                      | <b>613</b>                           |
| <b>Total général</b>           |                                  | <b>806 213 -</b>           | <b>495 543</b>                    | <b>310 670</b>                       |

\*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

### Parc de stationnement Malakoff Hôtel de ville

| en euros H.T.                          | 31/12/2020 |
|--|------------|
| Immobilisations Valeur Comptable Brute | 806 213    |
| Immobilisations Valeur Comptable Nette | 310 670    |
| Immobilisation en cours                | 0          |

## Informations sur le patrimoine de la délégation au 31 décembre 2020

### Parc de stationnement Malakoff Parc Plateau de Vanves

| Code sous-classe immo.         | Libellé Compte                  | Valeur Brute au 31/12/2020 | Cumul Amortissement au 31/12/2020 | Valeur Nette Comptable au 31/12/2020 |
|--------------------------------|---------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|--------------------------------------|
| BIENS DE RETOUR                | AAI EN CONCESSION               | 97 034 -                   | 61 864                            | 35 169                               |
|                                | MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION  | 75 801 -                   | 45 272                            | 30 529                               |
|                                | MAT ET OUTILLAGE EN CONCESSION  | 4 611 -                    | 307                               | 4 303                                |
| <b>Total BIENS DE RETOUR</b>   |                                 | <b>177 445 -</b>           | <b>107 443</b>                    | <b>70 002</b>                        |
| BIENS DE REPRISE*              | MATERIEL ENGIN ET GROS OUTILLAG | 1 631 -                    | 1 631                             | -                                    |
| <b>Total BIENS DE REPRISE*</b> |                                 | <b>1 631 -</b>             | <b>1 631</b>                      | <b>-</b>                             |
| <b>Total général</b>           |                                 | <b>179 077 -</b>           | <b>109 075</b>                    | <b>70 002</b>                        |

\*quote part des actifs immobilisés détenus par Indigo Park

### Parc de stationnement Malakoff Parc Plateau de Vanves

| en euros H.T.                          | 31/12/2020 |
|--|------------|
| Immobilisations Valeur Comptable Brute | 179 077    |
| Immobilisations Valeur Comptable Nette | 70 002     |
| Immobilisation en cours                | 300        |

## Ville de Malakoff - Année 2020

Détermination de la redevance du contrat de Délégation de Service Public  
Selon les articles 29 et 30 du contrat d'affermage du 4 janvier 2013

### Révision de l'indexation : 1er janvier 2020

Formule d'indexation :

$$K_n = 0,70 \text{ ICHT-rev-TS1} / \text{ICHT-rev-Tso} + 0,30 \text{ EBIQ00} / \text{EBIQ00o}$$

dans laquelle les valeurs de base sont celles connues au 1er septembre 2012

### Valeur des indices :

ICHT-rev-Tso 106,9 Valeur de mars 2012 publiée le 02/07/2012

L'indice EBIQ00 en base 100 2005 a été supprimé et remplacé par l'indice EBIQ00 en base 100 2010 après sa valeur d'octobre 2012.

Pour déterminer la valeur de base de cet indice, il convient de prendre la dernière valeur connue de l'indice en base 100 2005 au 1er septembre 2012 puis de prendre son équivalent en base 2010.

EBIQ00o base 100 en 2005 121,3 Valeur de juin 2012 publié le 31/07/2012

Soit

EBIQ00o base 100 en 2010 107,7 Valeur de juin 2012

ICHT-rev-TS1 113,7 Valeur de juin 2019

EBIQ00 106,1 x 1,0564 112,1 Valeur de novembre 2019 publiée le 20/12/2019

$$K_n = 0,70 \times (113,7 / 106,9) + 0,30 \times (112,08404 / 107,7)$$

$$K_n = 1,056739$$

### Redevance pour frais de contrôle

Montant de la redevance annuelle **2 000,00 €**

### Redevance variable

|                            |              |
|----------------------------|--------------|
| Chiffre d'Affaires HT 2020 | 339 808,00 € |
|----------------------------|--------------|

| Valeurs de base | Coefficient |   | Seuil Indexé |
|-----------------|-------------|---|--------------|
| 310 000,00 €    | 1,056739    | = | 327 589,09 € |
| 390 000,00 €    | 1,056739    | = | 412 128,21 € |

| Seuil indexé    | Part de chiffre d'affaires soumise | Taux        | Redevance |            |
|-----------------|------------------------------------|-------------|-----------|------------|
| de 327 589,09 € | à 412 128,21 €                     | 12 218,91 € | 50%       | 6 109,45 € |
| 412 128,21 €    |                                    | 0,00 €      | 80%       | 0,00 €     |

**Total redevance variable 2020 6 109,45 €**

**Redevance 2020 8 109,45 €**



## Tableau de bord Annuel

Document non comptable

|                      |                                   |
|----------------------|-----------------------------------|
| Parc                 | 922702 - Hôtel de ville, Malakoff |
| Période de référence | Décembre 2020 sur 36 Mois         |
| Montants             | TTC                               |
| Recettes             | lissées                           |
| Type de contrat      | Concession                        |

|                |            |
|----------------|------------|
| DR             | Ouest      |
| Fin de contrat | 03/02/2027 |

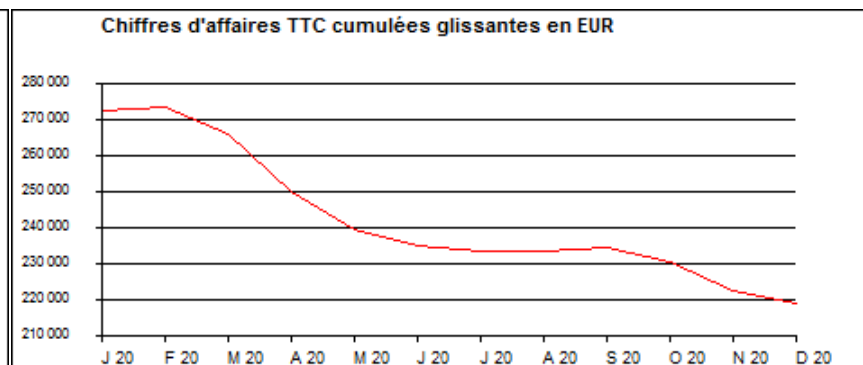
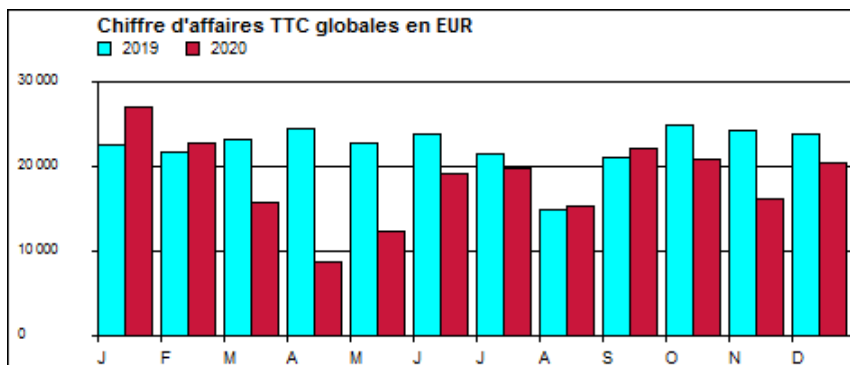
|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Nb places publiques        | 156 |
| Nb pl. amodiées ou vendues | 0   |
| Nb pl. amodiables          | 0   |
| Nb total places            | 169 |

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| Tarif 1 <sup>er</sup> heure (EUR) | 1 |
| Tarif abo. annuel (EUR)           | 0 |

| Mois      | Fréquentation       |           |            |              |              | Chiffres d'affaires TTC |                          |                        |                     |                                 | Statistiques |                                      |
|-----------|---------------------|-----------|------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------------------|------------------------|---------------------|---------------------------------|--------------|--------------------------------------|
|           | Nb sorties horaires |           | Nb abonnés | Nb locations | Nb ammodiat. | Horaire <sup>1</sup>    | Abonnements <sup>2</sup> | locations <sup>3</sup> | Divers <sup>4</sup> | TOTAL CA TTC <sup>1+2+3+4</sup> | Ticket moyen | Variation Ticket moyen D 2019/D 2020 |
|           | payantes            | Gratuites |            |              |              |                         |                          |                        |                     |                                 |              |                                      |
| Janvier   | 4 158               | 344       | 135        | 0            | 14           | 12 991                  | 12 844                   | 0                      | 991                 | 26 827                          | 3,1          | +1,3 %                               |
| Février   | 3 927               | 304       | 142        | 0            | 14           | 12 065                  | 9 699                    | 0                      | 810                 | 22 574                          | 3,1          | +4,5 %                               |
| Mars      | 1 627               | 110       | 136        | 0            | 14           | 5 882                   | 9 230                    | 0                      | 425                 | 15 537                          | 3,6          | +28,1 %                              |
| Avril     | 183                 | 114       | 129        | 0            | 14           | 41                      | 8 670                    | 0                      | 4                   | 8 715                           | 0,2          | -93,3 %                              |
| Mai       | 874                 | 138       | 133        | 0            | 14           | 2 536                   | 9 379                    | 0                      | 291                 | 12 207                          | 2,9          | -4,7 %                               |
| Juin      | 3 333               | 154       | 150        | 0            | 14           | 9 002                   | 9 535                    | 0                      | 418                 | 18 955                          | 2,7          | -15,0 %                              |
| Juillet   | 2 812               | 143       | 150        | 0            | 14           | 8 899                   | 10 080                   | 0                      | 679                 | 19 659                          | 3,2          | -2,9 %                               |
| Août      | 2 176               | 70        | 148        | 0            | 14           | 5 011                   | 9 651                    | 0                      | 450                 | 15 112                          | 2,3          | -35,6 %                              |
| Septembre | 3 673               | 154       | 151        | 0            | 14           | 10 838                  | 10 510                   | 0                      | 601                 | 21 949                          | 3,0          | -3,8 %                               |
| Octobre   | 3 015               | 191       | 153        | 0            | 14           | 9 676                   | 10 432                   | 0                      | 701                 | 20 809                          | 3,2          | -2,5 %                               |
| Novembre  | 2 853               | 142       | 150        | 0            | 14           | 5 451                   | 10 228                   | 0                      | 480                 | 16 159                          | 1,9          | -35,5 %                              |
| Décembre  | 3 378               | 234       | 165        | 0            | 14           | 8 344                   | 11 593                   | 0                      | 474                 | 20 411                          | 2,5          | -23,7 %                              |
| TOTAL     | 32 009              | 2 098     | 1 742      | 0            | 168          | 90 736                  | 121 851                  | 0                      | 6 325               | 218 912                         | 2,8          | -16,3 %                              |

Rappel année 2019

|                |         |         |         |   |        |         |         |   |         |         |
|----------------|---------|---------|---------|---|--------|---------|---------|---|---------|---------|
| D 2019         | 4 390   | 358     | 132     | 0 | 14     | 14 207  | 8 827   | 0 | 748     | 23 781  |
| cumul à D 2019 | 49 805  | 3 373   | 1 494   | 0 | 164    | 155 305 | 103 320 | 0 | 9 213   | 267 848 |
| var 2019/2020  | -35,7 % | -37,8 % | +16,6 % |   | +2,4 % | -41,6 % | +17,9 % |   | -31,4 % | -18,3 % |





## Tableau de bord Annuel

Document non comptable

|                      |   |
|----------------------|---|
| Parc                 | 922701 - Parc Plateau de Vanves, Malakoff |
| Période de référence | Décembre 2020 sur 36 Mois                 |
| Montants             | TTC                                       |
| Recettes             | lissées                                   |
| Type de contrat      | Concession                                |

|                |            |
|----------------|------------|
| DR             | Ouest      |
| Fin de contrat | 03/02/2027 |

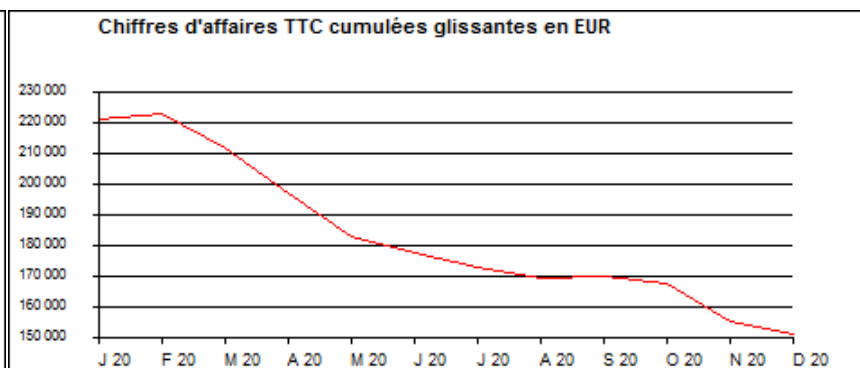
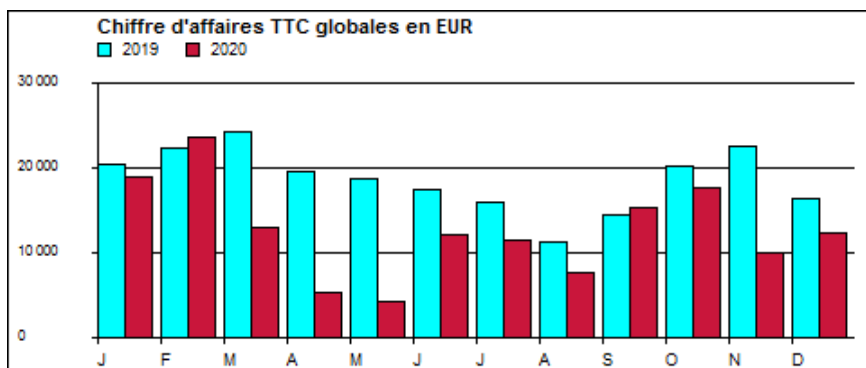
|                            |     |
|----------------------------|-----|
| Nb places publiques        | 149 |
| Nb pl. amodiées ou vendues | 0   |
| Nb pl. amodiables          | 0   |
| Nb total places            | 149 |

|                                  |   |
|----------------------------------|---|
| Tarif 1 <sup>o</sup> heure (EUR) | 1 |
| Tarif abo. annuel (EUR)          | 0 |

| Mois      | Fréquentation       |           |            |              |              | Chiffres d'affaires TTC |                          |                        |                     |                                 | Statistiques |                                      |
|-----------|---------------------|-----------|------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------------------|------------------------|---------------------|---------------------------------|--------------|--------------------------------------|
|           | Nb sorties horaires |           | Nb abonnés | Nb locations | Nb ammodiat. | Horaire <sup>1</sup>    | Abonnements <sup>2</sup> | locations <sup>3</sup> | Divers <sup>4</sup> | TOTAL CA TTC <sup>1+2+3+4</sup> | Ticket moyen | Variation Ticket moyen D 2019/D 2020 |
|           | payantes            | Gratuites |            |              |              |                         |                          |                        |                     |                                 |              |                                      |
| Janvier   | 2 113               | 462       | 87         | 0            | 0            | 10 871                  | 6 710                    | 0                      | 1 155               | 18 736                          | 5,1          | -2,5 %                               |
| Février   | 2 258               | 393       | 105        | 0            | 0            | 12 469                  | 9 489                    | 0                      | 1 642               | 23 600                          | 5,5          | +3,5 %                               |
| Mars      | 1 070               | 242       | 84         | 0            | 0            | 5 834                   | 6 663                    | 0                      | 444                 | 12 942                          | 5,5          | +5,1 %                               |
| Avril     | 28                  | 14        | 74         | 0            | 0            | 0                       | 5 293                    | 0                      | 0                   | 5 293                           | 0,0          | -100,0 %                             |
| Mai       | 449                 | 180       | 55         | 0            | 0            | 2 000                   | 2 131                    | 0                      | 18                  | 4 150                           | 4,5          | -24,7 %                              |
| Juin      | 1 205               | 383       | 86         | 0            | 0            | 5 179                   | 6 649                    | 0                      | 292                 | 12 120                          | 4,3          | -17,2 %                              |
| Juillet   | 1 072               | 381       | 88         | 0            | 0            | 5 050                   | 6 226                    | 0                      | 151                 | 11 427                          | 4,7          | -11,8 %                              |
| Août      | 710                 | 240       | 53         | 0            | 0            | 3 120                   | 4 214                    | 0                      | 270                 | 7 604                           | 4,4          | -27,4 %                              |
| Septembre | 1 569               | 316       | 90         | 0            | 0            | 7 719                   | 6 837                    | 0                      | 565                 | 15 121                          | 4,9          | -7,8 %                               |
| Octobre   | 1 564               | 361       | 103        | 0            | 0            | 7 538                   | 9 685                    | 0                      | 379                 | 17 602                          | 4,8          | -26,5 %                              |
| Novembre  | 833                 | 254       | 102        | 0            | 0            | 3 593                   | 6 054                    | 0                      | 173                 | 9 821                           | 4,3          | -20,8 %                              |
| Décembre  | 1 396               | 303       | 76         | 0            | 0            | 6 184                   | 5 709                    | 0                      | 425                 | 12 317                          | 4,4          | -12,8 %                              |
| TOTAL     | 14 267              | 3 529     | 1 003      | 0            | 0            | 69 557                  | 75 662                   | 0                      | 5 514               | 150 733                         | 4,9          | -20,8 %                              |

Rappel année 2019

|                |         |        |        |   |   |         |        |   |         |         |
|----------------|---------|--------|--------|---|---|---------|--------|---|---------|---------|
| D 2019         | 1 782   | 353    | 82     | 0 | 0 | 9 054   | 6 632  | 0 | 686     | 16 372  |
| cumul à D 2019 | 24 922  | 3 626  | 950    | 0 | 0 | 136 814 | 73 419 | 0 | 12 584  | 222 824 |
| var 2019/2020  | -42,8 % | -2,7 % | +5,6 % |   |   | -49,2 % | +3,0 % |   | -56,2 % | -32,4 % |







L'entrée (fronton / travée)



2020\_S1

- |   |     |
|---|-----|
| 1. Le revêtement des murs est propre : pas de tag ou sticker sur les murs   | Oui |
| 2. Le revêtement du sol est propre : pas de déchets au sol  | Oui |
| 3. Au moins 50% des éclairages fonctionnent   | Oui |
| 4. Absence de stickers, étiquettes autocollantes ou graffitis sur les rampes  | Oui |
| 5. Les chasse-roues (butées de parking) sont propres (il ne doit pas y avoir de déchets mais les traces de pneus sont tolérées) | Oui |
| 6. Le Drapeau d'entrée 'P' Bleu est visible, en bon état et fonctionnel   | Oui |
| 7. La porte et la signalétique sont propres : absence de tag ou de sticker  | Oui |



Barrière de péage d'entrée



- |   |     |
|---|-----|
| 8. Les tarifs sont affichés et bien visibles  | Oui |
| 9. L'affichage sur la borne de péage est en bon état et lisible (Il n'y a pas de stickers autres que ceux de la marque Indigo, de la marque OPnGO ainsi que des stickers Télépéage) | Oui |
| 10. Les bornes de péage sont propres (pas de poussière, de déchet)  | Oui |
| 11. La barrière est propre (absence de stickers, pas de trace de scotch, peinture en bon état, pas de débris)   | Oui |
| 12. La barrière est en bon état de fonctionnement   | Oui |
| 13. Les îlots sont propres (pas de poussière, de déchet)  | Oui |





Barrière de péage de sortie

2020\_S1

- |  |     |
|--|-----|
| 14. Le bouton d'appel est bien visible   | Oui |
| 15. L'affichage sur la borne de péage est en bon état et lisible (Il n'y a pas de stickers autres que ceux de la marque Indigo, de la marque OPnGO ainsi que des stickers Télépéage) | Oui |
| 16. Les bornes de péage sont propres (pas de poussière, de déchet)   | Oui |
| 17. La barrière est propre (absence de stickers, pas de trace de scotch, peinture en bon état, pas de détritrus)   | Oui |
| 18. La barrière est en bon état de fonctionnement  | Oui |
| 19. Présence de poubelles à la sortie  | Oui |
| 20. Les îlots sont propres (pas de poussière, de déchet)   | Oui |



Allées de circulation

- |   |     |
|---|-----|
| 21. Les panneaux de signalétique sont propres, lisibles et en bon état  | Oui |
| 22. Les allées de circulation sont entretenues et propres   | Oui |
| 23. Les allées de circulation sont sans encombrants ou déchets  | Oui |
| 24. L'éclairage est homogène dans l'allée de circulation (systématiquement au moins 1 néon sur 2 fonctionne)  | Oui |
| 25. Présence d'un "guidage à la place" : voyants pour indiquer si la place est libre (voyant vert) ou occupée (voyant rouge)  | Non |
| 26. Si présence d'un "guidage à la place", il fonctionne correctement : si le voyant est vert, la place est vraiment libre et si le voyant est rouge, la place est vraiment occupée |     |





**AUDIT MYSTERE 2020**  
**Parking : Hôtel de ville\_922702**

**Rampes d'accès**

2020\_S1

27. Le mur est propre (pas de marque de salissure)

28. L'éclairage fonctionne avec au moins 1 néon sur 2

29. Les chasse-roues sont propres (il ne doit pas y avoir de déchets mais les traces de pneus sont tolérées)

**Places de stationnement**

30. Les délimitations des places sont lisibles, au sol ET/OU au mur Oui

31. La place est propre (absence de tâches d'huile ou de déchets) Oui

32. Il y a une numérotation des places Oui

33. Si numérotation des places, elle est propre et lisible, au sol et aux murs Oui

34. L'arrière de la place est propre : absence de déchets ou boues Oui

35. Les panneaux indiquant les places PMR (personne à mobilité réduite) sont présents et conformes à la réglementation Oui





**AUDIT MYSTERE 2020**  
**Parking : Hôtel de ville\_922702**

**Je sors de mon véhicule**

2020\_S1

36. Il y a une odeur neutre (pas d'odeur d'urine) Oui

37. Absence de flaques rémanentes au sol (ne pas évaluer s'il pleut ou neige) Oui

**Je me dirige vers la sortie piéton**

38. La signalétique 'sortie piéton' est claire, propre et visible Oui

39. Si présence de poubelles dans le parking, elles ne débordent pas Oui

40. Les blocs de secours (panneau vert issue de secours) sont en bon état (lumineux et visibles) Oui

41. L'affichage désignant la sortie PMR (personne à mobilité réduite) est propre et lisible Oui

**Je prends les escaliers**

42. Les escaliers sont propres (absence de moisissures, de déchets, de tags, de dégradations, de marques de cigarettes) Oui

43. Il y a des bandes antidérapantes sur les marches Oui

44. Il y a une odeur neutre (pas d'odeur d'urine) Non





**AUDIT MYSTERE 2020**  
**Parking : Hôtel de ville\_922702**

**Dans l'ascenseur**

2020\_S1

- 45. Présence d'au moins 1 ascenseur dans le parking Oui
- 46. L'ascenseur que vous prenez fonctionne Oui
- 47. S'il y a un dysfonctionnement d'un ascenseur, il est signalé par un affichage
- 48. Dans l'ascenseur, il y a une odeur neutre (pas d'odeur d'urine) Oui
- 49. La cabine d'ascenseur est propre et sans dégradation Oui



**La boutique**

- 50. La boutique INDIGO est présente dans ce parking Oui
- 51. Si oui, la façade est propre et accueillante Oui
- 52. Si non, un panneau d'information indique la boutique la plus proche

**Les toilettes**

- 53. Présence de toilettes dans le parking Non
- 54. Les toilettes sont bien signalées
- 55. Les toilettes sont propres et fonctionnelles (présence de papier, savon, essuie main)
- 56. L'odeur est neutre ou agréable



Passage en caisse



AUDIT MYSTERE 2020

Parking : Hôtel de ville\_922702

2020\_S1

- 57. En appuyant sur le bouton d'appel, vous êtes pris en charge en moins de 30 secondes Oui
- 58. L'interlocuteur se présente 'INDIGO, bonjour' Oui
- 59. L'interlocuteur est agréable et souriant Oui
- 60. Le son est de bonne qualité (absence de grésillement...) Oui

**Focus sur les 10 critères incontournables - Votre score : 90,0 / 100**

2020\_S1

- 6. Le Drapeau d'entrée 'P' Bleu est visible, en bon état et fonctionnel Oui
- 12. La barrière d'entrée est en bon état de fonctionnement Oui
- 18. La barrière de sortie est en bon état de fonctionnement Oui
- 23. Les allées de circulation sont sans encombrants ou déchets Oui
- 31. La place de stationnement est propre (absence de tâches d'huile ou de déchets) Oui
- 36. Quand je sors de mon véhicule, il y a une odeur neutre (pas d'odeur d'urine) Oui
- 42. Les escaliers sont propres (absence de moisissures, de déchets, de tags, de dégradations, de marques de cigarettes) Oui
- 44. Dans les escaliers, il y a une odeur neutre (pas d'odeur d'urine) Non
- 49. La cabine d'ascenseur est propre et sans dégradation Oui
- 57. En appuyant sur le bouton d'appel, vous êtes pris en charge en moins de 30 secondes Oui



***Les points forts et les points faibles de votre expérience client  
Vos éventuelles suggestions, améliorations à apporter***

*Points forts : Clarté d'utilisation du parking. La signalisation est assez claire. La hauteur sous plafond. Les routes piétonnes sont assez courtes. On est dehors assez rapidement.*

*Points faibles : Dans certains coins de la cage d'escalier, on peut sentir l'odeur d'urine. Certains escaliers sont très étroits. Le virage en angle droit vers le parking n'est pas facile à prendre pour un véhicule large. Certaines places de parking sont un petit peu étroites. La boutique INDIGO est fermée alors qu'elle devrait être ouverte.*

*Suggestions : Nettoyer mieux certaines zones du parking (notamment la cage d'escalier) pour qu'il n'y ait plus d'odeur d'urine.*





INDIGO - PARKING  
HOTEL DE VILLE  
92240 MALAKOFF

CAISSE AUTO : 31  
RECU NO : 174743

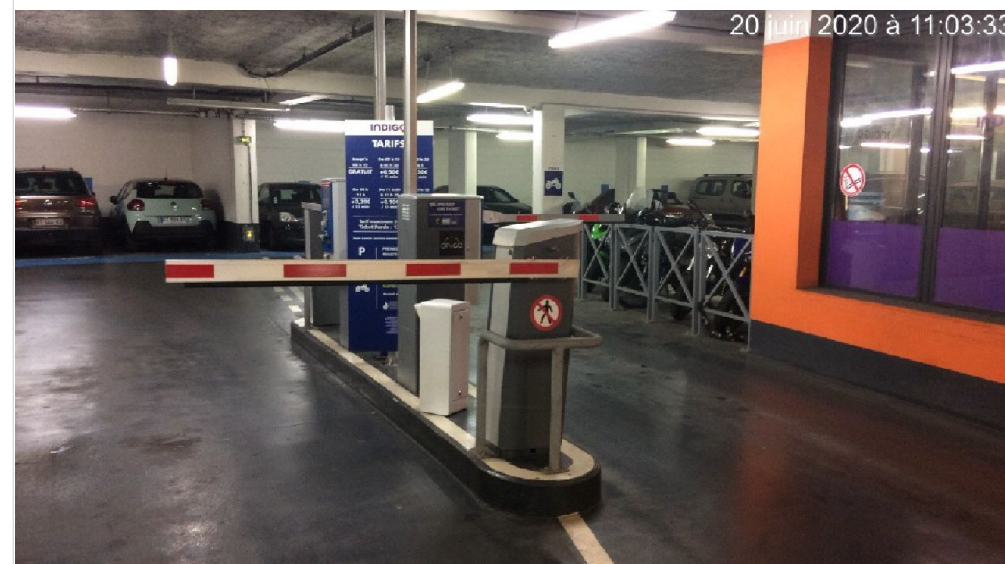
TICKET HORAIRE

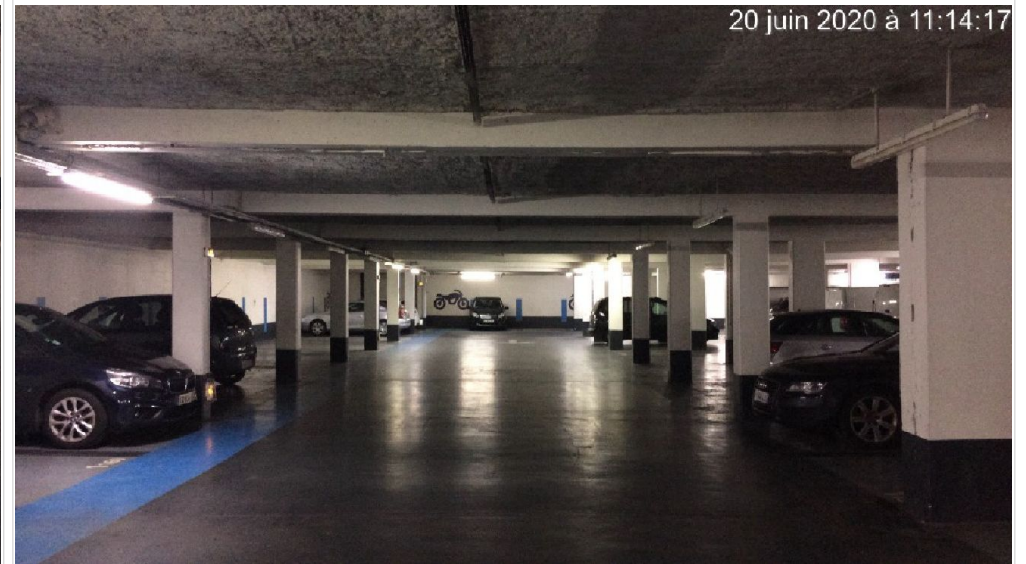
No 01 011 2082424104  
ENTR. 20.06.20 10:55:36  
PAYE. 20.06.20 11:12:31  
PAIEMENT ESPECES

PRIX : 0.50 EUR  
PAYE : 0.50 EUR

-----  
TVA20.0% 0.08 EUR  
H. TAXE : 0.42 EUR  
-----

0 Jr 0 Hr 17 Mn  
MERCI ET BON VOYAGE





20 juin 2020 à 11:01:36

1141

20 juin 2020 à 11:09:30



20 juin 2020 à 11:05:08



20 juin 2020 à 11:01:16

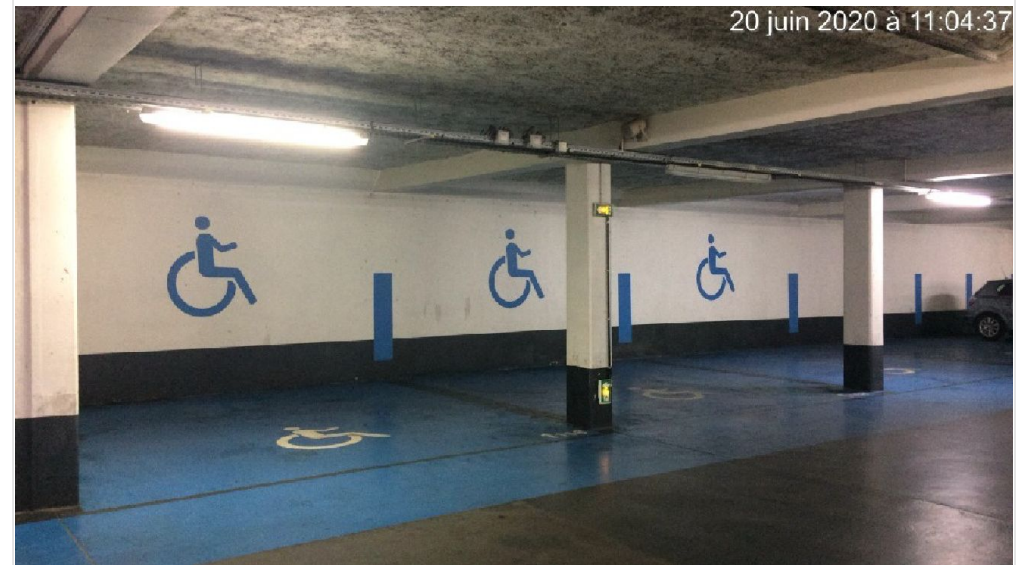


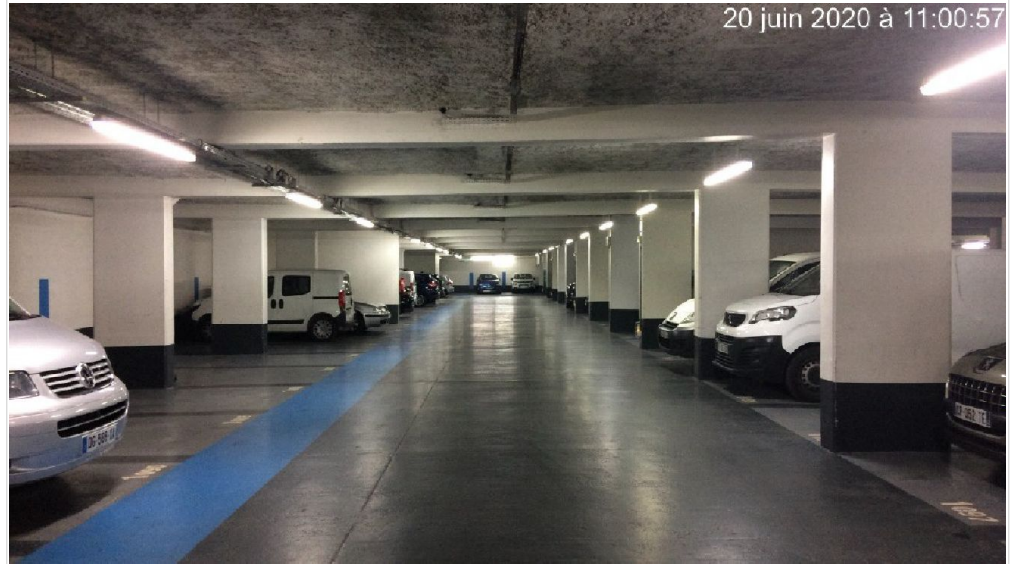
20 juin 2020 à 11:02:34



20 juin 2020 à 11:02:44













**VILLE DE MALAKOFF**  
**HAUTS DE SEINE**

*ville de Malakoff* 

**PROCES VERBAL DE LA REUNION DE LA COMMISSION**  
**CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX**  
**DU 21 MARS 2022.**

**L'an deux mille vingt-deux, le vingt-et-un mars,**

En application de l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales, dès communication à l'autorité délégante d'un rapport établi par le délégataire de service public, celui-ci est soumis pour examen à la commission consultative des services publics locaux.

En conséquence, les membres de la commission consultative des services publics locaux se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Sonia FIGUÈRES, 1<sup>ère</sup> Maire-adjointe, afin d'examiner :

- **Le rapport d'activité relatif à l'exercice 2020 de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement.**

Les membres de la commission consultative des services publics locaux se sont réunis à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Sonia FIGUÈRES, 1<sup>ère</sup> Maire-adjointe.

**Etaient présents :**

- **Membres élu.e.s de la CCSPL :**
  - Madame Sonia FIGUÈRES, 1<sup>ère</sup> Maire-adjointe, Présidente,
  - Monsieur Dominique CARDOT, Maire-adjoint, membre titulaire,
  - Monsieur Pascal BRICE, conseiller municipal, membre titulaire,
  - Monsieur Roger PRONESTI, Conseiller municipal, Membre suppléant.
- **Membres de l'Administration :**
  - Madame Sarah GUETTAI, Directrice de la prévention et de la tranquillité publique ;
  - Monsieur Clément DAUTELLE, Directeur des affaires générales.

• **Membres des associations :**

**Absents convoqués et excusés**

- Malakoff Village,
- Secours Catholique,
- Secours Populaire,
- La Vigie,
- Association Conférence Nationale du Logement des Hauts-de-Seine.

---

Madame Sonia FIGUÈRES, Présidente, ouvre la séance et présente son objectif, à savoir émettre un avis sur le rapport d'activités 2020 établi par le délégataire de service public.

Il convient donc à présent de recueillir l'avis de la commission consultative des services publics locaux, conformément aux dispositions de l'article L1413-1 du code général des collectivités territoriales, avant que le conseil municipal ne prenne acte du rapport lors de sa séance du 23 mars 2022, en application de l'article L1411-3.

Madame Sonia FIGUÈRES demande ensuite à Madame Sarah GUETTAL de présenter la synthèse du rapport d'activité 2020 de la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement.

Ledit rapport est annexé au procès-verbal.

Elle invite ensuite les membres de la commission à échanger sur le rapport d'activité présenté.

Après avoir échangé sur le rapport d'activité, Madame Sonia FIGUÈRES propose à chaque membre d'émettre un avis.

**Rapport d'activité 2020 relatif à la délégation de service public pour l'exploitation des parcs de stationnement.**

Le tableau suivant en donne le résultat :

| <b>Membre de la Commission</b>    | <b>Avis favorable</b> | <b>Avis défavorable</b> |
|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------|
| <b>Madame Sonia FIGUÈRES</b>      | <b>X</b>              |                         |
| <b>Monsieur Dominique CARDOT</b>  | <b>X</b>              |                         |
| <b>Monsieur Pascal BRICE</b>      | <b>X</b>              |                         |
| <b>Monsieur Anthony TOUEILLES</b> |                       |                         |
| <b>Monsieur Roger PRONESTI</b>    | <b>X</b>              |                         |

Il en ressort de la commission consultative des services publics locaux émet un **avis favorable** concernant le rapport d'activité 2020 relatif à la délégation de service public pour la gestion des marchés d'approvisionnement.

Fait à Malakoff, le 21 mars 2022,

Les membres de la commission :

|  |  |
|--|--|
| <b>La Présidente<br/>Madame Sonia FIGUÈRES</b> |  |
| <b>Monsieur Dominique CARDOT</b>               |  |
| <b>Monsieur Pascal BRICE</b>                   |  |
| <b>Monsieur Anthony TOUEILLES</b>              |  |
| <b>Monsieur Martin VERNANT</b>                 |  |
| <b>Monsieur Roger PRONESTI</b>                 |  |

## ANNEXE UNIQUE AU PROCÈS-VERBAL

### TABLEAU RECAPITULATIF APPRECIATIONS PORTEES SUR LE RAPPORT D'ACTIVITE 2020 RELATIF À LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT

**Appréciation générale** : Avis favorable sous réserve d'une remontée au délégataire des éventuelles préconisations.

#### PRECONISATIONS (EVENTUELLEMENT)

Les membres de la commission demandent une transmission du rapport d'activité sous format papier suffisamment en amont de la date de réunion.

Les membres de la commission notent que les tarifs n'ont pas évolué depuis 2013 et sont inférieurs de 4 à 5 € par rapport aux parkings des villes avoisinantes. En conséquence, ils souhaitent que soit engagé une réflexion, en lien avec la direction des finances, concernant une revalorisation des tarifs en vue de limiter l'effet d'aubaine.

# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Vœu du groupe « *Demain Malakoff* » relatif à la situation en Ukraine.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_47</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 32                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 1                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### **Etaient Présents (32) :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles – Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault

### **Avaient donné mandat (6) :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Était excusé (1) :**

M. Stéphane Tauthui

### **Secrétaire de séance :**

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_47

Objet : Vœu du groupe « *Demain Malakoff* » relatif à la situation en Ukraine.

**Considérant** que la Ville de Malakoff a été désignée « *commune pour la paix* » par l'Association des maires pour la paix ;

**Considérant** que la Fédération de Russie a agressé militairement l'Ukraine et violé sa souveraineté nationale en déclenchant seule, une guerre le jeudi 24 février 2022 ; et que cette invasion viole le droit international et le droit international humanitaire ;

**Considérant** que la France, par la voix de son président de la République se tient aux côtés de l'Ukraine et du peuple ukrainien ;

**Considérant** que cette crise va contraindre des centaines de milliers de civils ukrainiens à fuir leur propre pays, déjà 3 millions à ce jour selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés ;

**Considérant** l'activation du fonds d'action extérieur des collectivités territoriales par le Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères, Jean-Yves Le Drian, destiné à permettre aux collectivités locales de contribuer financièrement à l'achat et au transport de biens de première nécessité à destination de l'Ukraine ;

**Considérant** la proposition de la France d'activer la directive européenne de « *protection temporaire* » permettant aux personnes déplacées de disposer d'un titre de séjour, d'une autorisation de travail, de soins médicaux et de recevoir une aide sociale et financière ;

**Considérant** la volonté de la France d'accueillir plus de 100 000 réfugiés ukrainiens ;

En cohérence avec notre attachement sincère et sans concession aux valeurs de l'Europe ; et considérant que l'Union européenne est le cadre pertinent pour défendre les valeurs de paix et de liberté, sur proposition des élus du groupe Demain Malakoff ;

### REJETTE LE VŒU,

**Que la Ville de Malakoff** continue de dénoncer publiquement cette violation de la souveraineté ukrainienne au mépris du droit international et de tout processus démocratique ;

**Que la Ville de Malakoff** continue d'exprimer publiquement à nouveau son attachement à la paix, à la démocratie, à l'état de droit et au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et son soutien au peuple ukrainien ; et que la Ville se déclare « ville européenne » en signe d'adhésion et de participation à la présidence française du Conseil de l'Union européenne et s'engage à faire vivre et renforcer la conscience des valeurs européennes sur notre ville, à commencer par l'école et la jeunesse ;

**Que la Ville de Malakoff** s'engage à recenser l'ensemble des initiatives humanitaires, à destination du peuple ukrainien et s'engage à contribuer financièrement à celles-ci ;

**Que la Ville de Malakoff** s'engage à mettre en place un dispositif communal d'accueil des familles de réfugiés ukrainiens et à en tenir informé les membres du Conseil municipal.

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

**Vote :**

Par 28 voix CONTRE dont 5 mandats (M. Aarsse, Mme Ghiati, Mme Trichet-Allaire, M. Poullé, Mme Kitenge),  
8 voix POUR (Mme Parmentier, M. Courteille, Mme Sourigues, Mme Aprikian, M. Brice, Mme Jannès, M. Rajzman, Mme Rault),  
2 élu.e.s ne prenant pas part au vote (M. Bresset, M. Pronesti/Mandat),  
Et 1 élu absent (M. Tauthui).

La Maire,

- Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.
- Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



# Ville de Malakoff

## **REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du : **MERCREDI 23 MARS 2022**

Objet : Vœu de la majorité municipale relatif à la solidarité avec les réfugié-es d'Ukraine.

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| Nombre de membres composant le conseil : <b>39</b> | <b>DEL2022_48</b>                 |
| En exercice : 39                                   | <b>Arrivée en Préfecture le :</b> |
| Présents : 32                                      | <b>Publiée le :</b>               |
| Représentés (ayant donné mandat) : 6               | <b>Exécutoire le :</b>            |
| Absents (sans mandat) : 1                          |                                   |

L'an deux mille vingt-deux, le mercredi vingt-trois mars à 19 heures précises, les membres composant le conseil municipal de Malakoff, légalement convoqués, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle des fêtes de l'école Jean Jaurès, située 13 avenue Jules Ferry à Malakoff, sous la présidence de Madame la Maire, **Jacqueline BELHOMME**.

### **Etaient Présents (32) :**

Mme Jacqueline Belhomme - Mme Sonia Figuères  
 Mme Corinne Parmentier - M. Dominique Cardot  
 M. Antonio Oliveira - Mme Bénédicte Ibos - M. Saliou Ba  
 Mme Fatiha Alaudat - M. Michel Aouad - Mme Annick Le Guillou  
 M. Farid Hemidi - Mme Jocelyne Boyaval - Mme Catherine Morice  
 Mme Carole Sourigues - Mme Virginie Aprikian - M. Michaël Goldberg  
 M. Pascal Brice - M. Loïc Courteille - M. Thomas François  
 M. Grégory Gutierrez - Mme Julie Muret - Mme Nadia Hammache  
 M. Nicolas Garcia - Mme Héla Bel Hadj Youssef - M. Martin Vernant  
 M. Aurélien Denaes - M. Anthony Touailles - Mme Fatou Sylla  
 M. Gilles Bresset - Mme Emmanuelle Jannès - M. Olivier Rajzman  
 Mme Charlotte Rault

### **Avaient donné mandat (6) :**

M. Rodéric Aarsse à Mme Bénédicte Ibos  
 Mme Vanessa Ghiati à Mme Jacqueline Belhomme  
 Mme Dominique Trichet-Allaire à Mme Julie Muret  
 M. Jean-Michel Poullé à Mme Sonia Figuères  
 Mme Tracy Kitenge à M. Saliou Ba  
 M. Roger Pronesti à M. Gilles Bresset

### **Était excusé (1) :**

M. Stéphane Tauthui

### **Secrétaire de séance :**

Secrétaire de séance : Mme Fatiha Alaudat en conformité avec l'article L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

# Ville de Malakoff

## CONSEIL MUNICIPAL Séance publique du 23 mars 2022

### Registre des délibérations Délibération n°DEL2022\_48

Objet : Vœu de la majorité municipale relatif à la solidarité avec les réfugié-es d'Ukraine.

Le 24 février dernier, le président de la Fédération des états indépendants de Russie, Vladimir Poutine, a ordonné l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

Cette entrée en guerre, dont les conséquences sont incalculables, est une violation flagrante du droit international, menace la paix sur tout le continent européen et entraîne d'ores et déjà une catastrophe humanitaire. Les bombardements auxquels sont intentionnellement soumis les civils constituent un crime de guerre. On dénombre actuellement environ 3,5 millions de réfugiés, et ce nombre va s'accroître.

La France a joint sa voix au concert des pays européens pour condamner cette agression et signifier son soutien inconditionnel à l'état ukrainien. Il en va de même pour Malakoff.

Cette agression a suscité, en retour, un immense élan de solidarité à travers toute l'Europe. Des collectes ont été organisées, des hébergements proposés, des dons à destination des associations caritatives affluent pour conjurer, autant que possible, la catastrophe humanitaire en cours.

A Malakoff, la municipalité a initié avec le monde associatif un rassemblement de solidarité et une collecte de produits sanitaires et d'hygiène, qui a mis en évidence, une nouvelle fois, la solidarité de nos concitoyen-nes. La Mairie a mis à la disposition des services de l'Etat un hébergement collectif que ce dernier pourra mobiliser en fonction de ses besoins. Elle a voté une subvention exceptionnelle au profit de l'UNICEF, en tant que « ville-amie des enfants ». Elle scolarise tous les enfants qui s'installent dans la ville. Comme par le passé et à chaque fois qu'elle a été sollicitée, Malakoff a accueilli, accompagné et permis l'intégration de réfugié-es sur son sol.

Malakoff met ainsi en œuvre les engagements construits avec l'AFCD RP-Maires pour la Paix France (Association française des communes, départements et régions pour la paix), dont elle est membre fondatrice, et avec l'ANVITA (Association nationale des villes et territoires accueillants) qu'elle a rejoint dès sa création.

La solidarité avec tous les peuples du monde est inscrite dans l'ADN de notre ville, qui a toujours répondu – dans l'urgence comme dans la durée – aux drames humanitaires qui se produisent aux quatre coins du monde. Notre engagement en faveur de la culture de paix est absolu et ne connaît aucune distinction fondée sur la religion, la couleur de peau ou l'origine géographique des personnes victimes de conflits.

Aujourd'hui, Malakoff est solidaire de la résistance menée en Ukraine comme des femmes et des hommes qui, en Russie et en Biélorussie, manifestent contre cette agression.

Afin de faire face à l'afflux massif de réfugié-es provoquée par l'agression russe en Ukraine, la volonté des pays européens de faciliter leur prise en charge a conduit le Conseil de l'Union européenne à activer, le 4 mars dernier, le dispositif de « protection temporaire », adopté le 20 juillet 2001 mais jamais appliqué. Ce dispositif comprend la délivrance d'une autorisation provisoire de séjour sur le territoire, le versement de l'allocation pour demandeur d'asile, l'autorisation d'exercer une activité professionnelle, l'accès aux soins par une prise en charge médicale, la scolarisation des enfants mineurs et un soutien dans l'accès au logement, pour une durée d'un an (renouvelable deux fois).

Cet accompagnement administratif et social est nécessaire et bienvenu. Au-delà même du drame ukrainien, il constitue une réponse forte – mais il doit être à la hauteur des traditions d'accueil de notre pays à toutes les femmes et tous les hommes qui, pour reconstruire un avenir serein, ont fui la misère ou la guerre dans leur pays d'origine. Le gouvernement ne peut se contenter de mettre en place les conditions minimales d'accueil et de décharger sur les villes et sur la solidarité privée pour l'hébergement. Il doit au contraire développer de réelles politiques publiques du logement et de la santé.

A Malakoff, nous mesurons combien cette protection serait nécessaire pour toutes celles et ceux que nous accueillons et qui souffrent d'être rejetés dans une précarité administrative et sociale.

**Dans ce contexte, les élus de Malakoff émettent le vœu que :**

- La communauté internationale poursuive et amplifie ses efforts en faveur d'un règlement diplomatique de la situation ukrainienne et d'un accueil digne des populations réfugiées sans discrimination, et que toute mesure soit prise empêchant Vladimir POUTINE de financer son agression militaire ;
- La communauté internationale intervienne en soutien des pays frontaliers qui, à l'exemple de la Pologne, sont la première destination des populations d'Ukraine qui ne souhaitent pas s'éloigner de leur pays d'origine ;
- L'accès au dispositif de « protection temporaire » soit renforcé et étendu à l'ensemble des personnes réfugiées en France en raison de conflits militaires ou de crises économiques, sociales et écologiques afin de faciliter leur prise en charge administrative, sanitaire et sociale ;
- la France active son réseau diplomatique pour venir en aide aux opposant-es à cette agression, dans tous les pays où elles et ils sont menacé-es ;
- la France organise, structure et sécurise les parcours solidaires des réfugié-es ;
- la France engage un véritable plan d'action en faveur de la construction de logements sociaux pour répondre à l'hébergement d'urgence des personnes réfugié-es et exilé-es.

Envoyé en préfecture le 08/04/2022

Reçu en préfecture le 08/04/2022

Affiché le



ID : 092-219200466-20220323-DEL2022\_48-AR

Fait et délibéré à la date ci-dessus  
Ont signé les membres présents  
Pour extrait conforme au registre

Madame la Maire,  
**Jacqueline BELHOMME**

**Vote :**

Par 37 voix POUR dont 6 mandats (M. Aarsse, Mme Ghiati, Mme Trichet-Allaire, M. Poullé, Mme Kitenge, M. Pronesti),  
1 élue ne prenant pas part au vote (Mme Sourigues),  
Et 1 élu absent (M. Tauthui).

La Maire,

– Certifie le caractère exécutoire de cette délibération compte-tenu de sa transmission en préfecture, de son affichage ou de sa notification.  
– Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Madame la Maire de Malakoff dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage ; l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours pour excès de pouvoir peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage ou, si un recours administratif a été préalablement déposé, à compter de la décision expresse ou implicite de rejet de l'administration. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)